YVES SANTAMARIA

LE PARTI DE L'ENNEMI ?

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS DANS LA LUTTE POUR LA PAIX (1947-1958)



ARMAND COLIN

YVES SANTAMARIA

LE PARTI DE L'ENNEMI ?

Le Parti communiste français
dans la lutte pour la paix
1947-1958

Conception maquette de couverture : Frank Sérac
Illustration de couverture : Affiche de Paul Gilles, 1951

ISBN : 2-200-26818-1

Pour Anne, mon épouse
Pour mes parents et mon frère
Pour Jean-Baptiste, Pierre-Marie, Marc, Florent et Éloïse.

« Ce premier aspect du bien commun est conditionné en premier lieu par le présupposé de l'ami et de l'ennemi, en ce sens que la tâche de la politique consiste à surmonter ou à vaincre l'inimitié réelle ou virtuelle, d'établir la paix et, le cas échéant, la plus grande amitié possible entre les peuples. »

Julien Freund, *Qu'est-ce que la politique ?*, Sirey, 1965.

« Tel est le rayonnement de ces grands mots que pour les combattre, leurs pires ennemis ont compris qu'il leur fallait d'abord s'en emparer et les enrôler à leur service. Tous ceux qui foulent au pied les espérances, les volontés d'un monde nouveau ont la bouche pleine du mot de "Paix", honteusement avili, et se réclament d'une "Liberté" qui n'est qu'une prime à l'exploitation. »

Allocution de Romain Rolland au dernier congrès de « Paix et Liberté » (11 au 13 novembre 1938), reproduite in *Les Partisans de la paix* (décembre 1949).

– Mao Zedong :

« Pendant la bataille des Ardennes, il ne fallait pas aider les Américains. Aujourd'hui, nous n'aurions peut-être pas d'Allemagne de l'Ouest… »

– Khrouchtchev :

« Oui. Peut-être aujourd'hui aurions-nous pu rendre visite à Thorez au pouvoir… »

(procès-verbal de l'entretien du 31 juillet 1958, *Cold War International History Project*, n° 30, août 2000, p. 40).

Introduction

Une femme française, les yeux au ciel, aveugle son regard de sa main droite. De l'autre, elle retient le cadavre de son enfant étendu sur sa robe sombre. C'est une *pietá*. La mère douloureuse est bretonne, à n'en pas douter. Si la coiffe pouvait encore prêter à confusion, le calvaire de l'arrière-plan renforcerait l'impression première. Celle-ci est de toute façon confirmée par une citation du général Eisenhower évoquant la possibilité de replier les troupes de l'OTAN « jusque dans la presqu'île de Bretagne ». L'affiche, signée Paul Gilles[1], ne porte pas le nom de son commanditaire et diffuseur, PCF ou Mouvement de la paix. Le passant n'a pourtant guère matière à hésitation. Le mot d'ordre est, à la fois, « déictique » et « performatif » : en linguistique, « déictique » renvoie en effet à la désignation du référent, en l'occurrence la menace de guerre que fait peser l'impérialisme américain. En même temps, l'affiche ne se contente pas de dénoncer : elle est « performative » dans la mesure où elle constitue l'une des modalités de l'action communiste qui vise à ancrer chez les Américains la conviction que, décidément, la France est bien le « maillon faible » de l'OTAN[2]. Le slogan signale ainsi l'appartenance de l'émetteur du message au camp auto-désigné comme celui de la Paix. Il joue sur l'un des ressorts fondamentaux de l'*agitprop* communiste des années 1950 : la peur : « Non ! La France ne sera pas une nouvelle Corée. » Cette vision de dévastation du « réduit breton » est de triste mémoire : pour les vaincus de 1940, elle évoque un scénario vite dépassé par l'avance des *Panzerdivisionen*. Elle n'hésite pas, à la différence de l'avant-guerre où le PCF se plaçait aux avant-postes d'une stricte défense de l'URSS, à se fonder sur un scénario dans lequel le sanctuaire national serait lui-même le théâtre (sinon, comment expliquer

1. Affiche de 1951, Archives du Parti communiste français.

2. *Cf.* Buton (Philippe), Deligne (Alain), Wilson (Sarah), « Une expérience : trois analyses croisées de deux affiches de la guerre froide », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 22, janvier-mars 1991.

l'affrontement dont serait victime la Bretagne ?) de la juste contre-attaque soviétique. Ivan a-t-il commis un dommage collatéral sur le Christ breton ? Cherche-t-on plutôt à évoquer les dégâts occasionnés lors de la décennie précédente par les bombardiers libérateurs ? Le thème, exploité par Vichy ou l'occupant, est délicat et le restera en France avant que la fin de la guerre froide (et, en 2003, la seconde guerre d'Irak) ne lèvent les ultimes inhibitions en matière d'anti-américanisme. Toujours est-il qu'en 1951 la peur prend un double visage. À la crainte des horreurs suscitées par le camp du Mal impérialiste vient désormais s'additionner la désolante perspective des retombées de la sainte colère stalinienne. Et de fait, depuis que le drapeau rouge flotte à Berlin et après l'explosion de la première bombe atomique soviétique, la puissance de l'URSS est désormais, pour les communistes du monde entier, le facteur déterminant de la victoire des forces de paix.

C'est donc compte tenu d'un cadre géostratégique renouvelé par la fission nucléaire que cette étude a été conçue comme prolongement de nos travaux antérieurs[3]. Son titre pourra apparaître désuet, sinon ironique, au lecteur du XXIe siècle adepte de la « prévention » des conflits et du traitement des « vraies racines » (misère, ignorance, etc.) des antagonismes. Au sein des sociétés démocratiques européennes, en effet, « il semble bien qu'une partie de l'opinion se refuse à admettre que nous puissions avoir des ennemis qui veulent nous détruire et qu'il faut combattre[4] », oubliant que, même si l'on se refuse à ce type de caractérisation, « c'est l'ennemi qui vous désigne » et que « s'il vous choisit vraiment comme ennemi, vous pouvez lui faire les plus belles prestations d'amitié. Du moment qu'il veut que vous soyez l'ennemi, vous l'êtes. Et il vous empêchera de cultiver votre jardin[5] ». Sous la IVe République,

3. *Le Parti Communiste Français dans la « Lutte pour la paix », 1932-1936.* Thèse de Doctorat sous la direction d'Annie Kriegel, Université de Paris-X, 1990. Ce travail a été élargi et refondu, en vue de sa publication sous le titre *L'enfant du malheur : le PCF dans la « Lutte pour la paix » 1914-1947*, Seli Arslan, 2002 [sauf indication contraire, le lieu d'édition est Paris].

4. Le Goff (Jean-Pierre), « Prises d'otages, la société française à l'épreuve : l'estime de soi en question. Premières réflexions », *Politique autrement*, novembre 2004. La citation de J. Freund qui suit est également tirée de ce texte.

5. Freund (Julien), *L'aventure du politique. Entretiens avec Charles Blanchet*, Critérion, Paris, 1991, p. 45.

Current study follows on from previous one of
in struggle for peace 1914-47.

Melvin's accusations — 2 sides
accuse each other of selling out — one
to US other to USSR (both "partis de l'étranger")

communistes et anticommunistes avaient au moins ceci en commun qu'ils épousaient spontanément la vision de Carl Schmitt discriminant le champ politique selon l'opposition ami-ennemi[6]. Jules Roy enfonce en 1948 une porte ouverte en rappelant qu'« être communiste, le devenir, c'est se mettre en guerre ». Et de préciser, à l'intention des lecteurs d'*Esprit*, préparés par le christianisme à entendre ce langage : « C'est même entrer en guerre avec soi-même, avec toute une part de soi. »[7] Ajoutons que, dans le cas français, le clivage s'ordonnait à partir de visions antagonistes de l'intérêt de la Patrie, une valeur elle aussi invoquée par les deux camps en présence et qui supposait la dénonciation d'un « parti de l'étranger » à la solde de l'une ou l'autre des deux puissances réellement victorieuses du IIIe Reich. C'est contre cette alternative insupportable que s'affirme, en vain, le courant neutraliste, lui-même taxé de trahison par les deux pôles dominants. Mais que pèse la notion de « traître » à l'heure où les grandes religions séculières se disputent le monopole de la représentation nationale[8] ?

Le texte que l'on va lire a fait l'objet d'une première version sous le titre *La Colombe aquiline*[9]. Nous étions redevables de la formule à un article du propagandiste polonais Jerzy Borejza, rendant compte des réflexions de Picasso auprès de qui il était venu s'approvisionner en matériaux susceptibles d'alimenter une campagne stalinienne tournée vers l'opinion occidentale :

> *« Je vivrai assez longtemps pour voir la libération de l'Espagne, comme vous avez vu, vous autres, la libération de la Pologne... Mon hibou est crevé. J'ai composé pour notre congrès de la paix une affiche avec une colombe... Voici le premier croquis. Une toute jeune colombe, à peine duvetée. Je l'ai dessinée en souvenir de Wroclaw... Emporte-la. Qu'il te*

6. Schmitt (Carl), *La Notion de politique*, Calmann-Lévy, 1972, p. 66 *sq*.
7. Cit. *in* Surya Michel, *La révolution rêvée*, Fayard, 2004, p. 449.
8. Voir la préface de Raymond Aron à *Essais sur les trahisons* d'André Thérive (Calmann-Lévy, 1951).
9. Tel était le titre de mon mémoire portant sur « Le PCF dans la Lutte pour la paix, 1947-1958 » et présenté en vue d'une habilitation à diriger des recherches, soutenue en 2003 à l'Institut d'études politiques de Paris sous la direction de Marc Lazar.

> *rappelle les belles heures vécues. Et voici des croquis de colombes, derrière lesquelles j'aperçois des ailes d'aigle... Bientôt notre colombe se changera en aigle...*[10] »

Force nous fut de nous rallier aux raisons éditoriales sur le caractère un tant soit peu abscons du titre initial. Ce dernier avait à tout le moins l'ambition, une fois dissipée la brume métaphorique, de rappeler la puissance des convictions des « combattants de la paix » communistes. Sans doute, le succès de l'association communisme/colombe fut-il tout relatif : les rieurs étaient souvent du côté de la propagande adverse qui brocardait « Jojo-la-colombe » et les hypothétiques ardeurs guerrières étaient davantage réfrénées par la réputation de l'Armée rouge que par la croyance dans la volonté de paix soviétique. Il n'empêche : les milieux gouvernementaux et les diplomates étrangers se montrèrent désemparés par l'impact des campagnes communistes. Et, sur la moyenne durée, l'ampleur des réactions lors de la querelle des Euromissiles ou des guerres en Irak témoigne de la capacité d'une fraction notable de l'opinion à faire cohabiter discours pacifiste et apologie des guerres justes[11]. En somme, tout invitait à s'interroger sur la stabilité au sein de la société française d'une dynamique d'introspection (« et si nous avions tort ? ») qui pouvait la conduire à prêter attention à des thématiques issues de forces pourtant attachées à sa destruction. À cet égard, on peut émettre l'hypothèse que certains désarrois actuels face à l'islamisme témoignent d'une logique d'ouverture (d'aucuns parleraient de « haine de soi ») déjà à l'œuvre tout au long du siècle passé et sur laquelle les propagandes totalitaires avaient su faire fonds avec succès.

Quoi qu'il en soit, le volatile stylisé par Picasso allait devenir une figure imprescriptible de l'« espéranto graphique[12] » de l'affiche de paix post-1947. Son succès fut incontestable bien au-delà du bolchevisme – dans sa

10. Borejza (Georges), « La colombe aquiline », *Odrodzenie* (« La Renaissance »), 17 avril 1949. L'article fut traduit dans *Articles et documents* (La Documentation française), n° 1531, 28 avril 1949. La rencontre se déroula le 4 avril 1949 à Paris, dans le cadre de la préparation du congrès des Partisans de la paix.
11. Nous nous permettons de renvoyer à notre synthèse *Le pacifisme, une passion française*, Armand Colin, 2005.
12. Nous empruntons la formule à Alain Deligne, art. cit., p. 103.

PCF argue for peace but believe in just war, but bourgeois pacifists don't realise that

version stalinienne s'entend, les trotskistes n'appréciant guère, en ce temps-là, ce type de bestiaire. Bien sûr, la symbolique christiano-pacifiste n'était pas absolument étrangère à ses prescripteurs communistes et, avant 1939, le Rassemblement universel pour la paix y avait eu ponctuellement recours, notamment sous la forme de cloches[13] ou d'agneaux[14]. Mais ces codes avaient, pour l'essentiel, cours dans les organisations de masse alors que désormais la colombe aura droit de cité dans l'ensemble de l'*agitprop* se réclamant du Mouvement communiste, à l'intérieur duquel son inventeur est dûment *organisé*. Certes, ceci ne change absolument rien aux rapports d'hostilité fondamentalement entretenus entre le léninisme et les différents courants se revendiquant du pacifisme[15]. Entre ces deux univers, la relation est dissymétrique : les bolcheviks *savent* que le pacifisme est d'essence bourgeoise, beaucoup (pas tous !) de pacifistes ignorent que le bolchevisme tend à leur extermination en tant que phénomène social. En raison de l'optique qui est la nôtre, nous appliquerons ce terme aux forces ainsi auto-désignées de même qu'à celles (la juxtaposition est généralement opératoire) repérées sous ce nom par le Mouvement communiste. Le modèle en serait ceux qui visent à la paix perpétuelle en privilégiant les moyens non violents, mais la littérature du PCF est peu explicite sur ce point. Les communistes français préfèrent en tracer un portrait en creux en privilégiant leur propre identité de partisans d'une paix définitive *via* la guerre juste, de toute façon inévitable.

Pourtant, après 1945, on assiste incontestablement à une différenciation dans l'attitude communiste à l'égard de ces derniers, selon, il est vrai, que l'on se trouve à l'Est ou à l'Ouest. Là où le PC est au pouvoir, la messe est dite :

---

13. « La délégation des midinettes françaises au Rassemblement universel de la paix à Bruxelles », *Femmes*, n° 27, 20 septembre 1936.

14. Voir l'affiche de Wilchar (« Parents, le plus beau cadeau, la Paix ») réalisée pour le RUP à l'occasion des fêtes de Noël 1936 reproduite en couverture de notre *Enfant du malheur, op. cit.*

15. Sur les typologies applicables au pacifisme, *cf.* l'introduction de notre *Le pacifisme, une passion française, op. cit.*

> *« Le pacifisme ne peut être toléré au sein du Mouvement de la paix. L'Union soviétique est le facteur le plus efficace qui joue en faveur de la Paix et les bellicistes sont seuls à le nier. Nous ne pouvons tolérer au sein du Mouvement de la paix aucun symptôme de pacifisme nuisible… La puissance militaire de l'Union soviétique et des démocraties populaires est un facteur important dans la défense de la Paix* [16] »

Au niveau international, une telle intransigeance n'est pas de mise et il est admis que « depuis la Seconde Guerre mondiale, les représentants désintéressés et de bonne foi du pacifisme […] coopèrent avec les partisans de la paix et les aident dans leur combat contre la préparation par les impérialistes d'une nouvelle guerre[17] ». Cette reconnaissance de la nécessaire prise en compte du pluralisme politique dans les pays non encore émancipés de la dictature capitaliste ne nous semblait pas de nature à invalider, pour la période couverte ici, la définition que nous avions déjà proposée de la « Lutte pour la paix » à propos des années 1930, à savoir la prise en compte par le Mouvement communiste, selon des critères qui lui sont propres, de la variable « guerre » – réelle, virtuelle ou fantasmée – dans l'accomplissement de son projet révolutionnaire. À une nuance près : alors qu'avant la Seconde Guerre l'expression couvrait également les efforts consentis par l'URSS pour sa sécurité, l'accent est désormais placé sur les seules activités dans lesquelles les passions pacifistes sont réputées concourir à la réalisation des tâches du Parti, ce qui ne saurait concerner la course aux armements atomiques.

Cette prise en considération du triptyque guerre/paix/pouvoir est mise au service d'une stratégie dans laquelle la paix passe, au gré des conjonctures, du statut de finalité à celui de simple moyen de mobilisation de partisans ou d'intimidation de l'adversaire. D'où l'extraordinaire variété des situations et des réponses politiques réunies sous cette même expression. Sans doute avant-guerre servait-elle déjà à coiffer à la fois la politique défaitiste de 1939 et le combat antifasciste. Mais après 1947, en

16. *Magyar Nemzet*, 16 juillet 1952, d'après *Le Populaire*, 6 février 1958 (« Les organisations internationales paracommunistes. Le loup sous la peau d'agneau »).
17. *Grande encyclopédie soviétique* (1955), cit. *in* Tatu (Michel), « URSS : La diplomatie soviétique face à la contestation nucléaire en Occident », *in* Lellouche (Pierre) (dir.), *Pacifisme et dissuasion*, Institut français des relations internationales, 1983, p. 309.

raison de la centralité affichée de la question, la notion est engagée dans une spirale inflationniste, couvrant, au risque d'une dilapidation de son capital émotionnel, des pratiques aussi diverses que le sabotage de l'effort de guerre français ou la méthode d'accouchement sans douleur[18]. Si la conception traditionnelle de la paix impliquait, selon Raymond Aron, la limitation des enjeux et des moyens, dans la situation conflictuelle prévalant après 1947, les deux camps pouvaient *grosso modo* se retrouver dans le constat selon lequel « la lutte des partis prend inévitablement la signification d'une lutte à mort. Il n'y a plus de paix possible[19] ». D'ailleurs, cette compétition n'opposait-t-elle pas deux systèmes partageant la croyance selon laquelle l'extension à l'ensemble de la planète du modèle dont ils se réclamaient (la démocratie, le socialisme) était seule à même d'assurer la paix perpétuelle[20] ? Pourtant, compte tenu de cette globalisation des enjeux et en dépit de son foisonnement, la « Lutte pour la paix » ne pouvait phagocyter l'ensemble des activités et des finalités communistes. Elle demeurait, y compris dans le cadre de la « coexistence pacifique », l'une des modalités de la lutte des classes et visait fondamentalement à améliorer, en faveur du camp socialiste, la « corrélation des forces ».

À cet effet, le Mouvement communiste livra, non sans succès, une bataille lexicale ayant pour but de s'assurer le monopole d'un certain nombre de notions et d'enfermer l'adversaire dans des dilemmes grossiers mais non dépourvus d'efficacité. De ce point de vue, s'il eut quelque

18. Morel (Marie-France), « Cet accouchement venu d'URSS », *L'Histoire*, n° 268, septembre 2002, p. 17.

19. Cit. *in* Launay (Stephen), « Raymond Aron : un regard politique sur le communisme », *Communisme*, n° 62-63, 2000, p. 196.

20. Nous reprenons ici une typologie élaborée par Waltz (Kenneth Neal) dans *Man, the State and War: a theoretical analysis*, New York, Columbia University, 1959 et selon laquelle les différentes philosophies politiques s'orienteraient par rapport à trois « images ». Dans la première, partagée par le christianisme et Freud, la guerre viendrait de la nature humaine. La seconde voit l'origine des guerres dans la nature des régimes politiques, et Waltz considère que les démocrates et les marxistes partagent cette vision. Selon la troisième enfin, la guerre découlerait de la structure même du milieu international, composée d'unités distinctes dotées de moyens de violence. *Cf.* « Le XXe siècle, la guerre et la paix », entretien avec Hassner (Pierre), in *La Pensée politique*, n° 2 (« Écrire l'histoire du XXe siècle »), 1994, p. 57-58.

difficulté (en dépit de ses efforts) à faire du mot « liberté » l'usage un temps caressé, le terme « paix » fit l'objet d'une OPA à laquelle seule l'Église catholique semblait en mesure d'apporter une réplique. C'est ainsi que lorsque les Renseignements généraux constatent que le PCF oriente essentiellement son activité vers la « soi-disant défense de la paix », Jdanov parle de son côté de la « soi-disant défense contre le danger militaire imaginaire de la part de l'URSS »[21]. Sans renier (surtout à usage interne) son identité, la « lutte pour la paix » s'est présentée, chaque fois que cela était possible, comme lutte « contre la guerre ». Et ce n'est pas l'un de ses moindres succès que d'être parvenue à imposer son vocabulaire alors même que l'ère des conflits inter-impérialistes (où l'idée d'une action concertée dans chaque pays gardait à l'expression quelque chose d'approprié) était close dans les faits, à défaut de l'être dans la doctrine. La chose n'est pas dénuée d'importance puisque le paradigme de la « lutte contre la guerre » avait été le conflit franco-allemand de 1914, même si l'expression avait été rapidement utilisée à propos de la guerre du Rif (1924). Il n'était, bien sûr, pas question de se dire « contre la guerre » d'Éthiopie (1935), d'Espagne (1936) ou – après 1941... – « contre la guerre mondiale ». Dès lors, après 1945, pour le Mouvement communiste, s'opposer à une guerre donnée (en Indochine ou en Algérie[22], par exemple), c'est toujours faire pencher la balance en faveur de l'un des deux camps, la situation consécutive à la Seconde Guerre n'étant marquée, pour les raisons que nous venons d'indiquer, que par des conflits dans lesquels les préférences communistes sont clairement affichées. Aussi, même si nous pouvons être ponctuellement amené dans notre développement à reprendre (les sources policières ne font pas autrement...) la terminologie consacrée, il nous a semblé plus judicieux de parler de lutte menée « contre la guerre française », même si cette formule demeure insatisfaisante dans la mesure où elle brouille quelque peu l'objectif (capitulation, rembarquement des troupes...) réellement recherché.

21. « L'activité du PCF en mars 1949 », rapport des Renseignements généraux.

22. Guy Pervillé fait justement remarquer à propos de l'engagement politique du père Davezies que celui-ci s'était placé aux côtés du FLN « dans la guerre d'Algérie », ce qui rendait impropre l'utilisation de la formule « contre la guerre d'Algérie » (*Cahiers d'Histoire immédiate*, n° 22, automne 2002, p. 224).

Cerner notre objet ne posait dès lors plus guère de difficultés dans la mesure où nous nous en tenions à la terminologie des acteurs, quelles que soient par ailleurs les réserves que nous pouvions être amené à formuler sur l'auto-désignation de certaines pratiques. Nous avons eu, un temps, davantage de difficultés avec les bornes chronologiques de notre étude. En effet, la solution initialement retenue (et finalement adoptée) nous paraissait pêcher par l'hétérogénéité des temporalités suggérées par les bornes : septembre 1947 est en effet une date de portée internationale, tandis que la fin de l'année 1958, en dépit de la recrudescence des tensions alors constatées, vaut surtout par l'installation du régime succédant à la IV[e] République. En définitive, pourtant, cet apparent déséquilibre nous parut évocateur de l'insertion du PCF dans des calendriers (national/international) dont la dualité, on le verra, était source de tensions et de hiérarchisations plus ou moins paisiblement assumées. Ce choix et cette perspective réglaient dès lors le cas du dossier algérien. En dépit de l'ampleur de la question et du caractère encore parcellaire des études sur ce point, il nous paraissait inenvisageable (sauf à réduire notre travail à une approche du « PCF dans la guerre froide[23] ») de négliger ce qui demeurera pour de très nombreux militants le principal volet « anti-guerre » de leur militantisme. Qui plus est, les réactions du Parti face aux méthodes de combat utilisées par les deux camps en Afrique du Nord constituaient des indices non négligeables pour qui souhaitait contribuer à cerner deux des dimensions majeures de la culture communiste. Outre qu'ils illustrent cette passion violente pour la paix *via* – si besoin est – la guerre civile, les « événements » obligent le Parti à préciser conceptuellement un autre de ses grands affects mobilisateurs, à savoir l'« amour de la France[24] ». Enfin, le *test case* algérien fournissait un excellent observatoire des transferts de mémoire dont le PCF, avec bien d'autres, est coutumier : l'adoption du terme « résistants » à propos des hommes du FLN répliquait ainsi au refus du nouveau Munich exprimé par les hommes de Suez.

23. Il aurait été de toute façon nécessaire d'évoquer l'affaire algérienne dans cette perspective, puisque les parties en présence n'ont jamais négligé son insertion dans le choc Est-Ouest, quitte à en exagérer, chacun pour son compte, les effets sur l'évolution du conflit.
24. Lazar (Marc), *Le Communisme, une passion française*, Perrin, 2002, p. 87.

La mention des usages politiques du passé impliquait une attention particulière à l'apparition de dynamiques nouvelles qui, dans l'évolution globale de la situation mondiale et des réponses apportées par le Mouvement communiste, auraient, sinon modifié rétrospectivement le regard que nous avions accordé à la période précédente, du moins nécessité une adaptation de nos prérequis conceptuels. En d'autres termes, si la pratique et la doctrine communiste évoluaient radicalement dans le domaine de la guerre et de la paix, que restait-il de la « téléologie » communiste[25], dont la « Lutte pour la paix » semblait être l'un des piliers les plus sécurisés ? Nous n'avons pas cru pouvoir renoncer à cette précieuse entrée conceptuelle dans la mesure où le noyau dur doctrinal, organisationnel et stratégique de la croyance léniniste ne nous semblait pas entamé par l'*aggiornamento* khrouchtchévien : à la fin de la période couverte par notre étude, la définition officielle des buts politico-stratégiques de l'URSS ne demeurait-elle pas en définitive la « liquidation des classes réactionnaires[26] » ? Et qui alors, dans la plus humble cellule française, aurait, sans déroger, pu afficher son inquiétude ou son scepticisme à l'égard de cette perspective historique ?

La stabilité de l'objectif ultime n'éclairait pas pour autant sur la dimension offensive ou défensive de la « Lutte pour la paix ». Pour 1951 comme pour 1939, le débat n'était pas tranché entre une perspective estimant que le pseudo-pacifisme communiste visait à protéger un camp socialiste en phase de digestion impériale et une démarche privilégiant la thèse de la diversion-neutralisation du camp impérialiste à l'orée d'une période conquérante[27]. Quoi qu'il en soit, la référence du PCF à l'URSS se heurtait à deux difficultés relativement inédites par rapport aux riches

25. Lazar (Marc), « Forte et fragile, immuable et changeante… La culture politique communiste », *in* Berstein (Serge) (dir.), *Les cultures politiques en France*, Seuil, 1999, p. 221-228.
26. Rybkin (E.), *Vojna i Politika* (Guerre et politique), Moscou, Voenizdat, 1959. Cit. *in* Romer (Jean-Christophe), *La guerre nucléaire de Staline à Khrouchtchev, Essai sur la constitution d'une culture stratégique en URSS (1945-1965)*, Publications de la Sorbonne, 1991, p. 174.
27. Buton (Philippe), « Le Mouvement des Partisans de la paix », *in* Dockrill (Saki), Frank (Robert), Soutou (Georges-Henri), Varsori (Antonio), *L'Europe de l'Est et de l'Ouest dans la guerre froide 1948-1953*, Presses universitaires de Paris-Sorbonne, 2002, p. 236-239.

heures du Komintern. Si la première, à savoir l'abolition officielle du Parti mondial de la Révolution, pouvait entraîner délais et faux-pas dans l'application d'une ligne conforme aux intérêts d'État soviétique, on peut relever que le Mouvement communiste international avait déjà connu ce type de désagrément lors des journées tragiques de 1939. Et de fait, jusqu'en 1958, le bilan du PCF sera jugé plus que globalement positif par les porte-parole soviétiques. Le second problème, plus délicat à résoudre, est d'ailleurs précisément lié au caractère moins monolithique de la direction du PCUS. Comme à l'époque de la rivalité Boukharine-Staline, le PCF était en effet sommé d'entériner des analyses portant sur des questions traditionnelles (l'inévitabilité des guerres) ou plus actuelles (la guerre atomique : fin de la civilisation ou mort du Capitalisme ?), à l'origine de discours dont l'adoption signifiait adhésion à l'une des factions en lutte pour la conquête du Kremlin. À la différence de l'entre-deux-guerres, pourtant, les dérapages n'étaient plus lourds d'enjeux vitaux pour la direction du PCF. Qui plus est, cette implication était d'autant plus réduite que ces questions étaient largement éclipsées dans l'esprit des communistes français par un agenda militant particulièrement chargé.

Cette relative marge de manœuvre allait-elle donner au « national-thorézisme » une latitude politique accrue ? En théorie, l'orientation kominformienne privilégiant l'« indépendance nationale » semblait faciliter la tâche de la direction du PCF. Celle-ci pouvait, de surcroît, faire fonds (au risque, une fois de plus, de mécontenter sa base ouvrière) sur l'inévitable ressentiment patriotique provoqué par la défaite de 1940 et imparfaitement masqué par la participation à la victoire finale. Le PCF a pris acte de cette évolution majeure : la France n'est plus cette puissance belliqueuse considérée, jusqu'en 1933, comme l'ennemie n° 1 de la paix mondiale. L'heure est désormais, selon Charles Tillon, au refus de la « portugalisation[28] ». Dans cette course au nationalisme, dont les premières manifestations des Combattants de la Liberté (1948) portent indubitablement la marque, le PCF allait veiller à ne pas se laisser distancer par son compétiteur traditionnel, le « fascisme », quitte à stigmatiser sous cette appellation l'homme du 18 juin. Quitte également à se retrouver aux

28. Intervention de Charles Tillon devant le Comité central des 22-23 décembre 1947.

côtés de ces mêmes gaullistes sur un compartiment majeur de la « Lutte pour la paix », la question allemande. Il est vrai que le Mouvement communiste international n'avait pas hésité, dans les années 1930, à tendre la main aux Croix-de-feu et autres Chemises noires lorsqu'un espoir subsistait de faire barrage au « danger principal ».

Cette quête d'alliance est essentielle pour notre propos parce que le désir de paix est une émotion susceptible de mettre en effervescence des masses non encore gagnées à la totalité du programme. La mobilisation sur les thèmes pacifistes est ici largement engagée sur la base léniniste selon laquelle la lutte pour les revendications partielles est l'une des voies de la conscientisation. En outre elle est supposée (comme en 1917 en Russie) exercer ses effets bénéfiques avec une efficacité supérieure à la « lutte pour le bifteck » dans la mesure où les enjeux, dans des sociétés convenablement alimentées, peuvent apparaître tels qu'ils justifient une radicalisation impossible à obtenir par temps calme. C'est d'ailleurs ce qui ressort du témoignage de Paul Veyne selon lequel, dans les années 1950, on ne pouvait supposer d'autre victoire du communisme en France qu'à la suite d'une guerre mondiale et atomique[29]. La Lutte pour la paix sera donc aussi, malgré les efforts du syndicaliste Benoît Frachon, source de malentendus dans les liaisons avec le monde ouvrier, non seulement parce que les urgences du PCF ne sont pas toujours les priorités des salariés qu'il cherche à entraîner, mais aussi parce que, comme à d'autres époques, la méfiance envers la « collaboration de classes » reste vive dans certains secteurs influencés par le Parti. Par où l'on retrouve la seconde articulation entre la question de la Paix et celle des alliances, à savoir la nécessité d'un Front à géométrie variable afin d'atteindre certains objectifs ou, plutôt, de contrecarrer ceux que l'on attribue (à tort comme à raison) à l'adversaire de classe. Il va sans dire qu'après 1947, le PCF va se heurter à de pesants obstacles dans cette quête d'alliés en raison des choix opérés par les deux cibles privilégiées de la tactique de « Front unique », que ce soient les socialistes ou les chrétiens. Et l'on peut estimer à ce sujet que les invocations du passé unitaire commun ont tout autant pour effet d'accroître la méfiance des partenaires que d'en éveiller la nostalgie.

---

29. Veyne (Paul), *Le quotidien et l'intéressant*. Entretiens avec Catherine Darbo-Peschanski, Les Belles-Lettres, 1995, p. 281.

Du fait du maintien au pouvoir de la même direction, le poids des références historiques dans ces questions n'était-il pas de nature à grever la capacité du PCF à affronter une période dont de nombreux observateurs soulignaient déjà à l'époque qu'elle était riche en ruptures radicales dans des domaines directement liés à notre sujet ? On en retiendra ici deux parmi les plus essentiels : la décolonisation et l'arme atomique. Dans le premier cas, le PCF était confronté à un défi inédit puisque l'Algérie devenait le lieu d'investissement par excellence du nationalisme français et qu'un bout de chemin sur ce terrain, même sur une base anti-américaine, l'aurait conduit à affronter de plein fouet l'anticolonialisme intérieur (y compris dans ses propres rangs) et – surtout ? – à battre en brèche la stratégie khrouchtchévienne visant à accroître, depuis Bandoeng, des « zones de paix » échappant au bloc occidental. D'où une gestion encore aujourd'hui difficilement lisible du dossier algérien, et d'autant plus malaisée qu'elle risquait de mobiliser une part excessive de l'énergie du Parti alors que, au plan international, la question atomique confirmait la centralité de sa position parmi les enjeux stratégiques du moment. Comment courir tous ces lièvres à la fois ? Les réponses tactiques apportées à la résolution des contradictions ou à la hiérarchisation de ces priorités occuperont de fait une part notable de cette étude. Celle-ci, pour apprécier la capacité de réaction du PCF à la nouveauté, s'est donc voulue attentive à la fois à l'atout principal procuré par la conjoncture (le sentiment transclassiste d'insécurité, depuis Hiroshima) mais aussi à l'inconvénient résultant du caractère des conflits dans lesquels la France fut réellement engagée. Difficilement réductibles au modèle canonique (impôt du sang/théâtre ou menace extérieure), ceux-ci supposaient une capacité d'analyse dont on pourrait se demander si le PCF en avait les moyens. On touche ici – nous en sommes bien conscient – aux rivages mal cartographiés et riches de périls de l'histoire « contrefactuelle ». Et cette première problématique en entraînerait inéluctablement une seconde : même chaussé d'autres lunettes théoriques, le PCF avait-il les forces nécessaires pour peser davantage qu'il ne l'a fait sur le cours des choses ? À cela, il est facile de rétorquer qu'un cadre de pensée différent lui aurait permis de se rallier d'autres partenaires…

La tâche était d'autant plus ardue que le PCF se heurtait à forte partie dans les élites comme dans l'opinion, donnée majeure qu'une analyse sommaire de son pouvoir d'attraction chez les intellectuels tendrait parfois à faire oublier. D'un point de vue méthodologique, il nous

semblait d'ailleurs non seulement légitime mais encore indispensable d'accorder une place aux perceptions anticommunistes du phénomène. Il apparaît en effet que les logiques de guerre – et la Lutte pour la paix s'inscrit largement dans ce type de dynamique – deviennent indéchiffrables si l'on ne prend pas en compte les actes auxquels se voit confrontée la force politique étudiée, de même que la vision dont celle-ci crédite ses adversaires. À cet égard, nous nous sentons somme toute assez proche d'Éric Hobsbawm lorsque celui-ci note que « dans les guerres de religion (séculière) du XXe siècle, l'historien ne saurait davantage séparer le mythe du contre-mythe, l'illusion de la contre-illusion, qu'un seiziémiste ne saurait séparer la Réforme protestante des réactions catholiques[30] ». De cette position découle d'ailleurs la démarche (que nous faisons notre) d'Ernest Nolte selon lequel on ne peut étudier séparément communisme et nazisme : les deux idéologies, en effet, « déploient ensemble, de manière radicale, les contradictions du libéralisme, et leur complémentarité-rivalité a rempli tout notre siècle[31] ». On ne saurait donc négliger le fait que la propagande communiste, dans son expression positive comme dans ses effets de censure, n'avance pas dans le vide mais doit prendre place dans un champ parcouru par une multiplicité de messages adverses. Ceux émis par « Paix et liberté » sont désormais bien connus, de même que les initiatives de l'intelligentsia antitotalitaire ou encore les multiples « campagnes de vérité » engagées par l'administration américaine. Tout ceci contribuait dans une mesure difficilement appréciable à démailler le « grand filet de la paix que nous jetons sur le globe terrestre » selon l'expression dont les polymorphes connotations n'avaient certainement pas échappé à leur auteur, Louis Aragon[32].

Dès nos premiers pas, il nous est rapidement apparu qu'en raison des sources utilisées (aussi bien du côté du PCF que des appareils d'État), notre travail pencherait inéluctablement du côté d'une histoire dite (parfois non sans mépris…) des « groupes dirigeants ». Sans méconnaître l'intérêt de la pluralité des angles d'attaque, il nous paraissait de toute

30. Hobsbawm (Éric J.), « Histoire et illusion », *Le Débat*, n° 89, mars-avril 1996.
31. Nous reprenons ici le résumé de la thèse de Nolte tel qu'on peut le lire dans les lignes que consacra Furet à l'historien allemand dans son *Passé d'une illusion*, *op. cit.*, p. 195-196.
32. *L'Humanité*, 12 février 1949.

façon impensable de rendre compte des activités et des représentations des groupes de base organisés à l'intérieur d'une institution telle que le PCF sans dégager au préalable logiques et intentions du personnel responsable. Aux échelons supérieurs, ce dernier était d'ailleurs lui-même le fruit d'une sélection fondée sur une conformité à des critères idéologiques élaborés à partir d'un fonds culturel insoupçonné des militants. Nous n'ignorons certes pas l'existence de procédures de détournement de cet horizon mental, mais encore faut-il déterminer les caractéristiques de ce dernier avant d'entrer plus avant dans l'étude des dynamiques d'appropriation. L'existence de plages d'autonomie ne doit pas masquer la réalité du pouvoir et la solidité des hiérarchies, surtout à l'intérieur d'un ensemble originellement pensé sur le mode martial. En termes d'histoire des représentations, il est difficilement contestable que la direction du PCF se percevait comme responsable d'un secteur du front planétaire. Sans doute, la force qu'il avait en charge disposait-elle de davantage de capacité transactionnelle que ces groupes humains composant la piétaille des armées et dont l'étude constitue aujourd'hui un domaine à part entière de l'histoire militaire. Cette base n'en voyait pas moins sa marge de manœuvre bornée par un cadre idéologique dont il ne faudrait pas surestimer l'extériorité par rapport à la vision du groupe dirigeant.

Plus sérieusement, notre hésitation et le délai observable entre la fin de ce travail et sa publication s'expliquent par l'espoir de voir notre recherche enrichie (voire, pourquoi pas, démentie) par le dépouillement des fonds Maurice Thorez désormais versés aux Archives nationales. Les déposants n'ayant pas donné suite à nos demandes de consultation, ce livre parie donc sur le fait que, telles quelles, les sources que nous avons pu croiser[33] permettent d'ores et déjà d'avancer dans la double analyse – de *conjoncture* et de *procédure* – qu'Annie Kriegel appelait de ses vœux dans un texte programmatique[34]. Le fil directeur nous ayant permis de respecter la

33. Voir le détail *infra* dans la bibliographie.

34. Kriegel (Annie), *Le système communiste mondial*, PUF, 1984, p. 243. Par analyse de « conjoncture », il fallait entendre à la fois une analyse de situation, un repérage chronologique faisant calendrier ainsi que le « journal de bord des campagnes successives ». Quant à l'analyse de « procédure », elle supposait une étude des structures, de la plateforme, de l'ancrage ainsi que des contrôles exercés sur l'organisation (voire le mouvement) de masse.

première partie de ce protocole nous fut dans une large mesure fourni par l'ensemble de « décisions » du Secrétariat et du Bureau politique consultable au siège du PCF. Constituant une série homogène, en dépit de quelques lacunes (notamment en 1952), elles permettent une appréhension relativement fine des priorités du moment, collant systématiquement à une actualité généralement subie, ou, au contraire, la négligeant, ce qui est non moins significatif. Elles s'éclairent ponctuellement des enregistrements des Comités centraux, dont furent retranscrits par nos soins un certain nombre de ceux qui traitaient de questions telles que l'automne 1956 ou la conférence de Ceylan en 1957. On y retrouve avec saisissement l'extrême véhémence de Casanova, dont la voix atteint les mêmes sommets d'émotion lorsqu'il s'agit d'évoquer la trahison nationale de la bourgeoisie française ou l'infidélité internationaliste des Gomulka et autres Nagy.

Pour ce qui est des documents confectionnés par les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, et tout particulièrement ceux disponibles à la Préfecture de police, ils témoignent certes de la perception de leurs rédacteurs, mais par-delà les clichés faciles sur la « vision policière », ils nous renseignent *aussi* sur le Parti, ne serait-ce que par les collations documentaires et les revues de presse nourrissant les épais dossiers constitués. Une remarque similaire vaudrait pour les rapports des préfets, systématiquement dépouillés, dont l'intérêt va bien au-delà du simple pouls de l'opinion sur les questions faisant l'objet de ce travail, puisqu'au niveau départemental un suivi systématique de l'activité communiste permet à tout le moins de cerner regains d'activité et baisses de dynamisme, quitte pour l'historien à confronter ces variations de régime politique à des décisions parfois aussi péremptoires qu'elles sont peu suivies d'effet. Inévitablement, cet intérêt de l'appareil d'État français pour la « Lutte pour la paix » communiste ne pouvait manquer d'impliquer également les professionnels de l'Extérieur. Les fonds diplomatiques consultés témoignent d'abord par leur homogénéité de la constitution au Quai d'Orsay d'une culture commune face à l'articulation entre Mouvement de la paix et diplomatie soviétique. Ils constituent également, de par les rapports circonstanciés des agents en poste dans certains lieux-clés tels que Vienne, une mine d'observations sur des activités et des sociabilités internationales dans lesquelles des Français jouent un rôle éminent. Enfin, nous avons tenu, par une plongée dans les fonds du *Foreign Office*, à nous intéresser d'une part à la coopération (qui ne semble pas un vain

mot) entre Occidentaux sur ce front sensible du dispositif atlantique, mais également bénéficier des informations recueillies par le biais de cette alliance auprès des services français. Les résultats sont inégalement fructueux, mais les documents consultés permettent toujours – au minimum – de bénéficier de la grande capacité d'analyse (étonnée) de ces observateurs-nés de la vie parlementaire (et politique, en général) que sont les diplomates de Sa Majesté.

Je signifie donc, au terme de cette présentation, ma reconnaissance à tous ces professionnels, anonymes ou non, de l'observation de la vie politique. Vivants ou aujourd'hui disparus, je les associe dans ma gratitude à tous ceux qui, au cours de ces dernières années ont répondu à mes questions et/ou m'ont assisté, aidé, guidé, soutenu, encouragé, conseillé, hébergé. En somme, *supporté*.

Chapitre 1

Dans le bloc de la paix (automne-hiver 1947-1948)

Au printemps 1941, la rhétorique pacifiste avait été rayée des registres de l'*agitprop*, au moment précis où le « Front national pour l'indépendance de la France » mis sur pied par le PCF faisait valoir que la « lutte pour la paix » ne pouvait être confondue avec « la paix du cimetière et de la prison[1] ». Depuis leur passage en Résistance, les anciens combattants se sont dépouillés du statut de victime civile de la guerre pour mieux adopter, à l'image des ex-Francs-tireurs et Partisans, la posture du soldat-citoyen. Pourtant, les retours sur le récent conflit mondial laissent entendre que derrière les glorifications de Foch et les coups de chapeau à l'allié américain à l'occasion de *l'Independence Day*, l'univers conceptuel bolchevique a toujours force de loi : fondamentalement, la guerre est le fruit inéluctable du développement capitaliste. Derrière les généralités staliniennes, demeurent pendantes les alternatives politiques, dont l'examen est confié aux bons soins de la direction prolétarienne : outre la *caractérisation* des conflits, celle-ci est tout particulièrement chargée de jauger l'*inévitabilité* des guerres. Comme en 1939, celles-ci peuvent parfaitement impliquer deux puissances impérialistes, laissant l'URSS en position d'arbitre. Telle est d'ailleurs la grille de lecture que la direction soviétique croit pouvoir appliquer à la rivalité américano-britannique après 1945. Mais à l'automne 1947, la division du monde en deux camps, si elle ne supprime pas théoriquement la possibilité

1. *Cf. L'enfant du malheur, op. cit.*, p. 270-271.

de ce type d'affrontement, réduit considérablement les possibilités de *louvoiement* entre puissances rivales. La manœuvre est d'autant plus délicate que le déséquilibre d'après-guerre entre les composantes du bloc impérialiste a peu à voir avec la parcellisation plus ou moins équitable du champ diplomatique des années 1930. À l'apparente simplification de la scène internationale correspond une extraordinaire démultiplication des rubriques de la « Lutte pour la paix » bientôt promue au rang d'axe majeur – et envahissant – de l'activité des « forces démocratiques ». Sous ce chapeau unique, les décisions du Secrétariat et du Bureau politique vont bientôt réunir, aux côtés des activités antimilitaristes traditionnelles, la lutte contre le national-titisme, la célébration du maréchal Leclerc et – tout aussi bien – la défense et illustration des revendications françaises sur la Sarre[2]. Sans dédaigner les avantages de la thématique antifasciste, les orientations retenues vont emprunter à la fois à la période « classe contre classe » et à celle du « Rassemblement universel pour la paix », autorisant ainsi une large couverture des conjonctures. Globalement, pourtant, les invariants l'emportaient sur les inflexions stratégiques : comme en août 1939 l'appareil devait tenir bon dans le tournant de septembre 1947, acceptant la posture d'humilité adoptée par un connaisseur, Marcel Cachin :

> *« Nous n'avions pas vu assez tôt le changement de la situation internationale. Changement de la situation internationale : formation de deux camps par l'impérialisme américain, c'est aujourd'hui l'essentiel.*[3] *»*

2. Voir par exemple les décisions du Secrétariat du 23 août 1948, Archives du Parti communiste français (désormais APCF).

3. Cachin (Marcel), *Carnets 1906-1947*, tome IV : *1935-1947* sous la direction de Denis Peschanski, édition établie et annotée par Sophie Cœuré, Jacques Girault, Frédéric Monier, Denis Peschanski, Yves Santamaria, Jean Vigreux, Serge Wolikow, CNRS Éditions, 1997, p. 1167.

Les temps changent

Les communistes de France en territoire ennemi

La remarquable édition critique des trois conférences du Kominform[4] permet de suivre le cheminement de la réflexion de la direction soviétique. Si, dans une première version, Jdanov avait qualifié le camp dirigé par l'URSS d'« anti-impérialiste et antifasciste », une correction inspirée par Béria transmua le second adjectif en « démocratique ». Dans cette logique, on ne retint pas la suggestion du bulgare Dimitrov, figure du combat antinazi et désormais symbole de la « démocratie populaire », de remettre en ordre de marche un « Comité international contre la guerre et le fascisme ». La prise de distance avec une pratique des années 1930 était justifiée selon Baranov, un responsable du département étranger du PCUS, par les craintes de « certaines complications de caractère international ». Peut-être ce fonctionnaire souhaitait-il affirmer que l'affrontement germano-soviétique était bel et bien terminé et que l'appellation du comité envisagée par Dimitrov risquait d'induire les Européens en erreur : l'ennemi commun était désormais non plus dans Berlin en ruines mais à Washington. La consigne fut correctement interprétée puisque Marcel Cachin prend bonne note du fait que « ce n'est plus le fascisme et l'antifascisme ; c'est l'impérialisme des Alliés anglo-saxons contre l'URSS, les colonies, les démocraties nouvelles, les ouvriers ».

L'absence de référence à la France n'implique nul embarras de la part d'un vieux militant chez qui le guesdisme patriotique a appris à se couler dans le moule marxiste-léniniste. Cachin prend acte du rôle subalterne d'un pays qui, au début des années 1930, était supposé vouloir prendre la tête de la coalition antisoviétique. À suivre Jdanov[5], on doit admettre qu'en mai 1945 Staline est, sinon venu à bout d'une coalition Allemagne-États-Unis, à tout le moins parvenu à disloquer l'axe USA/Grande-

4. Procacci (G. *et al.*) *The Cominform. Minutes of the three conferences 1947/1948/1949*, Milan, Annali XXX, Feltrinelli, 1994 (Fondation Feltrinelli/Russian Center of Conservation and Study of Records for Modern History [RTsKhIDNI]).
5. *The Cominform, op. cit.*, p. 217.

Bretagne/France/Allemagne forgé par les milieux dirigeants des États en question. Maurice Thorez en prend acte : « Des grandes puissances capitalistes d'avant-guerre, trois ont été anéanties, l'Allemagne, le Japon et l'Italie, une quatrième, la France, ne joue plus qu'un rôle secondaire », alors que la Grande-Bretagne est ébranlée[6].

La France occupe donc une position spécifique dans le camp ennemi, en raison de l'existence en son sein d'un courant fort aux contours flous (le mouvement ouvrier, les républicains et autres « bons Français »), ontologiquement tourné vers l'URSS, citadelle des forces démocratiques. Ce que les Anglo-Saxons désignent par « maillon faible du camp allié » n'est rien d'autre, selon les doctrinaires du PCF, qu'un pays sur le territoire duquel se nouent les trois contradictions principales d'un capitalisme agonisant. Celui-ci, outre la lutte entre Travail et Capital, engendre une confrontation entre rivaux impérialistes et se voit confronté à l'insurrection des peuples coloniaux[7]. Cette « exceptionnalité française » constitue en un sens une source de fierté nationaliste pour les dirigeants communistes français mais ne saurait autoriser un comportement hétérodoxe. Est-ce à dire que, derrière la reprise des thèmes kominformiens, le PCF doive calquer son comportement sur celui des anciennes sections de l'IC n'ayant pu bénéficier, comme le déplorent ses dirigeants, du concours de l'Armée rouge ? Cette perspective était déjà exclue avant-guerre, où, lors du tournant de 1935-1936, les redéploiements sur la question de la guerre et de la paix n'étaient pas simultanés selon qu'on se trouvait en Tchécoslovaquie, en France ou au Royaume-Uni. En 1947, une spécificité française se dégage d'une esquisse de comparaison avec la position du PC italien.

Lors de la fondation du Kominform, le PCI a été en butte à des assauts yougoslaves alors même que Tito exerce au même moment une pression territoriale aux confins nord-orientaux de la jeune République. Ne faisant pas partie du club des vainqueurs, l'Italie combine plusieurs variables éloignées du cas français, parmi lesquelles une moindre sensibilité à la question allemande. Ses représentants en Pologne n'hésitent pas, devant leurs interlocuteurs soviétiques, à faire valoir l'inquiétude de leur

6. Intervention lors du meeting-anniversaire de la mort de Lénine. *L'Humanité* du 22 janvier 1948 a titré son compte rendu : « Le rapport de forces s'est modifié. »
7. Victor Michaut, *L'Humanité* du 13 février 1948.

Peuple qui « plus que tout autre doit craindre un nouveau conflit mondial[8] ». Dans ce pays où le mot même de nation se fait rare au fil des dispositions du compromis constitutionnel de décembre 1947[9], il faut pourtant bien accepter l'invite kominformienne à brandir les trois couleurs souillées par fascistes germanophiles et démocrates-chrétiens doublement inféodés (Washington ne doit pas faire oublier le Vatican) à l'étranger. Mais *Rinascita* fait entendre une musique différente de celle, beaucoup plus martiale, diffusée par *L'Humanité* :

> *« Seul celui qui défend hardiment la paix, qui repousse sans hésitations toute idée d'adhésion au bloc des impérialistes et refuse leurs plans d'expansion et d'exploitation peut se réclamer d'une politique nationale. En particulier pour l'Italie, on ne peut défendre l'indépendance nationale qu'en défendant la paix.[10] »*

De même, la rencontre Jdanov-Secchia du 12 décembre 1947 prend-elle très rapidement une tournure fort différente de celle de l'entretien accordé par Staline à Thorez quelques semaines plus tôt[11]. Dans la conversation entre les deux secrétaires généraux, les interlocuteurs n'éprouvent à aucun moment le besoin d'utiliser le mot « paix ». En revanche, les conseils de Jdanov au n° 2 italien sont explicites : brandissez les colombes, gardez les armes en poche. Et s'il se montre attentif à la conservation des dépôts d'armes en France, Staline ne s'embarrasse pas devant Thorez de considérations pacifistes. Surtout, alors que la Démocratie chrétienne vend l'Italie aux Américains, la période se prête au

8. Intervention de Luigi Longo à Sklarska Poreba, 26 septembre 1947, in *The Cominform, op. cit.*, p. 314.
9. *Cf.* M. Lazar, « La gauche, la république et la nation » *in* Diamanti (Ilvo), Dieckhoff (Alain), Lazar (Marc), Musiedlak (Didier), *L'Italie, une nation en suspens*, Bruxelles, Complexe, 1995, p. 3.
10. Cit. par Rainero (Romain H.), « L'Italie, terrain de rencontre et de rupture », *in* Delmas (Jean), Kessler (Jean), *Renseignement et propagande pendant la guerre froide (1947-1953)*, Bruxelles, Complexe, 1999.
11. Gori (Francesca), Pons (Silvio) (dir.), *Dagli Archivi di Mosca. L'URSS, il Cominform e il PCI 1943-1951*, Roma, Carocci, 1998. Narinski (Mikhaïl), « L'entretien entre Maurice Thorez et Joseph Staline du 18 novembre 1947 », *Communisme*, n° 45-46, 1996.

« grand front populaire démocratique de lutte pour la paix, pour la liberté et pour l'indépendance du pays contre la renaissance du fascisme[12] ». Enfin le traitement des PC de France et d'Italie par l'organe du Kominform laisse peu de doutes sur la centralité de la « lutte contre les fauteurs de guerre » dans ce dernier pays : rien de comparable pour la France aux développements de Togliatti lors du Ve Congrès ou devant la première assemblée nationale du Front démocratique populaire. En la circonstance, le dirigeant communiste tirait argument d'une situation héritée de la non-appartenance de l'Italie au camp des vainqueurs, s'interrogeant sur la menace pesant sur la paix « du fait qu'une escadre d'une grande puissance impérialiste se trouve presque constamment dans nos ports de Tarente et de Naples...[13] ».

La référence à l'humiliation nationale n'est pourtant pas absente puisque Togliatti n'hésite pas à avancer que le risque est grand de voir le peuple italien « réduit à l'état d'Iran et de la Transjordanie[14] ». Les communistes italiens ont du mal à jouer la carte de la grande puissance flouée, aussi leur peinture de la déchéance recourt-elle rapidement à des exemples qui, dans l'imaginaire occidental du temps, renvoient au moins autant à une essentialisation des cultures qu'à une illustration de la nocivité de l'impérialisme. Mais l'antériorité de l'entrée du PCI en « Lutte pour la paix » par rapport au PCF s'explique-t-elle principalement par l'aptitude supérieure des communistes français à mobiliser sur le thème de la patrie bafouée ? Caresse-t-on sérieusement encore[15] à l'automne 1947 l'espoir de voir une fraction de la « bourgeoisie » française se rebiffer face à la « vassalisation » américaine ? La chose se complique davantage lorsqu'on tient compte du sort sensiblement différent qui est réservé à l'hypothèse, sinon « neutraliste », du moins d'une équidistance ou d'un retrait de la France et de l'Italie hors du camp occidental. Maurice Thorez avait lui-même qualifié la vision d'un monde partagé en deux camps de « rêve monstrueux » de « politicien réactionnaire »[16].

12. Gori-Pons, *op. cit.*, p. 285.
13. *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*, n° 7, 15 février 1948.
14. *Ibid.*
15. Nous examinerons dans la partie suivante les indices qui plaident en faveur de cette thèse.
16. Cit. *in* Verdes-Leroux (Jeannine), *Au service du Parti. Le Parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Fayard/Minuit, 1983, p. 219.

Mais quand les communistes français se voient reprocher (et ils retiendront la leçon) d'avoir semé des illusions quant à la possibilité d'échapper à la logique des blocs (Milovan Djilas se montra féroce sur ce point à Sklarska Poreba), ils baissent immédiatement pavillon. Au contraire, leurs camarades italiens prennent la peine de développer une argumentation selon laquelle la situation en Occident est fondamentalement différente de celle existant dans les pays en cours de soviétisation. Si, en Hongrie par exemple, les sociaux-démocrates défendent la thèse du « pont entre l'Est et l'Ouest », thèse dont le succès entraînerait un affaiblissement du camp de la paix, le mot d'ordre de maintien de l'Italie en dehors des blocs n'est pas dénué de pertinence puisque l'application de cette mesure porterait un coup sensible au système impérialiste[17]. La capitulation face à Jdanov peut alors advenir, au prix il est vrai d'une rupture de raisonnement : au fond, reconnaît Longo, « dire qu'il convient de demeurer en dehors de tout bloc signifie affaiblir l'opposition contre l'inclusion de l'Italie dans le camp impérialiste[18] ».

La montée des tensions estompera les différences PCF/PCI sur ce chapitre, si tant est qu'elles reposaient véritablement, de chaque côté des Alpes, sur cette « analyse différenciée » évoquée vingt ans auparavant par Togliatti devant la commission italienne du Komintern[19]. Les deux partis avaient de toute façon ample matière à communion idéologique et stratégique autour d'un même acte de foi : l'URSS, expression d'une humanité supérieure, est intrinsèquement intéressée à la paix, la guerre étant la résultante d'un système avec lequel elle a rompu[20]. Les deux partis témoignent donc du même souci d'inclure (sans les mettre en valeur) parmi les forces de paix combattants communistes grecs et chinois. Ils partagent une même analyse de leur propre éviction gouvernementale en termes d'immixtion américaine dans la vie politique nationale[21] et accor-

17. *The Cominform, op. cit.*, p. 315.
18. Cit. par Agosti (Aldo), « Le tournant de 1947 du Parti communiste italien », *Communisme*, n° 29-31, 1992, p. 92.
19. Agosti (Aldo), art. cit., p. 107.
20. Rapport Jdanov, *The Cominform, op. cit.*, p. 227.
21. Pour une discussion de ce cliché à peau dure, *cf.* Buton (Philippe), « L'éviction des ministres communistes », *in* Berstein (Serge), Milza (Pierre) (dir.), *L'année 1947*, Presses de Sciences-Po, 2000, p. 352-355.

dent le même soin à la diffusion d'un *credo* qui, en matière de lutte contre la guerre, semble n'avoir pas pris une ride depuis le rapport du même Togliatti devant le VIIe Congrès de l'IC en 1935[22]. Seule, la référence (peu envahissante) au caractère intolérable des armes atomiques et bactériologiques actualise le propos, sans allusion aucune aux éventuelles nouveautés stratégico-politiques introduites par ces menaces. Dans l'ombre, la notion de coexistence pacifique est toujours disponible. Si elle n'est guère à l'honneur – mobilisation oblige – à l'heure de la fondation du Kominform, il suffira qu'un polémiste bourgeois évoque la possibilité d'un abandon de ce point de dogme pour que l'on en réaffirme la validité[23]. Enfin, communistes français et italiens n'ont pas à l'esprit, lorsqu'ils parlent de « paix » à l'automne 1947, le désamorçage d'un « conflit Est-Ouest ». De ce dernier, et à l'instar de leurs contemporains, ils n'ont pas encore perçu à quel point il structurait le champ international. À cette date, PCF et PCI ont encore comme horizon la conclusion d'une authentique « paix démocratique[24] » visant à résoudre les problèmes (l'Allemagne, au premier chef) issus de la Seconde Guerre mondiale.

Les mêmes contre les mêmes

Facteur de cohésion identitaire, l'histoire est aussi une boussole pour les communistes[25]. De fait, c'est sur une évocation du récent conflit que s'ouvre, le 25 septembre 1947, le rapport Jdanov. Virulente à l'égard des « éléments réactionnaires, impérialistes » qui, en Grande-Bretagne, en France et aux États-Unis, avaient considéré l'Allemagne et le Japon

22. Chirinia (K.K., rédacteur général), Sobolev (A.I.), Firsov (F.I.), *L'Internationale communiste et la lutte contre le fascisme et la guerre, 1914-1939*, Recueil de documents, Moscou, Éditions du Progrès, 1980.
23. Voir par exemple l'article de Robert Bouvier, « En réponse aux falsifications du "Monde". Les possibilités de coopération du système capitaliste et du système socialiste », *France nouvelle*, 22 mai 1948. *Cf.* Procacci (G.), « La coesistenza pacifica. Appunti per la storia di un concetto » *in* Sestan (L. a cura di), *La politica estera della perestrojka*, Roma, 1988.
24. Ainsi qu'il est précisé dans le rapport Jdanov, *The Cominform*, *op. cit.*, p. 229.
25. Lavabre (Marie-Claire), Peschanski (Denis), « L'histoire pour boussole ? Note sur l'historiographie communiste, 1977-1981 », *Communisme*, n° 4, 1983.

comme les plus à même de conduire l'assaut contre l'URSS, elle reste muette sur les buts de guerre des puissances occidentales. La réponse figure dans la déclaration finale. Si le texte rappelle que « les États alliés marchaient ensemble et constituaient un seul camp », il distingue nettement les objectifs de l'Union soviétique (antifascisme, démocratie et coopération en Europe, éradication de la menace allemande) des finalités poursuivies par les USA et l'Angleterre. La France ayant disparu à ce stade, seule demeure pour les Anglo-Saxons « l'éviction des concurrents sur les marchés/l'Allemagne, le Japon/ et l'instauration de leur propre hégémonie[26] ». En somme, et même si l'évocation du Pacte germano-soviétique n'a pas droit de cité, en septembre 1947, sur cette terre polonaise qui en a tant souffert, l'accent est incontestablement mis sur la dimension « guerre impérialiste », renouant somme toute avec l'analyse portée par le Komintern en septembre 1939. Le PCF est invité à ne pas se tromper d'époque : Djilas a déchiré à belles dents le programme de politique extérieure du PCF développé l'été précédent devant le congrès de Strasbourg et où étaient mis sur le même plan « nos grands alliés américains, britanniques et soviétiques ». Les communistes français devront désormais pratiquer un savant dosage de références, lorsqu'il s'agira d'évoquer 1939-1945, entre la vision que le Parti développait à l'automne 1939 et celle qui prévalait au printemps 1945.

Le discours prononcé par Staline devant ses électeurs moscovites le 9 février 1946[27] autorisait les communistes à mettre l'accent sur l'une ou l'autre des dimensions, au gré des exigences de la conjoncture : la Seconde Guerre avait été antifasciste *pour les peuples* et l'URSS, mais impérialiste *pour les pays capitalistes*. Au crépuscule de l'ère stalinienne, le PCF attirera périodiquement l'attention des militants de la génération résistante sur le deuxième aspect. Maurice Thorez le fit avec éclat à l'occasion du 31e anniversaire de la révolution d'Octobre[28] mais les incompréhensions furent telles que Victor Joannès dut remettre l'ouvrage sur le

26. *The Cominform*, *op. cit.*, p. 385.

27. Les *Cahiers du communisme*, février 1946. *L'Humanité* des 10-11 février rend imparfaitement compte des propos du candidat, en ne précisant pas à quel moment « la guerre qui vient de se terminer a pris le caractère d'une lutte contre le fascisme ».

28. Voir le compte rendu de Victor Joannès dans les *Cahiers du communisme* de décembre 1948.

métier quelques mois plus tard[29], établissant une argumentation en quatre points qui servira de trame explicative à plusieurs générations de militants (et d'historiens) :

– La Seconde Guerre fut détournée par Staline de son objectif initial, à savoir l'assaut des impérialistes de tout acabit contre l'URSS. Elle débuta de ce fait comme un conflit inter-impérialiste.

– Classe ouvrière et forces de progrès, y compris dans les pays capitalistes, avaient intérêt à la défaite du fascisme ; la guerre était donc potentiellement antifasciste.

– Les dirigeants capitalistes, sans abandonner leurs propres buts de guerre impérialistes, tentèrent d'orienter leurs efforts dans un but anti-soviétique.

– L'entrée en guerre de l'URSS mit en phase la volonté des peuples et les objectifs de la coalition interétatique des « nations unies ».

À ce socle narratif, pouvaient désormais s'articuler coups de chapeau doctrinaux (« nous n'avons jamais caché qu'en cas de guerre impérialiste nous la transformerions en guerre civile »[30]) et illustrations localistes des grands axes interprétatifs. Le littoral de la Manche se prêtait assez bien à un certain type de contre-histoire : conscient des dommages mémoriels infligés au camp anti-impérialiste par les batailles engagées le 6 juin 1944 sur les plages normandes, Maurice Thorez choisit la ville du Havre pour dénoncer dans le même mouvement l'incendie du *Normandie* dans le port de New York et les interventions ravageuses de *l'US-Air force* :

> *« Vous avez maintenant compris pourquoi le second front a été ouvert si tard. Il s'agissait moins de porter des coups à Hitler que d'occuper des positions indispensables à la domination américaine dans le monde. De même on comprend mieux le but de singuliers bombardements comme ceux qui ont détruit Le Havre. Ils visaient à écarter les concurrents pour l'après-guerre.[31] »*

29. Joannès (Victor), « Sur le caractère de la Seconde Guerre mondiale », *Cahiers du communisme*, mars 1949.

30. Intervention de François Billoux devant le XIIe congrès du PCF, *Cahiers du communisme*, mai 1950.

31. *L'Humanité*, 8-9 février 1948.

Face à des attaques dont l'ampleur était proportionnelle à ses propres efforts de capitalisation du grand traumatisme de 1939-1945, le PCF avait très rapidement choisi d'assumer dans la mesure de ses moyens la continuité de sa politique, comme pour mieux mettre en évidence la constante malignité de l'Adversaire. Il convenait donc, au premier chef et sans délais, de revendiquer haut et fort l'attitude « nationale » et « démocratique » du Parti en 1939-1941[32]. Non que l'on négligeât les avantages de la dénégation pure et simple. Ainsi dans l'épisode de la demande de reparution de *L'Humanité* à l'été 1940 : dans ce cas précis, véritable figure imposée des débats parlementaires français, les lecteurs de *L'Humanité* se satisferaient de savoir que l'allégation était bâtie sur des « documents sortis des poubelles du ministère de l'Intérieur[33] ». Nous ignorons à la vérité quelle pouvait être la retombée de ces polémiques sur les militants, même si l'on peut supposer qu'elles venaient raviver les doutes de quelques compagnons de route qui avaient « flanché » au lendemain du 23 août (ou du 17 septembre) 1939[34]. Il est plus probable que l'actualité (à titre d'exemple, la polémique à ce sujet entre Chevigné et Ginollin se déroule sur fond des « grèves rouges » de décembre 1947) venait périodiquement relativiser ces empoignades.

On éprouva davantage de difficultés à traiter le cas de la désertion de Maurice Thorez, dont on peut douter qu'elle ait contribué (et le général de Gaulle le savait bien) à grandir la stature du Secrétaire général du Parti. Tous n'avaient pas la même conception de la charité que l'abbé Pierre qui, un temps député MRP, parle dans *Esprit* d'« erreur » et de « déloyauté » à propos du « slogan » assimilant Thorez à un déserteur. Dès mai 1946, le ministre de l'Intérieur socialiste André Le Troquer s'était autorisé la remarque selon laquelle « un chef ne doit pas s'en aller

32. Nous avons développé ce point dans notre mémoire de maîtrise *Le PCF et son histoire : le Pacte germano-soviétique. Étude de l'historiographie communiste (1943-1968)*, Université de Paris-IV, 1983 (sous la direction de Jacques Bariéty).

33. *L'Humanité*, 12 décembre 1947.

34. Voir la déclaration de l'UDIF (30 août 1939) *in* Racine (Nicole), « Bataille autour d'intellectuel(s) dans les manifestes et contre-manifestes de 1918 à 1939 » *in* Bonnaud-Lamotte (Danielle), Rispail (Jean-Luc) (dir.), *Intellectuels des années 1930, entre le rêve et l'action*, Éditions du CNRS, 1989.

quand ses hommes sont en danger »[35]. Non moins sévère, Édouard Herriot confiait : « J'avoue avoir été choqué quand j'ai vu un chef militaire prendre un déserteur, qui eût été fusillé s'il n'avait pas été un homme politique pour en faire un ministre. »[36] Le déni de réel étant en l'espèce impraticable, le Parti opta pour la fuite en avant. Thorez fut sacré « premier des FTP » par des hommes aux états de service résistants aussi impressionnants que Charles Tillon et Marcel Prenant. Il était d'autant plus difficile de revenir en arrière (et l'on n'y revint pas avant le décès du Secrétaire général) que la *Pravda* publiait, à l'attention d'un public il est vrai « pas aussi bien informé que le public français[37] », articles et interviews consacrant la version selon laquelle Thorez dirigeait la Résistance en France pendant la guerre. L'un des sommets de la désinformation fut atteint lorsque *L'Humanité* publia, le 12 décembre 1947 (on était, rappelons-le, en pleine retraite du mouvement gréviste) un faux numéro du 10 juillet 1940 supposé appeler, sous la signature de Maurice Thorez et Jacques Duclos, à la Résistance[38]. Il ne s'agissait pas du zèle d'un subalterne. Selon Auguste Lecœur, Duclos avait mis lui-même la main à la pâte[39] et l'opération fut renouvelée dans *Regards* du 15 décembre 1950. Entre-temps, l'édition de 1949 de *Fils du peuple* faisait référence au numéro-fantôme, sans tenir compte des savantes investigations aussitôt entamées par Amilcare Tasca (Rossi) et désormais périodiquement rappelées par la revue *Est-Ouest* : l'équipe regroupée autour de Georges Albertini et Boris Souvarine avait du pain sur la planche puisque la

35. Déclaration au congrès radical, le 18 mai 1953 (cité par Jacques Isorni dans une tribune du *Monde* 20-21 novembre 1977).
36. Becker (Jean-Jacques), « L'anticommunisme de la SFIO », *in* Berstein (S.), Cépède (F.), Morin (G.), Prost (A.) (éds), *Le Parti socialiste entre Résistance et République*, Publications de la Sorbonne, 2000, p. 196.
37. Rapport de l'ambassade britannique à Moscou, 2 mai 1950. Archives du Foreign Office (désormais FO) 371/89170. Le diplomate (qui trouve cette présentation des faits particulièrement *sickening*) s'appuie sur la *Pravda* du 28 avril où Maurice Thorez emploie la formule « maintenant nous continuons la même lutte contre les mêmes gens avec les mêmes gens » qui a servi de titre à notre sous-partie et que l'abbé Boulier popularisera sous la forme « la lutte des mêmes contre les mêmes ».
38. *Cf.* notre contribution « L'Appel du 17 juin de Charles Tillon », à Lagarrigue (Max) (dir.), *1940. La France du repli, l'Europe de la défaite*, Toulouse, Privat, 2001.
39. Entretien avec l'auteur, 5 mai 1982.

version officielle figurait encore en 1975 dans une réédition de *L'Histoire de l'Allemagne contemporaine* de Gilbert Badia.

Plus étonnant encore, le soixante-dixième anniversaire de Staline vit la confection d'une collection de *L'Humanité* clandestine dont un exemplaire « fastueux » (selon l'expression qu'employa devant nous Auguste Lecœur) fut remis à Staline. L'épisode relevait de l'auto-intoxication dans la mesure où les responsables – Duclos, une fois de plus, en tête – convinrent qu'il n'était pas nécessaire que certains numéros trouvent leur place dans une édition pourtant réservée à une centaine de *happy few*, dont le propre dirigeant du prolétariat mondial[40]. En ce sens, on peut dès lors rapprocher cette amnésie à usage interne de l'instant pathétique où Thorez vient quêter auprès de l'homme qui l'a conduit à déserter lors de la drôle de guerre un brevet de résistance, soumettant à son approbation (mais Staline reste muet sur ce point...) la formulation selon laquelle « le Parti communiste français fut le premier parti à avoir commencé la lutte dès 1939 en défendant son pays contre l'invasion allemande[41] ». Toutes les riches heures de la drôle de guerre ne furent pas soumises à la même loi du silence. C'est ainsi que la mention à la Chambre de la « lettre à Herriot » du 1er octobre 1939, qui, pourtant, demandait de prêter une oreille attentive aux propositions de paix Hitler-Staline consécutives à la liquidation de la Pologne, était tactiquement saluée par les applaudissements des députés communistes. C'était au moins reconnaître l'existence d'une initiative certes symptomatique, mais qui pouvait à tout prendre paraître, aux yeux de la fraction communiste, relever d'un jeu parlementaire que les élus ne tenaient pas forcément en haute estime. Les choses se présentaient différemment lorsque la « bourgeoisie » évoquait (Daladier n'y répugnait pas) les clauses secrètes du Pacte germano-soviétique. Dans ce cas, la tactique *ad hoc* consistait à renverser la perspective en mettant l'accent sur la faillite de la politique d'*appeasement* occidentale sans avoir à aborder la question de la matérialité des faits. La place accordée dans *France nouvelle* et *Pour une paix durable* à la réfutation de la publication par les Américains, en 1948, d'une sélection de documents de la Wilhelmstrasse destinée à établir l'ampleur des *Nazi-Soviet Relations*

---

40. Lecœur nous a indiqué avoir transmis son propre exemplaire au président du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale Henri Michel.

41. Entretien Staline-Thorez, doc. cit., p. 39.

témoigne de l'importance du front à défendre, et ce d'autant plus qu'un certain nombre de figures intellectuelles (Bayet, Joliot, Chauffier, Cassou, Cotton, Friedmann, Aveline, Édith Thomas, Vercors...) sur lesquelles le Parti compte pour préserver son assise républicaine ont été déstabilisées en 1939. Si ces personnalités étaient prêtes à crier, à propos de l'affaire de la reparution, à la machination policière, les questions brassées par les archives ainsi jetées sur la place publique risquaient en effet de susciter chez elles quelques interrogations.

L'extrême sensibilité de la direction communiste à cet élément constitutif de son identité, la lutte contre la guerre, transparaît dans les directives de Maurice Thorez publiées dans les *Cahiers du communisme* d'avril 1950. Faisant le point sur la périodisation d'une histoire du Parti, il donne à sa contribution un titre sans équivoque : « Sur les étapes de l'histoire du Parti communiste français et sa lutte pour la paix. » Ainsi, la temporalité du PCF est-elle, selon son représentant le plus autorisé, strictement calquée sur celle d'une stratégie étroitement soumise aux aléas géopolitiques. Ce calendrier autorise des scansions plus spécialisées, au gré de commémorations particulièrement hétéroclites puisque, au gré des initiatives, les militants sont invités à célébrer non seulement les exemples de la dernière guerre mais aussi les morts de 14-18 (sans que leur statut – héros ou victimes ? – soit clairement établi à cette date), ceux tombés au Saquet en 1871 ou même les mères, dont la fête peut être l'occasion de pratiques ressortissant à la « Lutte pour la paix » : une cérémonie officielle en présence des enfants des écoles du XIIIe arrondissement est ainsi investie en ce sens le 28 mai 1949 par une équipe dirigée par Maria Rabate[42] ». Rien d'étonnant, tant le spectre de l'héroïsme est large, à ce que l'on puisse célébrer dans un même élan Jeanne Labourbe et les combattants de Bir Hakeim, le lieutenant de vaisseau d'Estienne d'Orves se voyant *nolens volens* inscrire dans la descendance patriotique de Charles Tillon, André Marty et autres mutins de la mer Noire qui, refusant de combattre l'URSS, « réhabilitaient la marine militaire devant le peuple français[43] ». Cette extraordinaire aptitude au maniement politique du passé s'explique

42. Archives de la Préfecture de police de Paris – désormais APP – BA 2398.
43. Cette curieuse généalogie figure dans une brochure éditée à l'occasion du trentième anniversaire de la « révolte de la mer Noire ». Archives Jacques Duclos, Montreuil, carton 32.

fondamentalement par la prétention communiste à exercer un droit d'invention (au sens où l'historien invente ses sources) du passé d'une patrie dont il revendique la captation. Cette faculté, parfois surprenante et dont la diffusion dans le corps du Parti est difficilement mesurable, peut rendre d'appréciables services lorsque l'heure est, comme à l'automne 1947, à l'union autour de la patrie menacée.

Ni droite ni gauche

À la recherche de l'émir afghan

Le 10 octobre 1947, dans *Le Figaro*, Raymond Aron avait dégagé les conclusions résultant du récent « échange de vues sur les problèmes de la situation internationale[44] » entre Partis communistes des deux blocs :

> *« Le sens de la déclaration de Varsovie est parfaitement clair. Sur le plan de la propagande, les partis communistes, bien loin de jeter le masque du patriotisme qu'ils portent depuis juin 1945, se posent en défenseurs des indépendances nationales et ils vont exploiter le chauvinisme et les ressentiments des peuples éprouvés contre le seul pays susceptible de secourir le vieux continent.*[45] »

Le PCF allait se montrer très sourcilleux sur le patriotisme, et particulièrement susceptible lorsque quiconque se risquerait à ironiser sur certaines manifestations passablement cocardières. *Le Monde*, qui s'était laissé aller sous la plume d'André Pierre à comparer le romancier soviétique Alexandre Gontchar à Déroulède, s'attira une réplique de Guy Leclerc[46]. Dans un article illustré d'un dessin de Chtcheglov pour la *Jeune*

44. *The Cominform*, *op. cit.*, p. 385.
45. L'article est reproduit *in* Aron (Raymond), *Les articles de politique internationale dans Le Figaro de 1947 à 1977*, tome premier : « La guerre froide (juin 1947 à mai 1955) », présentation et notes par Soutou (Georges-Henri), Éditions de Fallois, 1990, p. 59.
46. *L'Humanité*, 6 janvier 1949.

Garde de Fadeev, représentant deux jeunes gens hissant un drapeau sous l'Occupation, le responsable de la rubrique culturelle du quotidien du Parti remarquait que son confrère avait choisi la facilité en refusant la comparaison avec Barrès. De ce dernier, en effet, Aragon venait d'écrire qu'il « était l'expression de la bourgeoisie de son temps qui était nationaliste et chauvine mais ne peut être aujourd'hui réclamé par une bourgeoisie qui a perdu le sens national ». Après avoir mis à jour cette dérobade, il concluait : « Décidément, si l'auteur du *Clairon* est mort, c'est tant mieux pour lui. Il n'aurait sans doute pas compris notre monde. Mais qu'aurait-il fait dans le vôtre ? ». Et puisque la frontière de ces deux mondes ne se superposait pas toujours à celle des États, le patriotisme devait tenir compte des fronts intérieurs, toujours menacés par la trahison potentielle des couches dirigeantes, amplement démontrée aux yeux des communistes par les leçons de l'Histoire.

De la reddition de Metz au wagon de Rethondes, la cause est entendue pour *France d'Abord* qui titre, le 20 novembre 1947 : « Halte à la trahison. Prépare-t-on un nouveau juin 40 ? ». À l'appui de la mise en garde, l'organe militaire du Parti publie la nouvelle d'Alphonse Daudet « Le porte-drapeau » où le vieux briscard Hornus refuse de donner aux Prussiens, malgré l'ordre de Bazaine, le drapeau sanglant du régiment et tombe pour l'avoir arraché des mains de l'ennemi : « Dans cet air las, cet air de mort qui pèse sur les villes rendues, les drapeaux ne pouvaient plus flotter, rien de fier ne pouvait plus vivre. » Il fallait pourtant lutter, ne serait-ce que pour éviter une nouvelle capitulation. Maurice Thorez réserva d'ailleurs la primeur de ses commentaires publics sur la conférence de Pologne à *Rude Pravo*, l'organe du Parti tchécoslovaque, qui publia son texte sous le titre « Non, pas de nouveau Munich[47] ». Ici le détour par le connu fonctionne paradoxalement comme un marqueur du nouveau changement d'orientation politique, le recours à des figures consensuelles telles que, par exemple, Jean Moulin[48], signale une orientation anti-impérialiste visant, non pas à défendre l'URSS (la thématique est alors quasiment absente : l'Armée rouge n'a rien à craindre) mais à unir l'ensemble des forces susceptibles de s'opposer à l'Étranger.

47. *Cahiers du communisme*, octobre 1947.
48. *France d'abord*, 23 octobre 1947.

« Il n'y a plus : droite et gauche[49]. » Ce renoncement du Parti à un positionnement qui a pourtant fait la preuve de son efficacité sur l'arène électorale française donne – une fois n'est pas coutume – une longueur d'avance au PCF sur le général de Gaulle[50]. C'est en effet le 17 novembre 1948 que, lors d'une conférence de presse, le chef du RPF s'écria : « Il n'y a plus la gauche et la droite. Il y a les gens qui sont en haut et qui veulent voir les grands horizons… il y a les gens qui sont en bas et qui s'agitent dans les marécages. » Pour le PCF, la formule renoue avec les années de formation « classe contre classe » des dirigeants moulés à la forme kominternienne. Elle lui permet de se recentrer sur les deux autres axes qui, désormais, sont supposés structurer la vie politique : parti américain/parti national et prolétariat/bourgeoisie. Extrêmement volatile, surtout dans le cadre d'une démocratie représentative, elle n'en a pas moins force de loi depuis que le Bureau politique a précisé que le bannissement de cette « vieille notion » constituait « la base du rassemblement qui doit s'opérer pour la lutte contre l'impérialisme américain, pour la défense de la paix, de nos libertés économiques et politiques[51] ». Et c'est précisément à la lumière de l'anti-impérialisme que s'ordonne la polarisation que le PCF appelle de ses vœux. Si tout est conditionné au choc décisif contre Washington, alors s'impose la référence à l'« émir afghan », source de la remise en question des distinctions relatives droite/gauche et révolution/réaction.

L'exemple de ce chef politico-religieux célébré par Lénine pour son combat contre l'impérialisme britannique avait été remis à l'honneur par Jdanov lors de son discours de conclusion à Sklarska Poreba, précisément dans la partie de son intervention destinée à Jacques Duclos[52]. L'apologue était censé incarner la relativité, aux yeux des marxistes, des concepts destinés à caractériser les forces politiques : l'action de l'émir, en la circonstance, relevait « objectivement, plus du combat révolutionnaire que celui de démocrates ou de "révolutionnaires" comme Renaudel et Cie qui agissaient en soutien de l'Impérialisme[53] ». La mise en garde

49. Cachin (Marcel), *Carnets, op. cit.*, p. 1169 (4 novembre 1947).
50. Cit. par Rioux (Jean-Pierre), « De Gaulle, l'inclassable », *Les collections de « L'Histoire »*, n° 14, 2002, p. 82.
51. Décisions du BP, APCF, 6 novembre 1947.
52. *The Cominform, op. cit.*, p. 353.
53. *Ibid.*

tombait sur un public familiarisé avec ce type de paradoxes, déjà amplement mis à profit dans la grande tradition national-révolutionnaire. Elle résonne familièrement au début du XXIe siècle, alors que l'extrême-gauche (féministes, au premier chef...) est divisée sur la question du front unique anti-impérialiste avec les islamistes. Mais en cette fin des années 1940, les militants chevronnés étaient endurcis par les attaques de ceux qui avaient reproché au Komintern d'être peu regardant dans la question des partenaires, fascisants (Schlageter[54]) ou « féodaux » (Abd-el-Krim, voire Haïlé Sélassié). Encore fallait-il choisir correctement l'allié correspondant à la situation : le front de lutte anti-américain, était-il notamment rappelé aux Français, n'épouserait pas obligatoirement les mêmes contours que le front anti-allemand. Et si le terme de « réaction » désignait, au gré des conjonctures, des forces disparates, il existait d'ores et déjà un critère discriminant, à savoir l'appréciation portée sur la présence soviétique au cœur de l'Europe. Symptomatiques à cet égard nous semblent être les notes prises par Charles Tillon au Comité central des 29-30 octobre 1947 lorsqu'il entérine la nouvelle problématique : « gauche-droite, quelle différence ? » :

> *« Avons aidé à victoire. Et victoire c'est Armée rouge à Berlin. Aujourd'hui tous peur. Blindés soviétiques deux étapes de Paris ? C'est réaction qui sent faiblesse.*[55] *»*

Tillon fait ici référence au discours prononcé à Rennes le 27 juillet 1947 par le général de Gaulle, dans lequel figure la formule selon laquelle la frontière du « bloc » soviétique n'est séparée de celle de la France que « par cinq cents kilomètres, soit à peine la longueur de deux étapes du Tour de France cycliste ! ». Pourtant, la prise de distance avec le vieux clivage républicain, si elle constitue une pierre de touche déterminante dans le processus de démarcation communiste entre « nous » et « les autres », risque d'être contre-productive à l'heure où il s'agit d'unir

---

54. Sur la convergence tactique avec l'extrême-droite allemande pendant l'occupation de la Ruhr (1923), *cf.* l'ouvrage fondamental de Dupeux (Louis), *National-bolchévisme. Stratégie communiste et dynamique conservatrice*, Honoré Champion, 1979.
55. Archives Charles Tillon, Centre d'histoire de l'Europe du Vingtième siècle (désormais : CHEVS), FNSP, Paris, carton 7, dossier 7.

contre l'ennemi principal. Et lorsque Jdanov demande au PCF de faire preuve d'imagination dans la recherche de nouveaux alliés, sur un programme de son cru, l'opération se heurte aux particularités de la culture politique française, et notamment aux relations nouées par travailleurs et autres citoyens avec les grandes organisations politiques. En somme, le PCF de 1947 se heurte derechef aux obstacles rencontrés pendant sa période « classe contre classe » (des années 1920 au tournant du Front populaire), lorsque le mot d'ordre de « front unique » à la base et dans l'action servait à exorciser le sentiment d'isolement. Marcel Cachin, qui a longuement arpenté ces impasses, ne pouvait les avoir oubliées lorsqu'il devait écrire, au soir de sa carrière politique :

> « *Il faut le rassemblement démocratique patriotique. Pas d'union au sommet mais avec des socialistes, des catholiques, des gaullistes de base qui sont contre le parti américain.*[56] »

En perte de vitesse, le « Front national » ne peut plus guère servir de structure d'accueil. Il n'échappe à personne que, derrière une façade apparemment minimaliste, cette organisation n'existe que par la seule volonté du PCF. Celui-ci, en effet, depuis qu'il l'a créée au printemps 1941, n'a jamais dissimulé que sa direction effective devait être assurée par le « prolétariat », *i.e.* lui-même. En fait, l'horizon stratégique de référence (le terme de « précédent » nous semble par trop téléologique...) le plus adéquat pour caractériser l'attitude des dirigeants communistes doit être recherché en amont. Confrontés au défi de la constitution d'un « Front de libération nationale » à la française, reléguant au second rang les clivages sociaux (mais, il va sans dire, sous « hégémonie prolétarienne »), ils s'inspirent de la ligne dite de « Front des Français » dont les pics doivent être recherchés lors du premier été de la guerre d'Espagne et, surtout, au printemps 1938. À cette différence capitale près qu'en 1947, il n'est plus question d'asseoir cette alliance sur un « Front populaire » au sommet désormais honni, encore moins d'imaginer un gouvernement d'« Union nationale » auquel Thorez dut, à son grand dam, renoncer sur ordre de Moscou au printemps 1938. Au fond, le PCF se retrouve à l'automne 1947 dans une situation peu différente – au plan tactique, s'entend – de

56. Cachin (Marcel), *Carnets*, *op. cit.*, p. 1169 (3 novembre 1947).

celle du printemps 1941, époque où, précisément, étaient jetées les bases d'un « Front national de l'indépendance » affichant sa volonté de rupture tant avec les partis de la IIIe République qu'à l'égard d'un mouvement gaulliste dont, déjà, on essayait d'approcher les militants alors même que *L'Humanité* vouait aux gémonies l'« homme de la City ».

On ne pouvait guère davantage compter sur l'un des outils fondamentaux de l'indépendance nationale, l'Armée. Dans ce domaine, alors que le PC était encore aux affaires, « l'espoir communiste d'une modification du rapport de force ne misait que médiocrement sur la persuasion du personnel militaire mais dépendait principalement de la lutte politique au sein de la sphère extra-militaire[57] » et l'éviction du printemps 1947 n'avait pas amélioré les perspectives. Le tournant polonais n'entraîna d'ailleurs pas de raidissement à l'égard de l'institution militaire. Pour la presse spécialisée du Parti, les mouvements grévistes de l'automne furent l'occasion (la troupe fut ponctuellement engagée) de titrer sur la nécessaire « Union de l'armée et de la nation », quitte à forcer classiquement le trait en évoquant l'approbation par les « officiers, sous-officiers et soldats » de la juste « lutte des ouvriers et des fonctionnaires qui arracheront pour eux et pour les militaires des conditions de vie meilleures[58] », Villon intervenant au même moment à la Chambre pour demander un relèvement des soldes et des prêts. Le même Villon déposera un mois plus tard un amendement réduisant de 7 milliards et demi le montant des 3/12e provisoires en lui donnant le sens d'une opposition au service militaire de 18 mois et d'une demande immédiate de libération des rappelés. Ses collègues Gresa et Tillon, pour leur part, se battent au nom des ailes françaises, condition à leurs yeux d'une authentique armée nationale, que le gouvernement entend, selon l'ancien chef FTP, « mettre au service d'un impérialisme étranger car une armée qui reçoit son matériel de l'étranger ne peut être une armée nationale[59] ». Le vote du budget

57. Buton (Philippe), *Les lendemains qui déchantent. Le Parti communiste français à la Libération*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1993, p. 250. Du même auteur, « Les militaires et le communisme à la libération », *in* Forcade (Olivier), Duhamel (Éric), Vial (Philippe), *Militaires en république 1870-1962. Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France*, Publications de la Sorbonne, 1999.
58. *France d'abord*, 4 décembre 1947.
59. *L'Humanité*, 1er janvier 1948.

demeure un moment privilégié pour cette agitation dont le militant intéressé peut éventuellement retenir que neuf divisions ce n'est pas assez pour la défense nationale, mais « assez pour un coup d'État comme disait de Gaulle dans *Au fil* [sic] *de l'épée*[60] ». Certainement de peu d'incidence sur le cours des choses, ces commentaires de l'actualité nous permettent au moins d'apprécier la portée – et, nous le verrons plus amplement par la suite, les limites – de ce « national-thorézisme »[61] qui se manifeste notamment lorsque Thorez et Staline déplorent à qui mieux mieux l'état lamentable de l'armée française : en réponse aux propos de son homologue selon lequel « les communistes français se prononcent pour l'augmentation de la production d'armement en France », le Secrétaire général du PCUS « demande de quelle indépendance peut-on parler sans armée[62] ».

Entre cosmopolitisme et nationalisme : la lutte des classes

Il faut rappeler que l'échange Staline-Thorez se situait dans une conjoncture sociale française pour le moins agitée. Aussi doit-on d'ores et déjà relever que les luttes hexagonales sont absentes du long entretien du 18 novembre 1947, alors que le mouvement gréviste commence à prendre de l'ampleur. Par-delà le décalage entre la prise de conscience de la portée de l'événement par l'historien et par l'acteur, la faible place des « luttes de classe » (sous leur forme gréviste, principalement) dans un dialogue entre leaders proclamés du prolétariat international n'est pas sans soulever un certain nombre de questions. Celles-ci sont d'autant plus directement liées à notre sujet que les grèves de novembre-décembre 1947 prennent ouvertement pour cible le plan Marshall, incarnation de la « politique de famine du parti américain » selon les termes du Comité confédéral national de la CGT, 12-13 novembre 1947. Si l'on suit l'analyse, à notre sens concluante, de Robert Mencherini[63], on

60. *L'Humanité*, 3 janvier 1949.
61. Voir par exemple Kriegel (Annie), « Le PCF, Thorez et la France », *Le Mouvement social*, n° 172, 1995.
62. Entretien Thorez-Staline de novembre 1947, doc. cit., p. 51.
63. *Cf.* Mencherini (Robert), *Guerre froide, grèves rouges. Parti communiste, stalinisme et luttes sociales en France*, Syllepse, 1998.

ne peut manquer d'être frappé par les conclusions rapportées par Maurice Thorez d'URSS et qui, diffusées dès son retour chez les hauts responsables du Parti[64], replacent les « grèves insurrectionnelles » sous un éclairage particulier. En effet, rares sont ceux qui, au Comité central immédiatement consécutif aux grandes grèves, ont pu avoir accès aux deux grandes indications fournies par Staline au Secrétaire général du PCF lors du séjour de ce dernier à Moscou, à savoir qu'« il ne faut pas aller trop loin dans la lutte contre le plan Marshall » et qu'« il ne faut pas faire de grève sans grévistes[65] ». Deux éléments qui tendraient à confirmer la vraisemblance du rapport du SDECE reproduit dans le *Journal* de Vincent Auriol selon lequel Thorez, peu après son retour tardif, avait mis en garde ses camarades à l'aide d'une sentence sans appel à l'époque : « Staline m'a dit, sans précaution diplomatique, que si nous continuions, il nous laisserait froidement tomber[66]. »

Le bilan critique du mouvement ne s'appuie donc pas sur l'insuffisance de l'engagement militant. Il ne repose pas davantage (au niveau de la direction, s'entend, et non de la propagande) sur la trahison socialiste ou la brutalité de la répression. Plus lucidement, Thorez incrimine la constitution d'un Comité national de grève qui a laissé s'accréditer « l'idée que c'était une grève politique » et la globalisation de l'action qui a interdit aux secteurs jugés victorieux de reprendre le travail. Fondamentalement, l'attitude du PCF apportait selon lui de l'eau au moulin de ceux qui affirmaient, au gouvernement et ailleurs, « qu'il s'agissait d'une grève générale, d'une insurrection et qu'au fond les revendications étaient placées au 36e plan[67] ». La difficulté rencontrée en la circonstance tenait à ce que ces représentations, loin d'être le seul fruit des efforts propagandistes de l'Ennemi, étaient largement partagées par une grande partie de la base et une part importante des dirigeants. Les *Carnets* de

64. Cachin (M.), *Carnets*, *op. cit.*, p. 1182 (3 décembre 1947).
65. La première formule se trouve dans les minutes de l'entretien du 18 novembre (doc. cit. p. 38). La seconde citation est tirée des *Carnets* de Marcel Cachin, d'après les informations transmises par Thorez. *Cf.* Mencherini (R.), « Le PCF dans les grèves… », art. cit., p. 199.
66. Auriol (Vincent), *Journal du septennat 1947-1954*, t. 1, Armand Colin, 1970, p. 232.
67. Les citations de Maurice Thorez sont extraites de ses interventions au CC des 22-23 décembre 1947 (APCF).

Marcel Cachin sont explicites à cet égard et le virus insurrectionnel dénoncé par Thorez, et tragiquement illustré par le déraillement du Lille-Paris, la nuit du 2 au 3 décembre[68], trouvait un terreau fertile dans une « culture de la bagarre »[69] qui, pour être minoritaire dans le monde ouvrier, fédérait une masse critique suffisamment imposante pour que s'esquissent çà et là des paysages de guerre civile. Le 11 décembre, à l'heure où le PC organise le reflux, Cachin évoque ainsi, avec des sentiments mêlés, ces paysans communistes qui montent en armes sur Saint-Étienne. Conservons enfin à l'esprit que les dépôts d'armes du PCF et les émetteurs-récepteurs clandestins ne relevaient pas de la seule paranoïa policière. Placés sous la responsabilité d'Auguste Lecœur et de Charles Tillon, ils figuraient parmi les questions examinées au plus haut niveau du Mouvement communiste international. Face à Staline, Thorez peut ainsi se prévaloir d'un « travail au sein des anciens maquisards » ayant pour but de mettre sur pied des « organisations à caractère militaire » qui sont parvenues à camoufler « des entrepôts entiers d'armes et de munitions ». Reste que cette logistique ne fut pas sollicitée, ainsi qu'en convient le ministre socialiste de l'Intérieur Jules Moch dans le bilan interne qu'il dresse des événements[70] et que toutes les données recueillies depuis la parution de son ouvrage[71] confirment l'analyse de Jean-Jacques Becker : la conception soviétique de la « Lutte pour la paix » était contradictoire avec la forme prise par les actions qui, en novembre-décembre 1947, firent trembler une large part de l'opinion et de la classe politique. Empêcher l'application du plan Marshall exigeait non pas une grève rouge décisive mais bien plutôt une crise prolongée, marquée par des tensions endémiques et des secousses sectorielles, en quelque sorte un « automne rampant »[72].

68. Voir sur ce point l'entretien accordé par Auguste Lecœur à Guillaume Bourgeois in *Communisme*, n° 55-56, 1998.
69. Mencherini (R.), *op. cit.*, p. 27 *sq.*
70. *Cf.* Méchoulan (Éric), « Le pouvoir face aux grèves "insurrectionnelles" de novembre et de décembre », *in* Berstein (Serge), Milza (Pierre) (dir.), *L'année 1947*, Presses de Sciences-Po, 2000.
71. Becker (Jean-Jacques), *Le Parti communiste veut-il prendre le pouvoir ? La stratégie du PCF de 1930 à nos jours*, Seuil, 1981.
72. J.-J. Becker utilise, par une heureuse provocation chronologique, l'expression « un mai rampant » (*op. cit.*, p. 236).

Engager ce combat de longue haleine supposait une certaine dextérité manœuvrière, dans la mesure où le processus consistant à décourager l'investissement américain passait par la multiplication des mouvements sociaux alors même que le PCF, misant ouvertement sur la dislocation du camp impérialiste, appelait à la rescousse les éléments du patronat qui se jugeraient menacés par la concurrence américaine. Cette stratégie, esquissée *mezzo voce* à l'époque de la prépondérance financière anglo-saxonne antérieure à la crise de 1929, était promise à d'importants (quoique peu fructueux) développements ultérieurs au gré des avancées de la mondialisation. Pour l'heure, elle avait reçu l'onction suprême lorsque Maurice Thorez l'avait exposée à Staline en novembre 1947, avant de recueillir les encouragements escomptés. Saisissant opportunément la perche tendue par son interlocuteur, selon lequel il fallait ne pas « aller trop loin » dans la lutte contre le plan Marshall et dire oui aux crédits n'affectant pas la souveraineté de la France, le Secrétaire du PCF est heureux de préciser que son parti a d'ores et déjà entamé un travail d'organisation des paysans autour de cette plate-forme. Surtout, il évoque la création d'« unions dans nombre de branches de la vie économique du pays[73] », sur le modèle de l'Union pour la défense du cinéma français[74], qui regroupe « les ouvriers des studios de cinéma, les artistes, les musiciens, les techniciens *et les dirigeants des compagnies cinématographiques* [je souligne, YS] qui se prononcent contre l'accord de Blum avec les Américains qui détruit le cinéma français ». Staline ayant manifesté sa satisfaction, Thorez pouvait envisager de « faire de même dans l'industrie automobile et aéronautique » où nombre de propriétaires d'entreprises étaient « mécontents de la concurrence des Américains », obtenant en retour un nouveau satisfecit du chef de l'État soviétique. Celui-ci jugeait en effet « possible, sur cette base, de réunir tous les éléments qui luttent pour l'indépendance de l'industrie nationale[75] ».

De fait, peu avant le déferlement de la vague gréviste, le PCF avait impulsé des « Comités de défense de la République et de l'industrie[76] »,

73. Entretien Staline-Thorez du 18 novembre 1947, doc. cit., p. 38.
74. Sur cette question, voir Hubert-Lacombe (Patricia), *Le cinéma français dans la guerre froide, 1946-1956*, L'Harmattan, 1996.
75. Entretien Staline-Thorez du 18 novembre 1947, doc. cit., p. 39.
76. Décision du BP, APCF, 6 novembre 1947 : « Activer la mobilisation des masses contre le parti américain dans les comités de défense de l'industrie et de la république. »

en s'appuyant, si l'on suit l'analyse de Marcel Cachin, sur la contradiction existant entre le secteur productif et le capital financier, fourrier du fascisme gaulliste, la Banque Union Paris marchant en l'affaire main dans la main avec la banque Morgan. Ce que Cachin résume ainsi : « Toutes les industries financières menacées : couture, avions, automobile, film, école libre[77]. » Le signal de la campagne avait été fourni par l'interview retentissante[78], le 5 novembre, en première page de *Ce Soir* (de préférence, donc, à *L'Humanité*) de Georges Villiers, le premier président du CNPF, résistant pressenti pour appartenir au CNR, déporté à Dachau... et qui, par ailleurs, finançait discrètement le Bureau d'études et de documentation économique et sociale de Paul Mathot, spécialisé dans les questions syndicales et mis sur pied afin de contrecarrer la CGT[79]. Réalisé par Georges Soria, l'un de ces militants qu'il est d'usage de qualifier prudemment de « chevronné » ou « proche des Soviétiques »[80], l'entretien se concluait par un passage à l'évidence conçu comme un électrochoc à usage de cadres par trop polarisés par la « lutte pour le bifteck » pour être sensibles à la nécessaire prise en compte d'enjeux plus planétaires :

> *« Je prends congé de M. Villiers et tandis qu'il me raccompagne vers la grandé porte rembourrée de cuir, qui ouvre sur un hall illuminé par des lampes fluorescentes, le président du CNPF me dira des paroles que les hommes du parti américain seraient bien inspirés de méditer : "L'essentiel voyez-vous, c'est d'avoir confiance en la France. Il faut être optimiste, s'organiser et lutter, voilà l'enjeu".[81] »*

---

77. Cachin (M.), *Carnets, op. cit.*, p. 1168 (1er novembre 1947).
78. *Ibid.*, p. 1169 (4 novembre 1947).
79. Panné (Jean-Louis), *Boris Souvarine, le premier désenchanté du communisme*, Robert Laffont, 1993, p. 351.
80. Dans la notice qu'il lui consacre dans son *Histoire de l'Internationale communiste* (Fayard, 1997, p. 1087), Pierre Broué nous apprend que les papiers d'Alexandre Orlov, responsable du NKVD pendant la guerre civile espagnole, désignent Soria (dont l'épouse, Julia Rodriguez Danilevska, est elle-même colonel desdits Organes) comme l'un de ses agents.
81. *Ce Soir*, 5 novembre 1947.

L'article de Soria constitue le sommet d'une campagne de mise en valeur des forces vives de la nation, appelées à s'unir contre la menace américaine, et associant personnalités syndicales, chefs d'entreprise et étoiles cinématographiques. Le Bureau politique n'ignorait évidemment pas que l'initiative avait bénéficié de toutes les onctions nécessaires. Il n'en conçut pas moins quelque agacement quant aux retombées de l'article sur une base en effervescence : sans doute l'heure était-elle, on ne le savait que trop bien, à l'affirmation d'une ligne d'indépendance nationale, mais encore ne fallait-il pas oublier que « pour la classe ouvrière, la lutte contre l'impérialisme américain revêt un sens de classe et ses susceptibilités doivent être ménagées »[82]. Manifestement, l'orientation ne trouvait guère d'écho dans un mouvement social où, même si les luttes-phare touchaient des secteurs *nationalisés*, la base n'était guère réceptive à des discours que le moindre tournant politique aurait stigmatisés comme relevant de la collaboration de classe. De même, alors que la colère ouvrière s'aiguisait contre les « accapareurs » en période de pénurie et de hausse des prix, les appels à l'union avec les « petits commerçants » se révélèrent difficilement audibles. La ration de pain avait chuté à 200 g. en août et, localement, la situation suscita la comparaison avec les crises frumentaires de sinistre mémoire. Elle entraîna en tout cas des émotions populaires peu compatibles avec l'appel à l'unité anti-impérialiste. Lors du Comité central de décembre, Maurice Thorez eut des mots très durs à l'encontre de ceux qui peinaient à appréhender la situation dans toute sa complexité. Nommément mis en cause, le syndicaliste René Arrachard sentit alors le vent d'un boulet thorézien d'autant plus décoiffant que l'on savait le Secrétaire général porteur d'orientations adoptées au plus haut niveau et fraîchement recueillies :

> *« Nous admettons la possibilité de nous entendre avec certains patrons, parce que du point de vue de leurs intérêts qui coïncident dans ce cas avec l'intérêt du pays, ils sont amenés à défendre leur propre industrie, ils sont amenés ainsi à lutter avec nous, avec la classe ouvrière, avec les éléments de la petite paysannerie, pour l'indépendance nationale contre l'expansionnisme américain [...]. Il faut à tout instant considérer les problèmes dans leur ensemble et si j'ai dit tout à l'heure que pour donner le caractère*

82. Bureau politique, 6 novembre 1947, APCF. *Cf.* Mencherini (R.), *ibid.*

> *de la grève, il fallait tenir compte que dans les décisions du CCN il y avait la lutte contre le plan Marshall, alors, il faut revenir à cet argument et par conséquent, rattacher largement le parallèle qu'il y a des patrons avec lesquels nous pouvons et nous devons nous entendre dans la bataille contre le plan Marshall [...]. Il eût été bien d'avoir l'appui de ces patrons contre le gouvernement.*[83] »

Les grévistes (la reprise fut parfois poignante...) n'avaient pas fini de sécher leurs larmes que le Parti tenta de relancer la machine à comités et, surtout de donner à ces derniers une orientation plus patriotique. La chose fut relativement aisée, au moins dans un premier temps, lorsqu'il s'agit de mobiliser contre Hollywood. La manifestation du 5 janvier convoquée sur le thème « le cinéma français doit vivre » regroupa certainement sur les boulevards parisiens plusieurs milliers de participants aux motivations diverses, précédés qu'ils étaient d'un certain nombre de vedettes de la scène et de l'écran (dont Jean Marais et Madeleine Sologne)[84]. Il est sans doute permis de s'interroger sur la réaction des lecteurs de *L'Humanité* à la vue des impressionnantes fourrures défilant à la Une de leur quotidien. Peut-être le spectacle n'était-il pas de nature à enrayer la (relative) déprolétarisation du Parti dans la capitale[85]. Dans une certaine mesure pourtant, la présence de signatures prestigieuses au bas de motions de soutien à l'action du Comité de défense du cinéma français pouvait aussi, en période de reflux, donner du baume au cœur. *L'Humanité* du 17 janvier 1948 publia ainsi un texte de soutien au Comité, rappelant le caractère non politique de la manifestation et affichant son hostilité aux accords Blum-Byrnes. Le plateau signataire avait fière allure, qui réunissait les noms d'Annette Poivre, Françoise Rosay, Jean-Louis Barrault, François Périer, Raymond Rouleau, Charles Vanel, Pierre Blanchar, Bernard Blier, Fernand Gravey, Louis Jouvet, Jean Marais, Gaby Morlay, Madeleine Sologne et André Luguet. L'affaire

83. Intervention finale de Maurice Thorez, APCF, Comité central, 22-23 décembre 1947.
84. *L'Humanité*, 6 janvier 1948.
85. Buton (Philippe), « Les communistes de la région parisienne à la Libération. Étude d'implantation », *in* Girault (Jacques) (dir.), *Des communistes en France (années 1920-années 1960)*, Publications de la Sorbonne (2002).

n'était en réalité que la partie la plus spectaculaire d'une offensive différenciée, Charles Tillon ayant associé son nom (et sa photo) à la campagne « les ailes françaises en danger[86] » qui devait déboucher sur la réunion, les 24-25 janvier 1948 à Issy-les-Moulineaux, d'une conférence régionale de l'aéronautique, elle-même préface à un congrès national des comités de l'aviation[87]. On n'oublia pas les « commerçants, artisans, petits et moyens industriels », objets des attentions de Jacques Duclos[88]. *L'Humanité* enquêta sur les « classes moyennes », les reportages d'É. Gilbert et M. Choury débutant le 13 janvier par la visite d'une « petite usine qui occupe une cinquantaine d'ouvriers à la fabrication d'outillages pour garages » dans laquelle le patron confessait : « Ce n'est pas l'ouvrier qui menace nos intérêts. Une nouvelle résistance commence, contre une politique qui vise à nous exproprier au profit des milliardaires américains. » Cette résistance concernait désormais aussi bien les « midinettes aux doigts de fée » subissant la concurrence des « affairistes de la couture » yankees inondant le marché de leurs « créations de mauvais goût » que les professions libérales, qu'il convenait d'organiser dans cette perspective[89]. L'exemple du Front national, invoqué en appui de la ligne d'« Union du peuple français » donnait à penser que la politique d'alliance anti-impérialiste à la base ne connaîtrait d'autre limite que celle imposée par ses résultats.

86. *L'Humanité*, 2 janvier 1948.
87. Cette campagne se nourrissait d'une inquiétude réelle, étant donné l'état de l'aviation française au lendemain de la guerre. *Cf.* Vaïsse (Maurice), « La défense de la France », *in* Berstein (S.), Milza (P.) (dir.), *L'année 1947*, *op. cit.*
88. Meeting annoncé pour le 19 dans *l'Humanité* du 13 janvier 1948.
89. *France nouvelle*, 14 février 1948.

Chapitre 2

Des combattants de la liberté aux partisans de la paix (mars 1948-février 1949)

L'appel aux patrons patriotes ne passa pas l'hiver. Le 17 mars 1948, en effet, la France, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg ont conclu un accord qui ne vise plus seulement l'Allemagne mais réserve le droit des signataires à « inviter tous autres États à adhérer au présent traité ». Point n'est besoin de mentionner les États-Unis pour faire comprendre qu'ils figurent alors au premier rang des pensées des parties contractantes. C'est d'ailleurs bien ainsi que l'interpréta le Mouvement communiste. À ces considérations géopolitiques, il est permis d'ajouter que les ouvertures aux dirigeants du secteur productif se heurtaient dans le Parti à des résistances qui n'étaient pas toujours sourdes. Toujours est-il que les « Comités de défense de la République » se dépouillèrent de leur volet industriel pour se consacrer plus classiquement au combat contre le « fascisme » gaulliste. Dans cette action, ils marcheraient conjointement avec une fraction notable de la mouvance résistante que le PCF allait organiser sur la base d'une action antifasciste avant d'en réorienter la pointe vers l'impérialisme, en une démarche strictement inverse de celle adoptée dans l'entre-deux guerres avec « Amsterdam-Pleyel ».

Aux origines des Combattants

Deux ans après la fin de la guerre, le PCF renoua avec une modalité d'antifascisme qui, à la différence des années 1920-1935, mobilisait pleinement les passions nationalistes, mais dans lequel, comme dans la « troisième période » de l'Internationale communiste, toute perspective gouvernementale était bouchée faute de partenaires. Les dirigeants communistes ne pouvaient se faire d'illusions sur leur capacité à construire et/ou à contrôler un mouvement non partisan susceptible de lever l'obstacle. Ils s'attelèrent pourtant à la tâche en misant sur la désillusion des milieux résistants.

Des initiatives convergentes

Le PCF semblait avoir accepté en 1944-45 le retour des forces traditionnelles de gauche au sein desquelles il croyait pouvoir compter sur une frange disposée à faire un bout de chemin en sa compagnie. Dans le même temps, le 26 janvier 1945, le congrès du Mouvement de la libération nationale avait vu le Front national échouer dans sa tentative de monopoliser la représentation des combattants de l'ombre. Mais, parallèlement au Front national maintenu, la création à l'initiative du PCF du Mouvement unifié de la résistance française permettait la survie d'un cadre propice aux opérations frontistes autour du couple « puissance » et « sécurité »[1]. Autre structure unitaire, l'Union nationale des intellectuels avec, au poste de secrétaire général le communiste Joliot-Curie, va permettre de stabiliser, croiser et démultiplier des réseaux toujours utiles à l'heure des pétitions.

Contre le RPF, c'est la conjonction de la mise en avant du thème de l'anti-impérialisme par le Kominform et du succès gaulliste aux élections municipales d'octobre 1947 qui furent à l'origine de l'élaboration de mots d'ordre associant valeurs de la République et de l'Indépendance nationale. C'est ainsi que, le 1er novembre 1947, le discours de Charles Tillon au Mont-Valérien[2] unissait dans le même hommage cadets de

1. Appel du 24 septembre 1945. Cit. *in* Wagnon-Charpy (S.), *op. cit.*, p. 87.
2. *France d'Abord*, 6 novembre 1947.

Saumur et martyrs de la Résistance pour mieux s'opposer à « ceux qui dans le parti américain, dans le parti de la nouvelle guerre impérialiste, dirigé par les hommes des trusts américains reprennent de la bouche des Pétain et des Laval la consigne d'une "nouvelle Europe" au sein de laquelle nos nouveaux Munichois ont admis que l'on reconstruise "l'Allemagne d'abord" ».

La forme organisationnelle proposée pour relever le défi était celle de « comités de défense de la république », auxquels le PCF allait adjoindre le 6 novembre une dimension anti-américaine en englobant l'industrie française dans leur champ d'intervention. Le 20 novembre, Yves Farge choisit *Combat* – à l'indiscutable légitimité résistante – pour lancer l'attaque contre la « troisième force » et de Gaulle. Le décor était planté pour lancer le 5 décembre un « Appel aux républicains » dénonçant la répression gouvernementale à l'égard des grévistes et appelant à un rassemblement dans lequel on a du mal à voir autre chose qu'une invite à renforcer les « Comités pour la défense de la république ». Certes, avant sa publication dans les *Lettres françaises*, l'appel paraît dans *Franc-Tireur*, mais ce journal est loin d'avoir la ligne éditoriale antitotalitaire qui sera la sienne pendant la majeure partie de la guerre froide. Le chassé-croisé des journalistes communistes et non communistes entre ce journal et *Libération* n'interviendra qu'en octobre 1948, après l'échec d'une tentative du PCF de fusion entre les deux titres. Dans la liste des signataires, seul Joliot est ouvertement communiste[3] et Biquard, pour ne citer que lui, n'adhérera officiellement qu'en 1977, à soixante-seize ans. Mais même si les traces font défaut à ce jour pour soutenir que le compagnon de route Yves Farge agit en service commandé, le PCF a administré la preuve qu'il sait parfaitement laisser la bride sur le cou et/ou investir des initiatives écloses en dehors de son organisation. Sans d'ailleurs forcément parvenir à s'en assurer la maîtrise : le cas du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes constitue à cet égard – et même si un « précédent » ne constitue en rien une preuve – un stimulant cas d'école.

3. Autres signataires : Claude Aveline, Albert Bayet, Pierre Biquard, Marc Blancpain, Pierre Bost, Marcel Gromaire, Jacques Hadamard, Albert Jolivet, Louis Martin-Chauffier, Charles Laurent, Jean Rostand, Charles Vildrac, Jean Wyart.

Charles Tillon affirme avoir décidé, « avec une douzaine d'anciens FTP » de « renouer des liens avec des personnalités résistantes de toutes appartenances en vue d'envisager un rassemblement capable d'empêcher que s'approfondisse la division entre ceux qui avaient préparé ensemble la libération du pays[4] ». De fait, le 28 janvier à Paris, une réunion de 32 anciens résistants prélude à la conférence des anciens FFI-FTP (30 janvier-1er février 1948). Décision est prise de « regrouper les patriotes » afin de « prendre en mains le destin de la nation ». La tâche est facilitée par une excellente connaissance du milieu : outre l'expérience directe et les contacts acquis dans le feu de l'action, le PCF pourrait avoir disposé des données accumulées lors du passage de ses militants au ministère des Anciens combattants. C'est en tout cas ce la conclusion des sources policières consultées. Toujours est-il que, non content de consolider sa base, le groupement d'anciens combattants s'élargit en « Association nationale des anciens FFI-FTPF et de leurs amis ». Celle-ci invite ses membres à « soutenir toute initiative ayant pour but d'unir démocratiquement les anciens résistants fidèles à leur idéal de combat [5] ». Comme pour illustrer ce cas de figure, lecture est donnée à la conférence d'une lettre signée par Farge, le colonel Mary (Basset) et Jouneau (commandant Georges), tous trois « compagnons de la Libération », un ordre créé par de Gaulle. Ces trois figures approuvent (par la voix des communistes Beyer et Vigne) cette invite à « réunir en un puissant mouvement de la résistance française les vrais combattants de la liberté ». Afin que nul ne puisse en douter, Tillon et Casanova soulignent l'appui des communistes au processus engagé. Comment d'ailleurs le PCF aurait-il pu rester indifférent à des motions stigmatisant les « tentatives visant à faire des Français les mercenaires des impérialistes américains » et à provoquer « des conflits fratricides pour entraver l'édification de l'Union française » ?

Le 12 février, le PCF avalisa le rapport de Charles Tillon sur les « Anciens combattants de la résistance ». On put alors entrer dans la phase finale de lancement du mouvement des Combattants de la liberté. Deux réunions furent tenues les 15 et 22 février 1948, dans lesquelles cinq personnalités se trouvèrent associées à tous les stades du processus : Raymond Aubrac, Jean Cassou, Yves Farge, Georges Jouneau et le colonel

4. Tillon (Charles), *On chantait rouge*, Robert Laffont, 1977, p. 469.
5. *France d'Abord*, 5 février 1948.

Manhès. Les travaux débouchèrent sur un appel à la constitution d'un « mouvement national pour la défense des principes et de la résistance française », les *Combattants de la liberté*, présenté à la presse le 13 mars 1948.

Des perceptions divergentes

Œuvre de Jean Cassou, le texte de l'appel des Combattants se situait dans la lignée des initiatives ci-dessus évoquées. Tout au plus avait-on gommé les traits par trop anti-américains. Il s'agissait de regrouper des Français de toute classe et de toute opinion aux côtés de « militants de partis divers et des représentants qualifiés de ces partis agissant au nom des ces partis ». Déposés le 21 avril par Raymond Aubrac, les statuts permettaient l'admission des « personnes ayant effectivement participé à la Résistance et celles d'accord pour que l'esprit de la Résistance inspire la vie politique française ». Le manifeste s'en prenait au « défaitisme » et à la « mendicité » et la « puissance industrielle allemande, source fatale de la reconstruction de la puissance impérialiste allemande » faisait, seule, l'objet d'une désignation spécifique. Mais la pointe était tournée vers la « nouvelle vague de fascisme » qui s'apprêtait à déferler sur la République et la dimension intérieure était largement privilégiée. Parmi les objectifs assignés au mouvement, l'évocation d'une France, aujourd'hui en passe de devenir « nation de dernier ordre », et que l'on souhaitait apte à « mener les négociations internationales sur un pied d'égalité avec tous les États amis et alliés » faisait formellement fi de la distinction jdanovienne des deux blocs ainsi que du permis d'inhumer délivré à la Grande alliance lors de la fondation du Kominform. Cette variation n'interdit pourtant pas le ralliement immédiat de grandes figures de la résistance communiste, telles qu'André Tollet, Benoît Frachon et Charles Tillon. Celui-ci avait imprimé sa propre marque dans le volet militaire de la plate-forme. Et l'on peut remarquer que, dans son autocritique de 1951 (qui n'est pas précisément le type d'exercice dans lequel on fabule), Tillon inscrit sans hésiter au crédit du Mouvement de la paix – et donc au sien, puisque c'est en tant que dirigeant qu'il est mis sur la sellette – l'appel du 5 décembre 1947[6]. D'ailleurs

6. « Rapport aux membres du BP à propos de discussions sur le mouvement de la paix », 21 avril 1951. Archives Charles Tillon, carton 9.

pour le Soviétique Fadeev, personnalité autorisée s'il en est, Tillon est bien l'homme du PCF dans le Mouvement de la paix ainsi qu'il l'écrit à Staline en décembre 1949[7].

S'il est difficile de contester la continuité des hommes, la permanence des méthodes et la consanguinité idéologique entre le combat en défense de la Liberté et de l'Indépendance issu du refus du plan Marshall et la « Lutte pour la paix », on constate que, très vite, le Mouvement communiste va rééditer à propos des Combattants la même opération que celle qu'il avait pratiquée dans l'entre-deux-guerres à propos du Mouvement « Amsterdam-Pleyel ». Il s'agissait, alors que le congrès d'Amsterdam de 1932 était destiné à protéger l'URSS contre les agresseurs impérialistes (Japon et France au premier chef), de le coloriser rétrospectivement aux couleurs de l'antifascisme, et qui plus est d'un antifascisme de type « front populaire ». Si l'on conçoit bien les avantages politiques de cet usage du passé en ce qui concerne Amsterdam (faire oublier, en renversant la perspective, que l'antifascisme stalinien est directement issu de la lutte contre la guerre impérialiste), on discerne plus difficilement les avantages de l'opération consistant à désigner les pratiques des Combattants de la liberté à l'aide d'un lexique « lutte pour la paix ». Pourtant, dès mars 1950, Yves Farge, désigna sous le nom (que nul ne leur attribuait à leur naissance) de « combattants de la liberté et de la paix » ceux qui avaient jeté les bases du mouvement rendu public en mars 1948. En fait, en 1950, Farge transmuait en anticipation du Mouvement de la paix une initiative dont il se plaisait au contraire à souligner, lors de son lancement, qu'elle s'inscrivait dans la continuité des « États généraux de la renaissance française » (15 juillet 1945) tenus à une époque où la notion de Paix était loin d'avoir le même sens qu'au moment de l'Appel de Stockholm[8]. Bien sûr l'appel paru le 13 mars vise explicitement à préserver l'opinion « de la croyance dans le postulat d'une guerre inévitable ». Pourtant, la « lutte pour la paix » ne figure pas parmi les axes d'intervention majeurs des Combattants comme on peut s'en convaincre en consultant *L'Humanité* du 13 mars 1948 où l'attention des fondateurs est orientée vers la lutte contre le vichysme renaissant et les atteintes portées à

7. Pinault (M.), *Frédéric Joliot, la science et la société, un itinéraire de la physique nucléaire à la politique nucléaire (1900-1958)*, Thèse de Doctorat, Université de Paris I, 1999 p. 734.
8. *Les Lettres françaises*, 7 octobre 1948.

l'honneur des résistants. Mais le bénéfice politique fut jugé suffisant pour que les historiques du Mouvement de la paix délivrent au cours des décennies suivantes l'appellation « Combattants de la paix et de la liberté » (outre l'adjonction, la Paix passe ainsi en première position) à des militants qui, à l'époque, ne revendiquaient pas cette dénomination. Moins tenu à ce type de précaution, l'historien peut au contraire partir de l'hypothèse suivante : chez les Combattants, la « paix » ne prit le pas sur la « liberté » que lorsque le Mouvement communiste jugea l'inflexion propice à l'accomplissement de ses propres desseins et en tira les conséquences selon une manœuvre en quatre temps désormais clairement établis à partir des dates de dépôt des statuts et appellations[9] :

– avril 1948 : « Combattants de la Liberté » ;
– janvier 1949 : « Combattants de la Liberté et de la paix » ;
– janvier 1951 : « Combattants de la Paix et de la liberté » ;
– mars 1951 : « Conseil national du Mouvement de la paix ».

La naissance des Combattants de la liberté est concomitante du « coup de Prague », ce qui ne manqua pas d'inquiéter les autorités. Ainsi lorsque le président de la République prit connaissance d'une « note confidentielle » de la Sûreté nationale faisant état d'un rapport de Casanova devant la commission militaire du PCF portant sur les liens établis par les FTP avec les partisans étrangers[10]. Ponctuellement, ces craintes débouchent sur des interpellations dans les milieux ex-FTP. Certains, il est vrai, ont fait preuve d'un activisme signalé pendant les grèves et nourrissent le soupçon (pas entièrement dénué, on l'a vu, de vraisemblance) d'entretenir des stocks de matériel peu compatibles avec la paix civile. Ces mesures nourrissent en retour le sentiment, répandu au-delà des rangs communistes, que face à l'indulgence prodiguée à l'égard des collaborateurs et aux décisions de justice visant les anciens résistants, doit se manifester à l'égard de ces derniers une solidarité transcendant les clivages partisans. De fait, à condition d'éviter les sujets qui fâchent (tels que l'attitude du PC en 1939-1940), le terrain de la mémoire reste fédérateur lorsqu'il s'agit de décliner le credo résistantialiste sur le mode de l'antifascisme républicain.

9. Ferreira (Marta), *Les intellectuels français dans le Mouvement de la paix*, Mémoire de maîtrise, Université de Paris-I, 2001, p. 32.
10. Auriol (V.), *op. cit.*, t. II, p. 47.

Le PCF a donc réservé le meilleur accueil aux Combattants de la liberté, assurant une couverture plus qu'honorable à leur appel et autorisant l'adhésion de ses grandes figures de la lutte clandestine. Dès le 15 mars[11], le Secrétariat en fait l'un des piliers de sa « tactique de rassemblement des forces républicaines et démocratiques », aux côtés des comités de défense, des unions professionnelles et d'une petite organisation qu'il tient matériellement à bout de bras, la « Bataille socialiste ». En revanche, lorsque, au lendemain de la signature du traité de Bruxelles, le PCF décide de « prendre la tête d'un vaste mouvement pour la défense de la paix[12] », les Combattants ne sont pas mentionnés comme l'un des points d'appui de cette orientation. À peine recrutée, la troupe des Combattants n'était pas redéployable à loisir sur une autre mission que celle pour laquelle elle avait été levée. Comme l'explique Charles Tillon au Comité central des 14-15 avril 1948, « il faut savoir parler du sujet sans s'écarter du sujet, avec la volonté d'unir pour faire un pas et non pour brûler les étapes avec des gens qui ne savent d'abord marcher qu'à petits pas ». Il ne s'écarte pas, ce disant, de l'attitude de l'organe du Kominform qui, dans son numéro du 1er avril, a chaleureusement salué la naissance des Combattants. Faute d'outil mieux adapté, l'Union des femmes françaises va donc monter la première au créneau. On peut ici se demander si le dessaisissement dont l'UFF fut l'objet lorsque le Mouvement communiste se fut doté des structures *ad hoc* ne contribua pas à aigrir des relations déjà tendues avec Charles Tillon[13]. Admettons également que cette hypothèse n'infirme pas celle selon laquelle la compagne d'un déserteur internationaliste était davantage encline à utiliser dans la polémique l'accusation de chauvinisme anti-allemand à l'encontre de Tillon.

Quoi qu'il en soit, ce dernier s'acquitte de la tâche qui lui est impartie dans une conjoncture marquée selon lui par la trahison de la Défense nationale par le « parti américain » au premier rang duquel officie le « déporté d'honneur » [*sic*] Léon Blum. À des responsables qui peuvent s'enquérir de l'utilité du mouvement, il rétorque : « Est-ce que cela ne va pas dans le sens de la lutte pour l'indépendance nationale et n'est-ce

11. Décision n° 10 du Secrétariat, 15 mars 1948.
12. Décision du Bureau politique, 18 mars 1948.
13. Thorez-Vermeersch (Jeannette), *La vie en rouge. Mémoires*, Belfond, 1998, p. 139-143.

pas là une question essentielle pour unir la nation contre l'impérialisme sous toutes ses formes ? ». Il s'agit selon lui, à l'instar de ce qui se fait par ailleurs chez les anciens de la 2e DB, de travailler la base gaulliste qu'il décrit comme taraudée entre son patriotisme et la dérive pro-atlantique de ses chefs. La manœuvre consiste à jouer ici sur le maillon faible du parti américain, dont l'« aile agissante » reste bien entendu le PS, d'où l'attaque contre Léon Blum. Les communistes tiennent aussi compte, en faisant porter leur effort sur le RPF plutôt que sur la SFIO, de la disparition de nombreux cadres dans lequel, soupire Thorez face à Staline, « brûlait une haine sacrée des sociaux-démocrates ». Cible principale mais hors d'atteinte, la SFIO est heureusement « flanquée » d'un RPF sur lequel, en raison de l'importance de la question nationale, le Parti croit pouvoir exercer une pression capable de déstabiliser la coalition ennemie.

L'un des leviers sur lequel compte Tillon pour que les Combattants de la liberté transforment cet « esprit de la résistance » en « mouvement de masse » est bien le double réflexe de la solidarité (face aux ouvertures gaullistes en direction de la droite maréchaliste) et de la haine anti-allemande. À condition, précise-t-il, d'aider le mouvement « avec intelligence, avec une discrétion vigilante », ce qui suppose de pousser en avant « des gens honnêtes qui ne sont pas d'accord avec nous mais qui se mettent en marche sur un chemin où nous pouvons les entraîner avec nous ». Compte tenu de cette règle de bonne conduite, une « vaste organisation » des anciens FFI-FTP et de leurs amis pourrait trouver toute sa place au sein des Combattants. L'opération pourrait se prolonger par la structuration de « cadets de la Résistance ». Ces derniers pourraient contribuer, alors que zazous et jeunes délinquants font la une de la grande presse, à donner à la nouvelle génération « une sorte de nourriture héroïque qui est pour tant de jeunes un besoin impérieux ». Face aux réticences, Tillon se veut rassurant : l'élargissement doit s'accompagner d'une vigilance accrue à l'égard de ceux qui argueraient d'une légitimité résistante pour défier la discipline du Parti.

C'est ainsi que le chef des FTP s'estime résolu à « ne pas tolérer des déclarations provocatrices comme celles de Guingouin en Haute-Vienne », en froid avec la direction depuis que, à l'été 1944, il avait refusé d'exécuter les consignes insurrectionnelles que lui avait intimées Léon Mauvais[14]. La

14. *Cf.* Taubmann (Michel), *L'Affaire Guingouin*, Limoges, Éditions Souny, 1994.

précision est d'autant plus utile que, la tension soviéto-yougoslave aidant, l'heure est bientôt à la dénonciation des dérives nationalistes chez les anciens résistants. Le 28 avril d'abord, puis – un ton plus haut – le 12 mai 1948, le PCF s'est rangé sans équivoque aux côtés de Staline dans sa querelle contre le vieux kominternien au pouvoir à Belgrade. Le 18 mai, Mauvais est chargé de faire passer dans les faits la décision du Secrétariat :

> *« Demander aux communistes des organisations de résistance et anciens FTP de prendre l'initiative de grandes manifestations anniversaires de la liberté dans leurs départements soulignant toujours que l'insurrection nationale n'a été possible que grâce à la lutte de l'Armée rouge. »*

Charles Tillon s'acquitta scrupuleusement de la tâche, signant dans *L'Humanité* du 13 juillet un « Doctrine et histoire » dénonçant l'usurpation par Tito de la libération de la Yougoslavie, article distingué dans sa mise en page par la citation de Maurice Thorez : « Efforçons-nous de mériter pleinement le nom de stalinien. » Apparemment Tillon est loin d'être hors course pour l'obtention de cette distinction. Et cette hypothèse serait confirmée si ses souvenirs étaient exacts, puisque qu'il s'attribue le mérite d'avoir convaincu Thorez d'adjoindre le champ de la « paix » à l'aire d'intervention des Combattants de la liberté, décision adoptée en juin selon Philippe Robrieux[15]. Tillon précise que l'élargissement des attributions correspondait à un essoufflement des « Comités de défense de la république ». Peut-on ajouter que le bémol ainsi apporté à la lutte antifasciste coïncidait avec la prise de position adoptée le 9 juin par le général de Gaulle dans la question allemande, alors même que les débats à l'Assemblée voient se mêler bulletins gaullistes et communistes ? Avec le blocus de Berlin, l'aggravation de la tension constatée en juin 1948 prenait les Combattants au dépourvu dans la mesure où leur cible initiale était promue au rang d'allié objectif. En même temps, la crise de la référence national-résistante contribuait à les marginaliser

15. Robrieux (Philippe), *Histoire intérieure du parti communiste*, t. 2, *1945-1972. De la Libération à l'avènement de Georges Marchais*, Fayard, 1981, p. 255. La note dans laquelle la précision est adoptée ne donne malheureusement pas de référence.

lorsque le Mouvement communiste lança sa première grande campagne de « lutte pour la paix » de la guerre froide, le congrès de Wroclaw.

De Wroclaw, vers Pleyel

On pariera ici sur le fait que les gisements archivistiques encore inexplorés (on pense notamment ici aux archives de Laurent Casanova, ou encore à la correspondance entre Milosz et Borejza, n'apporteront guère sur les raisons (la base de toute paix en Europe, c'est l'intangibilité des frontières) qui présidèrent au choix de l'ancienne cité allemande de Breslau devenue la ville polonaise de Wroclaw[16]. On mobilisa spécialement en vue du congrès l'intelligentsia de Lvov (Lviv/Lemberg), ville de l'ex-Pologne orientale attribuée à l'Ukraine soviétique à la suite du pacte Molotov-Ribbentrop. Ces milieux avaient été symboliquement « rapatriés » dans l'ex-Breslau et leur connaissance de la langue et de la culture française étaient particulièrement appréciables en la circonstance. Le choix de la ville, qui permettait d'affirmer son caractère polonais, serait dû au Polonais Jerzy Borejza. Naturellement, les Polonais pouvaient être enclins à voir dans la démarche de ce dernier un effort pour freiner la soviétisation des pays dits de démocratie populaire, pour sauver quelques-unes des libertés dont ils jouissaient encore par comparaison avec l'URSS. Force leur était pourtant de constater que, sans l'indispensable aval de Jdanov à l'opération[17], le congrès n'aurait pu avoir lieu. Ce que n'ignoraient pas les progressistes locaux, directement concernés par les retombées de la querelle Staline-Tito. Sensibles en Pologne au moins début avril, elles seraient rendues visibles à la fin du congrès par l'éviction du « nationaliste » Gomulka lors du Comité central du 31 août.

16. *Cf.* Folga-Januszewska (Dorota), *Picasso, Przemiany/Changes*, Varsovie, Muzeum Narodowe, 2003, p. 12.
17. Le fils de Jerzy Borejza parle de « niveau Staline-Jdanov-Molotov », *in* Folga-Januszewska (D.), *ibid.*

Un congrès en Pologne

Le personnage de Jerzy Borejza semble digne de figurer dans un panthéon de l'*Agitprop*, aux côtés des Willy Münzenberg[18] et autres Louis Dolivet[19]. Le prix Nobel polonais Czeslaw Milosz[20] relève que les disparitions de ces deux héros de la « Lutte pour la paix » communiste sont toutes deux entachées de mystère : si la mort de Borejza (en 1952) est incontestablement due à un cancer, le doute demeure quant aux circonstances de l'accident de voiture dont il fut victime peu de temps avant le déclenchement de sa maladie. L'homme est présenté par les services britanniques comme un *arch-intriguer*, menant dans une certaine mesure un jeu personnel qui vise à lui conférer, dans la Pologne populaire, le monopole de l'import-export littéraire par le biais de son entreprise coopérative Czytelnik. Au contraire, d'après le témoignage de son fils, cet entregent était exclusivement placé au service de la Cause, comme l'attesterait la faiblesse du patrimoine légué à sa disparition. Né Goldberg, issu d'une lignée juive ayant manifesté en 1920 un ombrageux patriotisme polonais, il se prévalait de relations suivies avec nombre de figures éminentes de l'intelligentsia occidentale. Communiste depuis la fin des années 1920, membre du Comité central du Parti polonais lors de Wroclaw, il fait partie en 1948 (à la veille d'une campagne anti-nationaliste qui causera sa perte) des personnalités promises à un brillant avenir politique, comme en témoigne sa promotion (en tant que suppléant) au Bureau politique[21]. Personnalité liée aux services de sécurité, il fait rencontrer à Dominique Desanti son demi-frère, le colonel de la Sécurité Roujaïnski, afin que ce dernier dissipe les éventuels doutes de la journaliste communiste sur l'affaire Kostov. Borejza vit son entreprise soutenue de bout en bout par l'ensemble des postes polonais à l'étranger : aux États-Unis, c'est l'attaché

18. *Willy Münzenberg, un homme contre,* actes du colloque organisé par la Bibliothèque Méjanes et l'Institut de l'Image, Le temps des cerises, 1993.

19. Jansen (Sabine), « Louis Dolivet, kominternien », *Communisme*, n° 40-41, 1995.

20. Milosz (Czeslaw), *Abecadio*, Wydawnictwo Literackie, Cracovie, 1997, p. 69-70. M. Jerzy Borejza a eu l'amabilité d'attirer mon attention sur cet ouvrage et de m'en traduire l'extrait consacré à son père.

21. Cette promotion n'eut pas le temps de se traduire dans les faits, l'ascension de Borejza étant brutalement cassée peu après la congrès.

culturel Czeslaw Milosz qui, aux côtés de son ambassadeur, démarcha Albert Einstein. Cette démarche diplomatique aurait d'ailleurs éveillé selon l'historien polonais Jozef Laptos un écho favorable côté français chez Georges Bidault. Largement convaincu de la priorité de la menace soviétique, ce dernier était pourtant loin de se bercer d'illusions quant aux possibilités d'établir un pont culturel Est-Ouest. L'attitude du Quai d'Orsay vis-à-vis de Wroclaw, si elle était avérée, ne saurait donc être interprétée de façon très différente de celle des Britanniques qui, on le verra, entendent simplement profiter de l'occasion pour favoriser leur propres desseins.

Le Parti français, tout en suivant l'affaire de près (Casanova est en liaison avec les Polonais) a sans doute attendu que Moscou reprenne à son compte l'initiative suggérée par Borejza. C'est le 12 juillet 1948 que le Secrétariat du PC français adopte ses premières décisions concernant le congrès au lendemain d'un Comité central centré autour de la condamnation de Tito. Les oppositions étant limitées chez les dirigeants français et le rôle du département de politique extérieure du PCUS ayant été réaffirmé par Staline à la tête du Kominform, le PCF est en mesure de jouer dans l'affaire de Wroclaw un rôle à sa mesure. Sa presse reçoit comme directives d'« ouvrir largement ses colonnes » à la propagande en faveur du congrès. Parmi les hommes chargés d'engager la campagne, Laurent Casanova se détache et Charles Tillon brille par son absence. Faut-il y voir un symptôme de disgrâce à relier avec l'affaire Tito ? Ce n'est pas exclu. On peut tout aussi bien considérer que ce dessaisissement s'explique en raison du public concerné, Casanova étant d'ores et déjà responsable de la section centrale des intellectuels. Cette hypothèse semble confirmée par la tenue à Paris, le 26 juillet, d'une réunion où Émilio Sereni, chargé des rapports avec les hommes de culture par le CC du PC italien rejoint ses homologues polonais et français. En contact permanent avec le CC du PCUS, Borejza, Casanova et Sereni élargissent en cette occasion les sphères d'intervention du congrès. Autour du thème de la résistance à l'impérialisme américain, le rassemblement se tiendrait sous l'appellation de « Congrès mondial des intellectuels pour la paix et la libre circulation des inventions et des découvertes », la *Pravda* titrant plus sobrement le 30 août : « En défense de la paix, en défense de la culture. » À destination de l'Ouest, on retourne contre l'adversaire les armes de la dynamique des échanges, ce qui permettra à Aragon à dénoncer les obstacles à la diffusion des thèses de Lyssenko. De même s'essaie-t-on à jouer la carte de l'unité du Vieux continent mise à mal par

« ce fameux rideau de fer qui apparaît présentement comme la ligne de démarcation entre deux univers[22] ».

Casanova avait-il, grâce à ses contacts au plus haut niveau, pressenti que Wroclaw sonnerait l'heure de la clarification et, qu'en conséquence, il fallait peaufiner l'homogénéité idéologique de la délégation française ? On veilla en tout cas à éliminer les personnalités n'offrant pas une fiabilité suffisante, comme en témoigne la différence entre la liste des pressentis publiée par Pierre Daix dans les *Lettres françaises* du 22 juillet et celle parue dans le *Bulletin d'Information polonais* du 20 août. Sans doute, le relevé établi par Daix présentait-il déjà certaines garanties, du fait – entre autres – de la présence de Marcel Willard et du couple Joliot-Curie. On nous pardonnera d'utiliser ici le terme de *casting*, sans équivalent en français. L'usage du mot *panel* (qui, lui, figure dans le *Robert*) reviendrait à adopter la vision que le Mouvement communiste tend à accréditer, à savoir celle d'un échantillonnage statistiquement représentatif, alors que la démarche communiste relève des règles de la composition d'une affiche pour spectacle de masse ou de l'équipe d'acteurs chargée de faire vivre un scénario. Outre le poids des communistes, la caractéristique majeure de la délégation nous paraît être la faible légitimité scientifique d'une part notable des 36 participants. Joliot ne fut pas du voyage. Son biographe met en avant des raisons médicales, mais ce motif n'est pas exclusif de la crainte de se voir associé à l'esclandre qu'aurait également redouté Louis Aragon, lui aussi absent. Informé de la décision soviétique de « clarifier » et « durcir » le congrès depuis le déplacement de Fadeev à Paris, il aurait mis en avant, selon Dominique Desanti, la nécessité de finir ses *Communistes*. Malgré ces deux défections, la représentation française entendait faire bonne figure avec une tête d'affiche Picasso-Éluard, composée non sans mal pour l'occasion. Le peintre n'avait en effet jamais pris l'avion et ne voulait pas d'un passeport espagnol. Lui-même auteur de *Poèmes pour la Paix*, le poète dut transmettre alors au créateur de *Guernica* et du *Charnier* le message « Maurice Thorez pense qu'il est capital que tu viennes au congrès de Varsovie [sic] »[23]. Les Polonais, comme de juste, s'attribuent le mérite du déplacement du monstre sacré. Ils évoquent notamment le rôle d'une émissaire de leur gouvernement, Ania Posner,

22. *Action* n° 200, 28 juillet 1948.

23. Cit. *in* Gateau (Jean-Charles), *Paul Éluard ou le frère voyant*, Laffont, 1988, p. 324.

elle-même déportée à Auschwitz et qui fit le déplacement de Vallauris afin de dissiper les éventuelles hésitations de dernière minute.

Pourtant, à côté d'un contingent respectable de figures du Gotha stalino-progressiste, que dire de la légitimité et/ou de la représentativité du pasteur Buret, de Francis Crémieux, Claire Nicolas ou du déjà vétéran des opérations « frontistes » André Wurmser ? L'ajout d'une dizaine de noms à la liste publiée par les Polonais le 20 août témoigne-t-elle de difficultés rencontrées chez certains pressentis, du désir de faire jeu égal (en nombre) avec les Anglo-Saxons ou de scrupules de dernière minute se soldant par l'adjonction *in extremis* de militants éprouvés ? Peut-être, derrière des ajustements somme toute mineurs, l'indication essentielle est-elle fournie par la présence d'Yves Farge et le recrutement de l'abbé Boulier, membre de l'Association des juristes démocrates dont l'expertise allait s'avérer précieuse dans le Mouvement de la paix. Professeur de Droit international à l'Université catholique de Paris, Boulier pouvait exciper de galons scientifiques décents, mais sa condition sacerdotale devait constituer un atout au moins aussi considérable que sa spécialisation dans le *Jus ad bellum* et le *Jus in bello*. Sa participation est donc moins révélatrice que celle de Farge, dont l'autorité morale repose bien davantage sur son expérience politique, militaire et administrative que sur un magistère intellectuel, quel qu'il soit. Son déplacement rend ainsi visible la mise en route de l'intégration des Combattants de la Liberté à la dynamique de « Lutte pour la paix » enclenchée par le Mouvement communiste international.

Ce processus dans lequel la France pouvait, seule en Occident, jouer un rôle équivalent fut quelque peu éclipsé par la diatribe de Fadeev contre l'auteur des *Mains sales*[24] dont on rappellera ici le passage le plus spectaculaire : « Si les chacals pouvaient apprendre à taper à la machine et si les hyènes savaient manier le stylo, ce qu'ils composeraient ressemblerait sans doute aux livres des Miller, des Eliot, des Malraux et autres Sartre. » L'épisode fut complètement passé sous silence pour insignifiance par les hommes qui suivaient le congrès pour le *Foreign Office*. Les services de Sa Majesté ont par ailleurs été handicapés par l'interdiction signifiée par Borejza aux seuls agents diplomatiques occidentaux (les

24. Voir par exemple Berthollet (Denis), « Sartre et la drôle de paix », *in* Porret (Michel), Fayet (Jean-François), Fluckiger (Carine) (éds), *Guerres et paix. Mélanges offerts à Jean-Claude Favez*, Genève, Georg éditeur, 2000, p. 400.

Français l'ont expérimenté à leurs dépens) de pénétrer dans l'enceinte du Congrès. Ils disposent toutefois au sein de la délégation britannique (l'équivalent français semble peu vraisemblable) d'interlocuteurs de plus en plus ouverts à leur égard au fil du déroulement du congrès. La philippique du littérateur soviétique n'en fut pas moins largement médiatisée en Occident, à l'exception notable de *L'Humanité*, dont le silence retentit ensuite dans l'ensemble de la presse contrôlée par le Parti. Dans son compte rendu du congrès paru dans le numéro d'octobre d'*Europe*, Pierre Daix évoque ainsi les « considérations injurieuses » des Américains à Wroclaw, sans faire mention de la diatribe du *missus dominicus* soviétique. L'épisode permit, au prix de quelques *private jokes*, faux départs et autres déposes d'écouteurs, de vérifier la bonne tenue au feu de la délégation française. Les récriminations que Picasso infligea alors directement à Ehrenbourg et Fadeiev ne dépassèrent pas le cadre des propos de table et ne tombèrent – sauf erreur de notre part – dans le domaine public qu'après la chute du Mur. Dans cette veine, on pourra ainsi mentionner le témoignage tardif de Françoise Gilot sur un accrochage à l'ambassade soviétique au cours duquel le peintre aurait suggéré à ses interlocuteurs que leurs critiques du style « impressionniste-surréaliste » s'apparentaient à celles formulées par les nazis à l'encontre de l'art « judéo-marxiste ». Outre les insultes dispensées vis-à-vis d'un homme somme toute caractéristique d'une culture dont elle se voulait ambassadrice, la délégation ne trouva pas davantage à redire (il y avait l'historien Jean Bruhat dans ses rangs) à la révision de la Seconde Guerre mondiale pratiquée par des Soviétiques désireux de rayer Tito des chroniques d'une Histoire pourtant bien immédiate. Certains Anglo-Saxons se distinguèrent par une attitude moins éloignée des canons scientifiques, la mise au point d'A.J.P. Taylor ne franchissant pourtant les portes de la salle que sous la forme de quelques échantillons d'hystérie réactionnaire soigneusement découpés à usage des lecteurs polonais. Nous ne résistons pas au plaisir d'en traduire ici quelques extraits :

> *« En tant qu'historien, je ne peux rester silencieux face à une réécriture de l'histoire. Sur ce sol polonais, un Anglais a le droit et le devoir de dire ceci. Nous et les Français sommes les seuls peuples à être partis en guerre contre l'Allemagne nazie sans être attaqués. Nous et les Français entrâmes seuls en guerre afin de libérer la Pologne. Un exemple encore plus flagrant et inédit de cette distorsion historique nous est fourni lorsque*

> *M. Fadeev récita la liste des pays qui résistèrent à Hitler : France, Pologne, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Albanie. Un pays manquait : pourtant la Yougoslavie, en matière de résistance, n'a de leçon à recevoir de personne. À présent, pour répondre aux vœux d'un parti politique, la résistance yougoslave est effacée. Sous le drapeau de cette malhonnêteté, en ce qui me concerne, je ne marcherai pas. »*[25]

Bien encadrés par Casanova, les Français ne se risquèrent pas sur ce terrain. Ils réagirent immédiatement en faisant accorder un temps de parole à des « coloniaux » dénonçant la non-application des principes chers à Taylor dans les Empires européens[26]. Dans sa propre intervention, Yves Farge déposa une contribution signalée dans la corbeille de l'anti-impérialisme lorsque, en une formule peu équivoque, il s'en prit à la croisade perpétrée par les États-Unis contre « les communistes, les combattants de la liberté, les nègres, les juifs et les intellectuels ». Exemple parmi d'autres de la tonalité générale du congrès, le propos de Farge se retrouva dans la plate-forme finale, adoptée avec un score confortable (337 « pour » sur 357 présents[27]). Celle-ci recueillit l'assentiment de la totalité de la délégation française, qui renvoya littéralement au visage de ses défenseurs une contre-motion anglo-saxonne qui arguait du traitement inéquitable réservé aux deux blocs au nom d'une déontologie d'où ressortait la formule, jugée insultante par les Français, selon laquelle « *The first duty of intellectuals is to be intelligent* ». Le texte voté le 28 août 1948 valait reconnaissance du rôle prépondérant de la seule URSS dans le récent sauvetage de la culture menacée par le fascisme. Les États-Unis et la Grande-Bretagne disparaissaient derrière leurs peuples, la France (peuple compris, donc) étant pour sa part complètement oubliée dans la liste des vainqueurs de la barbarie, sans que cette remise des pendules à l'heure de 1940 ne suscite d'amendement de la part de sa délégation… La pointe était dirigée contre les « fauteurs de guerre » d'Europe et, surtout, d'Amérique. Au service de la nouvelle résistance, on installa

25. Le discours de Taylor fait la fierté de l'ambassadeur de Grande-Bretagne dans son rapport du 3 septembre.
26. Rapport de l'ambassadeur britannique, 3 septembre 1948.
27. Les Américains et les Britanniques se sont singularisés, totalisant 11 voix contre et 7 abstentions (sur un total de 74 présents).

donc sur place les linéaments de la future organisation, selon les règles éprouvées du travail de masse en milieu intellectuel. Derrière une galaxie aussi prestigieuse que fiable[28], on discerne un appareil soigneusement tenu par Laurent Casanova, appuyé à Wroclaw sur Pierre Daix et Jean Kanapa[29] et qui établit sa logistique (que l'on suppose sommaire à ce stade) à Paris.

De l'indépendance nationale à la Défense de l'URSS

Septembre 1948 vit le PCF s'appliquer à faire passer Wroclaw dans les faits, sans pour autant donner à cette tâche un caractère ostensiblement impérieux. Peut-être jugeait-on périlleux d'aller trop bon train alors qu'il s'agissait à la fois de réorienter les Combattants et d'y organiser de nouvelles strates sympathisantes. Sans se montrer trop précis sur ce point, c'est en tout cas de septembre 1948 que Charles Tillon date, dans sa première autocritique[30], l'appel pour la convocation des « Assises nationales du Peuple français pour la liberté et la paix ». Antidate-t-il l'initiative par erreur alors même qu'il n'ignore pas que son texte va être passé au peigne fin par la Commission de contrôle des cadres ? Les décisions conservées place du colonel Fabien ne nous sont guère utiles à ce sujet puisqu'elles nous informent seulement de l'existence d'un rapport consacré à Wroclaw, œuvre de Casanova, ce qui ne constitue pas à proprement parler une surprise[31]. La création le même mois par le PC d'une commission « Combattants de la liberté » est plus révélatrice. Non seulement elle témoigne de l'attention croissante portée à la question, mais surtout elle institutionnalise le suivi du dossier par le Parti. Ce travail d'encadrement était en effet assuré, jusqu'alors, largement hors de la vue de ceux des dirigeants qui bénéficiaient de la connaissance du document sur lequel étaient reportées les décisions que l'on souhaitait leur commu-

---

28. Un premier « comité permanent de liaison et d'information » est composé de J. Amado, M. Andersen-Nexo, Fadeev, Aragon, Aimé Césaire, Borejza, Davidson, I. Joliot-Curie. *Cf.* Le Cour Grandmaison (O.), *op. cit.*, p. 50.

29. Daix (P.), *op. cit.*, p. 218.

30. Rapport au secrétariat du PCF, 22 avril 1951, Archives Charles Tillon, CHEVS, carton 9.

31. Décision du Secrétariat, 6 septembre 1948.

niquer. Il est exclu que des hommes tels que Beyer ou Vigne n'aient pas eu à rendre compte des réunions préparatoires à l'appel de mars 1948. Il est non moins exclu que ceux des membres de la direction qui n'étaient pas investis dans ce dossier aient pu avoir à en connaître les tenants et aboutissants. Autour, donc, de Laurent Casanova et Charles Tillon, on retrouve dans cette commission une personnalité active dans le secteur des entreprises du Parti, Jean Jérôme ainsi que deux des fondateurs des Combattants, Fernand Vigne et Georges Beyer. C'est d'ailleurs à ce dernier, qu'incombe, dès le 9 septembre 1948, d'émettre (après le déplacement de Farge à Wroclaw) un nouvel indice de la mutation demandée. Dans un article intitulé « Au Combat pour la liberté[32] », il invite ses camarades à faire leurs les recommandations de Wroclaw. De même que les « intellectuels progressistes » devaient prendre conscience que « le combat pour la paix prend la forme concrète d'une défense conséquente de la culture et de l'indépendance nationale contre la menace d'une nouvelle domination impérialiste », les anciens résistants ont le devoir, dans une période où le président du Conseil « se déclare le vassal de M. Truman » d'unir « les hommes et les femmes de chez nous, les jeunes et les vieux[33], sous le drapeau de la lutte pour la libération et l'indépendance nationale ». Et de la paix, est-il également précisé.

Le 2 octobre 1948, un Conseil national des Combattants de la liberté adopte un « Appel à la nation », au travers de « tous les mouvements, tous les groupements, tous les syndicats, tous les partis, toutes les femmes et tous les hommes qui ont conscience du danger que court la France dont l'indépendance est déjà sacrifiée ». Le texte est signé par les figures les plus éminentes du mouvement renforcées par quelques individualités non sollicitées lors du lancement de mars : l'abbé Boulier, Gabrielle Duchêne (dont la présence signalait la volonté de revisiter l'héritage des combats d'avant-guerre), Jacques Hadamard, Frédéric et Irène Joliot-Curie, Alain Le Léap et Françoise Leclerc. La contextualisation est aisée : la France est engagée dans un processus d'intégration militaire dans le cadre du pacte de

32. Cit. *in* Wagnon-Charpy (S.), *op. cit.*, p. 221. L'auteur ne mentionne pas la référence du journal dans lequel est paru l'article.
33. Cette modalité peu fréquente du « tous ensemble » communiste n'est pas sans rapport avec une réactivation du refus de distinguer entre la droite et la gauche. *Cf.* décisions du Bureau politique, 3 septembre 1948.

Bruxelles, alors que la nature de l'engagement américain n'est pas encore définie. Les Occidentaux ont porté l'affaire de Berlin devant l'ONU. Si le texte des Combattants est parfaitement silencieux sur la grande crise internationale du moment, il fait porter son effort sur le passage de l'armée française sous commandement étranger et, déjà, sur le réarmement allemand. Mentionnées, les craintes d'un nouveau conflit (sensibles en fait dans les sphères gouvernementales françaises) sont attribuées aux campagnes de presse, mais l'essentiel des développements a trait à la sécurité du pays, à son droit aux Réparations et à la dénonciation des atteintes à la souveraineté nationale. La nouveauté réside – *in fine* – dans l'appel à la formation de « conseils communaux pour la Liberté et la Paix », à qui est fixée une première échéance, celle d'un « Onze novembre populaire », étape vers des Assises nationales fixées aux 27 et 28 novembre. Yves Farge se chargea, quelques jours plus tard, d'apporter quelques précisions (n'avait-on pas été assez clair ?) en donnant sa propre lecture de l'Appel à la nation. La liberté était mise en péril par l'« internationale fasciste » en voie de reconstitution, « du Dr Schacht à Franco et de Franco à Truman ». L'indépendance nationale bénéficiait heureusement du concours de forces puissantes :

> *« Et je ne fais pas seulement allusion aux grandes entreprises socialistes des démocraties populaires, mais encore à ce puissant mouvement de la jeunesse américaine qui soutient Henry Wallace dans son courageux combat*[34]*. »*

Un pas supplémentaire était franchi avec l'emploi de l'expression « défense de la paix et de la liberté » dans laquelle il est permis de penser que l'inversion des priorités ne devait guère aux hasards de l'encrier[35]. Le Secrétariat du PCF jugea dès lors que l'opération était engagée d'une façon assez satisfaisante à ses yeux pour justifier un déblocage des concours nécessaires au succès de la campagne, en des termes témoignant de la parfaite coordination des parties engagées dans l'affaire :

34. Le 29 octobre 1948, Staline mise ouvertement, dans la *Pravda*, sur la victoire de Wallace face à Truman dans l'élection présidentielle du 2 novembre.
35. Farge (Yves), « L'Appel à la nation », 7 octobre 1948. Cit. *in* Wagnon-Charpy (S.), *op. cit.*, p. 223.

> *« Assises de la Paix*[36] *: répondre favorablement à l'appel des Combattants de la Liberté. Engager le Parti et les organisations ouvrières à faire l'effort maximum pour un plein succès de cet appel afin que les délégués désignés à ces Assises représentent les larges masses de la population.*[37] »

La journée du 11 novembre témoigna des ambiguïtés attachées au genre commémoratif. Longtemps honnie en tant que manifestation officielle à la gloire de la grande Boucherie, puis vouée au souvenir amer des disparus de la Guerre impérialiste, elle prit en cette année 1948 valeur de rappel de la gloire enfuie de la grande Nation. Les manifestants étaient en effet conviés à se regrouper au pied de la toute nouvelle statue du maréchal Foch, dont le patronage était jugé nécessaire à l'heure où se redéployait la puissance allemande. La veille, les Anglo-Saxons n'avaient-ils pas fixé par ordonnance le statut des mines et de la sidérurgie de la Ruhr dont la direction est désormais allemande ? On se confronta donc sèchement aux forces de l'ordre[38] de Jules Moch le jour même où un autre socialiste, Vincent Auriol, mettait en garde les Anglo-Saxons contre un excès d'*appeasement* vis-à-vis de l'Allemagne. Rompu à la manœuvre, le président de la République reçut d'ailleurs le 16 novembre à l'Élysée une délégation de ce qu'il dénomme lui-même la « manifestation de la Résistance pour la Paix », qu'il qualifie de « crypto-communiste » et dans laquelle figurent Farge, Saillant, d'Astier de la Vigerie et Louis Marin.

Passée l'échéance de l'armistice, les priorités furent affichées sans équivoque puisque sur les cinq sujets de délibération proposés aux Assises, un seul concernait les libertés contre quatre centrés sur la politique étrangère. Le rassemblement des 27-28 novembre affichait 12 000 délégués et la composition de la tribune correspondait parfaitement à la préoccupation manifestée par Yves Farge : « éviter tout anticommunisme[39] ». La

36. Les Assises sont systématiquement désignées sous l'appellation « Assises de la paix » à partir de cette date.
37. Décisions du Secrétariat, 11 octobre 1948.
38. Malleret-Joinville, qui pourtant en avait vu d'autres, n'hésita pas à évoquer en la circonstance les manifestations du 11 novembre 1940. *Cf.* Tartakowsky (Danièle), *Les manifestations de rue en France, 1918-1968*, Publications de la Sorbonne, 1998, p. 541 et 573.
39. *Ibid.*

vibrante *Marseillaise*, le témoignage d'une rescapée d'Oradour-sur-Glane et les propos de Lucie Aubrac sur les « pacifistes bêlants » assuraient les nouveaux lutteurs de la paix de la continuité avec les combats menés contre l'occupant allemand au nom de la Résistance. « Par le fer et par le sang, délivrez-nous du fascisme » : en écrivant cette prière adressée aux partisans grecs, Paul Éluard se voulait lui aussi animé de la seule « passion pour la paix »[40]. Et afin que nul ne s'égare, l'abbé Boulier qui, dans ses Mémoires retient avoir été requis pour « décommuniser le congrès[41] », développe – en écho à Farge un thème qui lui est cher : « Parce que la guerre d'Hitler continue, il faut que la Résistance continue. Mais pour cela il faut que la Résistance devienne toute la France. » Charles Tillon, qui préside en tant qu'ancien chef des FTP, assure que face aux pseudo « Droits de l'homme » de l'ONU, il convient de mettre en avant les « droits de l'homme et de la nation », renouant sur le mode hexagonal avec les critiques adressées par les communistes français de la « troisième période » aux « droits de l'hommard » vétilleux face aux mesures adoptées par la Patrie soviétique en danger[42]. Au total, les Assises clarifièrent l'alternative proposée à ceux qui avaient combattu l'Allemagne nazie : avec les vainqueurs de Stalingrad ou contre eux. Et il n'échappait à personne que la résolution finale (« La France ne veut pas la guerre ») venait en patriotique écho à la déclaration de Maurice Thorez selon laquelle le Peuple de France ne ferait pas la guerre à l'Armée qui avait libéré l'Europe. Cette conviction, plus que largement partagée par les participants aux Assises se conjuguait à la flamme révolutionnaire. L'abbé Boulier, pour ne citer que lui, affiche ainsi indissociablement sa foi collectiviste et sa ferveur patriotique. Et Charles Tillon tisonne l'espoir d'une démocratie directe, préfigurée par les « conseils communaux » et à laquelle rend hommage la Charte des combattants[43]. Au nom de cette légitimité supérieure, il menace : les députés sont d'ores et déjà considérés comme « traîtres à la Patrie » s'ils votaient les crédits nécessaires à « l'installation d'un état-major étranger en France ».

---

40. « Adresse d'Éluard aux soldats de l'armée monarchiste, Mont Grammos », *Europe*, n° 43, juillet 1949.
41. Boulier (Jean) *J'étais un prêtre rouge*, L'Athanor, 1977, p. 160.
42. Nous avons abordé cette question dans notre thèse de doctorat, *Le PCF dans la Lutte pour la paix (1932-1936)*, Université de Paris-X, 1990, p. 277 *sq*.
43. *Cf. France nouvelle*, 24 novembre 1948.

Après un premier bilan plutôt allègre[44], le Secrétariat du PCF s'inquiète de l'insuffisante prise en charge de la priorité de l'heure par les fédérations[45]. Le Parti est ici en décalage avec les Combattants, qui se sont dotés d'institutions à trois niveaux : Conseil national, commission permanente et Bureau. On retrouve dans ce dernier, d'après *L'Humanité* du 29 décembre, Farge à la présidence, entouré de L. Aubrac, d'Astier, de Barral, Boulier, Martin-Chauffier, Jayat, Jouneau, Pressouire, Tillon et Vigne. Officiellement, Casanova ne fait partie que de la commission nationale. Fajon ajoutera le 16 novembre 1949 devant le Kominform comme personnalités-phares du mouvement à usage de l'extérieur les noms du juge Didier, du procureur Dubost, du général Petit et de l'amiral Muselier. La décision de « faire suivre le titre du mouvement des *Combattants de la liberté* de la mention *et de la paix*[46] » a été répercuté à tous les niveaux, dès le 7 décembre. L'organisation se voit bientôt dotée d'un journal propre, en l'occurrence l'hebdomadaire *Action* qui, sous le titre *Action 49*, passe sous la direction d'Yves Farge et affiche l'ambition (bientôt démentie par le chiffre des ventes) de devenir l'organe « du plus large rassemblement des volontés républicaines qui ait été réalisé en France depuis la Libération[47] ». L'organisation de masse semble avoir pris un bon départ lorsque le Bureau politique (donc, Staline) du PCUS décide de mobiliser dans les délais les plus brefs en vue d'un « congrès mondial des partisans de la paix », à Paris ou à Genève l'ensemble des forces sociales concernées à travers leurs « organisations démocratiques »[48]. Faute de ville occidentale, le congrès (prévu alors pour février-mars) pourrait se tenir à Prague ou Varsovie. Signe de l'intérêt pris, au plus haut niveau de la hiérarchie soviétique, à la réussite de l'opération, une somme de 75 000 à 100 000 dollars est d'ores et déjà assignée « pour subventionner la convocation du congrès ». La forme organisationnelle

44. Décisions du Secrétariat, 29 novembre 1948.
45. Décisions du Secrétariat, 3 décembre 1948.
46. O. Le Cour-Grandmaison s'appuie ici sur les archives de Corentin Bourvéau (*op. cit.*, p. 70).
47. Selon le dernier éditorial de Leduc, dans le numéro du 12 janvier 1949. Voir son récit *in* Leduc (Victor), *Les tribulations d'un idéologue*, Syros, 1985, p. 99.
48. La décision, datée du 6 janvier 1949, est connue depuis la publication de l'ouvrage de Adibekov (Grant M.), *Le Kominform et l'Europe d'après-guerre, 1947-1956*, Éditions de Moscou, Rossia Molodaïa, 1994 (nous citons d'après la thèse de M. Pinault, *op. cit.*, p. 720).

retenue est celle de comités de base des partisans, dans les entreprises ou les localités.

Le jour même de la décision soviétique, le Secrétariat du PC français désigne la lutte pour la paix comme « tâche essentielle de la période présente » et juge indispensable de « faire rendre le maximum [sic] aux Assises de la paix et de la liberté [sic] »[49]. Il s'agit de faire pièce au processus d'engagement américain en Europe. C'est bien ainsi que le comprennent les Combattants français qui engagent le 9 février une campagne de pétitions contre l'alliance atlantique en gestation et décident d'« entrer immédiatement en contact avec tous les amis de la paix des pays étrangers afin d'étendre à l'échelle internationale le combat décisif[50] ». Les dirigeants des Combattants n'avaient il est vrai pas eu besoin d'avoir accès aux décisions du PCUS pour saisir l'importance de leur mission. Staline lui-même n'avait-il pas, le 27 janvier, lancé un appel à tous les partisans d'une paix démocratique dans son interview à Kingsbury Smith ? Le texte en a été reproduit par *L'Humanité* du 31 janvier et, dès son premier éditorial sur la question, le quotidien du PCF met parfaitement en évidence cette dimension de l'intervention du *vojd*. Sans doute l'importance de l'enjeu impliquait-elle que la mobilisation soit la plus large possible, ce qui risquait de court-circuiter la démarche propre aux intellectuels rassemblés autour de la plate-forme de Wroclaw. De fait, dès le 10 janvier[51], l'idée d'un congrès national des intellectuels pour la défense de la culture française et de la paix avait été lancée. Une date et un lieu étaient proposés : Paris, avril 1949. L'affaire était assez avancée quand il fallut prendre acte des desiderata staliniens. L'engorgement était inévitable, et la question du choix entre congrès national d'intellectuels et congrès mondial des partisans de la paix était résolue avant que d'être formulée. Étant donné l'importance de la France, la décision soviétique du 6 janvier stipulait d'ailleurs qu'il convenait d'« envoyer en mission à la séance du comité de Paris les membres du comité international de liaison élus au congrès de la culture de Wroclaw, les camarades Fadeev et Fedosseiev[52] ».

---

49. Décisions du 6 janvier 1949.
50. Registre de délibérations des Combattants, 9 février 1949, cit. *in* Le Cour Grandmaison (O.), *op. cit.*, p. 71.
51. Appel de la délégation française à Wroclaw, *L'Humanité*, 10 janvier 1949.
52. Pinault (M.), *op. cit.*, p. 720.

Selon Boulier[53], c'est Ehrenbourg qui accompagna Fadeev dans la capitale française. Le porte-parole de Staline participe le 11 février à un meeting des intellectuels de Wroclaw dans lequel il promet, selon *L'Humanité* du lendemain, le soutien du peuple soviétique à « toute initiative internationale qui se proposerait de défendre la paix dans le monde entier ». La pression soviétique est désormais perceptible à travers l'accélération alors imprimée au processus. Dès le 14 février, Casanova, qui se voit confirmé dans le mandat donné précédemment en matière de lutte pour la paix, est invité à se pencher toutes affaires cessantes sur le dossier. Il s'agit de « permettre à ce camarade de consacrer tout son temps à ce travail en vue d'aboutir rapidement à la constitution d'un large comité d'initiative[54] ». Casanova est bientôt en mesure de porter une liste de noms et un appel à la connaissance de Joliot-Curie, avant de faire publier l'ensemble, le 25 février 1949, dans les colonnes de *L'Humanité*. Désormais publique, la convocation d'un Congrès mondial des Partisans de la paix, est endossée par le Bureau de liaison des intellectuels issu de Wroclaw, la Fédération internationale démocratique des femmes ainsi que par diverses « personnalités intellectuelles et politiques ». Le 27 février, les Combattants font connaître leur ralliement à l'initiative. Leurs militants, déjà présents en tant que « personnalités » au bas de l'appel du 25 vont peupler les différentes strates de responsabilité, et plus particulièrement le secrétariat où ils côtoient d'autres individualités qui, telles le colonel FFI de Chambrun (présent en tant que « progressiste ») avaient pu les rejoindre à l'occasion des Assises de novembre après être demeuré en retrait lors du lancement de mars[55]. L'appel était rédigé en termes suffisamment généraux (lutter contre ceux qui « sèment l'inimitié et la haine à l'égard d'autres pays... ») pour que toute discussion soit superflue. De toute façon, la prise de position des Combattants ne souffre aucune équivoque puisqu'elle exige du gouvernement qu'il « prenne

53. Boulier (J.), *op. cit.*, p. 163.

54. Décisions du Secrétariat, 14 février 1949.

55. La liste des signataires français de l'Appel représentait un tiers de l'ensemble. Elle comprenait : Aragon, Éliane Brault, Jean Boulier, Jean Cassou, Aimé Césaire, Raymond Cogniat, Pierre Cot, Aimé et Eugénie Cotton, Gabrielle Duchêne, Paul Éluard, Yves Farge, Justin Godart, Irène et Frédéric Joliot-Curie, Françoise Leclerc, Louis Martin-Chauffier, Pablo Picasso, Marcel Prenant, Paul Rivet, Armand Salacrou, Elsa

position en faveur des propositions de paix de l'URSS[56] ». La demande n'était pas nouvelle : Édouard Herriot se souvenait de l'avoir lue dix ans plus tôt sous une formulation similaire, au lendemain de l'écrasement de la Pologne, dans la lettre qui lui avait été adressée par les parlementaires communistes[57]. Elle était d'autant plus lourde de sens que Maurice Thorez venait, devant la Chambre, de garantir par avance bon accueil à l'Armée rouge si, après avoir refusé d'écouter les propositions en question, la France voyait l'URSS exercer un droit de poursuite de ses agresseurs jusqu'à Paris.

Suite de la note 55 page 73.

Triolet et Vercors. Les secrétaires français étaient au nombre de 9 : l'abbé Boulier, Yves Farge, Vercors, Pierre Cot, Marie-Claude Vaillant-Couturier, Gilbert de Chambrun, Guy de Boysson, Gabriel d'Arboussier, Alain Le Léap et Laurent Casanova.

56. *Action*, 3 mars 1949.

57. Santamaria (Y.), *L'enfant du malheur*, *op. cit.*, p. 257.

Chapitre 3

Tout homme a deux patries

Un 1919 la quatorzième condition d'adhésion à l'Internationale communiste faisait devoir de « soutenir sans réserve toutes les républiques soviétiques dans leur lutte avec la contre-révolution » et de « préconiser inlassablement le refus des travailleurs de transporter les munitions et les équipements destinés aux ennemis des républiques soviétistes ». Dénué de toute identité culturelle et dépourvu de référence géographique, l'ensemble *soviétique* n'est désigné que par la forme politique que ses citoyens sont supposés avoir adoptée, et cette référence a valeur d'universalité. Jusqu'au tournant des années 1930, les communistes français peuvent se reconnaître dans la formule de Trotsky selon laquelle « les frontières de l'URSS ne sont que les tranchées de la lutte des classes[1] ». En somme, la nation-France pourrait bien devenir la énième composante de la République universelle des Soviets, État lui-même voué à la disparition. D'où l'évocation en 1923, par le secrétaire du PCF Albert Treint du ralliement naturel des ouvriers de France à *leur* armée :

> *« Si les soldats rouges venaient sur les bords du Rhin, c'est nous-mêmes camarades qui irions leur ouvrir les portes de nos villes et les saluer au nom de tout le prolétariat de France.[2] »*

---

1. La formule de Trotsky figure dans un texte paru dans le numéro du 27 mars 1936 de *Révolution* et reproduit dans le volume 9 des *Œuvres* de Léon Trotsky, EDI, 1980, p. 72.
2. Becker (Jean-Jacques), Berstein (Serge), *Histoire de l'anticommunisme en France*, Tome 1 : *1917-1940*, Olivier Orban, 1987, p. 168.

Les événements postérieurs au tournant national de 1934-1936 avaient favorisé la confusion quant aux rapports entre les communistes et leur nation d'appartenance. Les sceptiques étaient renvoyés au sacrifice des « massacrés et fusillés », du nom de l'association dirigée par Denise Decourdemanche, Croix de guerre 1939-1940, FFI, et sœur de Jacques Decour, fusillé comme otage en 1942. Les militants s'étranglaient d'indignation devant quiconque recourait pour expliquer leur attitude à l'analyse de Léon Blum. Celui-ci en effet, dans un ouvrage achevé fin 1941, après avoir prédit qu'« au lendemain de la victoire on se rendra compte que la nouvelle unité nationale fut en partie cimentée de leur sang », annonçait qu'on ne s'en trouverait pas moins « face à face avec l'insupportable anomalie que représente l'insertion dans la vie nationale française d'un *parti nationaliste étranger*[3] ».

Les limites du national-thorézisme

Le Peuple de France ne fera pas la guerre à l'URSS

Les militants de 1948 ignoraient la déclaration de Maurice Thorez à Staline selon laquelle « bien qu'il soit français, il a l'âme d'un citoyen soviétique[4] ». L'eussent-ils connue qu'elle n'aurait guère suscité d'états d'âme. Dans l'esprit des militants, le conflit d'allégeances est impensable, tant les intérêts fondamentaux de la *vraie* France n'ont, en raison de la nature intrinsèquement pacifique de l'URSS, aucune raison de ne pas coïncider. Les Soviétiques se donnent même périodiquement le luxe de tisonner les braises nationalistes chez leurs camarades français, quitte à réfréner ensuite les ardeurs ainsi éveillées. Manuilski avait ainsi invité Duclos à moins de timidité en la matière. Plutôt que « nous sommes ce qu'il y a de mieux dans les masses populaires de France », il fallait selon lui préciser : « Nous représentons la nation, parce que la nation c'est les ouvriers, les travailleurs.[5] »

3. Blum (Léon), *À l'échelle humaine*, Gallimard, 1945, p. 108-109.
4. Entretien du 18 novembre 1947, doc. cit., p. 44.
5. RGSAPI (Rossiiskii gosudarstvennyi arkhiv sotsial'no-politicheskoi istorii : Archives d'histoire sociale et politique de l'État russe, Moscou), 495/X/1f.72, 5 janvier 1936.

Quelques semaines plus tard, le même Manuilski reprochait à Maurice Thorez de faire figurer dans son rapport au VIII[e] congrès du PCF des expressions telles que « Nous aimons notre patrie » ou « La France est une réalité vivante ». Il précisait que Lénine savait distinguer *rodina*, le pays natal susceptible d'être utilisé positivement et l'inacceptable *otechestvo*, caractéristique de l'instrumentalisation chauvine de la patrie par les réactionnaires[6]. La voie était étroite, et si le communisme reconnaissait l'existence d'une nation culturelle, territoriale et économique, il la subordonnait en définitive au politique. La primauté de la citoyenneté sur la nationalité, essence de l'exceptionnalité politique française depuis 1789, autorisait la paisible hiérarchisation opérée par Thorez face à Staline. Sans abdiquer ses caractéristiques culturelles nationalitaires, il pouvait donc se revendiquer d'une communauté soviétique imaginée.

Il est difficile d'apprécier les raisons qui conduisirent le Bureau politique du PCF à approuver « une déclaration stigmatisant les fauteurs de guerre et qui marque l'attachement du Peuple de France à la politique de paix de l'URSS[7] ». Peut-être faut-il évoquer la situation interne du Mouvement communiste international, puisque le « nationaliste » polonais Gomulka venait d'être démis de ses fonctions et le KPD était sommé de renoncer à la « voie allemande » vers le socialisme. L'initiative signalerait donc une étape du processus par lequel le PCF se détournait de la nationalisation « inachevée, secondaire et circonstancielle[8] » qui l'avait conduit, pendant les deux années qui suivirent la Libération, à faire entendre une voix sensiblement différente de celle de la diplomatie soviétique.

Le 1[er] octobre 1948, donc, la première page de *L'Humanité* affichait le texte d'une déclaration du Bureau politique. Déniant toute légitimité au gouvernement, l'appel affichait une mise en garde comminatoire : « Le Peuple de France ne fera jamais la guerre à l'Union soviétique. » Le Parti reprenait pour l'occasion le vieux cri des pacifistes, « nous ne marchons

6. Elorza (Antonio), « La "Nation éclatée". Front populaire et question nationale en Espagne », *in* Wolikow (S.), Bleton-Ruget (A), *Antifascisme et nation*, Université de Dijon, 1998, p. 113.
7. Décisions du Bureau politique, 30 septembre 1948.
8. Nous suivons ici l'analyse de Buton (Philippe) in *Les lendemains qui déchantent*, *op. cit.*, p. 262-264.

pas ! ». Repris par diverses sommités du Parti, le slogan connut la consécration dans un numéro spécial de *Pour une paix durable*, où Thorez développa une vision des origines de la Seconde Guerre conforme à la lecture du conflit selon une grille inter-impérialiste. Il fit également l'objet d'une adaptation aux couleurs nationales en Italie, en Algérie et jusqu'en Inde.

Outre sa fonction internationale, la phrase thorézienne permit au Front national de développer le scénario d'une occupation totale de l'Europe par l'URSS, hypothèse dommageable dans la mesure où la contre-offensive américaine serait particulièrement longue et dévastatrice. Le thème de la menace de guerre était désormais au centre de l'actualité, comme semble l'indiquer le choix rédactionnel de *Carrefour* qui, le 20 octobre, lançait son enquête : « Et si l'Armée rouge occupait Paris ? ». Sans doute, les retombées de l'éclat du 1er octobre n'étaient-elles pas négligeables en ce qui concerne l'écho donné aux positions communistes et l'effet déstabilisant produit par la parole thorézienne semblait démultiplié par la grève entamée le 7 octobre par les mineurs CGT. Comparativement aux conflits de la fin de l'année 1947, la pratique globale du Parti correspondait davantage à la guerre de harcèlement contre le plan Marshall alors envisagée au plus haut niveau du Mouvement communiste international. À un moment où les Américains n'avaient pas encore franchi le pas du stationnement massif de troupes en Europe, il importait de leur donner l'image d'une France dans laquelle une partie importante de la population était prête à se rallier aux Soviétiques. Mais l'isolement guettait. Le concours – attendu – de la maigre phalange des « socialistes unitaires » ne fit pas défaut. Plus appréciable, le renfort des Combattants se concrétisa notamment par un ouvrage d'Yves Farge reprenant le thème de la continuité entre la croisade antibolchévique nazie et la guerre préparée par Truman contre le territoire socialiste[9].

Le Bureau politique avait cru pouvoir enregistrer les « échos profonds rencontrés auprès de tous les amis de la paix » par la déclaration[10]. Encore fallait-il éviter de fournir à l'adversaire le bâton pour se faire battre et, en conséquence, « souligner les principes de classe et nationaux qui justifient cette déclaration ». Le terrain était miné, mais il convenait d'éviter toute

9. Farge (Yves), *La guerre d'Hitler continue*, La Bibliothèque française, 1948.
10. Décisions du Bureau politique, 7 octobre 1948.

reculade sous la pression de l'ennemi. Apparemment, telle fut l'attitude reprochée à Frédéric Joliot-Curie qui avait, le 5 janvier 1949, repoussé les allégations, qui allaient se multipliant, selon lesquelles des secrets atomiques seraient mis à la disposition des Soviétiques par son entremise[11]. Comme n'importe quel autre citoyen, un communiste français ne pouvait, expliquait-il, « communiquer à une puissance étrangère quelle qu'elle soit des résultats qui ne lui appartiennent pas ». Le *black-out* retentissant pratiqué alors par le PCF était bel et bien le signe d'une crise politique. Celle-ci opposa une figure intellectuelle voulant préserver, au service de son parti, la valeur de son expertise aux yeux de la communauté scientifique, et un PCF qui craignait bien davantage le risque de dérive titiste contenu dans les propos de Joliot. Après deux semaines d'atermoiements le PCF se devait de rompre le silence.

L'Armée rouge à Paris ?

Le 20 janvier 1949, le Bureau politique du PCF décide d'« affirmer solennellement que tout homme de progrès a deux patries : la sienne et l'URSS. Jacques Duclos officie le lendemain en s'appuyant sur une référence historique invoquée par Joliot. Celui-ci, en effet, avait pris la défense des scientifiques américains soupçonnés de philosoviétisme en comparant leur sort à celui des républicains qui, dans le monde de 1792, « se tournaient avec espoir vers la France révolutionnaire » au risque d'être « traités d'"agents de la France" ». C'est donc en ces termes que Duclos justifie par le précédent révolutionnaire la double allégeance :

> *« De même qu'au moment de la Grande Révolution qui plaça notre pays à la tête du combat dans le progrès humain, les hommes d'avant-garde de tous les pays disaient : "chaque homme a deux patries, la sienne et la France", de même aujourd'hui les combattants du socialisme, du communisme, tous ceux qui ont les yeux tournés vers l'avenir peuvent dire : "Chaque homme de progrès a deux patries, la sienne et l'Union soviétique, le grand pays du socialisme".[12] »*

11. Pinault (M.), *op. cit.*, p. 694 *sq.*
12. *L'Humanité*, 22 janvier 1949.

Au moment où les progressistes occidentaux sont appelés à assumer leur internationalisme, les Soviétiques sont conviés, par la résolution du CC du 24 janvier 1949, à dénoncer le « cosmopolitisme ». Par-delà cette symétrie, le patriotisme soviétique extraterritorialisé permet au PCF d'adopter un comportement dual parfaitement intégré. Lors d'une étonnante tournée dans les villes de garnison de l'Est, Maurice Thorez fleurit ainsi les monuments aux morts au moment même ou Marty glorifie les mutins (ceux de la mer Noire et non ceux du front français de 14-18, s'entend), tandis qu'André Wurmser exalte la double fidélité au cours d'un déplacement dans les localités méridionales. Le contre-modèle, celui du traître, est alors fourni par Kravchenko. À l'issue du procès intenté au « déserteur » ukrainien préparant l'opinion occidentale à la guerre contre l'URSS, *L'Humanité* du 7 avril 1949 crut pouvoir conclure, nonobstant la défaite juridique essuyée : « Non, messieurs. On ne condamne pas la paix. »

La fermeté avec laquelle le Parti préserve l'aura de l'Union soviétique n'est pas sans lien avec la rigidité de son organisation. En l'absence de desserrement de la *doxa* en vigueur au centre du mouvement, il est impossible de laisser subsister des interstices de doute sur les marges, et particulièrement dans les organisations de masse. D'où la rapidité de la réaction du PCF lorsque la FNDIRP adopte une « orientation fausse » à l'égard de la « campagne calomnieuse de Rousset », position se soldant par un « recul général »[13]. L'organisation de déportés contrôlée par le Parti avait en effet adhéré à la proposition d'une commission d'enquête sur les camps soviétiques. Le procès David Rousset contre les *Lettres françaises* s'ouvrit le 25 novembre 1950 et se solda, comme l'« affaire Kravtchenko » par la condamnation de la revue communiste. Appelée à la barre comme témoin, Marie-Claude Vaillant-Couturier présenta elle aussi l'épisode comme un moment de la campagne américaine d'« excitation à la guerre ».

Le risque de banalisation du nazisme était plutôt dénoncé dans les colonnes de *L'Observateur* où Claude Bourdet craignait que la critique du système concentrationnaire soviétique, ne contribuât à saper la légitimité du combat antifasciste. Elle ne figurait pas parmi les préoccupations des communistes français, ces derniers décryptant essentiellement les attaques antisoviétiques comme autant de symptômes de l'agressivité militaire

13. Décision du Secrétariat, 22 novembre 1949.

occidentale. Le père Riquet, ancien déporté, n'avait pas plus tôt prononcé le mot « camp » dans son prêche de carême qu'il se voyait accusé de choisir la « paix des cimetières[14] ». Dans la brochure de Pierre Daix rédigée en réplique à David Rousset la réponse à la question « Pourquoi a-t-il inventé les camps soviétiques ? » tenait dans le titre : « Une campagne de préparation à la guerre ».

Il y avait dans l'attitude du PCF quelque chose qui relevait de l'application mécanique d'une rhétorique convenue, tant il est vrai que le sentiment de l'imminence d'une guerre avait globalement reculé depuis l'automne chaud de Berlin. Cette démarche est pourtant réactivée par des propos tonitruants de Maurice Thorez sur l'attitude bienveillante à adopter en cas d'avancée soviétique à l'Ouest. Conçue au départ, lors de la conférence fédérale de la Seine (6 février 1949) comme un prolongement de l'appel « Jamais le Peuple de France ne fera la guerre à l'URSS », la déclaration thorézienne n'en franchit pas moins un cran dans la provocation calculée. Ce dont témoigne le laps de temps entre le moment où les militants parisiens en ont eu la primeur et la date (23 février) à laquelle elle a été rendue publique[15]. Parmi les raisons qui ont concouru à cette décision, sans doute faut-il faire une place à la grande fébrilité qui s'empare des communistes français vers le 10 février, à la suite de la venue de Fadeev dans le cadre de la préparation du congrès des Partisans. Si cette hypothèse est fondée, la déclaration de Thorez constituerait sa contribution à la dramatisation du débat politique autour du danger de guerre, dans la perspective d'un pacte Atlantique. Auquel cas, la crainte de la puissance terrestre de l'Armée rouge aurait pu contribuer à fortifier les réticences de l'opinion face à la perspective d'un engagement américain.

Paradoxalement, il faut veiller, chez une part difficilement quantifiable des cadres, à ne pas susciter des espoirs d'autant plus fous que les perspectives françaises d'accession au pouvoir ne sont guère enthousiasmantes. Jacques Duclos doit donc tester les propos de Thorez, quarante-huit heures avant leur publication, devant la conférence fédérale du Pas-de-Calais[16]. Tous les communistes, explique-t-il, ne sont pas convaincus de

14. P. Daix, « Le P. Riquet, ancien déporté à Mauthausen, a-t-il choisi la paix des cimetières ? », *Les Lettres françaises*, 21 avril 1949.
15. *Étapes et problèmes*, *op. cit.*, p. 611, n° 147.
16. Archives Jacques Duclos, Montreuil, carton 32.

l'opportunité de la campagne de Lutte pour la paix désormais enclenchée. « Que la guerre vienne et on leur réglera leur compte ! » Cet état d'esprit témoigne selon lui d'une politique de facilité et prête le flanc aux accusations de « bellicisme » de la part d'un adversaire qui, depuis l'entre-deux-guerres, accuse le parti de miser sur une catastrophe pour parvenir à ses fins. Bien entendu, le modèle révolutionnaire auquel fait référence ici le n° 2 du Parti est celui de l'exportation du communisme à la pointe des baïonnettes, qui avait suscité les espoirs des kominterniens de 1920 tout comme il avait revigoré le moral hésitant des fidèles de l'hiver 1939-1940. Rares sont, dans l'histoire du communisme français, les moments où ce scénario – qui correspond, avec la guerre civile, à la seule modalité d'instauration du régime favori du PCF – affleure avec une telle visibilité. Avec Marcel Cachin, le Parti profond en est persuadé : « Si l'Armée rouge avait été à Paris, ce serait comme en Yougoslavie. »[17] Peut-être est-il moins convaincu que Thorez qui, lors de sa rencontre avec Staline en novembre 1947, avait certifié à son homologue soviétique que si les Américains ne les avaient pas devancés, « le peuple français aurait accueilli l'Armée rouge avec enthousiasme ».

On ignore quelles furent les réactions de l'auditoire de Duclos lorsque celui-ci pronostiqua à son tour qu'en cas de poursuite de ses agresseurs par l'URSS, les travailleurs français[18] ne le céderaient en rien aux « travailleurs polonais, hongrois, roumains etc. qui accueillirent les soldats rouges en libérateurs ». Sans doute furent-elles jugées satisfaisantes puisque le bon à tirer fut donné pour le texte suivant, paru au lendemain du CC du 22 février 1949 :

> *« […] Si les efforts de tous les Français épris de liberté et de paix ne parvenaient pas à ramener notre pays dans le camp de la démocratie et de la paix, si par suite notre pays était entraîné, malgré sa volonté, dans une guerre antisoviétique, et si dans ces conditions l'armée soviétique, défendant la cause des peuples, la cause du socialisme était entraînée à pourchasser les agresseurs jusque sur notre sol, les travailleurs, le peuple de*

17. *Cf.* Buton (Philippe), « Méthodologie et historiographie de la stratégie communiste à la Libération. L'entretien Thorez-Staline du 19 novembre 1947 », *Communisme*, n° 45-46, 1996.

18. Duclos écrit « *nous* ne serions pas inférieurs », doc. cit.

France pourraient-ils se comporter envers l'armée soviétique autrement que les travailleurs, que les peuples de Pologne, de Roumanie, de Yougoslavie, etc. ? »

Rares furent les déclarations de Maurice Thorez qui suscitèrent un tel écho dans la presse. Mais la situation était tellement figée que chacun demeura dans son rôle. *Combat* affectait l'impassibilité, tandis que les neutralistes préféraient avancer leurs propres perspectives. C'est d'ailleurs le 2 mars 1949 que paraît, dans *Le Monde*, « L'alternative » d'Étienne Gilson, article que le PCF considère alors comme apportant de l'eau à son moulin puisqu'il demande à ses propagandistes de le reprendre[19]. Les socialistes se retrouvèrent dans la réplique du *Populaire*, où Robert Verdier s'appuie sur le précédent polonais du 17 septembre 1939 pour réfuter l'affirmation thorézienne selon laquelle l'URSS n'a jamais agressé qui que ce soit. L'ambassade de Grande-Bretagne faisait écho aux interrogations de la presse de droite sur le délai nécessaire au gouvernement afin de mettre un terme à cette entreprise de « trahison nationale ». Raymond Aron considère que le PCF est passé d'une proclamation anti-guerre à l'affirmation de son intention de collaborer avec l'ennemi : selon lui Maurice Thorez « proclame à l'avance qu'en cas de guerre, il défendra non la France mais sa patrie spirituelle (celle où il trouva refuge en 1941) ». La notation confirme la puissance de la fiction imposée par le PCF sur son rôle en 1939-1940, puisque Aron relaie encore, à son insu, un élément de la narration communiste de la période du Pacte accréditant la version selon laquelle Thorez était encore sur le territoire national au début de l'occupation allemande[20].

Une fois la salve thorézienne tirée, aussi bien sur le plan international que dans l'agitation quotidienne, le thème de l'accueil de l'Armée rouge rejoint l'impensé collectif communiste. Lorsque Jacques Duclos, au Vélodrome d'hiver, affiche sa solidarité avec le Secrétaire général, il ne revient pas sur le noyau dur de la déclaration, à savoir la coopération avec les forces armées soviétiques, mais se replie sur les formulations de l'automne 1948 : « On nous prépare une guerre monstrueuse contre le grand pays qui a fait une réalité vivante de la Commune de Paris. Cette

19. Voir à ce sujet la 3e décision du Secrétariat, 7 mars 1949.
20. Aron (Raymond), « Staline et Thorez », *Le Figaro*, 28 février 1949.

guerre, nous ne la ferons pas.[21] » Effectué par les Renseignements généraux, un relevé détaillé du matériel édité par le PCF en mars 1949 ne mentionne aucune production mettant en relief la réponse de Maurice Thorez à la question. Celle-ci, pourtant, a été placée au centre du débat politique et Georges Fournial, un homme que l'on qualifiera sans risque de « proche de Soviétiques »[22], en rappellera quelques mois plus tard l'importance aux cadres du Parti à l'heure où Souslov fera de la « Lutte pour la paix » la priorité du Kominform.

Initiative calculée, aux conséquences pesées – dans la mesure du possible –, la déclaration fait l'objet d'une appréciation globalement positive de la part du PCF. Dix jours après la parution de l'intervention thorézienne, le Bureau politique afficha une satisfaction pondérée par le sentiment que la campagne en cours ne soulevait pas une approbation sans mélange dans la base ouvrière. Les sources policières consultées indiquent que les consignes de souplesse visant à « lier » lutte pour les revendications et « lutte pour la paix » se soldent sur le terrain par l'absence d'interventions musclées lors des réunions de Force ouvrière. La pondération du propos est d'ailleurs bientôt justifiée par le résultat des élections cantonales, scrutin que, pour une fois, le Parti analyse dans des termes quasiment similaires à ceux employés par les Renseignements généraux : loin d'avoir créé « les conditions de l'union », la rhétorique communiste a bel et bien accru l'isolement du PCF au second tour, et tout particulièrement par rapport à l'électorat socialiste[23]. Au total, et même s'il est vrai que l'on ne s'attend guère à trouver l'expression de critiques à l'encontre du Secrétaire général (il était dans ce cas précis difficile de faire endosser la responsabilité de la déclaration à quelqu'un d'autre…) dans les bilans tirés par le PCF de son activité, on peut considérer que celui qui a été tiré du coup d'éclat reflète l'appréciation flatteuse du Mouvement communiste international. C'est en tout cas ce qui ressort de l'intervention d'Étienne Fajon lors de la séance du Kominform vouée précisément, en novembre 1949, à la Lutte pour la paix. Son discours

21. Discours du 2 mars 1949, Archives Jacques Duclos, carton 32.

22. *Cf.* Broué (Pierre), *L'assassinat de Trotsky*, Complexe, 1980 ainsi que sa tribune dans le *Monde* du 16 mai 1979.

23. Décisions du Bureau politique, 31 mars 1949. *Activité du PCF*, mars 1949, PP/BA 2086.

inscrit la déclaration dans une perspective précise : si la mise en garde de Thorez s'adressait dans un premier temps au gouvernement français, Washington était le véritable destinataire du message. En cas de conflit, le sol de France brûlerait les pieds de l'armée américaine.

La France, maillon faible

Les amis du dehors

Le Mouvement communiste international entend donc cultiver chez les Anglo-Saxons l'état d'esprit, illustré par l'*Observer* à l'automne 1948, suivant lequel « la France est un allié sur lequel nous ne pouvons plus compter »[24]. Yves Farge est particulièrement actif dès qu'il s'agit d'agiter cette menace. C'est en présence de Charles Tillon qu'il présente à la presse, quelques jours après la déclaration de Thorez sur l'Armée rouge, le but des Combattants : « Faire en sorte que le gouvernement des États-Unis comprenne que dans une guerre d'agression il ne pourrait en aucune façon – et quoi qu'en disent nos gouvernants – compter sur la France ! »[25] Sitôt que le texte du pacte Atlantique est connu, il réitère l'avertissement, donnant par là même l'une des clés du congrès de Pleyel :

> *« Dans le pacte Atlantique, la France est considérée au même titre que la Corée comme une tête de pont pour une opération d'agression […]. Il faut que les délégués du monde entier viennent constater que la France est toujours la France, que son peuple n'a pas été dupé, que sa puissance de rayonnement est intacte et que tout général étranger qui croirait entraîner notre pays dans ce mauvais coup commettrait la plus lourde faute professionnelle qu'un général puisse commettre.[26] »*

24. *Le Monde*, 2 novembre 1948.
25. *L'Humanité*, 3 mars 1949.
26. *L'Humanité-dimanche*, 20 mars 1949.

Diffusée par les Combattants au cours des semaines qui précédèrent la signature de l'accord, la « lettre à Truman », doublée bientôt d'une « lettre à un sénateur américain », est on ne peut plus explicite à ce sujet. Les Français étaient invités à signer massivement un texte affirmant que les responsables politiques d'outre-Atlantique ont été trompés : jamais la France (sa Constitution le lui interdit formellement) ne participerait à une guerre d'agression. La manœuvre n'était pas, à ce stade, sans susciter de craintes chez les dirigeants français. En Conseil des ministres, le 2 mars, Christian Pineau avait formulé des inquiétudes assez répandues. La riposte gouvernementale risquait d'être contre-productive si elle aboutissait à une levée de boucliers au nom de la défense des libertés : dans ce cas, si l'opinion semblait se retourner en faveur du PCF, « les amis du dehors seraient inquiets »[27]. Les inquiétudes apparurent bientôt peu fondées. Devant le Kominform, Fajon avancera le chiffre (qu'il juge insuffisant) d'un million de signataires. Quant au rapport d'activité des RG pour mars, il signale le peu d'écho rencontré par l'appel dans les grandes entreprises de la région parisienne[28]. Mais sans doute certaines leçons furent-elles tirées de ce galop d'essai, dont bénéficia l'année suivante l'« Appel de Stockholm ».

Les communistes crurent pouvoir jouer, pour parvenir à leurs fins, sur les représentations contrastées des États-Unis dans l'opinion française. À la différence de l'Allemagne, à propos de laquelle le PCF ne se soucie guère d'opposer les « bons » (Goethe, Ulbricht) et les (nombreux) « mauvais », les communistes sont contraints à une attitude certes virulente mais qui doit tenir compte d'un pouvoir de séduction et d'une charge affective incommensurablement supérieurs à tout ce qui peut émaner d'une Union soviétique fondamentalement *abstraite* aux yeux de la plupart des Français. L'argument du sang versé en commun n'a pas disparu lorsque les communistes refusent le plan Marshall. Fin avril 1949, la « lettre à un sénateur américain » porte trace de la difficulté, dès son intitulé prêtant un pouvoir aux représentants du peuple dans un État soumis à la « dictature des trust ». Le texte doit, après avoir évoqué la résistance éventuelle du peuple français à une guerre contre l'URSS, saluer le débarquement américain en Afrique du Nord et en Normandie. On juge certes peu efficace d'opposer, comme on l'a fait naguère, le

27. Auriol (V.), *op. cit.*, p. 136.
28. *Cf. The Cominform*, *op. cit.*, p. 715 et PP/BA 2086.

« peuple » américain aux dirigeants. Quant à la candidature Wallace, elle a tourné court. On avait pourtant placé en elle quelque espoir si l'on en juge d'après les décisions du 31 mars et du 21 avril 1947 prévoyant la présence à Orly de Jacques Duclos et Florimond Bonte ainsi que la réception à la Chambre du candidat à la Maison-Blanche par le groupe parlementaire du Parti. C'est qu'en 1948 on a conservé encore dans les organisations de masse, face à la presse anglo-saxonne, l'usage du terme « allié ». Une conférence de presse des Combattants de la Liberté fait ainsi connaître « la réprobation des patriotes contre les massacres perpétrés par le gouvernement Tsaldaris avec l'accord des Américains ». Les journalistes présents sont invités à faire connaître ces méfaits « s'ils veulent conserver les liens amicaux qui unissent l'Amérique à la France »[29].

Les références amicales sont plus chichement mesurées, il est vrai, à partir du blocus de Berlin, à l'été 1948. Mais jusqu'à la guerre de Corée les attaques restent encore relativement bridées lorsqu'elles visent la « civilisation atlantique », notion-clé du pacte d'avril 1949. Celui-ci évoque en effet dans son préambule l'idée d'une communauté atlantique, héritière d'un fonds commun civilisationnel basé sur « les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit ». L'expression « civilisation atlantique » sera retournée ultérieurement contre ses promoteurs par une toile fameuse de Fougeron. Certes, les attaques de Guy Leclerc contre « la psychanalyse, idéologie de basse police et d'espionnage »[30] visent explicitement l'« obscurantisme » *made in USA* véhiculé de *Confidences* en *Reader's Digest*. Elles s'inscrivent surtout dans le cadre de la polémique sur les « deux sciences » engagée à propos des trouvailles de Lyssenko. Elles contiennent également une attaque contre les psychiatres britanniques qui, au congrès de Wroclaw, parlaient d'analyser les chefs d'État et contre le Dr Logre qui dans le *Monde* s'était permis de considérer que le plus grand obstacle à la santé mentale du monde et donc à la Paix était constitué par le « rideau de fer ». Sans doute, à la base, les militants se laissent-ils aller à expliquer que l'origine de certains incendies de forêts est à chercher du côté de Washington[31]. Mais, officiellement, on s'épargne le recours aux outrances

29. *Le Patriote résistant*, n° 54, 24 mai 1948.
30. *L'Humanité*, 27 janvier 1949.
31. Synthèse des rapports des préfets, août 1949, AN/F1 C3 1234 (Gironde).

anti-yankees. L'un des procédés les plus fréquents pour dissiper les soupçons d'anti-américanisme primaire consiste à invoquer la figure tutélaire de F.D. Roosevelt, que le PCF défend à chaque fois qu'une personnalité de la IVe République laisse planer un doute sur ses capacités de négociation à Yalta. Ce qui nous vaut un portrait dithyrambique d'un lutteur émacié mais courageux, ennemi juré des « milliardaires » et dont l'histoire retiendra la présence aux côtés de Staline pour construire la paix, objectif abandonné par ses successeurs[32]. Il va sans dire que cette attitude vis-à-vis des États-Unis, même si elle est principielle, n'échappe pas, même pendant la guerre froide, aux fluctuations tactiques. Même le préjugé favorable vis-à-vis du jazz et du blues (qui jouent *mutatis mutandis* le rôle de Heine ou des spartakistes dans la contre-culture allemande telle qu'elle est évoquée à partir de 1934) ne saurait constituer un invariant imperméable à la nécessité devant laquelle se trouvent les communistes de traduire en symboles décryptables retours d'affection et raidissements idéologiques[33].

Les justifications théoriques de cette hostilité fondamentale recourent rarement aux références marxiennes. Compagnon de route dont le PCF a refusé l'adhésion pour des raisons d'opportunité, Louis de Villefosse s'appuie pourtant à l'occasion, pour le lectorat exigeant d'*Esprit* (mais sans rendre à César...), sur la loi de la baisse tendancielle du taux de profit :

> *« [...] à l'origine de la construction, de la mise en mouvement de l'énorme machine qui comporte le plan Marshall, le pacte Atlantique, la guerre froide, la bombe atomique, la bombe H, derrière le rideau de fumée de la propagande pour la Liberté, les Droits de l'homme, la civilisation occidentale, il n'y a qu'une réalité simple, lisse et dure comme un blindage de coffre-fort : les hommes d'affaires américains et le système économique américain feront faillite s'ils perdent les marchés, et ne pas étendre indéfiniment ces marchés c'est déjà les perdre. »*[34]

32. Voir par exemple la charge de Pierre Courtade contre Maurice Schumann, « Le porte-parole du parti de la guerre », *L'Humanité*, 5 janvier 1949.
33. *Cf.* Tournès (Ludovic), *Jazz en France (1944-1963) : histoire d'une acculturation contemporaine*, thèse de Doctorat, Université de Versailles/St Quentin-en-Yveline, 1997.
34. De Villefosse (Louis), « Armée nationale ou armée de guerre civile ? », *Esprit*, mai 1949. Cit. par Winock (Michel), « Les attitudes des Français face à la présence américaine » (1951-1967) *in* Vaïsse (Maurice), Melandri (Pierre), Bozo (Frédéric) (dir.), *La France et l'OTAN, 1949-1996*, Complexe, 1996, p. 103.

La désignation des USA comme ennemi principal peut éventuellement conduire à un traitement différencié de la Grande-Bretagne. Soit qu'on en juge la bourgeoisie moins servile face à ses concurrents, soit, ce qui est apprécié par l'ambassade britannique à Paris, que l'on se prenne à déplorer (à la différence de la presse française) la dévaluation de la Livre sterling[35]. On demeure ce faisant dans le registre de la division entre impérialismes. Plus communément, on actionne de concert les cordes du ressentiment patriotique et de la flatterie nationale. Sur Radio-Moscou, le poète Ilya Ehrenbourg excelle régulièrement dans le genre, mettant en exergue, dans le fil du Pacte franco-soviétique de 1944, les potentialités de l'alliance entre « la plus forte puissance du monde » et les enfants de 1793 et de la Commune, dépouillés par Hollywood de leur « droit d'aînesse » contre un plat de séries B. Heureusement, conclut-il, il faut (comme les Américains) bien mal connaître les Français pour croire à leur docilité[36]. La « fierté française » est donc périodiquement interpellée, notamment lorsque les services consulaires américains refusent la présence sur leur sol des dirigeants des Combattants. Ainsi, en mars 1949, l'abbé Boulier, Paul Éluard et Eugénie Cotton s'étaient-ils vu interdire l'accès à la « conférence sur la paix » de New York[37]. L'offense était jugée d'autant plus intolérable que les citoyens américains étaient dispensés de visas pour se rendre sur le territoire français. Autre thème mobilisateur – surtout dans une corporation tributaire des dotations publiques – la « colonisation » scientifique américaine est analysée comme un effet direct de la maigreur des budgets de recherche français, eux – mêmes rognés au profit d'une Défense supplétive de l'US Army[38]. Rares toutefois sont les prises de position appelant à une neutralité armée, qui impliquerait d'ailleurs des choix financiers autrement douloureux. Régulièrement chargée d'interventions de politique internationale dans les organisations-satellites, Lucie Aubrac s'autorise néanmoins, à la veille de la signature du traité de l'Atlantique Nord, à proposer : « Si la France déclarait qu'elle s'opposera par les armes à toute velléité d'utilisation

---

35. Rapport de l'ambassade, 28 octobre 1949, FO 371/79053.
36. « Message d'Ilya Ehrenbourg à la France », *L'Humanité*, 3 janvier 1948.
37. Voir *Rapport sur l'activité du PCF*, mars 1949, PP/BA 2086.
38. Intervention de Joliot-Curie aux États généraux de la Pensée française organisés par l'UNI, 25-27 mars 1949, *Activités du PCF*, PP/BA RG 2086.

comme base de départ, il n'y aurait pas de guerre. »[39] On n'est pas loin, à ce moment, de la position d'Étienne Gilson. Mais dans la condamnation du neutralisme formulée par Raymond Aron[40], tout ne s'applique pas de la même façon à la démarche de « l'illustre professeur » et à celle de l'ancienne résistante (qu'il ne mentionne pas) : si la position des compagnons de route se nourrit du « refus d'affronter le réel » (une Europe désarmée, financée par le contribuable américain) d'une fraction de l'intelligentsia, les deux démarches ont surtout ceci de commun qu'elles suggèrent « un renversement des relations entre l'Europe et les États-Unis ».

La signature, le 4 avril 1949, du traité de l'Atlantique Nord constitue un revers reconnu comme tel par la direction du Parti. En novembre, lors de la Troisième conférence du Kominform, Étienne Fajon devra admettre que les actions dont peut se prévaloir le PCF « ne correspondent pas à l'importance du pacte nord-Atlantique »[41]. Fondamentalement, l'accord conclu à Washington redonne du baume au cœur dans le camp atlantiste (et jusque chez les gaullistes), comme le constatent avec satisfaction les diplomates britanniques en poste à Paris. Les limites de l'anti-américanisme de l'opinion se dessinent au vu des enquêtes établissant une diminution de la crainte de la guerre lorsque se répand la conviction de l'implication américaine dans la défense de l'Europe occidentale. En juillet 1949, en effet, la perspective d'une guerre proche n'est partagée que par 14 % des sondés, soit le taux le plus bas depuis 1947. Sans doute, le combat communiste continue-t-il puisque le Parti se fixe désormais un objectif somme toute plus ambitieux : le « retrait des troupes américaines de France »[42]. Sans doute la présence de ces dernières reste-t-elle encore discrète. Les transferts s'accéléreront à compter de l'accord de défense mutuelle France-USA du 27 janvier 1950 et la grande base de Châteauroux ne sera aménagée qu'à partir de 1951. Mais il s'agit d'une opération de longue haleine, et la bataille qui s'engage porte d'ores et déjà sur l'aide militaire américaine.

Dans ce domaine, le Parti semble pouvoir compter sur ses forces dans le milieu des transports, encore que, très rapidement, se pose la question

39. Intervention de L. Aubrac, *ibid.*
40. Aron (Raymond), « Le pacte Atlantique », *Liberté de l'Esprit*, avril 1949.
41. *The Cominform, op. cit.*, p. 715.
42. Décisions du Secrétariat, 21 juin 1949.

de la faible répercussion des mots d'ordre anti-impérialistes chez les intéressés. À l'image des dockers de Cherbourg qui, comme en 1944, va redevenir un sas pour l'accès au Vieux continent du matériel de guerre fabriqué outre-Atlantique[43] et ce, malgré les efforts de Charles Tillon, mandaté sur place à cet effet. L'action semble devoir être plus efficace sur la façade méditerranéenne, où dockers et marins communistes sont mieux insérés dans le tissu régional. Mais la destination des armes constitue un facteur de mobilisation non moins important. Une part de ces matériels est en effet re-acheminée vers des théâtres plus excentrés et sur lesquels la « Lutte pour la paix » mêle inextricablement dimension anticolonialiste et solidarité idéologique.

De l'Elbe au Mékong

La typologie des secteurs d'intervention est un exercice de portée limitée. Ce sont les mêmes hommes[44] qui, à la tête de la fédération du PCF, des Combattants locaux ou de l'UL-CGT dirigent les opérations contre la manutention de matériel, que celui-ci soit en provenance d'Amérique et/ou à destination de l'Extrême-Orient. Dans ce combat globalisé, le Vietnam constitue au départ de cette étude une préoccupation secondaire, le PCF étant en la circonstance au diapason de l'opinion publique[45]. Avant la reconnaissance de Bao-Daï (5 juin 1948) par la France, *Pour une paix durable* ne consacre aucun article à ce théâtre d'opérations. La vision jdanovienne d'une France soumise au diktat américain suppose très rapidement de la part du PCF une insertion du conflit indochinois dans le choc des deux blocs sans, toutefois, renoncer aux dynamiques anticolonialistes (riches en potentialités de front unique, voire de mobilisations) et sans négliger la spécificité nationale, à savoir

43. *Cf.* décisions du Secrétariat, 10 janvier 1950.
44. Citons, parmi d'autres professionnels, Pierre Codet et Raymond Agasse, responsables de ce type d'opérations pour le port de La Pallice.
45. L'ouvrage de référence en la matière est celui de Ruscio (Alain), *Les communistes français et la guerre d'Indochine, 1944-1954*, L'Harmattan, 1985, issu de sa thèse de doctorat d'État *Les communistes français et l'Indochine, 1944-1954*, Université de Paris-I, 1984.

l'existence dans l'hexagone d'un puissant mouvement révolutionnaire capable de décentrer la France par rapport à la coalition occidentale. Ce qui nous vaut un cadre prospectif général s'attachant à faire ressortir les responsabilités particulières du PCF :

> *« Montrer l'identité des méthodes de l'impérialisme yankee dans l'utilisation des gouvernements à son service dans la métropole par exemple à propos de l'attitude des gouvernements hollandais en Indonésie et français au Vietnam (action terroriste combinée à l'action politique avec proclamation formelle de l'indépendance et constitution de gouvernements marionnettes).*
> *Retenir cependant que cela ne signifie pas pour nous une prise de position qui serait tout à fait identique à celle de nos camarades anglais et hollandais, en raison de notre action et de notre perspective d'arracher la France au camp impérialiste. »*[1]

Nous avouons pour notre part une certaine perplexité face à ce type d'analyse : faut-il y voir une certaine nostalgie de la période gouvernementale couplée à une anticipation d'une « Union française » rénovée, instituant une communauté de destin sur la base de relations tutélaires entre une métropole progressiste et des démocraties populaires périphériques ? Ou, plus simplement, la nécessaire prise en compte de la priorité à accorder au théâtre européen sur lequel se jouera l'émancipation de la France par rapport à l'impérialisme américain, alors que les partis-frères néerlandais et britannique, moins richement dotés en perspectives historiques, seraient tenus à moins de précautions dans la lutte frontale contre leur propre impérialisme ? Si la question reste pendante, il n'en demeure pas moins que la montée de l'opposition du PC à l'action française en Extrême-Orient fut au moins autant scandée par les rythmes diplomatiques européens que par l'évolution de la situation locale. Le Vietnam est donc quasiment absent, pendant l'année 1948, des préoccupations affichées par les Combattants de la Liberté et/ou de la Paix. Premier signe d'intérêt manifeste, la publication en octobre de lettres de soldats du corps expéditionnaire dans *L'Humanité*[47] est là pour

46. Décisions du Bureau politique, 26 août 1948.
47. Signalé *in* Roucaute (Yves), *Le PCF et l'Armée*, PUF, 1983, p. 99.

rappeler que, si le peuple de France ne fait pas la guerre à l'URSS, son armée professionnelle en mène une contre un État qui, bien que non encore reconnu par le bloc socialiste, n'en est pas moins dirigé par un parti-frère.

Le durcissement de 1949 est ouvertement lié à l'offensive de février. La manifestation commémorative des événements de 1934 a été infléchie dans un sens conforme à la campagne déclenchée à la suite de l'interview du dictateur soviétique. Les références au fascisme ont disparu des pancartes, au profit de remerciements à Staline « pour son action en faveur de la paix ». Une grande banderole affiche en tête de cortège les trois axes de la période : « Amnistie pour les mineurs. Paix au Vietnam. Pas de guerre contre l'Union soviétique. » Thorez donne le signal des applaudissements au passage du cortège autonome des Vietnamiens, désormais intégrés aux manifestants communistes, alors que jusqu'ici ils défilaient plutôt en compagnie des trotskystes[48]. Leur apparition est saluée d'un retentissant « Vive Ho-Chi-Minh ! », hommage rendu au chef d'une force politique en lutte ouverte contre l'armée française. Hommage rapporté par le quotidien du Parti[49] mais non repris par ailleurs, comme on n'aurait pas manqué de le faire si on l'avait jugé bon : on imagine aisément le succès de la formule si Thorez s'était permis de la reprendre à la tribune de la Chambre. On peut considérer que le conflit indochinois est, à partir de cette date, intégré à la stratégie d'ensemble dans la mesure où, une fois la Lutte pour la paix proclamée priorité du moment, le Vietnam fournit une série d'aliments propagandiste. L'Union des femmes françaises est plus particulièrement chargée de pleurer sur le sort tragique des jeunes hommes[50]. Dans un conflit dont ni le gouvernement ni l'opinion ne font un enjeu majeur, l'évocation des victimes est susceptible d'actualiser la peur de la guerre (en Europe) de façon au moins aussi efficace que la référence aux massacres passés et aux catastrophes annoncées. Le printemps 1949 voit, selon les Renseignements généraux[51], une multiplication

48. *Cf.* Tartakowsky (Danièle), *Les manifestations de rue en France, 1918-1968*, Publications de la Sorbonne, 1998, p. 560.
49. *L'Humanité*, 14 février 1949.
50. Voir par exemple le tract reproduit dans *L'Humanité* du 11 mai 1949 et déplorant la mort de « 14 128 jeunes Français ».
51. *Activité du PCF*, mai 1949.

des initiatives dans un contexte marqué en Europe par l'apaisement des esprits consécutif au recul de Staline à Berlin et à l'assurance de l'engagement américain. C'est alors que, dans un mouvement visant à ramener au « colonial » un conflit qu'il ne manque pas de percevoir comme relevant du combat Est-Ouest, le PCF renoue avec les traditions du socialisme d'avant 1914 en mettant en avant le slogan « Plus un homme, plus un sou ! » dans *L'Humanité* du 12 mai. Il est par là même possible aux compagnons de route de renouer avec certaines personnalités qui, comme Jean-Paul Sartre lors du congrès de Wroclaw, auraient pu se trouver heurtées par les formes jusqu'alors prises par le combat pour la paix. Un appel contre la guerre d'Indochine est alors signé par Claude Bourdet, Léon Boutbien, Albert Bayet, Louis Martin-Chauffier, Yves Farge, André Gillois, André Mandouze, André Philip, Marceau Pivert, Émile Kahn, Emmanuel Mounier, Paul Rivet, Jean-Paul Sartre, Armand Salacrou, Vercors, David Rousset. Cependant, Jean-Paul Sartre n'en demeure pas moins, à cette date, extrêmement méfiant envers le PCF. Dans une lettre à Janine Bouissounouse du 5 juin 1950, il explique encore que « dans la paix communiste il y a à boire et à manger »[52].

La victoire désormais assurée de Mao (Shangaï est tombée le 25 mai) met de toute façon au premier plan la nécessité d'élargir à l'Asie la défense des territoires socialistes. La presse communiste de l'été titre sur la solidarité entre les fronts sur lesquels le socialisme (pourtant en expansion) est confronté à l'agressivité (essentielle) du monde capitaliste. Pierre Courtade, dans *L'Humanité*, explicite ainsi le titre de son article du 10 août « De l'Elbe au Mékong » : « L'Indochine devrait devenir une plate-forme d'agression contre les peuples d'Asie. » Alors que le mois de juin a vu se multiplier les dénonciations des « crimes du corps expéditionnaire[53] », fleurissent alors les textes conformes aux orientations adoptées le 9 août par le Secrétariat : « Les buts du gouvernement français en Indochine ne sont pas seulement une défense d'intérêts colonialistes français mais font partie du plan de guerre américain dans le Pacifique. » Les deux dimensions, de toute façon réunies dans l'anti-impérialisme, vont désormais s'épauler mutuellement. La « sale guerre[54] » étant directement combattue à partir

52. Cit. *in* Verdès-Leroux (J.), *op. cit.*, p. 191-192.
53. « Ouvrons le dossier des crimes commis au Vietnam », *Action*, 30 juin 1949.
54. Carrel (André), « Pour que cesse la sale guerre », *L'Humanité*, 8 août 1949.

du 12 octobre par une résolution de la fédération des ports et docks prenant pour cible les transports de matériel militaire pour l'Indochine. De leur côté, les dockers d'Algérie, partis plus tôt dans l'action, élargirent le refus à toutes les marchandises, civiles ou militaires, en partance ou en provenance d'Extrême-Orient.[55] Annoncées aux militants parisiens en février, les mesures concernant la fabrication même des armes font à plusieurs reprises l'objet de décisions, Léon Mauvais étant chargé de « discuter avec Benoît Frachon pour renforcer l'action contre la fabrication, la manipulation, le transport du matériel de guerre »[56]. Critiqué par Maurice Thorez lors du Comité central des 9-10 décembre, Benoît Frachon (présent bien qu'officiellement il ne fasse pas partie de la direction du PC) signera lui-même le 13 décembre un article dans *L'Humanité* intitulé « Le non de la classe ouvrière à la guerre ».

Les actions grévistes enregistrées dans les usines d'armement ne furent pas à la hauteur des attentes, y compris à la SNECMA pourtant particulièrement couverte dans les semaines précédentes par *L'Humanité*. Cette carence poussa-t-elle Maurice Thorez à remettre l'accent sur les transports lors du Comité central des 9-10 décembre ? Le secrétaire général invoque en fait une autre raison : pour l'essentiel, les guerres de l'impérialisme se livrent avec du matériel américain. Dès lors, de même qu'en janvier 1940 il aurait été difficile pour un communiste de distinguer le matériel destiné à la lutte contre l'Allemagne de celui éventuellement dévolu à la guerre contre l'URSS en Finlande, il semble bien que l'action contre le transport de matériel de guerre américain ne pouvait déboucher que sur une action générale entravant *à la fois* l'effort de guerre en Extrême-Orient et le réarmement de l'Europe occidentale. De fait, les mouvements qui sont déclenchés (Rouen, La Pallice, Marseille) ne font guère de différence entre les cargaisons selon leur lieu de destination. Celui-ci n'est d'ailleurs pas forcément connu. La question se pose d'ailleurs dans des termes similaires à propos du don de sang, aux bénéficiaires imprévisibles : l'option du boycott faisant débat chez les médecins du Parti, on décide pour l'heure de « ne rien faire en faveur de prélèvements destinés sans nul doute à constituer des stocks pour la

55. *Cf.* Bouayed (Anissa), *La CGT et la guerre d'Algérie*, thèse de IIIe cycle, Paris-VII, 1985, p. 121.
56. Décisions du Secrétariat, 6 décembre 1949.

guerre »[57]. Soucieux d'élargissement, Benoît Frachon prend soin pour sa part d'ajouter aux actions spécifiques à l'Indochine la nécessité de « prendre comme exemple les décisions des dockers pour que dans toutes les corporations se développe la lutte pratique contre les préparatifs de guerre »[58]. La guerre du Viet-nam demeure donc un élément subsidiaire ou, si possible, un levier indispensable à l'action de longue haleine orientée vers le champ de bataille privilégié : l'Europe atlantique. Un accord conclu entre la CGT et la FDGB de RDA prévoit ainsi de « coordonner l'action des travailleurs français et allemands contre la coalition des forces impérialistes », prescrivant dans ce but de « poursuivre, renforcer et soutenir dans les ports de France et d'Allemagne occidentale la lutte contre le chargement et le déchargement de matériel de guerre et d'établir à cet effet des relations étroites entre les travailleurs des ports de ces deux pays »[59]. Expert dans la globalisation des rapports de force, le maniement des échelles spatio-temporelles et, subséquemment, la hiérarchisation des champs d'intervention, le PCF, par la voix de son Secrétaire général, entretient chez ses cadres (et une large part de ses militants) une perspective planétaire : lutter pour la « Paix au Vietnam » c'est plus que jamais « lutter contre le déclenchement de la Troisième Guerre mondiale »[60].

Si l'Indochine demeure secondaire, que dire alors des autres terrains sur lesquels l'attention des militants est périodiquement sollicitée ? Il faut pourtant les évoquer ici, ne serait-ce que parce qu'ils nourrissent l'imaginaire communiste. Surtout, ils nous permettent, à travers la projection de ce même imaginaire sur des théâtres disparates, d'en mieux cerner invariants idéologiques, zones de transaction doctrinale et limites d'une culture de paix implacablement subordonnée aux nécessités de la juste guerre. Le modèle par excellence, non brouillé par la présence d'acteurs coupables mais fourvoyés comme le sont les soldats français, est alors fourni par la guerre en Chine. Celle-ci ne figure pas souvent en première page de *L'Humanité*, ce qui rend d'autant plus remarquable la « une » du

57. Décision du Secrétariat, 28 mars 1949, confirmée par une deuxième décision du 31 octobre de la même année.
58. *La Vie ouvrière*, 5 janvier 1950.
59. Note « secret » du 13 mai 1954 à propos de l'anniversaire de l'accord.
60. Thorez (Maurice), *Rapport devant le XIIe congrès du PCF*, Gennevilliers, 2-6 avril 1950. Brochure du PCF, s.d., p. 46.

15 janvier 1949 : « Lutte à outrance contre Tchang-Kaï-Tchek pour l'obliger à accepter nos offres de paix ». Le quotidien du Parti ne commente pas les propositions de Mao (capitulation et livraison, chefs du *Kuomintang* en tête, des « criminels de guerre ») pour l'établissement d'une « paix démocratique ». Leur lisibilité semble il est vrai rendre superflu le commentaire puisque l'arrêt des combats suppose l'exécution par l'Armée populaire de sa mission : « détruire définitivement, immédiatement, radicalement et complètement toutes les troupes "nationalistes" jusqu'à ce que le régime de Nankin accepte les conditions de paix »[61]. La radicalité de cette « lutte pour la paix », alors qu'est lancée en Europe l'opération devant aboutir au congrès de Pleyel, n'est peut-être pas la seule raison de l'insignifiance du commentaire communiste français en cette occasion. Il n'est pas interdit d'y voir une retombée des différends existant à ce moment précis entre Mao et Staline, ce dernier prônant de faire mine d'accepter une médiation afin, explique-t-il, de ne pas laisser le « drapeau de la paix » dans les mains du seul Kuomintang[62]. L'affaire est d'ailleurs jugée close au Kremlin dans un télégramme du 15 janvier dans lequel il est pris acte que le PCC a « déjà engagé sa propre campagne de "“paix” », l'usage des guillemets étant, à lui seul, tout un programme. Sans doute, le PCF ne peut-il négliger l'extraordinaire leçon de choses qui se déroule en Asie. Aussi les fédérations sont-elles invitées à un travail permanent d'éducation des jeunes militants afin de concrétiser à leurs yeux la notion de « guerre juste », tant il est vrai qu'« il est de l'intérêt de la Paix et du progrès humain que la Chine nouvelle triomphe de la clique réactionnaire de Tchang-Kaï-Tchek[63] ». Mais l'intérêt suscité par la guerre civile chinoise n'est guère entretenu par la direction du Parti : on attendra juin 1950 pour mettre sur pied l'association d'amitié France-Chine nouvelle, dont la première réunion se tint le 4 juillet en présence de Tristan Tzara, Jacques Denis, Bergeron, Domergue, Jean Dresch[64]. On peut retrouver comme un écho de cette distance politico-culturelle dans le récit que fait Jeannette Vermeersch de son déplacement en Chine

61. *L'Humanité*, 15 janvier 1949.
62. Voir la correspondance entre Staline et Mao, in *Cold War International History Project*, n° 6-7, 1995-1996, p. 27-29.
63. *Activité politique du PCF*, mai 1949.
64. Décisions du Secrétariat, 20 juin 1950.

à la fin de l'année 1949, à l'occasion d'une « conférence réunissant à Pékin les femmes des pays asiatiques et européens » afin d'« établir un document appelant à la paix entre les peuples ». Le débat y fut, assure la compagne de Maurice Thorez, « âpre, intense et exaltant », la déléguée du Comité central du PCC refusant obstinément l'insertion du mot « paix » dans la déclaration finale. Le fossé n'était pourtant pas aussi grand qu'il n'en avait l'air si l'on en croit le récit de la Française, pour qui « appeler à la paix ne signifiait pas que nous voulions retirer les armes des mains des peuples opprimés, mais que nous souhaitions en finir avec toutes ces guerres impérialistes en obligeant les démocraties bourgeoises à déposer les leurs »[65].

Parmi les « peuples opprimés » pour lesquels la libération était au bout du fusil, les citoyens d'Israël eurent un temps l'honneur de figurer dans le camp de la Paix. Pendant les mois qui précédèrent le vote décisif de l'ONU, l'URSS apparaît comme le meilleur allié de la cause sioniste en se prononçant pour deux États (juif et arabe) séparés, alors que les États-Unis en tiennent toujours pour une tutelle des Nations unies sur la Palestine[66]. *L'Humanité* choisit donc sans équivoque son camp, saluant les faits d'armes de la *Haganah*, à l'action contre les agents de l'impérialisme britannique, parmi lesquels anciens SS et soldats en déroute de l'armée polonaise d'Anders sont tout particulièrement désignés à la vindicte des lecteurs[67]. Le 22 mai 1948, sous la photographie du drapeau frappé de l'étoile de David, l'article de Charles Haroche intitulé « La démocratie, gage de succès du nouvel État d'Israël » prend place dans la rubrique « Bâtir la paix du monde » de *France Nouvelle*. Et c'est sous le titre « La lutte pour la paix » que le communiqué du Bureau politique, qui avait à son ordre du jour les « événements de Palestine », exige, après une information d'André Marty, la reconnaissance par la France de l'État d'Israël[68]. Incontestablement, rappelle le Bureau politique, « la guerre de l'État d'Israël est une guerre juste »[69]. Une guerre, certes. Mais contre qui ?

---

65. Thorez-Vermeersch (Jeannette), *La vie en rouge. Mémoires*, Belfond, 1998, p. 174-175.
66. Rucker (Laurent), *op. cit.*, p. 108.
67. Voir par exemple *L'Humanité* des 4-5 janvier 1948.
68. *France nouvelle*, 29 mai 1948 (le communiqué du BP est daté du 27). Rappelons que l'URSS a reconnu Israël le 17 mai.
69. Décision du Bureau politique, 27 mai 1948.

Le sort des populations arabes ne fait pas l'objet de considérations approfondies. Au congrès de Pleyel, Tefik Touby, « délégué arabe » (et élu à la Knesseth) explique que le maintien en Palestine de 750 000 arabes affamés par la volonté de Washington et de Londres s'explique par la volonté de préparer la « guerre sainte contre l'URSS »[70]. Le quotidien du Parti préfère ramener, chaque fois que possible, la question palestinienne à une lutte contre l'impérialisme, incarné par exemple par ces « cinq appareils de la RAF abattus au-dessus du territoire israélien » ou encore ces rumeurs londoniennes sur un prétendu « pont aérien Prague-Tel Aviv »[71]. Le 13 janvier 1949, Londres est bien la cible désignée par le meeting de « protestation contre l'intervention armée anglaise en Palestine ». L'intervention de Florimond Bonte fut l'occasion d'une dénonciation des gouvernements socialistes du Royaume-Uni et des Pays-Bas, coupables selon l'orateur de vouloir arracher au jeune État juif le Néguev, pourtant attribué par le plan des Nations unies[72] ». La manifestation recueillit le soutien des Combattants sous la forme d'un message d'Yves Farge. Elle réunit un spectre politique relativement ouvert compte tenu de la période[73] mais qui montre que, même sur une question comme celle du soutien à Israël, la politique frontiste du PCF rencontre des limites difficilement franchissables. Le ton change d'ailleurs rapidement puisque, dès le mois d'avril, Jacques Duclos s'élève contre les mesures prises par Ben Gourion à l'égard de ses concitoyens favorables au « camp de la paix »[74]. Si notre décryptage est exact, il pourrait s'agir du démantèlement (symétrique à celui de l'*Irgoun*) du *Palmach*, ces commandos placés sous commandement d'officiers du MAPAM, d'orientation philosoviétique avérée[75]. Malgré le soutien affiché à l'État d'Israël, le congrès de Pleyel

70. D'après le compte rendu des RG in *Activités du PCF*, avril 1949.
71. *L'Humanité*, 10 janvier 1949.
72. *L'Humanité*, 14 janvier 1949.
73. Étaient présents ou avaient envoyé un message, outre Bonte et Farge, l'abbé Pierre, Le Léap, Élie Bloncourt, Marc Sangnier, Me De Moro-Giafferi, le général Petit et Adam Rayski.
74. *Démocratie nouvelle*, 7 avril 1949.
75. Kapeliouk (Amnon), « Ben Gourion, le prophète armé de la renaissance juive », *Le Monde*, 2-3 décembre 1973. Plus largement, sur la rupture progressive entre l'URSS et Israël, *cf.* L. Rucker, *op. cit.*, p. 183 *sq.*

témoigne d'ailleurs du fossé grandissant entre le PCF et le mouvement sioniste, voire même une fraction importante du judaïsme. Ont ainsi décliné l'invitation l'Alliance israélite universelle, le Consistoire et la Ligue contre l'antisémitisme. Une note des Renseignements généraux du 27 avril 1949 met d'ailleurs en relation cette prise de distance avec les coups portés aux organisations sionistes dans les démocraties populaires, citant à l'appui de son affirmation la presse roumaine appelant les « Juifs honnêtes » à la « haine » envers le Bund. À l'automne, la scission de la LICA et la création du MRAP ne font que confirmer un divorce désormais étalé sur la place publique lors du procès de Lazlo Rajk. La dimension anti-*sioniste* est certes présente dans le procès, mais à ce stade le complot impérialiste dénoncé à Budapest est essentiellement d'essence américano-yougoslave. Une décision du Secrétariat parle d'ailleurs de « complot Tito-Rajk ». On peut considérer que, comme les conflits internes aux organisations de déportés à la suite de la proposition Rousset de commission d'enquête, la scission dans les organisations de lutte contre l'antisémitisme est due davantage au choix entre « blocs » qu'à une appréciation différente portée sur la politique *extérieure* d'Israël. Quant à la vision essentiellement « antifasciste » de la tentative de destruction des Juifs d'Europe, elle ne fait pas encore clivage chez les Juifs de France. Le 13 septembre 1949, la condamnation à mort de Rajk marque aux yeux du Mouvement communiste international une nouvelle victoire des partisans de la paix[76].

---

76. M. Suslov, « La défense de la paix et la lutte contre les fauteurs de guerre » (16 novembre 1949), *The Cominform*, *op. cit.*, p. 685.

Chapitre 4

Dans le camp atlantique

Raymond Aron exprime une position largement partagée lorsqu'il écrit : « Les communistes français ne sont pas citoyens de la IVe République française, nous ne serions pas citoyens de la République soviétique française (ils ne nous laisseraient pas d'ailleurs le temps d'hésiter). Ils trahissent notre France, nous trahirions la leur. Nous n'avons aucune raison de les mépriser, nous avons toutes les raisons de les combattre. »[1] De fait, le PCF, après avoir tenté de faire accroire que l'itinéraire français au socialisme emprunterait des voies parlementaires, a bientôt rétabli un trait d'égalité entre « démocratie nouvelle » et « dictature du prolétariat »[2]. Il n'en abandonne pas pour autant les solides positions et les savoir-faire acquis depuis plusieurs décennies de pratique des libertés républicaines. Bien plus, il exploite avec talent cet extraordinaire gisement d'intégration dans le système et l'imaginaire politique national que constitue pour lui la dimension révolutionnaire de la démocratie française[3]. Marquée par une généalogie anti-libérale, affichant son dédain des techniques institutionnelles, cette face gauche de la République en vient rapidement à considérer le parlementarisme comme un ersatz, ou une étape vers la démocratie directe[4]. On voit donc qu'au-delà

1. Aron (Raymond), « La cité déchirée. L'État et les communistes », *Le Figaro*, 11 avril 1948.
2. Sur les limites de la fameuse interview de Maurice Thorez au *Times* (18 novembre 1946), *cf.* Buton (Philippe), *Les lendemains qui déchantent*, *op. cit.*, p. 251 *sq.*
3. *Cf.* Courtois (Stéphane), « Réforme ou révolution », *in* Girault (Jacques) (dir.), *Les héritages du congrès de Tours (1920-1990)*, Le Mans, Carrefours de la pensée, 1990, p. 155-158.
4. *Cf.* Rosanvallon (Pierre), *Le sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Gallimard, 1992.

de la duplicité qui consiste à exploiter les libertés formelles que l'on refuse, sitôt au pouvoir, au nom d'une démocratie « supérieure », le PCF bénéficie des carences théoriques et du déficit de légitimité de la démocratie représentative française. Peu soucieux d'organiser l'équilibre des pouvoirs, il préfère, par temps de conflit – même froid –, se placer en position de dénonciation permanente des « atteintes aux libertés ». À une condition : que la guerre soit injuste, faute de quoi le « Salut public » serait invoqué en défense de la Patrie menacée. En guerre avec un monde étranger, et ce d'autant plus que la France s'engage chaque jour un peu plus aux côtés des Occidentaux, il est plus que jamais, selon les règles de la *konspirazia* bolchevique, cette « société secrète établie au grand jour » qu'a étudiée Hannah Arendt[5].

Un parti léniniste en IVe République

Au grand jour

Si le durcissement du régime entraîne la guerre, la guerre elle-même pousse à la dictature. En renfort de ce lieu commun républicain, socialiste puis « marxiste-léniniste », Yves Farge précise que le processus « n'est pas assurément commode dans un monde où les milieux capitalistes et bourgeois possèdent leurs propres traditions morales et religieuses »[6]. Il s'agit donc de miser sur le décalage existant entre les exigences objectives que la situation dicte à la bourgeoisie et les valeurs auxquelles certains de ses secteurs demeurent attachés. Loin de renvoyer aux dynamiques pluralistes, toute absence de monolithisme devient symptomatique de la déliquescence capitaliste. Si la justice demeure intrinsèquement *bourgeoise*, elle se divise à l'image de la bourgeoisie française en raison de la sujétion croissante du pays à l'impérialisme américain.

5. Formule d'Alexandre Koyré reprise (chez H. Arendt) *in* Lazar (Marc), « Le communisme français et italien fut-il un totalitarisme ? », *Communisme*, n° 47-48, 1996, p. 117.
6. Farge (Yves), *Les Partisans de la Paix*, novembre 1949.

« La bourgeoisie bafoue sa propre légalité. » Cet adage est d'autant plus intériorisé par les militants que le principe même de la Loi est largement désacralisé à leurs yeux. L'axiome est historiquement vérifié selon eux depuis l'interdiction du Parti, édictée lors de l'entrée dans le Second conflit mondial. Échaudés, les dirigeants de la IVe République ont dans l'ensemble soupesé les arguments *pro* et *contra* résumés avec sa clarté habituelle par Aron. En France, les communistes représentent au moins un quart des électeurs. « Établir des discriminations à l'égard d'une minorité aussi importante, n'est-ce pas s'engager dans une voie sans issue, déclencher une chasse aux suspects qui finira par n'épargner personne ? Ne faut-il pas surtout éviter de prendre l'initiative ? »[7]

Côté communiste, choisir le terrain légal revient à rendre visibles certaines limites. Ainsi lorsqu'il invoque, au gré des crises ministérielles, un hypothétique « gouvernement de paix » dont le programme implique la sortie de la France du camp occidental. En dépit de quelques alliances tactiques sur la question allemande avec les gaullistes, les possibilités de manœuvre sont limitées. Ainsi, les communistes ont-ils refusé de voter la résolution déposée par le député MRP Marc Schérer le 16 mai 1950 en faveur de l'interdiction de l'arme atomique. C'est qu'ils ne pouvaient se résoudre à accepter le premier point « établissant préalablement à toute autre mesure le contrôle international de la production de l'énergie atomique ». Conformément à la Décision du Bureau politique du 31 mai, la presse du Parti publia la résolution à laquelle la fraction parlementaire s'était opposée, tout en dénonçant Schérer et tous ceux qui lui avaient apporté leur appui.

Dans ces conditions, le travail des députés communistes relève souvent de l'*agitprop*. Les prestations de certains élus défraient périodiquement la chronique, quitte à être soumises ultérieurement à la censure des instances supérieures du Parti. Figure de proue de l'obstruction, Raoul Calas tient ainsi, le 1er décembre 1947, une vedette éphémère en occupant la tribune une nuit durant malgré la censure infligée par le président Herriot à la suite d'une apologie des « braves soldats du 17e » qui, en 1907, avaient refusé d'« assassiner la République ». À côté de cet épisode connu et qui s'acheva à l'aube sur un pavé parisien désert, de nombreuses autres interventions doivent leur tonalité dramatique à la

7. « La cité déchirée », art. cit.

place privilégiée conférée par les intervenants aux passions patriotiques. Le député du Bas-Rhin Marcel Rosenblatt est bien placé pour ce faire, entonnant en tant que de besoin *Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine.* L'hymne irrédentiste, en effet, retentit à la fin d'une intervention prononcée le 3 décembre 1948 et destinée à flétrir le silence du gouvernement Queuille au lendemain d'une déclaration revancharde d'anciens nazis. Quitte à exiger l'année suivante, lorsque la crise yougoslave pousse le PCF à dissiper toute accusation de chauvinisme, l'officialisation de l'allemand dans les trois départements de l'Est concernés ainsi que l'abrogation des mesures restrictives sur l'usage de cette langue dans la presse adoptées à la Libération.

À défaut d'implications directes dans le champ politique français, les inflexions tactiques que le PCF donne à voir sur la scène parlementaire sont donc immédiatement interprétées par les commentateurs comme un indice d'une évolution soviétique sur l'arène diplomatique. Ce fut le cas lors de l'offensive de paix de janvier 1949 dont le premier signal – bientôt relayé par Togliatti[8] – fut donné par le discours du doyen de l'Assemblée, Marcel Cachin, le 11 janvier 1949. Couplé à un certains nombres de signaux (liberté de vote donnée aux progressistes, acceptation d'une vice-présidence...), le discours du doyen ressortissait de toute évidence à la catégorie « branche d'olivier », surtout si on le comparait (et on n'y manqua pas) à l'exercice auquel Cachin s'était livré l'année précédente. Il n'y était question que d'entente possible entre Union soviétique et États-Unis entre lesquels il n'y avait « ni discordance précise ni friction suprême » en dépit de la différence de régimes et d'idées. En somme, un hymne à la coexistence pacifique dont la signification s'éclaire de la proposition stalinienne d'une rencontre au sommet adressée à la fin du mois à Truman et qui se solda officiellement par un refus de chacune des deux parties de se déplacer en terre ennemie. Staline prenait acte de la détermination occidentale à Berlin[9] et mobilisait, en un ultime effort pour entraver la réalisation du pacte Atlantique, les Partisans de la paix. En la circonstance, le PCF avait (à l'instar du PCI, mais avec une respon-

8. Aron (Raymond), « Staline et la révolution mondiale », *Le Figaro*, 29 janvier 1949.
9. Nous suivons ici l'analyse de Jean Laloy, « À propos des origines de la guerre froide », *in* Moïsi (Dominique) (dir.), *Crises et guerres au XXe siècle : analogies et différences*, IFRI, p. 75.

sabilité accrue par la place de la France) exécuté sa partition dans un processus dont de toute façon il partageait la finalité à défaut d'en saisir les tenants et aboutissants.

C'était le cas, on l'a vu, lorsque Maurice Thorez avait appelé les prolétaires de France à réserver le meilleur accueil à l'Armée rouge. Là aussi, l'épisode ne pouvait se dispenser d'un volet parlementaire. Interpellé le 24 février 1949 sur sa déclaration par le député MRP de Haute-Marne Schérer, le Secrétaire du Parti dut louvoyer entre deux écueils : éviter les poursuites et/ou l'interdiction et arborer un profil trop défensif aux yeux qui, à l'Est, étaient braqués sur lui. À en juger par les résultats, il s'acquitta avec brio de cette double mission : la Chambre préféra s'en prendre à l'immunité de Roger Garaudy (pour des libelles remontant à dix-huit mois) et, devant le Kominform, Étienne Fajon put exciper, en novembre, du comportement exemplaire du chef du prolétariat français[10]. Évitant de gloser sur le fond de l'affaire, celui-ci avait choisi de contre-attaquer sur la présence à Fontainebleau d'un « état-major étranger » en invoquant l'existence d'une « invasion » bien réelle, celle des troupes (mais aussi de la culture, voire des touristes) venues d'outre-Atlantique. Les accents les plus antimilitaristes étaient assénés sous le couvert de Jean Jaurès, en un ironique effort de dislocation de la majorité anticommuniste où la SFIO occupait une irremplaçable fonction. La banalisation fut poussée à son terme par Pierre Cot, qui s'insurgea contre l'« interprétation tendancieuse » des propos thoréziens. L'intervention ne mériterait pas de mention si elle n'avait fait l'objet d'une censure du quotidien communiste alpin *Les Allobroges*. Le journal, qui ordinairement montait en épingle les déclarations du député de Savoie, fut muet pour l'occasion, à la différence de son concurrent le *Dauphiné libéré*. Manœuvre sous contrôle ou zèle intempestif d'un responsable local ? Dans ce cas, peut-être témoigne-t-il d'une certaine exaltation chez les cadres intermédiaires du Parti, face à la perspective évoquée par Thorez, état d'esprit que l'on retrouve chez ceux qui attendent avec impatience les blindés russes pour mettre à la raison leurs adversaires[11]. Scénario peu attrayant pour la majorité de l'opinion – à commencer par une proportion considérable des électeurs communistes – et en tout cas très large-

10. *The Cominform, op. cit.*, p. 711.
11. Selon le témoignage de Pierre Monatte, *in* Panné (Jean-Louis), *Boris Souvarine, op. cit.*, p. 372.

ment rejeté par la Chambre qui, par 386 voix contre 182, vote une résolution déterminée prenant acte de la volonté communiste de « collaborer » avec l'envahisseur et affichant son soutien au gouvernement dans sa défense de l'indépendance nationale. La résolution affichée par la représentation nationale permettait de montrer à Washington que le maillon français n'était pas si faible que le PCF voulait le faire croire.

La Vie du Parti

Les craintes manifestées dans les milieux dirigeants occidentaux sont d'ailleurs atténuées lorsqu'ils considèrent quelques données quantitatives contradictoires : si le Parti conserve son assise électorale, il connaît une véritable hémorragie militante[12]. La diffusion des mots d'ordre de « lutte pour la paix » chez les salariés peut d'autant moins être réalisée dans les entreprises que les cellules y sont faiblement implantées. D'où la nécessité de faire relayer les thèmes du pacifisme communiste par les structures syndicales. Celles-ci cèdent volontiers au raccourci consistant à faire de la Lutte pour la paix une retombée immédiate de la l'action revendicative : tout succès dans ce domaine est autant de pris sur les fonds extorqués par la bourgeoisie afin de financer sa guerre contre l'URSS. Dès lors la tentation est grande pour les cadres syndicaux, qui négligent de relayer les mots d'ordre spécifiques à un combat ne figurant pas en tête des préoccupations des masses. C'est là péché d'*économisme*, faisant fi de la spécificité et du caractère impératif du combat politique. L'un des experts en « lutte pour le bifteck », Benoît Frachon, s'est d'ailleurs fait une spécialité du repli sur ce secteur à chaque fois que le Parti s'est aventuré un pas de trop en avant des masses. D'où des mises en garde périodiques :

> *« Éviter les appréciations fausses et les tendances à l'économisme du mot d'ordre "lutter pour le pain c'est lutter pour la paix". Appliquer ce mot d'ordre en considérant que la lutte contre la guerre et pour la réduction des crédits militaires est la condition d'une amélioration des conditions d'existence des masses.*[13] »

12. Buton (Philippe), « L'implantation du communisme en France, 1920-1990 », *in* Courtois (Stéphane), Lazar (Marc), Trigano (Shmuel) (dir.), *Rigueur et passion. Hommage à Annie Kriegel*, Le Cerf/L'Âge d'Homme, 1994, p. 206.
13. Décision du Bureau politique, 21 juillet 1949.

La tâche est d'autant plus ardue que la raréfaction relative de l'offre militante et la concentration des forces dans certains secteurs géographiques entraînent une compétition sourde pour la répartition des ressources humaines, le Parti devant de surcroît tenir à bout de bras ses organisations frontistes vouées au combat pour la paix. Une part non négligeable de leurs dépenses sont prises en charge, au su des bénéficiaires : Lucie Aubrac connaissait l'origine du financement des billets d'avion Paris-Stockholm[14]. Les organisations concernées sont directement dotées du personnel administratif nécessaire par le PCF qui décide souverainement de « promouvoir des cadres qualifiés à la direction du Mouvement des Combattants de la paix de la Région parisienne »[15] puisque « l'ennemi augmente partout ses pressions, y compris à l'intérieur des Combattants de la paix et de la liberté ». L'une des nominations les plus décisives pourrait avoir été celle d'un militant de la section de la formation des cadres, Roger Mayer, affecté auprès de Joliot-Curie et qui va jouer dans la vie du Mouvement de la paix un rôle à la mesure de ses capacités d'organisateur. Bien entendu, la portée d'une telle affectation dans un *cursus honorum* militant doit être appréciée relativement au passé de chacun, à la place attribuée aux organisations pacifistes dans les échelles de prestige politique, enfin à l'importance supposée du secteur « paix » dans la stratégie d'ensemble du Parti. Si pour de nombreux dirigeants de la IV[e] République le Mouvement de la paix est une structure-bis destinée à protéger l'organisation communiste en cas de coup dur[16], aux yeux des militants qui doivent y travailler, il peut s'agir d'une relégation pure et simple. C'est en tout cas ainsi que le vécut Jean Chaintron après son éviction du Comité central en avril 1950 lorsqu'il fut affecté par Casanova comme « directeur du service de propagande » des Combattants de la Paix[17].

Les conflits de compétence sont du ressort de Maurice Thorez : un différend entre Casanova (membre des Combattants mais n'appartenant pas officiellement à leur Commission permanente) et Yves Farge est ainsi

14. Entretien avec l'auteur, 24 juin 2002.

15. *Cf.* décisions du Bureau politique du 9 juin 1950.

16. Note des Renseignements généraux, dossier Mouvement de la paix, mai 1950. Cit. *in* Wagnon-Charpy (S.), *op. cit.*, p. 461.

17. Chaintron (Jean), *Le vent soufflait devant ma porte*, Seuil, 1993, p. 315.

réglé dans le bureau du Secrétaire général du PCF. Celui-ci « trancha en faveur des Combattants de la liberté », organisation à laquelle il n'appartenait pas mais dont on suppose, si l'on en croit l'abbé Boulier, qu'elle s'en remettait à son arbitrage[18]. L'autorité de Thorez est incontestable, tant sur le PCF que sur sa couronne extérieure. Auguste Lecœur, responsable devant Thorez seul du travail sensible des infiltrations de diplomates, policiers et autres socialistes, reçoit directement l'ordre de réactiver l'appareil clandestin (planques, radios, faux papiers, dépôts d'armes) du Secrétaire général. Ce dernier dispose d'un argument de poids pour faire entrer cette décision dans les faits : « Staline m'a dit que les Américains préparent quelque chose contre nous. Ils sont décidés à faire la guerre contre l'URSS. »[19]

Au regard de ce mode de fonctionnement en prise directe, le rôle des instances régulières semble plus effacé, à l'image de la section de politique extérieure dont les attributions restent aussi mystérieuses que l'est la présence en son sein d'un non-communiste, Pierre Cot, depuis sa création en juillet 1946[20]. À l'origine, l'une de ses missions essentielles semble avoir été l'animation d'une école de spécialistes de politique extérieure permettant de nantir les militants des titres leur permettant « d'être admis dans l'administration »[21]. Nous ignorons quelle fut la carrière réservée aux éventuels lauréats issus de cette filière mais nous savons que l'aide des Soviétiques avait été directement sollicitée afin d'améliorer la qualité des « cadres qui vont travailler dans la diplomatie »[22]. Sous l'autorité directe de Maurice Thorez, Marius Magnien assurait la cohérence des activités, ce qui, en raison des liens établis de longue date par l'intéressé avec les Soviétiques, laissait peu d'espace à d'éventuelles fantaisies idéologiques. Le manque d'indications sur cette section dans les décisions du Secrétariat et du BP peut nous laisser supposer que ses activités sont

18. Boulier (J.), *op. cit.*, p. 169.
19. Bourgeois (Guillaume), « Sur les brisées d'Auguste Lecœur », art. cit., p. 194.
20. *Cf.* Lazar (Marc), « Communisme français et communisme international », *in* Berstein (Serge), Milza (Pierre) (dir.), *L'année 1947*, Presses de Sciences-Po, 2000, p. 361.
21. *Cf.* Destom (Catherine), « Structuration de la politique étrangère du Parti communiste français sous la IVe République », *in* Girault (J.) (dir.), *Des communistes en France (années 1920-années 1960)*, Publications de la Sorbonne (2002), p. 68.
22. Buton (Philippe), *Les lendemains qui déchantent*, *op. cit.*, p. 259.

jugées suffisamment sensibles pour n'être pas portées à la connaissance des personnes autorisées à consulter ces documents.

À l'échelon infra-thorézien, concernant les relations de subordination entre les quelques hommes-clés chargés du secteur « Lutte pour la paix », tout n'est pas encore éclairci à nos yeux. Laissons de côté le cas de Pierre Cot dont la légitimité ne saurait, de toute façon, être partisane. Sans rouvrir le dossier, notons que l'actuelle édition CD-Rom du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* se démarque quelque peu de la notice hagiographique de la version papier et n'écarte pas – si nous comprenons bien – l'hypothèse défendue par les Services américains d'un Pierre Cot étroitement lié aux services de Renseignements soviétiques, en tout cas à partir de la Seconde Guerre mondiale[23]. Du milieu de missionnaires de la paix émergent (dans l'ordre alphabétique) les figures de Casanova, Farge, Joliot, Tillon et Vigne. Ce dernier, ancien colonel FTPF, est un élément essentiel du travail du PCF dans le milieu résistant. Secrétaire général de l'Association nationale des Anciens combattants des FFI/FTPF et leurs amis en 1945, il est depuis la Libération surveillé par la police pour avoir « tenté de s'approprier les archives du CNR ». Considéré par les RG comme « membre d'une organisation militaire communiste clandestine » (1947), il est membre de la commission du PCF « Combattants de la liberté » (septembre 1948) *et* secrétaire général des Combattants de la liberté et de la paix (novembre 1948). C'est un homme de confiance, ce dont témoigne sa présence à la majorité des réunions préparatoires au lancement des Combattants de la liberté, probablement plus organisateur efficace que manœuvrier politique. Dans ce domaine, le Parti dispose en Laurent Casanova d'un atout majeur. Juriste et fin lettré, c'est sur lui que Thorez compte pour en imposer à Joliot et à Farge[24]. Sans être mandaté, il règle directement avec Vigne nombre de questions d'organisation dans les locaux mêmes des CPL au nom, notera Boulier trente ans plus tard, d'on ne sait « quel pouvoir dont Moscou l'avait sans doute investi »[25]. Casanova est le responsable de la partie internationale (autant dire l'essentiel) de la

23. *Cf.* Jansen (Sabine), *Pierre Cot*, Fayard, 2002.
24. *Cf. J'étais un prêtre rouge*, *op. cit.*, p. 169. Selon le rapport de Tillon au Secrétariat du 22 avril 1951, c'est au BP du 16 septembre 1949 que l'amalgame Partisans/Combattants est opéré (archives Charles Tillon, carton 9).
25. *Ibid.*

Lutte pour la paix devant le Bureau politique, alors que les attributions de Tillon sont limitées au cadre national. Pourtant ce dernier est théoriquement mieux placé dans la hiérarchie du Parti puisque l'ancien chef FTP est, depuis 1945, titulaire au Bureau politique tandis que Casanova entre alors au CC. Il est vrai que les rythmes ascensionnels des cadres dirigeants sont, comme la cadence des évictions, plus soutenus depuis 1945.

Les efforts d'homogénéisation du Parti se traduisent en effet par la volonté d'assurer une identité générationnelle à la promotion 1950, placée sous le double signe de Maurice Thorez et de la Lutte pour la paix. Sur ce point existait à ce jour un débat entre ceux qui estimaient que le PCF avait appliqué la purification infligée par Staline aux anciens d'Espagne et de la Résistance et ceux qui avaient tendance à minimiser la purge de 1950 ou à y voir davantage l'effet d'une volonté de rajeunissement des cadres nécessaire à l'amalgame générationnel du Parti. Nos propres résultats[26] confirment le caractère atypique du renouvellement de 1950. Avec plus d'un tiers des dirigeants susceptibles de l'être, on est en présence d'un pic d'épuration sans commune mesure avec celle enregistrée en 1947 (5,7 %) et même en 1945 (19 %). Quant au chiffre des « absents », ceux qui ne peuvent plus être exclus pour cause de mort, démission etc., il n'est guère différent pendant cette première phase de la guerre froide de celui qui avait été occasionné par la Seconde Guerre mondiale. Reste la question de l'âge des partants : il semble être plus élevé que celui des arrivants (une dizaine d'années en moyenne) d'après les données biographiques en notre possession. Sans doute, ces dernières font-elles davantage défaut pour les entrants ; pourtant, compte tenu de notre outil de travail (le *DBOMF*), cela laisserait supposer que nombre d'entre eux ont commencé leur *cursus honorum* dans le PCF d'après-guerre. Les résistants ne sont pas absents du plateau entrant. Dans une autre population, celle des secrétaires fédéraux, la génération résistante était encore surreprésentée au début des années 1950, ce qui ne plaide pas en faveur de l'ostracisme à son égard.[27] Mais aucun d'entre eux ne cumule cette expérience avec un séjour dans l'Espagne en guerre civile.

26. Le détail des données a été reproduit dans notre mémoire d'Habilitation p. 454 *sq.*
27. *Cf.* Buton (Philippe), « L'appareil de la guerre froide. Les secrétariats fédéraux du PCF du début des années 1950 », *Communisme*, n° 10, 1986, p. 83. Et plus largement : « Une génération évincée ? La recomposition des directions du Parti communiste français à la Libération », *Communisme*, n° 29-31, 1992.

Outre cette double caractéristique, positive (résistance) et négative (absence du théâtre espagnol), cette promotion de militants partage souvent une expérience de lutte syndicale, et plus particulièrement pendant ces années 1936-37. La ressource « syndicale » a donc indéniablement constitué un facteur de promotion. Mais on peut difficilement considérer les bénéficiaires comme caractéristiques d'une génération ayant adhéré à partir de la Libération. Ces années de montée dans la CGT portées au crédit des promus correspondaient précisément à la période espagnole de certains évincés. Ceci pour nous rappeler que l'épanouissement politique de cette génération « Front populaire » tenait au moins autant à l'affirmation du PCF comme parti ouvrier de masse que comme fer de lance d'un antifascisme aux couleurs de la République. Plutôt qu'une revanche de la part des « déserteurs » de 1939 vis-à-vis de la génération de la Résistance et de la Libération, on peut donc conclure à la nationalisation de règlements de compte internationaux, touchant des militants dont beaucoup étaient d'ailleurs des adhérents de la « Troisième période » et non de la saison antifasciste. Malgré la participation de l'association des vétérans de l'Espagne républicaine à la « lutte contre les espions et les saboteurs »[28], l'hypothèse de l'onde de choc consécutive à la pendaison de Lazlo Rajk et qui atteignit nombre de kominterniens ayant servi en Espagne[29] reste encore l'une des clés les plus efficaces pour qui veut saisir les enjeux de cette restructuration.

De Pleyel à Stockholm

En procédant de la sorte vis-à-vis de militants de valeur qu'il s'offrait le luxe de mettre en réserve, le PCF donnait ainsi à voir son sens de la discipline alors même qu'en Extrême-Orient allait se vérifier la justesse de l'analyse

28. *France nouvelle*, 22 octobre 1949. Cit. *in* Skoutelski (Rémi), *L'Espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades internationales 1936-1939*, Grasset, 1998, p. 318.
29. Cette conclusion nous semble donc apporter de l'eau au moulin de Marc Lazar qui, dans son analyse sur « L'unité et les crises des PC ouest-européens, 1947-1960 » (*Communisme*, n° 29-31, 1992, p. 31) juge que leur participation à la guerre d'Espagne a été l'un des éléments décisifs qui a joué dans l'éviction d'André Marty et Charles Tillon.

thorézienne selon laquelle « la paix ne tient qu'à un fil ». Lancée lors de la conférence parisienne des 4-6 février 1949, la formule donnait le signal d'une mobilisation en deux temps contre l'effort de guerre occidental.

Pleyel, Washington, Belgrade

Le congrès mondial des partisans de la paix, convoqué prioritairement dans le cadre de la lutte contre l'adhésion au pacte Atlantique[30], trouva une cible secondaire dans la Yougoslavie titiste. Afin que nul n'ignorât ce volet essentiel du combat pacifiste des communistes, on pouvait compter sur la forte implication dans la préparation de la manifestation de l'important Comité soviétique mis en place par toute une série de décisions du *Politburo* du PCUS, dont la première est datée du 8 mars 1949[31]. Au final, une cinquantaine de personnes, Fadeev en tête, devaient composer une délégation dont la composition fut soumise de bout en bout à l'aval de Staline, faisant ainsi des hommes et des femmes appelées à délibérer en Occident de purs et simples commis de la diplomatie soviétique. La situation étant identique pour l'ensemble des démocraties populaires, on ne s'étonnera donc pas dans ces conditions de la réaction de l'administration française, qui limita à huit le nombre de visas par délégation de pays soumis à cette formalité[32]. La mesure entraîna ainsi la tenue d'un congrès parallèle à Prague. Désireux de faire bonne figure face à l'allié américain, Jules Moch édicta des consignes strictes : aucune réunion sur la voie publique, aucune inscription séditieuse et notamment celles visant des « dirigeants étrangers » ou le pacte Atlantique[33].

30. Cette perspective est clairement tracée dans un rapport non daté de Chevlagin (avril 1949 ?) reproduit *in* Gori (F.), Pons (S.), *Dagli Archivi da Mosca*, *op. cit.*, p. 352-360.
31. Egorova (Natalia I.), « Stalin's Foreign Policy and the Cominform », *in* Gori (Francesca), Pons (Silvio) (ed.), *The Soviet Union and Europe in the Cold War, 1943-1953*, Londres, Mac Millan, 1996, p. 200.
32. Auriol (V.), *op. cit.*, p. 185.
33. Télégramme du ministre de l'Intérieur aux préfets, 20 avril 1949. Correspondance, PP BA 1779.

La bataille de la propagande fut menée avec des moyens à la hauteur de l'enjeu, les dollars affectés à cette fin ayant été débloqués par le ministère des Finances soviétiques[34]. L'aménagement technique des locaux était assuré par les municipalités de Drancy, Bobigny et Saint-Denis.[35] Pour contourner l'interdiction des actions sur la voie publique, le Parti multiplia les dépôts de gerbe, et notamment en mémoire des victimes des bombardements anglo-américains du récent conflit mondial. Les journées précédant le congrès furent marquées par une débauche d'initiatives : bals de la paix, tournois sportifs, matinées musicales et/ou récréatives firent pendant à la démonstration des FTP de la Haute-Vienne. Stationnés en tenue devant le siège du Front national, ils apportaient une note kaki à une manifestation dominée par les couleurs des drapeaux alliés, décorant locaux du Parti et des organisations de masse, ainsi que par la première colombe de Picasso, désormais familière à l'issue d'un lancement qui avait débuté le 24 mars. L'auteur, comme à son habitude, servait la Cause et n'en pensait pas moins, qui se gaussait en privé de son commanditaire :

> *« Le pauvre Aragon...Sa colombe, c'est un pigeon ! Il ne connaît rien aux pigeons ! La légende de la douce colombe, quelle blague ! Il n'y a pas d'animaux plus cruels. J'en ai eu ici, moi, qui ont tué à coups de bec une pauvre petite pigeonne qui ne leur plaisait pas [...]. Ils lui ont crevé les yeux [...] Quel symbole pour la paix ! »*[36]

Les organisateurs sont soumis à un contrôle idéologique très strict de la part des Soviétiques. Le KGB suit sur place le congrès, s'attachant aux pas d'Ehrenbourg et rendant compte à Grigorian, de la section de politique extérieure du PCUS[37]. La fermeture s'exprime notamment à l'égard des « Citoyens du Monde » de l'Américain Gary Davis, accusés par les Soviétiques de vouloir saper le congrès et dont l'éviction sera largement exploitée par la presse française. Il est d'ailleurs curieux de

34. Egorova (N.), *ibid.*
35. Voir le rapport des RG sur le financement du congrès en date du 30 avril 1949 *in* PP BA 1779.
36. Cit. *in* Laporte (Geneviève), *Si tard le soir, le soleil brille*, Plon, 1973, p. 34.
37. *Cf.* Pinault (M.), *op. cit.*, p. 691.

constater dans cette affaire que les Soviétiques rendent hommage à la compréhension manifestée à leur égard par les personnalités comme Farge ou Hadamard[38], qui se rallient à la thèse de la démarcation idéologique, alors qu'ils constatent avec dépit qu'Aragon, manifestement soutenu par Thorez, tente de plaider la cause de la souplesse vis-à-vis d'un courant qui trouve une oreille attentive chez les rédacteurs d'*Esprit*.

Parmi les rares fausses notes, les Renseignements généraux relèvent celles du juriste anglais Harvey Moore et du yougoslave Josip Witmar, opportunément étouffées par la sonorisation et la traduction[39]. Elles sont de peu de poids face à l'orthodoxie de la déclaration de Joliot-Curie, parfaitement conforme aux objectifs recherchés trois mois plus tôt par les Soviétiques lorsqu'ils décidèrent de la tenue du congrès : la guerre commencée en 1917 par le Capitalisme continue, la défense de la paix s'identifie à la défense de l'URSS. Il revenait dans ces conditions à Maurice Thorez de traduire en termes d'alliances politiques l'appel lancé aux « défenseurs de la paix » en s'adressant directement à « des hommes comme Emmanuel Mounier et Claude Bourdet ». Démarche de portée limitée en définitive, comme celle de Gabriel d'Arboussier. Le « délégué d'Afrique Noire » mit ainsi en exergue le lien « naturel » entre camp de la paix et anti-impérialistes. Son intervention frappe de nos jours par sa formule « même le diable porte pierre » qui témoigne d'une approche nuancée du bilan colonial. Encore marquée par la tradition marxienne de hiérarchisation des cultures, celle-ci allait vaciller sous les coups des espoirs mis dans les soulèvements du tiers-monde avant même de devenir, au début du XXIe siècle, un marqueur identitaire « néo-réactionnaire »...

Au total, un congrès dans lequel Fadeev adopte une posture nettement moins dévastatrice qu'à Wroclaw sans pour autant faire grâce à l'auditoire d'un hommage applaudi au « grand dirigeant de l'État soviétique ». La manifestation laisse *Le Monde* dubitatif qui, le 27, parle de « mélange d'enthousiasme naïf et de malhonnêteté intellectuelle ». Mais tous les observateurs soulignent la puissance de la mobilisation. Une note des Renseignements généraux mentionne le chiffre de 25 000 spectateurs au meeting final de Buffalo, 7 000 ayant dû rester à l'extérieur et Vincent Auriol s'inquiète de la faiblesse des moyens de riposte des partis

38. Pinault (M.), *op. cit.*, p. 726.
39. Activités du PCF, avril 1949.

de gouvernement. Chez les partisans de la Paix, le succès met du baume au cœur. Dans ses souvenirs, l'abbé Boulier revoit encore la « foule joyeuse et pacifique » et l'« enceinte archi-comble », avant de mentionner un rapport des RG échu entre les mains de Farge et qui se concluait (selon lui) par : « Vous ne pouvez pas donner des armes à ces gens-là. » C'était, précise Boulier, « exactement ce que nous voulions ! »[40].

La place importante occupée par Yves Farge à tous les niveaux du congrès témoignait de l'intégration des Combattants dans le processus d'internationalisation. Le rapport sur l'organisation avait ainsi été confié à Guy de Boysson, un ancien FTP qui ne s'était pas investi dans les Combattants et dont la biographie témoigne de la confiance placée en lui par les Soviétiques, puisqu'il s'était vu confier la présidence de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique. Le congrès salua la mise sur pied d'un « Comité du congrès mondial » chargé de mener la lutte contre les adversaires de l'indépendance nationale décidés à précipiter les peuples dans une Troisième Guerre mondiale. La centralisation du mouvement était placée dans les mains d'une direction internationale, le Comité élu à cet effet étant « expressément autorisé à se compléter par la désignation de nouveaux membres qu'il jugera utiles au renforcement de l'union des Partisans de la paix »[41]. Avec Joliot à la présidence et Laffitte au secrétariat, le Mouvement communiste disposait d'ores et déjà de garanties non négligeables. La prédominance de l'Europe – et de la France – dessinait le front sur lequel devait porter l'effort principal. Les Français joueraient de surcroît un rôle de relais à destination de l'Amérique latine (Éluard, Garaudy), de la Grande-Bretagne (Joliot), du monde colonial (d'Arboussier, Bouchama) et du Canada, par l'intermédiaire, dans ce dernier cas, des catholiques progressistes et ce, par ordre supérieur du Parti[42]. Cette reconnaissance indirecte du rayonnement attribué à la France marginalisait de fait l'autre grand PC occidental, celui d'Italie.

Malgré la dimension interclassiste revendiquée avec l'appui de figures syndicales[43], le poids du monde intellectuel et scientifique était une fois

40. *J'étais un prêtre rouge*, *op. cit.*, p. 164.
41. *Congrès des Partisans de la Paix Paris-Prague*, EFR, 1949, p. 618.
42. Décisions du BP, 28 avril 1950.
43. Par exemple Saillant, dirigeant de la FSM ou, à l'échelle française, Fernand Clavaud supposé représenter le monde paysan.

de plus révélateur de l'importance attribuée à ce secteur dans la bataille pour l'opinion[44]. Mise sur pied dans la foulée de Wroclaw, une structure *ad hoc* fut formalisée parallèlement au congrès de Pleyel sous l'appellation « Mouvement des intellectuels pour la Défense de la paix », avant d'être intégrée aux Combattants en mars 1950. L'organisation ne défraya pas la chronique, les grandes figures de l'intelligentsia communiste mettant directement leur renommée au service du Parti. Après la Grèce, Paul Éluard se rendit ainsi en septembre, au terme d'un périple qui l'avait conduit à Mexico, via Amsterdam, Glasgow, Montréal et Cuba, au congrès continental américain pour la paix où il fit retentir des accents martiaux :

> *« Contre ces assassins et ces trafiquants infâmes, contre ces maîtres des finances, contre ces politiciens véreux, et contre ces généraux pourris, nous dirons avec les guérilleros d'Espagne, avec les combattants de Chine, de Grèce et d'Indochine... On ne passe pas ! »*[45]

Pour l'heure, les impérialistes visés dans le réquisitoire du poète venaient pourtant de marquer un point signalé. Avec la signature du pacte Atlantique, la configuration qui avait conduit les Soviétiques à précipiter la mondialisation du mouvement avait profondément changé. Le 4 mai 1949, le recul de Staline à Berlin avait fait décroître la tension et le recentrage de la propagande autour du thème de la cherté de l'effort de guerre occidental ne pouvait produire les mêmes effets que l'écrasante perspective des chenilles rouges et des bombardiers américains. On avait beau attribuer la détente en Allemagne à la pression des masses, les perspectives se brouillaient. Le 6 juin, Suslov interrogea Staline sur les suites à donner au congrès[46], mais l'urgence n'était pas telle qu'on ne puisse attendre l'automne. Afin de maintenir en haleine les Partisans, le Bureau du Comité issu de Pleyel fixa au 2 octobre, « sur proposition de la FSM », la date d'une « journée internationale de lutte pour la paix ». La date retenue pour le début de la campagne était le 3 septembre. La forme retenue fut celle du « vote pour la paix », la CGT étant particulièrement

44. *Cf. Congrès des Partisans de la Paix*, *op. cit.*, p. 738-745.
45. *Les Partisans de la paix*, octobre 1949.
46. The *Cominform*, *op. cit.*, p. 649.

mise en avant afin de diffuser des formulaires valant adhésion à la campagne et permettant de conserver l'anonymat[47]. Le bilan fut décevant et fut, n'en doutons pas, étudié de près avant de déclencher la campagne de Stockholm où l'on veilla à ne pas cantonner la collecte dans les maisons communes et les lieux de travail, et où l'attention des personnes interpellées ne fut pas dispersée par des centres d'intérêt mal identifiés.

Du 16 au 19 novembre 1949, la troisième conférence du Kominform fut marquée par le rapport de Suslov, faisant de la Lutte pour la paix la priorité de l'heure. Il était d'une telle violence à l'égard des USA, continuateurs des plans hitlériens, qu'il fut retouché pour publication. La session fournit à Fajon l'occasion de pointer les obstacles rencontrés en France. À la fermeté de la direction et des militants de la SFIO s'y conjuguait en effet le contrôle exercé par l'Église catholique[48]. Le 13 juillet, la Sacrée congrégation du Saint-Office avait condamné, non seulement la doctrine mais également la pratique politique des communistes. D'où résultait pour les fidèles l'interdiction de l'appartenance au PC. Tout en faisant planer la menace de l'excommunication, le Vatican adoucira le décret par ses commentaires, au soulagement des chrétiens progressistes qui estimeront seuls visés les adhérents au PCF. Celui-ci, tout en dénonçant le Saint-Siège, perçoit parfaitement les nuances romaines et décide en conséquence d'« aider les camarades catholiques à trouver dans les reculs significatifs du Vatican sur ses menaces d'excommunication des raisons supplémentaires de participer à la lutte à nos côtés ».

Dans ce bilan en demi-teinte, il y avait lieu de se réjouir sur un point : les Combattants de la Paix français avaient su déjouer les « tentatives d'infiltration » opérées dans leurs rangs par les « agents de Tito ». C'est que l'affaire yougoslave s'était envenimée : le recul des communistes grecs et les tentatives occidentales de déstabilisation de l'Albanie avaient persuadé Staline de l'engagement titiste dans le camp impérialiste et sa conviction devait être renforcée par l'appui donné par Washington à Belgrade dans la conquête d'un siège au Conseil de sécurité. À la mi-août, la propagande du Kominform avait haussé le ton à l'égard de Tito, « ennemi de l'Union soviétique » et « homme du Parti de la guerre ». À l'automne, les Partisans de la paix se virent sommés d'exclure de leurs

47. *Activité politique du PCF en août et septembre 1949.*
48. Décisions du Bureau politique, 28 juillet 1949.

rangs les titistes de toute nationalité. Le PCF relaya sans ciller les accusations contre la Yougoslavie au sein du Comité du congrès mondial des défenseurs de la paix, lors de sa première session tenue à Rome du 28 au 31 octobre. Les Combattants de la Paix et de la Liberté ne pouvaient manquer de faire de même, mais leur Conseil national enregistra quelques grincements. Lucie Aubrac a évoqué devant nous les réticences d'Yves Farge, mettant en relation son absence à Stockholm lors du lancement de l'Appel et son manque d'enthousiasme à s'impliquer dans la campagne anti-yougoslave. Mais globalement, le PCF a tout lieu de se féliciter. Les éventuels scrupules de Frédéric Joliot-Curie sont, comme le note justement son biographe[49], balayés par la « raison d'État » – l'État *soviétique* en l'occurrence – qui le conduit à caractériser publiquement le régime de Belgrade comme glissant rapidement vers « une forme de national-socialisme »[50].

Comme leurs homologues britanniques, les services français ne surestimèrent pas l'ampleur de la fronde. Le cas le plus notoire de dissidence titiste demeure celui de Jean Cassou, à l'égard duquel le PCF avait d'abord procédé avec tact. Esquissant l'un de ces pas de clercs qui faisait son charme, Jacques Duclos alla même jusqu'à se féliciter devant le Kominform du ralliement de l'écrivain aux thèses soviétiques quelques jours avant la parution dans *Esprit* de décembre 1949 de l'article de Cassou intitulé « La Révolution et la vérité ». Après que, dans *L'Humanité* du 16, Casanova eut vu dans le texte une tentative pour « dégrader la conscience nationale » au profit de la « barbarie américaine », Yves Farge ne pouvait se dérober : isolée « du drame dans lequel se joue le sort de l'humanité », toute « expression de ce que l'on croit être la vérité » perdait bel et bien « sa qualité de vérité »[51]. Sans doute, la base politique relativement étroite des CPL a-t-elle relativement limité l'extension des doutes soulevés par les discours manichéens. Les retombées les moins insignifiantes concernèrent les « Amies de la Paix », une structure constituée en juillet 1946 pour « gagner les classes moyennes qui ne trouvaient pas dans la lutte engagée par l'UFF une activité qui leur convenait mais qui cependant voulaient défendre la paix »[52]. Cette

---

49. Pinault (M.), *op. cit.*, p. 735.
50. *Les Lettres françaises*, 3 novembre 1949.
51. *Action*, n° 273, 22-23 décembre 1949.
52. Note de Fernande Valignat à Auguste Lecœur, 8 décembre 1950, Notes des sections de travail du CC (femmes), dossier 3.

organisation se créditait de 30 000 adhérentes avant que la création des Combattants de la paix ne réduise ses possibilités d'intervention. Désertées par la base, les Amies se réduisirent bientôt à de « petits cercles sans liaison avec les masses » dans lesquels les personnalités non communistes acquirent un poids jugé excessif. Si Néna Cot fut épargnée en raison du rayonnement politique de son conjoint, les foudres de Jeannette Vermeersch s'abattirent sur la présidente Agnès Humbert, collaboratrice de Jean Cassou ainsi que sur la communiste Mounette Dutilleul. Il fut donc, pour reprendre les termes de Fernande Valignat, « proposé au Secrétariat du Parti d'en finir avec les quelques individualités qui constituaient alors l'organisation et d'intégrer l'organisation dans les Combattants de la Paix ». Ce qui fut fait à l'issue du XII[e] Congrès.

À ces quelques figures intellectuelles près, la faible attractivité du régime yougoslave constituait une garantie vis-à-vis de l'apparition d'un contre-modèle. Mais si la brèche était facile à colmater, l'élargissement du mouvement de masse susceptible d'appuyer les initiatives diplomatiques de l'URSS n'en demeurait pas moins une nécessité. Même pour un Fadeev qui se permet, en décembre 1949, de reprocher au Parti français le recrutement de permanents exclusivement communistes et propose d'élargir l'appareil du Comité mondial à « deux ou trois militants bourgeois de pays différents ». Qui plus est, la poussée du communisme asiatique impliquait une amorce de déseuropéisation de cette vitrine du « camp de la paix ». Enfin, l'existence de l'arme nucléaire soviétique rendait possible un autre type d'avancée plus adapté au terrain occidental, le seul jugé décisif à Moscou.

Plus fort que la bombe atomique ?

Le PCF avait abordé sereinement l'ère consécutive aux explosions d'Hiroshima et Nagasaki. Marcel Cachin avait été rassuré par Joliot : « On vous a exagéré les effets de notre invention. Nous ne détruirons pas l'univers. C'est une nouveauté qui jouera le rôle de la dynamite en plus violent. »[53] Une représentation assez courante dans le Parti était encore fournie, au début de l'année 1948, par le titre de l'article de Simone

53. Cachin (M.), *Carnets, op. cit.*, p. 810 (12 août 1945).

Téry, correspondante de *L'Humanité* chez les partisans communistes grecs : « Plus fort que la bombe atomique. »[54] Cette posture n'était pas contradictoire avec l'exigence de l'interdiction de l'arme nucléaire, avancée avant même la création du Kominform[55] et dont il n'échappait à personne qu'elle s'éclairait d'un rapport de forces conventionnel en Europe peu favorable aux Occidentaux. Dans la reprise des positions défendues par la diplomatie soviétique face au plan Baruch[56], le PCF tient compte de la spécificité française, marquée par la qualité de la recherche en ce domaine et la présence de Joliot à la tête du CEA, ainsi que de l'état d'esprit patriotique et moderniste des élites administratives et scientifiques. D'où la solidarité de nombreux membres de l'Académie des sciences lorsque le RPF s'inquiète de la présence communiste dans les organismes de recherche. D'où également la volonté de mettre en avant les possibilités offertes par l'énergie nucléaire, en termes d'amélioration des conditions de vie et d'indépendance nationale, quitte à en gommer pour les besoins de la cause les risques éventuels.

Dès que les Combattants de la liberté placent la paix en tête de leurs préoccupations, ils relaient, à l'occasion de leurs assises de novembre 1948, les propositions de Vichinsky devant l'Assemblée générale de l'ONU sur le désarmement des forces classiques, l'interdiction de l'arme atomique et le contrôle de l'énergie[57]. Le renfort du professeur Boulier enrichit la propagande communiste d'un thème jusqu'alors peu usité : « Ceux qui emploieront les bombes atomiques seront passibles des sentences de Nuremberg. »[58] Encore faut-il contextualiser : la force de l'argument ne saurait être comparable, à un moment où la notion de « crime de guerre » occupe une place plus centrale que celle de « crime contre l'humanité », à celle dont le dotera la prise de conscience, plus tardive, de la Shoah. Son emploi n'est pas systématique : dans le cadre du congrès de Pleyel, les déclarations spectaculaires de Joliot sur le droit à l'insoumission scientifique ne brillent guère par la complexité de leur argumentaire. Les savants

54. Téry (S.), « J'ai vu la Grèce en armes battre les mercenaires de l'Amérique », *L'Humanité*, 3 janvier 1948.
55. Voir par exemple *France d'abord* du 4 septembre 1947.
56. Romer (J.-C.), *op. cit.*, p. 61.
57. *Pravda*, 3-4 octobre 1948.
58. *L'Humanité*, 17 février 1949.

sont invités à refuser d'orienter leurs travaux « dans un but de destruction », pour des armes « destinées à apporter une mort horrible ». Le flou conceptuel s'alimente du refus de revenir sur les modalités de la mort récemment infligée aux populations des États fascistes/impérialistes. La justification apparaît plus cohérente lorsque, derrière l'objection de conscience face aux applications militaires de la recherche, avance l'argument plus banal du caractère d'« agression » de la guerre à venir[59].

Sans doute, l'attention des communistes fut-elle attirée par le charivari qui accueillit l'orateur américain faisant l'éloge du programme nucléaire des États-Unis au meeting organisé par le RDR le 30 juin 1949[60]. La gauche antistalinienne n'était pas disposée en ce temps-là (il lui faudra attendre la « querelle des Euromissiles »...) à s'abriter sous ce type de parapluie. Mais il n'est pas encore question de laisser croire à l'efficacité militaire de la bombe : Joliot prend soin de populariser l'analyse développée à Pleyel selon laquelle l'arme atomique ne serait pas décisive dans un conflit mondial. En ce sens, le Mouvement communiste appréciait correctement les limites de la supériorité des Américains et mettait le doigt sur la contradiction entre ces derniers et leurs alliés. Les Européens, en effet, ne retireraient pas, dans un premier temps, de bénéfice immédiat de la destruction de villes soviétiques mais devraient supporter seuls l'essentiel de la bataille terrestre[61].

L'annonce de la première explosion nucléaire soviétique paraissait devoir représenter un atout psychologique considérable pour une propagande misant sur la peur. Dans *Le Monde* des 25-26 septembre 1949, Jean-Jacques Servan-Schreiber estima ainsi que « l'Europe risque fort, désormais, d'être abandonnée à elle-même ». Mais le PCF, face à l'indifférence de l'opinion, préférait miser sur l'argument de l'égalité technique pour mettre davantage en relief l'absence d'arrière-pensées soviétiques : l'URSS peut d'autant mieux demander l'interdiction que l'on ne peut plus voir dans son attitude l'exigence d'un désarmement unilatéral de son adversaire. Quelques jours après l'annonce américaine, le Secrétariat du

59. Déclaration d'Aimé Cotton, *L'Humanité*, 5 mai 1949.
60. Grémion (Pierre), « Regards sur la diplomatie américaine des idées pendant la guerre froide », *Communisme*, n° 62/63, 2000, p. 70-71.
61. Nous suivons ici l'analyse de la stratégie américaine *in* Soutou (Georges-Henri), *La guerre de cinquante ans*, Fayard, 2001, p. 222-223.

PC dénonce la « course aux armements » qui se profile en raison de l'attitude américaine à laquelle il oppose la position des Soviétiques qui veulent « la destruction des bombes A et contrôler ensuite les fabrications »[62]. Les compagnons de route amplifient dans *Action* la campagne soviétique pour le bannissement de l'arme nucléaire, relancée dès le 23 septembre 1949 devant l'Assemblée des Nations unies[63]. Le 29 octobre, le Conseil national des Combattants couple deux types de campagne : « saisir l'opinion du danger de réarmement de l'Allemagne » et « lancer une quinzaine de lutte pour la mise hors la loi de la bombe atomique »[64]. Cette démarche ne semble pas être mise en cause par le retentissement de la déclaration de Malenkov relative à la « non-inévitabilité des guerres ». C'est en effet le 6 novembre 1949 que le responsable du PCUS pour le Mouvement de la paix occidental tient un de ces discours dont le feuilletage permet des lectures diverses autorisant *a posteriori* les louanges décernées au caractère prédictif du « marxisme-léninisme » puisqu'on y trouve à la fois des considérations sur la non-inévitabilité (terme préféré à celui d'« évitabilité ») des conflits, la coexistence pacifique et la certitude de la victoire communiste en cas de Troisième Guerre mondiale[65]. Le 15 novembre, les décisions du Secrétariat du PCF réunissent toujours les deux dimensions : « Lutte pour la paix. Quinzaine bombe A voir avec Tillon et Casanova pour poser largement la question allemande. » Il est vrai que les divergences entre les Anglo-Saxons et la France sur la question des démontages et de la Sarre avaient de quoi réjouir les amateurs de dislocation de la coalition impérialiste. Mais les compromis trouvés au Petersberg[66] ne laissaient guère l'occasion de pousser l'avantage. Lors de la troisième conférence du

62. Décision du Secrétariat, 27 septembre 1949.
63. Le 16 septembre, la fusion Combattants/Partisans de la paix a été opérée par Thorez, ce qui facilite encore davantage l'unité de manœuvre du mouvement au service des initiatives soviétiques.
64. Rapport de Tillon au Secrétariat du 22 avril 1951, Archives Charles Tillon, carton 9.
65. *Cf.* Romer (Jean-Christophe), *La guerre nucléaire de Staline à Khrouchtchev, Essai sur la constitution d'une culture stratégique en URSS (1945-1965)*, Publications de la Sorbonne, 1991, p. 53-54.
66. Les accords du Petersberg conclus le 22 novembre 1949 entre la RFA et les alliés occidentaux adoucissaient le statut d'occupation et ouvraient à l'Allemagne de l'Ouest la voie de l'intégration européenne.

Kominform, Fajon, en fixant les tâches des Partisans de la paix français, redonne une éclatante priorité à la campagne (fixée désormais au mois de janvier) contre la bombe et le réarmement. Il faut dire que le sommet kominformien atteint des sommets anti-yougoslaves et que le ton n'est pas précisément aux accents excessifs en faveur de l'indépendance nationale. Le coup de chapeau donné par Fajon à l'Allemagne soviétisée s'inscrit ainsi dans l'internationalisme prolétarien alors exigé.[67] La question allemande était désormais essentiellement appréhendée à travers le succès que représentait la création de la RDA aux yeux du camp de la paix.

Le recentrage atomique reçut un coup de pouce de la part de parlementaires français[68] proposant le 2 décembre une résolution tendant à caractériser l'emploi en premier de l'arme atomique comme « crime contre l'humanité ». On ne dénombre aucun député communiste parmi les signataires, mais la présence d'Emmanuel d'Astier signale la conformité de l'initiative aux vœux du Camp de la paix. La démarche est de toute façon considérée comme « excellente » par le PCF qui la juge comme « allant dans le sens de la résolution du Kominform »[69]. Discrètement, le Secrétariat évacue une fois de plus la notion de « crime contre l'humanité ». Sans doute, l'expression demeure-t-elle réservée au « travail » en milieu chrétien, l'*agitprop* préférant s'en tenir à la condamnation du « crime de guerre ». La qualification juridique ne souffre plus de discussion à partir du moment où elle est avalisée par l'instance suprême[70], dès lors que la signature de Staline se retrouve, le 17 janvier 1950, au bas de la décision adoptée par le BP du PCUS et fixant au mois de mars la prochaine session plénière du Comité permanent des Partisans de la paix[71]. Outre l'angle d'attaque retenu – une campagne de masse exigeant l'interdiction de l'arme atomique –, la décision est révélatrice d'un mode de fonctionnement. Le chef du PC soviétique dicte son

67. *The Cominform*, *op. cit.*, p. 719.

68. Il s'agit de Charles d'Aragon, Emmanuel d'Astier, Louis Chevalier, André Denis, Forcinal, l'abbé Gau, le chanoine Kir, Lisette, l'abbé Pierre, Paul Rivet.

69. Décisions du Secrétariat, 6 décembre 1949.

70. Le projet d'appel du 17 janvier considère « comme criminel de guerre le gouvernement qui le premier utilisera l'arme atomique ». *Cf.* Pinault (M.), *op. cit.*, p. 745.

71. Egorova (Natalia I.), « Stalin's Foreign Policy and the Cominform », *op. cit.*, p. 201.

calendrier à une organisation théoriquement indépendante et, plus encore, ne semble guère mettre en doute la signature de tous les membres du « Comité permanent du Comité mondial des Partisans de la paix », dont la place est réservée au bas du synopsis de ce qui, deux mois plus tard, sera l'« Appel de Stockholm ».

La tâche du Mouvement communiste est rendue plus aisée, en ce début de l'an 1950, par l'accroissement du sentiment d'inquiétude favorisé par l'arrivée des communistes chinois aux frontières de l'Indochine et la trahison de Klaus Fuchs au profit des Soviétiques. À la pression du camp socialiste aux marches comme au cœur du dispositif occidental se conjugue paradoxalement la perspective d'une brutale amélioration de la capacité de destruction de l'arsenal nucléaire américain : l'« Annonce par Truman de la bombe H a créé émotion et protestation en USA et GB. Utiliser pour renforcer notre campagne contre la bombe atomique »[72].

Les Occidentaux sont rapidement mis au fait de l'existence d'une manœuvre soviétique par l'intermédiaire de la Suède où s'ouvre, le 15 mars 1950, la troisième session du Comité mondial. Ce furent les Français[73] qui jouèrent, côté occidental, un rôle central dans la préparation de l'affaire puisque celle-ci a été précédée de contacts entre Fadeev, Thorez, Casanova et Joliot et que la rédaction ultime de l'Appel alors adopté fut l'œuvre d'une commission présidée par d'Arboussier, dans laquelle siégeait le secrétaire général Jean Laffitte et où la finition juridique fut le fruit des compétences de Pierre Cot[74]. Outre la disparition de la notion d'« agression » au profit de celle d'« épouvante », le texte définitif se caractérise par la réintroduction de la qualification de « crime contre l'humanité », sans toutefois que disparaisse celle de « crime de guerre », les deux notions étant dissociées : la première désigne l'acte incriminé, la seconde renvoie au sort réservé aux criminels. Et Pierre Cot ne fait pas allusion à la dimension « crime contre l'humanité » en soulignant le caractère novateur de la condamnation pour crime de guerre du

---

72. Décision du Secrétariat, 6 février 1950.

73. La délégation française était officiellement composée de L. Aubrac, l'abbé Boulier, G. de Chambrun, P. Cot, F. Joliot-Curie, J. Laffitte, général Petit, L. Saillant. Selon Lucie Aubrac (entretien avec l'auteur), Laurent Casanova était également du voyage.

74. Je m'appuie ici sur le remarquable travail documentaire de M. Pinault, *op. cit.*, p. 753-754.

gouvernement primo-utilisateur. Il utilise d'ailleurs à ce sujet l'expression « nous introduisons cette notion nouvelle » qui figure dans le scénario avalisé par Staline le 17 janvier. L'impression de flottement dans la caractérisation s'accroît lorsqu'on lit dans la version diffusée en première page de *L'Humanité* du 20 mars que le gouvernement « qui le premier utiliserait contre n'importe quel pays l'arme atomique commettrait non seulement un crime de guerre, mais un crime contre l'humanité et serait à traiter comme criminel de guerre ». Il est difficile de voir dans tout cela autre chose que le souhait du Mouvement communiste d'intégrer la relative nouveauté d'un droit humanitaire, d'ailleurs largement inspiré du droit de la guerre, tout en conservant le bénéfice d'une stigmatisation qui, à Nuremberg, s'était essentiellement appuyée sur une référence à des crimes *in bello* largement compréhensible, dans un monde encore partiellement en ruines, pour les larges couches de l'opinion auxquelles on s'adressait.

Sitôt parue la première liste de personnalités signataires[75], le PCF fit savoir à ses cadres dirigeants l'« immense portée » d'une décision qui valut à la délégation des Partisans de la paix une réception par le Soviet suprême[76]. Plus discrètement, la commission de politique extérieure du PCUS adressait ses directives par l'intermédiaire des délégués des Partis français et italiens au Kominform, Pierre Hentgès se voyant ainsi chargé de transmettre – oralement – quelques consignes en matière d'organisation de la campagne[77]. Ce souci du détail témoigne peut-être du sentiment d'urgence des fonctionnaires soviétiques et d'une relative incompréhension des enjeux de la part des militants du PCF. En tout cas, la synthèse des rapports des préfets pour avril 1950 ne fait pas état d'une activité spécifique de leur part dans ce domaine. Une impulsion est jugée nécessaire : à l'échelon international, le secrétariat du Kominform se réunit le 20 avril à la demande de Staline pour coordonner la campagne[78]. À Paris, c'est à Maurice Thorez qu'il revint, lors du congrès d'avril, de tracer le cadre politique de l'entreprise, tandis que les

75. Les premiers noms français publiés dans *L'Humanité* du 27 mars 1950 sont ceux de MM. Allemane, d'Arboussier, L. Aubrac, Casanova, Clavaud, Nordmann, Cot, Garaudy, Joliot, Laffitte, S. Malleret, Saillant.

76. Décision du Secrétariat, 28 mars 1950.

77. Lettre de Grigorian à Mitine (rédacteur en chef de *PPD*), 30 mars 1949, RGSAPI, 17/128/1204 (je remercie Philippe Buton de m'avoir fait part de cette source).

78. Gori (F.), Pons (S.), *The Soviet Union and Europe*, *op. cit.*, p. 202.

directions du Parti étaient invitées à bien « placer la campagne sur le plan humanitaire »[79]. Le coup d'accélérateur est visible au niveau syndical : la FSM – bientôt relayée par la CGT – lance les organisations qui lui sont affiliées dans la collecte. Auparavant l'organe du Kominform avait appelé les communistes à se placer, « comme ils l'ont été au temps du fascisme » en tête de ceux qui s'apprêtaient à recueillir « des centaines de millions de signatures sous l'appel pour l'interdiction de l'arme atomique ». D'ores et déjà, le PCF figurait au tableau d'honneur de l'éditorial de la revue[80]. Et de fait, lors d'un Bureau politique entièrement consacré à l'appel, onze décisions furent destinées à hisser la campagne au rang de « tâche principale essentielle de tous les communistes »[81].

Sans doute le volontarisme s'éclairait-il des oppositions rencontrées et notamment au *Monde*[82] et (Sartre et Beauvoir ne signent pas…) dans certains milieux neutralistes et progressistes. De même, dans leurs tentatives pour faire reprendre les termes de l'Appel aux organisations syndicales où ils étaient minoritaires, les militants communistes se heurtèrent souvent à forte partie. Tel fut notamment le cas lors du congrès de l'UNEF, le 12 avril : la fraction PC s'y battit vainement au nom de la participation des étudiants au combat pour la paix. Ces déboires rappellent opportunément que les vertus du champ magnétique communiste ne sont pas inépuisables, même en ces temps d'hégémonie à gauche[83]. On peut les rapprocher des résistances rencontrées dans le monde enseignant : tenu du 3 au 6 avril 1950, le congrès de l'École moderne française (mouvement Freinet) est certes salué par *L'Humanité* du 13 puisque les participants se déclarent « pour la paix » et en faveur du « retrait du corps expéditionnaire du Vietnam ». Mais le quotidien communiste déplore

79. Décisions du Bureau politique, 20 avril 1950.
80. *Pour une paix durable. Pour une démocratie populaire*, 14 avril 1950.
81. Décisions du Secrétariat, 11 avril 1950.
82. Outre l'opposition prévisible de Rémy Roure, qui, dès le 7 avril, dénonçait un combat pour la paix évoquant selon lui la guerre civile, André Fontaine (dans le numéro du 22 juin) et André Pierre (dans celui du 27) rappellent l'existence du fossé historique existant entre communisme et pacifisme. Violente (« Serviteurs de la dictature stalinienne, les signataires de l'Appel de Stockholm doivent partout être démasqués »), la condamnation d'Hubert Beuve-Méry interviendra après l'agression communiste en Corée, dans le numéro du 28 octobre 1950.
83. Le débat au sein de l'UNEF de 1950 est d'ailleurs loin de se résumer à un affrontement au sein de la gauche.

que le texte adopté ne demande rien d'autre que « l'interdiction et la destruction contrôlée de tous les moyens de destruction ». Une démarche, souligne *L'Humanité*, fondamentalement « utopiste » car avant d'en arriver là il serait nécessaire de faire porter les efforts sur l'interdiction de la bombe A. Quant à la condamnation des impérialismes « quels qu'ils soient », le compte rendu rappelait qu'« il n'y a d'impérialismes que nés du capitalisme et que le pays du socialisme où a disparu l'exploitation de l'homme par l'homme est par son essence même étranger à toute forme d'impérialisme ». Plus grave encore est la situation chez les prisonniers de guerre où les communistes Raymond Bossus et Pierre Bugeaud sont exclus de la direction nationale alors qu'ils revendiquent le droit d'avoir participé en tant que PG aux activités des combattants de la paix.

S'ils peuvent trouver des raisons de se satisfaire de l'appel parallèle de la Croix-Rouge[84], les communistes ne parviennent pas à se réjouir de l'attitude des chrétiens, vigoureusement sollicités à l'image de Teilhard de Chardin. Si l'attitude hostile de *La Croix* n'a rien qui puisse surprendre, la position nette adoptée par *Témoignage chrétien* représente un coup sensible. Mais le PC tient surtout à dissiper toute équivoque quant à la déclaration des cardinaux et archevêques comprenant « que l'Appel de Stockholm ait séduit beaucoup d'esprits généreux » : malgré la satisfaction des signataires chrétiens et les craintes de François Mauriac[85], il apparaît aux yeux des dirigeants communistes que « le principal but de la lettre des Cardinaux et Archevêques de France est de donner un alibi aux masses catholiques pour refuser de signer »[86].

En dépit des obstacles, à la veille de l'épreuve de force en Corée, la campagne de collecte bat désormais son plein et Picasso n'hésite pas à brader ses autographes sur sa terrasse de Saint-Paul de Vence en échange des signatures de ses visiteurs. Les notes de synthèse préfectorales confirment alors l'efficacité de la méthode du porte à porte et l'impact de l'opération y compris dans des zones et des professions jusqu'alors peu touchées, quitte à négliger la corrélation étroite existant, de façon générale,

84. « Publier, commenter l'appel lancé par la Croix-Rouge contre l'utilisation de l'arme atomique. Entrer partout en contact avec les organisations de la Croix-Rouge » (Décision du Secrétariat, 11 mai 1950).
85. *Le Figaro*, 22 juin 1950.
86. Décision du Secrétariat, 20 juin 1950.

entre implantation communiste et assiette géographique des résultats obtenus. Avec cinq millions de signatures recensées à cette date, la France est encore loin derrière les scores unanimes de la RDA ou du Nord-Vietnam, alors même que les gros bataillons soviétiques n'ont pas encore été engagés. Mais l'ampleur de la mobilisation des militants français n'est pas niable, de même que leur enthousiasme face au défi « cosmique »[87] qu'ils relevaient. Le caractère massif de l'initiative ne fut pas immédiatement perçu par tous, et en particulier par la presse. C'est ainsi que *Le Monde*, après avoir très succinctement pris acte de son lancement le 24 mars, ne s'y intéresse pas avant la mi-mai, avant de constater, le 27 juin, le déferlement de la campagne. À cette date, d'ailleurs, le Comité soviétique vient, trois mois après le lancement de l'opération, de recevoir le feu vert des autorités afin d'inviter les masses de l'Union à signer l'appel[88]. Ce qui tendrait à accréditer la thèse selon laquelle la montée en puissance de la quête de signatures peut être avantageusement rapprochée de l'accélération des préparatifs militaro-diplomatiques de la « réunification coréenne ». Sans doute faut-il se garder de la tendance consistant à voir dans l'accroissement du zèle militant la pure et simple traduction mécanique des impulsions du Centre. Pourtant, de même que la condamnation, traditionnelle pour le PCF, de l'arme nucléaire n'a pris une telle tournure de masse qu'*après* la décision stalinienne du 17 janvier 1950, de même est-il difficile d'admettre qu'en avril-mai 1950 on n'ait pas jugé nécessaire à Moscou de renforcer à toutes fins utiles ce volet du dispositif alors même que Staline informe son allié chinois de ses intentions offensives[89]. En juin 1950, Staline *sait* que l'assaut aura lieu et sa mobilisation des bataillons de signataires soviétiques ne pouvait être pensée autrement que dans une prise en compte globale de la « corrélation de forces » qu'il s'agissait d'établir.

---

87. Morin (Edgar), *Autocritique*, Seuil, rééd, 1975 (1re éd. : 1959), p. 108. L'élan provoqué dans le Parti est également rappelé par Kriegel (Annie) dans *Ce que j'ai cru comprendre*, *op. cit.*, p. 506-507 et Desanti (Dominique) dans *Les staliniens*, *op. cit.*, p. 281.
88. L'ambassadeur Chataigneau estime, dans une dépêche adressée à Schuman, que la décision officielle coïncide avec la session du 20 juin du Soviet suprême MAE/Europe/URSS/717 Eu, cit. *in* Ferreira (M.), *op. cit.*, p. 129.
89. C'est le 14 mai 1950 que Staline informe Mao du soutien soviétique au projet nord-coréen de réunification militaire.

Chapitre 5

La paix ne tient qu'à un fil (été 1950-été 1951)

Pour les communistes français, l'« agression impérialiste contre le peuple coréen » confirme le bien-fondé de l'appréciation portée par Maurice Thorez en février 1949 : « La Paix ne tient qu'à un fil. » Chez les neutralistes, l'épisode tend plutôt à renforcer la croyance dans les intentions pacifiques de Staline, et cette attitude va leur attirer les faveurs du Parti communiste. En face, les dirigeants de la IVe République, atteints par l'angoisse générale, doivent ménager une organisation qui, sur le plan électoral, manifeste toujours une belle vitalité en dépit de ses positions sur les conflits en cours. En décalage avec cette fraction importante de l'opinion qui souhaite, tout en bénéficiant du parapluie occidental, conserver une marge de manœuvre[1], les gouvernements successifs prennent pour leur part, et sans espoir de retour, le « chemin de Washington »[2] où le choc du 25 juin 1950 a donné le signal d'un effort de guerre sans précédent. Le conflit coréen, dès lors, marginalise encore davantage la France dans la mesure où les Américains jugent impossible de se priver des divisions allemandes pour la défense de l'Occident. Par là même, il réactive, aux yeux des Soviétiques, l'importance d'un PCF toujours apte à mobiliser les craintes

1. Pour suivre la persistance de ce sentiment, qui pourrait se traduire en cas de guerre par un refus de pencher en faveur de l'un des deux grands, *cf. Sondages*, 1-2, 1958.
2. Titre du chapitre 9 de l'excellente synthèse de Rioux (Jean-Pierre), *La France de la Quatrième République, 1. L'ardeur et la nécessité 1944-1952*, Seuil, 1980.

anti-germaniques. Tout ceci scelle l'unité de la période juin 1950-juillet 1951, marquée par l'échec de l'offensive communiste face à l'archipel japonais, la montée en puissance du réarmement occidental et la prise de conscience de la nécessaire intégration ouest-allemande au dispositif militaire atlantique.

La Corée aux Coréens

Au lendemain de l'offensive nord-coréenne du 25 juin 1950, le PCF et le Mouvement de la paix sont confrontés à une situation paradoxale, dans la mesure où l'opinion est bouleversée par un conflit dans lequel les troupes françaises ne sont quasiment pas engagées. Le soutien concret classique (pas un sou, pas un homme...) aux forces « démocratiques » est donc difficile. Impossible pourtant de se désintéresser du devoir internationaliste, ne serait-ce que parce que les militants communistes vibrent à l'avancée de leurs camarades coréens et chinois. Contenus sur le sol français, ils peuvent ainsi connaître l'ivresse de la Révolution par procuration, un exercice déjà pratiqué aux heures sombres des pactes germano-soviétiques. Sans doute, leurs prises de position ne sont-elles guère de nature à influer sur le déroulement du conflit mais au moins présentent-elles pour l'historien l'avantage de donner à voir un certain nombre de représentations d'un monde clivé. Et celles-ci se déploient d'autant plus aisément que les contraintes liées à la prise en compte par le PCF du sort des combattants français ne valent évidemment pas pour un conflit dans lequel leur présence demeure marginale.

Le Droit et la peur

Les « événements »[3] qui embrasent ce début d'été 1950 sont caractérisés comme « provocation ouverte » dont la nature criminelle légitime la « contre-offensive menée par la République populaire de Corée ». Sans

3. Le terme est utilisé *in* Décisions du Bureau politique, 26 juin 1950.

justifier l'action par les nécessités de la réunification, on prend soin d'expliquer que « les impérialistes américains ont divisé la Corée comme ils ont divisé l'Allemagne, comme ils veulent diviser le monde »[4]. Selon cette grille d'analyse, seule l'invasion américaine aurait interdit le rapide renversement de Syngman Rhee par son peuple, Truman jouant le rôle des Mussolini/Hitler pendant la guerre d'Espagne. Le caractère inédit de cette offensive par satellites interposés entraîne des projections contradictoires. Les Occidentaux craignent que ce cas de figure ne se reproduise aux dépens de la RFA ou de la Yougoslavie. Symétriquement, le « camp de la paix » multiplie les attaques contre Tito, accusé par *L'Humanité* du 13 juillet de vouloir servir de plate-forme à une opération de diversion en Europe destinée à camoufler le fiasco de l'« agression américaine » en Asie. Les référents historiques viennent immédiatement saturer le discours. L'ONU, « comme la SDN », est devenue « instrument politique au service des fauteurs de guerre »[5] et la suprématie aérienne américaine autorise l'évocation de « Guernica »[6]. Du gisement mémoriel des années 1930, il peut même s'avérer commode de recycler le thème des reculades occidentales. L'épisode de Munich est donc audacieusement renvoyé à la face des militants SFIO qui « sacrifient les socialistes coréens du Sud comme ils l'ont fait en 1938 en Autriche et Tchécoslovaquie ». On peut à cet égard s'interroger sur l'efficacité de ce canevas propagandiste auprès des militants socialistes français qui, dans leur grande majorité, étaient davantage sensibles au sort réservé aux sociaux-démocrates en RDA et en Tchécoslovaquie. Symbole de la « juste guerre », Charles Tillon met une nouvelle fois en exergue l'« Appel du dix juillet » (dont on célèbre le dixième anniversaire) afin, cette fois-ci, de faire ressortir la similitude de situation entre la situation française de 1940 et celle du peuple coréen de 1950[7]. Enfin, les « leçons de l'histoire » n'interdisent pas la prospective. Et de fait, malgré l'erreur de pronostic concernant l'issue militaire, l'un des enjeux majeurs du conflit est assez rapidement

4. *Ibid.*
5. La référence renvoie au faux-pas soviétique consistant à déserter le Conseil de sécurité, tactique qui permit aux États-Unis de couvrir leur riposte du manteau de l'ONU.
6. Décisions du Bureau politique, 30 juin 1950.
7. Tillon (Charles), « Dix ans après l'Appel du 10 juillet 1940 », *L'Humanité*, 11 juillet 1950.

cerné : « Les agresseurs américains spéculent sur leur défaite en Corée pour réarmer le Japon et l'Allemagne de l'Ouest. »[8]

Le PCF reçoit le renfort des Combattants de la paix et de la liberté, qui se focalisent immédiatement sur le *jus in bello*, s'en prenant aux bombardements américains sur les villes ouvertes, entrepris (et c'est là qu'intervient la notion de *guerre juste*) « parce que le peuple coréen conquiert son indépendance en chassant les envahisseurs qui, derrière une ligne de démarcation, avaient installé la corruption et la terreur »[9]. Et, conformément aux décisions demandant de ne « rien laisser passer » et de ne pas se dérober aux assauts de l'adversaire, on entend répliquer vertement aux caricaturistes de *Franc-Tireur* et de *L'Aurore* qui croient plaisant de dessiner des colombes sur les chars soviétiques en marche vers le Sud de la péninsule :

> *« Les Combattants de la paix, s'ils luttent de toutes leurs forces pour empêcher la catastrophe ne sont pas décidés à se laisser asservir... Lorsqu'ils sont attaqués, ils se défendent, avec des tanks s'il le faut. »*[10]

La prise de position des Combattants visait à sensibiliser aux horreurs du seul adversaire au nom de valeurs universelles. L'attitude empruntait à la propagande de 1914, déjà fondée sur la mise de l'adversaire au ban de l'humanité et donc sur la supériorité de la civilisation nationale, elle-même jugée plus conforme aux valeurs susdites. Elle revisitait également celle de la Seconde Guerre, axée sur la supériorité politico-morale de la démocratie sur le fascisme. On la retrouvera deux décennies plus tard lorsque la deuxième guerre d'Indochine verra les alliés des communistes mettre sur pied des « procès publics », dont le premier aurait dû voir le jour en 1950 pour juger « tous ceux qui se sont prononcés pour le plein emploi des moyens de destruction massive »[11], mais qui, à notre connaissance, n'eut pas lieu.

---

8. Décision du Secrétariat, 24 juillet 1950.
9. *L'Humanité*, 7 juillet 1950.
10. *L'Humanité*, 10 juillet 1950.
11. Décisions du Secrétariat, 24 juillet 1950.

Quoique sans équivoque quant à l'identité de l'agresseur, la prise de position des Combattants va bientôt devoir être corrigée. Des oppositions se sont-elles manifestées, ou bien a-t-on jugé plus efficace de ne pas se polariser sur la question du primo-attaquant, attitude signalant l'engagement aux côtés de l'une des parties combattantes ? Toujours est-il que celle-ci n'est pas mentionnée dans la motion du Bureau consacrée à la Corée[12], et que la Commission permanente des Combattants explique que le choix n'est pas « entre la victoire par les armes de l'un ou l'autre camp » mais de « s'unir pour la victoire de la paix »[13]. L'effort principal porté par la branche pacifiste du Mouvement communiste est clairement identifié : il s'agit avant tout de mettre en garde les masses contre le « terrible danger de généralisation »[14] dont est gros le conflit.

Les communistes ont, en effet, parfaitement perçu les deux tranchants de la « quasi-panique »[15] qui saisit une large part de la population française lors des avancées nord-coréennes puis chinoises de l'été et de l'hiver. Si la crainte de la supériorité terrestre soviétique est (de leur point de vue) mauvaise conseillère puisque incitatrice aux sacrifices fiscaux, elle peut aussi insuffler une salutaire paralysie de l'esprit de défense. D'où l'intérêt qu'ils accordent[16] à l'article de Maurice Duverger dans lequel ce dernier, tout en dénonçant « les imbécillités répandues par l'Appel de Stockholm », évoque l'« Europe angoissée » qui se demande « s'il lui faudra subir elle-même de nouveau le cycle infernal : invasion-occupation-débarquement-libération » et se trouve menacée du « vrai mal » qui n'est « pas la bombe mais la guerre »[17]. Ce climat particulier est rapidement sorti des mémoires, comme le déplorera Raymond Aron dans son article du 21 février 1952. Subsiste pourtant le témoignage littéraire de Simone de Beauvoir, qui note que « les gens attendaient d'un jour à l'autre l'Armée rouge, puis les bombes »[18] avant de dépeindre le malaise

12. *Action*, 26 août 1950.
13. *Action*, 4 septembre 1950.
14. *Action*, 26 août 1950.
15. L'expression est employée par Raymond Aron *in* « Après les débats de Bonn et de Paris. Le double dialogue », *Le Figaro*, 21 février 1952.
16. Décisions du Secrétariat, 17 juillet 1950.
17. *Le Monde*, 14 juillet 1950.
18. Beauvoir (Simone de), *La Force des choses*, Gallimard, 1963, p. 244.

d'une certaine intelligentsia, envisageant le repli vers l'Amérique honnie pour « fuir un régime où, en dépit de tout, s'incarnait le socialisme »[19]. Les préfets font état pour leur part de débuts de constitutions de réserves alimentaires, sans toutefois déplorer de rupture de stocks[20]. Prenant acte des réactions ironiques à l'égard de la grande puissance d'outre-Atlantique bousculée par les communistes coréens, ils apprécient dans un second temps que le retournement de situation ait renforcé la confiance à l'égard de l'OTAN[21] et prennent acte des attentes, parfois contradictoires de leurs concitoyens :

> *« Tous ceux qui redoutent l'invasion communiste ne manquent pas de critiquer vivement la lenteur avec laquelle s'élaborent les accords entre les nations menacées et acceptent difficilement les conceptions américaines d'une réorganisation des armées de chaque nation, selon un effort fixé à l'avance avant toute implantation en Europe d'une trentaine de divisions américaines. »*[22]

Quant aux Renseignements généraux, ils ont observé pendant l'été une véritable « psychose en France où beaucoup se demandent si la dénonciation du pacte Atlantique ne détournerait pas la menace de l'Armée rouge »[23]. Cette réaction est également décelée par le consul britannique à Lyon qui croit même pouvoir constater chez certaines notabilités des adhésions de précaution aux courants avancés[24]. Chez les progressistes, précisément, Pierre Cot excelle dans l'art d'alimenter les craintes. Selon lui, si la France « s'embarquait derrière l'Amérique », elle serait la proie d'un double fléau. Non contente d'être entraînée, en cas de conflit, dans la catastrophe occidentale (occupation par l'Armée rouge « au bout de trois jours, de dix jours... », suivie d'une reconquête atomique américaine), elle devrait de surcroît endurer les affres de la

19. *Ibid.*, p. 252.
20. Par exemple, rapport du préfet de Seine-inférieure, 18 août 1950.
21. Rapport du préfet de Seine-inférieure, 6 octobre 1950.
22. Rapport du préfet de Seine-inférieure, août 1950.
23. *Le PCF en septembre 1950.*
24. *Report on the subject of Communist influence in the Lyons region* par Sir Robert Parr, consul général, 19 septembre 1950.

guerre civile[25]... du fait, précisément, de la coopération avec l'Armée rouge prônée, en février 1949, par Maurice Thorez.

À double tranchant

Jouer avec les nerfs de l'adversaire ne dispense pas de veiller au moral de ses propres troupes. Celles-ci n'échappent pas aux questions que se pose l'ennemi, à commencer par celles portant sur l'attitude réservée de l'Union soviétique. Le Secrétariat est donc soucieux de bien « montrer la différence entre la non-intervention de Léon Blum en Espagne et l'attitude actuelle de l'URSS en Corée »[26]. Il est vrai que ce type de distinction est relativement aisé à établir lorsque l'avance nord-coréenne semble irrésistible. Après la réussite du débarquement américain à Inchon, les interrogations affluent. Les sources policières font ainsi état du désarroi des militants, surpris par la modération soviétique alors qu'ils étaient « en butte à l'idée selon laquelle l'Armée rouge ne resterait pas l'arme au pied face à un écrasement des communistes par la réaction »[27]. On veut pour preuve de cette surprise le courrier massif (le rapport parle de 2 500 lettres) reçu par la fédération de Paris et faisant part de « la stupeur des foules communistes devant la passivité de Moscou ». Cette analyse pourrait être confirmée par la parution d'un article de Jeannette Vermeersch faisant état du malaise en termes non équivoques :

> *« À l'assemblée des femmes communistes de la Seine une camarade avait indiqué que dans sa cellule un membre du Parti avait posé la question suivante : "Pourquoi l'Armée rouge ne vient-elle pas au secours du peuple coréen ?" Mais, camarades, si l'Armée rouge intervenait, c'est la guerre mondiale ! »*[28]

Un rapport des Renseignements généraux croit pouvoir préciser que la question a fait l'objet d'une mise au point de Maurice Thorez lors du

25. *Première conférence de l'Union progressiste*, 9 décembre 1950.
26. Décisions du Secrétariat, 10 juillet 1950.
27. *Le PCF en septembre 1950.*
28. *L'Humanité*, 23 septembre 1950.

Comité central initialement prévu le 27 et qui fut retardé au 29 septembre. On y évoque également la tension très forte qui pesa lors de ces journées sur le Secrétaire général, confronté à des interrogations dont Cogniot s'était fait l'interprète. Notons ici que Thorez fut victime le 10 octobre de l'attaque qui le conduisit, le 12 novembre, à se rendre en URSS où il demeura pendant le restant de l'ère stalinienne, sans que l'on puisse pour autant établir avec certitude de lien entre ladite attaque et la pression qui s'est exercée sur lui. Quoi qu'il en soit, il fut décidé de donner toute la publicité souhaitable au rapport de Maurice Thorez « pour développer et gagner la bataille de la paix », issu de son intervention devant le Comité central à une heure où le revers enregistré par les communistes coréens ne pouvait plus faire de doute. Il fallait s'inscrire dans la durée et privilégier la lutte contre la « tendance à la fatalité de la guerre ». On ne pouvait pas négliger pour autant des attentes qui, loin d'être la simple expression d'un millénarisme basiste étaient également distillées au cœur de l'appareil. Victor Leduc évoque ainsi les rumeurs bruissant dans les couloirs du « 44 » à partir de juin 1950 et selon lesquelles « l'Armée rouge ne va pas tarder à trancher par d'autres moyens les difficultés politiques ». Et de commenter : « Réels ou imaginaires, de tels propos contribuent à créer le climat dans lequel se développe notre activité. »[29]

L'intervention des « volontaires chinois » ne pouvait pas constituer un substitut équivalent à l'engagement soviétique. Pour une part, du fait de son caractère non officiel qui interdisait à *L'Humanité* de se faire l'écho de l'extensive définition maoïste du volontariat. Mais surtout, l'identification aux combattants asiatiques ne pouvait être de même nature que celle qui aurait résulté de l'engagement des vainqueurs de Stalingrad contre les hommes de MacArthur. On se borna donc à rappeler la glorieuse « tradition du volontariat pour la défense des libertés et de l'indépendance »[30] mais les Brigades internationales n'étaient alors guère en odeur de sainteté à Moscou… Sauf erreur, les seuls volontaires français présents sur le terrain combattirent contre le communisme. Nous ignorons en effet s'il y eut, côté soviétique, des demandes similaires à celles signalées par l'ambassade américaine à Paris qui aurait enregistré

29. Leduc (Victor), *Les tribulations d'un idéologue*, *op. cit.*, p. 120.
30. Décisions du Secrétariat, 6 novembre 1950.

plusieurs dizaines de candidatures à un engagement dans les forces armées des États-Unis[31]. De tout ceci découlait une série de prises de position peu offensives, comme si le PCF avait affaire en la circonstance à une ressource politique aux effets pervers. Non seulement la question coréenne demeurait hors de portée de son intervention, mais encore était-elle d'un faible rendement. Qui plus est, elle se révélait susceptible de produire des chocs en retour dommageables à la cohésion du Parti, ce dernier ne devant surtout pas « laisser s'accréditer l'idée que la politique de paix de l'URSS serait la conséquence de la politique d'armement à outrance des fauteurs de guerre »[32].

Dès lors la propagande du PCF donne l'impression d'être à la traîne de l'adversaire. Le 11 août, les décisions du Bureau politique le déplorent : « Nous n'avons pas réagi suffisamment à la campagne ennemie de “contre-vérité” ». L'attitude communiste tranche ici avec l'agressivité et l'esprit d'initiative manifestés dans la question indochinoise. On ne peut se permettre les menaces ouvertes proférées par la presse de RDA à l'encontre de la classe dirigeante ouest-allemande à l'été 1950[33]. Conscient de l'inquiétude ambiante, le PCF invite ses militants à « poser la question : qui menace la France ? Et démontrer que ce n'est pas l'URSS mais bien les impérialistes américains »[34]. La première campagne centrale (affiche et tract) ne fait l'objet d'une décision qu'un mois après l'ouverture des hostilités, la mission s'avérant essentiellement défensive puisque l'on demande à la presse du Parti de « revenir sans cesse » sur « qui a été et reste l'agresseur en Corée ». *Ce Soir* est tout particulièrement invité à ne pas « se contenter d'exagérer les succès militaires de la Corée sans appeler à l'action contre les agresseurs ». Fajon doit d'ailleurs « converser » sur ce point avec Pierre Daix, responsable de la ligne éditoriale du quotidien[35]. Les raisons furent certainement autant d'ordre policier que politique, qui présidèrent à la décision du Secrétariat

31. *Cf.* Rigoulot (Pierre), *La guerre de Corée (1950-1953). Images et implications politiques en France*, DEA, École des Hautes études en sciences sociales, 1990, p. 43.
32. Décision du Bureau politique, 19 juillet 1951.
33. R. Aron, « Qui gagne la guerre froide ? I. La cristallisation des fronts », *Le Figaro*, 22 août 1952.
34. Décisions du Secrétariat, 16 août 1950.
35. Décisions du Secrétariat, 28 août 1950.

du 16 octobre 1950 demandant de « n'accepter aucune adhésion d'Américain au Parti, écarter des rangs du Parti tous les Américains qui s'y trouvent et leur retirer leur carte d'adhérent. Communiquer spécialement cette décision dans les fédérations où il y a des facultés ». Mais globalement, la consigne est simple. Elle est prise le jour même où Séoul tombe à la suite de l'offensive chinoise : « Développer le courant anti-américain en mettant toujours plus en lumière les atrocités commises en Corée. »[36] La haine contre la barbarie américaine est ainsi capitalisée en vue des affrontements qui auront pour but de rendre inefficace la composante française de l'Alliance atlantique. D'où le recours à des souffrances mémorielles qui avaient jusqu'alors d'autant moins droit de cité que la dénonciation des raids aériens anglo-saxons avait été l'un des leitmotivs de la propagande collaborationniste[37]. La presse communiste est donc invitée à « dénoncer les bombardements terroristes, rappeler ceux que les Américains accomplirent en France »[38]. Il s'agit de présenter la Corée comme un champ de manœuvre laissant mal augurer de l'attitude yankee en cas de guerre en Europe : rejetés à la mer par l'Armée rouge, les Américains n'hésiteraient pas à déployer leurs tapis de bombes sur nos vieilles cités, à l'instar de ce qu'ils étaient supposés avoir fait à Séoul lors de la débâcle de l'été 1950. L'arme était à double tranchant, comme le comprit Maurice Thorez, qui invita Pierre Daix à garder la mesure dans le maniement de l'épouvantail américain[39]. Sans doute Truman pouvait-il précipiter le monde dans la guerre, en cas d'intervention contre la Chine, mais l'arme de la terreur, lui expliqua-t-il, ne doit pas se retourner contre le « camp de la paix ». Ce dernier n'était-il pas, après tout, fort d'un milliard d'hommes ?[40]

---

36. Décisions du Secrétariat, 5 janvier 1951.
37. Voir le « Manifeste des intellectuels français contre les crimes britanniques » publié le 9 mars 1942 par le *Petit Parisien*, quelques jours après le bombardement de Boulogne-Billancourt, et reproduit *in* Sirinelli (Jean-François), *Intellectuels et passions françaises, op. cit.*, p. 137-139.
38. Décisions du Secrétariat, 7 août 1950.
39. On voit apparaître – mais sans exploitation systématique – le thème de l'arme monstrueuse (le « sable de mort ») dans *Démocratie nouvelle* de décembre 1950.
40. Daix (Pierre), *J'ai cru au matin, op. cit.*, p. 255.

Sur les arrières de l'ennemi[41]

Un front secondaire

Cette propension à ne jamais perdre de vue la corrélation globale des forces va de pair avec la capacité communiste à s'engager sur des fronts en apparence mineurs. Comparativement au conflit qui ébranle l'Asie, celui qui passe à l'intérieur de la France est voué à demeurer secondaire en raison d'une faible implication de Paris dans les opérations. L'attitude française ne semble rien devoir à la crise ministérielle dans laquelle est plongé le pays lors du déclenchement des opérations, mais correspond à l'impossibilité pour les forces armées françaises de tenir un troisième front alors que ceux d'Europe et l'Indochine sont déjà suffisamment dégarnis. En un sens, comme le PCF, le gouvernement français se dérobe quelque peu, y compris en refusant les interpellations à l'Assemblée nationale après avoir envoyé sur place, après plusieurs semaines, un unique aviso, d'ailleurs immédiatement sommé de regagner ses pénates par communistes et progressistes. Le seul bataillon français engagé dans le cadre des Nations unies, composé de personnels volontaires, ne se prêtera guère à une quelconque action « anti ». Aussi, pour exiger son rapatriement[42], la presse du Parti s'autorise-t-elle les titres sur « la nouvelle LVF en Corée »[43], qualificatif qui n'est pas décerné au corps expéditionnaire d'Indochine, pourtant lui aussi affronté à un État reconnu comme membre de la communauté socialiste en expansion. L'impact de cette stigmatisation était de toute façon limité, tant l'assimilation au nazisme est alors monnaie courante de l'*agitprop*. Sans davantage de conséquence, l'interpellation du gouvernement, œuvre le 24 août de Raymond Guyot, était pourtant inévitable. Le vétéran du travail « anti », reprenant une argumentation déjà rôdée par Thorez jugea la décision française « en complète contradiction avec les termes de la Constitution de

41. Nous empruntons la formule à Annie Kriegel, qui intitule ainsi l'un des chapitres de *Ce que j'ai cru comprendre*, Robert Laffont, 1991, dans lequel elle fait part de son expérience militante lors de la période couverte par notre étude.
42. Décision du Secrétariat, 23 octobre 1950.
43. *L'Humanité*, 24 octobre 1950.

la République et en entière opposition avec la volonté du peuple d'envoyer des troupes françaises participer à l'agression criminelle américaine contre le peuple de Corée en lutte héroïque pour son unité et son indépendance nationale ». Après avoir ainsi désigné les bourreaux, il relaya à la même tribune les exigences des Partisans de la paix qui, elles, ne mettaient aucun nom sous les acteurs invités à quitter la scène. La France devait ainsi intervenir au Conseil de sécurité pour :

> *« a) La fin de l'intervention coupable en Corée*
> *b) L'arrêt immédiat des bombardements des populations civiles*
> *c) Le retrait rapide de toutes les forces armées étrangères du territoire et des eaux de la Corée.*[44] *»*

Ces explications furent complétées par celles du conseiller communiste de l'Union française Élie Mignot qui plaida la thèse de la « légitime défense » nord-coréenne tout en expliquant à ses collègues que « même s'il en était autrement », un peuple qui lutte par les armes en vue de faire prendre fin à un régime injuste est toujours justifié dans son action, mêlant ainsi en un condensé exemplaire références au droit international et tradition révolutionnaire française. Au total, les services chargés d'analyser l'action entreprise contre la participation française à l'affaire coréenne n'ont guère d'éléments pour nourrir leur rapport. Outre quelques motions d'entreprises féminines portées le 24 août par l'UFF à la présidence du Conseil et de brèves rumeurs de création de Brigades internationales colportées par la presse anglo-saxonne, ils n'ont à porter à l'attention de leurs supérieurs que les prises de position attendues de la CGT. Dès le 4 juillet, la Confédération avait appelé à « agir pour qu'aucun bateau, aucun soldat, aucune arme ne soient envoyés en Corée par le gouvernement français »[45]. En raison de la ligne de conduite adoptée par ce dernier, la menace devait rester lettre morte et la CGT égrena les résolutions dans lesquelles elle distinguait (tout en les associant) la lutte « contre la guerre impérialiste en Corée » de celle menée « contre la guerre coloniale en Indochine ». Mais l'initiative la plus importante (pour la CGT, à défaut de l'être pour l'action contre la guerre) fut en la

44. Rappelons que nous sommes là *avant* l'intervention des volontaires chinois.
45. *Le Monde*, 5 juillet 1950.

matière le « programme confédéral pour une économie de paix » présenté les 11 et 12 octobre 1950[46]. Son auteur, Pierre Le Brun, issu des « jeunes-turcs » du parti radical et exclu de ce dernier en 1946 avec Pierre Cot, faisait officiellement partie de la majorité « non communiste » du Bureau confédéral. Il avait en réalité adhéré secrètement au PCF[47]. Le texte développait le thème de la corrélation entre dépenses de guerre et misère nationale et faisait miroiter les dividendes de la paix dans les secteurs de la consommation et de l'équipement. La démarche eut des prolongements notables, les services spécialisés de la confédération allant assez loin dans un domaine prometteur à une époque de planification, et notamment dans la recherche de l'unité syndicale. L'abandon du thème au lendemain de la mort de Staline et de l'éclaircie internationale consécutive montre à l'envi que la conjoncture avait largement présidé au feu vert d'un PCF qui s'empressera, lorsque la « lutte pour la paix » revêtira un caractère d'urgence moins affirmé, de revendiquer la priorité partisane en matière d'« économie dirigée »[48].

La guerre en Corée, problème à traiter en soi (et notamment lorsqu'elle brouille l'image pacifiste patiemment construite par les communistes) est aussi un tremplin permettant de faire progresser des dossiers majeurs. La Corée est à l'évidence d'un faible concours lorsqu'il s'agit de réagir au passage à dix-huit mois du service militaire. Le meeting du 17 septembre 1950, malgré la présence de Thorez, n'a pas rencontré le succès escompté. Un comité « contre le rabiot » n'a pas permis au PCF d'autres concours que ceux, traditionnellement acquis, de leurs alliés progressistes[49]. Le conflit apparaît davantage utilisable en tant que préfiguration de la condition française sous occupation américaine :

> *« Ce que Bradley est venu chercher à Paris, c'est une armée de cipayes solidement tenue, comme en Corée, par un corps d'officiers américains.*

46. Labbé (Dominique), « Entretien avec Marcel Dufriche », *Communisme*, n° 45/46, 1996.
47. Buton (Philippe), « L'entretien Frachon/Souslov », *Communisme*, n° 35-37, 1994.
48. D. Labbé, art. cit., p. 74.
49. *Le PCF en octobre 1950.*

Les pertes seront énormes pour les indigènes [...] Il s'agit de recruter une masse d'infanterie rapidement équipée, solidement encadrée, destinée à être jetée dans une offensive que déclencherait l'aviation atomique... »[50]

L'exemple coréen procure le sas indispensable à la transformation de l'image du GI de Normandie en celle du SS dont on annonce le retour sur le sol national sous les plis de la bannière étoilée. La transmutation est opérée, si l'on en croit Jean-Pierre Chabrol, au printemps 1951, date à laquelle « le nouvel occupant se conduit d'une façon qui rappelle à la population les noirs souvenirs de 1940-1944 »[51]. Le Yankee, non content de raviver les souffrances des victimes de sa propre guerre aérienne, cumule dès lors le redoutable privilège de réactiver également les traumatismes mémoriels infligés par les Allemands. Ce qui, somme toute, permettait d'estomper la réalité de l'alliance franco-américaine du temps de guerre pour créer une mythique solidarité franco-soviétique face à l'union entre capitalistes anglo-saxons et nazis d'hier et d'aujourd'hui. La situation coréenne autorise donc toutes les projections habituellement de mise sur les objets mal identifiés. Mais son intérêt principal, en termes de réinvestissement sur les théâtres prioritaires, est ailleurs : il s'agit de montrer que le non-emploi de l'arme nucléaire par l'Amérique est le fruit direct des efforts déployés depuis le lancement de l'Appel de Stockholm. S'inscrivant dans une longue tradition consistant à attribuer aux efforts des masses les décisions de l'adversaire considérées comme des « reculs », le thème est mis en avant dès le mois de juillet[52]. Il réapparaît au premier plan à la suite de l'intervention chinoise et de la déclaration de Truman du 30 novembre 1950 n'écartant pas l'hypothèse de l'emploi de la bombe atomique. Les propos du Président américain sont alors immédiatement qualifiés d'« affirmation d'utiliser la bombe A »[53] afin de mieux montrer, quelques jours plus tard, que l'action a, une fois de plus, payé[54]. Ce dont se félicitent à leur tour sur le mode humanitariste qui

50. Pierre Courtade, « La France nouvelle Corée », *Démocratie nouvelle*, juillet 1951.
51. *L'Humanité*, 30 avril 1951.
52. Décisions du Bureau politique, 20 juillet 1950.
53. Décisions du Bureau politique, 1er décembre 1950.
54. Décisions du Secrétariat, 4 décembre 1950.

est alors le leur, les Combattants de la paix. Décidément, « la guerre atomique a reculé parce que 500 millions d'hommes et de femmes ont exprimé les exigences de la conscience universelle »[55].

Le Corps expéditionnaire : nouvelle LVF ?

Le limogeage de MacArthur est donc, dans cette optique, considéré comme un grand « succès des forces de paix »[56]. Et ce n'est pas le moindre des paradoxes de cette lutte contre la guerre menée par l'Occident en Asie que le ton soit davantage à l'allégresse là où – en Corée – les avancées du camp socialiste sont contenues, alors que les accents sont moins triomphalistes à propos d'un théâtre (l'Indochine) où la situation de l'« impérialisme » se dégrade de jour en jour. Il est vrai que la chronique communiste de la première guerre du Vietnam est souvent empreinte d'une déploration patriotique face à une situation jugée sans issue. Sans doute, l'internationalisme prolétarien n'est-il jamais oublié, même s'il s'organise dans le cadre de l'empire français : le travail en direction des Nord-Africains présents en Extrême-Orient est ainsi organisé à l'initiative du PCF, en liaison avec les partis maghrébins concernés[57]. Et à la base, le Corps expéditionnaire français n'en attirait pas moins l'hostilité militante. La violence de ces sentiments est illustrée par l'agression dont fut victime, de la part des Jeunes communistes de Marseille, un convoi d'aveugles de guerre retour d'Indochine ainsi que le rappelait Jacques Chancel sur France-Culture le 17 août 2003. Mais le Parti s'efforce de se présenter comme soucieux de ménager la vie des hommes, même s'il s'agit de professionnels. Si la propagande assimile CEF et LVF, il est de fait peu probable qu'un tel intérêt aurait été porté pendant la Seconde Guerre à des membres de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme, notamment en matière d'échange de prisonniers. Le PCF veut en effet tirer le bénéfice d'une proposition en ce sens d'Ho-Chi-Minh « si les organisations populaires françaises lui en faisaient la demande ». Le sort

55. *Action*, 15 janvier 1951.
56. Décisions du Bureau politique, 13 avril 1951.
57. Décisions du Bureau politique, 6 juillet 1950.

réservé aux prisonniers de guerre et aux Français internés par les communistes vietnamiens constitue dès lors l'un des aspects de la propagande diffusée par le PCF au retour de Léo Figuères, membre du Comité central, qui séjourna au Vietnam du Nord d'avril à juin 1950. La coïncidence entre l'offensive nord-coréenne et le début de la campagne valut à Figuères maintes promesses de « douze balles dans la peau », d'ailleurs non suivies d'effet. L'opération, immédiatement perçue comme telle par les autorités, vise à placer le gouvernement français dans une situation délicate : accepter, c'est octroyer au PCF un crédit humanitaire d'un montant élevé. Refuser, c'est susciter la colère des familles et, au-delà, d'une fraction de l'opinion[58]. L'enjeu n'est pas négligeable à l'heure où les frayeurs occasionnées par la guerre coréenne viennent assombrir une perception déjà peu optimiste du conflit indochinois.

L'opinion publique ne considère pas la guerre d'Indochine comme l'un de ses principaux sujets de préoccupation. Dans les sondages, la Corée est plus volontiers citée, aux côtés des questions de politique intérieure et d'économie. La propagande du PCF « contre la guerre au Vietnam » en direction de la population française s'enrichit, pendant la guerre de Corée, du thème de l'internationalisation du conflit, même si cela doit brouiller la dimension colonialiste de la « sale guerre ». En août, l'Union des femmes françaises établit la continuité entre les théâtres d'opération avec son affiche : « Jamais vous n'aurez nos maris et nos fils pour faire la guerre à aucun pays, pas plus au peuple de Corée qu'à celui du Vietnam ou de l'Union soviétique. » De même, le mémorandum français sur les « nations atlantiques » dont un passage relatif à l'Indochine soutient que la France y mène un combat « dans l'intérêt commun » est retourné par le PCF sous la forme : « Nos soldats tombent pour une cause étrangère. »[59] Les attaques contre la barbarie coloniale sont ainsi davantage assorties de commisération à l'égard des hommes du Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient. Un exemple de la campagne destinée, avant la guerre de Corée, à dénoncer les méfaits du CEFEO est fourni par une brochure de l'Union des femmes françaises de 1949 intitulée *Les femmes vietnamiennes ont bien mérité de leur peuple, de*

58. *L'activité du PCF en août 1950.*
59. *Ibid.*

leur patrie, de la paix dans laquelle on fête, au Vietnam « républicain », le mariage de six jeunes patriotes et de six héroïques mutilés. La nuit, on y dort portes ouvertes en toute sécurité. En face, la zone française où la soldatesque a pour consigne de violer les religieuses et d'étriper les femmes enceintes. Sur place, l'essentiel de l'effort porta sur les personnels détenus par le Viet-Minh, dont le nombre s'était notablement accru à la suite des défaites enregistrées lors de l'évacuation des frontières avec la Chine[60]. Deux responsables du PCF, « Roland » et « André » succédèrent à Figuères auprès des communistes vietnamiens. La modification qu'ils suggérèrent dans l'intitulé de la presse destinée aux prisonniers français éclaire sur la nature des conseils prodigués : de *Frères d'Armes* à *Paix et rapatriement*, le cheminement tactique, de la fraternisation élitiste à la démoralisation de masse, était clairement indiqué. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres : le Corps expéditionnaire reste relativement hors d'atteinte et le Parti doit se contenter de faire porter son effort sur les maillons les plus faibles, à commencer par les troupes musulmanes d'Afrique du Nord, à propos desquelles le PC d'Algérie est régulièrement sollicité[61] pour freiner les recrutements, l'essentiel du travail se déroulant de toute façon hors du champ d'intervention des communistes européens ou africains. Sans doute, le contingent n'est-il pas totalement exclu de la guerre dans la mesure où les volontaires pouvaient participer aux opérations, d'où découlaient des propagandes contraires de l'état-major et du PCF vis-à-vis du public concerné. Mais la faiblesse de l'intérêt manifesté par l'opinion[62] – et donc, par les appelés – constituait pour le Parti une garantie plus importante contre une éventuelle ferveur patriotique et/ou antitotalitaire du contingent. Tout aussi marginale, ne serait-ce qu'en raison des problèmes logistiques à surmonter, la collecte de médicaments en faveur

60. La polémique intervenue en 1991 à propos de l'historien Georges Boudarel, à l'époque communiste et adjoint au camp 113 mériterait bien une recherche spécifique. En attendant, *cf.* Boudarel (Georges), *Autobiographie*, J. Bertoin, 1991 ; Charuel (Marc), *L'affaire Boudarel*, Éditions du Rocher, 1991 ; Dumet (François), « Le cas Boudarel : itinéraire d'un anticolonialiste », *L'Histoire*, n° 144, mai 1991.

61. Voir par exemple les décisions du Secrétariat, 27 novembre 1950.

62. Ruscio (Alain), « L'opinion française et la guerre d'Indochine (1945-1954). Sondages et témoignages », *Vingtième siècle*, n° 29, 1991.

de l'« armée démocratique vietnamienne »[63] n'en est pas moins utile à qui souhaite appréhender à sa juste valeur (on ne saurait manifester aux cris de « des canons pour le Vietnam » comme on l'a fait pour l'Espagne en 1936) l'ampleur de l'effort internationaliste du PCF. L'initiative suppose d'ailleurs, pour être pleinement appréciée, qu'on la mette en parallèle avec les réprimandes adressées aux municipalités tenues par le Parti et qui se sont chargées de l'expédition de mandats et de colis aux soldats du corps expéditionnaire[64]. Cet appui à des forces armées (d'États non reconnus comme tels...) contre lesquelles des citoyens français sont engagés prend-il la forme d'une mise en scène hagiographique des combattants communistes dans les publications du parti destinées à la jeunesse ? Nous ne l'avons pas vérifié à propos de l'Indochine. Par contre, le pas semble avoir été franchi en ce qui concerne l'Armée rouge chinoise qui, en Corée, ne distinguait pourtant pas dans ses cibles entre les Américains et leurs alliés. En 1984, Jean-Michel Charlier rappellera à l'occasion de la réédition de la série *Buck Danny* qu'il avait été convoqué à l'époque par la Commission des publications destinées à la jeunesse pour ses séries de *Spirou* « Avions sans pilotes » et « Ciel de Corée », pro-américaines et dont les albums furent interdits à la vente en France jusqu'en 1969. Il avait alors demandé pourquoi l'interdiction qui lui fut signifiée ne s'appliquait pas à certaines séries de la presse enfantine contrôlée par le PCF. Selon son témoignage, aux yeux des autorités « ce qui était tolérable d'un magazine français ne l'était pas d'un hebdo publié en Belgique ». Tel était le cas de *Spirou*. Mais l'apologie de forces armées engagées contre les troupes françaises ne pouvait qu'être discrète. Sans même parler des réticences que pouvaient avoir certains militants à salir le drapeau, le Parti marche sur des œufs, en fonction de considérations dans lesquelles le politique et le juridique sont inextricablement mêlées :

> *« Ne pas donner d'armes à l'adversaire. Dans toute notre presse, être très attentif à la forme donnée à nos informations ainsi qu'à la publication de certaines photographies. »*[65]

63. Décisions du Secrétariat, 26 décembre 1950.
64. Décisions du Secrétariat, 4 décembre 1950.
65. Décisions du Secrétariat, 23 mai 1950.

En définitive, plutôt que de se créditer abusivement d'un impact décisif sur les événements d'Extrême-Orient, le PCF en vient à miser sur l'évolution des opérations elles-mêmes afin d'en tirer profit sur le plan intérieur. Les déboires essuyés par le Corps expéditionnaire dans la bataille des frontières sont ainsi considérés comme autant de coups portés à la cohésion des majorités gouvernementales de la IVe République. Le PCF enregistre dès lors avec une satisfaction discrète les prises de position favorables au repli européen, à l'image de celle de Pierre Mendès France ou de François Mitterrand. Il se prend un temps à mettre ses espoirs dans une nouvelle affaire de Langson, du moins si l'on en croit le rapport des RG du 6 novembre 1950 où l'on rappelle que « l'époque de Jules Ferry ignorait le Kominform ». L'espoir est bientôt déçu : après le reflux de la déferlante vietminh qui avait accompagné, en janvier 1951, l'offensive communiste, le PCF accuse le coup face à la reprise en mains de l'état-major français. C'est en effet le 19 avril 1951 que le général Jean De Lattre de Tassigny prononce à Vinh Yen, là où l'assaut vietminh fut brisé par ses hommes, l'un de ses discours les plus caractéristiques de sa volonté de vietnamiser la guerre (« je suis venu ici pour accomplir votre indépendance, et non pour la limiter ») en galvanisant le nationalisme anti-communiste[66]. Qui plus est, le « roi Jean » est doté d'un solide passé anti-allemand. Certes, ces antécédents ne sauraient constituer en eux-mêmes (on l'a vu à propos du général de Gaulle) une protection. Mais le prestige du chef n'est pas terni par l'activité politique et constitue de ce fait un inconvénient non négligeable pour les polémistes du Parti. Lorsque viendra l'heure de l'autocritique, au printemps 1952, Monmousseau déplorera le suivisme du Parti par rapport aux initiatives du haut-commissaire, entre-temps disparu[67].

Il faut sans doute résister à la tentation de balayer, sous prétexte d'inefficacité, l'importance de l'activisme communiste sur le territoire métropolitain. Ne serait-ce que parce qu'il contribua à renforcer le sentiment d'abandon et de trahison de nombre d'officiers français qui se jurèrent,

66. Le texte en est reproduit *in* Salan (Raoul), *Mémoires*, t. 2, Presses de la Cité, 1971, p. 454-459.

67. *Les Cahiers d'Histoire sociale*, n° 2, 1991, p. 166. La remarque de Monmousseau est émise lors du BP du 11 avril 1952. De Lattre est mort le 11 janvier de la même année.

en Algérie, de ne pas perdre une nouvelle guerre révolutionnaire[68] : rappelons que la surestimation de certains facteurs par les agents historiques implique (l'exemple du « danger fasciste » de février 1934 est un classique du genre) l'attention scrupuleuse de l'historien à leur égard. Il n'en reste pas moins qu'on peut légitimement estimer que certains types d'action nous en apprennent davantage sur la culture communiste qu'ils ne révèlent la puissance de pénétration des thèmes kominformiens dans la société française. Tel est à l'évidence le cas de la formidable campagne menée en défense d'Henri Martin[69]. Le soutien aux personnes détenues en raison de leur appui aux communistes vietnamiens se développe à l'été 1950, au lendemain de l'agression nord-coréenne. Il ne saurait être réduit à une manœuvre de diversion, même si cette dimension ne peut être exclue dans la mesure où l'opinion s'émeut davantage de la situation en Corée que des événements indochinois. Cette campagne répond largement à une nécessité interne, dans la mesure où le Parti ne peut abandonner ses militants emprisonnés. Le nombre de ces derniers s'est en effet accru depuis la multiplication des actions « anti-guerre » à l'automne de l'année précédente dont elle constitue le prolongement et auxquelles elle fournit un palliatif. Depuis plusieurs mois, la rubrique « c'est pas d'la soupe c'est du rata » a renoué avec les traditions « gueules de vache » de l'entre-deux-guerres, et le quotidien communiste s'est fait régulièrement l'écho des suites judiciaires de l'arrestation du jeune marin. Initialement (*cf.* par exemple *L'Humanité* du 25 avril 1950), la personnalité d'Henri Martin n'est pas encore mise en avant dans le groupe dit des « marins de Toulon ». Mais le recours en « une » de *L'Humanité*, le 17 juillet 1950, à la signature d'André Marty, ancien leader de la « révolte de la mer Noire » et lui-même officier-technicien traduisait incontestablement un passage à la vitesse supérieure et faisait sortir définitivement le détenu de l'anonymat.

La campagne en faveur des prisonniers, et plus particulièrement celle déclenchée autour d'Henri Martin est bien entendu, au regard de la direction, partie intégrante de la lutte contre l'intervention française en

---

68. *Cf.* Kayanalsis (Nicolas), *La doctrine de la guerre psychologique et la pacification de l'Algérie*, thèse de Doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 1996.
69. Roche (Thomas), *Le militant et le prisonnier. La campagne pour la libération d'Henri Martin (1950-1953)*, Mémoire présenté à l'Institut d'études politiques de Paris, 2001.

Indochine. Elle tend pourtant à se développer, chez de nombreux militants, comme une fin en soi, à tel point que le Parti doit rappeler que les « campagnes contre la répression » sont « inséparables de notre lutte pour la défense de la paix »[70]. Le 30 octobre 1950, le Secrétariat met au premier plan le mot d'ordre de libération d'Henri Martin, que nul automobiliste français n'a pu ignorer et dont quelques vestiges muraux subsistent encore en ce début de siècle. Il semble bien que, par-delà l'organisation systématique de la solidarité par le Parti, la base se soit largement reconnue dans le personnage porté par Henri Martin et reflétant, selon la perspicace analyse de Jean-Paul Sartre, « l'équilibre si rare de l'école laïque et de l'Église, de la fabrique et de la maison, du rationalisme et de la foi, en un mot de la civilisation industrielle et de la culture paysanne »[71]. Depuis que les portraits (littéraires comme picturaux[72]) tissaient harmonieusement virilité patriotique et déni de l'injustice guerrière, nul ne pouvait ignorer que ce jeune résistant avait été volontaire pour combattre le fascisme nippon avant d'être ulcéré par un brigandage colonial jugé fondamentalement contraire aux intérêts français[73]. Il est symptomatique que la journaliste communiste Hélène Parmelin rectifie avec vivacité les propos de ceux qui qualifient Henri Martin de « quartier-maître » alors qu'il a eu accès à un échelon supérieur, celui de « second-maître ». Le choix par le Parti de l'objet de l'héroïsation fut d'autant plus judicieux que le statut d'Henri Martin lui permettait de personnifier deux catégories sociales. Son cas est d'abord supposé illustrer « l'hostilité de nombreux officiers à la guerre du Vietnam », selon les Décisions du Secrétariat du 20 novembre 1950. Sartre, s'il reste discret sur cette face, lui préfère assurément celle de « fils du peuple » (on rééditait cette année-là le *best seller* thorézien) arborant face aux juges un « beau visage de travailleur[74] ». Cette cristallisation de perfections sur les

70. Décisions du Secrétariat, 28 août 1950.
71. Extrait du commentaire de Sartre au recueil *L'affaire Henri Martin*, Gallimard, 1953.
72. Voir par exemple le « Portrait d'Henri Martin » dû à « Julien Sorel » (beau pseudonyme de « fils du peuple », en fait Boris Taslitsky).
73. Marty (André), « La guerre au Vietnam, contraire aux intérêts français », *Cahiers du communisme*, octobre 1951.
74. Parmelin (Hélène), *Un exemple : Henri Martin, second-maître de la Marine*, Comité de Défense Henri Martin, 1951.

traits du second-maître toulonnais méritait un pendant féminin. Ce fut Raymonde Diem, un temps associée (au point de convoler – fictivement – avec son *alter ego* masculin sur une scène de théâtre d'Hanoï en 1956[75]) dans les colères et l'affection militantes, avant d'être graciée par le président Auriol à Noël 1950.

Henri Martin bénéficia donc d'une solidarité partisane beaucoup plus longue et soutenue. Le calendrier militant était pour une part dicté par le rythme propre de la Justice de la IVe République. La relance automnale correspondait également à la prise de conscience des limites de l'action engagée sur les docks et dans les gares lors des derniers mois de 1949 et poursuivie au début de l'année. L'inflation propagandiste de la période signalait d'ailleurs la faiblesse des résultats concrets. On s'en fera une idée à la lecture de *L'Avant-Garde* du 7 décembre 1949 donnant en première page l'information suivante : « Des troupes françaises auraient rejoint les rangs vietnamiens. » La reprise de 1950 coïncidait avec un regain d'intérêt de l'opinion, sollicitée depuis le début de l'été par la guerre de Corée, pour le théâtre indochinois[76]. La campagne fut donc recadrée[77], à l'issue du procès qui, le 19 octobre, vit la condamnation de Martin à cinq ans de détention, en même temps que son collègue de travail, le sympathisant communiste Charles Heimburger. Ce dernier est convaincu de *sabotage* (à la différence de Martin, même si les autorités militaires cèdent à la tentation de l'amalgame), pratique extrêmement sensible aux yeux du PCF. En effet, si la décision du sabotage relève de la simple opportunité tactique pour les dirigeants communistes, l'appel ouvert à cette pratique est traditionnellement euphémisé à usage externe et le PC prend soin de toujours valoriser l'« action de masse » par rapport à la geste « anarchiste » marquée par la recherche de « solutions de caractère individuel »[78]. Mais ces déclarations ne lient aucunement les mains du Parti : de fait, les masses peuvent être elles-mêmes conviées au sabotage en tant que de besoin. L'exemple de la Seconde Guerre mondiale démontre à l'envi qu'il n'existe aucune objection de principe à cette

75. Ruscio (Alain), *op. cit.*, p. 287.
76. Rapport du préfet de Seine-Maritime, novembre 1950.
77. Décisions du Secrétariat, 30 octobre 1950.
78. Jacques Duclos, intervention à la conférence fédérale de la Gironde, *L'Humanité*, 17 mars 1952.

pratique (Lénine parlait de « moyens spéciaux »), à condition que puisse s'exercer le contrôle politique nécessaire. Ni le mot ni la chose n'ont jamais fait peur au PCF, que ce soit dans le cas particulier de la période de la « drôle de guerre »[79] ou lorsque retentissait le « Ohé, saboteur… » du *Chant des Partisans*. Même si son impact mécanique semble faible, l'histoire policière, politique et sociale du sabotage de l'effort de guerre français par le PCF reste à faire[80].

Un patriotisme internationaliste

La guerre d'Indochine prend place à une époque où, même si l'on fait abstraction, dans la question du sabotage, des données culturelles de type *ethos* prolétarien (respect de l'ouvrage, refus du luddisme etc.), le Parti est soucieux de conserver les atouts liés à la légalité républicaine et à la légitimité nationale. On peut résumer de façon commode sa position dans ce domaine sensible en disant que le Parti léniniste est fondamentalement pour l'*action de masse*. Mais l'expression ne renvoie ni à une dimension quantitative, ni à un respect de la légalité démocratique. Il s'agit simplement d'un label qualitatif décerné à toute action (quelles qu'en soient les modalités), manifestation de rue ou attentat exécuté de façon solitaire ou en commando, à laquelle sa direction attribue une capacité mobilisatrice. Faute de quoi les qualificatifs (terrorisme anarchiste, individuel, etc.) ne font pas défaut. On aura l'occasion de le vérifier à nouveau dans le cas algérien. L'enjeu étant important, la disqualification peut dès lors être utilisée en tant que de besoin par la direction (seule dépositaire d'une doctrine aussi ésotérique) afin de sanctionner les déviants. Aussi, celle-ci met-elle périodiquement les points sur les "I" et notamment lorsqu'elle décide de « s'informer des raisons qui ont fait que la *Marseillaise* n'a à aucun moment expliqué la position

79. *Cf.* Crémieux-Brilhac (Jean-Louis), *Les Français de l'An 40*, t. II, *Ouvriers et soldats*, Gallimard, 1990, p. 290-303 et Buton (Philippe), « Le Parti, la guerre et la révolution, 1939-1940 », *Communisme*, n° 32-33-34, 1993, p. 58-59.
80. Alain Ruscio écrit à ce sujet, sans développer, « des actes de sabotage, dans des usines de fabrication d'armements, sont également attestés par diverses sources » (*Les communistes français et la guerre d'Indochine*, *op. cit.*, p. 262).

du Parti vis-à-vis des sabotages[81] ». L'enquête sur le dysfonctionnement du quotidien régional communiste est suivie, dans les décisions, d'un blâme adressé à la direction des FTPF qui vient de faire montre d'une condamnable « inactivité » à laquelle Auguste Lecœur fut chargé de remédier par des mesures organisationnelles[82]. S'agit-il de sanctionner les FTP, puissants dans les Bouches-du-Rhône, pour carence dans un secteur (les entraves à l'effort de guerre) où ils bénéficiaient d'un savoir-faire reconnu ? Ou, comme c'est le plus probable, s'agit-t-il de resserrer davantage l'étau sur une organisation sensible ?

Même si le prétexte du mauvais point ainsi distribué demeure douteux, cette partie des « décisions » peut au moins être décryptée à la lumière de la rétrogradation en cours de Charles Tillon. Nous avouons par contre notre perplexité quant au paragraphe suivant :

> *« Faire retirer immédiatement de la vente le disque faux de* La Marseillaise. *S'informer dans quelles conditions et par qui* La Marseillaise *enregistrée par Chant du Monde a été falsifiée (Bugeaud). Détruire tous les disques de cet enregistrement, faire une nouvelle version. Demander aux membres du CC de faire le nécessaire auprès des fédérations qu'ils suivent (Lecœur). »*[83]

Nanti de ce seul matériel documentaire, on peut toujours pointer que ce souci de ne pas donner prise à l'accusation de profanation de l'une des colonnes du temple national-républicain est d'autant plus vif que la période est plus que jamais à la mobilisation des énergies patriotiques. Sans doute, le thème de l'insertion de la guerre française en Indochine dans le conflit Est-Ouest s'intègre-t-il alors parmi les perceptions dominantes du débat public[84] et le PCF peut-il arguer que le Corps expéditionnaire sert désormais non plus les investissements français mais les intérêts économiques américains, désormais hégémoniques en Indochine[85]. Mais surtout

81. Décisions du Secrétariat, 30 octobre 1950.
82. *Ibid.*
83. *Ibid.*
84. Voir par exemple le rapport du préfet de Seine-Maritime, novembre 1950.
85. Lanoux (Henri), « Structure de l'Indochine », *Cahiers internationaux*, n° 19, octobre 1950. Cit. *in* Ruscio (A.), *op. cit.*, p. 358.

(et là aussi les rapports des préfets concordent) il est temps de réanimer les réflexes anti-germaniques, tâche à laquelle contribue à sa modeste échelle la pièce de Léon Kruckzkowski montée par Clément Harari et précisément intitulée *Les Allemands*[86]. Œuvre d'un « Partisan de la paix » polonais, elle venait à point nommé pour mettre en garde contre les risques inhérents à la mise sur pied d'une force armée en RFA. Déjà, à l'occasion de la traditionnelle (depuis 1935...) visite par le PCF d'un autre « lieu de mémoire » national, la journée du 14 juillet 1950 avait donné à voir une autre mise en scène de ce patriotisme internationaliste. Au sein du cortège communiste défilait en effet, général Petit en tête, une délégation d'officiers constellés de décorations. Ces hommes brandissaient une banderole sur laquelle on pouvait lire : « Nous défendrons notre droit de rester des officiers français. » Il va sans dire que l'ordonnancement du défilé ne devait guère au hasard, *L'Humanité* assignant par avance à chaque composante la place qui lui était impartie. Aussi, dans le même segment de la manifestation, étaient-ils immédiatement suivis par l'Association des volontaires français en Espagne républicaine. Trois mois après le XIIe congrès, hommage était ainsi (discrètement) rendu – alors même que l'ombre de la potence s'étendait à l'Est sur leurs chefs... – à ceux qui, dans les pas des combattants de Verdun étaient censés avoir défendu en 1936 la frontière sud de la France sur le Jarama. Le « no pasarán » des Républicains espagnols avait été la traduction quasi littérale de la consigne « on ne passe pas » suivie par les troupes qui affrontèrent l'offensive allemande lancée vingt ans plus tôt sur le front occidental. La filiation entre brigadistes et poilus était devenue monnaie courante à l'époque, alors même que le PCF prônait un large « Front français » et que la *Ciudad Universitaria* de Madrid était élevée au rang de nouveau fort de Douaumont. Le PCF avait ensuite réuni dans la même gerbe patriotique protagonistes de l'ex-« guerre impérialiste » et « fifis ». Le 7 mai 1950, les anciens FFI-FTPF avaient ainsi appelé au rassemblement, afin de se rendre en cortège à l'Arc de Triomphe, les « combattants de la Marne et de Verdun, de Lorraine et de Dunkerque, d'Afrique et d'Italie. Combattants du Vercors et des maquis, des barricades et de la Ire armée » dans le cadre de la Journée nationale de défense de la paix des Anciens

86. Devaux (Patricia), « Le théâtre communiste pendant la guerre froide », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 44-1, janvier-mars 1997, p. 89.

combattants. Pour compléter la palette des attitudes communistes vis-à-vis de la chose militaire, le spectateur pouvait ensuite applaudir les « Anciens de la mer Noire », ex-marins familiers des cours martiales en raison de comportements traditionnellement peu appréciés de la hiérarchie. Sans doute faut-il tenir compte du fait que la Seconde Guerre mondiale avait quelque peu brouillé les frontières entre légalité et légitimité. Jean-Marie Domenach écrira ainsi dans le numéro de janvier 1952 d'*Esprit* ces lignes significatives : « On rétorque qu'Henri Martin était militaire et que la liberté de refus s'arrête à la porte des casernes. Nous ne le croyons pas et certains généraux illustres d'aujourd'hui ne l'ont pas cru il y a dix ans. Le refus de conscience serait-il l'apanage des officiers de caste supérieure ? ». Mais entre quête de reconnaissance et affirmation du droit à la révolte, entre assujettis à l'impôt du sang et révoltés contre les guerres injustes la distance était plus que suffisante pour autoriser une vaste gamme de positionnements politiques.

Sans doute, le Parti donne-t-il sens et perspective à des dispositions et des attitudes apparemment fort divergentes, jouant au gré de la conjoncture – de l'antimilitarisme au sacrifice suprême – sur les priorités. On constate pourtant que les souvenirs des militants mettent davantage l'accent sur la dimension internationaliste que sur le service rendu à la grandeur nationale par la lutte contre la guerre[87]. Ils se retrouvent ainsi sur un terrain familier à ceux qui, à droite comme à gauche, dénoncent (ou questionnent) lors des événements (et depuis) la « duplicité » du PCF. La question du « double langage » a déjà été traitée à propos des Brigades internationales et de la Libération[88]. La notion suppose, de la part des acteurs, une prise de conscience de la nécessité de camoufler les véritables objectifs. On n'est pas certain que ce sentiment ait toujours traversé l'esprit de ceux qui se sont jetés, à la même époque, dans la défense et illustration de cet « opérateur totémique » qu'est la nation-France. On a ici affaire à un appareil conceptuel destiné, selon Claude Lévi-Strauss dans *La pensée sauvage* à filtrer « l'unité à travers la multiplicité, la multiplicité à

---

87. Roche (Thomas), *op. cit.*, p. 160.
88. Pour la période 1936 et la ligne de soutien à la Démocratie, *cf.* Skoutelsky (Rémy), *op. cit.*, p. 169 *sq.* (le chapitre analyse les motivations des brigadistes). Pour la Libération, *cf.* les témoignages recueillis par Philippe Buton in *Les lendemains qui déchantent*, *op. cit.* et notamment celui d'Arthur Kriegel (p. 69 et 171).

travers l'unité, la diversité à travers l'identité et l'identité à travers la diversité ». Le concept a été appliqué par Jacqueline Mer, dans *Le Parti de Maurice Thorez* à la « passion ethnique » communiste pour la France. Menacée dans sa diversité anthropologique et territoriale par l'impérialisme et la guerre, celle-ci fait l'objet de la part des écrivains et cinéastes communistes, dans la lignée du congrès d'Arles de 1937[89], d'une mise en scène renouvelant le genre déjà illustré en 1877 par le *Tour de la France par deux enfants*. Parmi une production foisonnante, retenons ici *Le choix le plus simple*. Il s'agit d'un film réalisé pour le Mouvement de la paix par Henri Aisner et dont le commentaire (dû à Pierre Goriot) bénéficiait du talent de Jean Grémillon. Sur l'encarté de présentation paru dans le n° 40 (1950) du *Bulletin intérieur du Comité national des Partisans de la Paix*, il était précisé que l'œuvre avait été menée à bien « avec le concours du Comité familial de la paix du bâtiment A des HLM de Saint-Ouen ». Les trognes de pêcheurs bretons, de gardians camarguais et de muletiers basques y répondent aux sourires des habitants de HLM ensoleillées. « Plus éloquent que les plus éloquents discours », le montage « place le spectateur devant des faits simples : paix ou guerre ». La défense de la subtile alchimie nationale suppose quelques sacrifices : « Allons debout, mon vieux, la paix ça se gagne ! » plaisante, dès potron-minet, l'héroïne de la nouvelle *Ça s'est passé un dimanche*[90] à l'adresse d'un compagnon qui revendique (mollement) son droit à la grasse matinée. Bientôt ils enfourcheront le tandem qui « entre les bois de pins, les bosquets, les prairies tendres, les mares où tremble le cresson, l'odeur du miel et du blé » les conduira sur « fond de vallon silencieux, de vieux toits » auprès des « gars aux bras musclés » comme des aubergistes, des filles « frisées de la veille » comme des femmes qui vont à la messe, afin de leur présenter les bulletins d'adhésion à l'Appel de Stockholm.

89. On peut se reporter au texte et aux notes (que nous avons établies pour les années 1936-1937) de l'édition des *Carnets* de Marcel Cachin, sous la direction de Peschanski (Denis), tome IV : *1935-1947*, CNRS Éditions, 1997, p. 597.
90. Prenant (Jeannette), « Ça s'est passé un dimanche », *L'Humanité*, 22 juillet 1950.

Chapitre 6

Guerre en Asie... mouvement de la paix en Europe (été 1950-été 1951)

En 1950 le gros des forces du Mouvement de la paix est situé en Europe alors même que le conflit qui s'est ouvert en Extrême-Orient ne mobilise qu'indirectement les Européens. Les Partisans connaissent donc une éclipse à partir de juillet 1950, due autant à la difficulté rencontrée dans l'opinion pour accréditer la thèse de l'agression américaine qu'à la relance de la quête de signatures pour l'interdiction de l'arme atomique, campagne dans laquelle le Parti fournit impulsion et fantassins. Ils reviendront par contre sur le devant de la scène lorsque se feront jour les initiatives contre le réarmement allemand ou pour le « Pacte à cinq ». Ce n'est d'ailleurs pas le moindre des paradoxes qu'une structure conçue comme plus large que le Parti ne retrouve son importance qu'à l'occasion de manœuvres aux objectifs plus limités que celle dont on se demandera toujours si elle n'a pas influé sur la décision américaine de ne pas employer l'arme nucléaire en Corée.

D'une campagne l'autre

Opération Stockholm

Nous ne disposons pas (si tant est qu'elle existe) de la trace écrite permettant d'établir que le lancement de l'opération Stockholm ait été explicitement pensé par les décideurs soviétiques comme contre-feu à la capacité nucléaire américaine, dans l'hypothèse où Washington ne serait pas resté les bras croisés face à une initiative en Corée. Il est en revanche exclu, en raison de la coïncidence des calendriers, que les décisions concernant ces deux volets de la stratégie du « camp de la paix » aient pu être adoptées indépendamment l'une de l'autre. C'est le 17 janvier, le jour même où il lance sa campagne anti-atomique, que Staline (qui prépare sa rencontre avec Mao, le 22 de ce même mois) prend connaissance d'une relance de Kim-il-Sung concernant le projet de réunification de la Corée qu'il avait jugé impraticable à l'automne 1949. Le 30, il répond en insistant sur la nécessité d'une bonne préparation, ce qui est interprété comme un encouragement par la direction nord-coréenne. S'ensuivent alors des demandes d'appui logistique auxquelles les Soviétiques répondent favorablement[1]. Dans ces conditions, l'initiative du 17 janvier 1950 ne pouvait qu'être profitable aux intérêts communistes alors que Moscou disposait toujours de la capacité à suspendre le déclenchement des hostilités.

La direction du PCF voit dans la guerre de Corée un aiguillon pour l'opération Stockholm. Les premières décisions du Bureau politique entendent percer à jour la « manœuvre » impérialiste[2]. Celle-ci vise à « porter un coup à l'action des partisans de la paix » et fournit par là même un puissant argument à tous ceux qui font, comme on dit alors, « signer Stockholm ». Le 18 juillet, *L'Humanité* citait un passage du *Sunday Times* évoquant l'éventualité de l'emploi de la bombe atomique

1. Pour un suivi détaillé, en fonction des pièces disponibles, *cf.* Chen Jian, « China's Road to the Korean War », *Cold War International History Project Bulletin*, n° 6/7, hiver 1995-1996.
2. Décisions du BP, 26 juin 1950.

en cas de prolongement du conflit. Deux jours plus tard, alors que l'offensive nord-coréenne marque des points, le Bureau politique demande de « bien faire ressortir » que c'est grâce à l'Appel de Stockholm que les impérialistes n'ont pas utilisé l'arme atomique en Corée[3]. Du moins « pas encore », d'où l'invite des décisions à « secouer » le Parti, jugé quelque peu démobilisé sans qu'il soit précisé s'il cédait au vertige des succès nord-coréens ou aux effets pervers des conquêtes de 1936.

Afin de soutenir l'enthousiasme des collecteurs, *L'Humanité* nourrit quotidiennement une rubrique « Ceux qui signent et font signer », étalant un chatoyant inventaire du Peuple de France qui n'est pas sans rappeler le « métro à six heures du soir » gaulliste[4], depuis le centenaire du XIIIe arrondissement jusqu'au patron exhortant ses ouvriers à signer, *via* les sportifs de haut niveau. L'approche folklorisante n'est pas exclue et Marcel Cachin prend volontiers la pose au milieu des coiffes du « Grand Pardon breton pour la Paix »[5]. Les rapports des préfets signalent une extrême variété des situations locales, relevant que lorsque les instances départementales des partis ciblés (en tête la SFIO) donnent leurs consignes à temps (comme en Dordogne), les élus concernés refusent leur signature. Les cités atteintes par l'aviation alliée lors du précédent conflit font l'objet (c'est le cas d'Amiens) d'un traitement spécifique et les réunions se tiennent, le cas échéant, dans les quartiers les plus durement touchés.

Dans les milieux du spectacle, la perspective de voir son nom accolé à ceux de Maurice Chevalier, Noel-Noel ou Gérard Philipe n'est pas toujours étrangère aux motivations de ceux qui cautionnent l'initiative. Mais si cette démarche relève de l'identification sur un pied d'égalité, ce n'est plus tout à fait le cas lorsque l'appel « Aux instituteurs français » est cosigné par des sommités telles qu'Henri Wallon, professeur honoraire au Collège de France ou Paul Rivet, directeur honoraire du Musée de l'homme. Relayées par des références pédagogiques telles que Célestin Freinet ou encore les responsables du Groupe français d'éducation nouvelle, ces personnalités n'arguent aucunement de leurs compétences

3. Décisions du BP, 20 juillet 1950.
4. La formule, visant à construire une image interclassiste du RPF, était une trouvaille d'André Malraux.
5. *L'Humanité*, 10 juillet 1950.

lorsqu'ils invitent dans leur préambule les enseignants du primaire à « apporter leur concours à tout effort tenté pour barrer la route à la guerre ». Plutôt que de se prévaloir de leur expertise (discutable dans le domaine stratégique), ils choisissent d'invoquer le devoir commun à « tous les éducateurs », en un mouvement traduisant la conscience d'être des leaders naturels d'opinion dans leur milieu.

Selon des modalités archaïques (« relever le gant ») ou plus contemporaines (stakhanovisme, sports d'équipe), des compétitions et des *derbies* sont censés opposer les villes françaises, *L'Humanité* du 1er juillet nous apprenant ainsi que « Béziers, où plus d'un tiers de la population a déjà signé, a lancé un défi à Sète et à Montpellier ». Les Vaillants sont invités à élaborer des *plans* destinés à accroître le rendement de leurs campagnes de signatures. Le groupe victorieux héritera d'un objet lourd de références héroïques, patriotiques et sacrificielles, le drapeau du colonel Fabien. Quoique joyeux, l'aspect paramilitaire et volontariste de la démarche rend à l'expression « Lutte pour la paix » toute sa rugosité. Cette dimension est également soulignée par la référence constante à la dureté du combat pour une vie digne, dont la collecte pour Stockholm n'est que le prolongement naturel.

Cette débauche d'énergie allait s'avérer payante. La barre, pourtant, avait été haut placée. Dans son rapport au Comité central de mai, Étienne Fajon relevait qu'au niveau international, les chiffres désirables étaient déjà réunis à cette date en raison de l'unanimité des peuples du « Camp de la paix » : officiellement, 91,3 % des habitants de la RDA auraient signé l'Appel[6]. Le résultat final devant atteindre des centaines de millions, il fallait donc compter, pour la France, « par dizaines de millions ». Dès le 5 juillet, *L'Humanité* annonce que la barre des dix millions est atteinte et le moral estival est au beau fixe. Le texte devant une large part de son succès à son apparente simplicité, on ne s'étonnera pas de voir la situation se compliquer si l'ordre du jour s'alourdit, comme à la fin de l'été, quand Adenauer demande, le 17 août, le droit pour la RFA de mettre sur pied un corps de volontaires susceptible de faire face à une *Volkspolizei* dotée d'armes lourdes. Réuni à Prague du 16 au 18 août 1950, le Bureau du Comité du Congrès

6. *Cf.* Argeles (Jean-Marie), « Pour une Histoire du Parti communiste d'Allemagne (KPD) 1918-1956. Essai d'inventaire », *Communisme*, n° 24-25, 1990, p. 28.

mondial des défenseurs de la paix est alors très centré sur la Corée et l'Appel. Et si, le 24 août, le PCF interprète les décisions adoptées dans le sens d'une exploitation des « possibilités énormes d'élargissement du mouvement », afin de « créer les conditions d'une très large discussion publique de l'Appel de Stockholm », il précise une semaine plus tard que cette démarche suppose d'élargir l'action « dans le sens de Prague ». S'agit-il simplement de manifester plus d'audace ou bien de relier cette poursuite à l'un des thèmes mis désormais en avant par les Soviétiques, si l'on en croit nos sources policières déjà évoquées[7], à savoir la lutte contre le surarmement ?

De fait, la campagne pro-Stockholm ralentit au mois de septembre, le thème de l'Appel disparaissant notamment des décisions au profit de la menace du réarmement allemand. Le titre de « tâche essentielle » du moment est décerné à la préparation du IIe congrès mondial des Partisans de la paix, à un moment où l'offensive communiste atteint son amplitude maximale. C'est dans un tout autre contexte, alors que les Marines ont investi Pyong Yang, que *L'Humanité* du 20 octobre clôt l'épisode Stockholm en publiant sa version des résultats. L'étude des chiffres et des commentaires triomphalistes qui les accompagnent ne permet pas, à elle seule, d'établir un lien entre la décision d'abattre la carte propagandiste que constituaient, aux yeux des communistes, les listes de signataires et le durcissement de l'attitude soviétique, à l'heure où Staline pousse Mao à intervenir en Corée[8]. Cette analyse autorise en revanche quelques observations en forme de bilan. La fourchette des résultats, alors que le PCF se targue de 14 millions de signatures, semble se situer autour de 12 millions, selon l'estimation rigoureuse de Philippe Buton[9]. Dans tous les cas, la comparaison peut aisément et avantageusement être établie

---

7. Selon le rapport sur *Le PCF en septembre 1950* (doc. cit.), le point portant sur la « réduction générale et contrôle des armements » venait immédiatement après celui concernant la « continuation de la campagne pour l'interdiction de l'arme atomique ».
8. Voir le compte rendu de l'entretien des deux dirigeants, le 5 octobre 1950, in *Cold War International History Project Bulletin*, n° 6/7, hiver 1995-1996.
9. Le chiffre est obtenu à partir du fait que 60 fédérations représentant 62 % des effectifs du Parti ont obtenu 7,4 millions de signatures. *Cf.* Buton (Philippe), « Le pacifisme communiste de la Seconde Guerre mondiale à la guerre froide » *in* Vaïsse (Maurice), *Le pacifisme en Europe des années 1920 aux années 1950*, Bruxelles, Bruylant, 1993.

avec le score électoral (4 900 000 voix) du Parti. Malgré le nombre probable de signataires mineurs, et même en tenant compte de l'apport (marginal il est vrai) du PC espagnol en France[10], le PCF peut à la fois se réjouir de son efficacité et déplorer d'avoir dû porter l'initiative à bout de bras, le rayonnement de l'appel contrastant d'autant plus fortement avec l'isolement organisationnel du Parti.

Dans les rangs du Parti, le non-emploi de la Bombe contre le « peuple coréen » est porté au crédit de l'opération. L'optimisme est également de rigueur lorsqu'on évalue l'efficacité en France de la « pratique systématisée du porte à porte », jugée digne d'être « maintenue comme méthode nouvelle et éprouvée du travail de masse de tout le Parti »[11]. Mais les liens noués avec la population lors de la collecte sont ténus. Pour assurer « l'avenir du Mouvement », il est indispensable de capitaliser ces sympathies par « la constitution de Comités de paix et l'élection de conseils communaux et départementaux » sur la base de l'Appel. Et de ce point de vue, force est de constater que l'on est loin du compte[12]. Entre donner son aval à une pétition œcuménique et passer au stade de l'implication dans des structures polarisées par le PC, il existait un fossé que l'écrasante majorité des signataires ne franchit jamais. À l'automne 1950, on se retrouvait dans l'impasse, avec « des réunions qui ne regroupent que des gens d'opinions voisines, alors que nous voulons y voir ceux qui n'y vont jamais »[13]. Comme en 1936, le PCF se heurtait à l'impossibilité de développer des structures hybrides, conçues selon une double référence aux modèles soviétique (au sens « conseilliste », a-partidaire du terme) et syndical.

Le congrès de Varsovie

L'année précédente, le premier congrès des Partisans avait déjà fait figurer la lutte contre le réarmement allemand parmi ses préoccupations. Mais en

10. *Cf.* Pigenet (Phryné), « La protection des étrangers à l'épreuve de la "guerre froide" : l'opération "Boléro-paprika" », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1999, p. 305.
11. Décisions du BP, 24 août 1950.
12. *L'Humanité*, 8 septembre 1950.
13. *Bulletin interne* des Combattants, n° 71, 21 septembre 1950.

septembre 1950, c'est l'opinion publique dans son ensemble qui commence à prendre acte de l'évolution de la stratégie occidentale. C'est dans cet entre-deux de l'automne 1950, pendant lequel la menace d'une nouvelle Wehrmacht n'a pas encore totalement supplanté, dans l'esprit des militants, le danger nucléaire et le soutien au « peuple coréen », que se réunit à Varsovie, du 16 au 22 novembre, le IIe congrès mondial des Partisans de la paix. La manifestation avait été convoquée pour octobre dès les premiers jours de l'offensive nord-coréenne. La date avait été repoussée alors même que les forces de l'ONU encaissaient revers sur revers[14]. En l'absence de tout commentaire accompagnant la fixation du calendrier, on peut conjecturer que la direction communiste du mouvement rencontrait quelques difficultés à imposer la thèse de l'agression américaine, ainsi qu'il apparut lors de la réunion du Bureau de Prague, les 16 et 17 août. On convint à cette occasion d'aviver plutôt les craintes de la « généralisation du conflit ». C'est donc sur cette base que fut convoqué le congrès, la ville de Sheffield, en Grande-Bretagne, étant supposée en abriter les travaux. D'où la réaction des dirigeants britanniques, qui décidèrent de refuser les visas « à toutes les personnalités étrangères qui pourraient être considérées comme membres du Parti communiste ou soumises à ses directives »[15]. Et de fait, les affectations au sein de l'appareil central du Congrès sont directement du ressort de la direction du PCF comme le montre les décisions du 28 juin 1950. On se mit donc, plus d'un mois avant la date prévue, en quête d'une solution de repli. S'ensuivit une noria, par voie maritime ou aérienne (en fonction de l'excellence des délégués) à destination (comme il était d'ailleurs prévu dès le début) de la Pologne. Un « pont aérien de la paix » se construisait ainsi comme réplique propagandiste à l'impact provoqué en Occident par les images, encore présentes dans les mémoires, des forceurs de blocus de Berlin.

Par-delà ce bénéfice mineur, le Congrès fut essentiellement marqué par une volonté de contournement des difficultés liées aux doutes quant à l'identité de l'agresseur et aux nécessités d'une ouverture à des courants neutralistes, réticents face à l'unilatéralisme de l'Appel de Stockholm mais inquiets face à la perspective d'un réarmement de l'Allemagne,

14. C'est le 15 septembre 1950 que le débarquement d'Inchon permet aux forces de MacArthur de renverser la situation.
15. Note de l'ambassade britannique adressée au Quai d'Orsay, 10 novembre 1950.

voire du Japon. Picasso avait surmonté une fois de plus son allergie envers le « pacifisme émasculé » après avoir confié à Jean Chaintron, qui venait lui passer commande, ses préférences personnelles pour un « taureau avec une grosse paire de *cojones* ». Au final, une nouvelle colombe était désormais censée un « communautarisme planétaire »[16] qui n'avait rien pour choquer des militants convaincus que les intérêts de l'humanité coïncidaient avec ceux de sa direction révolutionnaire.

Le point 6 de l'adresse à l'ONU se bornait à exiger d'une commission internationale qu'elle examinât « en particulier la question des responsabilités du général MacArthur ». L'absence de condamnation fut suffisamment audible pour que le « bulletin de l'étranger » du *Monde* en date du 24 novembre parlât de « concession ». Quant à la définition de l'agression adoptée, elle pouvait d'ailleurs tout aussi bien s'appliquer à la Corée du Nord. À usage interne, Pierre Cot avait convaincu ceux qui auraient souhaité une formulation plus explicite à l'encontre des USA : le point 4 de l'« adresse à l'ONU » se fondait sur la définition adoptée en 1933. Celle-ci ne concernant que les États, il suffisait de considérer l'affaire coréenne comme intérieure et de convenir de ce que la relation interétatique impliquait en l'occurrence les États-Unis et le gouvernement « légitime » de Corée[17]. Cot demandait à ce sujet « que l'on ne considère pas comme des fauteurs de guerre ceux qui, mal informés, ont pu penser que le Nord était l'agresseur ».

La question de l'agression était loin d'être au centre des préoccupations des organisateurs du congrès. Comme on l'a signalé déjà, on se trouvait dans une période charnière, à la fin d'une première campagne dont le bilan fut jugé satisfaisant, sans lyrisme excessif toutefois. On s'arrêta au chiffre de 485 735 000 signatures recensées au bas de l'Appel de Stockholm. Sur nombre de points à l'ordre du jour, on se contenta de prendre date, chacun d'entre eux étant susceptible d'une campagne spécifique au gré des priorités du moment : tel fut le sort des demandes concernant la réunion des Cinq grands et le desserrement des contraintes

16. Sur cette démarche, qui s'épanouira au cours des années Gorbatchev, *cf.* Grosser (Pierre), *Les temps de la guerre froide. Réflexions sur l'histoire de la guerre froide et les causes de sa fin*, Bruxelles, Complexe, 1995, p. 213-216.

17. Discours de Pierre Cot, 18 novembre 1950, 2e congrès mondial des Partisans de la paix, novembre 1950.

pesant sur le commerce Est-Ouest. De même, fut maintenue la demande d'interdiction des « armes de destruction massive », mais le point 7 dans lequel figurait cette exigence était essentiellement consacré à la « réduction progressive et contrôlée des armements » au cours des années 1951 et 1952. Ce mot d'ordre, qui anticipait largement sur un processus de réarmement atlantique encore modérément entamé, visait à couper l'herbe sous le pied de ceux qui (pour s'en tenir à la France), dans les colonnes du *Monde* et de *Témoignage chrétien* par exemple, n'oubliaient pas la puissance dévastatrice d'armes conventionnelles dont le « camp de la paix » était amplement pourvu.

La nouveauté la plus remarquée résidait dans la mise sur pied d'un « Conseil mondial de la paix », oscillant entre tribunal et parlement des peuples et flanquant des Nations unies jugées non représentatives : outre celles de la Chine populaire et les territoires colonisés, on n'entendait pas dans l'enceinte new-yorkaise les voix des vaincus de la Seconde Guerre, en attente d'un traité de paix que les congressistes associaient à leur démilitarisation. Certes, l'ONU se trouvait conjoncturellement « influencée par les forces qui se sont écartées du seul chemin possible de la paix universelle »[18] et le refus de la règle de l'unanimité tendait, selon Joliot, à la « transformer purement et simplement en une nouvelle Sainte-Alliance ». Pourtant, et même si (le congrès demeure discret sur ce point....) les Nations unies viennent, le 7 novembre, de condamner l'invasion chinoise du Tibet[19], il n'est pas question de déserter l'arène. L'URSS a jugé bon en effet d'y reprendre sa place, misant notamment sur le fait que certains États asiatiques sont intéressés à l'affaiblissement du leadership américain. Aussi Joliot donne-t-il un coup de chapeau appuyé à Nehru dans l'allocution prononcée à l'ouverture du congrès de Varsovie. Accessoirement, certains intellectuels (Einstein en fait partie) cajolés par le Mouvement de la paix considèrent, faute de mieux, l'Organisation comme un pas vers le gouvernement mondial qu'ils appellent de leurs vœux.

---

18. « Le conseil mondial de la paix est né à Varsovie », *L'Humanité*, 23 novembre 1950.

19. La question est brièvement abordée dans les décisions du secrétariat du 30 octobre 1950 qui demande aux propagandistes de « rappeler avec preuves que le Thibet [sic] fait partie intégrante de la Chine, qu'il n'a rien à voir avec l'Inde ».

Au Conseil mondial, les Français occupent une position non négligeable, qui n'est pas sans rappeler le statut particulier du plus petit des cinq Grands. Sans doute faut-il y voir l'exploitation de l'heureuse coïncidence entre l'existence (unique en Occident) d'un PC local puissant et celle d'un État dont le rayonnement n'est pas négligeable, ce qui produit en retour d'heureux effets sur la représentativité planétaire des figures hexagonales du Mouvement de la paix. Avec 27 « représentants de la France [*sic*] à cet important organisme international », les Français constituent plus de 12 % des membres du Conseil mondial, soit plus du double des Soviétiques. Si les Italiens ne sont pas en reste, avec 25 noms au CMP, le rayonnement international compte ici moins que l'association des trois paramètres que sont l'existence d'un PC fort, la situation de la péninsule sur le flanc sud de l'OTAN et – *last but nor least* – un rapport au catholicisme sans équivalent planétaire.

Sans doute, ce poids pourrait-il être relativisé à la lumière de la réalité des circuits de décision où le Comité soviétique joue un rôle moteur. Reste que la présidence est assurée par un communiste français, Frédéric Joliot-Curie et que le secrétariat général est confié sans tambour ni trompette au solide Jean Laffitte, ci-devant secrétaire politique de Jacques Duclos en un temps où les activités de ce dernier lui valaient, sous la plume de Léon Trotsky, d'être désigné comme « le représentant du GPU dans le PCF »[20].

Le « point le plus faible » : le réarmement allemand

Varsovie franchit une étape supplémentaire dans l'intégration des Partisans français dans une structure mondiale. En sens inverse, ceux qui avaient fait le voyage de Varsovie sont rapidement associés à la direction de la branche française, qui fait disparaître de son appellation la référence à la « liberté » lors de son Conseil national de janvier. Répercutée par les décisions du Secrétariat du 20 novembre 1950, la volonté des Soviétiques de mettre le Mouvement au service d'une politique de coexistence pacifique dans le cadre des institutions internationales ne laisse pas de soulever quelques difficultés quant

20. Broué (Pierre), *Trotsky*, Fayard, 1988, p. 879. Voir également Courtois (Stéphane), « Quelques remarques complémentaires sur Jacques Duclos », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 35, juillet-septembre 1995.

à l'application de cette ligne dans le cadre national. Après Stockholm, les Partisans français étaient d'autant plus dans l'attente d'orientations mobilisatrices que, classiquement, l'ouverture souhaitée en direction des neutralistes et autres patriotes s'accompagnait chez les décideurs communistes d'une tendance à resserrer leur contrôle sur le Mouvement de la paix. Selon Étienne Fajon, le Kominform devait plus que jamais être le Quartier général du Mouvement de la paix[21]. Pas question de « subordonner l'activité du parti aux mots d'ordre politiques lancés par les organisations de masse » ainsi que le rappelleront les décisions du Bureau politique du 5 janvier 1951. La chaîne de commandement est respectée lorsque, en réaction à une déclaration ambiguë du président Truman, le Bureau politique du 1er décembre 1950 parle d'« organiser un rapide et puissant mouvement de protestation » contre l'emploi de la bombe A et demande de « voir avec les organisations de masse afin qu'elles orientent leur action dans ce sens ».

L'affaire tourne court. Alors que l'on s'interroge sur la « quête d'une stratégie »[22] dans les rangs du Mouvement de la paix, l'angoisse grandit chez les adversaires du PCF. André Fontaine, dans le *Monde* du 2 décembre, considère que les Américains ont dangereusement dégarni l'Europe. Quant au rapport des Renseignements généraux sur l'activité du PCF concernant cette période, il évoque une opinion vivement frappée par les succès chinois. C'est alors que le PCF choisit de faire porter son effort sur la question du réarmement allemand.

Les communistes français ont en effet décidé de concentrer leur action sur ce point sensible de la cohésion occidentale plutôt que de mettre l'accent sur le coût social du réarmement français et sur ses conséquences en termes de durée du service militaire. L'option consistant à mobiliser les corporations concernées par l'acheminement du matériel américain en Allemagne ne fut pas négligée, les militants étant appelés à faire « connaître avec précision la route utilisée en France » à cet effet et une conférence interfédérale fut convoquée à cette fin, sous la supervision de Jacques Duclos et Raymond Agasse[23]. Le sens ultime de cette campagne peut certes tout simplement tenir dans l'adaptation française d'un impératif

21. *Cf.* Gori (Francesca), Pons (Silvio) (ed.), *The Soviet Union and Europe in the Cold War, op. cit.*, p. 203.
22. Tel est le titre de l'article de Raymond Aron dans le *Figaro* du 18 décembre 1950.
23. Décisions du Bureau politique, 24 novembre 1950.

international : éviter le renforcement des forces de l'OTAN sous couvert du refus de l'affrontement entre blocs. Auquel cas, la lutte menée par le PCF d'octobre 1950 à février 1951 s'inscrirait dans un entre-deux national entre deux initiatives mondiales. Une autre interprétation pourrait se dégager si la thèse – exposée par Karel Kaplan[24] et Karel Bartosek[25] et examinée avec intérêt par Philippe Buton[26] – selon laquelle Staline envisageait sans effroi la perspective d'une Troisième Guerre mondiale recevait d'autres renforts documentaires. Parmi les principaux arguments mis en circulation en faveur de la thèse « offensiviste », on retiendra l'entretien du 5 octobre avec Mao au cours duquel Staline faisait valoir à son partenaire que si la guerre était inévitable, autant l'engager maintenant, avant le réarmement de l'Allemagne et du Japon. Dans le même sens, les preuves s'accumulent depuis 1989 d'un effort d'armement surdimensionné dans les démocraties populaires, et particulièrement en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Nous suivrons pour notre part Jean-Marie Soutou prenant acte de l'existence chez Staline, en cet hiver 1950-1951, d'une « réaction à la fois préventive et défensive-offensive, typique de la politique soviétique »[27]. Et si ce diagnostic est fondé, force est de remarquer que ce positionnement, aisément lisible dans l'entretien avec Mao du 5 octobre (suivi deux jours plus tard par l'invasion du Tibet…), est, somme toute, peu différent de celui qui fut adopté lors des semaines précédant le 22 juin 1941[28]. L'automne puis l'hiver 1950-1951 figurent sans conteste parmi les périodes les plus tendues

---

24. *Dans les archives du Comité central. 30 ans de secrets du Bloc soviétique*, Albin Michel, 1978, p. 162-166.
25. « Europe centrale et du Sud-Est », *in* Courtois (Stéphane) *et al.*, *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur et répression*, Robert Laffont, 1997, p. 470-471.
26. Buton (Philippe), « Le Mouvement des Partisans de la paix », *in* Dockrill (Saki), Frank (Robert), Soutou (Georges-Henri), Varsori (Antonio), *L'Europe de l'Est et de l'Ouest dans la guerre froide 1948-1953,* Presses universitaires de Paris-Sorbonne, 2002, p. 236-238.
27. J.-M. Soutou, *La guerre de cinquante ans, op. cit.*, p. 260.
28. Nous avons tenté de résumer les termes du débat historiographique (mais aussi mémoriel…) suscité autour des thèses de la « guerre préventive » envisagée par Staline et menée par Hitler dans notre *1939 : Le pacte germano-soviétique*, Bruxelles, Complexe, 1998. Nous y rappelions qu'en bonne doctrine léniniste – non révisée par son successeur – la question de savoir qui commençait une guerre n'avait aucun intérêt (si ce n'est propagandiste), le seul point important étant de savoir au profit de quelle classe le combat devait tourner.

de la guerre froide sous Staline : pendant ces semaines cruciales où (ce ne fut pas si fréquent) pilotes américains et soviétiques s'affrontaient dans le ciel de Corée, s'affichent les craintes de ceux qui redoutaient que les blindés soviétiques ne cèdent à la tentation de la promenade militaire en Europe. Prudent, Raymond Aron reste perplexe le 22 janvier 1951, face à la question posée par Tito aux chancelleries occidentales : contre qui la mobilisation que le maréchal yougoslave constate à ses frontières est-elle dirigée ?

Dans ces conditions, l'offensive sectorielle du PCF, si elle n'était pas dictée par l'imminence d'une offensive soviétique (dont de toute façon il ne serait pas le premier informé), ne contrariait dans l'intervalle aucune autre initiative centrale. Et l'on veut croire que, si tel avait été le cas, elle ne se serait pas autant développée pendant deux mois, en une période où Moscou resserrait son contrôle. Les difficultés rencontrées par le gouvernement français pour résoudre la quadrature du cercle – à savoir la gestion parallèle du risque soviétique et de la peur allemande – fournissaient un axe d'intervention commode au PCF pour qui « la question du réarmement allemand est le point le plus faible de la politique du gouvernement Pleven-Moch »[29]. C'est en effet le 24 octobre 1950 que l'Assemblée nationale vota un ordre du jour prévoyant l'intégration de contingents allemands dans des divisions européennes.

C'est donc en pleine catastrophe militaire américaine en Corée, alors que, selon un rapport préfectoral « chacun redoute une attaque russe sur le front ouest qui, en peu de temps, effacerait la France de la carte du monde »[30], que le PCF engage les opérations en convoquant le 12 décembre une manifestation pour le 23 devant l'Élysée. Le président Vincent Auriol est en effet apparu par le passé comme un garant sourcilleux de l'indépendance nationale, même s'il s'est engagé publiquement en faveur de l'Alliance atlantique. Selon *Le Monde* du 7 décembre, « l'ensemble des ministres [...] ne voudraient pas que la décision française pût entraîner une rupture du pacte franco-soviétique ». Les autorités françaises sont en effet engagées avec Washington dans les négociations qui vont aboutir, le 18 décembre, à la création d'une armée atlantique conjointement à une force européenne intégrée avec contingents allemands. Le Conseil de la paix a emboîté le pas dès le 16, ce qui ne suffit

29. Décisions du Bureau politique, 27 octobre 1950.
30. Rapport du préfet de Seine-inférieure, 11 décembre 1950.

pourtant pas (la vigilance des hommes de Jules Moch aidant…) à assurer le succès de la journée. On avait franchi un cran, deux jours plus tôt, quand la direction du Parti, plutôt que de s'en prendre à la perspective du commandement intégré, préfère frapper au point jugé le plus sensible : considérant que la « conquête de l'opinion publique » avait sur ce point une « importance décisive », le Bureau politique décidait de « mobiliser le Parti pour la consultation nationale contre le réarmement allemand »[31].

Dès le lendemain, la Commission permanente des Combattants de la paix et de la liberté annonce qu'elle prend « l'initiative » de ladite consultation, à laquelle la presse communiste réserve sans surprise le meilleur accueil. La technique du porte à porte est à nouveau encouragée, et les leçons de Stockholm sont systématisées sous forme de vade-mecum pétitionnaire, ce qui ne laisse d'ailleurs pas d'irriter concierges et gardiens de la paix. Les cerbères considèrent en effet que les démarches militantes dans les immeubles fournissent un alibi facile aux dépouilleurs et autres « bonjouriers », ces cambrioleurs prompts à saisir les occasions une fois sur place. La poursuite simultanée de deux objectifs par l'OTAN gêne néanmoins le Parti. Sans doute, la lutte contre le réarmement allemand rencontre-t-elle un accueil favorable[32], mais « développer le courant anti-américain »[33] est une mission plus délicate s'il s'agit de focaliser l'hostilité sur la personne d'Eisenhower en en faisant le symbole de la remise sur pied de la Wehrmacht. Malgré la mobilisation des veuves, le pari, six ans à peine après l'opération *Overlord*, était ambitieux : l'échec d'une manifestation contre « l'homme qui avait refusé le second front » n'était pas seulement imputable au préfet Baylot, dont le savoir-faire fut, une fois n'était pas coutume, reconnu par les Anglo-Saxons. Le Bureau politique estima nécessaire de « remettre à la hauteur des événements les Combattants de la paix » et fixa comme objectif de « dépasser le nombre de signatures de l'Appel de Stockholm »[34]. Les déportés

---

31. Décisions du Bureau politique, 21 décembre 1950.
32. Pour une illustration saisissante au niveau municipal dans l'Allier, *cf.* Mischi (Julian), *Structuration et désagrégation du communisme français (1920-2002). Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire,* Thèse de science politique, EHESS, 2002, p. 575.
33. Décisions du Bureau politique, 5 janvier 1951.
34. Décisions du Bureau politique, 1er février 1951.

furent mis à contribution qui, dans *L'Humanité* du 15 février 1951, furent invités à manifester en tenue rayée, avec leurs décorations, contre la venue d'officiers allemands. Si l'on en croit le rapport de la préfecture de police de Paris, la mobilisation fut limitée et sur 450 arrestations, on ne dénombra que 27 déportés « ou se disant tels ». L'opinion publique semble avoir été beaucoup plus sensible, en ce début d'année, au fracas des armes en Corée, où les vagues d'assaut chinoises ployaient désormais sous des orages d'acier américains dont on admirait l'efficacité tout en s'interrogeant sur les retombées de leur éventuelle utilisation sur des théâtres moins exotiques. D'après le rapport établi le 8 mars 1951 sur « Le PCF en février », la large publicité donnée dans la presse et au cinéma au « ravage présenté comme systématique dont est devenue capable une armée dotée d'engins modernes est apparue, même dans des journaux modérés, comme préfiguration de ce qui pourrait arriver en Europe. Les communistes en ont tiré argument pour leur campagne de Paix ».

Objectifs internationaux, alliances nationales

Deux lièvres à la fois

C'est en tenant compte d'un contexte international marqué par le piétinement des forces communistes en Corée et par l'accélération du réarmement américain que, le 17 février 1951, Staline prend la parole via une interview à la *Pravda*. Pour la première fois depuis que l'URSS a reconnu posséder l'arme atomique, mention en est faite par le *vojd* en personne comme pour mieux faire ressortir la validité – « tout au moins à l'heure actuelle » – de la thèse de la « non-inévitabilité des guerres »[35]. Et, tout en affichant une confiance plus grande envers les « Partisans de la paix » qu'à l'égard des gouvernements occidentaux, il n'en avance pas moins une proposition « tendant à la conclusion d'un pacte de paix entre

35. Romer (Jean-Christophe), *La guerre nucléaire de Staline à Khrouchtchev, Essai sur la constitution d'une culture stratégique en URSS (1945-1965)*, Publications de la Sorbonne, 1991, p. 17-18.

l'URSS, l'Angleterre, les États-Unis, la Chine et la France ». Si un signal est alors émis à Moscou, force est de constater que celui-ci fait l'objet de décodages contradictoires. Raymond Aron, dans le *Figaro* du 20 février, met l'accent sur la continuité dans le « mensonge » et « l'impudence », tout en jugeant que le coup de chapeau n'est pas forcément bénéfique pour l'image des troupes de Joliot-Curie. Quant à André Pierre, dans le *Monde* du 24 février, il se demande si le Kominform ne souhaite pas s'engager dans la constitution d'une contre-ONU. Dans *L'Humanité*, André Stil attire plutôt l'attention sur la validité de la « coexistence pacifique ». Mais le thème n'a rien qui puisse surprendre un familier des colonnes du quotidien, le mariage du chaud et du froid étant une constante de l'*agitprop* stalinienne. Et le 22 février, conformément aux décisions du 19, *L'Humanité* peut annoncer que le million de signatures contre le réarmement allemand vient d'être dépassé dans la Seine.

Le changement de priorité n'est rendu visible qu'à l'issue de la première session du Conseil mondial de la Paix, tenue à Berlin du 21 au 26 février 1951. La spécificité allemande du réarmement est désormais intégrée dans un combat plus global contre la mise sur pied de guerre de l'Occident. Le Conseil soutient en effet la convocation d'une « conférence des peuples dont les gouvernements ont adhéré au pacte Atlantique », à l'initiative d'une « Entente franco-belge contre le réarmement de l'Allemagne ». Celui-ci passe visiblement au second plan, comme en témoigne la distance prise à l'égard de tout « Pacte à quatre » engageant les seules puissances occupantes de l'ancien Reich. La précision est apportée par le biais de critiques formulées à l'encontre des militants de Dax, qui proposaient cette formule comme un pis-aller dans la mesure où les Américains opposaient leur veto à la participation de la République populaire de Chine[36]. L'heure a en effet sonné d'une campagne en faveur d'un Pacte de Paix « à cinq », incluant donc la Chine populaire et à laquelle il convient de donner un retentissement mondial. L'ouverture (le recentrage ?) sur l'Asie vise-t-elle à paralyser la conclusion d'un traité de paix et, au-delà, le réarmement nippon ? Si l'on hésite encore aujourd'hui, on peut se représenter la perplexité des communistes français confrontés à une oscillation diplomatique malaisément décryptable. Aussi, après avoir pris la mesure du

36. Verlhac (Jean), « À propos de quelques résolutions d'Assises locales pour la Paix », *Le Combat pour la paix*, n° 4, 3 décembre 1951.

tournant, c'est le 2 mars que le PCF s'adapte à la nouvelle situation. « Tout en poussant au renforcement de la consultation contre le réarmement allemand », il s'agit désormais de « populariser, faire approuver le plus rapidement possible l'appel du Conseil mondial de la Paix pour la conclusion d'un pacte entre les cinq grandes puissances »[37].

Pratiquement, c'était signer l'arrêt de mort de la campagne « Allemagne ». Certes, la direction du PCF prodigua les apaisements nécessaires et multiplia les tentatives pour « rattacher » la consultation sur le réarmement allemand à une « campagne générale pour la paix ». Yves Farge s'illustre tout particulièrement lors du Conseil national de la paix du 18 mars lorsqu'il s'insurge contre les tentatives visant à isoler « telle ou telle campagne » alors qu'« il n'y a que la vaste, la nécessaire, la puissante campagne de paix qui requiert l'utilisation de toutes les formes d'action possible en présence d'un problème qui n'est pas un problème simple ». Il n'empêche : même si le Mouvement français s'est aligné séance tenante sur la nouvelle priorité, le flottement demeurait encore dans les mémoires plus de trente ans après les faits[38]. Deux mois après le tournant, la campagne contre le réarmement allemand était toujours au centre de l'activité de nombreux militants, alors même que « la chose essentielle » était clairement « la campagne mondiale pour un Pacte de paix ». Il n'était certes pas interdit de poursuivre « l'action contre le réarmement allemand » mais ce combat ne devait jouir d'aucune préséance sur celui qu'il convenait de mener « contre l'occupation de bases américaines en France » ou encore « contre l'interdiction du Conseil mondial, etc. (la prédominance de telle ou telle action dépendant des situations locales) »[39].

Dans les rangs du PCF, les remous ne semblent guère avoir déstabilisé certitudes et personnels. À une exception près, peut-être, dans le cas de Charles Tillon. Nous n'avons certes pas à ce jour tous les éléments permettant de conclure quant aux mobiles et aux circonstances de son éviction, mais de nombreuses traces permettent de la relier – au moins contextuellement – au « tournant de mars ». On notera pour commencer que le Conseil national de la paix du 18 mars, au cours duquel Farge

37. Décisions du Bureau politique, 2 mars 1951.
38. Entretien d'O. Le Cour Grandmaison avec Corentin Bourvéau, avril 1985, *op. cit.*, p. 179.
39. « Note pour les délégués du Conseil national aux assemblées départementales du 6 mai », 3 mai 1951.

remit l'organisation sur les rails du Pacte à cinq, s'est tenu à Aubervilliers, cité dont Tillon était le premier édile. Ensuite, la parution, le 5 mars, dans *L'Humanité*, d'un entrefilet annonçant l'existence, dans les partis français et italien, d'espions avec lesquels devait prendre contact « la bande Clementis-Sling », impliquait d'être à la hauteur des justiciers soviétiques. Tillon pouvait parfaitement convenir à ce dessein, en tant que supposé nationaliste à l'heure où Moscou faisait passer la campagne « Allemagne » (qui, dans les rangs du Parti, avait pris à l'occasion une tournure « anti-boche »[40] caractérisée) au second plan. Dès lors, on peut parfaitement interpréter l'éviction de l'ancien chef FTP de ses responsabilités à la direction du Mouvement de la paix comme le premier pas vers la charrette où il se retrouverait en compagnie du « policier Marty ». La décision est probablement communiquée à la direction (et à l'intéressé) à l'issue du Secrétariat du 11 avril par Casanova[41]. Charles Tillon rédige des autocritiques, jugées insuffisantes puisqu'il persiste à s'interroger sur l'abandon de la campagne contre le réarmement allemand. Il y fait clairement allusion à l'affrontement qui l'opposa à la direction de l'UFF, donc à Jeannette Vermeersch. L'épouse de Thorez avait été en effet particulièrement virulente dans sa façon de signifier aux militants que le mot d'ordre de lutte contre le réarmement allemand s'était révélé inadapté à l'heure où « en France, quarante départements sont occupés par les Américains »[42]. Pour Duclos, la mise en sous-service de Tillon pouvait servir de réponse à un audit négatif réalisé par un enquêteur soviétique sur le Mouvement de la paix[43]. Tillon avait, comme beaucoup de partants du XIIe congrès, un passé espagnol et, à Moscou, les ex-partisans n'étaient pas en odeur de sainteté. En URSS, en effet, l'autonomie prise après 1941 par rapport au Parti fut à l'origine de purges féroces chez ceux qui avaient lutté derrière les lignes allemandes[44]. Par-delà la tête

40. Selon la formule de Vermeersch (Jeannette), *op. cit.*, p. 140.

41. « Rapport au Secrétariat », 22 avril 1951.

42. Rapport de Jeannette Vermeersch devant le Conseil national de l'UFF, Aubervilliers (encore une coïncidence ?), 8 avril 1951.

43. Buton (Philippe), « Le Mouvement des Partisans de la paix », *op. cit.*, p. 234.

44. *Cf.* François Thom, « L'influence de l'idéologie communiste sur la stratégie soviétique » in *Les figures de la guerre depuis 1945*, colloque de l'Institut d'histoire sociale, Paris, 25 juin 2003.

ainsi jetée aux Soviétiques, l'opération n'avait rien qui pût déplaire à Jeannette Vermeersch. Marqués par un négationnisme caractérisé à l'égard des millions de disparus du fait du régime soviétique, les souvenirs de la compagne de Thorez se font au contraire plus précis pour expliquer comment selon Tillon « le problème n'était pas de mobiliser les gens pour le désarmement mais contre le réarmement allemand ». Elle a manifestement, cinquante ans après les faits, gardé en travers de la gorge la réplique de l'ancien chef FTP à ses remarques en matière de « lutte pour la paix » : « Qu'est-ce qu'en t'en sais, toi ? Tu n'étais pas là pendant la guerre ! » À l'heure où la direction flottait quelque peu du fait de l'absence de Maurice Thorez, le clan au pouvoir tentait de serrer les coudes, attitude pas forcément contradictoire avec une politique toujours en quête de partenaires.

Chimérique Front national

Ce n'était certes pas la première fois que le PCF invoquait la perspective d'alliances sans rivages dans une période d'isolement caractérisé. Le précédent du printemps 1941, où fut lancée la formule de « Front national », était là pour ancrer l'idéologie de la *nécessité objective* dans l'expérience historique. Les ambitions du Parti n'en étaient pas moins surdimensionnées. En particulier, il lui fallait surmonter la contradiction entre le rapprochement avec le nationalisme de droite indispensable à toute action contre le réarmement allemand et la réalité d'un antisoviétisme alimenté par la peur de la guerre. Et, avant même de songer à mordre de ce côté, il n'y avait guère à attendre de la gauche social-démocrate, heurtée par l'agressivité communiste en Asie. Déjà majoritairement convaincue que le retrait du corps expéditionnaire en Indochine signifierait la dictature du PC local « avec tout ce qu'elle comporte d'antidémocratique »[45], le *Populaire* ne ménage pas ses encouragements aux *Marines* engagées en Corée. L'attitude des socialistes est alors tiraillée entre la priorité donnée à l'Europe et les engagements français en Asie, ce grand écart se traduisant par une solidarité gouvernementale lorsqu'il est

45. Déclaration de Gaston Defferre au congrès SFIO (dépêche AFP, 31 mai 1950), *in* Ruscio (A.), *op. cit.*, p. 213.

aux affaires et par un accent mis sur l'arbitrage international lorsqu'il repasse dans l'opposition. Sans doute, le PCF ne perd-il rien à attirer l'attention « sur l'aide militaire apportée par les Américains à l'Espagne franquiste et la campagne pour renouer les liens diplomatiques avec Franco, prélude à son entrée dans l'armée européenne » afin de pouvoir « exploiter la trouble créé par cette question dans le PS »[46]. Mais l'actualité prime sur la mémoire antifasciste. Tout au plus convient-il de ferrailler, en attendant des jours meilleurs, avec la Ligue des droits de l'homme (où Pierre Cot et Lucie Aubrac étaient minoritaires) pour qui « l'invasion de la Corée du Sud par les forces armées de la Corée du Nord, quels qu'aient pu être les prétextes ou les raisons constitue une agression ».

Les assauts contre le cosmopolitisme sont essentiellement menés sur le terrain du cinéma et de la peinture[47]. C'est en pleine campagne contre le réarmement allemand que Lecœur théorise le bon usage de Picasso (*Massacre en Corée*) et de Fougeron (*L'assassinat d'André Houillier*) en établissant une hiérarchie qui ne laisse guère de doute sur les préférences de la direction du PCF : tandis que le premier, cosmopolite et prix Lénine de la paix 1950, « se bat à son créneau de Partisan de la paix », le second – aux thèmes plus hexagonaux – combat « à son créneau de communiste »[48]. Quant à la défense de l'industrie nationale, elle ne parvint pas davantage qu'en 1947 à déboucher sur des alliances politiques. Les efforts en ce domaine portèrent d'abord sur la « défense de la technique française contre ses détracteurs ». Frédéric Joliot-Curie fut ainsi sollicité en vue de confectionner la partie « nucléaire » d'une luxueuse brochure présentant les succès français dans des domaines tels que l'aéronautique, l'industrie du luxe, etc.[49]. La direction communiste

46. Cette consigne figure dans la rubrique « Le réarmement allemand et la Lutte pour la paix » des décisions du Secrétariat du 11 décembre 1950.
47. *Cf.* Patricia Hubert-Lacombe, *Le cinéma français dans la guerre froide, 1946-1956*, L'Harmattan, 1996 ; Wilson (Sarah), *Art and Politics of the Left in France, 1935-1955*, University of London, 1991 ; Lazar (Marc), « Le réalisme socialiste aux couleurs de la France », *L'Histoire*, n° 43, mars 1982 et Buton (Philippe), Deligne (Alain), Wilson (Sarah), « Une expérience : trois analyses croisées de deux affiches de la guerre froide », art. cit.
48. Wilson (Sarah), « Martyrs and Militants », *in* Scriven (Michael), Wagstaff (Peter) (ed.), *War and Society in 20th Century France*, Berg, 1991, p. 229.
49. Archives Joliot-Curie, lettre de R. Jugeau, 7 juillet 1950.

tablait pour le coup sur l'intérêt bien compris de certains secteurs des couches dirigeantes invitées à méditer sur les préjudices subis du fait des obstacles dressés par l'Impérialisme en matière de liens commerciaux avec les pays socialistes[50].

Le début de renaissance de l'extrême-droite n'est pas davantage négligé, dans la mesure où certains éléments maréchalistes peuvent être encore récupérables pour une alliance anti-allemande, à l'image du maurrassien Pierre Boutang auquel Pierre Debray tend la main dans les colonnes d'*Action*. Par rapport aux tentatives d'avant-guerre, la nouveauté réside dans le fait que l'appel au sursaut national peut également s'appuyer sur les perspectives d'Union européenne, la charge étant sonnée en la circonstance par Georges Cogniot, auteur d'un pamphlet remarqué contre le « cosmopolitisme » européen. Il faut dire que le Mouvement européen comprend alors un certain nombre de neutralistes, dont Étienne Gilson, ce qui ne simplifie pas la partie en cours. Il n'en est pas moins dénoncé comme une création de « l'espion en chef des États-Unis, Allen Dulles »[51]. L'Europe est ainsi vouée au pilori en tant que première marche vers le « gouvernement mondial » de l'Amérique[52].

La mise en avant d'une thématique nationaliste n'a rien qui puisse contrarier les convergences éventuelles avec les gaullistes. Du moins en théorie, car dans la guerre en Corée, les partisans du Général ont clairement choisi leur camp. Dans un article (non signé) intitulé « De Gaulle préconise la préparation intensive à la guerre », *L'Humanité* du 11 juillet 1950 a souligné que l'« apprenti dictateur » a gagné ses galons au sein du « parti américain », aux côtés de Pleven et Mollet. Et Raymond Aron se donnera le plaisir, à l'heure du naufrage de la CED, de publier une directive de propagande du RPF datée du 8 octobre 1950 parfaitement dépourvue d'ambiguïté[53]. L'auteur, Jacques Soustelle, invitait ses compagnons à se dresser contre le « mouvement munichois » qui se dessinait en

---

50. « Appuyer dans certains milieux industriels sur la question de la rupture des relations économiques entre l'Ouest et l'Est », décision du Secrétariat, 22 janvier 1951.
51. *Cf.* Roger (Philippe), *L'ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français*, Seuil, 2002, p. 424.
52. *Les conférences éducatives du PCF*, n° 9, 9 mars 1951.
53. Aron (Raymond), « Qui a changé ? », *Le Figaro*, 15 octobre 1954.

réaction à « l'agression chinoise, c'est-à-dire soviétique » et qui, en France, réunissait « les communistes avec leurs alliés plus ou moins honteux de gauche – SFIO et radicaux de type Mendès – et modérés que représente assez bien le *Monde* ». Pour l'heure, la menace majeure demeurait donc bel et bien aux yeux des gaullistes la perspective d'une Allemagne neutralisée, donc réunifiée, premier pas vers sa soviétisation. Le changement de fusil d'épaule du PCF et sa campagne en faveur du « Pacte à cinq » ne pouvaient donc pas être propices à un front commun avec le RPF.

Cryptos et antis

L'inflexion était plus riche de promesses du côté « neutraliste »[54]. Précisons que si le terme de « neutralisme » est originellement frappé d'une connotation péjorative, nous nous bornons ici à enregistrer un usage, auquel on pourrait préférer celui du terme « non-alignement ». Le même flou sémantique est de mise à propos de l'étiquette « progressiste », dont une définition commode est fournie par Pierre Cot dans une interview à *Paris-Presse* datée du 16 juin 1951 : « Je ne suis pas communiste. Mais je considère que le communisme est un mouvement irrésistible. Il faut éviter les révolutions sanglantes comme celle de 1789... ou la révolution russe de 1917. Notre devoir est de préparer une période d'évolution politique pacifique comme en connaissent maintenant les démocraties populaires. Tel est le rôle du progressisme. »

Sans s'y réduire, l'ouverture dans ces deux directions est indissociable de l'attention portée à ce que l'on n'appelle pas encore le tiers-monde. Il est en effet demandé aux cadres dirigeants d'« insister sur attitude de Nehru[55] », du moins tant que celle-ci fait l'objet d'un *satisfecit* de Moscou. Ainsi, après quelques semaines de conflit coréen, Staline

54. Pour une typologie des infinies variétés de neutralisme (armé ou pas, philosoviétique et/ou antiaméricain, etc.), *cf.* Durantin (Jean-François), « Les conceptions européennes des neutralistes français vis-à-vis du conflit Est-Ouest au début de la guerre froide », *in* Vaïsse (Maurice), *Le pacifisme en Europe des années 1920 aux années 1950*, Bruxelles, Bruylant, 1993.
55. Décisions du Bureau politique, 4 août 1950.

faisait-il mine d'accepter les offres de médiation indienne des 13 et 16 juillet. Nehru – qui avait refusé de désigner l'agresseur – assortissait sa proposition d'une demande d'admission de la Chine à l'ONU et évitait de demander l'arrêt des hostilités. La tentative de relier la Lutte pour la paix à la cause nationaliste révolutionnaire en Asie et en Afrique connaît donc les hauts et les bas inéluctables dans ce secteur, tant les priorités soviétiques demeurent, comme toujours depuis 1917, en Europe. Le Mouvement communiste peut ainsi se réjouir de voir le MTLD[56] et le Manifeste[57] faire cause commune avec les Partisans de la paix algériens afin de soutenir la juste lutte du « peuple de Corée »[58]. En contrepartie, le PC algérien peut se flatter auprès de ses rivaux d'avoir obtenu du Mouvement de la paix l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour du congrès de Varsovie[59]. Mais les fluctuations de la diplomatie soviétique peuvent être source d'incompréhension chez les militants concernés, qui, pour fidèles qu'ils soient à la dimension mondiale de l'anti-impérialisme et aux nécessités de la centralisation, estimaient que certains mots d'ordre (celui de « Pacte à cinq », par exemple, étaient par trop eurocentrés et en tout cas peu susceptibles de toucher les masses locales. Qui plus est, malgré des rapprochements ponctuels avec le Mouvement communiste le MTLD refusait d'avaliser le soutien soviétique à l'État d'Israël. Fondamentalement, les messalistes considéraient que « la politique coloniale russe obéit à une stratégie particulière : l'URSS ménage les nations coloniales, telles que la France et l'Italie, pour avoir l'appui des métropoles au détriment des peuples qui vivent sous le joug de ces deux nations »[60]. Sur le terrain, les pratiques peuvent être différenciées : ainsi un tract en français et en arabe de la CGT de Kleber-Colombes assure que « les travailleurs de France

56. Le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (1946-1954), organisation indépendantiste algérienne, était dirigé par Messali Hadj.

57. Il s'agit de l'Union démocratique du manifeste algérien, héritière de la Fédération des élus musulmans qui, dans les années 1930, revendiquaient encore la citoyenneté française. Elle était dirigée par Ferhat Abbas.

58. *L'Humanité*, 7 juillet 1950.

59. Jurquet (Jacques), *Des élections à la lutte armée, Algérie 1945-1954*, Éditions du centenaire, 1984, p. 290.

60. *Maghreb el Arabi*, octobre 1950, *in* J. Jurquet, *op. cit.*, p. 267.

aideront leurs camarades d'Afrique du Nord à se débarrasser de l'impérialisme français pour se débarrasser eux-mêmes rapidement de l'impérialisme américain ». Mais globalement, le volet « anti-impérialiste » de la lutte pour la paix se révéla beaucoup plus efficace auprès des anticolonialistes hexagonaux qu'auprès des populations concernées.

L'anti-impérialisme colonial offrait en effet une passerelle praticable avec une fraction de l'intelligentsia avide d'« ouverture ». Dans *L'Observateur* du 26 octobre 1950, Gilles Martinet se réjouit ainsi qu'un étudiant du Mouvement de la paix ait pu soulever la question des camps de concentration soviétiques et qu'on lui ait promis que « cette question pourrait être posée à la délégation soviétique ». De fait, les appels du pied se multiplient depuis septembre 1950, date à laquelle Dean Acheson annonce l'envoi de renforts en Europe, décision subordonnée à la mise sur pied de douze divisions allemandes. Le PCF réagit alors à des mises en garde perceptibles dans des revues telles que *Temps nouveaux* et le *New Diplomat*[61] lui reprochant de « laisser croire que seuls les communistes auraient à attendre de bienfaits de la part de l'Union soviétique »[62]. Auguste Lecœur pousse alors à l'élargissement des Comités du Mouvement de la paix en direction des neutralistes. Cette analyse est confirmée par la réaction de Claude Bourdet (qui avait refusé de signer l'Appel de Stockholm) faisant valoir dans sa réponse aux avances du PCF que « le neutralisme sert la politique russe dans la mesure précise où l'URSS, en ce moment, craint la guerre mondiale », ajoutant qu'« à cela, nous consentons bien volontiers »[63].

En dépit d'un succès mitigé, l'ouverture ne se dément pas. Le parti mise sur la création d'un réseau d'associations et de personnalités parmi lesquelles, outre Pierre Cot, on dénombre Gilbert de Chambrun, Emmanuel d'Astier et Robert Chambeiron. Rares étaient les fondateurs qui, comme Camille Val (de Jeune République) doutaient de l'identité de l'agresseur en Corée. Cette mouvance se retrouve sous l'appellation « Union progressiste », dont la conférence nationale, réunie les 9 et 10 décembre 1950, fait le choix du « neutralisme actif ». Également

---

61. Paraissant outre-Manche, cette revue est considérée par les services britanniques et français comme « inspirée » par la diplomatie soviétique.
62. Je cite ici d'après la synthèse policière *Le PCF en septembre 1950*.
63. *L'Observateur*, 14 septembre 1950.

prônée pour l'Allemagne, cette position est à ses yeux la seule capable d'épargner au pays les inconvénients d'une occupation militaire (soviétique) et d'une dévastation atomique (américaine). Dès le lendemain, le PCF sollicite ses cadres dirigeants afin d'« aider au développement du courant neutraliste »[64]. Pierre Hervé et *Action* sont largement mis à contribution « pour accorder les thèmes des Partisans de la paix et des neutralistes, chose impensable il y a six mois »[65]. Le jeu est en fait délicat, et le PC doit rappeler ses propagandistes à « rester fermement sur les positions du Parti »[66]. Cette vigilance permet à la mouvance neutraliste de se laver des soupçons de « cryptocommunisme » en s'emparant de propos directement calqués sur la propagande soviétique pour mieux souligner à quel point le neutralisme représente une « hérésie de l'orthodoxie communiste »[67]. L'article s'appuie sur un texte de Jacques Duclos récemment paru dans *France nouvelle* et assénant qu'« il ne saurait être question de se situer dans une sorte d'oasis de la paix entre le camp de la paix et le camp de la guerre ».

L'offensive chinoise constitue certainement un atout de taille auprès des mouvements de libération nationale, chers aux progressistes. Les décisions du Secrétariat du 5 janvier 1951 sont éclairantes sur ce point : « Outre-mer, la Lutte pour la paix doit être intimement liée à la Lutte pour la Libération nationale. Montrer résultats de l'attitude offensive prise par la Chine populaire tant sur le plan militaire que sur le plan politique. » Mais cette fierté n'est pourtant pas sans effets négatifs en France sur les personnalités qui constituent le cœur de cible de la démarche et qui, comme Hubert Beuve-Méry, sont confortées dans leur réticence à faire cause commune avec des personnalités affichant une pseudo-neutralité ouvertement inclinée vers un régime soviétique dont ils « acceptent manifestement l'extension, tout en souhaitant faire l'économie de la guerre »[68].

---

64. « Le réarmement allemand et la lutte pour la paix », décisions du Secrétariat, 11 décembre 1950.
65. *Le PCF en décembre 1950.*
66. Décisions du Bureau politique, 18 janvier 1951.
67. Fauvet (Jacques), *Le Monde*, 20 janvier 1951.
68. Conférence du 8 mai 1951, cit. par Milza (Pierre), « Les mouvements pacifistes et les guerres froides depuis 1947 », in *Les internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome/Università di Milano, De Boccard, 1987, p. 269.

L'Union progressiste tient également sa place dans un jeu électoral français dont le PC n'a jamais sous-estimé l'importance. Le scrutin législatif du 17 juin 1951 est ainsi l'occasion de vérifier les limites de cette quête d'alliances ainsi que la division programmatique de la nébuleuse neutraliste. À cette occasion, le PCF haussa le ton vis-à-vis des « progressistes de mauvaise qualité », qui se présentèrent (sans succès) sous des appellations telles que « Ni Washington, ni Moscou », « Cartel des gauches indépendantes » ou encore « Action neutraliste ». Malgré leurs proclamations anti-anticommunistes, elles n'en trouvèrent pas grâce pour autant aux yeux du PCF, « une voix pour eux étant une voix perdue pour le parti de la paix »[69]. Comme le RPF, les communistes étaient confrontés à un système d'apparentements qui les rendait sourcilleux face aux risques de dispersion des suffrages. Ce danger était en revanche écarté en ce qui concernait l'Union progressiste. Les personnalités réunies sous cette étiquette, par ailleurs dirigeants éminents du Mouvement de la paix, figurèrent en bonne place des listes communes présentées avec le PCF, ce qui aboutit à l'élection d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Gilbert de Chambrun, Pierre Meunier et Pierre Cot. Ce dernier, menacé en Savoie, parvint à se faire réélire dans le Rhône grâce au vote communiste, les meetings de l'UP ne drainant pas une affluence considérable. La campagne de Cot avait été marquée par la reprise de ses thèmes catastrophistes de prédilection, le pacte Atlantique faisant courir à la France un risque majeur de destruction dans la mesure où les Américains (dont l'aviation était selon lui surclassée par les forces aériennes soviétiques) étaient incapables d'aligner les moyens nécessaires à sa défense[70].

L'intelligentsia n'est pas uniment fascinée par ces perspectives. Sa frange antitotalitaire[71] ne néglige pas de contre-attaquer sur le terrain de la Paix. La question n'est pas absente de l'argumentaire du Congrès pour

69. Cohen (Francis), *L'Humanité*, 5 juin 1951.
70. Cot (Pierre), « Pourquoi je suis candidat aux côtés des communistes », *La Voix du Peuple*, 31 mai 1951.
71. Voir sur ce point les travaux de Grémion (Pierre), et notamment : *Intelligence de l'anticommunisme, le congrès pour la liberté de la culture à Paris, 1950-1975*, Fayard, 1995 ; « Le totalitarisme, marqueur dans l'espace politique et intellectuel français », *Communisme*, n° 47-48, 1996 ; « Regards sur la diplomatie américaine des idées pendant la guerre froide », *Communisme*, n° 62/63, 2000.

la liberté de culture, qui se tient à Berlin dans les premiers jours du conflit coréen. C'est sur ce thème que les membres du Congrès demandent au Mouvement de la paix l'organisation d'un débat contradictoire, dans une lettre à Joliot-Curie en date du 8 décembre 1950 à laquelle ce dernier ne donna pas suite. Mais c'est surtout dans les domaines sensibles de la souveraineté nationale et de la dénonciation de la violence que la Troisième force, flanquée des gaullistes, faisait porter ses efforts contre le Parti. Alors que le label « Paix et liberté » était l'apanage, dans l'entre-deux-guerres, du Mouvement communiste, il identifiait désormais certains de ses plus inventifs adversaires. C'est le 8 septembre 1950 en effet qu'est lancé le premier appel national de l'organisation orchestrée par Jean-Paul David[72]. Celle-ci n'hésitait pas à comparer sur les ondes officielles l'émission *Ce soir en France* (diffusée depuis Prague) à la démoralisante Radio-Stuttgart de la Drôle de guerre[73]. Le président du Conseil en personne, l'ancien Français libre René Pleven, n'avait-il pas appelé, le 2 septembre 1950 à Strasbourg, à la mise à la raison des « cinquièmes colonnes »[74] ?

La IVe République n'avait pas pour autant basculé dans le maccarthysme, comme en témoigne une conférence donnée à l'École supérieure de guerre le 2 février 1951 par Pierre Bertaux. Selon le directeur de la Sûreté nationale qui avait précisément choisi de traiter ce jour-là de la « lutte contre la 5e colonne », l'activité communiste dans les domaines touchant à ce que les Américains dénomment « Sécurité nationale » mettait à l'ordre du jour le problème d'une « police politique » jugée « contraire à la tradition républicaine et aux institutions ». Il n'en déplorait pas moins l'existence d'un « hiatus » entre la surveillance du territoire, chargée de la chasse à l'homme mais limitée aux espions et les Renseignements généraux qui recueillent les informations politiques mais n'ont aucun rôle répressif :

72. *Cf.* les contributions de Delporte (Christian), « Propagande anticommuniste et images : le cas de "Paix et Liberté" » et de Duhamel (Éric), « Jean-Paul David et le mouvement Paix et Liberté, un anticommunisme radical », *in* Delmas (Jean), Kessler (Jean) (dir.), *Renseignement et propagande pendant la guerre froide, 1947-1953*, Bruxelles, Complexe, 1999.
73. Duhamel (Éric), *op. cit.*, p. 209.
74. *Ibid.*, p. 197.

> *« Personne, expliquait-il, n'est chargé de la lutte contre les agents de l'ennemi qui ne sont pas des "espions" au sens militaire et légal du terme, c'est-à-dire contre la masse principale de la 5e colonne (agents de renseignements économiques, saboteurs de l'industrie, du moral de la nation, de l'activité sociale, agents de désagrégation politique, etc.). Sans doute en cas de "guerre", c'est-à-dire d'opérations en Europe (puisque notre opinion leur réserve l'appellation "guerre") on déciderait une nouvelle législation, mais l'action actuelle est difficile. »*[75]

Les dirigeants de la IVe République se voyaient à nouveau confrontés aux difficultés de leurs prédécesseurs de l'entre-deux-guerres, lorsque la magistrature avait une première fois (dans les années 1920) sauvé le PC d'une dissolution, seule base jugée légale pour une intervention répressive dans une guerre non déclarée. De même que Pleven s'interdit de suivre Jean-Paul David sur la voie de l'interdiction de la fonction publique aux communistes, un texte visant à faire face à « la combinaison entre l'entreprise communiste de l'intérieur et celle de l'extérieur », cosigné par 35 parlementaires et déposé à l'Assemblée à l'initiative de Jacques Chevallier, ne fut jamais discuté. L'exposé des motifs de ce projet de résolution, déposé le 29 mars 1950, était dû à Boris Souvarine. Il tendait « à inviter le gouvernement à prendre toutes les mesures urgentes de légitime défense active contre les entreprises antifrançaises d'un parti nationaliste étranger "dit communiste" et de ses organisations et publications satellites »[76].

Cet anticommunisme avait très certainement contribué à droitiser les élections. La « lutte pour la paix » s'était donc révélée sur ce plan d'un rendement incertain alors que le PCF avait contribué à dramatiser la campagne en invoquant, dans l'intervention radiodiffusée de Duclos, le risque d'une nouvelle déflagration mondiale. Dans cette optique, les axes de la campagne du Parti visaient à retourner contre l'adversaire (selon un système déjà rôdé avant 1941) l'accusation de bellicisme. Mais la construction d'un réseau d'alliances sur des thèmes de politique internationale ne pouvait être productive qu'à condition d'être articulée à des revendications à caractère politique et, surtout, économique. Telle fut la

75. Notes prises à l'intention de l'ambassade britannique, 22 mars 1951.
76. *Cf.* Panné (Jean-Louis), *op. cit.*, p. 371.

démarche engagée vis-à-vis des chrétiens. C'est ainsi que la cause de la Paix fut l'occasion d'un échange entre Joliot-Curie et Mgr Montini rendu public par *Le Monde* du 7 mars 1951. Le futur Paul VI s'y réjouissait de voir le Mouvement de la paix reconnaître que le saint-Père s'était toujours prononcé « en faveur d'une juste Paix » alors que ses paroles ont été jusque-là « travesties » par ceux qui tentaient « d'accréditer l'absurde calomnie que le pape désirait et favorisait la guerre ». *L'Humanité* avait reproduit cette lettre, en omettant le passage sur l'« absurde calomnie ». Les joutes épistolaires étaient doublées d'approches plus discrètes de la part d'aristocrates du Mouvement de la paix se targuant de leur proximité de la famille royale italienne[77]. Sans maîtriser le dossier de ces tractations nous nous bornerons à constater que l'*Unità* a cru pouvoir décrypter dans le message pontifical de Noël 1950 une évolution de l'Église dans le sens d'un rapprochement avec les positions du CMP, la lettre de Montini, qui lui est postérieure, se prêtant malaisément à une telle interprétation.

Peut-être peut-on noter dans l'attitude des dirigeants communistes une évolution par rapport à 1936 dans la mesure où le Parti semble s'adresser non plus aux chrétiens en tant que travailleurs et en dépit de leurs convictions mais bien en mettant l'accent désormais sur ce qui, sur le plan doctrinal, semble pouvoir les conduire à un rapprochement avec les marxistes. La limite de ce calcul est néanmoins rapidement perceptible : si la peur atomique a pu fédérer un temps des sensibilités différentes de la gauche chrétienne, elle n'a guère ébranlé le MRP ou la CFTC et l'on a vu se multiplier préventions et agacements à l'intérieur de la rédaction d'*Esprit*, du *Monde* et de *Témoignage chrétien*. La période d'incertitudes qui s'ouvrait à l'été 1951 allait multiplier pour les chrétiens de gauche les occasions de prendre leurs distances avec le Mouvement communiste.

77. Pinault (Michel), *op. cit.*, p. 784.

Chapitre 7

UNE GUERRE *THÉORIQUEMENT* INÉVITABLE (JUILLET 1951-FÉVRIER 1953)

Le crépuscule stalinien engendre une série d'incertitudes déjà éprouvées par les acteurs de l'époque. Alors dans les rangs du PCF, la future historienne Annie Kriegel, explique dans un document interne rédigé fin 1953-début 1954 que « les directives politiques étaient rares, incohérentes ou franchement impossibles à faire appliquer ». Théoriquement mieux lotis, les historiens font porter l'essentiel de leurs interrogations sur trois domaines, inextricablement liés : la politique allemande (la neutralité, porte ouverte sur l'apaisement en Europe ou sur sa soviétisation ?), l'effort de guerre soviétique (mise en état de défense ou anticipation agressive du réarmement allemand ?), enfin la terreur anti-« sioniste » (prélude à une liquidation de la question juive en URSS ou élément d'une guerre de clans ?)[1].

Alors qu'au début de 1951 les Occidentaux avaient publiquement affiché leur préoccupation face à la menace d'une intervention armée soviétique en Yougoslavie[2], la menace semble s'éloigner depuis l'échec

1. Sur les ambiguïtés de la politique soviétique, *cf.* Soutou (Georges-Henri), *La guerre de cinquante ans*, *op. cit.*, p. 259-263. Sur le lien extérieur/intérieur, *cf.* Rucker (Laurent), *Staline Israël et les Juifs*, *op. cit.*, p. 340-355.

2. *Cf.* Soutou (Georges-Henri), « La politique française envers la Yougoslavie, 1945-1956 », *Relations internationales*, n° 104, hiver 2000, p. 441.

en Corée du va-tout chinois de l'hiver 1950-1951. Le groupe dirigeant du PCF n'en est que plus suiviste, dans la mesure où il est privé de la présence de son leader reconnu. Désormais le camp communiste table sur les coûts occasionnés à l'économie capitaliste par le conflit et la contraction du marché mondial. Encouragée par Moscou, la prolongation de la guerre en Asie est donc censée déboucher sur un aiguisement des contradictions entre puissances impérialistes, ce qui accroîtrait en retour les possibilités de manœuvre en Europe. Ce *linkage* Corée/Allemagne fait à nouveau de la France un théâtre d'opérations de premier plan, alors que le PC y présente quelques signes d'affaiblissement. Outre le déclin de sa force de frappe militante[3], la chute de la diffusion de la presse fait l'objet de compte rendus guillerets des services de police. Le Parti n'en conserve pas moins un douillet matelas électoral que certains observateurs étrangers attribuent à des facteurs géopolitiques. On considère ainsi à l'Ambassade britannique que l'insécurité nationale se conjugue en France à l'existence d'un vide politique à droite, deux paramètres issus du traumatisme de 1940. Cette situation de faiblesse travaillerait l'ancienne conviction d'être les « leaders idéologiques du monde civilisé », conduisant ainsi une partie de l'élite nationale à s'imaginer que son ralliement au communisme prolongera, en reprenant le leadership aux Russes, la *mission civilisatrice de la France* [en français dans le texte][4]. Le *Foreign Office* trouve néanmoins quelque satisfaction à constater que dans les préoccupations de l'électorat communiste, les questions économiques et sociales savent prendre le pas sur les considérations de sécurité nationale. L'ambassade britannique à Paris commente ainsi un sondage IFOP sur le vote communiste : « Les affaires extérieures jouent un rôle très faible dans la détermination de leur vote ; s'il y avait une guerre entre les USA et l'URSS, seulement 20 % d'entre eux y prendraient part du côté soviétique. »[5] Le sondage ne réduit pas pour autant les analystes à l'inactivité puisqu'à la question « quel est le motif le plus important de votre confiance dans ce parti ? », la formule (proposée) « il défend la paix » vient en tête (avec 32 % des

3. Buton (Philippe), « Les effectifs du Parti communiste français (1920-1984) », *Communisme*, n° 7, 1985.

4. Harvey à Western Department, « Lessons for the strength of communism in France », 10 novembre 1951.

5. Chancery à Western Department, copie à ambassadeur Moscou, 7 juin 1952.

choix) devant « il défend vos intérêts légitimes ». En cas de conflit américano-soviétique, les électeurs communistes sont 65 % à considérer que la France devrait s'abstenir. On peut supposer que le scénario d'une démocratie populaire française combattant aux côtés de l'Armée rouge est largement évacué des horizons d'attente, sans que l'on puisse faire la part dans cette attitude de la culture réaliste et de l'aspect peu réjouissant sur le plan humain de la perspective. Le philosoviétisme n'en reste pas moins une caractéristique majeure du PCF, conjointement au « pacifisme », dont les électeurs du Parti considèrent à une large majorité que le terme s'applique pleinement à ce dernier. Cette caractérisation se traduit par des positions qui distinguent les électeurs du PCF de ceux qui accordèrent en 1951 leurs suffrages à ses concurrents. Les électeurs communistes sont en effet 56 % à considérer que les USA sont « agressifs », la majorité des électeurs des autres formations préférant réserver ce qualificatif à l'URSS. De même 82 % pensent que le danger de guerre diminuerait si les troupes américaines quittaient la France, 56 % estiment que la domination atomique des États-Unis a accru le péril de guerre et 83 % que le réarmement augmente ce danger pour la France. Au contraire, la majorité des électeurs des autres partis jugent que l'effort occidental en ce domaine a diminué le risque de conflit armé[6].

Retour sur la question allemande

À la poursuite du Pacte à cinq

Le 23 juin 1951, la demande soviétique de négociations sur la question coréenne avait coïncidé avec l'échec de la conférence des quatre puissances qui avaient recueilli la capitulation allemande. La fin de cet épisode mineur donnait un souffle nouveau à la campagne communiste en faveur d'un « Pacte à cinq » engagée sur un plan mondial depuis février 1951. Celle-ci visait à placer les Occidentaux devant l'alternative suivante : ou bien l'OTAN constitue une alliance agressive contre

6. L'ensemble de ces données est disponible dans le n° 1 (1958) de *Sondages*.

l'URSS (et la Chine), auquel cas elle doit être dissoute ; ou bien il s'agit d'une coalition défensive à laquelle les puissances socialistes doivent pouvoir adhérer. L'analyse anticipait sur une manœuvre esquissée en mars 1954 par Molotov avant d'être à nouveau exhumée par Gorbatchev peu avant l'effondrement de l'URSS.

Les axes d'*agitprop* des communistes et du Mouvement de la paix ne démentent pas les analyses du Quai d'Orsay ou du *Foreign Office* selon lesquelles l'objectif de ces manœuvres demeurait le découplage Europe/USA. Ainsi le PCF jugea-t-il nécessaire de redonner vigueur à la campagne contre la présence militaire américaine[7] et, parallèlement, de ne pas « laisser s'accréditer l'idée que la politique de paix de l'URSS serait la conséquence de la politique d'armement à outrance des fauteurs de guerre ». La meilleure réponse à la fable du « péril soviétique » tenait dans le mot d'ordre : « Pacte à cinq : nouveaux millions de signatures »[8]. Dans la poursuite de cet objectif, l'été apparaissait à nouveau porteur des difficultés désormais inhérentes à la saison. Et de fait, les observateurs soulignent l'échec des « relais de la paix », épreuve pédestre devant fournir l'occasion de manifestations dans les villes traversées avec dépôts de gerbes et allocutions centrées sur la nécessité de l'accord entre les (cinq) Grands. Le 14 juillet vit néanmoins défiler dans le calme une foule imposante dans laquelle la bannière étoilée flottait en compagnie des drapeaux britannique, chinois, français et soviétique. Mais l'audience, partout où la manifestation fut autorisée, ne répondit pas aux attentes de ses organisateurs[9] et les mots d'ordre en faveur de Yalta et Potsdam ne parvinrent pas à dissiper la « confusion » régnant, selon Joliot, « dans un grand nombre d'esprits »[10]. En août, la proposition d'un « pacte de paix ouvert à tous les pays » fut ouvertement reprise par le représentant soviétique à l'ONU, sous forme de passage de témoin « de Joliot à Chvernik »[11], sans

7. « Reprendre notre campagne contre l'occupation américaine », Décision du Secrétariat, 16 juillet 1951.
8. *Ibid.*
9. Synthèse des rapports des préfets, juillet 1951.
10. Intervention devant le Conseil mondial de la paix, Helsinki, 20-23 juillet 1951. Joliot-Curie (Frédéric), *Cinq années de lutte pour la paix, articles, discours et documents, 1949-1954*, Défense de la Paix, 1954, p. 108.
11. Selon l'expression de Raymond Aron dans le *Figaro* du 17 août.

pour autant que la campagne ne parvienne à ce niveau de centralité dans la vie politique française auquel était parvenu, de l'aveu même de ses adversaires, l'Appel de Stockholm.

La campagne pro-Pacte à cinq, était il est vrai loin de mobiliser les mêmes affects que la peur de la mort nucléaire ou le cauchemar allemand. Et la marge de manœuvre des Occidentaux était probablement plus ample que lors de la campagne anti-atomique, le plan de désarmement déposé le 8 novembre 1951 par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France provoquant même quelque embarras chez certains sympathisants du PC. Au point que, les 22-24 décembre 1951, le Mouvement de la paix jugea nécessaire de procéder à un « gros effort de clarification » afin de surmonter les hésitations de ceux qui trouvaient quelques vertus aux propositions occidentales. Comme dans la question atomique, il refusa le préalable occidental, à savoir la capacité d'inspection des ressources de l'adversaire.

L'initiative occidentale avait certainement meilleure figure que l'argument qui sous-tendait le refus de signer Stockholm, à savoir la garantie procurée par une dissuasion terroriste face à la suprématie terrestre des Soviétiques. Sans doute également y aurait-il lieu de creuser la piste suggérée par un rapprochement entre les situations française et britannique : dans le premier cas, les chiffres de la campagne « Pacte à cinq » sont loin d'égaler ceux de Stockholm. Le PCF a en effet, selon les carnets d'Auguste Lecœur, recueilli 6 349 379 signatures en faveur du Pacte à cinq, soit près de trois millions de moins par rapport à l'Appel de Stockholm[12]. La différence est remarquable par rapport à la situation outre-Manche, où le score atteint à l'occasion de la seconde collecte est le double de celui obtenu un an plus tôt[13]. Par-delà la spécificité insulaire, on peut au moins invoquer comme facteur explicatif le sentiment, largement répandu en France lors de la campagne Stockholm, que les bombes atomiques pouvaient porter des couleurs américaines en cas de victoire rapide de l'Armée rouge sur le continent. Outre-mer, le scénario-catastrophe

12. *Cf.* Le Cour Grandmaison (Olivier), « Le mouvement de la paix pendant la guerre froide : le cas français (1948-1952) », *Communisme*, n° 18-19, 1988, p. 131. Philippe Buton, *in* « Le pacifisme communiste... », *op. cit.*, p. 323, conclut pour l'ensemble des signatures recueillies à une perte de 5 millions de pétitionnaires en un an.
13. Déclaration d'Ivor Montagu au CMP des 20-23 juillet 1951 à Helsinki. *Cf.* Pinault (Michel), *op. cit.*, p. 789-790.

différait quelque peu puisque le PC de Martinique expliquait au début de 1951 que la guerre impliquerait pour les populations antillaises, en sus de l'occupation américaine, une série de « bombardements militaires défensifs de l'adversaire de l'occupant ».[14] Au contraire, pour les Britanniques, le Channel persistait à jouer son rôle de fossé anti-chars garanti par la suprématie aérienne américaine. Au plan international, une différence de taille entre les deux campagnes peut également être trouvée dans le fait que l'Appel de Stockholm est plus nettement circonscrit. La campagne « Pacte à cinq » apparaît moins solennellement et son agonie s'étire de façon interminable, chaque échéance voyant (au niveau mondial) les millions de signatures s'ajouter au bilan précédent. En France, plus de trois mois s'écoulent entre le premier bilan (7 millions de signatures annoncées dans *L'Humanité* du 27 août) et le résultat dont on se prévaudra à l'époque (9 millions de signatures dénombrées dans *Combat pour la paix* du 3 décembre 1951. Après une première annonce dans *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire* (novembre 1951) établissant le chiffre à 562 millions (dont 230 pour la seule Chine), le Mouvement de la paix se prévalut de 596 302 298 signataires en janvier 1952, avant que le Conseil mondial d'Oslo (29 mars-1er avril 1952) n'affiche le score de 603 570 000 signatures, ce qui permettait un dépassement conséquent (112 millions) par rapport à Stockholm.

Dans la mémoire militante, la campagne « Pacte à cinq » fut bel et bien éclipsée par la fugace mais gratifiante lumière de Stockholm. À cet égard, l'organisation de masse sut se montrer nettement plus sélective que le Parti : alors que ce dernier, dans un *Manuel*[15] que l'historienne communiste Germaine Willard qualifiait pourtant devant nous d'« horrible »[16], lui accordait une mention discrète, l'historique réalisé (en 1983) par le Conseil national français du Mouvement de la paix passait sans transition de Stockholm au combat contre la CED[17].

14. Rapport du préfet de Martinique au ministère de l'Intérieur, 12 février 1952.
15. *Histoire du Parti communiste français (manuel)*, Éditions sociales, 1964, sous la direction de Jacques Duclos.
16. Entretien avec l'auteur, 23 juin 1982.
17. *Le Mouvement de la paix. 33 années de luttes pour le désarmement*, supplément à *Combat pour la paix*, n° 321, janvier-février 1983, p. 3. Cité par Le Cour Grandmaison (Olivier), *op. cit.*, p. 294.

Autour d'une note : pour une Allemagne neutre et réarmée

Comme lors du passage de témoin entre les campagnes « réarmement » et « Pacte à cinq », deux objectifs furent mis simultanément en avant lorsqu'il s'agit de recentrer l'activité sur l'Allemagne dans les derniers mois de 1951. Dès le 10 septembre, il était question de « donner un nouvel élan à la campagne contre le réarmement allemand dans le cadre de la campagne pour le Pacte à cinq »[18]. L'inflexion prit un éclairage particulier lorsque furent connues, le 15, les propositions est-allemandes d'organisation d'« élections libres » sur l'ensemble de l'ancien Reich, une initiative allant dans le sens d'une neutralisation de l'Allemagne. Le PCF réactive aussitôt les structures permettant d'être au contact de la gauche chrétienne/résistante particulièrement représentée par la Société européenne de culture. Très liée en France à *Esprit*, cette structure se voulait le pendant neutraliste du « Congrès pour la liberté de la culture »[19]. Un « échange de vues » entre personnalités à fort capital patriotique, religieux et intellectuel, réunies le 29 septembre à l'hôtel Lutétia, se solda par une invitation à une conférence visant à rechercher les voies d'une « Allemagne unifiée et désarmée »[20]. Cette orientation se traduisit parallèlement par des démarches en direction du neutralisme allemand, comme l'indique la correspondance alors entretenue par Frédéric Joliot-Curie avec le pasteur Martin Niemöller. Elle se concrétisa, le 22 novembre 1951, par la publication d'un manifeste contre la remilitarisation de l'Allemagne dans lequel le refus de voir la France confrontée au même processus qu'après 1918 n'a certainement pas de quoi heurter les sensibilités communistes au moment précis où les militants du Parti sont conviés à se rassembler autour de la statue de Clemenceau. Le choix du « Père-la-victoire » signalait un état d'esprit différent de celui des artisans de la réconciliation franco-allemande. Cette préoccupation était plus familière aux Joseph Rovan et autres Paul Ricœur, dont les signatures

18. Décisions du Secrétariat, 10 septembre 1951.

19. *Cf.* Grémion (Pierre), « Regards sur la diplomatie américaine des idées pendant la guerre froide », *Communisme*, n° 62-63, 2000, p. 76-77.

20. Le texte de l'invitation est signé par Yves Farge, le pasteur Francis Bosc, Jean-Marie Domenach et le général Le Corguillé.

voisinaient avec celles de figures difficilement récusables par le Parti telles que Villon, Michel Bruguier ou le secrétaire du Mouvement de la paix français, Fernand Vigne. L'initiative fut immédiatement prolongée les 1er et 2 décembre à Strasbourg, par une rencontre franco-allemande contre le réarmement à laquelle, aux côtés de Ricœur et Rovan, les présences de Lucie Aubrac et d'Heron de Villefosse (un compagnon de route auquel le Parti avait refusé l'adhésion pour des raisons tactiques) garantissaient que le neutralisme affiché en la circonstance ne dériverait pas vers l'antisoviétisme.

Relativement confortable jusqu'ici, dans la mesure où les initiatives est-allemandes pouvaient alimenter les espoirs en une Europe pacifiée et maîtresse de son destin, la position communiste devint moins commode à partir du moment où l'Union soviétique se montra, à partir du 10 mars 1952, ouverte à l'idée d'une Allemagne unie, certes neutralisée mais également réarmée. Sans doute, les bénéfices escomptés n'étaient pas négligeables si la manœuvre visait à torpiller la mise sur pied d'une Communauté européenne de défense. Mais l'opération marginalisait fondamentalement l'action du PCF dans la mesure où l'initiative de Staline visait avant tout l'opinion ouest-allemande. Comme en 1939, les communistes français sont invités à sacrifier leurs intérêts d'entreprise politique à marché captif au profit de la cause commune.

Le choc principal fut soutenu par le Mouvement de la paix où, en dépit de la suppression de la référence statutaire à la Résistance en décembre 1951[21], l'initiative soviétique réveilla une peur de l'Allemagne toujours latente. Les services de renseignement recueillirent avec avidité les indices du malaise pour le compte des autorités françaises. Ainsi, selon une note d'information du 20 mai 1952, un informateur qualifié d'« ami personnel » de Farge affirme que ce dernier « aurait été mis en disgrâce par les dirigeants communistes à la suite de sa prise de position contre la reconstitution d'une armée allemande ». La note attribue d'ailleurs à cette opposition la disparition d'*Action*. Dans *L'Humanité*, les mises au point de Pierre Courtade[22] ne parvinrent pas à apaiser les interrogations qui fusèrent jusque dans les instances supérieures du Conseil national du

21. Assises nationales pour le désarmement et la paix, 23 décembre 1951, Archives Joliot-Curie.
22. *L'Humanité*, 14 mars 1952.

Mouvement[23]. Retour d'URSS porteur de directives thoréziennes, François Billoux ré-emboucha les trompettes de la lutte contre l'Union sacrée :

> *« Dans lutte contre réarmement allemand, s'inspirer des indications de Staline. Dernière note soviétique[24], appoint précieux. Nous placer sur position internationalisme prolétarien. Ne pas céder aux courants chauvins. »*[25]

Davantage que les diversions sur le thème moins sensible du désarmement, la campagne contre la guerre bactériologique et la répression consécutive à la manifestation contre « Ridgway-la-peste » contribuèrent très certainement à réduire les risques de dissidence. Au point que pour Londres (qui se faisait l'écho de l'administration française) les oppositions et nuances entre Mouvement de la paix et PCF étaient probablement largement sur-jouées et mises en scène afin d'éviter le décrochage lors des tournants diplomatiques alors fréquents. Si tel était le cas, alors la signature, le 27 mai à Paris, du traité instituant la CED fournit l'occasion de tester l'efficacité de la méthode. L'une des premières manifestations de la remise à l'ordre du jour d'un « national-thorézisme » qui, faisant revivre les revendications clémencistes, inspira la posture adoptée dans l'affaire de la Sarre. Selon les décisions du 28 juillet, l'occasion était belle de « porter des coups au gouvernement sur l'amputation du territoire national par la création d'un "territoire européen" ». De fait, les préfets croient alors constater dans l'opinion un frisson patriotique, qui plus est hostile aux Américains lorsque ces derniers prennent leurs distances à l'ONU sur la question marocaine. Parmi les exemples les plus fréquemment cités, les préfets insistent sur l'impact du discours prononcé par le président Auriol à Donzère-Mondragon, exaltant la technicité française en des termes peu faits pour déplaire à une certaine aristocratie ouvrière et, au-delà, à la majorité d'une opinion avide de modernité française. Il n'est donc pas interdit au PCF de songer à renforcer le poids spécifique de la bourgeoisie française dans une perspective de conflits inter-impérialistes

23. Pigenet (Michel), *Au cœur de l'activisme communiste de guerre froide, la manifestation Ridgway*, L'Harmattan, 1992, p. 47.
24. Il s'agit ici d'une deuxième note (9 avril) qui avait précisé celle du 10 mars.
25. Intervention de F. Billoux devant le Bureau politique, 11 avril 1952. Harmel (Claude), « Deux pigeons et un cahier », *Cahiers d'Histoire sociale*, n° 2, printemps 1994, p. 156.

caressée par Staline lui-même. La diplomatie soviétique lui facilite les choses, présentant ses propositions allemandes sous un jour supposé plus acceptable, permettant ainsi au PCF d'être « attentifs aux réactions dans les milieux politiques, surtout chez les radicaux »[26] où Daladier et Herriot vont prendre la tête de l'opposition à la ratification de la CED, le 17 octobre, au congrès du parti radical. En dépit d'un rapport de forces parlementaire apparemment défavorable, le PCF se sentait désormais en mesure d'influer sur la question allemande.

Point n'était besoin, pour autant, de brûler les étapes. Il devait être clair, à usage interne, que l'on devait « éviter toute confusion » entre la politique communiste de « défense anti-impérialiste de l'indépendance nationale contre les USA » et l'« attitude impérialiste plus ou moins anti-américaine des Daladier et des Vincent Auriol dans la question des colonies »[27]. Il fallait tenir ferme sur le fond internationaliste et, pour ce faire, « continuer la lutte contre le danger de chauvinisme dans la question allemande, contre la mise en cause du droit de la RDA de se donner une armée comme signe de sa souveraineté et pour faire face aux menaces d'agression des revanchards de Bonn ». Ceci étant établi, le Mouvement de la paix put organiser une conférence européenne « pour le développement paisible de l'Allemagne et la sécurité de ses voisins ». Cette rencontre, initialement prévue à Paris, puis au Danemark et en Suède, se tint à Berlin du 8 au 10 novembre 1952 en présence d'une délégation française où se détachait le rapporteur du Bureau de la conférence, l'avocat communiste (et ancien commandant FFI) Michel Bruguier et qui pouvait se prévaloir d'une rassurante diversité. La délégation française était en effet composée de Jean Baboulène (directeur-adjoint de *Témoignage chrétien*), Henri Bouret (député MRP), Michel Bruguier, Jean-Marie Domenach (rédacteur en chef d'*Esprit*), Yves Farge, Dr Guinsbourg (membre du Bureau du MRAP), Henri de Korab (président d'une « Association pour la défense des frontières sur l'Oder et la Neisse »), Gaston Monmousseau (secrétaire de la CGT), l'abbé Pierre, Paul Ricœur, le pasteur Trocmé (Mouvement français de réconciliation) et Pierre Villon (député PCF). La conférence prit discrètement acte de l'impossibilité d'aboutir à une entente sur tous les points, mais elle permit d'afficher la volonté des

26. Décisions du Secrétariat, 25 août 1952.
27. Décisions du Bureau politique, 14 novembre 1952.

peuples européens de s'opposer à la ratification des accords de Bonn et Paris. Elle se présentait donc comme un prélude au « congrès allemand pour l'entente et la paix » de Berlin-Est (28-29 novembre)[28], qui constituait, d'un point de vue international, un enjeu autrement important.

Donner le change ?

Il est certainement aisé de donner une cohérence aux types d'initiatives que nous venons d'aborder dans la mesure où elles s'insèrent dans une temporalité bien identifiée et correspondent à un calendrier diplomatique relativement serré et perçu comme tel par les acteurs. Toutes les rencontres internationales organisées dans le cadre de la lutte pour la paix n'obéissent pas forcément à ce type d'impératifs, mais aussi bien à une liturgie sectorielle (jeunes, savants, acteurs économiques) ou organisationnelle (congrès du Mouvement de la paix). Sans doute, la direction politique de ces manifestations veille-t-elle au grain diplomatique, mais les retombées en sont également pensées à moyen terme, sans que l'on puisse d'ailleurs tenir pour négligeable l'hypothèse de la diversion et du gain de temps au service de l'effort militaire soviétique.

Rencontres

La Sûreté générale a informé l'ambassadeur britannique que l'interdiction du Conseil mondial de la paix avait été proposée par les services de l'Intérieur « depuis plusieurs mois » mais que M. Queuille avait repoussé la décision dans l'attente d'une accalmie sur le front social Après la dissolution en France, le 5 avril 1951, de « l'association étrangère dite "comité du congrès mondial de la Paix"», le Mouvement de la paix a transporté ses quartiers à Prague. Depuis le début du mois de mars, la décision a été anticipée par les Soviétiques[29] et l'installation du Conseil mondial de la

28. *Bulletin d'information du Service politique* du Quai d'Orsay, 21 novembre 1952.
29. Bartosek (Karel), *Les aveux des archives*, *op. cit.*, p. 61. Nous lui empruntons ici un certain nombre d'éléments.

paix achève de donner à la capitale de la Tchécoslovaquie le statut de « Genève communiste »[30] qu'elle conservera jusqu'à la Révolution de velours, en 1989. Le CMP déménagera en fait à Vienne en 1955, mais laissera son infrastructure immobilière praguoise à la FSM. Dans l'appareil du CMP, sous la direction de Jean Laffitte, les Français (Fernande Guyot[31], Paul Chareton, Max Stern, René Roucaute...) sont dignement représentés. Installés par les bons soins de Rudolf Slansky – ce qui ne sera pas sans leur créer, un temps, quelques difficultés –, ils s'immergent dans un milieu international[32] où les exilés sud-américains (Jorge Amado, Pablo Neruda) côtoient Emilio Sereni ainsi que nombre de représentants soviétiques, par ailleurs membres de la section de politique étrangère du PCUS, tels que Pantelemon Goulaïev. Ils partagent la même hospitalité que leurs camarades de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique[33], alors engagés dans la préparation du Festival mondial de la jeunesse pour la paix.

Même si les Français n'occupent pas dans la FMJD la place qui est la leur dans le Mouvement de la paix[34], une brève mention de ce festival trouve sa place dans cette étude dans la mesure où les Jeunes communistes de l'UJRF se mobilisèrent pour en assurer la réussite. *L'Avant-Garde* donna le ton en appelant dans sa livraison des 7-13 mars 1951 « tous les jeunes qui veulent la paix ; qu'ils soient croyants ou non, socialistes, communistes ou sans parti ; tous les jeunes, ouvriers, paysans et étudiants qui aiment le rire et les chants fraternels » à se rendre à Berlin (Est) du 5 au 19 août 1951. Si les Renseignements généraux s'inquiétèrent de la venue des « scouts mahométans d'Alger », ainsi que de la présence de délégations d'Afrique noire et du Vietnam, ils totalisèrent le chiffre jugé modeste de 4 000 participants pour l'ensemble de la métropole, parmi lesquels 500 acteurs d'un drame sur la Commune dirigés par Louis Daquin. Tandis que le *Monde* rendait compte de la puissance de

30. L'expression est due à Annie Kriegel.

31. Fernande Ricol (l'épouse de Raymond Guyot) est la sœur de Lise Ricol, femme d'Artur London qui va bientôt être entraîné dans l'affaire Slansky.

32. La description en est faite par Desanti (Dominique), *op. cit.*, p. 355 *sq.* et Chaintron (Jean), *Le vent soufflait devant ma porte*, Seuil, 1993, p. 318 *sq.*

33. Une partie de l'appareil de la FMJD reste basée à Budapest.

34. *Cf.* Kotek (Joel), *La Jeune Garde. La Jeunesse entre KGB et CIA, 1917-1989*, Seuil, 1998.

l'organisation (est) allemande et revenait à plusieurs reprises sur la comparaison (jugée inévitable pour les Français) avec la *Hitlerjugend* et les rassemblements nazis, les communistes entendirent bien marquer quelques points dans la bataille de l'opinion sur un terrain incommode. Et ce, d'autant plus que les Américains ne restèrent pas inactifs, qui misèrent sur les possibilités de déplacement à l'Ouest pour jouer sur l'effet/vitrine du capitalisme et de la modernité culturelle dans leur secteur.. Pour cela, on tenta de jouer à fronts renversés en insistant une fois encore sur les entraves apportées par les Occidentaux à la libre circulation de la jeunesse. Si la France ne connut pas l'équivalent de la pièce de théâtre du communiste britannique Ivor Montaigu, fortement intitulée *Barrier across Europe*, le PCF tenta d'accréditer auprès de la jeunesse l'image du « MP qui, comme le SS, avec la même joie ignoble, traque l'homme » en popularisant l'odyssée de ses militants qui, bloqués à Innsbruck, parvinrent à rejoindre la RDA à temps pour participer à la parade. Une bande dessinée de Claude-Henri Julliard intitulée *Le Convoi du Silence* (contre-feu au thème de « L'Église du silence ? ») s'inspira de cet épisode dans un numéro de *Vaillant* (« Le journal le plus captivant ») paru en octobre 1951.

C'est une préoccupation propagandiste du même ordre qui anime les organisateurs de la conférence économique de Moscou. Sans doute, les éventuelles retombées matérielles de ce type de rencontre, dans laquelle sont attendus un certain nombre de décideurs, ne sont-elles pas à négliger. Mais l'aspect commercial est d'ores et déjà pris en charge par un certain nombre de structures (dont le BERIM français, de Raymond Aubrac, est la plus notoire) et le volet politique de l'opération nous semble déterminant. L'horizon théorique des promoteurs est borné par un certain nombre de garde-fous idéologiques, bien intégrés par la grâce de la répétitive pédagogie stalinienne : globalement, le monde socialiste a fait sécession du marché mondial et l'impérialisme, potentiellement frappé à mort par ce racornissement, se retrouve dans une impasse d'où il ne peut même plus s'extraire (comme en 1914 et en 1939) par une guerre dont, cette fois-ci, le communisme sortirait vainqueur. La doctrine est fixée périodiquement par de laconiques déclarations du *vojd* autour du thème de la « coexistence pacifique », à l'image de celle parue la veille de la tenue de la conférence dans la *Pravda* ou encore dans le passage de ses *Problèmes économiques du socialisme* concernant « la désagrégation du marché mondial unique et l'aggravation de la crise du capitalisme mondial » et publiés dans *Bolchevik* du 2 octobre 1952. Ponctuellement,

les liens tissés avec certains éléments des bourgeoisies européennes, placées en situation de concurrence, ne peuvent qu'exacerber les bienfaisantes divisions inter-impérialistes. D'un point de vue politique, enfin, les restrictions apportées par les gouvernements occidentaux aux contacts économiques avec l'Est autorisent les traditionnelles variations sur le thème de la démocratie bourgeoise bafouant ses propres valeurs. Parallèlement, les personnalités scientifiques du Mouvement de la paix n'hésitent pas à dénoncer les atteintes desdits gouvernements à la libre circulation des connaissances scientifiques, alors même que le PCUS vient théoriquement d'autoriser l'adhésion des savants soviétiques à la FMTS[35]. Cette démarche se traduit, le 2 juillet 1951, par la mise sur pied au sein du Mouvement de la paix français, d'un « comité préparatoire français » en vue de la rencontre de Moscou. Celle-ci est conçue comme mise en relation de « personnes privées », sur la base du refus de toute remise en cause des régimes économiques et politiques, dans le but de « créer des conditions plus favorables aux échanges ». La rencontre, supposée prendre un tour pratique, est susceptible d'intéresser des hommes d'affaires qui profiteront à Moscou de contacts impensables ailleurs et permettant d'envisager dans le futur des liens « fructueux ». Il conviendra de composer une délégation française « reflétant une grande diversité d'intérêts et de pensées » et qui pourrait se composer comme suit : hommes d'affaires, industriels et commerçants pour les 3/5[e] ; économistes et techniciens 1/5[e] ; syndicalistes 1/5[e]. D'ores et déjà, un travail collectif a été engagé en vue de la réalisation d'un dossier préparatoire comprenant une étude documentaire et statistique du niveau de vie en France depuis le début du siècle, une étude économique et théorique traitant du niveau de vie et de son évolution, enfin d'une étude sous forme de bilan présentant les besoins de la France en matière d'importation et de possibilités d'exportation.

---

35. La décision du PCUS est datée du 20 septembre 1951. *Cf.* Pinault (Michel), *op. cit.*, p. 787. Elle vaut également pour les Polonais et les Hongrois. La première réunion de la FMTS ouverte aux Soviétiques se tiendra après la mort de Staline (Budapest, septembre 1953). Selon les Britanniques, la FMTS est l'une des « plus dangereuses » parmi les « organisations internationales contrôlées par les communistes ». (Note de H.A.F. Hohler pour l'*Information Research Department*, 10 mars 1952).

C'est lors de la réunion du Conseil mondial d'Helsinki, tenue du 20 au 23 juillet 1951, que le coup d'envoi est officiellement donné – à la demande du Comité de paix soviétique, puissance invitante –, la conférence devant *a priori* se tenir avant la fin de l'année. Bientôt, le Mouvement de la paix passe au second plan à l'issue de la première réunion du Comité international chargé de la préparation de cette rencontre.

Le Comité se réunit les 27 et 28 octobre 1951 à Copenhague. Pour la France, étaient présents l'économiste Alfred Sauvy, le secrétaire de la CGT Pierre Lebrun et l'ancien député progressiste Robert Chambeiron. Ainsi qu'il est précisé dans la presse *amie,* si le Comité mondial en approuve le principe, il n'a « pas voulu en prendre lui-même le patronage, afin de préserver le caractère purement technique de la conférence »[36]. Le PCF va pouvoir s'appuyer sur l'initiative pour mieux dénoncer le « régime libéral accordé par les USA à l'Allemagne et au Japon dans le commerce » et décide de « suivre de très près l'opposition existant dans les milieux industriels et commerciaux français »[37]. À cet effet, Jacques Duclos demande à Jean Chaintron de prendre en charge l'édition d'un bulletin périodique destinés aux « hommes d'affaires français » qui, « bien que leurs intérêts soient lésés… acceptent l'américanisation » en diffusant dans ces milieux les « informations "objectives" sur lesquelles la presse bourgeoise faisait le black-out ». Telle fut la mission impartie aux *Documents français* dont le premier numéro sortit de presse le 2 janvier 1952. Le titre, aussi neutre que la présentation, avait de surcroît l'avantage d'autoriser quelque confusion avec les publications de la *Documentation française.* L'expérience se poursuivit jusqu'en octobre 1955. À cette date, un fichier de 25 000 noms avait été constitué, chacun d'entre eux (chefs d'entreprise, cadres, professions libérales, élus…) ayant bénéficié (par roulement mensuel de 500 personnes) d'un service gratuit pendant un trimestre. L'orientation générale, habilement camouflée au prix d'astuces rédactionnelles, tenant dans le constat selon lequel le « ballon d'oxygène du plan Marshall » avait déterminé « une orientation unilatérale de nos échanges » qui « préoccupait sérieusement les esprits positifs et réalistes ». Simultanément, Jacques Duclos se fait, devant l'Assemblée nationale, l'avocat d'une reprise des échanges Est-Ouest et, le 15 janvier, *L'Humanité*

36. *Action*, n° 372, 8/14 novembre 1951.
37. Décisions du Secrétariat, 10 septembre 1951.

peut débuter une enquête se faisant l'écho des difficultés causées aux entreprises françaises par des concurrents allemands soutenus par Washington et proposant à ces dernières de se tourner vers des solutions orientales. Toujours sensible aux dérapages vers l'Union sacrée avec les exploiteurs et, surtout, aux dommageables incompréhensions que la ligne est susceptible d'engendrer dans la base ouvrière, le Comité central des 13-14 février 1952 est chargé, par les voix de Jacques Duclos et Auguste Lecœur, d'apaiser les inquiétudes et de rappeler que le Parti veille au grain.

Cette prudence n'échappe pas aux observateurs des Renseignements généraux qui notent la « discrétion » des contacts avec les industriels. Le *Bulletin de documentation* des RG de mars 1952 souligne la crainte des dirigeants locaux face à une base chatouilleuse en matière de « collaboration de classe ». Le rapport souligne que les contacts peuvent se solder par la création de structures locales à l'appellation peu compromettante (« Comité de défense des industries textiles » de Belfort) ou encore d'« accords confidentiels à caractère financier ». Dans un département de l'Est, certaines firmes auraient ainsi « soutenu indirectement la campagne communiste contre le plan Schumann en subventionnant le PCF dont les industries périclitaient. Les versements de fonds effectués par ces firmes ont été en partie justifiés par les commandes qu'elles ont passées aux imprimeries communistes. Les sommes perçues par le PC dans ce département sont de l'ordre de plusieurs millions. Une des clauses de l'accord verbal passé stipule que le quotidien communiste régional cessera ses attaques contre les industries en question ou que les communistes de ces entreprises s'abstiendront d'action politico-syndicale ». Les RG font état de consignes du Parti tendant, dans le secteur privé, à limiter la constitution de « Comités de défense pour le développement des relations commerciales avec l'URSS et les Pays de l'Est ». Les informations recueillies ne semblent pas entièrement fantaisistes puisqu'une note du 6 février affirme (ce qui, nous l'avons vu, est confirmé par ailleurs) que « le Mouvement de la paix et la section économique du Comité central du PCF travaillent actuellement sur les niveaux de vie en France depuis 1900, l'incidence des échanges sur le niveau de vie, les besoins et les offres de la France sur le plan international ». L'affaire fait désormais l'objet d'un suivi attentif, et l'on recense, place Bauveau, les contacts noués par des personnalités telles que Pierre Cot, Roger Stéphane ou Gilles Martinet en direction des milieux bancaires,

politiques et industriels[38]. Le gouvernement affiche une certaine sérénité, Robert Buron déclarant devant l'Assemblée qu'il n'est pas dans ses intentions de « refuser les passeports aux personnes qui souhaiteraient se rendre à Moscou », alors que le CNPF vient d'annoncer qu'il n'enverra pas de délégation à la conférence. Celle-ci se tiendra en définitive le 3 avril 1952, en présence de 36 délégués français. Les quotas initiaux ont été respectés dans les grandes lignes puisque, à côté des cinq économistes (dont Charles Bettelheim) et d'un nombre équivalent de figures syndicales (parmi lesquelles Pierre Lebrun et Jean Duret) les « industriels, commerçants et hommes d'affaires » se taillaient la part du lion avec 21 noms, parmi lesquels, il est vrai, se détachaient ceux de Jean-Baptiste Doumeng et François Hilsum, respectivement présidents de la puissante Union des coopératives agricoles du Sud-Ouest et de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord. Si la présence de ces personnalités liées au Mouvement communiste international n'avait rien qui pût surprendre, la présence de Maurice Druon avait de quoi irriter ceux de ses lecteurs du *Figaro littéraire* (il y tenait chronique) qui auraient oublié que le parolier (avec Joseph Kessel) du *Chant des Partisans* était là au titre de correspondant de *Défense de la paix*, périodique dirigé par Pierre Cot. Par-delà les hymnes soviétiques à la liberté du commerce et l'admiration de *L'Humanité* devant le montant global des transactions opérées en cette occasion, le sens de l'opération n'est sans doute pas très différent, avec le recul, de celui dégagé par Raymond Aron le jour même de l'ouverture de la conférence. Celui-ci déplore qu'Alfred Sauvy se soit prêté à l'opération. Cette participation n'a rien pour surprendre puisque le directeur de l'Institut national d'études démographiques se livre alors à des projections audacieuses sur l'avenir de l'URSS, où le pain gratuit se profile à un proche horizon, et formule sa fameuse interrogation : « Qu'arrivera-t-il alors si le rideau de fer s'ouvre à des caravanes de touristes ouvriers, employés ou intellectuels ? Faudra-t-il le fermer de notre côté ? ». Surtout, Aron considère que la manifestation vise essentiellement à diviser les Européens (davantage tributaires de l'Est) et les Américains[39]. La nécessité du contournement de l'embargo occidental sur les produits stratégiques est également évoquée dans l'article. Cette question figurerait parmi les préoccupations du « Comité international pour

38. Note RG, 28 février 1952.
39. Aron (Raymond), « De Stockholm à Moscou », *Le Figaro*, 3 avril 1952.

le développement du commerce », issu de la conférence de Moscou, dont la direction était assurée à Paris par Robert Chambeiron. Et dont le siège fut transporté à Vienne en 1953. C'est du moins ce qu'écrit *Le Populaire* du 19 février 1958, sur la base de renseignements d'origine non précisée mais dont on peut supposer qu'elle n'est pas éloignée des services de police. L'interprétation de la conférence en termes de découplage Europe-USA nous semble en tout cas confirmée par la tenue, quelques mois plus tard, de la conférence de Vienne que l'une des figures du Mouvement de la paix analyse peu avant la date prévue comme un « point de départ à un mouvement pour la Grande Europe »[40]. On sait que la notion de « maison commune » constituait l'une des références majeures de la politique de Gorbatchev en direction de l'Europe occidentale. Coïncidence ? La revue *Défense de la paix* illustre (en tout cas pendant l'année 1952) sa rubrique « 1 mois dans le monde » d'un planisphère où apparaissent l'ensemble des continents à l'exception des deux Amériques….

Vienne : « mettre un terme à la guerre froide »

Le Bureau du CMP avait amorcé le processus lors de sa réunion à Oslo, tenue du 29 mars au 1er avril 1952. On baignait alors en pleine campagne anti-guerre bactériologique et les chancelleries occidentales s'interrogeaient sur la posture qu'il convenait d'adopter face à la note de Staline. Un Conseil était prévu le 21 juin à fins de convocation d'un nouveau « congrès mondial de la paix » avant la fin de l'année, la précédente manifestation de ce type s'étant déroulée en novembre 1950 à Varsovie. Il faudra attendre en fait le 1er juillet pour que la troisième session (extraordinaire) du Conseil, réunie à Berlin, en fixe la tenue au 5 décembre à Vienne, sous l'appellation de « congrès des peuples pour la paix ». Par-delà l'anti-référence à 1814, l'affichage signalait (on réunissait auparavant les *partisans* ou *défenseurs* de la paix) une volonté d'ouverture attribuée à l'urgence de la situation, celle-ci exigeant d'« éviter un nouveau et terrible conflit armé, sans se faire le champion d'un régime particulier »[41].

40. Lettre d'Isabelle Blume à Frédéric Joliot-Curie, 18 novembre 1952.
41. Joliot-Curie (Frédéric), « Vers la préparation d'un grand congrès des peuples pour la paix », discours de Berlin, *CMP* 1.

Le sentiment d'urgence est pourtant moins répandu en cette fin 1952 qu'il ne l'était à l'automne 1950 lorsque les images de la guerre de Corée produisaient à plein rendement leurs effets dans l'opinion. Si le décalage d'une semaine (le congrès débutera le 12) que l'on constatera en décembre reste envisageable sans recourir forcément à des explications politiques, le report du CMP de juin pourrait commodément être mis en relation avec le tournant rendu visible par l'adoption du « Front national uni », inflexion sur laquelle nous reviendrons plus loin. Toujours est-il que le Conseil de Berlin précise le sens de sa convocation lorsqu'il cherche à dissiper les retombées de la note soviétique de mars. Le Mouvement de la paix adresse alors un appel non équivoque à ceux qu'inquiète le réarmement allemand (de l'Ouest). Joliot cite par deux fois *Le Monde*, en s'appuyant sur les signatures de Maurice Duverger et Hubert Beuve-Méry. Dans cet article, daté du 11 juin 1952, Sirius dénonçait le fait qu'« une large fraction de la "bonne société" occidentale opte aujourd'hui pour le réarmement de l'Allemagne avec les mêmes sentiments dans les mêmes perspectives qui l'amenèrent un jour à Munich. Mieux valait ménager l'Allemagne bien qu'elle fût hitlérienne et quel que fût le prix demandé, puisqu'elle devait, tôt ou tard, rentrer en lutte avec Moscou ». Le porte-parole du Mouvement de la paix précisa pour sa part que le droit à la souveraineté de la future Allemagne réunifiée ne saurait éveiller les soupçons, tant il est vrai que « des garanties suffisantes peuvent être trouvées pour la sécurité des peuples voisins ».

La préparation du congrès peut bientôt constituer un dérivatif utile pour les militants, alors même que le PCF doit franchir le cap de l'épuration d'André Marty et Charles Tillon. S'il est entendu que « toutes les tâches du Parti sont subordonnées à la Lutte pour la paix », celle-ci passe par la popularisation du rendez-vous de Vienne[42] :

> *« Ramener activité essentielle de l'ensemble du Parti à la préparation du Congrès des Peuples pour la Paix. Revenir sur fond de la politique "européenne". Montrer qu'il s'agit de la résurrection du militarisme allemand et d'une entreprise de liquidation d toute souveraineté nationale. Veiller à ce que la question allemande occupe une place importante dans*

42. Décisions du Secrétariat, 8 septembre 1952.

la préparation des Assises départementales et nationales en vue du congrès. Charger le camarade Louis Aragon d'examiner la participation des milieux intellectuels au succès du congrès (Laurent Casanova). »[43]

Le 19, les « décisions » du Secrétariat insistent à nouveau sur la « priorité » à donner à la campagne, alors que *France-Soir* vient de rendre publique la disgrâce de Marty et Tillon. La presse se fait l'écho des difficultés rencontrées dans la mobilisation des militants, rapportant les mises en garde d'Auguste Lecœur : « Trop souvent dans les fédérations on se désintéresse du Mouvement de la paix » et le congrès « se prépare mal », les militants se contentant, lorsqu'ils s'en préoccupent, « du placement de la carte éditée par le Mouvement de la paix sans discussion politique »[44]. La carte en question recourait une fois de plus au prestige de la colombe de Picasso, symbole de la volonté du Mouvement de « faire prévaloir l'esprit de négociations sur les solutions de force », précision jugée certainement utile quelques mois après qu'il ait officiellement assumé la responsabilité de la manifestation anti-Ridgway. Ces précautions ne parviennent pas pour autant à faire décoller la campagne, celle-ci trouvant très certainement un stimulant plus efficace dans les poursuites intentées à l'égard de plusieurs dirigeants communistes. Le 8 octobre, en effet, Alain Le Léap était interpellé. Le 14, le Parquet du Tribunal militaire demanda la levée de l'immunité parlementaire de Duclos, Marty, Fajon, Billoux, Guyot (députés) et Léon Feix (conseiller de l'Union française). La demande en autorisation de poursuites, déposée le 21 à l'Assemblée nationale invoquait l'article 76 du Code pénal (atteinte au moral de l'armée et de la Nation, assimilée au sabotage).

La réunion à Vienne, les 15 et 16 octobre, du Bureau du CMP tenta de lui donner un second souffle. On haussa la barre : il était désormais question de « mettre un terme à la guerre froide ». Mais lors de la conférence de presse qui suivit, il apparut, à en juger par les questions posées, que les journalistes cherchaient avant tout à interpréter les orientations du congrès à la lumière de récentes (et spectaculaires) déclarations de Staline. Ilya Ehrenbourg et Pierre Cot administrèrent alors, face à des questionneurs pugnaces et plutôt compétents, une démonstration de leur

43. Décisions du Secrétariat, 15 septembre 1952.
44. *Le Monde*, 21-22 septembre 1952.

capacité à maintenir le cap désormais publiquement fixé au Kremlin en assurant que la paix n'était « le monopole d'aucun pays » et que la « lutte entre idéologies doit être pacifique » tout en ne voyant aucune objection à ce que l'hypothèse d'une guerre prochaine entre pays capitalistes soit discutée au congrès. À Vienne, l'affaire était suivie par les autorités françaises d'occupation. À l'issue du CMP, le Haut-commissaire adjoint de la République en Autriche adressa au Quai un compte rendu détaillé des préparatifs du congrès. Dans leurs réponses à la presse concernant les tensions inter-impérialistes, les dirigeants du Mouvement de la paix mettent en évidence le fait que « *Le Monde*, qui n'est pas un journal communiste mais bien un organe de la bourgeoisie française s'occupe plus du péril que représente le réarmement d'Allemagne occidentale que du "danger soviétique" » avant de rappeler que lors de l'expérience atomique réalisée par la Grande-Bretagne, la presse de ce pays avait affirmé que « l'Angleterre pourrait maintenant manifester plus d'indépendance vis-à-vis des USA »[45].

Le 2 octobre en effet – alors que s'ouvrait le XIXe congrès du PC soviétique –, *Bolchevik* avait publié une contribution remarquée aux débats. Au sein d'une étude consacrée aux *Problèmes économiques du socialisme en URSS*, Staline avait glissé un développement dont on suppose qu'il suscita un vif intérêt dans les rangs du Mouvement. En un sens, celui-ci était dédouané de toute collusion avec les communistes et la déclaration venait à point nommé pour conforter l'argumentation selon laquelle le « congrès des peuples » devait être un lieu d'échanges auxquels pouvaient s'associer les tenants du libéralisme bourgeois :

> *« Le mouvement actuel pour la paix se propose d'animer les masses populaires à la lutte pour maintenir la paix, pour conjurer une nouvelle guerre mondiale. Par conséquent, il ne vise pas à renverser le capitalisme et à établir le socialisme. Il se borne à des buts démocratiques de lutte pour le maintien de la paix. À cet égard, le mouvement actuel pour le maintien de la paix se distingue du mouvement de l'époque de la Première Guerre mondiale, lequel, visant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile, allait plus loin et poursuivait des buts socialistes. »*[46]

45. Roger Lalouette à Robert Schuman, 16 octobre 1952.
46. *Problèmes économiques du socialisme*, *op. cit.*, p. 48-49.

Sans doute ne fallait-il pas insulter l'avenir. Il se pouvait que « les circonstances aidant » la lutte pour la paix pût évoluer « ça et là » vers la lutte pour le socialisme. On aurait alors affaire non plus au « mouvement actuel en faveur de la paix » mais bel et bien à « un mouvement pour renverser le capitalisme ». Il n'en restait pas moins vrai que le mouvement *actuel* devrait se limiter, dans le meilleur des cas, à « conjurer une guerre *donnée* »[47], à « faire démissionner le gouvernement belliciste et à y substituer un autre gouvernement disposé à maintenir provisoirement la paix ». Le brevet d'innocuité politique délivré au Mouvement de la paix était donc plus que contrebalancé par un certain pessimisme quant à son efficacité : sans doute (« Cela est bien, naturellement. C'est même très bien ! ») un répit était-il toujours bon à prendre, mais tous ces efforts ne suffiraient pas « pour supprimer les guerres inévitables en général entre pays capitalistes ». Entre pays capitalistes ? On suppose que la précision n'avait pu échapper aux lecteurs dont la curiosité venait déjà d'être attirée par le passage où Staline s'élevait contre ceux qui allaient répétant que les contradictions entre capitalisme et socialisme étaient plus fortes que celles existant entre pays capitalistes. « Théoriquement » cette appréciation était « juste ». C'était pourtant déjà le cas en 1939 et pourtant le Deuxième conflit avait bel et bien commencé « par une guerre entre pays capitalistes ». Croire à la pérennité de l'hégémonie américaine en 1952 serait commettre la même erreur d'appréciation que ceux qui s'imaginaient en 1918 que « l'Allemagne ne pourrait plus se relever »[48].

Cette énième variation sur le thème de l'inévitabilité des guerres piqua la curiosité des observateurs, depuis Raymond Aron à l'époque[49] jusqu'à Henry Kissinger[50]. Sans doute Staline a-t-il éprouvé quelque difficulté après 1945 à intégrer la bipolarisation du monde[51], mais il semble s'être progressivement rapproché des positions de l'économiste Varga selon lesquelles la régulation étatique de l'économie capitaliste et l'écrasante suprématie américaine venaient perturber les certitudes quant

47. Nous respectons la typographie.
48. *Ibid.*, p. 46-47.
49. Aron (Raymond), « Staline nous parle », *Le Figaro*, 11-12 octobre 1952.
50. Kissinger (Henry), *Diplomatie*, Fayard, 1996, p. 446 *sq.*
51. *Cf.* Wohlforth (William Curti), *The Elusive Balance. Power and Perceptions during the Cold War*, Ithaca, Cornell University Press, 1993, p. 59-137.

à l'inéluctabilité des affrontements armés entre puissances en général et entre Occidentaux et camp socialiste en particulier[52]. Si cette perception est exacte, on peut alors retenir l'analyse selon laquelle en 1952 « il s'agit d'abord de hisser l'URSS au rang d'interlocuteur privilégié des États-Unis afin d'aboutir au règlement des questions internationales encore en suspens »[53]. En somme, et ceci était lourd d'implications pour le Mouvement de la paix, tout se passe comme si l'on avait cessé de croire à une agression impérialiste et que l'on s'orientait vers un duopole mondial USA/URSS, habillé des oripeaux de la vieille « coexistence pacifique » rafraîchis à la mode atomique. Dans ce cadre de pensée, il convenait d'attiser les rancœurs des puissances de second rang à l'égard du leader du « monde libre », et ce d'autant plus que les contradictions inter-impérialistes s'aiguiseraient d'autant mieux que la détente entre Union soviétique et USA durerait assez longtemps pour produire ses effets en termes de découplage des deux rives de l'Atlantique.

Tout en reconnaissant le caractère par trop systématique de cette tentative de reconstruction, celle-ci a au moins le mérite de coïncider avec nombre de représentations ou de déclarations de contemporains, depuis Vincent Auriol et Raymond Aron jusqu'à Malenkov. Il n'est pas jusqu'au PCF lui-même qui ne demande à ses propagandistes « à la suite de l'interview de Staline au *New York Times* » de montrer « les raisons fondamentales des craintes que provoquent dans notre bourgeoisie les perspectives d'un accord entre URSS et USA »[54]. Mais si le Parti est en terrain familier lorsqu'il s'agit de porter à incandescence les frottements entre pays capitalistes, quitte à soutenir sa propre bourgeoisie en tant que de besoin, le Mouvement de la paix se retrouve ici en porte-à-faux tant il est vrai qu'il a réussi à étendre son influence sur la base de la peur d'une catastrophe mondiale. Ôter de l'imaginaire des masses la perspective du choc USA/

52. Romer (Jean-Christophe), *La guerre nucléaire de Staline à Khrouchtchev*, *op. cit.*, p. 56.
53. Rey (Marie-Pierre), « L'URSS et la sécurité européenne 1953-1956 », *Communisme*, 49-50, 1997, p. 124. Selon l'auteur « si Staline se montre conscient de l'importance stratégique du nucléaire, il n'intègre que de manière parcellaire cette donnée dans son jeu diplomatique : se plaçant dans l'hypothèse d'un conflit avec les États capitalistes, la doctrine militaire soviétique continue jusqu'en mars 1953 d'affirmer la prépondérance décisive des forces conventionnelles ».
54. Décisions du Secrétariat, 29 décembre 1952.

URSS, n'est-ce pas casser l'un des ressorts de la mobilisation ? Qui plus est, privilégier les États capitalistes dominés, n'est-ce pas oublier (comme ce fut le cas entre 1935 et 1939) qu'ils restent des puissances coloniales ? Dominique Desanti souligne à ce sujet le décalage existant à Vienne entre la délégation française et les « coloniaux » : « Longuement, des demi-nuits entières, progressistes français et intellectuels des trois pays d'Afrique du Nord discutaient. Malgré les bonnes volontés évidentes, les abîmes qui se creuseront après 1956 montraient déjà leurs reliefs… mais nous ne les voyions pas. C'est là que j'ai pris conscience de l'insupportable paternalisme de la "section coloniale" devenue "section d'Outre-mer" du PCF. »[55] Il est difficile d'imaginer que tout ou partie de ces interrogations n'aient pas traversés les milieux *a priori* les plus réceptifs aux thèmes développés par le Mouvement. Peut-être nourrissaient-elles le contentieux avec le PCF que son biographe croit déceler, à partir de notes policières il est vrai concordantes, chez Joliot ?[56] Elles expliquent sans doute pour une part l'absence, à Vienne, de cette partie de la gauche intellectuelle que Sartre, si l'on en croit le témoignage de Simone de Beauvoir, avait souhaité entraîner. Après des années d'ostracisme, la participation de l'auteur des *Mains sales* constituait de fait l'attraction du congrès, qui le reçut avec les honneurs dus à son rang, à la différence notable du PCF, dont la presse ne fit pas grand cas de sa présence dans la capitale autrichienne[57]. Son intervention, marquée au coin d'un impeccable neutralisme (l'Europe « terrain où les courants issus de l'Amérique capitaliste et de l'URSS socialiste se rencontrent et se mélangent »[58]), se situait dans le droit fil de sa réflexion sur *Les communistes et la paix*, engagée au lendemain de la manifestation Ridgway[59]. Il y développait une analyse géopolitique de type classique sur le syndrome d'encerclement soviétique : il « avait beau chercher », il ne

55. *Les staliniens*, *op. cit.*, p. 356.

56. Pinault (Michel), *op. cit.*, p. 801.

57. *Cf.* Bertholet (Denis), « Sartre et la drôle de paix », *in* Porret (Michel), Fayet (Jean-François), Fluckiger (Carine) (dir.), *Guerres et paix. Mélanges offerts à Jean-Claude Favez*, Genève, Georg éditeur, 2000, p. 405.

58. *Congrès des peuples pour la paix*, Vienne, décembre 1952, Défense de la Paix, 1953, p. 54.

59. « Les communistes et la paix » sont parus dans les numéros des *Temps modernes* de juillet et d'octobre-novembre 1952. Ces articles sont repris dans *Situations*, VI (1964).

voyait chez les « Russes » au cours des trois décennies écoulées qu'une « nation méfiante et traquée », le Pacte germano-soviétique lui paraissant le cas de figure par excellence le mieux susceptible d'illustrer cette interprétation. Plus originale était sa tentative de conceptualisation du pacifisme : ceux qui s'en revendiquent (les « bourgeois »), ne sont, au mieux, que victimes de leur fausse conscience. Au contraire, malgré l'emploi systématique depuis 1921 [*sic*] d'une rhétorique militariste, voire nationaliste, les militants communistes sont (Sartre précise « peut-être ») demeurés pacifistes et, en toute certitude, ils sont en « sous-conversation » avec un prolétariat qui lui (quoi qu'il en pense...) participe ontologiquement du pacifisme dans la mesure où celui-ci est avant tout « la réaffirmation de la solitude ouvrière au milieu d'une société d'exploitation ».

La notoriété de Sartre, même assortie de l'évincement de la *Jeune Garde* par *L'hymne à la Joie*, ne pouvait à elle seule redresser une situation que l'exécution, quasi simultanée, de Slansky et de ses co-accusés, n'avait pas améliorée. Avec 34,54 % de cartes placées, le bilan de la campagne française est jugé particulièrement mauvais. À cette faible mobilisation populaire à la base fait écho, au niveau de la délégation, une insuffisante diversité politique. En dépit des dénégations de Jean-Paul Sartre, se faisant l'écho dans la presse française de l'existence d'une « faible minorité » de communistes chez les participants occidentaux[60], il apparaît que la fiction d'un forum entre tenants et adversaires du capitalisme ne résiste pas à l'analyse de la composition des délégations. À la différence des congrès précédents, il faudra attendre la fin des séances pour qu'une première déclaration d'un « porte-parole » (non nommé) fasse état de 175 participants venus de France, au lieu des 220 annoncés, les défections étant mises sur le compte des refus d'autorisation d'absence auxquels se seraient heurtés les fonctionnaires. Aux demandes des journalistes, on opposa tout d'abord la demande de nombreux délégués (notamment socialistes) de conserver l'anonymat, tout en précisant que 100 d'entre eux appartenaient au Mouvement de la paix[61]. Finalement, une liste nominative

60. Sartre (Jean-Paul), « Le congrès de Vienne », *Le Monde*, 1er janvier 1953. Le signataire de cette « libre opinion » oppose d'ailleurs cette diversité occidentale à l'aspect « cent pour cent » (du moins il le suppose) communiste des délégations des pays de l'Est.
61. *Le Monde*, 18 décembre 1952 (dépêche AFP).

fut publiée dans *L'Humanité* du 27 décembre[62], sans mention de l'appartenance politique des personnes mentionnées, celle-ci faisant en définitive l'objet d'une statistique globale dans une publication ultérieure[63]. Cette volonté de construire une image ouverte se solda apparemment par un succès mitigé si l'on en juge par le traitement du congrès par le *Monde*. En dépit de l'œcuménisme des axes de discussion retenus et des efforts d'Ehrenbourg pour pointer les convergences existantes avec le lectorat réputé neutraliste du quotidien du soir, celui-ci ne se priva pas d'épingler Jean-Paul Sartre et de faire ressortir le peu de prise des thèses exposées à Vienne sur le monde chrétien. C'est Claude Julien qui, dans le numéro du 12 décembre, se charge de montrer que la seule hypothèse d'une transcroissance de la « lutte pour la paix » en « lutte pour le socialisme », pourtant minimisée par Staline, avait de quoi maintenir les Chrétiens sur une réserve « dans laquelle, à quelques exceptions près, ils ont décidé de se cantonner ». Plus grave encore, on s'y permettait de souligner que « la pierre de touche du Congrès des peuples est la seule américanophobie ». À Vienne, l'inscription dans le « camp de la paix » impliquait l'adhésion à une série d'assertions qui, si elles étaient désormais en semi-réserve, étaient loin d'être répudiés à l'image de celle de l'utilisation par les Américains en Corée d'armes qui faisait d'eux, selon les dirigeants du Mouvement, les émules des pendus de Nuremberg.

62. D'après le quotidien communiste, quatre délégués demandèrent à ne pas figurer sur la liste.

63. Les 175 délégués se répartissaient ainsi : 21 progressistes, 20 socialistes, 6 MRP, 35 communistes, 34 catholiques, 10 protestants, 49 radicaux, républicains et indépendants (*Combat pour la paix*, n° 26/27, 8 janvier 1953 *in* Le Cour Grandmaison (Olivier), *op. cit.*, p. 270.

Chapitre 8

La guerre indirecte (juillet 1951-février 1953)

Au long des négociations engagées avec les Américains à partir de l'été 1951, Moscou encouragea Chinois et Nord-Coréens à se maintenir sur une ligne dure dans l'espoir que la prolongation du conflit serait globalement nuisible aux États-Unis[1]. Parmi les bénéfices escomptés figurait certainement la dégradation de l'image des USA, dont les buts de guerre visaient désormais à rétablir le *statu quo ante*. Sans doute les résultats des massifs bombardements aériens de l'*US Air Force* avaient-ils d'ores et déjà de quoi impressionner les spectateurs des actualités cinématographiques, mais la propagande communiste décida de concentrer ses efforts sur un type d'armes de destruction qui, même s'il n'avait pas encore fait ses preuves (comme le tapis de bombe ou l'arme nucléaire) était susceptible d'engendrer dans les opinions occidentales de fructueuses réactions de rejet. Dans cette guerre indirecte fondée sur la croyance en la fragilité congénitale du système impérialiste, la campagne contre les armes bactériologiques constituait un excellent thème de mobilisation en une période où les nécessités de la ligne impliquaient – sans perspective politique claire en termes de pouvoir – de tenir en haleine les militants.

1. *Cf.* les travaux de Weatherby (Kathryn), et notamment « Deceiving the Deceivers: Moscow, Beijing, Pyongyang, and the Allegations of Bacteriological Weapons Use in Korea », *Cold War International History Project Dossier* n° 1, 1998.

Durcir la ligne

Armes de destruction massive en Corée

La question de l'emploi d'armes bactériologiques en Corée par les États-Unis fait encore partie de ces thèmes propices à ce qu'il est convenu d'appeler « usage politique du passé ». En l'état actuel de la recherche[2], il est établi que les Américains bénéficièrent des expériences conduites pour le compte du Japon pendant la Seconde Guerre par le sinistre Shiro Ishii. Un héritage, difficile à assumer devant l'opinion publique, et qui fut gardé secret à l'époque... Ils développèrent bel et bien (et les Soviétiques ne s'en privèrent pas davantage...) une recherche sur « tous les moyens efficaces pour faire la guerre, même ceux dont l'emploi est sans précédent ». Pourtant, et conformément au document NSC 62 du 1er février 1950, les militaires américains ne furent pas davantage autorisés par le pouvoir politique à faire usage des armes bactériologiques qu'ils n'obtinrent le droit de frapper les bases chinoises en Mandchourie ou les barrages sur le Yalu[3]. Pour être précis, spécifions que le permis d'opérer – à titre de représailles – leur fut délivré *après* la mort de Staline. Il est également avéré que les Chinois furent à l'origine de la campagne, les archives disponibles confirmant sur ce point les conclusions de l'enquête de Robert Guillain dans le *Monde* des 15 et 16 mai 1952. D'abord réflexe d'autorités locales incapables de réagir face à une épidémie, la thèse d'une agression bactériologique américaine fut ensuite jetée en pâture à l'opinion mondiale avant même que l'enquête diligentée sur place par Mao eût délivré ses conclusions. Confrontés à une réalité plus traditionnelle, les dirigeants communistes chinois décidèrent, suivis par les Soviétiques, de poursuivre l'opération[4].

Une première série d'accusations avait été lancée par Radio-Pékin le 22 mars 1951. Relayées par une protestation officielle de la Corée du

---

2. Je remercie Olivier Lepick, chercheur reconnu en ce domaine, de m'avoir aidé à faire le point dans cette affaire.
3. Van Courtland Moon (John Ellis), « Biological Warfare Allegations: The Korean War Case », *Annuals New York Academy of Science*, 666, 1992, p. 69-70.
4. Je suis ici les conclusions de Weatherby (Kathryn) *in* « Deceiving the Deceivers », art. cit., p. 4-5.

Nord déposée à l'ONU le 8 mai, elles n'avaient pas davantage été reprises par le Mouvement communiste international que ne l'avaient été précédemment des imputations est-allemandes concernant la propagation de doryphores. Le 22 février 1952, en revanche, l'accusation formulée par la Corée du Nord donna le signal d'une campagne poursuivie avec un rare acharnement, avant que de s'éteindre dans une singulière discrétion. L'affaire s'acheva pratiquement le 10 octobre 1952 par un meeting parisien. Après que le « juriste démocrate » Jacquier eût insisté sur le strict respect de la procédure dans l'interrogation des témoins, Joliot y développa la thèse de l'« arme qui ne détruit pas les propriétés » appelée à un bel avenir dans les années 1980 à propos de la bombe à neutrons. Après quoi nous pouvons relever une dernière tentative de relance lorsque le Secrétariat, 24 février 1953 décide de « dénoncer [la] reprise de la guerre bactériologique en Corée », un mot d'ordre qui ne survivra pas au Père des peuples, disparu peu de temps après.

L'appel, le 24 février 1952, de Chou En-Laï « à tous les peuples épris de paix afin qu'ils agissent pour arrêter les manœuvres criminelles et frénétiques du gouvernement des États-Unis » est en tout cas immédiatement postérieur au blocage des négociations d'armistice en Corée, les alliés refusant de considérer l'URSS comme « neutre » dans le conflit. Quoi qu'il en soit, et avant même toute enquête sérieuse (les faits étaient supposés s'être déroulés du 28 janvier au 17 février), le Mouvement de la paix se jeta dans la bataille. Sans états d'âmes ? Il est incontestable que, quelle qu'ait été leur loyauté publique (qui ne fut pas prise en défaut), les dirigeants du Mouvement durent estimer qu'on leur demandait beaucoup. Il était en tout cas impératif pour eux d'« éviter des démarches publiques qui pourraient faire croire que nous doutons nous-mêmes des faits qui nous ont été signalés par des hommes en qui nous avons toute confiance »[5].

Au sommet du Mouvement de la paix, Fadeev et Ehrenbourg durent, pour emporter la décision, jeter dans la balance tout leur poids de représentants soviétiques[6]. À l'issue d'une séance tendue, c'est finalement l'ensemble du Conseil mondial qui, réuni à Oslo du 29 mars au 1er avril, lance un « Appel contre la guerre bactériologique ». Tout en affirmant de

5. Lettre de F. Joliot-Curie à Françoise Blume, 13 mars 1952.
6. M. Pinault, *op. cit.*, p. 792.

fait la culpabilité américaine, il se rallie à la proposition du « Comité chinois de défense de la paix » et propose l'institution d'une « commission internationale qui puisse rassembler tous les faits et toutes les preuves ». Il était logique d'escompter qu'au moins une partie de l'opinion de gauche serait disposée à accepter la thèse de la continuité de la barbarie américaine. Ainsi que l'écrivait Claude Bourdet dans *L'Observateur* du 17 avril 1952 :

> *« Des centaines de villages coréens, baptisés objectifs militaires, ont été carbonisés au napalm, humains, vaches, cochons et volailles, y compris (joli exemple que nous avons suivi en Indochine). Alors, pourquoi pas les microbes ! Les États-Unis ne cachent pas qu'ils dépensent des sommes importantes pour l'étude de cette guerre. »*

Le même article est cité à plusieurs reprises dans le dossier argumentaire établi par le Mouvement de la paix. Ce qui tendrait à montrer que les concours, en définitive, ne furent pas légion. L'organisation de la campagne avait sans doute de quoi impressionner, ainsi qu'il ressort d'une correspondance entre Jean Laffite (à Prague) et Roger Mayer (à Paris) où l'on recense toute une série d'initiatives (films, réunions sectorielles, affiches, etc.) soumises à l'approbation de Joliot. Pourtant, que pouvaient peser les conclusions d'une commission d'enquête composée de façon unilatérale face au poids médiatique de la déclaration de trente-neuf prix Nobel mobilisés par le Congrès pour la liberté de la culture ? Qui plus est, dans la conquête de l'opinion, les communistes étaient handicapés par le refus des Chinois d'accepter une enquête de la Croix-Rouge internationale, qualifiée par Pékin d'« avocat invité par le gouvernement américain ». En France comme en Suisse, l'attitude chinoise déchira nombre de liens tissés à l'occasion de l'Appel de Stockholm. De même peut-on s'interroger sur le prix à payer, dans les milieux médicaux, du refus de toute coopération (les Soviétiques pesèrent le pour et le contre) avec l'Organisation mondiale de la santé.

Les scientifiques ne se bousculèrent donc pas pour affronter les figures de la Fondation Rockefeller ou de l'Institut Pasteur. Marginalisé au XIIe congrès, le biologiste Marcel Prenant tenta pathétiquement de redorer son blason auprès de la direction du PCF en polémiquant contre son directeur (et membre du RPF), le professeur Dubos. Un symptôme

significatif des réticences à s'engager en faveur d'une cause contestée est fourni par l'échec de la mobilisation dans le milieu artistique et notamment cinématographique, éminemment sensible aux courants d'opinion. L'absence provisoire des vedettes du grand écran n'était que très partiellement compensée par l'émotion soulevée dans ces mêmes milieux par l'interdiction, le 18 mai, de la pièce de Roger Vailland, *Le colonel Foster plaidera coupable*[7]. Basée sur le parallèle entre occupations allemande (en France) et américaine (en Corée), la pièce sera rééditée chez Grasset en 1975, la guerre du Vietnam justifiant, selon le préfacier René Ballet, cette réédition.

Après plusieurs semaines, Laurent Casanova avait, devant ses camarades du Bureau politique, regretté à propos de la guerre bactériologique que les « alliés doutent où conduit la logique du combat »[8]. Dans certains cas, l'investissement dans la campagne avait permis à certaines personnalités comme Yves Farge de chercher à dissiper les éventuelles suspicions que le PCF faisait peser sur l'attitude du Mouvement de la paix français dans la question allemande. Il le fit notamment sur radio-Pékin[9], station sise sur le sol d'un pays présent en Corée, en un combat où les troupes françaises n'étaient pas précisément dans le même camp que les volontaires chinois. Le patriotisme de Farge se réjouissait à l'idée que la France, du fait de la présence de Ridgway sur son sol, allait être en première ligne : chaque village devait y entendre retentir « Ridgway pendu, réunissez le tribunal de Nuremberg »[10]. Un peu tardif, son diagnostic n'était pas entièrement dépourvu de pertinence : ce sentiment unissait réellement les manifestants regroupés, le 28 mai, autour des pancartes d'acier dressées contre Ridgway-la-Peste. Il n'en surestimait pas moins les pouvoirs détonants, dans la France de 1952, du cocktail humanitaro/nationaliste[11] dont on pouvait effectivement penser, à la direction du PCF qu'il allait permettre

7. Devaux (Patricia), « Le théâtre communiste pendant la guerre froide », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 44-1, janvier-mars 1997, p. 93-94.
8. Harmel (Claude), « Deux pigeons et un cahier », art. cit., p. 166.
9. Telex RG, 20 mai 1952.
10. Lettre de Farge à Pierre Biquard, 31 mai 1952. Citée par Pinault (Michel), *op. cit.*, p. 798.
11. Voir sur la « fantasmagorie masochiste dans laquelle le Français prend la place du colonisé émancipé » les remarques pénétrantes de Roger (Philippe) in *L'ennemi américain*, *op. cit.*, p. 432-436.

de donner chair, dans la rue, à la ligne encore largement mystérieuse développée au printemps de cette même année.

Le bateau ivre ?

L'analyse du durcissement constaté en avril, à la suite du séjour en URSS de François Billoux se heurte à des lacunes documentaires : pour l'année 1952 les carnets de Maurice Thorez font cruellement défaut au chercheur non autorisé. Il en est de même pour les décisions du Secrétariat et du Bureau politique, introuvables des archivistes de la Place du colonel Fabien pour une période grossièrement comprise entre janvier et juin. L'explication qui retient généralement l'attention, pour expliquer que le PCF se soit engagé dans une impasse gauchiste, tient dans le prolongement de l'absence de Maurice Thorez, qui aurait laissé le champ libre à l'incompétence de son clan, et au premier chef de son épouse Jeannette Vermeersch et du secrétaire général par intérim, Jacques Duclos. Sans négliger cet aspect, il doit être apprécié à la lumière de facteurs de politique internationale, dans la mesure où la manifestation la plus visible de cette ligne apparemment erratique relevait explicitement de la lutte pour la paix *et* (mais en fut-il jamais autrement, surtout depuis 1935 ?) du combat national-révolutionnaire.

Développées par Billoux devant le Bureau politique du 11 avril, les instructions thoréziennes placent en tête des préoccupations du PCF la « lutte pour la paix, question décisive de l'heure »[12]. Thorez s'y référait à l'entretien accordé par Staline à la presse américaine le 31 mars et qui sera reproduit dans les *Cahiers du communisme* de mai 1952. Mais la formule « voie de la paix est donc voie choisie par classe ouvrière pour aller au socialisme » prend un sens offensif, alors que Staline dissociera fermement « Lutte pour la paix » et « lutte pour le socialisme » quelques mois plus tard dans ses *Problèmes économiques du socialisme.* La préoccupation première est sans équivoque : « L'ennemi à combattre est bourgeoisie française livrant pays à occupants américains. » Les conditions sont désormais jugées favorables et le PCF « ne cache pas qu'un renversement de politique ouvre [la] route vers [le] socialisme », alors que la « politique

12. Harmel (Claude), « Deux pigeons... », art. cit., p. 155.

bourgeoise mène obligatoirement à la guerre ». Il s'agit là non pas d'une dérive sectaire mais bel et bien des orientations du Secrétaire général. En matière de relations avec le Mouvement de la paix, il devait être clair que la ligne tenait dans la formule : « avec vous ou sans vous ». Dans le domaine des rapports avec l'institution militaire, la formulation atteignait des niveaux de virulence inusités depuis les années 1920. Vietnam, Corée, Tunisie : toutes les opérations dans lesquelles les troupes françaises étaient engagées relevaient du même type de conflits, l'armée étant désormais « mise à la disposition stratégique de l'impérialisme ». La dialectique permettait certes de préciser dans un autre passage que le Vietnam devait être considéré « dans cadre stratégie mondiale comme guerre menée par impérialisme français pour ses propres fins ». Mais cela ne remettait pas en cause l'affirmation factuelle et programmatique « nous travaillons à défaite certaine de cette armée » dont on n'est pas sûr qu'elle ait, après qu'elle ait été divulguée par la Préfecture de police, accru la réceptivité des « soldats, sous-officiers, officiers et généraux » aux thèses communistes, alors même que le résumé des instructions de Thorez avance : « Juste de voir que soldats, sous off., officiers et généraux sans cesse plus nombreux n'acceptent pas rôle mercenaire. » D'autant plus qu'on entendait sensibiliser les militaires aux risques encourus en cas de victoire des « forces de paix » puisqu'il était question de « mettre militaires de tous grades en garde contre déshonneur, mépris du peuple, juste châtiment qui sanctionneront actes criminels que fait et fera commettre une telle armée ».

Le ton monte également contre les Chrétiens, dans le cadre d'une reprise en mains du Mouvement de la paix. Successivement, Victor Leduc dans les *Cahiers du communisme* et Jeannette Vermeersch dans *France nouvelle* restreignent considérablement les possibilités de manœuvre dans ce domaine en s'en prenant à « l'activité avilissante, désagrégatrice » de certains prêtres-ouvriers dont l'« économisme » détourne le prolétariat de ses tâches politiques[13]. Le combat communiste pour arracher la classe ouvrière à sa passivité constitue en effet une caractéristique de la période.

13. Tranvouez (Yvon), « Un cryptocommunisme catholique ? Les chrétiens progressistes en France, du début de la guerre froide à la mort de Staline (1947-1953) », *in* Delmas (Jean), Kessler (Jean) (dir.), *Renseignement et propagande pendant la guerre froide, 1947-1953*, Bruxelles, Complexe, 1999, p. 235.

Le signal en est donné par Thorez lorsqu'il dénonce l'effet corrupteur des hauts salaires dans la fraction de la classe ouvrière intéressée par l'expansion des industries d'armements[14]. Il est reçu haut et clair puisque plusieurs intervenants du BP renchérissent immédiatement sur ce thème léniniste à souhait. Selon Jacques Duclos au meeting de Buffalo du 27 avril 1952, « Notre Lutte pour la paix ne saurait se borner à des déclarations et à des protestations ». Et l'ombre de la mort plane sur les soldats dévoyés au Vietnam dans une guerre injuste et (donc) sans espoir.

> *« Oui le front est partout ; partout et nulle part. Il passe bien sûr par la ligne fortifiée des bunkers, mais il traverse le café européen où claque une grenade. Il est à la ville comme à la campagne, à la plaine comme à la montagne. Il passe entre le peuple qui sur son sol natal lutte pour son indépendance et les soldats étrangers qui ne savent pas pourquoi ils doivent venir ici tuer. Tuer, et mourir aussi… »*[15]

L'apologie de la grenade dans les lieux publics est sans doute une manifestation limite, et le PCF se gardera de tout excès en ce domaine pendant la guerre d'Algérie. À défaut d'apologie systématique du terrorisme, on s'en tient donc à la fraternisation avec le Viet-Minh et à l'action contre la fabrication et le transport du matériel de guerre. La CGT apparaît comme « directement engagée dans la bataille de la paix »[16]. L'affaire est assez sérieuse pour que, le 16 mai, le Bureau politique siège en présence de l'ensemble de la direction fédérale des Bouches-du-Rhône, convoquée à Paris afin de coordonner l'action des dockers contre l'acheminement de renforts en Indochine[17]. La « manif' » Ridgway du 28 mai semble avoir donné un coup d'arrêt à ces pratiques, et à l'été on en reviendra à des méthodes moins risquées politiquement, à l'image de la diffusion (au plan international) de ces lettres d'officiers français prisonniers du Viet-Minh adressées à Joliot-Curie en tant que président du

14. « Deux pigeons… », art. cit., p. 163.
15. Arthaud (René), « Le Vietnam à l'offensive », *Démocratie nouvelle*, avril 1952.
16. Note des RG, 16 mai 1952.
17. Robrieux (Philippe), *op. cit.*, p. 300. L'auteur s'appuie sur le cahier de Jacques Duclos saisi le 28 mai 1952.

Conseil mondial de la paix, « grand Combattant de la paix » et « grand Français », selon les termes des missives.

À la fin de l'année, les bilans tirés demeurent peu encourageants. Selon une note des RG du 23 décembre, en Charente-Maritime plusieurs responsables estimeraient que « le Parti délaisse les ouvriers », que ses « parlottes inutiles » sur la politique internationale et la paix passent avant la défense des revendications ouvrières, alors que la direction du Parti demande encore de « considérer que les problèmes de la Lutte pour la paix sont insuffisamment posés dans la classe ouvrière ».[18] Compte tenu de ce marasme, le coup d'accélérateur imprimé au printemps n'avait pas échappé aux préfets qui notent pour le mois de mai une « agitation insolite » de la part du PCF[19]. Les fonctionnaires avouent avoir été surpris par le « caractère parfois agressif, violent » d'actions marquées par « la participation d'éléments nord-africains... ». Sans doute, l'hypothèse de l'amalgame n'est-elle pas toujours à écarter dans la mesure où le durcissement du PCF coïncide avec l'assignation à résidence de Messali Hadj, le MTLD refusant en définitive de s'associer à la manifestation Ridgway. Cependant, en bons professionnels, les Renseignements généraux savent distinguer entre les deux organisations et reconnaissent à l'organisation indépendantiste algérienne une maîtrise suffisante de sa base pour ne pas la réduire au rôle de masse de manœuvre du Kominform. Le même sentiment d'assister à un processus de radicalisation prévaut d'ailleurs dans les postes diplomatiques sensibles, confrontés à une agressivité manifeste de la part des communistes locaux. C'est le cas en Autriche où le PC fait monter la pression nationaliste, sa propagande représentant l'Autriche étouffée dans les serres de l'aigle yankee, sous le mot d'ordre « pour un traité d'État »[20]. C'est à plus forte raison le cas en Allemagne où, le 8 mai 1952, commence en RDA la campagne en faveur du réarmement. Les Jeunesses communistes affrontent alors la police à Essen et pénètrent dans le secteur américain de Berlin à l'occasion de la venue d'Éden[21]. Au Japon, le 1er mai, de violentes manifestations ont tenté d'encercler le Quartier général de Ridgway Cet exemple inspire à André Stil, le 15 mai à Bordeaux, un vibrant appel :

18. Décisions du Bureau politique, 26 décembre 1952.
19. Synthèse des rapports des préfets, mai 1952.
20. Lettre de Payart à Schuman, 29 avril 1952.
21. Télégramme de Payart, 22 avril 1952.

> *« Ce n'est pas un appel aux armes que je vous lance. C'est un appel à chasser l'occupant. Tous les moyens seront bons. Inspirez-vous de nos camarades japonais dans la rue. »*[22]

Force est de constater la coïncidence de comportements, le même mois, dans quatre pays (Allemagne, Autriche, Japon, France) particulièrement importants dans le dispositif américain. Si le PC italien n'a pas le même comportement que le PCF lors de la visite de Ridgway, en juin, on peut faire remarquer que – toute considération sur la moindre virulence du nationalisme italien mise à part – la situation diplomatique a évolué entre-temps et que le Kominform a donné sans équivoque (nous y reviendrons) le signal du tournant. Lorsque le PCF apprend la venue de Ridgway, l'atmosphère communiste est d'une composition aussi instable que diversifiée, tant y coexistent aspirations internationalistes, compassion à l'égard des victimes civiles et fureurs d'hostilité à l'égard de l'« occupant ». Très rapidement, c'est la seule dimension nationaliste qui va prendre le pas dans l'évocation de l'épisode. C'est ainsi que devant le Comité central d'Arcueil des 5 et 6 mars 1954, François Billoux dégagera en ces termes l'« aspect essentiel » du 28 mai : « Le peuple de Paris disant "non" au général américain représentant la perte de l'indépendance nationale française, la misère et la guerre. » Ce qui importait était bien son activité (future) de chef de guerre impérialiste en Europe et non son activité présumée en Corée[23]. Un tract invite ainsi le prolétariat à « accomplir son devoir de Français… comme il l'a fait à l'égard de l'occupant nazi »[24]. Bien entendu, l'heure n'est pas à abattre les officiers yankees dans les couloirs du métro, ce qui pouvait pourtant découler d'une stricte application de l'analogie historique. On demeurera donc dans un entre-deux dont l'une des manifestations les plus paradoxales peut être repérée dans l'exaltation de Jeanne d'Arc, « symbole de la lutte contre l'occupation étrangère », invoquée en renfort des manifestants anti-Ridgway au moment même où le Parti est appelé à lutter en faveur des revendications nationales… d'Alsace-Lorraine.

---

22. Tartakowsky (Danielle), *op. cit.*, p. 571.
23. Texte inédit du rapport Billoux *in* Bourgeois (Guillaume), « Sur les brisées d'Auguste Lecœur », *Communisme*, n° 55-56, 1998. Notre citation figure p. 217.
24. Rapport DOSEC II bis, *Notes d'ensemble sur les manifestations du 28 mai 1952.*

Ce point du programme de lutte thorézien avait valeur d'avertissement. Le « droit de libre détermination » du peuple d'Alsace-Lorraine, après l'éclipse rendue indispensable par la ligne de Front populaire, était réapparu pendant la période d'« amitié » entre l'URSS et l'Allemagne. Cette ligne fut maintenue après le coup de force allemand de l'été 1940 comme en témoigne la « Déclaration du Parti communiste français à propos de l'annexion de l'Alsace-Lorraine » publiée dans un numéro spécial de *L'Humanité* de décembre 1940. Le PCF devait donc une fois de plus s'affranchir de la « tyrannie du national ». Afin d'obtenir les faveurs de l'opinion nationaliste d'outre-Rhin, Staline n'hésiterait pas en effet à sacrifier les susceptibilités patriotiques françaises. La clause sur les provinces de l'Est n'était donc pas de pur style, mais impliquait une posture *à contre-courant* caractéristique de ces périodes où être à la hauteur des nécessités historiques supposait, comme l'indiquaient Thorez et Billoux, de se « placer sur positions internationalisme prolétarien, ne pas céder aux courants chauvins ». De fait, la sauvegarde en Europe des intérêts d'État soviétiques repose sur des impératifs (éviter un bloc Londres/Paris/Berlin) qui ne subiront pas de modifications substantielles jusqu'à la mort de l'URSS. Dans ces conditions, tout rapprochement de Moscou avec l'Allemagne ostracise immédiatement le PCF dans le jeu politique français, induisant ainsi des comportements de repli sur les fondamentaux téléologiques.

De « Ridgway-la-peste » au « Front national uni »

Une démonstration « qui fait du bien ». Et ses conséquences

Interrogé quarante ans plus tard sur la manifestation du 28 mai 1952, Henri Krasucki (dont l'ensemble des médias français salua, lors de sa disparition, la modération) témoignait de l'allant avec lequel plusieurs milliers de militants affrontèrent alors les forces de l'ordre :

> *« C'était une démonstration de force, une démonstration qui a fait du bien aux militants. Il y a des moments où il faut savoir faire cela. En ce sens, aujourd'hui encore, je ne la renie pas. Reste les conséquences qui en ont découlé… »*[25]

25. *Ibid.*, p. 572.

Plus jamais le Parti communiste ne renouvellerait l'exercice : il faudra attendre les grandes manifestations organisées par la Ligue communiste en 1971-1973 pour voir réapparaître ce type d'opération combinant cortège public et guerre privée menée par un Service d'ordre organisé selon des techniques visant à placer l'adversaire devant le risque politique de faire usage de sa puissance de feu. En 1952, la cible de cette mémorable journée était le général Matthew Bunker Ridgway, qui avait reçu, un mois auparavant, le commandement des forces armées de l'OTAN[26]. Son parachutage à l'aube du 6 juin en Normandie était estompé chez les communistes par les fonctions occupées en Corée. Son commandement asiatique lui avait valu le sobriquet de « Ridgway-la-peste » grâce à l'esprit d'à-propos d'un titi amateur de *Comics* américains. Telle est du moins notre hypothèse fondée sur l'existence d'un personnage de sale gosse de *cartoon* dénommé (dans sa traduction française) *Dennis-la-peste.* Détournant l'image de baroudeur à laquelle Ridgway a sciemment contribué en tant que guerrier politique d'une démocratie médiatisée, les publicistes communistes renouent alors avec la stigmatisation des « badernes » et autres « culottes de peau », ces classiques du bestiaire antimilitariste français. De ce point de vue, le commandement qu'il reçoit le 28 avril est une aubaine pour les adversaires du pacte Atlantique, jusqu'alors moins à l'aise avec le personnage d'Eisenhower.

C'est le 19 mai 1952 qu'a été adoptée par la direction du Parti la perspective d'une initiative susceptible de couronner les actions jusque-là engagées contre Ridgway. C'est également le 19 – si l'on en croit une note de police[27] – que le Bureau politique décide de mettre un terme aux dérives qu'il constate dans le Mouvement, alors mobilisé par la préparation d'une conférence internationale sur le problème allemand, prévue pour les 13-14-15 juin à Paris. Le PCF reprocherait aux maîtres d'œuvre de la conférence (et ici Michel Bruguier est en première ligne) une orientation faisant la part trop belle aux responsabilités allemandes et dédouanant celles – essentielles – de l'impérialisme français. Pour apporter de l'eau à ce moulin, on peut relever que le 26 mai, Tillon – dont on veut faire le symbole du chauvinisme « anti-boche » – est à nouveau mis en

---

26. Pigenet (Michel), *Au cœur de l'activisme communiste de guerre froide, la manifestation Ridgway*, L'Harmattan, 1992, p. 18.
27. Note des RG, sur la « faute idéologique » de Michel Bruguier, 19 mai 1952.

cause lors de l'attaque dont la cible principale semble être André Marty, les deux hommes étant alors exclus de la préparation de la manifestation. Si les décisions sont liées dans l'esprit des dirigeants communistes, alors on peut interpréter le fait de convoquer une manifestation par le Mouvement lui-même comme un indice de reprise en mains par le Parti dans le feu d'une action certes risquée mais se déroulant sur un terrain peu propice aux discussions.

Le 24 mai, décision fut donc prise formellement par le Conseil de la paix de la Seine de convoquer une manifestation pour le 28[28]. Le secrétaire de l'organisation, le communiste Louis Vautier, semble n'avoir guère rencontré de difficulté à entraîner le bureau si l'on en croit le témoignage de Corentin Bourvéau, un ingénieur catholique permanent du Mouvement[29]. Et la façon dont le Mouvement de la paix assume la responsabilité de l'action jette une lumière crue sur l'osmose culturelle existant avec la vision du monde communiste. Un rapport de synthèse d'origine policière témoigne de la grande motivation (« manifestants peu nombreux mais agressifs ») des hommes qui affrontèrent la police, celle-ci essuyant même, ça et là, quelques coups de feu (on déplore un gardien de la paix blessé par balles). Il constate en même temps que nombre de bastions provinciaux n'ont pas bougé. Point positif pour le PCF : le regain manifesté par nombre d'intellectuels inquiets pour les libertés alors incarnées à leurs yeux par Duclos. À côté des fidèles, on y dénombrait des personnalités qui avaient déjà eu l'occasion de rompre des lances avec le Parti (Aveline, Domenach) et d'autres pour lesquelles (outre Sartre, on peut relever le nom de Jacques Madaule) l'affaire entraînait l'obligation morale de renforcer le Mouvement de la paix. L'épisode constitua la dernière occasion, avant la tourmente « antisioniste » de faire jouer les réseaux constitués autour du Comité national des écrivains. On peut néanmoins supposer que Tréno dans *Le Canard Enchaîné* se fait l'écho de son lectorat lorsqu'il souligne que « face aux "illégalités gouvernementales", la "tripe républicaine" n'émet guère de borborygmes en faveur de Duclos ». D'après la synthèse des rapports des préfets de juin 1952, l'opinion a été « rassurée par la fermeté gouvernementale » et « la population ouvrière n'entend pas qu'on utilise à des fins politiques les puissants

28. Le Cour Grandmaison (O.), *op. cit.*, p. 249.
29. *Ibid.*

moyens d'action dont elle dispose et qui paraissent réservés au domaine strictement professionnel ».

On n'ignore rien de la rudesse de la mobilisation du 28, de même que de l'extrême débilité de la grève de solidarité du 4 juin. La comparaison en termes de « grève pour la paix » obligerait à remonter à 1925, où le PC et la CGTU avaient déclenché une journée davantage suivie « contre la guerre du Maroc ». Mais pour répondre à la question toujours posée du « pourquoi ? », il semble difficile de ne voir que coïncidence entre la signature successive de deux accords essentiels pour la stratégie américaine et la tenue de la manifestation. Le 26 mai en effet, les accords de Bonn accordent à la RFA sa pleine souveraineté ; le 27, le traité de Paris institue la Communauté européenne de défense. Jean-Jacques Becker juge « la plus vraisemblable » l'hypothèse de Dominique Desanti selon laquelle l'orageuse météorologie du printemps 1952 serait surdéterminée par ce facteur diplomatique. L'existence de négociations (ardues) entre alliés était du domaine public et – faute de mieux – peut-être était-il possible d'« impressionner la diplomatie et l'état-major des États-Unis en leur mettant sous les yeux le climat d'insécurité dans lequel devraient se dérouler d'éventuelles opérations militaires »[30]. Cette perception exprime il est vrai les craintes des Occidentaux vis-à-vis d'un éventuel découragement des Américains à l'égard de partenaires soupçonnés de faiblesse, voire de complaisance. Mais cet aspect du problème est largement connu de l'ensemble des parties en présence depuis 1948 et la question reste donc entière de savoir pourquoi, *en ce moment précis*, le PCF a-t-il engagé pareil bras de fer à contre-courant ? Le geste militant de mai ne pouvait, à l'évidence, aboutir à la révolution (ou au moins au « renversement de la politique française »), même si, comme le note justement Jean-Jacques Becker, il n'était pas prévu qu'il « tournât si vite à la débandade ». Contre Ridgway, on chanta davantage la *Marseillaise* que *L'Internationale*. Billoux avait été clair devant le Bureau politique : le « coup principal » devait être porté contre la bourgeoisie française, conformément à la formule de Karl Liebknecht « l'ennemi est dans notre propre pays ».

Le PCF venait en quelques mois de faire miroiter au patronat les profits mutuellement fructueux qui résulteraient d'une ouverture vers

30. Rapport RG, 28 mai 1952.

l'Est avant de se lancer dans une offensive qui ne laissait guère de place aux compromissions avec la bourgeoise. Et voici que le 13 juin[31] *Paix et démocratie* affiche la nouvelle devise du Kominform, celle du « Front national uni de lutte pour la paix, pour les intérêts fondamentaux, vitaux, des peuples, contre la réaction impérialiste ». *L'Humanité* ne reproduira le texte que le 18. Le PCF s'accordera un délai avant de reprendre à son compte la formule, tout en infléchissant discrètement sa ligne dès le lendemain par le biais d'une déclaration de Lecœur à *L'Unità* reproduite dans *L'Humanité* du 14 juin. Impliquant théoriquement un compromis social, la nouvelle orientation risquait de couper l'herbe sous les pieds des syndicaux, ce qui pourrait éclairer la vigilance exercée à l'encontre de Pierre Cot. Dans « l'affaire Duclos », le leader progressiste avait en effet jugé la réaction de la « bourgeoisie libérale » meilleure « que certains l'avaient escompté » et concluait à la nécessité de tout subordonner à cet impératif : « rassembler les forces démocratiques de notre pays ». Avant de préciser : « En politique extérieure, nous nous déclarons partisans de la coexistence et de la collaboration des différents régimes ; en politique intérieure, adoptons la même attitude. »[32]

Il est remarquable que la réaction du PCF n'ait été délivrée qu'à la session de septembre du Comité central. Elle prit la forme d'une intervention d'Auguste Lecœur, intitulée « La lutte pour la paix ne nous détourne pas de notre lutte pour le socialisme » par *L'Humanité* du 5 septembre 1952. Le titre de l'extrait s'explique par le passage suivant : « Ce qui est vrai pour la classe ouvrière, et elle doit le savoir, c'est que la lutte pour la paix, qui est déjà suffisante en elle-même, a ceci de plus cher encore pour nous, c'est qu'elle ne nous détourne pas de notre lutte pour le socialisme. » Le délai apporté à la réponse du Parti ne passa pas inaperçu de *Franc-Tireur* qui, dans son numéro du 6 septembre, résuma à sa façon la ligne du PCF : « Tendons la main aux patrons qui voudront marcher avec nous dans la lutte pour la paix soviétique, mais cassons-leur la gueule pour leur apprendre à exploiter les ouvriers. » Cot signala que l'affaire était close dans une tribune libre parue dans le *Monde* du 17 septembre d'où il ressortait que les progressistes poursuivraient le

31. *Cf.* Pigenet (M.), *op. cit.*, p. 141.
32. *Les Lettres françaises*, 18-25 juillet 1952.

rassemblement des forces démocratiques « non seulement avec mais autour de la classe ouvrière ».

Parue dans un organe de presse étroitement tenu par le Parti, la déclaration initiale de Cot correspondait point par point à la politique de Front national uni. D'ailleurs les progressistes avaient été les premiers à tenir meeting – le 15 juin – sur ce thème sans recevoir la fraternelle correction qui se serait inévitablement imposée en cas de mésinterprétation de la ligne. Au même moment, Lecœur ne déclarait-il pas à l'*Unità* « la classe ouvrière ne peut pas à elle seule sauver la paix » ? En l'absence d'explication sur le délai de réponse, il faut donc chercher à savoir ce qui, dans la conjoncture de juin 1952, justifiait l'adoption d'un mot d'ordre qui renvoyait les ex-kominterniens à ce printemps 1941 où il fallait à la fois tisser, *à la base*, des liens avec les gaullistes afin de jeter les bases du « Front national » exigé par Moscou[33] et dénoncer l'« agent de la City ». Ce de Gaulle qui, précisément, dans sa conférence de presse du 5 juin 1952, venait de prendre violemment partie contre la CED, refusant que « pêle-mêle avec l'Allemagne et l'Italie vaincues » la France doive « verser ses hommes, ses armes, son argent dans un mélange apatride ». À l'appui de notre hypothèse, on notera au passage que parmi les accusations portées contre André Marty, certaines font référence à sa surestimation du danger gaulliste par rapport à la menace américaine[34]. Tout en prenant acte du fait que Cot ne le mentionne pas dans le meeting du 15 juin (mais on sait qu'il n'est pas l'homme le plus à même de jeter un pont avec les gaullistes), on suppose que la diatribe du Général n'est pas passée inaperçue. D'autre part, il semble peu probable que les Soviétiques aient tenu pour quantité négligeable la position française exprimée au même moment (en fait, peu avant la prise de position kominformienne du 13) à propos de la CED et qui traduisait les divisions et hésitations existant dans les élites dirigeantes de la IVe République. On réalise aujourd'hui combien cette rationalisation devait être hors de portée de militants qui voient, en septembre, le Comité central entériner

33. *Cf.* Santamaria (Yves), « De Gaulle au miroir communiste (1935-1958) », *Arkheia*, n° 7-8-9, 2002.

34. *Cf.* Maurice Agulhon, « Les affaires Marty, 1919-1952-1963 », *Cahiers d'études révolutionnaires,* n° 4, octobre 1964, p. 9. La même observation figure dans la synthèse des renseignements généraux « Le PCF de juin à sept 52 ».

(enfin) le mot d'ordre de « Front national uni » au cours de la même séance où il évince, en la personne de Charles Tillon, le chef du bras armé du PCF dans la Seconde Guerre mondiale au nom (entre autres griefs, il est vrai) de la lutte contre le « nationalisme bourgeois »...

Les pots cassés

Le « Front national uni » disparut sans fleurs ni couronnes. Son agonie se prolongea au cœur de l'automne, saluée par les railleries de *Paix et liberté*. Les tentatives pour donner chair à la ligne se heurtaient au refus des partenaires, à quelques militants RPF près. En décembre, il était patent que l'unité se réduirait au rassemblement autour de la classe ouvrière et du PCF. Devant le Comité central des 5-7 décembre 1952, Billoux réhabilite largement l'esprit de mai 1952 : si (Staline *dixit*) la lutte pour la paix ne mène pas toujours directement au socialisme, la bourgeoisie française demeure l'ennemi principal. Dans les derniers mois de 1952, le Parti peine à reprendre l'initiative, ce dont le gouvernement tente de tirer profit. Le 8 octobre, des perquisitions eurent lieu dans la France entière. Le 14, le Parquet du Tribunal militaire de Paris demanda la levée de l'immunité parlementaire des députés Duclos, Marty, Fajon, Billoux, Guyot et du conseiller de l'Union française Léon Feix. La lecture faite par René Pleven, le 23 octobre devant la Chambre, d'extraits choisis du carnet saisi sur Jacques Duclos, répondait à cette volonté de criminalisation d'une organisation envisageant selon le ministre « non seulement le sabotage envisagé comme destruction des moyens matériels consacrés à la défense du pays, mais également cette forme de lutte qui cherche à porter atteinte à la résistance morale de l'armée et de la nation ». Dans *Le Monde* du 14 novembre 1952, Marcel Niedergang consacre un article conséquent à la question sous le titre : « MM. Duclos, Fajon, Billoux, Guyot et Marty peuvent-ils être déférés devant le Tribunal militaire ? ». La discussion porte sur l'article 76, 3° du code pénal qui punit de mort la « tentative de démoralisation de l'armée et de la nation ». Le PC conteste la légalité du décret signé par le garde des Sceaux socialiste Albert Sérol le 9 avril 1940, non ratifié et pris en vertu de la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre. Sollicité par le quotidien du soir, Georges Vedel, professeur à la faculté de Droit de Paris, juge légale la démarche gouvernementale et valide le décret Sérol : la promulgation

en temps de guerre ne limite pas l'application à la durée de celle-ci. Si le décret Sérol précise bien « la mort » pour tout Français ayant participé sciemment aux activités que R. Pleven impute au PCF, en temps de paix, la loi du 11 mars 1950 stipule « réclusion » et en matière pénale l'interprétation des termes est toujours restrictive. Face à cette pression, le Parti tente de mobiliser sur le thème du « complot », relancé par Pinay « pour faire plus facilement accepter le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest revancharde et nazie »[35]. Le 17 octobre, sur les 17 décisions adoptées par le Bureau politique, 16 lui sont consacrées, la dernière évoquant l'affaire associant les noms d'André Marty et de Charles Tillon.

Le destin des deux héros involontaires de ce « procès de Moscou à Paris » est incompréhensible si l'on néglige la fonction qu'ils occupaient dans l'imaginaire bricolé par le monde communiste dans la question de la guerre et de la paix. Ainsi Léon Mauvais prend-il soin d'associer ses deux anciens camarades du Bureau politique dans la même infamie puisque l'un comme l'autre « n'ont pas défendu et ont gêné le Parti dans sa défense de la Paix »[36]. Mais il apparaît vite que la figure d'André Marty est, dans cette perspective, plus périphérique alors même que sa légende a été édifiée autour de la lutte contre la guerre. Son personnage s'est construit sur des bases mémorielles plus lointaines (mer Noire) et plus étroites (Espagne) que Charles Tillon. Les militants peinent à le rattacher à la Seconde Guerre mondiale et le « national-thorézisme » n'a pas rendu service à l'ancien mutin, en dépit des efforts de ce dernier pour attribuer, après 1945, l'antimilitarisme de l'entre-deux-guerres au complot pétainiste[37]. André Marty est donc théoriquement à l'aise (même si, en réalité, il est psychologiquement effondré) pour rétorquer aux accusations formulées par Léon Mauvais concernant un pseudo-désaveu des déclarations de Maurice Thorez de 1948 et 1949 sur l'attitude du peuple de France à l'égard de l'URSS en cas de guerre. On ne citera ici pour mémoire que les accusations concernant le désaccord de l'accusé avec le

35. « Comploteurs », Appel de la fédération PCF de la Haute-Vienne, 8 octobre 1952.
36. « Les désaccords politiques et l'activité fractionnelle d'André Marty et Charles Tillon. L'unité du Parti principale condition de sa force et de son efficacité », rapport de Léon Mauvais devant le Comité central du PCF, 5-6-7 décembre 1952, Commission centrale de contrôle politique, dossier Tillon.
37. Santamaria (Y.), *L'enfant du malheur*, *op. cit.*, p. 286.

Pacte germano-soviétique, qui relèvent de l'affabulation pure et simple. Quant à la diatribe de Raymond Guyot sur les consignes prétendument données par Marty en 1946 et visant à « ne pas présenter aux élections des gens qui n'auraient pas lutté en France pendant la guerre », elle resta réservée – comme on disait en ce temps-là – à la critique rongeuse des souris. On ne mentionna pas la position attribuée à Marty au Comité central d'octobre 1947 (et rappelée par Thorez à Staline), et qui aurait consisté à négliger les États-Unis (et la SFIO) dans le rôle de l'ennemi principal, pour mieux se polariser sur les gaullistes. La question était-elle jugée délicate à l'heure où le « Front national uni » n'offrait guère de lisibilité ? En définitive, et faute de différends politiques présentables, on se rabattit sur une version policière supposée prêter moins le flanc à discussion.

Avec Charles Tillon, on abordait à des questions dotées d'un noyau de rationalité moins illusoire. L'accusation cristallisa ses attaques sur trois secteurs : la Seconde Guerre, le Mouvement de la paix et le nationalisme anti-allemand. Point ne fut question du Pacte germano-soviétique, de l'« appel du 17 juin[38] » ou encore de la demande de reparution de *L'Humanité* formulée devant l'occupant allemand, toutes questions sur lesquelles l'auteur de *On chantait rouge* se targuera d'avoir manifesté, en temps opportun, ses divergences. Passant finalement assez vite sur un Trésor (de guerre) vite ré-enfoui à la satisfaction générale, on en vint bientôt au mépris exprimé par Tillon à l'égard des absents du territoire national. Connue au moins depuis 1947, cette disposition d'esprit ne pouvait suffire au bouclage du dossier. Qui plus est, l'accusé avait couvert de son autorité de patron des FTP le mensonge de la présence de Thorez en France, et notamment lors du pseudo-« Appel du dix juillet ». L'on imaginait mal, de toute façon, le PCF rouvrir publiquement la boîte de Pandore de la guerre. C'est ce que lui fit comprendre (mais Tillon n'en avait nul besoin) Jacques Duclos lors de leur dernier entretien : « Il ne s'agit pas de parler devant le CC de la clandestinité, ni de la Libération, mais de ce qu'on te reproche. Pas d'autres choses ! »[39]

38. Santamaria (Yves), « L'"Appel du 17 juin" de Charles Tillon » *in* Lagarrigue (Max) (dir.), *1940, la France du repli. L'Europe de la défaite*, Privat, 2001.
39. Tillon (Charles), *Un procès de Moscou*, *op. cit.*, p. 131.

Plus sérieuse apparaissait la question du Mouvement de la paix, de la direction duquel Tillon avait été évincé au printemps 1951. Il ressortait de l'accusation que Tillon y avait développé une « conception étroite » qui tendait à faire du Mouvement « une organisation politique » et à « placer toutes les organisations démocratiques de masse sous la domination du Mouvement de la paix ». Au début des années 1970, au plus fort de sa phase de rapprochement avec les groupes gauchistes, il écrivit à ce sujet :

> *« Ce conflit était l'aboutissement d'une longue lutte que j'avais menée avec Yves Farge, l'abbé Boulier et d'autres, pour conserver à ce Mouvement son assise de Conseils communaux publiquement élus dans des assemblées populaires, démocratiques et ouvertes de bas en haut à tous les partisans de la paix. Malheureusement "conseil" signifie* soviet *en russe. Les soviets qui firent la révolution étaient des conseils qui avaient choisi librement leurs délégués. »*[40]

Tillon est resté très lié avec Mme Farge après le décès de son mari à propos duquel il n'évoque nulle part la piste de la liquidation par les Services soviétiques. La réaction de Farge lui-même à l'affaire ne nous est pas connue. Quant à Boulier, il manifesta en public la même discrétion. Signalons enfin, dans le sens indiqué par Tillon (qui affirme que Farge et Boulier auraient pris sa défense par lettre adressée à Thorez) que Boulier fut déchargé de ses responsabilités dans le Mouvement de la paix en novembre. La raison invoquée (par lui-même, pour commencer, lorsqu'il adresse sa demande de congé) est sa réduction à l'état laïc. Or celle-ci est intervenue définitivement en août, à la suite d'un décret du Saint-Office pris le 11 juin, décret auquel se réfère Boulier dans sa lettre à Joliot du 9 novembre. Ensuite, le thème de la « démocratie directe », dans l'air des années 1968, incita Tillon à revisiter ses pratiques des années 1950, théorisées à l'époque dans un document formellement autocritique[41]. Il y déplorait les pratiques de l'Union des femmes françaises, désireuse selon lui, sous des prétextes féministes, de « créer son

40. *Ibid.*, p. 71.

41. « Rapport aux membres du Bureau politique à propos des discussions sur le Mouvement de la paix », 21 avril 1951.

propre Mouvement de la paix », plaidant pour une organisation de masse refusant les spécificités catégorielles, à l'exception – précisait-il – de « certaines catégories intellectuelles ».

On était d'autant plus loin du conseillisme que la revendication des « comités de base élus » était une constante de l'*agitprop* du Parti, bien avant la guerre froide. Tillon avait là aussi beau jeu de le rappeler (en 1951...) en s'appuyant sur divers textes signés de Lecœur ou Thorez. Tous partageaient la même vision des choses : l'apparition desdits comités n'étaient pas « le fruit d'une génération spontanée » et leur création n'était possible que « là où il existe des militants [souligné par Tillon] » à qui revenait d'« élever le niveau politique ». Rien d'autre en somme que l'application classique du schéma avant-garde/masse dans des milieux, qui plus est, généralement moins dotés en mémoire politique et moins soumis à des obligations de résultat que ceux du syndicalisme. D'ailleurs, lors de l'affrontement du 1er septembre, Casanova dit explicitement – alors que la séance s'éternisait – que l'affaire était réglée en son temps et qu'il s'agissait *d'autre chose*[42].

Restait en effet le dernier volet du réquisitoire, qui portait sur les « concessions au nationalisme bourgeois » et plus particulièrement sur les réticences de Tillon à abandonner la campagne contre le réarmement allemand à la suite du tournant en faveur du « Pacte à cinq ». Face à ceux qui caractérisent son attitude comme une « faute politique décelant des tendances chauvines », Tillon apporte une réponse technique reposant sur la capacité du PCF à relever les deux défis. Il procède pour cela à une comparaison entre les rythmes des deux campagnes qui aboutit à un taux de croissance supérieur pour la collecte anti-réarmement allemand en s'appuyant sur le fait que le nombre d'enfants était bien moins grand dans la deuxième, s'il en juge par le pourcentage de bulletins familiaux recueillis. Chemin faisant, il apporte même une précision intéressante (si elle est exacte...) pour l'historien : dans l'enseignement, les résultats de la collecte contre le réarmement de l'Allemagne étaient supérieurs aux chiffres enregistrés au bas de l'Appel de Stockholm. Mais jamais Tillon ne remet en cause les orientations du Conseil mondial de la paix ; il estime au contraire qu'une phase de transition aurait favorisé leur application pratique. On ne saura jamais si ces divergences d'appréciation ne

42. PV du BP du 1er septembre 1952.

furent pas surévaluées par les deux parties *a posteriori*. En tout cas, c'est bien sur ce terrain-là que le PCF choisit de faire porter sa lecture du différend, Tillon se voyant condamné pour hostilité à l'égard de la « fraternité de combat des classes ouvrières française et allemande » alors que la campagne en faveur du Pacte à cinq replaçait la question de l'Allemagne « dans le cadre international ». Quelle que soit sa conformité avec le modèle déviant ainsi dessiné, l'éviction de l'ancien chef FTP avait valeur d'avertissement. Il avait été de toute façon choisi – et c'est l'essentiel – pour incarner ces dérives, comme le démontrent les décisions du Bureau politique du 14 novembre 1952. Consacrées quasi intégralement aux *Problèmes économiques* de Staline (et donc à l'inéluctabilité des guerres entre pays impérialistes), elles s'achèvent sur l'identification de Tillon – nommément cité – au « danger de chauvinisme dans la question allemande ». Si le Mouvement communiste devait prendre en considération le risque de guerres entre pays impérialistes, cette prise de conscience ne devait pas déboucher sur une surestimation du danger allemand. Le conflit envisagé par la prospective stalinienne devait opposer aux USA une ou plusieurs ex-grandes puissances, la France et l'Allemagne étant de ce point de vue placées dans la même position. Les détenteurs des codes de lecture adéquats pouvaient peut-être se repérer dans ces critiques. Mais combien parmi les dirigeants qui eurent accès aux décisions du 14 novembre savaient que la « tendance à donner le même caractère à toutes les guerres qui ont eu lieu entre la France et l'Allemagne » visait en particulier *L'Histoire de la résistance* écrite par Guy Serbat ? Récemment pilonnée, elle appelait à la rescousse, à la demande de Tillon, les partisans de 1870 pour mieux mettre en valeur l'ancrage historique et populaire de la lutte armée en France pendant la Seconde Guerre mondiale[43]. Peut-être les chefs communistes du second cercle eurent-ils davantage de difficulté à accepter de voir dans la conception symbolisée par Tillon « une analogie étroite avec celle de Tito » pour reprendre l'expression utilisée par Léon Mauvais.

Il devait leur être plus difficile encore de faire le lien avec les pendaisons de Prague, contemporaines de ces événements. La condamnation de

43. Sur cette affaire, *cf.* Courtois (Stéphane), « Luttes politiques et élaboration d'une histoire : le PCF historien du PCF dans la Deuxième Guerre mondiale », *Communisme*, n° 4, 1983.

Slansky fut connue le 22 novembre. À première vue, le rapport pouvait apparaître saugrenu entre le « cosmopolitisme » sanctionné à l'Est et le « chauvinisme » condamné à l'Ouest. En réalité, il apparut assez vite que les deux campagnes se rejoignaient dans la dénonciation du nationalisme, le sionisme ayant simplement succédé au titisme dans la liste des priorités. Nous ignorons si l'une des diversions de Marty lors de sa mise en accusation entendait répondre à cette récente préoccupation du Mouvement communiste[44]. Difficile de dire en effet à quoi correspond sa référence à un groupe armé clandestin Tolila/Bronstein implanté à la SNECMA en 1947 et dont l'un des membres – communiste – « s'était engagé dans l'aviation israélienne et allait ensuite combattre en Chine avec Tchang-Kaï-Tchek » alors même que l'« on avait essayé de le sauver à la commission de contrôle »[45]. L'interprétation nous semble plus aisée lorsque l'on met en relation chronologique la première décision concernant le couple Rosenberg et la dénonciation spectaculaire par l'État d'Israël du « tissu de calomnies et d'inventions à propos des activités des membres et des émissaires du [ministère des Affaires étrangères] produit par l'imagination fertile de la police secrète tchécoslovaque »[46]. Or c'est le même jour que les décisions du Secrétariat stipulent : « Dans le cadre de notre lutte contre le régime fasciste s'installant en Amérique, renforcer la campagne pour arracher la grâce d'Ethel et Julius Rosenberg. » La première mention de l'affaire dans la presse communiste a été répertoriée dans *La Défense* du 5 septembre 1952, alors que la peine capitale a été prononcée contre le couple le 5 avril 1951. La diversion s'imposait depuis que, le 21 novembre, *Pour une paix durable* avait désigné le sionisme comme agent direct de l'Impérialisme américain. Elle devint indispensable après que Jacques Duclos se fût félicité de « l'élimination des traîtres tchéco-slovaques », considérée comme une « victoire de la paix », le châtiment allant dans le même sens que les efforts de ceux qui se consacrent au succès du Congrès des peuples pour la paix.[47]

44. Même si les relations se sont quelque peu dégradées, l'URSS s'abstient encore à l'ONU, le 1er septembre 1951, dans le vote condamnant l'Égypte pour entrave à la navigation des navires israéliens. *Cf.* Rucker (Laurent), *Staline, Israël, les Juifs*, PUF, 2001, p. 175.
45. PV du BP, 1er septembre 1952, doc. cit.
46. Discours du ministre israélien des Affaires étrangères à la Knesseth, 24 novembre 1952. *Cf.* Rucker (L.), *op. cit.*, p. 196.
47. *L'Humanité*, 29 novembre 1952.

Si la synthèse de décembre des rapports préfectoraux ne signale pas de dissensions à ce sujet, une note des Renseignements généraux fait par contre-état d'un « vif incident » qui aurait éclaté au Secrétariat entre Duclos et Billoux sur le « problème israélite », le second reprochant au premier de « trop se fier aux israélites du Parti » parmi lesquels Villon, qui aurait cherché (à propos du cas de Léon Nicolle, alors discrédité) à « minimiser les relations du PC suisse avec London ». Jacques Duclos aurait jugé prématuré d'« écarter les Juifs des responsabilités ». Si ces (éventuelles) divergences d'appréciation demeurent ignorées, il n'en est pas de même de la crise qui secoue le Comité national des écrivains[48]. Restée jusqu'alors globalement solidaire de la « Lutte pour la paix », collectivement signataire de l'Appel de Stockholm, l'organisation fondée pendant la lutte anti-nazie vole en éclats alors qu'en URSS se déchaîne la chasse aux blouses blanches. En janvier, pourtant, les rapports des préfets restent une fois de plus silencieux sur la question. Beaucoup de bruit pour rien ? Les décisions montrent qu'au Parti on prend les choses au sérieux :

> *« Les médecins criminels en URSS. En ayant démasqué espions et agents impérialisme en URSS et démocraties populaires le camp de la paix a remporté une grande victoire. Montrer qu'il s'agit du plan américain (plan X) de destruction des dirigeants de la classe ouvrière. Réunir médecins communistes de la Seine (Guyot). Réviser composition de la commission médicale centrale. Examiner sérieusement le travail du Parti en direction des éléments juifs parmi lesquels se fait actuellement une campagne anticommuniste exceptionnelle [...]*
> *"Joint" américain. Mettre les membres du Parti travaillant au "Joint" dans obligation quitter cette organisation sous peine exclusion rangs du Parti.*
> *Revoir liaisons secteur juif avec étranger et organisations espionnage américain en France (Parinaud). »*[49]

Si les offensives « antisionistes » sont loin d'être en mesure d'ébranler le socle populaire du PC, elles ne facilitent pas le dialogue dans le classe politique, si l'on en juge par l'aspect inhabituellement violent de l'entretien

48. Sapiro (Gisèle), *La guerre des écrivains 1940-1953*, Fayard, 1999, p. 674-679.
49. Décisions du Secrétariat, 19 janvier 1953.

Duclos Auriol du 29 décembre[50]. Elles n'accrurent certainement pas la diffusion de *Ce Soir*, qui sombra en février. Il ne suffisait plus d'affirmer que « les racistes sont dans le camp de la guerre »[51] et il fallut réagir en direction des milieux concernés. Le 23 janvier 1953, dix médecins communistes saluèrent l'arrestation des blouses blanches comme « un très grand service rendu à la cause de la paix ». Jean Dalsace, l'un des signataires, affirma par la suite que le texte publié différait de celui qui leur avait été soumis. Le 26 février, un inspecteur des renseignements généraux releva le numéro des plaques minéralogiques de véhicules dont les occupants s'étaient rendus au Musée social à une réunion animée par François Billoux. Si le fonctionnaire ne rend pas compte du déroulement de la réunion, il apparaît à la lecture de l'identité des propriétaires des véhicules qu'ils appartiennent au milieu médical et pharmaceutique et que nombre d'entre eux sont juifs. L'actualité permettait également de solliciter les énergies. Parmi les campagnes les plus importantes du moment, celle concernant le procès des Alsaciens d'Oradour, dans laquelle le Parti est largement isolé (quelques mois après avoir évoqué le droit à l'autodétermination de l'Alsace-Lorraine...) ne put constituer un dérivatif suffisant. Quant à la relance de l'agitation autour d'Henri Martin, elle fut au moins partiellement motivée par la volonté de casser les éventuels réseaux dont André Marty aurait pu bénéficier au sein des comités de défense. Déjà évoquée, la timide évocation de la guerre bactériologique en Corée s'apparenterait davantage à une manœuvre de ce type. Mais surtout la propagande en faveur du couple Rosenberg commence manifestement à porter ses premiers fruits, si l'on en juge par les rapports de préfets pour février où la mention du couple passe, par rapport à janvier, des annotations départementales à la mention dans la synthèse finale. On peut toutefois considérer que l'onde de choc des décisions prises à Moscou n'était pas sans effet sur le Mouvement de la paix. Outre les « départs » mentionnés par Dominique Desanti, on peut relever dans *France nouvelle* du 7 février 1953, sous la plume d'Yvonne Dumont une dénonciation de « l'opportunisme dans le Mouvement de la paix », attitude se prévalant selon elle d'un constat « purement imaginaire d'un

50. Extrait de l'entretien : (Duclos) « Vous avez le cœur sec » (Auriol). « Moi je n'ai pendu personne ». *Cf.* Auriol (V.), *Journal, op. cit.*, p. 861.
51. *L'Humanité*, 17 janvier 1953.

état d'isolement et d'inefficacité du Parti ». Dans un langage que n'aurait pas renié Tillon, la compagne d'André Souquières mettait en cause une pratique privilégiant « notables » et « personnalités » plutôt que l'élargissement en direction des « larges masses ». Peut-être l'indignation morale était-elle à ce stade moins grosse de dangers que dans l'hypothèse où aurait prévalu le sentiment d'une contradiction entre intérêts nationaux et soviétiques, ce qui ne semblait pas directement le cas en la circonstance. Nul pourtant ne saurait l'affirmer dans la mesure où la soudaine disparition du chef du Camp de la paix figea (au moins provisoirement) les développements en cours.

Chapitre 9

Détente et coexistence (mars 1953-février 1956)

Dans la déferlante d'hommages suscités par la disparition du « guide du camp universel de la paix »[1], celui destiné par Joliot-Curie à la *Pravda* ne détonnait pas par son caractère dithyrambique. Dans l'inévitable angoisse ambiante, il puisait dans un pot-pourri doctrinal qui, du fait de sa généralité, laissait carte blanche à des successeurs encore incertains :

> *« Pour tous les hommes et les femmes épris de paix dans le monde resteront toujours vivantes l'affirmation de Staline sur la possibilité de coexistence pacifique de régimes différents ainsi que la grande idée qui éclaire le chemin conduisant à la paix : "la paix sera sauvée et affermie si les peuples prennent en mains la cause de la paix et la défendent jusqu'au bout". »*

Nous avons retrouvé ce texte dans les archives Joliot-Curie avec la mention « publié dans la *Pravda* ». On peut y relever (hagiographie ou ignorance ?) l'attribution de la théorie de la « coexistence pacifique » à Staline, qui n'avait fait que reprendre en l'occurrence un thème léniniste. Plus difficile à interpréter (coup de pied de l'âne ?), le savant édulcorait les thèses staliniennes de 1952 qui laissaient en réalité au Mouvement

1. Billoux (François), « Staline, le guide du camp universel de la paix », *Cahiers du communisme*, n° 12, décembre 1949.

de la paix la portion congrue au regard de l'inévitabilité fondamentale des guerres, et tout particulièrement des conflits inter-impérialistes. Peut-être ne faut-il pas surinterpréter des textes à la fonction essentiellement « phatique » en période de rassemblement autour du totem. Mais peut-être pas… Quoi qu'il en soit, la maîtrise par les communistes français du socle idéologique en matière de « Lutte pour la paix » va rapidement montrer ses limites au long de la période qui s'étend de la mort de Staline au XXe congrès du PCUS. Leur groupe dirigeant va en effet se trouver dépourvu face à deux questions qui, à des degrés divers, mobilisent l'esprit public, à savoir la terreur atomique et – surtout – l'existence d'antagonismes échappant à la seule logique de guerre froide. Dans ces deux domaines, la ligne du Parti va apparaître comme d'autant plus floue qu'à Moscou les signaux émis peuvent sembler contradictoires pour cause de querelles de succession. De là à faciliter une autonomie nationale de décision en matière d'une « Lutte pour la paix » de toute façon planétaire, il y avait un fossé au franchissement duquel sa culture politique stalinienne ne prédisposait pas le groupe dirigeant du PCF.

Lutte de clans et civilisation mondiale

Il fallait d'abord savoir d'où soufflait le vent, actualiser les connexions avec les réseaux qui comptaient au sein du pouvoir soviétique. Dans cette période troublée, le tout premier cercle du PCF va emboîter le pas à son homologue soviétique. Celui-ci va rafraîchir le débat canonique sur l'inévitabilité ou non des guerres en le transférant sur une problématique aux allures nouvelles : la guerre atomique, fin du « Capitalisme » ou (on ne dit pas « la planète ») de la « Civilisation ». Ce « débat » renvoyait lui-même (au moins partiellement) à l'opposition entre les deux slogans de la « lutte contre la guerre » et de la « lutte pour la paix ». Deux couples (évitable/inévitable et contre la guerre/pour la paix) faisant largement figure de machines à discréditer les adversaires, de Staline à Khrouchtchev et de Boukharine à Molotov.

Défaite du Capitalisme ou destruction de la Civilisation ?

Dans ce domaine, les choix étaient davantage déterminés par des logiques politiques que par des considérations scientifiques. Comme dans nombre de questions majeures, les positions « ne reflétaient pas nécessairement les préférences idéologiques personnelles, mais les obligations politiques des différents leaders envers leurs subordonnés et leurs alliés »[2]. À Paris, l'expertise de Joliot pesait infiniment moins que les nécessités du parrainage soviétique. Et dans la mesure où les clans en lutte à Moscou faisaient de l'adoption de leurs discours sur les relations entre guerre atomique et devenir de la Révolution un marqueur d'allégeance, nécessité faisait loi. D'où l'intérêt d'une chronique de l'évolution, au miroir communiste français, des tendances en vogue sur ce point à Moscou, étant entendu que, jusqu'au terme de notre étude, ni Thorez ni même Khrouchtchev n'ont véritablement de religion en la matière.

Succédant à Staline dans les fonctions de Premier ministre, Malenkov devait apparaître comme son successeur. C'est en tout cas à lui que font référence les décisions appelant à « être plus offensif pour dénoncer les fauteurs de guerre et faire connaître la politique de paix et de coexistence pacifique réaffirmée par le camarade Malenkov »[3]. Cette rassurante sensation de continuité est diffusée par les *Cahiers du communisme* d'avril évoquant les « développements impressionnants de la politique stalinienne de paix » impulsés par le même Malenkov. À cette date, les seules déclarations connues du n° 1 sur l'éventualité d'une guerre sont marquées au coin de l'optimisme pré-atomique stalinien. Alors que les deux conflits mondiaux déclenchés par les impérialistes se sont soldés par des avancées décisives pour le socialisme, « peut-on douter que si les impérialistes déclenchaient une Troisième Guerre mondiale, cette guerre serait la tombe non pas de quelques pays capitalistes mais de tout le capitalisme mondial ? »[4]. Mais sa perspective évolue une fois aux affaires. Comme Khrouchtchev, il estime que la contre-productivité du système

2. Ra'anan (Gavriel D.), *International Policy Formation in the USSR. Factional Debates during the Zhdanovschina*, Archon Books, 1983, p. 10.

3. Décisions du Secrétariat, 17 mars 1953.

4. Discours prononcé par Malenkov le 6 novembre 1949, à l'occasion du 32e anniversaire de la Révolution d'Octobre, cit. *in* Romer (J.-C.), *op. cit.*, p. 54.

est conditionnée par le rapport d'hostilité au monde extérieur[5]. Sans évoquer le fond de l'affaire, le PCF se fait largement l'écho du discours du 8 août 1953 dans lequel Malenkov envisageait de privilégier l'« industrie légère », ce qui revenait à remettre en cause l'hégémonie du complexe militaro-industriel. Mais plutôt que sur le redéploiement de l'économie soviétique, l'accent est mis sur l'extrait spécifiant qu'il n'est « aucune question dans les relations américano-soviétiques qui ne puisse être résolue par des moyens pacifiques ». Plus significatif encore, la presse communiste préfère traiter de l'appel anti-CED lancé à la France au nom du traité de 1944 plutôt que de tirer les conséquences du passage annonçant que l'URSS était en mesure d'infliger une « riposte foudroyante » à l'agresseur. Par-delà la volonté de rassurer des militaires inquiets pour leur budget, on pouvait pourtant y voir l'indice d'une plus grande sensibilité à la nouveauté introduite dans les relations internationales par les capacités destructrices des nouvelles armes[6].

La direction du PCF, se montre en phase avec les décideurs soviétiques. À ce stade, le soutien à Malenkov est parfaitement compatible avec celui accordé à son ministre des Affaires étrangères et homme cher à Thorez, Viatcheslav Molotov. Elle retire quelque bénéfice de son attitude lorsque se dessine l'offensive qui va aboutir à l'éviction d'Auguste Lecœur, le parrainage de Souslov dont bénéficie ce dernier étant de toute évidence insuffisant face aux appuis dont peut se prévaloir Thorez. Lors de l'estocade finale, en mars 1954, il fallut bien fournir quelques éléments destinés à prouver que la nocivité de l'accusé s'étendait également à la Lutte pour la paix. Outre un prétendu « opportunisme » en mai 1952, on se rabattit sur les préférences artistiques de Lecœur, coupable d'« interventions aventuristes et provocatrices publiques dirigées contre Picasso, au lendemain même où notre camarade avait reçu le prix international de la paix, dans les formes exactes où le souhaitait l'adversaire »[7].

---

5. Taubman (William), *Khruschev: the man and his era*, New York, Norton, 2003, p. 260.

6. Rey (Marie-Pierre), « L'URSS et la sécurité européenne 1953-1956 », *Communisme*, 49-50, 1997, p. 127.

7. Bourgeois (Guillaume), « Sur les brisées d'Auguste Lecœur », *Communisme*, n° 55-56, 1998.

La direction du PCF est manifestement moins à l'aise lorsque l'un des secrétaires du Comité central, Pospelov, entre le 21 janvier 1954 dans une logique moins familière que la simple exacerbation des antagonismes franco-allemands en évoquant publiquement l'hypothèse de l'anéantissement de l'humanité à propos des capacités des savants soviétiques. Et de fait, à cette date, les Soviétiques peuvent se targuer d'une avance dans la compétition puisque la bombe thermonucléaire américaine ne sera opérationnelle qu'en mars 1954, alors que les Soviétiques sont déjà parvenus à ce stade en août 1953. Les « décisions » n'attirent aucunement l'attention sur cette importante innovation, pourtant visiblement conçue comme réplique à la doctrine Foster Dulles de « représailles massives ». Elles n'accordent pas davantage de place au discours de Malenkov qui renouait le 12 mars 1954 avec la prophétie d'Engels selon laquelle l'efficacité des armements entraînerait un équilibre de la terreur. Si le gouvernement soviétique était « favorable à la poursuite du relâchement de la tension internationale », s'il s'opposait à « la politique de guerre froide », c'était avant tout parce que celle-ci conduisait à « une nouvelle guerre mondiale qui, avec l'utilisation des moyens modernes de lutte armée, conduirait à la destruction de la civilisation mondiale »[8]. Ce disant, la direction soviétique se plaçait dans un registre similaire à celui d'Eisenhower qui, dans la lignée de son programme *Atoms for Peace* du 8 décembre 1953, reconnaissait qu'une guerre thermonucléaire pouvait mettre en danger la survie de l'espèce.

Alors que la nouveauté du propos n'échappait pas aux observateurs occidentaux, la discrétion de la direction du PCF s'expliquait peut-être par le sentiment selon lequel la messe n'était pas dite à Moscou. En effet, le jour même de la déclaration de Malenkov, Mikoyan se réclamait publiquement de la doctrine classique selon laquelle « les armes atomiques et à hydrogène dans les mains de l'Union soviétique sont un moyen d'effrayer l'agresseur et de gagner la paix ». Si tel est le cas, les faits leur donnent rapidement raison, et de façon relativement peu équivoque. Tandis que, du 7 au 11 avril, les physiciens des pays de l'Est, réunis symboliquement à Dresde, pouvaient encore clore leur rencontre par un message affirmant « nous, physiciens, savons que l'emploi de la bombe H en cas de guerre

8. *Pravda*, 12 mars 1954. Cit. par Romer (Jean-Christophe), *La guerre nucléaire*..., *op. cit.*, p. 43.

signifie la fin de la civilisation »[9], le renversement de situation est chose faite dès la fin du mois. C'est d'ailleurs à Malenkov lui-même que revient la tâche de recadrer le débat : plutôt que de reculer sur la thèse de la mort de la civilisation, il choisit de réaffirmer à la fois la notion d'équilibre (« l'adversaire serait écrasé par les mêmes armes ») et celle de l'inéluctable « débâcle du système social capitaliste »[10]. Un coup d'arrêt est néanmoins donné, et la *Krasnaja Zvezda* du 3 août 1954 va pouvoir rassurer les cadres de l'Armée rouge : les effets de la bombe à hydrogène ont été « largement exagérés par les ennemis de la paix pour effectuer un chantage sur l'opinion publique mondiale et effrayer les peuples avec les "horreurs d'une guerre atomique" ». En France, le message est brouillé par les premiers assauts lancés par le PCF contre le programme nucléaire militaire, alors dans les limbes, mais aussi contre les décisions de l'OTAN prévoyant, en décembre 1954, de faire reposer la défense de l'Europe sur l'arme atomique. Dans ces conditions, il devient tentant pour la direction de recourir à la rhétorique du désastre, pour relancer (en pleine campagne contre la CED) l'agitation antinucléaire. C'est ce qui explique les efforts déployés en novembre afin d'obtenir de Joliot (visiblement excédé par ces palinodies, mais qui finira par se fendre de quelques lignes) une collaboration à un numéro de *Démocratie nouvelle* dans lequel Jacques Duclos en personne appelait les peuples à la lutte contre une « Internationale sanglante des armements » à la veille de « jeter l'humanité dans une nouvelle guerre qui risquerait d'anéantir la civilisation humaine ».

Les ambiguïtés furent bientôt levées. Le 31 janvier 1955, l'éviction du « confusionniste » Malenkov signalait le retour à l'âge théologique : officiellement, l'hypothèse de la destruction de l'humanité disparaît jusqu'en 1981. On s'en tiendrait désormais à la vulgate selon laquelle, « quelque souffrance qu'elle subisse », ce n'est pas la « civilisation mondiale » qui serait détruite mais bien ce « système social moribond et décadent ». Avec cette précision fleurant son triomphalisme khrouchtchévien : « Le peuple soviétique a fait des progrès tels dans la fabrication des armes à hydrogène que ce sont les États-Unis et non l'URSS qui se trouvent à la traîne. »[11] Le 10 février 1955, le Bureau politique du PCF met d'ailleurs en

9. *Bulletin de la FTMS*, n° 6, juin 1954.
10. *Pravda*, 27 avril 1954 *in* Romer (J.-C.), *La guerre nucléaire, op. cit.*, p. 46.
11. *Pravda*, 9 février 1955.

exergue cet aspect du discours : « Commenter discours Molotov sur la politique extérieure soviétique : suprématie URSS domaine atomique. »

La situation est jugée suffisamment décantée par Maurice Thorez pour que celui-ci fasse savoir qu'il avait pris acte de la clarification intervenue en URSS. Il choisit pour ce faire la formule de la lettre ouverte à Henry Bordage, directeur des *Nouvelles de Bordeaux et du Sud-Ouest*, qui avait, selon lui, véhiculé une série d'« exagérations » sur la guerre nucléaire de nature à « démobiliser les masses »[12]. Serrant de près la philippique de Molotov contre Malenkov (non nommé dans l'article), il invitait par là même (et sans le nommer davantage) Joliot-Curie à davantage de sang-froid. Le physicien communiste venait en effet de dénoncer le dispositif de l'OTAN « qui porte en lui – je pèse mes mots – l'anéantissement possible de la race humaine »[13]. Ce qu'il était encore possible de dire tant que Malenkov demeurait officiellement aux commandes ne l'était plus à présent, en dépit du récent lancement par le Mouvement de la paix d'un nouvel appel pour l'interdiction de l'arme atomique. On n'irait point toutefois jusqu'à la rupture : sans franchir la ligne rouge de l'inéluctabilité de la victoire du prolétariat organisé, URSS en tête, il fut convenu que l'hypothèse de la fin de l'aventure humaine demeurait *techniquement* possible mais politiquement blasphématoire. Et pour faciliter la tâche des militants français qui souhaiteraient fonder leur agitation sur des craintes légitimes, on s'arrêta sur une vision qui n'est pas sans évoquer les variations maoïstes sur le thème du « tigre de papier » : dans les explications sur la guerre atomique, il convenait désormais de « montrer qu'elle ne conduirait pas à l'extermination de l'humanité, mais qu'elle amènerait la destruction des pays de faible étendue géographique et à population dense »[14].

À la veille du XXe congrès, il est difficile de voir dans la position thorézienne autre chose que la transcription française du discours de Khrouchtchev. Pierre Hervé, dans *La révolution et les fétiches* note alors que le PCF (dont il est encore membre) n'est pas en pointe en matière de « coexistence pacifique ». Maurice Thorez se montre très satisfait par la réplique assénée à Hervé par Kanapa et Suret-Canale qui mettent en

---

12. *L'Humanité*, 3 mars 1955.
13. *Le Combat pour la paix*, n° 71, 2e quinzaine de janvier 1955.
14. Décisions du Bureau politique, 21 mars 1955.

évidence la dimension offensive et la fidélité à la lutte des classes sous-tendant la coexistence pacifique[15]. Le dirigeant soviétique n'a-t-il pas expliqué son attachement à la coexistence par sa fidélité au marxisme-léninisme ? Le capitalisme est et demeure « condamné à mort, même ou surtout si la Troisième Guerre mondiale, au sens conventionnel du terme, n'a pas lieu ». Aussi le Secrétaire du PCF n'a-t-il aucune difficulté à publier, dans la *Pravda* du 6 novembre, une contribution rappelant la nécessité de détruire l'impérialisme pour extirper la guerre et observant que selon le mot de Staline, « seuls les gens qui sont tombés en enfance peuvent penser que les lois de l'artillerie sont plus fortes que les lois de l'Histoire ». Plus que jamais la lutte pour la paix n'a d'efficacité que « dans la mesure où elle s'appuie sur la politique de l'URSS »[16].

La guerre recule

Le PCF remet d'autant moins en cause cette corrélation, qu'il juge satisfaisant le bilan de la période consécutive à la disparition de Staline, sans d'ailleurs s'interroger sur l'hypothèse d'une relation de cause à effet entre l'amélioration du climat international et la mort du *Vojd*. Le 17 juin 1953, Maurice Thorez se félicite de ce que « la guerre a reculé », impression reformulée à la fin d'une l'année qui « se termine de façon encourageante pour les forces de paix ». Comment en effet faire la fine bouche devant les « progrès du camp de la Paix, du Mouvement de la paix, [l']aggravation des contradictions de classe, [la] tendance à l'accroissement des éléments de détente »[17] ?

La nouveauté est grosse d'effets contradictoires. Les préfets enregistrent la satisfaction de l'opinion, la synthèse de leurs rapports d'avril 1953 considérant que « le PC s'efforce d'exploiter le changement apparent en politique extérieure russe ». Dans certains cas cette tactique a pu « rapprocher de lui des éléments sympathisants qui manifestaient une réserve certaine en raison même de la politique extérieure de l'URSS ». Pour la première fois depuis plusieurs mois, bon nombre de préfets mentionnent l'influence

15. *Cf.* Streiff (Gérard), *Jean Kanapa, 1921-1978*, Thèse de Doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 2001, p. 225 et 233.
16. Décisions du Secrétariat, 13 avril 1953.
17. Décisions du Bureau politique, 31 décembre 1953.

des événements extérieurs sur l'opinion publique. Sans doute, l'espoir qu'avait fait naître l'URSS de Malenkov a-t-il été tempéré par l'entrée des troupes du Viet Minh au Laos. Mais pour la première fois depuis 1947 les invitations à se tourner vers le modèle soviétique peuvent paraître en mesure de toucher au-delà du cercle des convaincus. Le 16 avril 1953, la direction se propose ainsi de « mettre en lumière, dans un document public, au moment opportun, les devoirs d'un véritable gouvernement français pour contribuer à la détente internationale rendue possible par les propositions pacifiques de l'Union soviétique ».

Les communistes français sont invités à se réjouir des multiples signes de sympathie à l'égard du peuple de France systématiquement émis pendant l'hiver par la presse soviétique. *L'Humanité* a notamment reproduit l'article de la *Pravda* du 7 janvier 1954 s'attachant à montrer que « la garantie de la sécurité d l'Europe dépend, pour une part non négligeable, de la France ». En retour, ils s'inscrivent pleinement dans la tentative de découplage Europe-USA qui semble produire ses premiers effets lorsque Foster Dulles agite, le 14 décembre, la menace d'une « révision déchirante » de la politique américaine d'engagement transatlantique en cas de non-ratification par la France de l'accord portant sur la CED. Le 12 novembre 1953, le Secrétariat analyse en ce sens correctement la conférence des Bermudes « comme moyen de pression sur [la] France pour obtenir [la] ratification des accords de Bonn et Paris ». Renouant avec le précédent de 1935, Fernand Grenier reçoit même pour mission de faire confectionner une affiche « Molotov a raison » visant à donner un large écho aux propositions du ministre soviétique des Affaires étrangères. Ciblant délibérément la France, celles-ci faisaient miroiter aux yeux des parlementaires la perspective d'une sécurité collective européenne reposant sur une Allemagne neutre et un partenariat Moscou-Paris. Le PCF se charge d'assurer la publicité du scénario élaboré par le *Narkomindel.* Pour ce faire, il lui suffit de « suggérer » à l'association France-URSS l'édition d'une lettre « à envoyer à tous les parlementaires et dont le texte serait constitué par le projet de sécurité européenne proposé par Molotov à Berlin en le faisant précéder d'un commentaire soulignant la nécessité de rejeter la CED qui rendrait impossible toute solution pacifique des problèmes européens »[18].

18. Décisions du Secrétariat, 22 mars 1954.

La presse du PCF est invitée à « développer le thème de la sécurité européenne en s'inspirant des deux dernières notes et des articles soviétiques récents sur cette question »[19]. Dans ces conditions, il ne faut pas attendre de distance critique lorsqu'il s'agit de rendre compte des mesures soviétiques de démobilisation[20] et l'on ne voit guère s'esquisser d'explication d'une attitude consistant à baisser la garde alors même que l'impérialisme persiste à dresser les obstacles sur le chemin de la détente[21]. Le fait que l'opinion publique française réagisse favorablement est certainement positif mais l'évolution est porteuse d'une face sombre – inavouée – : la perspective pour les travailleurs de voir l'Armée rouge poursuivre jusque sur le sol de France ses agresseurs s'estompe d'autant. Que faire, à présent, lorsque l'on n'a même plus la satisfaction de lancer au policier qui vient de vous interpeller : « Si les Russes étaient là, on te casserait la gueule » ?[22]

Sans doute appréciait-on au PCF, comme tout un chacun, la décrispation de l'atmosphère internationale, quitte à voir dans l'armistice un « succès de la cause de la Paix dû à la résistance héroïque des Nord-Coréens et des volontaires chinois, à la politique de Paix de URSS et à l'action de centaines de millions d'hommes et de femmes groupés dans le mouvement mondial de la paix »[23]. À côté de cette heureuse issue, les inconvénients subis par la CGT ne pesaient guère dans la balance. La confédération fut en effet contrainte par le PCF de remiser un programme conçu dans la perspective d'une prolongation du conflit, la manœuvre permettant qui plus est de faire place nette aux thèses thoréziennes sur la paupérisation de la classe ouvrière[24]. Comme les programmes, les thématiques rétrogradaient sur l'échelle des urgences : ainsi de l'intérêt pour l'économie française de forcer le blocus américain lui interdisant les marchés de l'Est. Si « la très grande importance du

19. Décisions du Secrétariat, 21 janvier 1954.
20. *Cf.* Evangelista (Matthew), « "Why Keep Such an Army ?": Khruschev's Troop Reductions », Working Paper 19, *Cold War International History Project*, décembre 1997.
21. Décisions du Secrétariat, 19 août 1955.
22. Pigenet (M.), *op. cit.*, p. 47.
23. Décisions du Secrétariat, 9 juin 1953.
24. Andolfatto (Dominique), « Les doubles dirigeants de la CGT et du Parti communiste », *Communisme*, n° 51-52, 1998, p. 131-132.

commerce avec l'Est pour une politique de paix » reste admise, le Bureau politique du 11 février expliqua qu'il convenait de « prendre garde qu'il ne s'agit pas d'une panacée ». En foi de quoi, en septembre 1955, les *Documents français* – qui, on l'a vu, avaient été créés en 1951 par le PCF afin d'infléchir les courants d'échanges français – mirent la clé sous la porte.

Ces inflexions passaient inaperçues comparativement aux constantes du paysage communiste. L'exécution des Rosenberg permit le 23 juin 1953 au Secrétariat de délivrer un satisfecit à tous ceux qui avaient contribué au succès d'une « très bonne campagne de masse », en phase avec Jean-Paul Sartre, contre « l'hystérie guerrière » des États-Unis. La situation permettait d'« examiner avec quelques fédérations touchées par l'occupation américaine comment développer la lutte pour l'indépendance nationale en partant de l'assassinat des Rosenberg ». L'actualité poussait également à différer les interrogations : parmi les menaces pour la paix, la Yougoslavie jouissait d'un statut hybride, progressivement écorné au fur et à mesure que la normalisation Moscou-Belgrade apparaissait comme un processus irréversible. À l'image de Molotov, la direction du PCF peinait manifestement à revenir sur les accusations de fascisme guerrier décernées à Tito depuis 1948. Sans dresser de bilan, on passa par pertes et profits les instructions encore distribuées au lendemain de la mort de Staline, du type : « À l'occasion du voyage de Tito à Londres démasquer une fois de plus le soi-disant “socialisme” yougoslave en liaison avec les préparatifs de guerre dans les Balkans. »[25] Mais on restait vigilant. Même après la visite de Khrouchtchev à Belgrade, les voyages organisés en Yougoslavie par *Tourisme et Travail* étaient mis sur le même plan que ceux ayant pour destination l'Espagne et la Grèce[26].

L'adaptation était pourtant d'autant plus nécessaire que la vision jdanovienne des deux blocs pouvait apparaître surannée. Sans doute, et dès 1947, les pays anciennement colonisés apparaissaient comme ayant vocation à faire partie du « camp de la paix ». Mais désormais, Khrouchtchev avait décidé de jouer la carte des « zones de paix » soustraites à l'influence de « l'impérialisme ». Selon la formule du vieux routier de la diplomatie Ivan Maïski, la prochaine étape de la lutte pour la suprématie mondiale du socialisme se ferait « à travers la libération des peuples coloniaux et

25. Décisions du Secrétariat, 17 mars 1953.
26. Décisions du Secrétariat, 10 novembre 1955.

semi-coloniaux de l'exploitation impérialiste. En Asie, en Afrique, en Amérique latine, le terrain pour cette lutte à l'étape actuelle est plus favorable qu'en Europe ou aux États-Unis »[27].

Le lien établi par Khrouchtchev entre l'adoption de ces « formes nouvelles[28] » de lutte anticapitaliste et la prise en compte de la dissuasion nucléaire supposait que le face-à-face soviéto-américain (déjà contrarié par la Grande-Bretagne) ne soit pas troublé par un processus de dissémination. Il n'est pas certain que les dirigeants communistes français aient eu une claire vision du « grand dessein » khrouchtchévien. Les décisions du Secrétariat et du BP sont ainsi muettes sur les « cinq principes », ces *Pancha Sila*[29] censés régir les relations entre « pays à systèmes sociaux différents ». Le PCF n'en était pas moins confronté à une double exigence : il lui fallait à la fois s'inscrire dans la campagne internationale destinée à répliquer à la doctrine de représailles massives et aux décisions de l'OTAN des 17-18 décembre 1954 et afficher son hostilité à l'embryon de programme nucléaire militaire français. Ce deuxième volet ne présentait pas de difficulté majeure, le PCF ayant manifesté dès 1945 son opposition à la possession par la France de l'arme atomique. En juillet 1952, lors du débat sur le premier plan quinquennal de l'énergie nucléaire, il avait déposé un amendement en ce sens qui avait été massivement rejeté par la représentation nationale, socialistes y compris. L'impulsion donnée sous le gouvernement de Pierre Mendès France ne pouvait pas échapper au PCF, le secrétaire d'État à la Recherche Henri Longchambon ayant précisé à Joliot le 12 août qu'une loi-programme encadrerait prochainement le développement des applications civiles et militaires de la physique nucléaire[30]. Les communistes suscitent dès lors une pétition contre la « dérive militariste » du CEA. On peut d'ailleurs estimer que,

27. Cit. *in* Rucker (Laurent), « L'URSS et la crise de Suez », *Communisme*, n° 49-50, 1997, p. 154.

28. L'expression est tirée des *Mémoires inédits* (Belfond, 1991, p. 100-101) de Khrouchtchev.

29. Telle est la formule popularisée par les dirigeants indiens. Ils reposaient sur : 1. Le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté. 2. La non-agression. 3. La non-ingérence. 4. L'égalité et l'avantage mutuel. 5. La coexistence pacifique.

30. Pinault (M.), *op. cit.*, p. 830.

s'ils avaient été avertis des décisions de lancement des programmes de fabrication d'armes adoptées en octobre et en décembre 1954, leur opposition aurait été plus bruyante qu'elle ne le fut à l'époque.

Quelque peu assoupie depuis l'Appel de Stockholm, la campagne « contre le péril atomique » reprit au lendemain des décisions de l'OTAN faisant reposer la défense de l'Europe sur la dissuasion nucléaire. Le 7 janvier 1955, les décisions du Secrétariat appelèrent la presse du Parti à « dénoncer les tentatives de certains journaux de la bourgeoisie pour faire accepter l'idée de la guerre atomique ». Les décisions du 7 janvier demandèrent également de tenir compte « des mises en garde toujours plus nombreuses provenant des savants sur les dangers atomiques ». Mais la nouvelle formule : « barrer la route à la Wehrmacht et au crime atomique » avait de quoi inquiéter ceux qui restaient mobilisés contre le réarmement allemand. Il était pourtant évident que pour Moscou, davantage que la perspective de douze divisions ouest-allemandes, c'était la présence atomique de l'OTAN au cœur de l'Europe qui constituait le danger principal. À nouveau se profilait la menace du pilon pour les signatures recueillies contre la menace allemande. Pourtant, à la différence de février 1951, le PCF n'ordonna pas de redéploiement immédiat. Le Comité central des 26-27 janvier obtint sur ce point les assurances de Laurent Casanova. La quête de signatures contre l'armement atomique, « on la commencera chez nous quand nous l'aurons décidé[31] ». On convint donc d'adopter la « position mesurée » (selon Casanova) indiquée par Thorez et d'« utiliser l'argument atomique pour renforcer notre campagne contre le réarmement allemand »[32]. Charles Tillon avait été censuré, lorsqu'il avait proposé de régler la concurrence entre les campagnes « Pacte à cinq » et « réarmement allemand » en proposant de placer cette dernière au service de celle qui avait alors les faveurs de Moscou. Thorez, mal disposé à l'égard de Khrouchtchev, intègre au contraire une priorité soviétique au service des objectifs définis par le PCF…

31. Comité central des 26-27 janvier 1955.
32. M. Thorez, Comité central, 26-27 janvier 1955.

Théâtres d'opération

Une solution pacifique du problème allemand

Le choix de Thorez est indissociable du fait qu'il se trouve sur la même ligne que Molotov, ce dernier ayant fait de la question allemande un test de la validité de sa politique d'intransigeance. Son échec le desservirait dans la lutte pour le pouvoir, comme allait le montrer l'issue de la lutte engagée à propos du règlement de la question autrichienne où les vues de Khrouchtchev prévalurent. Il va sans dire que le positionnement du PCF était en phase avec la défiance envers l'Allemagne existant dans de larges secteurs de la classe politique. Cette conjonction permettrait au PCF d'exercer son indéniable capacité de grippage de la vie parlementaire dans la mesure où la politique extérieure pesait sur la constitution des majorités. Mais il s'agissait là d'une aubaine, rendue possible par la conjonction de la lutte des clans à Moscou et d'un état d'esprit marqué par 1940, et non d'un but en soi.

La révolte berlinoise du 17 juin 1953 avait porté un coup à l'option unité/neutralité. Le PCF continuait à présenter la division comme un « danger pour la paix », sans insister sur ce point dans sa propagande dans la mesure où l'opinion s'y montrait plutôt favorable. Le succès de la CDU aux élections du 6 septembre suscita des réactions amères. La situation exigeait de « combattre vigoureusement l'argument développé par le MRP présentant la victoire d'Adenauer comme victoire de la démocratie alors qu'elle est celle des revanchards, militaristes et nazis »[33]. Le coup d'envoi d'une « campagne de masse contre le militarisme allemand[34] » fut donné peu après que l'Assemblée nationale eut conclu (par 275 voix contre 244) un débat sur la CED par un scrutin de confiance sur un ordre du jour approuvant la construction d'une Europe unie.

33. Décisions du Bureau politique, 11 septembre 1953.
34. Décisions du Bureau politique, 3 décembre 1953. Le débat sur la CED s'était achevé le 27 novembre.

La section « femmes » de Jeannette Vermeersch ne fut pas parmi les dernières à apporter son écot. Dès le 11 décembre, il fut décidé d'aider à l'organisation d'un rassemblement de personnalités féminines victimes du militarisme allemand. Outre les communistes, furent sollicitées à cet effet Mme Jules Moch, Geneviève de Gaulle, ainsi que la générale Delestraint. À leurs côtés, on retrouve une impressionnante série de femmes porteuses de noms prestigieux tels que Psichari-Renan, Émile Zola, Jean-Richard Bloch, Jean Moulin, Gabriel Péri, Honoré d'Estienne d'Orves, Yves Farge, Robert Desnos, Bertie Albrecht, etc. Au fil des semaines, et selon une technique affinée depuis plusieurs années de démarchages, on vit se succéder les initiatives ciblant les lieux de sinistre mémoire. Une note sur la commission d'Alsace-Lorraine en date du 12 décembre 1953 précisait ainsi « comment doit se poursuivre la lutte pour les revendications de caractère national dans le cadre de la lutte contre les revanchards allemands ». Les paysans étaient invités à rallier les « comités pour la défense de la paix et la sauvegarde de l'agriculture » par voie d'affiches sur lesquelles les noms du général de Gaulle et d'Édouard Herriot côtoyaient ceux de Maurice Thorez et Jules Moch, tous étant embrigadés *nolens volens* au service d'objectifs divers tels que la survie des planteurs de tabac, la paix en Indochine et la lutte contre « le militarisme allemand revanchard ». L'occasion était favorable à l'amélioration des relations avec les Juifs : on se rallia donc à la proposition d'« organiser une conférence juive contre le réarmement allemand »[35], tout en adoptant une série de mesures organisationnelles aboutissant à retirer le « secteur juif » de la MOI et à le rattacher directement à la section d'organisation. Nous ignorons la suite donnée à la conférence, dont le dossier avait été confié à Servin[36]. Au printemps 1955, l'affaire avait perdu de son actualité et les risques politiques d'une telle initiative s'accroissaient à l'heure du tournant arabe de la diplomatie khrouchtchévienne. Déjà le Mouvement de la paix israélien subissait le contre-coup des envois d'armes venues des Démocraties populaires et qui alimentaient l'agressivité égyptienne. Dans un texte du 10 décembre 1955, Yaari et Majus, dirigeants du Mouvement de la paix d'Israël, expliquèrent à Joliot que c'était là payer beaucoup trop cher, avec des vies

35. Décision du Secrétariat, 28 octobre 1954.
36. Décisions du Secrétariat, 11 février 1955.

israéliennes, le rapprochement avec Nasser, même si celui-ci « adopte une quelconque position neutraliste dans des questions de politique mondiale ».

On peut supposer que des interrogations similaires traversaient l'esprit de ceux qui, dans le Mouvement de la paix français, étaient attachés à l'existence de l'État d'Israël. La question allemande, au contraire, semblait pouvoir concilier ces trois impératifs qu'étaient la « sécurité de la France », l'« internationalisme prolétarien » et le « soutien aux forces démocratiques en Allemagne ». C'était bien dans cet esprit qu'il fallait comprendre l'insistance mise sur le refus « d'élections dites "libres" qui consisteraient à livrer toute l'Allemagne aux militaristes et revanchards allemands »[37]. Le thème du travail conjoint avec le PC allemand avait été, par la force des choses, quelque peu mis en veilleuse depuis les meetings de Thälmann et Thorez tenus à Paris et Berlin à la veille de l'accession de Hitler au pouvoir. Et c'est bien tardivement qu'on mandata Victor Joannès et Marcel Rosenblatt afin d'« avoir une discussion avec la direction du PC allemand » afin de « développer la lutte commune contre le réarmement allemand »[38]. Une tournée de Jacques Duclos fut organisée dans la Ruhr. Si les souvenirs de la fraternité d'armes de 1923 furent bien au rendez-vous dans les interventions des communistes allemands, ils ne figuraient pas dans celles de Duclos. Celui-ci préféra se concentrer sur la question de la Sarre, désormais « territoire allemand, nul ne saurait le contester[39] » alors que le Parti n'hésitait pas autrefois à parler d'« amputation du territoire national ». Cet internationalisme était tempéré par l'invocation d'un « droit aux réparations[40] ». Il était d'ailleurs loin de donner le *la* à la base où la traduction locale de la ligne empruntait souvent des accents nationalistes :

> *« Ils osent se réclamer de la Lorraine et de la France, ces quelques anti-français qui insultent et profèrent des menaces de mort [...]. Ils n'ont rien de commun avec les Morts de la Marne, de la Somme et de l'Yser [...]*

37. Décisions du Bureau politique, 15 février 1954.
38. Décisions du Secrétariat, 7 janvier 1955.
39. *L'Humanité,* 21 février 1955.
40. J. Duclos, *L'Humanité,* 21 février 1955.

ou de Verdun, qui ont donné leur vie pour que la France reste la France. Ils représentent l'anti-France, ces partisans de la ratification des accords de Bonn et de Paris. »[41]

Si la « guerre impérialiste » de 1914 était – depuis le tournant des années 1930 – parée des attributs de la Défense nationale, il est plus surprenant de constater que la référence à 1870/1871 faisait moins l'unanimité. Le 14 novembre 1952, au cœur de l'« affaire Tillon », des décisions du Secrétariat s'étaient élevées contre la « tendance à donner le même caractère à toutes les guerres contre l'Allemagne ». Pendant la campagne contre les accords de Londres et Paris, le tabou s'était relâché. Le cas du livre de Guy Serbat sur la résistance avait été réexaminé à la suite d'une décision du Secrétariat du 3 février 1955. L'ouvrage, mis en chantier par Tillon, envisageait une mise en perspective du combat des FTP à la lumière de la première des trois guerres franco-allemandes. Au plus fort du combat contre la CED, on jugea même utile de maintenir Charles Tillon au Comité national de l'Association des anciens combattants de la Résistance (ANACR), chose difficile à admettre vis-à-vis de quelqu'un supposé couvrir le « policier Marty »[42]. Nourri par des notes soviétiques dilatoires, cet activisme reposait sur l'espoir que chaque délai obtenu rognerait la fragile majorité acquise initialement au projet. Les décisions du Bureau politique des 24-25 août 1954 étaient claires sur ce point : « Débats parlementaires. Faire preuve au besoin de tactique, l'objectif essentiel étant d'obtenir le rejet de la CED. »

Le 30 août, c'était chose faite et les décisions du Bureau politique du 1er septembre 1954 apprécièrent l'événement « comme une grande victoire de la paix et de l'indépendance nationale ». Mais les cris de triomphe laissèrent bientôt place à d'autres préoccupations. La rapidité avec laquelle fut mis au point le processus de réarmement allemand dans le cadre de l'OTAN sembla prendre de vitesse le PCF, dont la réaction fut loin d'atteindre à la virulence manifestée à l'encontre de la CED. On peut considérer que l'attentisme du PCF reposait – au moins pour une part – sur l'hypothèse selon laquelle, jusqu'en décembre, il était préférable de ménager Mendès France. Il est vrai que, soucieux de ne pas

41. *La Voix de l'Est*, 27 mars 1954.
42. Décision du Secrétariat, 15 avril 1954.

susciter la méfiance de ses lecteurs à l'égard de Mendès, Aron invoque d'autres raisons non moins convaincantes[43], parmi lesquelles l'intérêt pour les Soviétiques de voir naître une Wehrmacht plus libre de ses mouvements « puisqu'ils misent, à l'échéance, sur les conflits à l'intérieur du monde occidental ». Avec le recul, on peut considérer que la campagne contre les accords de Paris a été court-circuitée, non seulement pour les raisons déjà exposées mais aussi par le fait que l'URSS a assez rapidement pris son parti de l'échec subi. Avec – on l'a dit – l'orientation extra-européenne, mais aussi le traité d'État autrichien et, le 14 mai, la signature du pacte de Varsovie, la dimension allemande s'estompe au profit d'un discours sur le désarmement et la sécurité collective.

À l'été 1955, on s'orientait vers une consolidation des deux États allemands. La RFA acquérait en conséquence une importance considérable pour Moscou, ce qui, mécaniquement, relativisait la carte de l'antigermanisme français. Le PCF devrait en tenir d'autant plus compte que l'opinion détournait son attention du Rhin pour la reporter sur des théâtres d'opérations plus lointains mais non moins absorbants.

L'or et le sang : paix et colonies

Afin de faire capoter la CED, le PCF a multiplié les manifestations de son patriotisme alors même que ses dirigeants vivent sous la menace permanente d'inculpations « pour atteinte à la sécurité extérieure de l'État ». Le slogan « le peuple de France ne fera jamais la guerre à l'URSS » est considéré comme « constituant la source de toutes les autres propagandes criminelles » dont usent organismes et individus incriminés[44]. Dans l'esprit des haut fonctionnaires de l'Intérieur, le PCF demeure bel et bien, avec ou sans Staline, assimilé à une « entreprise criminelle ». Sans doute, plusieurs organes de presse (*L'Observateur*, le *Libertaire*) défendent-ils sur certains points des thèses similaires aux siennes, mais on ne peut considérer leurs prises de position comme des « entreprises », tant « le crime ou le délit d'atteinte au moral de l'armée et de la nation, corps complexes, supposent la mise en œuvre de puissants moyens » dont il est

43. Aron (R.), « Le Kremlin et l'Allemagne », *Le Figaro*, 28 octobre 1954.
44. Dossier « Affaire Gerber-Souquière/Guerre d'Indochine.

seul à disposer[45]. Pourtant, les grands cycles répression-solidarité appartiennent au passé. C'est d'ailleurs ce que veut signifier Vincent Auriol lorsqu'il gracie, le 31 juillet 1953, Henri Martin. Peut-être fruit d'une démarche individuelle du président, cette décision s'étend à d'autres détenus à la suite des grandes grèves de fonctionnaires du mois d'août. Geste d'apaisement à l'égard d'un PCF lui-même peu soucieux de se mettre à dos les vacanciers à l'heure de l'unité anti-CED ? Le rapport sur l'activité du PCF de juin à septembre 1953 se contente de souligner que « les anticommunistes ont noté avec ironie la coïncidence entre les libérations et la reprise du travail ». En tout cas, venant après le geste présidentiel, la libération de Le Léap, Molino, Stil, Ducoloné et Laurent témoigne de la fin d'une époque. Même si la guerre faisait toujours rage en Indochine.

Chacun avait conscience que la formule « nous travaillons pour défaite certaine de cette armée » trouvait son terrain de prédilection au « point faible » de la bourgeoisie française, le Vietnam. Avec l'accroissement de l'aide américaine, la propagande s'orientait de plus en plus vers la dénonciation de la « volonté du gouvernement d'intégrer la guerre d'Indochine à la stratégie américaine » en troquant, selon l'expression employée par le Secrétariat le 21 juillet 1953, « du sang contre des dollars ». En 1953, cette résurrection d'un mythe déjà puissant dans l'entre-deux-guerres trouve un terrain d'autant plus favorable que l'opinion semble avoir majoritairement intégré, fin 1953, les conséquences politiques de l'insuccès militaire[46]. Le PCF pouvait alors envisager de « faire davantage sur le Vietnam en s'appuyant sur les revers du corps expéditionnaire »[47]. Bénéficier des défaites françaises n'impliquait pas pour autant de se frotter ouvertement les mains. Trois raisons majeures militaient en ce sens. Tout d'abord il était temps de songer à un avenir pour le Vietnam dans lequel la présence française permettrait au moins d'attiser les différends avec les États-Unis, perçus comme candidats à la succession dans le Sud. Ensuite,

45. Réflexion sur les possibilités juridiques d'une action in *Activité du PCF, janvier-mars 1953*.
46. Ruscio (Alain), « French Public Opinion and the War in Indochina: 1945-1954 », *in* Scriven (Michael), Wagstaff (Peter) (ed.), *War and Society in 20th Century France*, Berg, 1991, p. 123.
47. Décisions du Secrétariat, 28 décembre 1953.

il aurait été du dernier maladroit de faire preuve d'antimilitarisme à un moment où le sort du Corps expéditionnaire secouait quelque peu l'apathie de l'opinion. Comme l'écrivait la synthèse des rapports préfectoraux de mai 1954 : « Unanime dans son admiration pour les hommes de Castries, l'opinion l'est aussi pour réclamer la fin de la guerre d'Indochine. » Enfin le corps des officiers représentait un secteur important dans la bataille de la CED, l'opposition du maréchal Juin n'étant que la manifestation la plus spectaculaire d'une fronde qui ne pouvait échapper au PCF. D'où une attitude, lors des « combats meurtriers de Dien Bien Phu[48] », empreinte d'une certaine commisération, l'accent étant mis plus que jamais sur la culpabilité du gouvernement responsable du « sang versé »[49]. À l'inverse de l'opposition habituelle envers les collectes de sang, une stricte neutralité est alors adoptée dans la question[50]. La reddition de la garnison fit l'objet de sobres comptes rendus et les agressions dont les vendeurs de la presse communiste firent l'objet ne furent pas exploités[51]. Cette retenue n'est pas forcément perceptible à l'extérieur. Le 11 mai, le *Populaire* (quotidien socialiste) explique ainsi, face aux attaques subies par les diffuseurs de *L'Humanité*, que « l'atroce jubilation des communistes ne pouvait qu'engendrer la colère ». Compte tenu des nécessités politiques, le geste du groupe parlementaire, qui refuse de s'associer, le 7 mai, à l'hommage rendu par l'Assemblée nationale, n'en a que plus d'éclat. La veille de l'incident, les décisions du Secrétariat avaient demandé que la question indochinoise ne conduise pas au « désintéressement envers la CED ».

Une fois franchi le cap des accords de Genève, le dossier indochinois perdit largement de son intérêt. Après une brève dénonciation de la volonté américaine de « liquider les positions françaises au Sud-Vietnam[52] », l'Indochine disparut des décisions du Bureau politique et du Secrétariat. Le « drame algérien[53] » ne joua qu'un faible rôle, au moins dans les premiers temps, dans cette perte d'intérêt. Comme l'Indochine,

48. Décisions du Secrétariat, 17 mars 1954.
49. Décisions du Secrétariat, 22 mars 1954.
50. Décisions du Secrétariat, 30 avril 1954.
51. « Activité du PCF, 15 mars-mai 1954 ».
52. Décisions du Secrétariat, 16 décembre 1954.
53. Tel est le titre de l'éditorial (signé Léon Feix) de *L'Humanité* du 3 novembre 1954.

l'Algérie était en effet marginalisée par la priorité donnée à la question allemande. Avant même le déclenchement de la lutte armée, le PCF avouait son embarras : compte tenu de la position de « repli colonial » qui était celle de nombreux adversaires du réarmement de la RFA, on ne pouvait indéfiniment maintenir une attitude faite d'esquive et de manœuvres dilatoires. Lors d'un débat sur la CED, on avait tourné la difficulté en empêchant la députée d'Algérie Alice Sportisse d'intervenir, mais comme le notait Léon Feix, « ce n'est évidemment pas là une position politique »[54].

Sans doute, le FLN et ses soutiens ont-ils choisi, dans la fameuse déclaration du 8 novembre 1954 consécutive à la Toussaint sanglante, de privilégier le passage dans lequel le PCF condamnait la « terreur individuelle ». La dénonciation n'a rien d'un faux pas. L'expression figure également dans les décisions internes du Secrétariat datées du 8 novembre 1954, qui sont à l'origine de la célèbre déclaration. Il s'agit en la circonstance d'un leurre idéologique. Les *méthodes* employées par le FLN ne sauraient être condamnées par le PCF en tant que méthodes. Tous les Partis communistes les ont utilisées, l'étiquette « individuelle » ou « de masse » ayant simplement valeur de reconnaissance *politique*. Le futur colonel Fabien était bien seul dans sa station de métro en 1941... Tout dépend de l'instance qui transmet les ordres à l'individu qui les accomplit. D'où l'importance que revêt la question de l'accession du seul FLN au rang de représentant du « peuple algérien ». La condamnation du « terrorisme » se fera d'ailleurs plus discrète alors même que la violence des nationalistes algériens atteindra des sommets plus élevés, notamment à partir d'août 1955. Mais il aurait tout aussi bien été possible de choisir (le texte a été évidemment conçu à cet effet...) l'extrait suivant mettant en garde contre la volonté étrangère d'évincer la concurrence française en plaquant la réalité vietnamienne sur l'AFN[55], la RFA remplaçant les États-Unis dans le rôle de l'impérialisme rival :

> *« Les travailleurs, les démocrates, les patriotes français s'opposeront d'autant plus vigoureusement à la politique férocement colonialiste prati-*

54. Note de travail de la section Outre-mer du Comité central, 10 décembre 1953.
55. Le PCF va rapidement trouver des émules dans ce type d'exercice chez un certain nombre d'officiers français qui en tireront des conclusions plus systématiques.

> *quée en Algérie et dans toute l'Afrique du Nord qu'elle est étroitement liée à la politique de la renaissance du militarisme allemand. Elle tend, en effet, à faciliter l'implantation de l'impérialisme germanique sur le sol africain, suivant les projets d'industries franco-allemandes en Afrique du Nord et au Sahara annoncés par le président du Conseil. Elle en est, par cela même, plus néfaste encore et plus contraire à l'intérêt français et à la cause de la paix. »*

Sur les 33 décisions prises par le Secrétariat le 2 novembre, une seule concerne l'Algérie. Il s'agit de la demande adressée à *L'Humanité* de publier un article sur la situation en Afrique du Nord. Le PCF n'en souligne pas moins la nécessité de mettre fin au « régime colonial », nécessité reconnue par « l'immense majorité des Algériens[56] » dont le PCF affirmait soutenir les « aspirations nationales ». À chaud, sa position est analysée comme suit par les autorités françaises.

> *« Le PCF a développé une nouvelle fois ses arguments en faveur des revendications formulées par les mouvements nationalistes. Toutefois ces problèmes n'ont pu être véritablement placés au premier plan en raison de la lutte contre les accords de Londres et de Paris qui accaparait l'essentiel de l'activité des militants et des dirigeants. [...] Le texte a été suffisamment nuancé pour éviter qu'il puisse apparaître comme un appel à la révolte [...] En d'autres termes le PCF a aligné sa position sur celle des mouvements nationalistes qui réclament en fait l'indépendance de l'Algérie. À ce jeu, il n'est nullement certain que les communistes emportent la décision car leurs rivaux plus typiquement orientaux répondent mieux à l'attente des Nord-Africains.[57] »*

Les analyses des fonctionnaires de l'Intérieur n'accordent qu'une place modeste à la condamnation des « actes individuels ». À leur yeux, la position communiste est sans équivoque : « soutenir les mouvements à caractère nationaliste, en dehors de la métropole », la situation d'Algérie étant systématiquement assimilée par le PC « à celle de la Tunisie et du Maroc en dépit des régimes juridiques différents de ces territoires ».

---

56. Feix (Léon), « Le drame algérien », art. cit.
57. « L'activité du PCF, août 1954-janvier 1955 ».

Globalement, donc, la perception gouvernementale est nette : le PCF est dans le camp ennemi, du côté des « rebelles ». Pourtant, en privé, certains dirigeants communistes s'inquiètent depuis longtemps du « risque de déviation raciale » dans le Mouvement national. Le PCF étant encore au gouvernement, le Bureau politique s'inquiétait de l'existence en Algérie d'un « bloc chauvin sectaire, contre la France, pour la guerre sainte contre les Juifs, les Européens »[58]. Mais officiellement, le nationalisme algérien est présenté par le PCF comme ayant vocation à réaliser un « amalgame original d'éléments d'origine européenne, arabe ou berbère » depuis un retentissant discours prononcé par Maurice Thorez le 11 juin 1939. Comme l'écrivait ironiquement Annie Kriegel dans ses Mémoires, on avait en l'occurrence affaire à une « très belle évocation historique ». Qui présentait pourtant l'inconvénient majeur de n'avoir pas été reprise à leur compte par les hommes qui ont concrètement bâti un État à référence quasi exclusivement arabo-musulmane.

Le droit à l'indépendance ne fait certes pas la une de *L'Humanité*. Il n'en est pas moins réaffirmé par Thorez le 10 octobre 1955, flanqué il est vrai du garde-fou selon lequel le droit au divorce n'implique pas d'obligation de divorcer. Brandie avant guerre dans le cadre des priorités antifascistes, la formule (empruntée à Lénine) avait resurgi dans la discussion du Bureau politique du 6 septembre 1955. Cette continuité doctrinale n'interdit pas la prise en compte de la conjoncture. C'est ainsi que le PCF doit s'adapter au durcissement de la situation militaire sur le terrain, à partir du deuxième anniversaire de la déposition du sultan marocain (20 août 1955). Il lui faut également réagir au rappel des réservistes consécutif aux « massacres de Guelma ». Enfin, il lui faut prendre acte des modifications intervenues dans la « corrélation des forces » à l'échelon mondial, symbolisées par la conférence de Bandoung et donc – en dépit des réticences à l'égard du personnel dirigeant soviétique – de l'orientation tiers-mondiste de l'URSS.

Il conviendrait d'examiner de plus près, dans cette perspective, les conditions dans lesquelles a été prise, en juin 1955, la décision des communistes algériens de rallier la lutte armée, décision qui se traduisit le 1er juillet par une entrée individuelle dans l'ALN. Sans doute, les simples nécessités de la survie politique étaient-elles en mesure de dicter

58. Cachin (M.), 23 janvier 1947, *Carnets*, *op. cit.*, p. 1055 *sq.* 1056.

cette attitude au PCA. Théoriquement indépendant du PCF, avait-il apprécié au plus juste l'inflexion de la politique étrangère soviétique qui semblait vouloir contourner le goulet allemand par des périphéries dotées d'un fort capital énergétique ? Les communistes locaux eurent de toute façon rapidement confirmation que leur attitude recevait un tangible acquiescement de la part de Moscou lorsque parvinrent dans les *katibas* les premières armes venues de l'Est. Le PCF était pour sa part parfaitement informé de la situation puisque, le 14 octobre 1955, Jacques Duclos venait confirmer à l'ambassadeur Vinogradov que les « combattants algériens » accueillaient « avec enthousiasme les armes livrées par l'intermédiaire de la Tchécoslovaquie »[59]. Ces armes ont transité par l'Égypte, à la suite du protocole signé au Caire le 12 septembre 1955. L'affaire est lourde d'incidences pour le PCF dans la mesure où l'État d'Israël est alors également victime des premières retombées de la coopération militaire engagée par Khrouchtchev avec le colonel Nasser. Bien entendu, ces manifestations de solidarité anti-impérialiste ne pouvaient trouver place dans les colonnes de *L'Humanité*, mais on veut croire que dans les strates supérieures du Parti elles devaient largement apaiser les scrupules internationalistes. Il n'est pas interdit de penser que les informations de la « presse bourgeoise » sur l'axe Moscou-Le Caire-FLN renforçaient momentanément la main des cadres du Parti face aux premières impatiences anticolonialistes montant des rangs intellectuels et de certains secteurs de la gauche non communiste.

Est-ce pour ne pas s'isoler de ceux qui, après le départ de Mendès, font de la liquidation du passé colonial l'une des voies de la modernité et l'un des piliers du « mendésisme » que le PCF hausse le ton au printemps 1955 ? Bien que le 1er mai 1955 ait illustré la tension croissante entre PCF et nationalistes algériens[60], Maurice Thorez dénonça devant le Comité central du 12 mai la « sauvagerie » de la répression en Algérie. Le rappel (le 21 mai) des disponibles et (surtout) le recours, le 24 août, aux réservistes furent à l'origine d'une mobilisation du Parti dont on peut contester l'ampleur [61],

59. Cit. *in* Wolton (Thierry), *La France sous influence. Paris-Moscou, 30 ans de relations secrètes*, Grasset, 1997, p. 229.

60. Tartakowsky (D.), *op. cit.*, p. 637.

61. Joly (Danièle), « France's Military Involvement in Algeria: the PCF and the "Oppositionnels" », *in* Scriven (Michael), Wagstaff (Peter) (ed.), *War and Society in 20th Century France*, Berg, 1991, p. 141-143.

mais qui dépassa la simple solidarité. Les décisions du Secrétariat du 6 septembre 1955 prévoient la publication d'un article « sur l'action à mener contre les mesures de mobilisation et de maintien sous les drapeaux ». Elles demandent de « donner le maximum de publicité dans la presse à tout ce qui sera fait dans ce domaine ». Il était précisé que le travail mené dans la banlieue rouge devait « servir d'exemple ». Preuve de l'importance du dossier, celui-ci était confié à Jacques Duclos. De même, les décisions du 22 septembre 1955 recommandent-elles aux organisations du Parti « d'éditer des tracts, des journaux de cellule, etc. pour soutenir ces revendications ». Le soutien politique aux conscrits en colère était d'ailleurs déjà suffisant pour entraîner des affrontements avec la gauche intégrationniste, à l'image d'Avignon où s'acheva l'idylle municipale avec Daladier, un temps nouée sur une base anti-allemande. Le Parti adopte dès lors une attitude souple envers le « Comité d'Action contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord », lancé le 5 novembre 1955 et qui n'apparaît pas comme une organisation dont le PC tirerait les ficelles. L'écho qui lui est donné par *L'Express* nous semble en effet confirmer le caractère composite du rassemblement (de Pierre Lambert à François Mauriac) constitué pour l'occasion. S'ils sont donc loin d'en être les inspirateurs, ses militants en sont partie prenante, tout en animant (comme Jean Dresch) une structure parallèle, à savoir le « Comité national d'information et d'action pour la solution pacifique des problèmes d'Afrique du Nord », théoriquement dépendante du Mouvement de la paix.

Ce travail n'a pas le temps de porter ses fruits : la fin mouvementée du cabinet Edgar Faure, suivie de la dissolution de l'Assemblée, bouleverse l'ordre des priorités. À cette date, le mouvement des rappelés est déjà considéré comme clos par le service de sécurité de la Défense nationale. Celui-ci considère qu'il a touché 2 600 militaires au minimum sur 65 000 rappelés[62]. L'analyse officielle, après avoir pris acte du caractère « subversif » des quarante actions enregistrées, tend à en limiter la portée. Mais à gauche, la perspective de l'accession au pouvoir d'une équipe censée mettre fin à une « guerre stupide et sans issue » selon l'expression de Guy Mollet a de quoi réfréner les impatiences. Un meeting du

62. *Cf.* Charpier (Frédéric), *Les RG et le Parti communiste, un combat sans merci dans la guerre froide*, Plon, 2000, p. 232.

Comité d'action se tint encore le 27 janvier 1956, salle Wagram. Jean Dresch y évoqua la promesse d'un avenir de réconciliation des populations dans l'Algérie souveraine, certains passages de son intervention pouvant être décryptés comme une sorte de reconnaissance du FLN. Le sort réservé au militant MNA, qui tenta de prendre la parole, ne laissait guère de doutes quant à la traduction concrète des résolutions demandant la « reconnaissance du droit du peuple algérien à disposer de lui-même » et « l'ouverture de négociations avec toutes les autorités de la Résistance algérienne et en tout premier lieu de la Résistance armée »[63]. À la veille d'une nouvelle législature (et du XXe congrès du PCUS...), une photographie des positions du PCF sur la guerre d'Algérie mettrait en évidence le mot d'ordre de « négociations », sans que soit clairement précisée l'identité des « représentants qualifiés des populations algériennes[64] » avec lesquels le nouveau gouvernement devrait traiter. Le 6 septembre 1955, les décisions du Bureau politique avaient évoqué la question : il s'agissait des représentants « tels qu'ils sont définis par le PC algérien », à savoir les « délégués des partis et mouvements nationaux, des organisations démocratiques, culturelles et personnalités ». Soit, presque mot pour mot, la liste déjà établie par la déclaration du 8 novembre 1954. Certains signes ne trompaient pas, il est vrai, qui marquaient une certaine prise de distance à l'égard du MNA, encore solidement implanté[65]. Dès le 6 mars 1955, la première conférence nationale des « comités pour la libération de Messali Hadj » faisait état de « certains ostracismes formulés par le PCF et la CGT »[66]. Tous deux membres du PCF, Me Stibbe et Me Douzon, alors avocats de Messali Hadj, auraient été sommés de choisir entre les deux fidélités. L'orientation des principaux groupes trotskystes constitue à notre sens un indice probant pour pointer le tropisme pro-FLN du PCF. Alors que le PCI

63. *Cf.* Gallissot (René), *op. cit.*, p. 80.
64. Casanova (Laurent), *L'Humanité*, 16 janvier 1956.
65. Valette (Jacques), *La guerre d'Algérie des Messalistes (1954-1962)*, L'Harmattan, 2001.
66. Parmi les principaux membres de ce comité : Lambert (PC internationaliste), Hébert (FO), et Fontenis (libertaire). *Cf.* « Le PCI trotskyste », note des Renseignements généraux, 1er mai 1955.

(« lambertiste ») sert de boîte à lettres et d'imprimeur au MNA, le « groupe Frank » (dit également « pabliste[67] ») se range sans hésitation au côté du FLN par souci de ne pas se couper du PCF. Tout ceci reste complètement ignoré de la grande masse des militants, voire de la plupart des décideurs du PCF. Si l'énumération des interlocuteurs valables faite par la direction communiste laissait théoriquement place à toutes les possibilités, le FLN n'y apparaissait pas en tant que tel alors même que sa reconnaissance en tant qu'unique représentant du peuple algérien était, à ses yeux, un préalable.

---

67. *Cf.* Pattieu (Sylvain), « Le "camarade" Pablo, la IVe Internationale, et la guerre d'Algérie », *Revue historique*, n° 619, 2001 et *Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Syllepse, 2002.

Chapitre 10

Les bons Français (mars 1953-février 1956)

Jamais dans son histoire, le PCF n'a été disposé à nouer des alliances aussi larges que lors de la campagne contre le réarmement allemand. De la mort de Staline au printemps 1955, les communistes semblent disposés à agir de concert avec « tous les Français, quels qu'ils soient, nous disons bien quels qu'ils soient » qui refusent la « nouvelle Wehrmacht »[1]. Depuis le tournant des années 1930, l'existence du « fascisme » permettait de tracer une limite au front des Français. Vingt ans après, cette ligne passa au cœur de l'Union de défense des commerçants et artisans dans les rangs de laquelle les communistes étaient, jusqu'en janvier 1956, invités à lutter « contre l'orientation pro-fasciste que veut lui donner Poujade ». L'attitude envers l'UDCA relève également de la « Lutte pour la paix » dans la mesure où cette organisation s'était investie dans la défense de l'Algérie française. Et comme si les développements de la guerre d'Algérie n'y suffisaient pas, le passage de l'Allemagne au second rang des priorités soviétiques va à nouveau restreindre le potentiel de « Bons Français » avec lesquels contracter dans le domaine qui fait l'objet de cette étude.

1. Jacques Duclos, Comité central 22-23 octobre 1953.

Alliances : la double nostalgie

Le Front populaire

À gauche, la disparition de Staline a levé un certain nombre de préventions à l'égard du PCF. Avec la SFIO, des convergences s'établissent, facilitées par la non-participation des socialistes aux gouvernements. Le Bureau politique du PCF peut ainsi se réjouir du vote du Parti socialiste intervenu le 20 mars 1954, pour la première fois depuis la Libération, contre les crédits militaires. Mais le programme socialiste comporte un verrou de taille, le point n° 8 évoquant « la paix générale qui allie le souci de la sécurité collective et de construction européenne à la volonté permanente de négociation ». Ce qui ne saurait échapper au PCF pour lequel les sept autres points, parfaitement acceptables (dont la fin de l'« effusion de sang » en Indochine) n'ont pour seule fonction que d'introduire le huitième, dont la conséquence inévitable est le réarmement allemand. La volonté de la direction socialiste de justifier son soutien à la CED par l'idéal européen est dénoncée par la minorité au nom du refus de l'amalgame, tandis que les communistes voient dans l'Europe le cheval de Troie de la Wehrmacht. Peu importe à la direction du PCF, qui apporte ouvertement son soutien aux députés socialistes anti-CED. D'où s'ensuit le désistement de Marcel Cachin au profit de Marcel-Edmond Naegelen dans le scrutin présidentiel du 17 décembre 1953, Raymond Aron notant à cette occasion qu'en Algérie les nationalistes ont dû certainement apprécier à sa juste valeur le soutien apporté par le PCF à l'homme qui y avait faussé le résultat des élections. Pour accentuer les clivages, le PCF s'efforce de mettre en évidence l'isolement de la SFIO au sein de la social-démocratie internationale, dans la mesure où le SPD s'oppose aux accords de Londres et Paris et où une aile du parti du Parti travailliste lui semble s'orienter vers l'idée d'une négociation avec l'URSS.

Les cartes sont quelque peu redistribuées lorsque, après la disparition de la CED, les accords de Londres et Paris occupent les devants de la scène. La direction du Parti socialiste, dont la position semble plus assurée dans cette affaire, se voit créditée d'un rôle moteur dans leur ratification dans les décisions du Secrétariat, 31 décembre 1954. Cette attitude offre toutefois une fenêtre de tir exploitable par le PCF, dans la mesure où les

socialistes déclarent s'opposer « à toutes tentatives pour imposer la construction en France de bombes atomiques ou thermonucléaires »[2]. Il semble alors préférable au PCF, plutôt que de mettre la SFIO au pied du mur, de souligner les prises de position de ses membres qui paraissent aller dans le sens souhaité. C'est tout particulièrement le cas de celles adoptées par l'ancien ministre de l'Intérieur Jules Moch qui, farouche adversaire de l'arme nucléaire, siège en tant que représentant de la France à la commission du désarmement de l'ONU[3]. Si la vision qu'a le PCF du Parti socialiste demeure jdanovienne, les décisions du 10 novembre évoquent néanmoins l'existence de « socialistes de droite », ce qui signale une croyance dans la possibilité de Front unique. Sans doute, la « poussée des masses » et le « changement du rapport de forces mondial » sont-ils jugés à l'origine de différenciations dans les rangs socialistes. Les décisions sous-estiment pourtant la position conquise par Guy Mollet dans l'Internationale socialiste, dont il est vice-président depuis 1952. Elles reconnaissent par ailleurs le poids de l'« anticommunisme » dans la social-démocratie européenne, notamment sur la question de l'Allemagne. Dès lors, et faute de grives, Jules Moch semble incarner une minorité jugée « moins antisoviétique » que la direction, où Guy Mollet persiste à refuser de « décevoir l'espoir de libération des pays satellites ».

La référence au Front populaire est ouvertement assumée par le PCF. Les décisions du 12 janvier 1956 précisent que « la situation est différente de celle de 1936 », mais pas au point de se passer du parti radical. Comme les socialistes, celui-ci a vu s'affronter partisans et adversaires de la CED. Chez ces derniers, le PCF s'est retrouvé quelques affinités avec quelques vieux partenaires de l'avant-guerre. Sans doute, Édouard Herriot et Édouard Daladier ne sont-ils plus ce qu'ils étaient, mais ces deux hommes d'État peuvent également incarner un capital d'expérience malheureuse. Le PCF, conscient des réticences que ces deux noms peuvent entraîner, joue avec discernement la carte des deux Édouard. Les personnalités ainsi annexées sont toutefois suffisamment au fait des mœurs politiques en général et communistes en particulier pour ne pas

2. Texte de la commission internationale du PS adopté le 12 mars 1955 par le comité directeur et le groupe parlementaire.
3. Décisions du Secrétariat, 30 septembre 1955.

réagir lorsqu'elles jugent la volonté de récupération trop forte et/ou contre-productive. C'est ainsi que la publicité donnée par *L'Humanité* à la « conférence internationale des pays mis en cause par la CED » à laquelle participe le député-maire d'Avignon, entraîne une vigoureuse réplique de la part de certains participants.

Aux yeux du PCF, Édouard Herriot représente une carte nettement plus fiable. Le maire de Lyon nourrit en effet à l'égard de l'Allemagne des sentiments aussi mêlés que ceux que lui inspirent les États-Unis. Tombé en 1932 sur la question des dettes de guerre à l'égard des USA, Herriot voyait dans la construction européenne, dès les années 1920, un moyen d'échapper à l'emprise américaine. Il fait l'objet d'un lobbying systématique du Mouvement de la paix. La rencontre avec Herriot, son ancien camarade de parti, fait ainsi partie des figures obligées des déplacements de Pierre Cot à Lyon. Et au total, cette figure de la IIIe République jouera un rôle que l'on ne saurait sous-estimer au jour du rejet de la Communauté européenne de défense.

Le PCF reproduisait en la circonstance le perpétuel travail de dissociation de la bourgeoisie en factions antagonistes dont Lénine lui avait, de longue date, appris à mesurer les bienfaits sur la scène internationale :

> *« Considérer qu'au congrès du Parti radical deux lignes se sont affrontées en politique extérieure : celle de Mendès France qui comporte le réarmement de l'Allemagne occidentale et celle de Herriot et Daladier favorable à la négociation avec l'URSS ; ce qui souligne les possibilités d'action commune pour la défense de la paix avec certaines couches influencées par le Parti radical.*[4] »

Le 3 juin 1953, le PCF s'était opposé à la première candidature de Mendès France à la présidence du Conseil. On peut supposer que le PCF avait pris acte du soin jaloux alors apporté par Pierre Mendès France dans son discours d'investiture à ne pas prêter le flanc aux accusations de neutralisme. Il lui était donc difficile de ne pas réagir devant une réaffirmation des bienfaits de la solidarité occidentale, surtout quand elle était couplée à des propos aussi attractifs que ceux soulignant que, tant que le combat en Indochine se poursuivait, « c'est un devoir sacré de répondre à tous les

4. Décisions du Secrétariat, 19 octobre 1954.

besoins et à toutes les exigences matérielles qui en découlent et, aussi, s'il le faut de réprimer les provocations et les sabotages ». Le passage de son allocution concernant le dossier indochinois était lui-même alarmant pour le PCF dans la mesure où la référence aux « charges écrasantes » pesant sur la France était associée à un appel aux alliés qui pouvait être facilement interprété comme une menace d'américanisation du conflit.

La corrélation des forces a bien changé lorsque, un an plus tard, tombe le gouvernement Laniel. En Indochine, les Américains se sont rangés à l'avis britannique et les hommes de Castries pilonnés par les pièces d'artillerie soviétiques ont attendu en vain l'appui de l'US Air Force. Plus question cette fois-ci de se laisser distraire par les professions de foi en faveur de l'Alliance atlantique. Telle sera la ligne de conduite observée par la presse communiste lors des semaines suivantes, alors même que Mendès multiplie à nouveau les signaux en ce sens. Seul compte le fait que, par-delà les intentions subjectives, l'attitude du gouvernement va « objectivement dans le sens de la reconquête de l'indépendance nationale »[5]. Au-delà de la seule prise en compte de la défaite militaire en Extrême-Orient, le PCF estime en effet qu'« une partie de la bourgeoisie veut une modification de la politique extérieure de la France ». Dès lors le scénario est tracé : « Le gouvernement Mendès France est l'objet de fortes pressions impérialistes, la pression des masses doit être plus forte. »[6] Ce qui confirme l'analyse de Jean Laloy selon lequel « les Russes, mal informés, pensaient que la chute de Bidault et l'arrivée au pouvoir d'une autre majorité qu'ils voyaient autour de Mendès France entraîneraient *ipso facto* le retrait de la France de l'Alliance atlantique[7] ». De son côté, le président du Conseil a retiré de la négociation à Genève le sentiment selon lequel les Soviétiques se sont montrés conciliants sur l'Indochine dans l'attente d'un renvoi d'ascenseur sur la question allemande. Si le PCF s'est vraiment déterminé sur la base d'une analyse similaire, on ne saurait s'étonner que la violence des réactions (privées) des dirigeants du Parti à l'égard de ce « petit juif marchand de tapis[8] » ait été à la hauteur

5. *Cf.* Berlioz (J.), « Mendès France, un pas en avant », *Démocratie nouvelle*, août 1954.
6. Décisions du secrétariat, 6 juillet 1954.
7. Elgey (Georgette), *La République des tourmentes (1954-1958)*, Fayard, 1992, p. 126.
8. Propos de Laurent Casanova rapportés *in* Recanati (Jean), *Un gentil stalinien*, Mazarine, 1980, p. 138.

de leur déception. Pendant l'été, les orateurs communistes maintiennent leurs auditoires de fêtes champêtres dans l'expectative à l'égard de Mendès France, émettant à toutes fins utiles de « sérieuses réserves » à propos de sa « fidélité affirmée à l'Amérique ». Et la direction d'inviter, le 3 août, ses cadres à une certaine retenue :

> *« La position du Parti par rapport à la politique du gouvernement est déterminée en fonction de l'ensemble des problèmes politiques notamment les problèmes de la Paix en Asie, de l'attitude envers l'impérialisme américain, de l'Afrique du Nord et de la CED qui reste la question décisive. Sans tomber dans les concessions de principe, ne rien faire qui favorise le retour à la politique que le Parti a combattue pendant sept années. »*

Le 30 août, le rejet de la CED ouvre une période d'incertitude, liée aux négociations entre Occidentaux destinées à ouvrir un nouvel accès à l'utilisation du potentiel militaire ouest-allemand. Mais l'interview donnée le 27 septembre à *US News and World report* par le président du Conseil, dans laquelle celui-ci souligne la nécessité d'une contribution allemande à la défense de l'Europe, laisse peu d'espoir aux communistes. Dès le 1er octobre, *L'Humanité* publie un appel du « Comité français pour la solution pacifique du problème allemand » adressé nommément au président du Conseil et visant à empêcher la « reconstitution de la Wehrmacht ». Mais le PCF, plutôt que de se lancer dans une attaque frontale, semble pourtant hésiter dans l'attente de la ratification des accords de Londres et Paris. Sa direction est-elle dans l'expectative, à l'image d'une diplomatie soviétique anesthésiée par les restructurations en cours à Moscou ? Elle ne peut en tout cas plus reculer en décembre, lorsque Mendès joue le sort de son gouvernement afin d'obtenir la ratification des accords de Paris. Tandis que ses députés font retentir le vieux cri « À bas la guerre ! » dans l'enceinte du Palais-Bourbon, la direction du PCF n'hésite plus à donner le signal des attaques *ad hominem* qui fleuriront jusqu'à la chute de Pierre Mendès France, « homme du réarmement allemand » et qui « en trahissant les intérêts du pays » a su « gagner la confiance des impérialistes US »[9].

9. Décisions du Bureau politique, 30 décembre 1954.

Le Front français

Alors que nombre de « nationaux » tournaient leurs regards vers les départements d'Afrique du Nord, il était trop tard pour rechercher sur l'autre bord de l'échiquier politique des alliés contre la menace allemande. Le PCF avait pourtant déployé de persévérants efforts pour renouer avec la politique de la main tendue à droite. La période s'étendant du printemps 1953 à l'été 1954 présentait au moins deux caractéristiques facilitant le rapprochement anti-allemand. Si l'indéniable atténuation du sentiment de la menace soviétique était un facteur de poids, le brutal affaiblissement du mouvement gaulliste n'était pas moins déterminant. À défaut d'un accord en bonne et due forme, le PCF pouvait au moins escompter la participation à des initiatives allant dans le sens de ses propres objectifs de personnalités bénéficiant de la reconnaissance et du soutien des formations auxquelles elles appartenaient.

La droite anti-allemande pouvait se prévaloir du parrainage gaullien, le Général n'ayant pas hésité à déclarer : « Je travaillerai avec les communistes » pour barrer la route à l'armée européenne[10]. Mais l'attitude des élus de rang B se caractérisa généralement par la prudence. Le député indépendant de Meurthe-et-Moselle Pierre André mit d'ailleurs sur pied un « Comité national de la France et de l'Union française » afin de faciliter la constitution d'un pôle anti-CED autonome par rapport aux réseaux communistes. Différente était l'attitude des barons et autres notables, qui n'hésitaient pas à figurer sur les mêmes tribunes ou au bas des mêmes appels que Laurent Casanova, Michel Bruguier, Gilbert de Chambrun ou Pierre Villon[11]. Tous ne relevaient pas de la mouvance gaulliste *stricto sensu*. Le général Aumeran, qui associera son nom à celui d'Édouard Herriot lors de la mise à mort de la CED, semblait inaccessible aux accusations de crypto-communisme de par son statut de député PRL d'Alger. Le fils du « Tigre », Michel Clemenceau, constituait également une fière recrue à l'heure des manifestes. Parmi les gaullistes, certains nouent en cette occasion des liens qui les conduiront à une coopération

10. Entretien avec le journaliste américain Cyrus L. Sulzberger le 21 janvier 1954, cit. *in* Weisenfeld (Ernst), *Welches Deutschland soll es sein*, Munich, Verlag Beck, 1986, p. 63.
11. *Cf. L'Humanité*, 10 janvier 1954.

excédant la seule question allemande. C'est en particulier le cas de l'ancien du BCRA Louis Vallon dont le compagnonnage avec le Mouvement de la paix lui donnera l'occasion de garder le contact avec l'autre futur animateur de la gauche gaulliste de la Ve République, René Capitant, cofondateur en sa compagnie de l'Union démocratique du travail en juillet 1955. D'autres au contraire allaient bientôt couper les ponts, à l'image de la figure de proue du gaullisme anti-CED, Jacques Soustelle.

Le PCF se réjouissait de voir ces énergies mises au service de l'objectif exposé le 29 octobre 1953 par Maurice Thorez dans une interview à *L'Observateur*, la première accordée depuis sa maladie à un organe non communiste. Il n'y avait rien de plus important, expliquait le Secrétaire général, que de réaliser « le rassemblement de tous les bons Français en vue de faire échec aux accords de Bonn et de Paris ». Visiblement à son aise lorsqu'il retrouvait ses marques « national-thoréziennes », il faisait explicitement référence au mot d'ordre de « Front français » qui, pendant l'été 1936, entendait élargir à droite l'alliance de Front populaire afin de faire face aux menaces extérieures. Remettant une fois de plus l'ouvrage sur le métier, *L'Humanité* du 5 juin 1954 fit place à l'intervention d'André Souquière devant le 13e congrès du PCF. Le responsable de la fédération de Paris s'en prenait aux « groupuscules trotskystes » qui demandaient aux étudiants de « commencer au Quartier latin le combat physique contre les étudiants dits "de droite" dont les sentiments anti-CED étaient connus ». Quarante ans plus tard, l'historien Paul Veyne fera part de l'étonnement rétrospectif éprouvé à l'idée que le Parti lui ait demandé de « pratiquer le Front unique avec l'Action française »[12].

La politique d'alliance avec les « bons Français » se traduisit immédiatement lors des scrutins parlementaires. Michel Debré fut ainsi porté à la vice-présidence de la commission des Affaires étrangères avec le soutien des sénateurs communistes alors que le socialiste Léonetti était éliminé en raison de son soutien à l'armée européenne… Le positionnement du Parti se traduisit par un approfondissement du soutien aux diverses manifestations de la « culture nationale », « petit verre du matin » compris. L'un des signaux les plus voyants de cette orientation fut la condamna-

12. *Cf.* Veyne (Paul), *Le quotidien et l'intéressant*. Entretiens avec Darbo-Peschanski (Catherine), Les Belles-Lettres, 1995, p. 296.

tion du tableau *Civilisation atlantique* de Fougeron par Aragon dans son article : « Toutes les couleurs de l'automne[13] ». L'exécution permettait au poète de réhabiliter un réalisme socialisme aux couleurs de la France : la manière du peintre desservait la cause de l'indépendance nationale à la fois par l'outrance des thèmes (le *GI* et la revue porno) et les techniques (empruntées à la publicité ou aux *Comics* yankees). En peinture, c'est désormais à la Renaissance (François Clouet) et plus seulement au révolutionnaire David qu'il est licite de remonter, l'Impressionnisme marquant au passage de sérieux points dans cette course à la reconnaissance généalogique[14]. Aragon, dans son intervention devant le 13e Congrès, apporta une contribution remarquée sur les « questions nationales de la forme dans les conditions de l'occupation américaine », relevant « l'intérêt de masse » pour « le sonnet introduit en France par Clément Marot et Mellin de Saint-Gelais et qui retrouve une actualité brûlante comme moyen d'expression moderne dans toutes les questions de l'histoire contemporaine comme, pour n'en citer qu'une, la lutte contre la CED ».

Les Renseignements généraux se montrèrent surpris de constater que « les chefs de file du PC donnent parfois l'impression d'avoir perdu tout sens de la mesure dans leur recherche fiévreuse de nouveaux alliés ». Si l'on se fie au rapport sur l'activité du PCF de décembre 1953 à mars 1954, Jeannette Vermeersch aurait ainsi déclaré le 28 février 1954 devant les femmes communistes de Paris, que l'union était possible même avec les « anciens collaborateurs » et (le nom de Jules Moch devait être sur toutes les lèvres...) « ceux qui avaient du sang ouvrier sur les mains » s'ils s'opposaient au réarmement allemand. Et ce au nom de « la mémoire des martyrs de la résistance ». Sans doute savait-on de longue expérience que le prolétariat ne sortait pas vainqueur à tout coup de la course au nationalisme. Il fallait donc « être attentif aux entreprises éventuelles pour orienter

---

13. *Les Lettres françaises*, 12 novembre 1953. Sur cette affaire, *cf.* Wilson (Sarah), « Martyrs and Militants », *in* Scriven (Michael), Wagstaff (Peter) (ed.), *War and Society in 20th Century France*, Berg, 1991, p. 238. Voir également Lazar (Marc), « Le réalisme socialiste aux couleurs de la France », *in* Winock (Michel) (dir.), *Le temps de la guerre froide*, Seuil, 1994, p. 203-205.

14. Verdès-Leroux (Janine), « L'art de parti. Le PCF et ses peintres (1947-1954) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 28, juin 1979, p. 40.

l'opposition à la CED vers des manifestations à caractère fasciste[15] ». Plutôt qu'une référence aux espoirs un temps caressés par les gaullistes[16], cette mise en garde renvoyait à la crainte que le maréchal Juin – qui n'avait pas fait mystère de son opposition à l'armée européenne – ne capitalisât à son propre profit les efforts que le PCF aurait pu consentir pour lui apporter son soutien face au gouvernement. D'ailleurs la détresse nationale n'était alors pas telle, ni les élites traditionnelles assez décomposées, que le « prolétariat » parvienne à « prendre la tête de toutes les batailles nationales ». Dans le « drame » qui s'ouvrirait à la Toussaint 1954, l'exercice serait moins aisé encore. Et c'est d'ailleurs Jacques Soustelle, l'un des principaux opposants à la CED, qui prononcera la dissolution du PC d'Algérie en septembre 1955.

Que faire du Mouvement de la paix ?

Les campagnes

Le dégel diplomatique impliquait une redéfinition des missions du Mouvement de la paix. Passé le temps du recueillement consécutif à la disparition de Staline, le printemps militant fut marqué par un passage à vide. Dans les rapports des préfets de mai 1953, la « Lutte pour la paix » disparaît quasiment. Les risques de démobilisation étaient réels et c'est près d'un an après celle de Vienne que la session du CMP se réunit à Budapest autour du mot d'ordre « la guerre froide peut être arrêtée » afin de s'afficher en prise sur la situation. Celle-ci était à la vérité loin d'être figée comme allaient le montrer à quelques jours d'intervalle le soulèvement de Berlin-Est et l'éviction de Béria. Ce qui n'éclairait guère, en raison des incertitudes soviétiques sur la question, les déclarations sur le droit à la réunification et la souveraineté de l'Allemagne[17]. L'affirmation

15. Décisions du BP, *ibid.*
16. Turpin (Frédéric), « Printemps 1954. Échec à de Gaulle ; un retour au pouvoir manqué », *Revue Historique*, n° 620, 2001.
17. *4e session du Conseil mondial de la paix*, Budapest, 15-20 juin 1953.

de la ligne de « coexistence pacifique » permettait d'envisager l'avenir avec circonspection, tant le mot d'ordre avait été repris à son compte par chacune des factions alors en lice à Moscou. Enfin, l'adage selon lequel « l'usage des armes contre tout mouvement de libération constitue un facteur de tension internationale » montrait à qui voulait l'entendre que l'héritage offensif de la « lutte pour la paix » était loin d'être dilapidé[18].

Si la conjoncture se prête aux indignations militantes, la place du Mouvement de la paix ne se dessine pas avec netteté dans l'affaire Rosenberg qui – contrairement à la perception sartrienne – n'est pas interprétée comme une preuve du bellicisme américain. Le 4 juin 1953, quelques jours avant l'exécution, Joliot jette toutefois dans la balance son expertise scientifique afin de mettre en évidence les faiblesses du témoignage de David Greenglass, pièce maîtresse de l'accusation officielle. Il ignore que le FBI dissimule sa véritable source : les messages du NKVD dont les experts de la NSA étaient parvenus à casser le code et qui attestaient du rôle de Julius Rosenberg dans l'espionnage soviétique aux États-Unis.

Les temps ne sont pas vraiment propices aux campagnes de masse. En mai-juin 1953, la France demeure trente-huit jours sans gouvernement. Le 28 juin, l'éviction de Béria ne pouvait être sans conséquence. Quant au sort de l'Allemagne, il allait largement se jouer lors des élections du 6 septembre en RFA. Signe des temps, les Unions départementales CGT en viennent à se dispenser de participation aux assises régionales du Mouvement de la paix et le PCF doit intervenir pour rappeler que ce dernier « ne peut être mis en sommeil pendant les vacances ». Le train semble remis sur ses rails lorsque, après la victoire de la droite allemande, le bureau du CMP relaie avec brutalité la position que fait alors prévaloir Molotov face aux ouvertures occidentales : « La négociation est souvent utilisée afin de masquer des manœuvres hostiles à la paix. »

La campagne contre le réarmement allemand peut alors prendre son envol. Sans doute, le PCF mène-t-il ouvertement le bal, dans la mesure où les interlocuteurs à convaincre appartiennent à la classe politique, les parlementaires étant les premiers visés. Mais le Mouvement de la paix a également son rôle à jouer. À la mi-septembre 1953 le Conseil national de la paix lance son propre appel à l'unité nationale, retrouvant en la circonstance les thématiques qui fleurirent fin 1947-début 1948 lors du

18. *Ibid.*

lancement des Combattants de la liberté. Il apparaissait clairement que les Français occuperaient une place décisive dans l'ordre de bataille, et Ilya Ehrenbourg joua en la circonstance le rôle (qu'il maîtrisait à la perfection) de celui qui « n'a pas seulement parlé comme un ami de la paix » mais « comme un ami fidèle de la France ». S'adressant (sans employer la formule) aux « bons Français » chers à Thorez, il n'hésita pas à en appeler au peuple de Valmy, de Verdun et des Francs-tireurs et partisans, sans que l'on sache si cette dernière référence parvint aux oreilles de Charles Tillon.

La campagne contre la CED était pourtant trop exclusivement franco-française pour pouvoir servir d'axe d'agitation permanent à une organisation conçue pour agir à une échelle supranationale. Mais la recherche de thèmes transfrontaliers était d'autant plus délicate que la relative fluidité de la situation risquait de rendre obsolètes des rencontres exigeant un important délai de préparation. Il était de toute façon loisible de se mobiliser à l'occasion de sessions extraordinaires lorsqu'un thème défrayait la chronique, ainsi à propos de l'Indochine au printemps 1954 lorsqu'il fut question d'une intervention américaine en appui aux forces françaises alors malmenées[19]. On s'orienta dès lors vers des sujets « qui à la fois émeuvent les masses et doivent encore être discutés officiellement. Nul doute que la bombe "H" et le désarmement possèdent ces deux qualités, et pourraient servir de point central à une grande "rencontre" plus large et plus populaire, cette fois avec tous les organismes s'occupant de ces questions à des degrés divers[20] ». La première rencontre de ce type eut lieu à Stockholm, autour du thème fédérateur de la « détente internationale ». Quel qu'ait été le degré d'implication des personnalités citées, les compte rendus de *L'Humanité* pouvaient laisser accroire que l'on était en présence d'un forum auquel s'associaient les *Quakers* et, sous une forme ou sous une autre, des personnalités aussi diverses que François Mauriac, Paul-Boncour, Édouard Herriot ou les représentants des régimes de Getulio Vargas pour le Brésil et de Juan Peron pour l'Argentine. En fait, Laurent Casanova dut convenir que, au moins pour ce qui concernait la France, les « pressions anticommunistes » avaient « limité l'élargissement de la délégation[21] ». Le sens de l'opération apparaissait à la

19. 6e session extraordinaire du Conseil mondial de la paix, Berlin, 24-28 mai 1954.
20. Lettre d'Isabelle Blume à Joliot-Curie, 13 mai 1954.
21. Décisions du Bureau politique, 29 juin 1954.

lecture dans *Combat* du 29 juin 1954 de l'analyse de René Capitant : alors même que se déroulait la conférence de Genève, les Nord-Vietnamiens y firent ainsi assaut de séduction en manifestant leur vif « désir de demeurer dans l'Union française », ce qui assurerait, selon Capitant, « l'avenir et le rayonnement mondial » de celle-ci.

Tout en affichant sa volonté d'innovation, le CMP n'avait aucune raison d'abandonner le volet culturel de ses activités. L'appel à célébrations lancé par la 7e session du CMP (Stockholm, 18-23 novembre 1954) concernait Schiller, Mickiewicz, Montesquieu, Andersen, Cervantes et Whitman, les militants communistes français continuant pour leur part à nourrir une tendresse particulière pour Romain Rolland et Henri Barbusse. La culture politique kominternienne de ses animateurs transparaissait à travers les conseils prodigués. Les propagandistes devaient en effet tout autant se défier de l'« opportunisme » (faire appel aux célébrités en oubliant les objectifs) que du « sectarisme » (utiliser des slogans trop « étroits » calqués sur ceux des « organisations politiques ». Ces conseils s'appliquaient au domaine du péril atomique, qui allait occuper une place grandissante parmi les thématiques du Mouvement dans un contexte bien différent de celui dans lequel s'était développée la campagne de référence, celle de l'« Appel de Stockholm ». C'est sur ce précédent que s'appuie Joliot-Curie lorsqu'il donne, à l'occasion de la réunion du Bureau du CMP à Vienne, les 17-19 janvier 1955, le coup d'envoi d'une pétition internationale exigeant « la destruction dans tous les pays, des stocks d'armes atomiques et l'arrêt immédiat de leur fabrication »[22]. On a vu comment Maurice Thorez a retardé l'application de cette décision pour des raisons très certainement liées à son insertion dans le clan Molotov. Et les manœuvres dilatoires de la direction du PCF firent que la France resta en dehors de la campagne. Ces réticences n'étaient plus de mise lorsque le même CMP exprima ses craintes de « voir de nouvelles puissances se doter l'arme atomique »[23].

La question de la dissémination figurait à l'ordre du jour de l'assemblée mondiale pour la paix, tenue à Helsinki du 22 au 29 juin, et qui était programmée depuis le lancement de l'appel anti-atomique de Vienne, en

22. *L'Humanité*, 20 janvier 1955.
23. Bureau du Conseil mondial de la paix, 11-13 mars 1955.

janvier[24]. Le choix de la Finlande et la coïncidence de la date avec la tournée de Nehru en URSS éclairent parfaitement l'inscription de cette manifestation dans le dessein khrouchtchévien d'extension du camp de la paix à la fois en Europe (Yougoslavie, Autriche) et dans le tiers-monde. L'heure était au « réalisme » dans la question allemande, l'URSS ayant demandé en début de mois à la RFA l'établissement de relations diplomatiques. Le climat général était à l'euphorie, la neutralité finlandaise apparaissant aux yeux des Français présents comme une préfiguration d'une Europe déliée des blocs militaires. Les orateurs rivalisaient dans le refus de toute censure en littérature, théâtre, art et films, à l'exception de la « haine raciale » ou de l'incitation à la « haine entre les peuples ». Les intellectuels étaient assurés de la solidarité du Mouvement en cas de persécution « en raison de leur attitude envers la paix ».

Cette ambiance de « culture de paix » d'inspiration anglo-saxonne, scandinave (avec des références indiennes appuyées) se retrouva lors du 5e festival mondial de la jeunesse et des étudiants pour la paix et l'amitié, tenu à Varsovie du 31 juillet au 14 août 1955. Le jeune Marcel Rigout y avait œuvré en faveur d'une véritable sélection nationale française en matière artistique et sportive. La thématique de l'amour et des fleurs, associée à la paix, était omniprésente bien avant le *Flower power* des années 1960 comme en peut en juger d'après le reportage de Jean Houdart dans *Le Monde* du 9 août 1955. Associée à celle d'Yves Montand, la voix d'Édith Piaf retentissait en boucle dans les sonorisations. Apparemment les communistes lui avaient pardonné l'impiété (« Je trahirais ma patrie, si tu me le demandais… ») de son *Hymne à l'Amour* que Jean Kanapa dénonçait en 1949 dans les colonnes de la *Nouvelle critique*. Dans cette Arcadie, certains avaient pu néanmoins s'inquiéter des « agressions verbales, d'une violence inouïe auxquelles les délégués arabes du Moyen-Orient se sont livré, tant à la tribune qu'en commission, contre l'État juif ». Au point de faire dire à Yves Jouffa dans son compte rendu pour *L'Observateur* : « Ce congrès est celui de la guerre arabe contre Israël. » Comme l'écrivait ce dernier au vu d'une attitude qui avait « durement touché la petite délégation israélienne », il y avait là « un problème important pour le maintien de la paix au Moyen-Orient qu'il faut régler ».

24. À ce moment-là, la date initialement prévue était le 22 mai (*L'Humanité*, 20 janvier 1955).

Un autre problème fut abordé à Helsinki, qui allait lui aussi connaître des développements considérables. Sans doute, l'Algérie était-elle depuis la création du CMP considérée comme une entité particulière et comptait-elle ses propres représentants dans cette instance. Mais le déclenchement de la lutte armée par le FLN donnait un relief particulier aux discussions, surtout alors que s'esquissait l'ambitieuse politique afro-asiatique de Khrouchtchev. Si Joliot demeura muet sur la question, la personnalité du dirigeant de la délégation algérienne, Me Ali Boumendjel, et la ligne d'« autonomie interne » développée face aux membres de la délégation française fournissent un instantané des positions et des difficultés de chacun. Nous ignorons quelle était exactement la position de Boumendjel en juin 1955 par rapport au FLN. Sa ligne correspond en tout cas à celle défendue au même moment par son frère, Ahmed Boumendjel. Ancien secrétaire général de l'UDMA, ce dernier venait en effet, selon Mohamed Harbi, de rejeter la proposition de Mourad Tarbouche concernant une éventuelle entrée à la Fédération de France du FLN. Laurent Casanova fit partie des interlocuteurs de Boumendjel, au même titre que Pierre Cot et René Capitant. D'après le témoignage de Chambrun, ces deux derniers auraient par la suite pris contact avec le gouvernement d'Edgar Faure afin de leur faire part des proposition des « autonomistes » algériens.

Le Mouvement de la paix ne découvrait pas la question algérienne. Quelques mois avant le début de la guerre, une délégation composée par ses soins avait enquêté sur la situation locale. Les personnalités présentes (Weil-Hallé, Jacques Madaule, Jacques Mitterrand) continueront d'ailleurs à suivre de près le dossier après le déclenchement du conflit. Mais ils demeurent à la fois tributaires d'une lecture « sociale » de l'actualité algérienne (« marche de la faim » sur Sidi-Aïch, le 13 avril 1954) et de perspectives internationales (lutte contre les accords de Bonn et Paris, campagnes contre la « cession de Mers-el-Kebir aux militaires américains ») qui, si elles ne sont pas indifférentes aux nationalistes, sont quelque peu déconnectées de leurs préoccupations du moment. Ajoutons que le PCF, à la veille du déclenchement des opérations, s'il était parfaitement au courant de l'éclatement du MTLD entre « centralistes » et « messalistes », éprouvait de sérieuses difficultés à se retrouver dans le panorama chaotique du nationalisme algérien. Le 7 septembre 1954, le Secrétariat avait ainsi décidé de « donner dans notre presse les informations rendues publiques sur situation MTLD sans prendre position pour l'une ou l'autre des tendances mais en

appréciant chaque attitude importante de l'une ou de l'autre ». Le développement de l'activité policière et militaire ne lui permit pas de capitaliser, au titre de la « lutte contre la répression », les premières solidarités anticolonialistes. Accessoirement, les méthodes des insurgés ne faisaient pas l'unanimité : à l'été 1955, les éventrations de femmes enceintes n'étaient pas forcément mises par l'électorat progressiste sur le compte de la propagande gouvernementale. Mais surtout, le Mouvement de la paix fut d'abord marqué par son identité « Est-Ouest ».

La question algérienne n'était pas même au programme de l'« assemblée des forces pacifiques du pays » convoquée par le Mouvement pour le 3 avril 1955[25]. Après la proclamation, le même jour, de l'état d'urgence, on réactiva au profit des emprisonnés d'Algérie une structure mise en place en janvier 1953 à l'occasion de l'arrestation de Le Léap, le « Comité national d'action pour l'annulation de toutes poursuites, pour le respect des droits constitutionnels[26] ». Dirigée par Lucien Jayat, elle ne connut un début de développement qu'à l'automne, lorsqu'il fallut faire pièce au « Comité d'action contre la poursuite de la guerre ». Sous sa nouvelle appellation, « Comité National d'Information et d'action pour la solution pacifique des problèmes d'Afrique du Nord », l'organisation aurait été rattachée au Conseil national de la paix, sous l'autorité effective de Léon Feix et André Souquière, et se serait engagée dans une campagne conséquente. Mais elle ne se prévalait pas de façon systématique du label « Mouvement de la paix ». En effet, lors de son Conseil national d'octobre, l'organisation avait tenu à préciser qu'en dépit de l'émotion soulevée, d'autres secteurs du front sollicitaient une attention supérieure. Laurent Casanova en avait pris bonne note : si ces problèmes touchaient à « des intérêts élevés pour les peuples d'Afrique du Nord », ils mettaient également « en cause des intérêts français, comme ce fut déjà le cas en Indochine[27] », affectant « le renom

25. Roucaute (Yves), *Le PCF et l'Armée*, PUF, 1983, p. 120.
26. Bouayed (A.), *op. cit.*, p. 261.
27. Ce qui était une façon d'évoquer la perspective d'une séparation dans le cadre de l'« Union française », notion non encore désavouée officiellement par le PCF. En décembre, le CNP sera plus explicite en mettant (bien après le PCF, donc) au premier rang des conditions d'un règlement pacifique la « reconnaissance de l'idée nationale algérienne ». De toute façon, le Mouvement de la paix se devait de réagir à l'internationalisation du conflit marquée par l'inscription de la question algérienne à l'ONU.

de notre peuple et la position internationale de la France ». Il fallait donc à la fois « définir une position acceptable pour tous ceux qui composent notre Mouvement ou suivent avec sympathie notre action et ne pas limiter notre campagne pour la paix à cette seule question de l'Afrique du Nord ». À son tour, Gilbert Mury put expliciter dans *L'Humanité* du 3 octobre 1955 les propos de Casanova en observant que, malgré la gravité de la situation en AFN, la tâche essentielle du Mouvement de la paix restait bien d'« alerter l'opinion contre une reprise possible de la guerre froide ».

Forces et moyens

Cette activité repose sur un travail dont la direction déplore périodiquement qu'il ne soit pas assez pris en charge par l'ensemble des organisations du Parti. Mobilisables sur des objectifs ponctuels, les fédérations pèchent par manque de suivi dans ce domaine, certes central mais qui doit subir la concurrence d'autres secteurs du front. D'où une pédagogie visant à faire acquérir une « juste représentation » de ce qu'est le Mouvement :

> *« Le Mouvement de la paix est un mouvement de masse, à l'organisation duquel participent la classe ouvrière et son Parti, dans le cadre national et international. Le Conseil national de la Paix et le Conseil Mondial de la Paix en sont les expressions. Tous deux reposent sur des comités de base, conseils communaux et conseils départementaux, qui doivent tendre à devenir les organes de l'unité d'action politique des forces appliquées à la sauvegarde de la paix.*
>
> *Le CNP et le CMP s'appuient également sur les grandes organisations démocratiques, syndicats, femmes, jeunes, anciens combattants, résistants, sportifs, etc., qui soutiennent leurs campagnes et les aident à étendre leurs propres bases d'organisation.*
>
> *Les objectifs du MP sont limités à la sauvegarde de la Paix et ses formes d'action lui sont dictées par sa nature de mouvement démocratique. Les organisations de masse doivent donc, en outre, conserver leur propre liberté d'initiative et d'action dans le cadre général de la lutte des masses populaires pour la paix.*

Le Mouvement de la paix s'appuie d'autre part sur un certain nombre d'initiatives s'exerçant en quelques milieux sociaux ou professionnels : universitaires, juristes, ingénieurs, arts plastiques, etc. Elles ont pour objet de faciliter un premier effort d'organisation et de pénétration politique dans ces milieux. Elles reposent sur des bases particulières d'organisation et sur une plate-forme d'action plus restreinte. Elles se proposent des buts propres dont elles décident elles-mêmes. Elles doivent se développer librement mais avec le souci, pour les militants qui les animent, d'établir des rapports suivis de collaboration avec le Mouvement de la paix[28]. »

À tous les niveaux, on le voit, la participation de la classe ouvrière et de son Parti doit tenir compte à la fois de la nature de « mouvement démocratique » et du « cadre général de la lutte des masses populaires » pour la paix. À ce jeu, chaque militant sait par avance que le seul interprète autorisé du cadre général est le Parti (lui-même conçu comme élément d'un ensemble international), dont il doit faire prévaloir le point de vue. Le tout, dans le respect (reconnu au Mouvement comme il l'est aux syndicats) de sa propre « liberté d'initiative et d'action », étant entendu que celle-ci s'exerce dans le « cadre général » déjà défini... Parmi ces « initiatives », celles destinées à faciliter la « pénétration politique » de certains milieux sont le fait de militants certes respectueux des « buts propres » dont les organisations (professionnelles, corporatives, culturelles, etc.) « décident elles-mêmes » mais également soucieux de ne pas perdre de vue l'exigence de « collaboration avec le Mouvement de la paix ».

La description valant ici prescription, la détente ne s'est donc pas traduite par un desserrement du contrôle du PCF sur le Mouvement de la paix. Laurent Casanova, qui rapporte sur l'organisation devant le Bureau politique, voit son autorité affirmée devant le Comité central par l'approbation ouverte de Maurice Thorez et Jeannette Vermeersch[29]. Adjointe de Casanova pour le suivi du Mouvement, Yvonne Dumont est momentanément remplacée à ce poste par Pierre Villon[30], sans que

28. Annexe aux décisions du Secrétariat du 21 mai 1954, 24 mai 1954.
29. Comité central des 26-27 janvier 1955.
30. Décisions du Secrétariat, 17 mars 1953.

l'on puisse affirmer que cette décision corresponde à un signal remettant en scène cet ancien résistant, qui était également fils de rabbin, à l'heure où les Juifs soviétiques sortaient du cauchemar. Villon va pouvoir faire jouer son prestige de président du bras armé du Conseil national de la résistance au service de la lutte contre le réarmement allemand. Yvonne Dumont, dont l'affectation auprès de Casanova datait du printemps 1952 (époque peu consensuelle s'il en fût) venait de dénoncer, peu avant la mort de Staline, l'« opportunisme » dans le Mouvement. Son cas, à cheval sur l'UFF et le Mouvement de la paix fit l'objet d'une discussion au plus haut niveau avec Laurent Casanova. Elle fut confirmée au Bureau du Conseil national du Mouvement de la paix du 17 mai 1953 où elle se retrouva aux côtés de Mme Yves Farge, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Gérard de Bernis, le pasteur Francis Bosc, Laurent Casanova, Gilbert de Chambrun, Pierre Cot, Alain Le Léap, Jacques Miterrand, Gustave Monod, Pierre Parmentier et Fernand Vigne. En termes de ressources humaines, l'osmose entre les appareils est remarquable, les transferts s'opérant dans le même sens : ainsi de la mise à disposition de Félix Garcia comme administrateur général du Conseil mondial de la paix[31]. Ou encore de l'affectation de Jean Bourdarias à Prague, en tant que comptable au CMP[32]. Non content de maîtriser les nominations aux postes techniques sensibles, le PCF veille, à l'autre bout de la chaîne et sous l'autorité de Casanova, à populariser décisions et initiatives du Mouvement[33]. Il préserve la spécificité des opérations frontistes et l'équilibre entre les structures *ad hoc* en veillant à ce que le mouvement de la jeunesse en perte de vitesse n'apparaisse pas à la remorque du Mouvement de la paix comme en témoigne la directive suivante en date du 9 octobre 1953 :

> *« Constater affaiblissement sérieux et inquiétant des organisations de la Jeunesse. Sans mettre en cause l'importance et l'utilité politique des festivals mondiaux, en particulier l'éducation de la jeunesse dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, considérer que la participation française dans ces festivals doit être améliorée (préparation, nombre réduit de la*

31. Décisions du Secrétariat, 11-12 juillet 1953.
32. Décisions du Secrétariat, 5 février 1954.
33. Décisions du Secrétariat, 6 octobre 1953.

délégation, mais celle-ci plus représentative de la jeunesse française). Prendre toutes dispositions pour application décisions congrès FMJD et mot d'ordre festival Bucarest : "Paix et amitié entre peuples" en les mettant à portée de jeunesse française. Veiller à ce que le mouvement de la jeunesse n'apparaisse pas comme un appendice du Mouvement de la paix. »

Mieux encore, le PCF fixe lui-même le calendrier d'un Mouvement[34] à l'assise financière duquel, le 28 octobre 1954, il demande à ses organisations de contribuer. Il n'en est que plus à l'aise pour rappeler périodiquement qu'il n'est pas interdit de penser autrement que les communistes sur la paix pour lutter à leurs côtés dans le Mouvement, à ceci près qu'on ne saurait y admettre de placer sur le même plan les politiques extérieures des États-Unis et de l'URSS ainsi que se chargent de le rappeler avec force André Voguet et André Pierrard dans le même numéro de *France nouvelle*, daté du 20 novembre 1954.

La continuité de l'organisation fut assurée, après mars 1953, par le maintien de l'essentiel de son personnel dirigeant. Si l'organisation internationale se transporte de Prague à Vienne, la composition de son Conseil n'a guère subi de transformation majeure au bout d'un an et les Français y conservent une place proportionnellement importante avec un contingent de 27 membres (hors Outre-mer) contre 16 pour l'URSS (et 30 pour la Grande-Bretagne)[35]. Le pourcentage est encore plus élevé au niveau de la direction, puisque la présidence est toujours détenue par Frédéric Joliot-Curie, « prix Staline 1950 pour la promotion de la paix entre les nations », et que le Secrétariat général reste dévolu à Jean Laffitte, flanqué de De Chambrun (et de la Belge Isabelle Blume). Aux vice-présidences, Eugénie Cotton, Gabriel d'Arboussier et Louis Saillant occupaient déjà cette fonction en 1950, le départ d'Aragon n'ayant pas le sens d'un désaveu. Pas davantage que celui de De Boysson, alors en trajectoire ascensionnelle dans la Banque commerciale pour l'Europe du Nord dont il prendra la direction en 1957. Un entrant de marque au Conseil : Jean-Paul Sartre, dont la présence à l'affiche du Mouvement de la paix remplit désormais les salles, au grand dam des autres orateurs

34. Décisions du Secrétariat, 28 décembre 1953.
35. Bureau du Conseil mondial de la Paix, Vienne, 28-30 mars 1954.

inscrits après lui[36]. En un temps où il écrit (dans *Libération* du 15 juillet 1954) que « la liberté de critique est totale en URSS », il bénéficie logiquement de l'appui soviétique lorsqu'il doit subir la critique de Jean Kanapa. Alors que l'auteur des *Mains sales* se préparait à séjourner en URSS, le bénéfice politique escompté au plan international valait bien une autocritique de l'intellectuel communiste français qui s'exécuta sur l'autel de la solidarité anti-CED[37]. Jean-Paul Sartre publia alors la dernière partie de ses *Communistes et la paix* où il apportait de l'eau au moulin thorézien de la paupérisation de la classe ouvrière. Le fil directeur avec ses contributions parues précédemment sous ce titre tient en ce qu'il tente d'y expliquer la misère française par l'héritage de 1871, assumé par une bourgeoisie qui a placé, depuis la Commune, la société en état de guerre permanente. C'est le temps de *Nekrassov* : représentée pour la première fois le 8 juin 1955, cette pièce se caractérise par un virulent anti-anticommunisme. Cette année demeurera pour Sartre celle du rapprochement maximal avec le Mouvement communiste international. Si sa passion tiers-mondiste allait grandir parallèlement à l'intérêt éprouvé par Moscou à l'égard des « zones de paix » afro-asiatiques, elle possédait une large autonomie vis-à-vis de cette stratégie. Par contre son rapprochement avec l'URSS (davantage peut-être qu'avec le PCF) était conditionné, antérieurement à Bandoeng et à la guerre d'Algérie, par une haine de l'« ennemi intérieur » bourgeois et de sa face cosmopolite, les États-Unis. Cette phase philosoviétique fut donc, en toute logique, celle où Sartre se montra le plus sensible à la thématique de l'« indépendance nationale ». Le mythe de la reconquête par le prolétariat de sa propre patrie était en phase avec sa vision d'une bourgeoisie prompte à l'ostracisme. Dès lors, il lui permit de renouer avec des caractérisations jusque-là peu familières à ses lecteurs, du type de celles assignant aux Allemands la fonction traditionnelle d'« ennemis séculaires ». Telle fut selon lui « La leçon de Stalingrad », du titre d'une conférence

36. Note RG, 25 mars 1953.

37. Sur ce fabuleux épisode germanopratin qui valut à Kanapa le surnom de « crétin » dont l'affubla à vie Jean-Paul Sartre on consultera, outre la thèse de Streiff (G.) sur Kanapa (*op. cit.*, p. 213), les souvenirs de Daix (Pierre), *Tout mon temps. Révisions de ma mémoire*, Fayard, 2001, p. 362-364.

donnée salle Pleyel devant un auditoire réuni par France-URSS et publiée dans *France-URSS magazine* en avril 1955.

Si l'on excepte la figure sartrienne, les rapprochements consécutifs à la bataille de la CED sont essentiellement marqués par la coopération de gaullistes de gauche (Capitant, Debû-Bridel, Vallon) et par la montée dans les directions de personnalités chrétiennes issues de *La Quinzaine*, telles que Jacques Madaule (qui a adhéré dès 1952 et qui intègre le bureau du Conseil national) ou Jacques Chatagner, membre du Secrétariat. Mais le changement le plus important constaté à la direction du Mouvement, tant au plan français qu'international, ne suscite guère de réactions. Il est vrai que la disparition brutale d'Yves Farge, lors d'un voyage en URSS où il était allé recevoir son prix Staline, ne semble guère soulever de perplexité. À commencer par celle de son épouse qui continuera à faire briller son nom au panthéon du Mouvement. Nous n'avons pas trouvé à l'époque de sa disparition[38] de référence à l'hypothèse de sa liquidation *post mortem* par Staline suggérée par Andreï Sakharov[39] et qu'a évoquée devant nous Jerzy Borejza. Arkadi Vaksberg consacre à l'affaire dans son *Staline et les Juifs* quelques pages étayant de façon plausible une version qu'il est difficile de rattacher à de quelconques divergences politiques entre la direction soviétique et Yves Farge. Ce dernier aurait cherché à faire la lumière sur les responsabilités de Teimouraz Chavdia, neveu de l'épouse de Béria, dans des massacres de résistants et de prisonniers dans le sud de la France, pendant la guerre. Farge, au cours de son séjour en Union soviétique, arrivait à Tbilissi au moment même où allait se dérouler la révision du procès Chavdia dont il aurait été sur le point de demander l'extradition. Nous avons déjà noté que Charles Tillon, qui était proche du couple Farge, ne fait aucune allusion dans ses ouvrages aux rumeurs qui coururent dès cette époque sur les conditions de la disparition de Farge, rumeurs généralement assorties d'une explication (davantage en phase avec l'actualité) selon laquelle ce

38. Le 12 janvier 1957, *L'Humanité* donnera la parole à Charles Tillon afin de réagir à la publication de l'ouvrage de Hervé (Pierre), *Dieu et César sont-ils communistes ?* La Table Ronde, 1956, dans lequel la disparition de Farge est présentée comme un assassinat.
39. Sakharov (Andreï), *Mémoires*, Le Seuil, 1990, p. 186.

dernier aurait manifesté une curiosité déplacée à l'égard des « blouses blanches ».

Yves Farge ne fut pas remplacé à la présidence du Conseil national de la paix, à la suite du refus de Gustave Monod d'endosser cette fonction. Mais il est permis de douter que la collégialité existant au sein de la Commission nationale permanente ait accru la prise de distance du Mouvement avec le PCF. Quelle que soit l'envergure individuelle des militantes proches de « Fargette », force est de constater que la traduction de cette indépendance en termes de prises de position politiques peine à apparaître à l'observateur, même scrupuleux. Aucune trace de flottement n'est constatée dans les « décisions » du Secrétariat ou du Bureau politique. D'ailleurs, on peut tout aussi bien voir dans la place croissante occupée dans la vie du Mouvement par Bruguier, Biquard ou Alphandéry le reflet de la puissance organisée d'un appareil politique que la simple émergence de « personnalités », surtout quand celles-ci occupent elles-mêmes une position au sein dudit appareil. Bruguier et Alphandéry sont des militants chevronnés, quant à Biquard, il adhérera officiellement en 1977, à 76 ans…

La course aux personnalités est davantage ouverte lorsqu'il s'agit de faire relayer les positions et l'image du Mouvement devant l'opinion publique internationale. Si la France constitue alors un terrain parmi d'autres, et pas toujours le plus important, Joliot-Curie demeure la plaque tournante de cette quête aux célébrités. Le prix Staline de la paix poursuit un temps sa carrière. Pierre Cot, l'un des derniers bénéficiaires, est honoré à ce titre par Ilya Ehrenbourg dans les salons du Royal Monceau à Paris lors d'une cérémonie présidée par Aragon, le 18 mai 1954. Tous ne sont pas sensibles aux honneurs du « Prix international de la paix ». Déjà réticent face au congrès de Wroclaw, Albert Einstein persiste ainsi à décliner la proposition du Conseil mondial de la paix[40]. Le CMP est plus heureux avec Charles Chaplin, dont la coopération se traduit par la suggestion d'organiser la remise de la récompense à Londres plutôt qu'à Berlin. Le créateur de Charlot se montre en effet « convaincu que l'importance que pourrait avoir aujourd'hui une intervention de sa part en faveur de la paix dépendait en grande partie du fait de ne pas

40. Lettre d'A. Einstein à F. Joliot-Curie, 3 avril 1954. Einstein considère qu'il s'agit là d'une « quasi-political affair ».

apparaître devant l'opinion publique comme prenant parti, mais de conserver une position apolitique et indépendante[41] ». Joliot tient également une place signalée lorsque le Mouvement de la paix se lance dans un intense travail de lobbying sur la question du danger nucléaire[42]. Un dossier sur la question est ainsi envoyé à un nombre considérable de personnalités et d'élus (dont l'ensemble des conseillers généraux de France), ce qui entraîne en retour, pour le secrétariat de Joliot, le dépouillement d'un courrier considérable. Sa lecture permet de dégager l'extraordinaire hétérogénéité des réponses du groupe-cible, depuis celle du vieux pacifiste Théodore Ruyssen s'interrogeant sur le financement de cette « formidable et habile propagande » jusqu'à la demande de rendez-vous de Louis Vallon ou aux encouragements du frère Louis-Hugues Vincent, dominicain, membre de l'École française de Jérusalem s'associant aux « suggestions à la fois si chrétiennes et si humaines du Conseil mondial de la paix ». L'un des objectifs de ce *mailing* étant, selon Joliot, d'affiner l'argumentation en fonction des objections, nous ignorons l'exploitation qui en fut faite. Rappelons toutefois que quarante-huit heures plus tard après la confection de la lettre paraissait dans *L'Humanité* celle de Maurice Thorez à Henri Bordage « À propos des menaces atomiques » dans laquelle le secrétaire général du PCF demandait de ne pas se laisser aller à des « exagérations » sur le thème de la fin de la civilisation.

On a vu que ni le PCF ni Joliot ne souhaitaient aller à la rupture sur cette question. Sans doute n'avait-il pas échappé au physicien communiste que chez les dirigeants soviétiques, derrière le choc Malenkov-Molotov, on n'avait pas renoncé à la carte du désarmement atomique. Dans le cas contraire, comment expliquer la réapparition à Moscou, le 1er mars 1955, de Bruno Pontecorvo et le feu vert donné par les Soviétiques à son appel pour l'interdiction de ce type d'armes ? La lutte pour la paix devait désormais s'appuyer, comme l'avait bien compris Joliot-Curie, sur l'activité de membres reconnus de la communauté scientifique internationale. D'où le soin apporté à l'affaire de la déclaration Einstein-

41. Lettre de Jorge Zalamea, secrétaire du jury des prix internationaux de la paix, à Joliot-Curie, 20 mai 1954. Chaplin partagera le prix avec le compositeur Chostakovitch.
42. Lettre signée par Joliot-Curie et documentation, 1er mars 1955.

Russell « au sujet des armes nucléaires » à laquelle Joliot choisit de se rallier après avoir vainement tenté d'en infléchir la rédaction. Bertrand Russell rendit public le texte de l'appel le 9 juillet 1955. Joliot savait que la nomenklatura scientifique soviétique avait obtenu le feu vert de la direction soviétique pour tenter de se raccrocher à l'opération. Au cours de sa conférence de presse, Russell fit état des encouragements de Skobeltzyne. Celui-ci, en définitive, ne signa pas la déclaration[43]. La détente semble ainsi ouvrir des voies nouvelles à l'intervention politique, au point que certains s'interrogent, à la direction du Mouvement, sur la rentabilité de ces onéreuses machines à militer que sont les congrès internationaux du type Wroclaw, Pleyel, Varsovie ou Vienne[44]. L'investissement fut apparemment jugé toujours rentable puisque l'Assemblée mondiale pour la paix d'Helsinki, en juin 1955, mobilisa des ressources accrues par les nécessités de la mise en scène de l'ouverture vers les mondes afro-asiatiques, sans pour autant négliger les acteurs du théâtre européen. Le Mouvement de la paix, s'il gardait l'initiative nominale de ce type de manifestations, n'entendait pas les utiliser à son bénéfice organisationnel, selon une logique déjà proclamée à Vienne en 1952. Sans doute, certains pouvaient-ils s'émouvoir à l'idée que ce type de rencontres n'aboutisse à une dilution de l'identité, voire à une perte de substance organisationnelle. Mais comme l'avait expliqué Isabelle Blume, il s'agissait « moins de disparaître de la scène que de garder la direction du Mouvement[45] ».

43. *Cf.* Pinault (M.), *op. cit.*, p. 823.

44. Lettre d'Isabelle Blume à Joliot-Curie (transmise par ce dernier à Laffitte), 17 septembre 1953.

45. Note d'I. Blume à Joliot, 13 mai 1954.

Chapitre 11

« Plus catholiques que le Pape » : l'inoubliable 1956

De cette « inoubliable[1] » année 1956, une synthèse des rapports des préfets français retenait que « les événements internationaux ont eu un profond retentissement dans l'opinion publique et fait passer au deuxième plan les problèmes d'ordre intérieur. Jamais encore depuis 1945 l'actualité n'avait été suivie avec un intérêt aussi passionné. Jamais non plus depuis 10 ans le danger d'un nouveau conflit généralisé n'était apparu aussi proche ». Plus que la déstalinisation, la crise de Suez et la révolution hongroise étaient en effet lourdes d'implications géopolitiques qui les plaçaient de plein droit dans le champ des activités du Mouvement de la paix, la meilleure preuve en étant que l'organisation fut secouée au plan mondial par une crise d'ampleur inégalée. Enfin l'Algérie, quatrième pilier de la chronique de 1956, si elle bouleversait moins les chancelleries, tendait déjà à monopoliser les énergies militantes du PCF dans la question de la paix. Ces quatre défis étaient d'importance inégale : le XXe congrès était, davantage que la guerre d'Algérie, lourd d'effets déstructurants. Dans tous les cas, le parti de Maurice Thorez puisa dans un patrimoine éprouvé. Efficace lorsque les locaux du Parti sont menacés par la colère consécutive à l'écrasement des insurgés hongrois, sa gestion trouva rapidement ses limites lorsque les époux Thorez partirent en lutte contre le « néo-malthusianisme ». Le prétexte en fut fourni par l'ouvrage du journaliste communiste Jean Derogy *Des enfants malgré*

1. La formule est employée par le communiste italien Pietro Ingrao. Cit. *in* Lazar (Marc), « Unité et crises des PC ouest-européens 1947-1960 », *Communisme*, n° 29-31, 1992, p. 35.

nous. L'épouse du Secrétaire général fit connaître sa formule : « Depuis quand les femmes travailleuses réclameraient le droit d'accéder aux vices de la bourgeoisie ? » dans *France nouvelle* du 12 mai 1956. Éloigné en apparence de la « Lutte pour la paix[2] », l'épisode apparaît en réalité révélateur de ce patriotisme populaire internationaliste qui imprègne profondément la « Lutte pour la paix » à la française et qui nous semble tout entier contenu dans la devise de l'Union des femmes françaises : « Pour venger nos morts, donnons la vie. »

Le tout et les parties

La coexistence pacifique à l'heure du XXe congrès

Le jour même où s'ouvre le premier congrès post-stalinien du PCUS, Maurice Thorez publie simultanément dans la *Pravda* et *L'Humanité* une contribution remarquable par sa discrétion sur la « coexistence pacifique », thème alors abondamment mis en avant par la fraction Khrouchtchev-Mikoyan. Le temps d'apprécier le rapport de forces, et une deuxième intervention, reproduite dans *L'Humanité* du 18 février 1956, offrait toutes les caractéristiques d'un alignement sur les positions soviétiques, moyennant une feinte satisfaction devant ce qu'il présentait comme le ralliement de Moscou à ses propres thèses. Suprême élégance, Thorez s'y pose en effet en précurseur de l'idée de passage pacifique au socialisme en évoquant son interview au *Times* du 18 novembre 1946. Entre-temps, Khrouchtchev avait expliqué qu'une nouvelle guerre mondiale n'était plus « *fatalement* inévitable ». Consacré aux essais thermonucléaires soviétiques, le film « strictement confidentiel » et terrifiant projeté pendant le congrès à la délégation du PCF [3] prenait tout son sens : il était certes

2. Précisons qu'une figure éminente du Mouvement de la paix, Emmanuel d'Astier de La Vigerie, était à l'origine d'un projet de loi déposé le 23 février 1956 à l'Assemblée et visant à l'abrogation des articles de la loi de 1920 proscrivant la contraception.
3. Témoignage de Youri Pankow, *in* Pinault (M.), *op. cit.*, p. 945.

désormais infiniment préférable de passer en dessous du seuil nucléaire, mais l'impérialisme ne pouvait plus ignorer que, dans la guerre de classe internationale, jamais le prolétariat international n'avait eu à sa disposition une telle capacité militaire.

Pratiquant le tri sélectif sur ces problèmes dans l'édition des morceaux choisis du XXe congrès, la direction du PCF est confrontée à d'autres priorités. Après qu'un Comité central houleux se fut, le 22 mars, polarisé davantage sur la question de Staline que sur celle du lien entre guerre et révolution, Maurice Thorez prit le temps de flanquer sa réprobation des « atteintes à la légalité socialiste » constatées avant 1953 d'un *aggiornamento* théorique :

> « *[Les] données réelles de l'histoire contemporaine permettent de surmonter totalement la contradiction formelle qui avait subsisté jusqu'à présent entre la proclamation par les communistes du caractère* non fatal[4] *de la guerre, leurs appels à l'action des masses contre le fléau et leur attachement à la thèse périmée du caractère* inévitable[5] *dans les conditions de l'impérialisme. On ne saurait donc surestimer l'importance de la position théorique nouvelle élaborée par le XXe congrès, position qui doit favoriser un essor vigoureux de l'action des partisans de la paix.*[6] »

Si le lâcher de lest témoigne du caractère secondaire du clivage, dans la mesure où Molotov lui-même avait imprégné son discours au congrès de l'air ambiant, Thorez prend soin de rappeler que sur le front intérieur, le recours à la violence « ne dépend pas de la classe ouvrière mais de ses agresseurs », en foi de quoi il sera certainement nécessaire (même en système parlementaire) de « recourir à la violence révolutionnaire contre la violence réactionnaire ». Le PCF, qui a certainement en tête une idée assez précise du sort à réserver à sa propre bourgeoisie, se retrouve dès lors à gauche du représentant soviétique à l'ONU, Sobolev, qui n'hésite pas à faire miroiter une perspective révolutionnaire « sans insurrection armée ni guerre civile, sans effusion de sang, sans répression ouverte dictatoriale, à l'égard de la bourgeoisie, sans privation de ses droits électoraux,

4. Les italiques figurent dans le texte.
5. *Id.*
6. *L'Humanité,* 27 mars 1956.

autrement dit, grâce à sa limitation et à son évincement par des méthodes de la démocratie ordinaire ». On ignore quelle fut la réaction de Maurice Thorez face à ce type de considérations. Peut-être était-il perplexe face à la notion de « démocratie ordinaire », il est vrai passablement obscure, surtout dans la bouche d'un responsable soviétique. Ou bien tout simplement, en héritier d'une tradition ouvrière victimaire, refusait-il de se lier les mains face à une « bourgeoisie » qui à ses yeux s'incarnait davantage dans les Versaillais, les pelotons de 1917, les Sections spéciales et, maintenant, les unités d'élite d'Algérie, que dans ses collègues du Palais-Bourbon.

La perspective « démocrate ordinaire » n'était envisageable qu'au prix d'une mobilisation constante des « forces de paix », ce qui redorait le blason d'un Mouvement de la paix dont certains s'étaient pris, alors que fleurissait la détente, à douter de l'utilité. La décision de maintenir en activité le mouvement est réglée au printemps[7] et officiellement avalisée par le Bureau de juin, même si une adaptation est jugée nécessaire. Le CMP estime en effet que si la détente a « fortifié les courants de neutralisme et d'indépendance qui existent dans de nombreux pays », on n'aboutira pas plus au règlement des problèmes internationaux « sans le concours des peuples entraînés dans la politique des blocs que sans celui des pays qui ont affirmé comme l'Inde et la Yougoslavie leur indépendance à l'égard de ces blocs ». Joliot mit à profit les possibilités désormais offertes par la conjoncture politique pour mettre en place à Paris ce qu'il dénomme, dans une correspondance avec Isabelle Blume, un « cabinet » autour du Président (lui-même) essentiellement destiné à l'établissement de contacts avec des « représentants d'organisations internationales et des personnalités ». On ne parvint pas pour autant à enrayer la « baisse sérieuse de l'activité des grands mouvements nationaux » et, de façon générale, « la baisse rapide de l'intérêt pour le Mouvement ».

Pourtant la prise en considération désormais officielle de la particularité du dégât nucléaire améliorait la position de Joliot-Curie. Le physicien communiste semblait d'ailleurs se satisfaire de la politique suivie par le PCF, en une période où il portait le deuil de son épouse Irène récemment disparue. Parfaitement muet sur la question épineuse entre toutes de Staline, il accéda directement, sans passer par le stade habituel de la suppléance, au Comité central à l'occasion du XIVe congrès, qui se tint

7. Lettre de Joliot-Curie à Isabelle Blume, 26 mai 1956.

au Havre du 18 au 21 juillet 1956. La quasi-totalité des acteurs contemporains perçut son intervention comme une marque d'allégeance envers la direction du PCF. Et du côté de celle-ci, son intervention était supposée avoir eu « une grande influence sur les intellectuels troublés ». Tel est en tout cas le vœu formulé par Eugénie Cotton dans une lettre adressée le 21 août 1956 à Joliot. Peut-être le physicien se satisfaisait-il de voir le Conseil mondial de la paix en phase avec une diplomatie soviétique mettant à l'honneur les vertus de l'*arm's control* et donnant l'exemple de spectaculaires réductions d'effectifs. Tenue à Stockholm du 5 au 9 avril 1956, une session spéciale du Bureau du CMP fit du désarmement le « problème-clé de la situation présente » et développa une analyse centrée sur les dividendes de la paix, ces derniers permettant la création d'un fonds de développement et l'expansion des échanges internationaux. Dans un contexte marqué par l'émergence du tiers-monde, la notion de « développement » est désormais associée à la lutte pour la paix, même si le PCF ne s'empare pas immédiatement de l'expression, davantage réservée aux forums internationaux et à la propagande dans les pays anglo-saxons et scandinaves. Le Parti préfère mettre en avant les retombées intérieures du désarmement. Son intérêt pour la question n'allait pas faiblir durant l'année, du moins si l'on s'en tient à la lecture des décisions. Sur le terrain, il en allait autrement dans la mesure où l'énergie militante était sollicitée par la question alors dominante en France, ce dont la direction tint compte dès les premiers pas de la campagne :

> *« Contribuer au succès de l'action du Mouvement de la paix sous le double mot d'ordre : le désarmement et le cessez-le-feu et la négociation en Algérie. Si elles sont liées dans l'action, il importe de ne pas subordonner la solution réciproque de ces deux questions*[8]*. »*

Il apparaît difficile d'établir des synergies entre les deux campagnes, sauf en d'éphémères circonstances telles que l'anniversaire de la disparition de Belaïd Hocine, cet employé communal algérien mort au combat contre « Ridgway-la-peste[9] ». Et lorsque des journées d'action couplent les deux thèmes, à l'image de celle organisée les 16-17 juin « pour le

8. Décisions du Bureau politique, 18 avril 1956.
9. *L'Humanité*, 29 mai 1956.

désarmement, pour la paix en Algérie », le second vient implacablement occuper le centre des activités militantes[10] :

> « *Tout en multipliant les efforts en faveur de la Paix en Algérie, le mouvement français de la Paix devrait accorder une plus grande attention aux questions du désarmement et pour l'arrêt des expériences nucléaires. Sur ces bases, démarches vers PS et personnalités. Demander aux organisations du Parti de contribuer succès pétition nationale du MP en faveur P en Algérie*[11]. »

La référence aux socialistes ne tourne plus à vide. Le gouvernement Guy Mollet est revenu sur l'interdiction formulée en 1951 à l'encontre du CMP, permettant ainsi la tenue d'un Bureau à Paris du 23 au 26 juin. D'où un coup de chapeau adressé dans *L'Humanité* du 27 mars 1956 à Jules Moch, qui représentait la France depuis 1953 à la sous-commission des Nations unies pour le désarmement et dont la stature politique s'était accrue. L'insertion de la France dans une coalition doit pourtant inciter à la vigilance et conduit à « critiquer la position de la France à la sous-commission du désarmement, qui a abandonné certaines propositions positives pour adopter un projet commun franco-britannique, lequel est en retrait par rapport au projet français[12] ». Par où l'on retrouve une préoccupation essentielle à la base de la coexistence pacifique, à savoir la volonté d'exploiter les dissensions qui ne doivent pas manquer de se produire dans le camp impérialiste si celui-ci se sent moins menacé. C'est ainsi que Khrouchtchev avait, lors du XXe congrès, clairement affiché son intention d'envenimer les rapports franco-allemands, l'axe Washington-Bonn en voie de constitution risquant selon lui de ravaler la France à « une puissance de troisième ordre »[13]. L'importance du maillon faible de l'OTAN était certes atténuée aux yeux d'un Khrouchtchev enclin à privilégier le dialogue avec les États-Unis. Pourtant, la visite de Guy Mollet à Moscou ne pouvait manquer de susciter quelques espoirs. Facétieux, le leader de la SFIO se paya même le luxe de faire

10. *Le Combat pour la paix*, n° 94, juin 1956.
11. Décisions du Bureau politique, 13 juillet 1956.
12. Décisions du Bureau politique, 29 mars 1956.
13. Cit. *in* J.C. Romer, *op. cit.*, p. 117.

figurer parmi les toasts qu'il porta le 14 mai au Kremlin la formule selon laquelle « jamais le peuple de France ne fera la guerre à l'Union soviétique », ce à quoi Khrouchtchev répliqua plus sérieusement :

> *« Si vous n'acceptez pas notre amitié, et de cela je vous avertis, nous nous entendrons avec l'Allemagne. Nous sommes en 1939. Il faut se décider rapidement. Sinon vous serez isolés. C'est pourquoi je bois à l'amitié franco-soviétique*[14]. »

Toute la difficulté résidait dans la conciliation des deux orientations de la politique extérieure soviétique, à savoir la détente en Europe et l'offensive en Orient, politique qui se précisait à propos du conflit israélo-arabe et, par ricochet, en Afrique du Nord. À ce jeu, la France qui était impliquée sur les deux fronts ne pouvait guère persévérer sur la voie de l'« amitié » avec Moscou. Toute l'obstination de Maurice Thorez à préserver les chances de dissociation du bloc impérialiste en favorisant le gouvernement Guy Mollet se brisa sur cette réalité.

La « paix en Algérie » à l'heure du Front républicain

L'année 1956 fut celle où le slogan « Paix en Algérie » commença à constituer la trace principale de l'activité communiste sur les murs de France. La première référence au mot d'ordre dans les synthèses préfectorales figure dans le rapport de mars 1956. En avril, département après département, les autorités considèrent que l'Algérie est désormais devenue le « cheval de bataille » du Parti. À la différence de l'Indochine, la question des conscrits est au centre de l'*agitprop* et le PCF demande à ses Jeunesses de « développer leur campagne pour le retour des soldats qui sont en Algérie et contre l'envoi du contingent[15] ». Après que la décision d'utiliser les appelés eut été prise le 11 avril, l'agitation s'étend et les autorités s'inquiètent :

> *« Troublés par certains événements tels que la démission de M. Mendès France, inquiets des conséquences financières des opérations militaires,*

14. Cit. *in* Lefebvre (Denis), *Guy Mollet, le mal aimé*, Plon, 1992, p. 213-214.
15. Décisions du Secrétariat, 26 février 1956.

> *les esprits ne conservent plus cette imperméabilité à la propagande communiste qui avait été observée le mois dernier. La facilité avec laquelle s'est accréditée dans certains départements la nouvelle que les rappelés auraient constitué de véritables maquis est à cet égard symptomatique*[16]. »

Pouvoir et anticommunistes ne sont d'ailleurs pas les seuls à évoquer l'efficacité de l'activité communiste et l'on supposera ici que les adhésions motivées par les actions menées par le PCF pour s'opposer à l'effort de guerre français contrebalancèrent quantitativement les défections motivées par l'anticolonialisme. Dans l'Isère ou la Loire-Atlantique, la guerre d'Algérie fut ainsi l'occasion de diverses entrées en PCF. Les actions pouvaient prendre des formes diverses, à l'image de ce boycott organisé par les municipalités communistes contre les collectes destinées aux enfants d'Algérie, initiative dont le caractère tranchant par rapport aux préoccupations humanitaires dominantes se voulait porteur d'un haut niveau d'exigence politique. Sans doute, la CGT des ports et docks ne revient pas en 1956 sur le refus opposé à ses militants proches du FLN de renouer avec les pratiques à l'honneur pendant la guerre d'Indochine. Les usines ne se signalèrent pas davantage par des actions comparables à celles enregistrées pendant ce même conflit. Quant aux pétitions en faveur du cessez-le-feu, l'absence de bilan et la rareté des relances dans les décisions confirment les rapports officiels soulignant qu'elles furent loin d'atteindre au succès de leurs devancières[17]. L'attitude du PCF suscita de ce fait quelques déceptions dans ses rangs et même à l'extérieur, tant son prestige révolutionnaire restait grand. *L'Humanité* dut tracer quelques limites aux impatiences :

> *« Nous apprenons que certains individus se présentent à des camarades ou à des militants d'organisations démocratiques comme délégués du PC algérien ou habilités comme lui. Il ne peut s'agir là que de vulgaires provocateurs ; ils doivent être reçus comme tels en pareil cas. Il doit en être de même de tout individu qui préconiserait des actes allant à l'encontre de la politique de masse du PCF*[18]. »

16. Synthèse des rapports de préfets, mai 1956.
17. Synthèse des rapports préfectoraux, octobre 1956.
18. *L'Humanité*, 4 juillet 1956.

Franchir la ligne rouge du soutien direct au FLN resterait un motif d'exclusion. Mais pour la majorité des militants, les distinguos entre « paix », « indépendance » et autres marqueurs de ligne politique n'étaient guère perceptibles. Si l'article de Maurice Thorez paru le jour de l'ouverture du XXe congrès ne réservait que quelques lignes à l'Afrique du Nord, sa traduction dans la *Pravda* pouvait au moins laisser penser que cette façon de voir les choses était partagée par les Soviétiques. Pour apprécier à ce stade la position de ces derniers, on nous permettra de citer ici un compte rendu britannique faisant état de propos tenus par l'ambassadeur soviétique Vinogradov. Celui-ci avait reproché au diplomate Jean-Marie Soutou la disparition de la France en Indochine et redoutait une éventualité similaire en Afrique du Nord. D'où découlait pour le PCF le double impératif de soutien aux intérêts nationaux en Algérie et d'alliance avec la SFIO. Les diplomates occidentaux étaient d'accord pour considérer qu'à l'indépendance les Soviétiques préféraient la situation d'affaiblissement de l'Ouest produite par la prolongation d'une lutte. Le soutien logistique mesuré apporté au FLN, via l'Égypte, dut certainement apporter de l'eau au moulin des tenants de cette thèse. Sans doute, le modérantisme soviétique sur l'Algérie, en ce début de l'année 1956, est-il gros de difficultés pour le Parti, confronté à une aile soucieuse d'engagement aux côtés du FLN. Mais en même temps, une certaine retenue sur la question n'était pas sans bénéfice politique dans la mesure où une large part de la base, y compris ouvrière, n'était pas insensible au caractère brutal de certains épisodes peu faits pour accroître la sympathie à l'égard des nationalistes algériens. Ainsi de celui survenu près du village de Palestro le 18 mai 1956, au cours duquel dix-huit appelés sont massacrés par le FLN. Ou encore, le 30 septembre, de l'explosion de bombes dans deux cafés d'Alger, qui donna le signal d'une vague de terrorisme urbain. On peut en tout cas juger de l'effet produit dans l'opinion quand on se souvient que Simone de Beauvoir, dont les sympathies sont connues, évoque encore dans sa *Force des choses* l'image d'une jeune fille mutilée par un attentat FLN…

Maurice Thorez avait clairement fait savoir que la question algérienne ne devait pas borner l'horizon du Parti :

> *« Le Parti communiste n'a pas voulu sacrifier le tout à la partie. Il a subordonné son attitude dans une affaire très importante, mais pourtant délimitée, à la préoccupation essentielle qui l'inspire : préserver les possibilités*

> *d'un large développement du Front unique avec les ouvriers socialistes, y compris par le cessez-le-feu et la solution pacifique du problème algérien*[19]. »

Cette volonté faisait pendant à une attitude de plus en plus fréquente chez les tenants de l'Algérie française et qu'illustre à ravir la formule : « L'Afrique du Nord, épisode camouflé de la guerre froide »[20], titre de l'éditorial du n° 5 de *Bled*, revue destinée aux militaires servant en Algérie. Dénuée d'ancrage dans la réalité algérienne, génératrice de graves mécomptes du point de vue même de ses adeptes, elle n'en renvoyait pas moins à une internationalisation du conflit que le FLN était d'ailleurs le premier à appeler de ses vœux. La question de l'insertion de la guerre d'Algérie dans les relations internationales n'échappe pas davantage au PCF, qui déplore (contrairement aux Soviétiques...) que la prolongation des hostilités fasse le jeu de l'axe Bonn-Washington en Europe. Plus ouvertement khrouchtchévien, Pierre Cot affiche sa prédilection pour l'extension des « zones de paix » lorsqu'il fait mine de constater que les peuples arabes s'engagent vers le neutralisme et ne se laissent pas « entraîner dans la politique des blocs ». À toutes fins utiles, il met également en garde les musulmans « contre la xénophobie, le fanatisme et la guerre sainte car la lutte pour l'indépendance doit tenir compte des situations existantes et des droits acquis ».

La multidimensionnalité de l'objet « guerre d'Algérie » apparaît ainsi dans les « décisions » de la direction communiste, qui la fait figurer sous le chapeau « politique intérieure », alors que les déplacements de ses militants dans les départements d'Afrique du Nord sont étiquetés « déplacements à l'étranger ». Les lendemains de la journée du 6 février 1956, dite « des tomates[21] » voient le PC prendre acte du « recul de Guy Mollet » et réaffirmer la nécessité de « reconnaître le fait national algérien[22] ». Mieux :

19. *L'Humanité*, 27 mars 1956.
20. *Cf.* Pervillé (Guy), « Anticommunisme et décolonisation », *Communisme*, n° 62/63, 2000, p. 130.
21. À Alger, une manifestation européenne avait déterminé Guy Mollet à renoncer à l'installation du gouverneur Catroux. Le président du Conseil avait alors donné à sa politique un infléchissement « Algérie française » qu'il avait défendu le 16 devant l'Assemblée.
22. Décisions du Bureau politique, 16 février 1956.

les militants sont invités à « détruire le slogan "l'Algérie c'est la France" par une décision du Bureau politique en date du 1er mars 1956. En foi de quoi, les travailleurs algériens doivent être considérés comme des étrangers. Des étrangers qui, certes, doivent être défendus contre le « racisme » et le « chauvinisme[23] » mais qui n'en sont pas moins d'ores et déjà des « immigrés ». À ce titre, ils relèvent de la décision suivante :

> *« Le gouvernement veut faire payer à la classe ouvrière les frais de ces guerres. Tout en continuant à défendre les revendications des travailleurs immigrés en France, demander que, pour les secteurs de l'industrie où il y a du chômage, il ne soit plus fait appel à la main-d'œuvre immigrée[24]. »*

Cette prise de position est là pour rappeler que l'analyse de la situation demeure marquée par le souci sans cesse martelé de la prise en compte dans cette affaire des « intérêts français[25] ». Ses dirigeants partageaient avec les élites du temps une vision de la puissance nationale largement héritée de la première moitié du siècle. On peut ainsi considérer que le recours à des notions telles que le « prestige », l'« influence » ou le « rayonnement de sa culture dans le Moyen-Orient[26] » traduisaient une perception géopolitique du fait national dont l'expression manifestait autre chose que la simple nécessité de se garder contre les accusations de « nationalisme étranger ». Tel est le cas lorsque Maurice Thorez évoque « la présence d'un million d'Algériens d'origine française et européenne, dont l'immense majorité n'a rien à voir avec le colonialisme[27] ». On suppose que les Juifs d'Algérie, citoyens français à part entière mais dont les antécédents « européens » étaient souvent problématiques se voyaient ainsi inclus dans l'ensemble ainsi délimité, comme ils l'étaient d'ailleurs aux yeux de la plupart des contemporains. En Algérie, en tout cas, les grenades qui éclataient dans les synagogues et les cafés fréquentés par les Juifs ne contribuaient pas à crédibiliser les messages délivrés par le FLN au plan international et visant à lui conférer une image de tolérance

23. Décisions du Secrétariat, 21 juin 1956.
24. Décisions du Bureau politique, 26 novembre 1956.
25. Décisions du Bureau politique, 5 avril 1956.
26. *Cahiers du communisme*, décembre 1956, p. 1481.
27. *L'Humanité*, 2 mars 1956.

ethno-religieuse[28]. Peu à l'aise sur ce terrain, la presse communiste préféra se montrer discrète sur cet aspect de la question algérienne.

Depuis la journée du 6 février 1956 qui a vu l'entrée en scène bruyante de ceux que l'on commençait à dénommer « Pieds-noirs », la question de leur devenir sur la terre algérienne constitue en effet un sujet d'actualité. Lors du débat sur les pouvoirs spéciaux, Guy Mollet s'est élevé contre le danger lié à l'avènement d'un « État indépendant musulman d'Algérie », perspective qui « reviendrait à éliminer la population d'origine européenne », ce qui lui avait valu une réplique assurée de Raymond Guyot : « Personne n'y pense, Monsieur le président du Conseil ![29] ». À une époque où le terme d'« épuration ethnique » n'existait pas, peu nombreux étaient ceux qui auraient publiquement assumé le coût politique de la comparaison avec les Sudètes expulsés de la Tchécoslovaquie. C'était pourtant le cas de l'anticolonialiste Robert Bonnaud, qui avait, alors qu'il était étudiant communiste, suivi les cours du géographe (non moins communiste) Jean Dresch sur l'Algérie[30]. Plutôt que de relayer les positions équivoques du FLN sur la question, le PCF préfère accréditer la fiction d'une « résistance algérienne » multiethnique. Il monta ainsi en épingle, peu après son démantèlement, la composition d'un réseau mis en place par le PCA et comprenant « 19 Algériens musulmans, 4 Juifs, 18 d'origine française ou espagnole ». De ce dernier avatar du mythe du *salad bowl* national algérien, on crut – sans guère de succès – trouver la personnification en la personne d'un martyr, l'aspirant Maillot, tué par l'armée française le 5 juin 1956 après avoir déserté en avril avec un convoi d'armes. Méconnaissant le caractère ethnico-confessionnel de l'État que souhaitent bâtir les indépendantistes, Maurice Thorez croit en effet lire dans l'actualité, lors du XIVe congrès du PCF, la confirmation de son pronostic de 1939 sur la « nation algérienne en formation ». Désormais, explique-t-il, le processus est parvenu à maturité, ce qui autorise la présence dans l'Algérie nouvelle de « tous ceux qui travaillent, quelle que soit leur appartenance ethnique ». Derrière

28. *Cf.* Monneret (Jean), *La phase finale de la guerre d'Algérie*, L'Harmattan, 2000, p. 226 *sq.*

29. Lefebvre (Denis), *op. cit.*, p. 196.

30. *Cf.* Evans (Martin), *The Memory of Resistance. French Opposition to the Algerian War (1954-1962)*, Oxford/New York, Berg, 1997, p. 167.

ce discours lénifiant, les communistes savent également user du précepte léniniste « un seul pas en avant des masses ». Sans tapage, dans un article paru dans le numéro de juillet 1956 de *La Pensée* Jean Dresch place ainsi l'accent sur la dimension arabo-musulmane de l'Algérie, quitte à réduire la composante berbérophone au statut de mythe colonial.

Sur tous ces points, le congrès du Havre ne se singularisa pas par un avant-gardisme radical. Même le retrait des thèses de la notion d'« Union française » n'était pas censé signaler de tournant majeur. En tout cas, Georges Cogniot avança cette explication : « Le mot Union française disparaît du vocabulaire politique et juridique en usage ; il ne correspond plus à la situation. La Commission de l'Assemblée nationale a écarté, au cours d'un réexamen du texte VIII de la Constitution de 1946, l'expression[31]. » On assura n'avoir « aucun motif doctrinal d'abandonner ce terme », synonyme selon le parti de « libre association, sur la base de la légalité, entre la France et l'Algérie ». L'option demeurait donc ouverte, une fois la paix revenue, d'une présence algérienne « au sein d'une Union constituée entre la France et tous les pays d'Outre-mer », formule qui, dans les thèses, remplace désormais la défunte « Union française ». Une perspective fondamentalement étrangère au FLN.

Avec la nature de la nation algérienne et les relations du nouvel État avec la France, la place à accorder au Front constituait le troisième élément du contentieux entre le PCF et la tendance hégémonique du nationalisme algérien. La rituelle exigence de négociation « avec les représentants qualifiés du peuple algérien » ne pouvait satisfaire le FLN dans la mesure où le mot d'ordre incluait « l'ensemble des courants du mouvement national »[32]. La question « discuter avec qui ? » devait suffisamment intriguer les militants pour que Léon Feix éprouvât le besoin de répondre que « les Algériens désigneront eux-mêmes leurs représentants[33] » sans pour autant indiquer les procédures visant à garantir la représentativité desdits représentants. Et de fait, le PCF repousse la perspective (qui est *a priori* celle de Guy Mollet) d'élections destinées à dégager des interlocuteurs dans la négociation qu'il affirme appeler de ses vœux. Mais il ne franchit

31. Dazy (Pierre), *La partie et le tout, le PCF et la guerre franco-algérienne*, Syllepse, 1990, p. 42.
32. *L'Humanité*, 3 mars 1956.
33. Le *Combat pour la paix*, n° 94, juin 1956.

pas encore le pas de la reconnaissance exclusive du FLN, à la différence de Pierre Cot qui, dans un meeting tenu le 27 mai à Lyon voit déjà le peuple algérien uni derrière son Armée nationale de libération.

Les choses bougent à Moscou où un pas important est franchi en juillet 1956 lorsque Khrouchtchev affiche son soutien à l'indépendance algérienne. La Fédération syndicale mondiale avait d'ailleurs ouvert la voie le 9 juin par une déclaration en ce sens alors même que le FLN a fait adhérer sa propre centrale, l'UGTA, à la CISL, concurrente directe de la FSM. Le PCF semble pour l'instant préférer la formule de négociation « y compris avec ceux qui se battent », ce qui soulève périodiquement indignation ou sarcasmes de la part du FLN. Il va sans dire que la position communiste, qui peut apparaître « modérée » (nous dirions plutôt, pour notre part : irréaliste), doit être resituée dans un contexte où, sur le champ des forces politiques françaises, le PCF apparaissait comme la moins éloignée du défaitisme internationaliste qui seul trouvait grâce, hier comme aujourd'hui, aux yeux des gauchistes. Le FLN, qui choisit de ne pas le reconnaître, préfère jouer la carte de la franche délimitation :

> *« Non seulement les communistes algériens n'ont pas eu assez de courage pour dénoncer cette attitude opportuniste du groupe parlementaire, mais ils n'ont pas soufflé mot sur l'abandon de l'action concrète contre la guerre d'Algérie : manifestations contre les renforts de troupes et de matériel de guerre, grèves des transports, de la marine marchande, des ports et des docks. Le PCA a disparu en tant qu'organisation sérieuse* à cause surtout de la prépondérance en son sein d'éléments européens [je souligne, YS] *dont l'ébranlement des convictions nationales algériennes artificielles a fait éclater les contradictions face à la résistance armée*[34]. »

Les pouvoirs spéciaux attribués à Guy Mollet auraient été de toute façon votés même sans le concours du PCF. Ils sont devenus le symbole d'une certaine capitulation devant la social-démocratie et le social-chauvinisme. Les explications de vote témoignaient déjà des réticences rencontrées à l'époque :

34. « Plate-forme de la Révolution algérienne », adoptée au Congrès de la Soumam, 20 août 1956, *in* Dazy (R.), *op. cit.*, p. 104.

> *« Le parti par son vote ne donne pas une approbation aux mesures militaires du gouvernement en Algérie mais veut réaliser les conditions maximum pour aboutir à la Paix en Algérie* [...car] *il ne veut pas permettre aux partisans de la politique de guerre à outrance de revenir au pouvoir*[35]*. »*

Les justifications restent muettes sur la politique étrangère. Mais le premier acte majeur de défiance, à savoir l'abstention du 6 juin dans la question de confiance, intervint *après* le voyage de Mollet et Pineau à Moscou. Le rejet, le 28 juillet, des crédits militaires ne peut s'analyser à partir de la seule conjoncture courte. Le budget Défense est loin de concerner la seule Algérie et il est difficile de croire qu'une politique gouvernementale différente dans ce domaine aurait pu conduire à une autre décision. Quant au refus de la confiance, il intervient le 25 octobre, à une date où la crise de Suez a fini de disloquer le Front républicain.

Crises internationales

Suez et Israël

La politique arabe de l'Union soviétique ne pouvait manquer d'avoir des conséquences néfastes pour le PCF en ce qui concernait ses relations avec les Juifs de France. La direction communiste française procéda en conséquence aux ajustements organisationnels jugés nécessaires à l'orée d'une zone de turbulences :

> *« Proposer Pierre Daix pour assister au Congrès des intellectuels d'Israël. Demander à la direction de* L'Humanité *de mieux suivre l'activité du PC d'Israël. Afin d'améliorer le travail parmi les Juifs et d'examiner certains problèmes qui se posent parmi les Juifs membres du Parti réunir les camarades responsables du secteur juif (Servin). Proposer un camarade français afin de renforcer la direction politique de ce travail (Roucaute). Relever de la commission nationale le camarade Graud. Avoir une discussion avec*

35. Décisions du Bureau politique, 12 mars 1956.

> *les communistes qui sont à la direction de l'UD Seine pour leur demander de voir comment solutionner les questions de syndicats juifs. Rappeler que l'orientation du journal juif est donnée par la direction du Parti*[36]. »

Les décisions ne se montrent guère explicites quant à la nature des « problèmes qui se posent parmi les Juifs » mais on peut supposer que chez ces derniers (communistes y compris) les tensions au Proche-Orient comme en Afrique du Nord étaient perçues avec une acuité particulière. Sans doute les liens des ashkénazes (encore majoritaires sur la rive nord de la Méditerranée) n'étaient-ils pas toujours des plus étroits avec les sépharades du Maghreb. Au fait du sort réservé à leurs « coreligionnaires » dans les États arabo-musulmans du Proche-Orient, la majorité de ces derniers n'avait guère envie de troquer la condition de citoyen français vivant en République pour celle de *dhimmi*. Peut-être les Juifs de métropole étaient-ils plus au diapason de l'opinion commune qui, à partir de juin, s'inquiète de « l'action de l'URSS auprès des pays de la Ligue arabe », y voyant « de nouvelles sources de difficultés pour la politique française en Algérie et des risques d'aggravation du conflit latent entre l'Égypte et Israël[37] ».

Ce sentiment ne pouvait que s'accroître à la suite de la nationalisation du canal de Suez par Nasser, le 26 juillet. Fondamentalement, le PCF n'était pas disposé à se ranger inconditionnellement aux côtés de Nasser[38]. Comme l'Union soviétique, le Parti a été surpris par l'événement[39]. Le lendemain de l'annonce faite par Nasser, les décisions restent silencieuses sur ce point, dans l'attente d'une définition de la ligne de conduite soviétique dans cette affaire. Compte tenu des éclaircissements fournis par Moscou, le PCF arrêta sa position le 2 août :

> *« Nationalisation canal Suez coup porté à impérialisme. Le gouvernement français est le plus frénétique pour préconiser mesures de force contre Égypte, il est prêt à créer un autre foyer de guerre. Montrer que la France a tout à perdre à se laisser entraîner dans un nouveau conflit alors qu'une*

36. Décisions du Secrétariat, 27 avril 1956.
37. Synthèse des rapports des préfets, juin 1956.
38. Voir le témoignage de Philippe Robrieux in *Notre génération communiste*, *op. cit.*, p. 108-109.
39. Rucker (Laurent), « L'URSS et la crise de Suez », *Communisme*, n° 49-50, 1997, p. 158.

> *attitude de compréhension contribuerait à rehausser son prestige international, notamment en Égypte. »*

En la circonstance, et contrairement à d'autres conjonctures où le PCF criait « au loup » de façon mécanique, la décision est en prise sur la réalité puisque le gouvernement souhaite réellement en découdre, taraudé qu'il est par le remords des capitulations face au nazisme. Force est donc au PCF de répliquer :

> *« Réfuter l'argument qui tend à identifier l'acceptation de la nationalisation du canal avec la capitulation de Munich : Munich consistait à céder aux exigences de l'impérialisme le plus agressif et conduisait à la guerre alors que la nationalisation du canal est une mesure tendant à l'indépendance du peuple égyptien et va dans le sens du renforcement de la paix, et est conforme au droit des peuples à disposer d'eux mêmes*[40]*. »*

Généralement avide de précédents historiques, le PCF joue ici à contre-emploi. Il est vrai qu'en cette année où le passé a explosé au visage du mouvement communiste international, la direction thorézienne est moins disposée que jamais à laisser quiconque instrumentaliser une histoire des années 1930/1940 sur laquelle elle s'arc-boute pour mieux faire accroire que l'épopée national-communiste française n'a rien à voir avec le prétendu cauchemar soviétique. Thorez donna lui-même en exemple son prétendu « Appel du 10 juillet » 1940 en montrant la nécessité de ne pas confondre le « culte de la personnalité » et les rapports d'« affection et de confiance » pour le dirigeant autour duquel les masses étaient conviées à serrer les rangs dans des circonstances exceptionnelles telles que la guerre.

Alors que Paris, Londres et Tel-Aviv peaufinent leur dispositif militaire, la direction du PCF se trouve dans la même incertitude que celle régnant à Moscou quant aux intentions occidentales. La propagande joue sur le terrain même du gouvernement, à savoir le lien entre Alger et Suez. Sa tonalité générale demeure celle du « risque pour la paix mondiale[41] ». Le temps passant, on se prend pourtant à évoquer un recul

---

40. Décisions du Bureau politique, 2 août 1956.
41. Déclaration de la CA/CGT, *Le Peuple*, n° 513, 1er septembre 1956.

de l'impérialisme, l'absence apparente de réaction occidentale étant mise au crédit des « forces de démocratie et de paix » et démontrant « la justesse de la thèse sur la possibilité de conjurer la guerre ». La prudence reste de mise : ainsi lorsque les dirigeants socialistes français font l'objet, le 5 septembre, d'une violente attaque dans la presse soviétique, le PCF emboîte le pas à sa façon : « Faire le procès des dirigeants socialistes du gouvernement en veillant à la forme afin de ne pas compromettre mais de développer le Front unique qui reste la chose essentielle. » Le tact est d'autant plus de mise que le colonel Nasser ne fait pas l'unanimité chez les alliés ainsi qu'en témoigne la déclaration du Bureau du Mouvement de la paix français du 13 septembre 1956 :

> *« Quel que soit le jugement qu'il porte sur l'acte du gouvernement égyptien nationalisant la Compagnie du canal de Suez, aucun Français, soucieux de l'intérêt national, ne saurait admettre de son gouvernement une politique qui comporte délibérément le risque d'ajouter une guerre contre l'Égypte à la guerre en cours en Algérie*[42]*. »*

L'existence de divergences est confirmée par le fait que le secrétariat de Joliot a dactylographié à son intention un courrier, que l'on suppose de ce fait représentatif, par lequel une personnalité du Mouvement dénonce le fait que celui-ci soit lié dans l'affaire de Suez à la diplomatie « russe », notamment par la présence à sa direction de personnalités soviétiques liées à leur gouvernement[43]. Cette appréciation se serait sûrement vue confortée si son auteur avait pu prendre connaissance d'une lettre alors adressée le 17 septembre depuis Delhi à Joliot par Isabelle Blume. Dans ce courrier, la militante belge faisait état d'une mission qui l'avait conduite (« à l'appel de Khrouchtchev », dit-elle) en Indonésie, Afghanistan, Inde et Ceylan avant de s'achever (en évitant Israël) en Égypte « pour voir les amis et le colonel Nasser auprès de qui je suis introduite ». L'affaire de Suez est donc délicate et jugée comme telle par

---

42. *Le Combat pour la Paix*, n° 95, octobre 1956.
43. Daté du 29 septembre 1956, le document ne mentionne malheureusement pas l'identité de l'expéditeur. Un numéro de téléphone à Montferrand par la Bastide d'Anjou (Aude) était indiqué, mais nos demandes de renseignement auprès de France Telecom et des Archives départementales n'ont pas été couronnées de succès.

les instances régionales du PCF, qui se contentent de reproduire scrupuleusement les textes produits à Paris sans courir les risques de déviation inhérents aux adaptations originales sur des dossiers insuffisamment maîtrisés[44].

Le 29 octobre, le déclenchement des hostilités trouva le PCF dans l'incapacité de mobiliser pour des raisons tenant à la relative popularité de l'aventure dans l'opinion, à la brièveté de la crise et à l'attitude initialement prudente de l'URSS, ceci sans même mentionner la coïncidence de l'équipée avec la tragédie hongroise. Lors du débat parlementaire du 30 octobre, les députés communistes (et progressistes) durent mêler leurs suffrages à ceux des seuls poujadistes, peu soucieux de « se battre pour la reine d'Angleterre ». Devant le Comité central, Laurent Casanova ne consacra à l'affaire qu'une incidente, le temps d'expliquer la « retenue » observée pendant plusieurs mois chez les impérialistes franco-britanniques par la « pression des peuples », en fait surtout observée, précisait-il, chez les travaillistes britanniques. Ce qui revenait à dire que la « classe ouvrière française » ne s'était pas sentie suffisamment mobilisée[45]. De même les décisions sont-elles peu prolixes sur la question, à l'exception toutefois de celle adoptée au plus fort de la crise et demandant de « développer le travail dans le secteur juif[46] ».

Le PCF ne porta pas à son crédit le retrait des troupes françaises : « Les efforts de l'URSS pour rétablir la paix en Égypte ont brisé l'agression impérialiste, ce qui a grandement renforcé sa position internationale[47]. » Le PCF demeura discret sur la position des États-Unis. L'attitude d'Eisenhower alimenta pourtant en France (et chez les Européens d'Algérie en particulier) un violent anti-américanisme qui ne pouvait guère attrister le PCF, mais les « décisions » n'en firent pas davantage état que de la manœuvre financière dont fut victime la Livre sterling avec la bénédiction du gouvernement américain. On se félicita donc une nouvelle fois de ce que « les événements de la dernière période (surtout en Égypte) confirment les justes appréciations du XXe congrès sur la possibilité de conjurer les guerres à notre époque[48] ». La menace (le bluff ?) nucléaire

44. Synthèse des rapports préfectoraux, octobre 1956.
45. Enregistrement du CC, 1er novembre 1956.
46. Décisions du Secrétariat, 31 octobre 1956.
47. Décisions du Bureau politique, 10 novembre 1956.
48. Décisions du Bureau politique, 10 novembre 1956.

soviétique conférait désormais un contenu dissuasif à la « conjuration des guerres » au prix, une fois de plus, d'une relativisation du Mouvement de la paix. Ce dernier, secoué par la crise hongroise, put à tout le moins se retrouver le 18 novembre à Helsinki sur la base d'une commune condamnation de la France, de la Grande-Bretagne et d'Israël. La résolution demandait le retrait des troupes étrangères d'Égypte, formule qui, on le verra, ne fut pas retenue en ce qui concerne la Hongrie.

La tâche de la direction du Mouvement était d'autant plus facile dans cette affaire que le Comité national de Paix d'Israël n'avait pas été convié à la rencontre. Meir Yaari, président du CNP d'Israël s'adressa à Joliot-Curie pour lui faire part de la position de son organisation. Celle-ci mettait l'accent sur une dimension capitale de la question, à savoir « le refus obstiné des États arabes de reconnaître l'État d'Israël ». Tout en condamnant le « colonialisme » des franco-britanniques, elle dissociait le cas de ces derniers de celui d'Israël qui n'avait jamais condamné la nationalisation. Le traitement de ces épineuses questions était d'autant plus difficile que le PCF se privait volontairement de contacts directs avec le PC d'Israël[49], alors que ces débats agitaient les Juifs de France. Les questions israélienne et hongroise pouvaient bien évidemment conjuguer leurs effets dans ces milieux, comme semble le montrer la décision prise le 20 décembre : « Faire les remarques du Secrétariat aux camarades Youdine et Crom pour leur comportement à propos des événements de Hongrie et demander à Youdine de publier un article dans *Presse nouvelle* pour condamner la décision d'ouvrir une souscription et sa publication dans le journal des anciens combattants juifs. » Au-delà, l'attitude du PCF affectait de façon générale, tous ceux qui voyaient dans la défense d'Israël comme la continuation (...ou la compensation) de leur attitude pendant la Seconde Guerre. C'est ainsi que Gustave Monod, à qui avait été proposée en son temps la succession de Farge, adressa à Joliot une lettre de démission du Bureau du Mouvement de la paix français, en raison du soutien donné à ce Nasser « dont le racisme et le nationalisme représentent tout ce que nous avons combattu pendant la Résistance[50] ». Monod reviendra sur sa décision deux semaines plus tard[51] : il argua d'une répugnance

49. « Adresser seulement un message au congrès du PC d'Israël », Décisions du Secrétariat, 10 octobre 1956.

50. Lettre de G. Monod à F. Joliot-Curie, 28 février 1957.

51. Lettre de G. Monod à F. Joliot-Curie, 14 mars 1957.

instinctive à se « ranger parmi les lâcheurs », surtout en une période où les défections se multipliaient dans son milieu consécutivement aux « événements de Hongrie ».

Révoltes à l'Est, dissidences à Paris

Dès le début des crises en Pologne et en Hongrie, le PCF perçoit qu'il n'y a rien à attendre de positif du processus en cours. Il opte délibérément pour une tactique en hérisson, demandant de ne publier « que les informations positives qui aident le mouvement ouvrier international ». Depuis le XXe congrès, pourtant, cette démarche n'est pas aussi simple qu'il y paraît, même si le Mouvement communiste mondial se refait provisoirement une unité sur le dos des insurgés hongrois. Les temps changent :

> *« Il faut faire connaître notre position sous une forme appropriée pour le dehors bien entendu : on ne peut pas aujourd'hui réagir contre les choses que nous n'approuvons pas comme nous avons réagi en 1948 contre le parti yougoslave. Ne pas donner l'impression de nous immiscer dans les affaires intérieures du Parti polonais mais dire notre opinion sous une forme appropriée*[52]*. »*

Même la question de la sacro-sainte défense de l'Union soviétique laisse une place à la tactique :

> *« L'Union soviétique ce n'est pas seulement la question des rapports entre États ou de la coexistence.* L'Union soviétique c'est l'une des données de la conscience de classe révolutionnaire du prolétariat français. [je souligne, YS] *Cela nous donne le devoir de dire les choses d'une autre façon que ne peuvent le dire les camarades soviétiques car cela concerne notre indépendance nationale. Cela nous regarde de notre point de vue de révolutionnaires français en lutte contre la bourgeoisie française. Certains disent "vous êtes plus royalistes que le Roi" ; ce sont des bêtises, il y a des choses qui doivent rester de notre compétence*[53]*. »*

52. Intervention de Waldeck Rochet devant le Comité central, 1[er] novembre 1956.
53. Intervention de Laurent Casanova devant le Comité central, 1[er] novembre 1956.

Thorez figure alors, avec Tito et Togliatti, dans le groupe de dirigeants communistes européens qui fit pression sur Khrouchtchev afin que celui-ci mît un terme à l'émancipation hongroise. À la différence du Comité central consécutif au XXe congrès[54], nulle voix discordante ne se fait entendre à propos des révoltes qui secouent l'Est européen. Waldeck Rochet soulève l'approbation enthousiaste (« Très bien ! ») de Maurice Thorez lorsqu'il impute au « rapport attribué au camarade Khrouchtchev » une part de responsabilité dans les événements. L'intervention du futur successeur de Thorez jette d'ailleurs quelque lumière sur l'interprétation que ce dirigeant – qui laissa à sa mort un souvenir de « modéré » – donnait à la « marche non nécessairement sanglante » vers le socialisme :

> *« Comme si la lutte de classe était en voie de dépérissement et comme si l'on pouvait tranquillement donner la liberté à tout le monde et pour commencer aux ennemis, cela au nom de la démocratie [...] Gomulka pose le problème de la démocratie un peu comme un démocrate bourgeois. Même pour le XXe congrès, dans la période de transition ("qui l'emportera ?") l'exercice de la dictature du prolétariat suppose une lutte acharnée, une limitation des libertés pour les ennemis de classe : c'est ce qui manque dans le rapport de Gomulka. »*

Gomulka, après tout, n'avait jamais agité le spectre de la sortie de la Pologne hors des rangs du pacte de Varsovie. Dès lors, il ne fallait pas s'attendre à la moindre indulgence vis-à-vis d'Imre Nagy :

> *« Le PC aurait dû se battre avec l'aide des troupes soviétiques pour écraser la contre-révolution. Nagy a trahi en pleine bataille, après avoir été liquidateur. Il s'est déshonoré comme communiste*[55]*. »*

« Des hommes d'États ouvriers qui placent l'Union soviétique dans cette situation sont coupables », renchérira Casanova à la bruyante satisfaction de Maurice Thorez. Aussi n'hésite-t-il pas à qualifier leur comportement de « criminel », anticipant ainsi sur le verdict de mort

54. Le CC du 22 mars 1956 n'avait toutefois pas remis en question la politique *extérieure* de Staline.
55. W. Rochet, *ibid.*

bientôt prononcé à l'encontre d'Imre Nagy avec la pleine approbation de Maurice Thorez (et de Togliatti). Il s'agit au fond d'un crime contre la paix, dont la puissance soviétique est garante :

> *« Les camarades en Pologne et Hongrie ont mis l'URSS dans une position fausse et dangereuse : ou désavouer par ses actes la doctrine qu'elle professait ou compromettre par ses actes la sécurité du camp socialiste. Je rappelle que le corps de bataille de l'Armée rouge est en Allemagne orientale, que les lignes de communication traversent la Pologne et que la Hongrie ouvre l'accès au Danube, aux États balkaniques et à la Turquie*[56]. »

Avec pareille disposition d'esprit, on ne s'étonnera pas de la profonde satisfaction avec laquelle la direction du PCF accueillit le règlement de la question hongroise ni du fossé existant avec ceux qui font connaître publiquement leur désaccord. La « lutte pour la paix » prenait, comme déjà en 1939 en Pologne, la forme d'un *panzercommunisme*[57] incompréhensible pour des personnalités déjà ébranlées par le XXe congrès et, eurocentrisme aidant, plus sensibles au sort de Budapest qu'à celui de peuples asiatiques non moins maltraités que les Hongrois. Pour certains ex-compagnons de route, parmi lesquels Jean Cassou et Claude Aveline, l'épisode confirma le bien-fondé de leur attitude de 1948, lorsqu'ils mirent en doute les accusations portées contre Tito. On ignore l'accueil réservé à Belgrade à leur demande instante d'intervention yougoslave auprès de Moscou « en faveur de l'indépendance de la Hongrie socialiste » alors même que Tito avait donné son feu vert à l'intervention. Mais la direction du PCF se préoccupa davantage de circonscrire l'effet des pétitions circulant dans l'intelligentsia communiste. Muet sur la question fondamentale, à savoir l'intervention armée en Hongrie, le texte le plus connu, œuvre d'Hélène Parmelin, assistée de Victor Leduc et Jean Chaintron, signé notamment par Picasso et Henri Wallon préfère mettre l'accent sur la « pauvreté invraisemblable d'informations » et le « voile de silence » qui avaient laissé les esprits « ou bien désarmés, ou bien prêts à

56. L. Casanova, CC du 1er novembre 1956.
57. Les signataires de la pétition « Contre l'intervention soviétique » (Sartre, Vercors, Vailland, Prévert…) parue dans *France Observateur* du 8 novembre 1956 affirment que « le socialisme, pas plus que la liberté, ne s'apporte à la pointe des baïonnettes ».

céder à toutes les tentations qu'entretenaient, de leur côté, nos adversaires ». Manifestement la ligne de faux patriotique adoptée afin, dira Casanova, de « ne pas jeter le trouble dans la classe ouvrière[58] » se révélait, pour la première fois à cette échelle, inopérante dans le système français. La simple *agitprop* en faveur de la « lutte pour la paix » rencontrait cette fois-ci les mêmes limites que les propagandes de guerre, la situation étant d'autant plus intolérable chez les croyants que ces derniers, à la différence des citoyens d'une nation au combat, avaient accès à la propagande adverse.

La partie fut encore plus rude pour Laurent Casanova lorsqu'il dut se rendre à Helsinki afin de participer à une conférence réunissant le 18 novembre 1956 membres du Bureau du CMP et dirigeants de mouvements de la paix nationaux, à l'exception notable, on l'a dit, de celui d'Israël. On apprit par un communiqué public sur les « tragiques événements de Hongrie » l'existence de « sérieuses divergences à la fois dans le Conseil mondial et dans les MP nationaux ». L'euphémisme fait alors florès chez les communistes et leurs compagnons de route. On le retrouve dans la laborieuse déclaration du CNP français, « unanime à regretter la tragique effusion de sang provoquée par les événements de Hongrie » et qui adressait « au peuple hongrois dans ses épreuves le témoignage de sa fraternelle sympathie ». La façade fut préservée en raison du désir ressenti par nombre de compagnons de route de conserver le cadre d'une unité d'action avec les communistes. Plusieurs personnalités membres du Mouvement avaient ouvertement condamné l'intervention soviétique, allant parfois, comme Jean-Paul Sartre, jusqu'à annoncer leur rupture avec les communistes. Elles se retrouvent pourtant au Conseil national des 1er-2 décembre 1956 qui déboucha sur une motion décalquée de celle d'Helsinki. Casanova avait reçu mission un mois plus tôt de soumettre un texte sur la Hongrie au Bureau du CNP. Le délai écoulé montrait qu'il n'est pas aisément arrivé à ses fins, ce que confirme son intervention devant le Comité central des 20-21 novembre où il parlait d'« équilibre politique dans le Mouvement entre nous et les autres » (progressistes, catholiques…). Il y lançait un appel à la présence, lors du prochain Conseil, de l'ensemble des dirigeants membres du Comité national du Mouvement de la paix afin de contrer l'offensive qu'il sentait se développer. À Helsinki comme à Paris, on aboutit en définitive à un

58. L. Casanova, CC du 1er novembre 1956.

constat qui préservait l'unité du Mouvement et qui rencontra l'assentiment des représentants de l'Est : le CMP s'y présentait comme « unanime à regretter la tragique effusion de sang d'octobre et novembre » mais la question du retrait des troupes soviétiques s'y voyait subordonnée à la signature « d'un accord entre la Hongrie et l'URSS ».

La réunion d'Helsinki avait été organisée à la demande instante du Mouvement de la paix italien où, comme en Grande-Bretagne et en Scandinavie, les réactions à l'intervention soviétique avaient été les plus violentes, sans commune mesure avec la France. L'unité du Mouvement était en jeu, et cette question tendait à se focaliser, aux yeux de Joliot-Curie[59], sur la personne de Pietro Nenni, l'une des éminences du Mouvement qui entendait dénoncer « la carence pour ne pas dire pire (bien que je pense beaucoup pire) du Mouvement de la paix dans les tragiques événements de Hongrie ». Pour tout dire, il considérait l'intervention soviétique comme « une faute tragique et un danger pour la paix[60] ». Joliot voulut surseoir à la publication de la déclaration d'Helsinki, le temps de parvenir à un accord avec Pietro Nenni, mais le texte fut porté à la connaissance de l'opinion par la presse est-allemande. Roger Mayer fut alors envoyé en Italie pour rapprocher les points de vue entre Mouvements de la paix français et italien, ainsi que l'établit sa lettre à Cot et d'Astier datée du 5 décembre 1956. La mission semble avoir été aussi infructueuse que les tentatives faites, au même moment, par le PCF pour aboutir à une déclaration commune avec le PCI sur les « événements ». Pour la direction du PCF, l'affaire était d'autant plus embarrassante qu'à Helsinki les interventions « nennistes » furent de fait approuvées par les représentants du PCI. Les Italiens furent parmi les plus agressifs lorsque d'Astier proposa la formule finalement adoptée et qui était le fruit d'un compromis entre ceux qui exigeaient une condamnation de l'URSS et ceux qui auraient bien vu le CMP saluer l'Armée rouge pour avoir déjoué à Budapest les plans des fauteurs de guerre impérialistes comme elle était supposée l'avoir fait à Suez. Le renvoi à une négociation directe entre Hongrie et URSS de la présence de l'Armée rouge représentait le point extrême des concessions auxquelles était disposée la délégation emmenée par Ehrenbourg. Les communistes présents travaillèrent selon Casanova en heureuse harmonie avec leurs

59. Décisions du Bureau politique, 10 novembre 1956.
60. Lettre de Pietro Nenni à Joliot-Curie, 16 novembre 1956.

camarades soviétiques, au point de mériter une fois de plus, selon d'Astier, l'épithète de « staliniens endurcis ». Il est vrai que leur position apparaissait modérée, si l'on en croit notre source, par rapport à celle des Chinois et des délégués afro-asiatiques (Inde et Japon en tête) qui firent bloc autour de l'URSS, sans même parler des pays arabes « pour qui tout ça c'était des histoires à dormir debout ». De quoi relativiser les grandes manœuvres amorcées en France dans le Mouvement de la paix :

> *« Au fond de quoi s'agit-il avec toute cette agitation avec d'Astier et Sartre et quelques catholiques ? Et bien il s'agit de donner corps à l'intérieur du mouvement à la manœuvre amorcée par* L'Observateur *et par* L'Express *et cette manœuvre consiste à démoraliser les socialistes et les communistes en les renvoyant dos à dos et gagner par ce moyen sur les uns et les autres afin de trouver une base de masse pour ce qui n'était jusqu'ici qu'une agitation politique. Le but est clair : il s'agit pour ces bourgeois de s'installer de la sorte entre le PS et le PC en position d'arbitre et, dans leur suffisance bien connue, de s'y installer pensent-ils en position dirigeante. »*

Confirmée par des décisions ultérieures, cette nécessité de « combattre l'entreprise tendant à substituer au Front unique une alliance avec la fraction libérale de la bourgeoisie[61] » devenait l'une des principales leçons des « tragiques événements ». Pour le reste, et compte tenu du « sursaut antifasciste » dont la classe ouvrière était créditée depuis le 7 novembre[62], il fallait à la fois compter sur la volatilité de l'actualité et sur la permanence des questions de fond, tout en gardant à l'esprit l'essentiel : « Le gouvernement et la bourgeoisie vont exploiter. Et alors ? L'URSS a brisé l'impérialisme en Égypte et la tentative contre-révolutionnaire en Hongrie. Voilà les faits et c'est ça qui compte pour l'avenir et pas les campagnes idéologiques[63]. »

---

61. Décisions du Bureau politique, 12 décembre 1956.
62. De violents affrontements avec les communistes marquèrent, le 7 novembre, une manifestation parisienne hostile à l'intervention soviétique en Hongrie. À la différence de 1952, le PCF était sur la défensive. On releva plusieurs dizaines de blessés dont trois (deux militants cégétistes et un postier FO) décédèrent par la suite. *Cf.* Tartakowsky (D.), *Les manifestations de rue, op. cit.*, p. 646-647. Voir aussi Bernard (Jean-Pierre A.), « Novembre 1956 à Paris », *Vingtième siècle*, avril-juin 1991.
63. L. Casanova, Comité central des 20-21 novembre 1956.

Chapitre 12

La guerre accoucheuse : d'un régime, l'autre (1957-1958)

Deux mois après le tumultueux automne 1956, le calendrier intérieur français reprend ses droits. À Montluçon, ville ayant accueilli de nombreux réfugiés hongrois, le PCF appose un texte – « La vérité éclate » – où l'on apprend que l'Armée rouge a sauvé la paix du monde en Hongrie, qui serait devenue un foyer de guerre si les fascistes locaux avaient pris le pouvoir[1]. Le tirage de 100 exemplaires doit être placé au regard de celui (800) réalisé dans la même ville afin d'exiger la « paix en Algérie ». La guerre d'Algérie permet alors de resserrer les rangs lorsque sourdent les interrogations. Ainsi, à la *Nouvelle critique*, la rédaction s'interroge-t-elle sur « le schématisme, ou la confusion de Staline sur les questions de la guerre ou de la paix » ? Il est alors décidé que Jean Suret-Canale consacre son éditorial du numéro de janvier 1957 à l'Algérie. Celle-ci reste le plus petit dénominateur commun avec les partenaires-concurrents habituels du PCF, cette « nouvelle gauche », avec laquelle le front unique n'est pas toujours chose facile. Non que le souvenir de Budapest empoisonne les rapports, mais ses interlocuteurs ne partagent pas toujours sa vision planétaire et témoignent qui plus est d'un sentiment européen peu en cours dans les rangs du Parti. Tous ces blocages jouent leur rôle dans la faible capacité du PCF à dévier le cours

1. Rapport du préfet de l'Allier, 20 janvier 1957.

des choses. Comme dans le cas de la république précédente, en effet, la guerre a raison du régime. Comme en 1940, le PC n'y est pour rien et, surtout, n'en retire aucun bénéfice immédiat. Lorsque s'estompent les perspectives, il est tentant de hausser le ton : la « voie pacifique » vers le socialisme fait les frais du durcissement[2] et la direction communiste française enregistre avec satisfaction la déclaration khrouchtchévienne selon laquelle « contre l'ennemi, il faut appliquer les méthodes de Staline qui se résument en un mot : l'écraser[3] ».

Il n'y a pas que l'Algérie

Une unité compromise mais maintenue

Sans qu'il ait à forcer son talent sur ce point, l'attitude de Khrouchtchev s'explique partiellement par le souci de faire bonne figure vis-à-vis de la Chine et de ses propres opposants. Sur ce terrain, le PCF ne peut que le suivre. L'insistance mise à rappeler que les propositions soviétiques « vont dans le sens des deux pays, donc de la France[4] » ne peut dissiper la réalité de l'ancrage occidental. D'où un dialogue de sourd perpétuel avec la direction socialiste qu'illustre l'échange suivant en date du 21 mai 1957, alors que Guy Mollet vient d'engager la responsabilité de son gouvernement :

> *[G. Mollet] « Nous direz-vous si le Parti communiste est d'accord pour la liberté de passage dans le canal de Suez ? »*
> *[W. Rochet] « Nous ne subordonnerons pas toute la politique française à Israël. »*

2. Voir sur ce point la critique par Roger Garaudy des positions italiennes dans les *Cahiers du communisme* de janvier 1957 (cit. in *Étapes et problèmes*, *op. cit.*, p. 427-428).
3. « Un nouveau stalinien, M. Khrouchtchev », éditorial du *Monde*, 3 janvier 1957.
4. Décisions du Secrétariat, 23 mai 1957.

[G. Mollet] « C'est exact ! Vous préférez la subordonner sans cesse à la Russie. C'est la raison pour laquelle je ne vous ai jamais situé à gauche mais à l'Est, où vous êtes et où vous resterez.[5] »

Cette fidélité à l'Union soviétique se compliquait de l'allégeance à l'égard du clan Molotov-Kaganovitch-Malenkov[6], éliminé à la suite du Plenum des 22-29 juin 1957. En la circonstance, le secrétaire général du PCF prenait conscience des rapports de force en URSS. Il avait eu de bonnes raisons de se sentir proche de la vision développée par Molotov lors de la tentative d'élimination de Khrouchtchev, selon laquelle il fallait moins que jamais s'écarter de la « position léniniste fondamentale sur l'utilisation des "fissures, des contradictions dans le camp impérialiste"[7] ». Cette analyse valorisait en effet considérablement la position du PCF et de sa direction dans le champ international, à la différence de la politique suivie par Khrouchtchev, qui tendait à privilégier le tête-à-tête avec les États-Unis. Les 4-5 juillet 1957, devant le Comité central consécutif à l'éviction de Molotov, Maurice Thorez parvint une fois encore à voir dans l'issue des journées d'affrontement la mise en application de ses propres intuitions. Se réjouissant de l'affaiblissement franco-britannique, il l'attribuait à « la force du camp socialiste, la force des États englobés dans la zone de Paix, la force du Mouvement de la paix dans tous les pays capitalistes » avant de communier au sein de l'orthodoxie khrouchtchévienne sur la « possibilité d'éviter la guerre à l'époque actuelle ». Ceux qui auraient souhaité des éclaircissements sur les véritables enjeux en étaient pour leurs frais. Après tout, la politique extérieure de Khrouchtchev n'était certainement pas le grief essentiel du clan stalinien Molotov-Kaganovitch ou du techno-bureaucrate Malenkov. Mais du point de vue thorézien, un moyen comme un autre de retarder l'heure du bilan du stalinisme était d'attirer l'attention sur les enjeux de politique extérieure. Ce pourquoi des instructions furent données à la presse en ce sens[8].

---

5. Cit. *in* Vigreux (Jean), *Waldeck Rochet. Une biographie politique*, La Dispute, 2000, p. 158-159.
6. Daix (Pierre), *Tout mon temps. Révisions de ma mémoire*, Fayard, 2001, p. 123.
7. Intervention de Molotov au plenum du CC du PCUS, 24 juin 1957.
8. Décisions du Secrétariat, 17 juillet 1957.

Ces questions conservaient en revanche une importance décisive dans les relations entre Moscou et Pékin. Une semaine avant la signature d'un accord militaire soviéto-chinois, Khrouchtchev avait tenu à rouvrir un vieux dossier en faisant part de sa certitude quant à la victoire du socialisme à l'issue d'un conflit mondial[9]. Sans doute y aurait-il à déplorer des « pertes colossales » mais au moins les survivants voudront-ils « en finir une fois pour toutes avec le régime social qui engendre les guerres et qu'ils établiront dans leur pays le régime socialiste ». De son côté, le dirigeant chinois avait renchéri, lors de la conférence mondiale des PC tenue à Moscou du 16 au 19 novembre 1957, sur le mode d'une macabre et optimiste comptabilité que l'on ne jugea pas opportun de publier à l'époque :

> *« Peut-on dire combien de victimes fera une nouvelle guerre ? Peut-être le tiers des 2,7 milliards d'habitants du globe soit seulement 900 millions d'êtres humains... J'ai discuté de cette question avec Nehru. Sur ce point il est plus pessimiste que moi. Je lui ai dit que si la moitié de l'humanité périssait, il resterait l'autre moitié, l'impérialisme serait complètement détruit, il n'y aurait que le socialisme dans le monde entier et, en un demi-siècle ou en un siècle, la population augmenterait de nouveau, même de plus de la moitié. »*

On ignore quelle fut la réaction du secrétaire général du PCF, alors que Philippe Robrieux n'hésite pas, sur la base notamment de confidences de dirigeants du PCI faites aux « pro-italiens » de l'UEC, à parler de l'« alliance Thorez-Mao[10] ». On peut seulement constater qu'à l'époque l'appréciation chinoise n'empêcha pas un accord général autour d'un « manifeste pour la paix » et de la reconnaissance d'un statut équivalent aux voies violentes et pacifiques vers le socialisme. La prudence thorézienne s'explique d'autant mieux que les relations Moscou-Pékin ne se dégradent véritablement qu'à l'été 1958, à la suite d'une proposition soviétique de coopération navale que Mao perçut comme une volonté déguisée de contrôle du littoral chinois[11]. Jusqu'à la date-butoir

9. Interview au *New York Times*, 7 octobre 1957.
10. Robrieux (P.), *Histoire intérieure du PC*, *op. cit.*, p. 484-485.
11. Sur les entretiens Khrouchtchev-Mao des 31 juillet et 3 août 1958 à Pékin, *cf. Cold War International History Project* n° 30, p. 37-40.

de notre étude, le PCF prend donc acte d'un leadership soviétique reconnu par les Chinois eux-mêmes. Khrouchtchev n'en était que plus à l'aise pour renouer avec l'idée selon laquelle, en cas de conflit nucléaire, « littéralement, tout peut être balayé de la surface de la terre[12] ». Réplique à la doctrine américaine de « dissuasion graduée » selon laquelle il serait possible de limiter géographiquement l'emploi de l'arme nucléaire, le discours du Premier secrétaire s'appuyait sur les constatations de savants « désormais connues de millions de gens simples dans le monde ».

Si cette intervention ne fit l'objet d'aucune référence dans les décisions du PCF, elle donnait une nouvelle fois de l'importance en France à Joliot-Curie. Celui-ci eut l'honneur d'entretiens à Moscou au plus haut niveau[13], le 15 mai 1958. On ignore le contenu du message de Khrouchtchev qu'il fut chargé de transmettre à Maurice Thorez, mais le fait que Roger Mayer, qui l'accompagnait, ait été tenu à l'écart de l'entretien est peut-être un signe selon lequel les Soviétiques cherchaient à placer Joliot dans des conditions plus favorables afin, éventuellement, de prendre quelque distance avec le clan thorézien. Sans pouvoir aller plus avant faute de documentation, on peut toutefois constater qu'en France les manifestations contre le danger nucléaire n'ont pas la même ampleur qu'en Grande-Bretagne. Bien sûr il n'est pas exclu que la relative inculture atomique de la direction du PCF, conjuguée à la forte connotation khrouchtchévienne qu'aurait impliqué un investissement massif dans ce domaine, ait joué son rôle dans la faiblesse de la mobilisation. Si l'absence de bombe nationale en France n'explique pas tout (le mouvement ne décollera pas davantage après 1960), on peut provisoirement retenir, pour comprendre le décalage existant en 1957-1958 avec la Grande-Bretagne, la tétanisation de l'opinion par la question algérienne, comme on le verra plus loin à propos de la campagne contre les rampes de lancement.

L'absence de polarisation du champ politique sur les questions nucléaires ne permet pas de vérifier l'existence de clivages sur ce point dans le Mouvement de la paix. En revanche, alors que la manifestation la plus voyante des désaccords avait eu pour mobile la Hongrie, les désac-

12. Discours électoral de Khrouchtchev, 15 mars 1958, *in* Romer (J.-C.), *La guerre nucléaire, op. cit.*, p. 142.
13. Pinault (M.), *op. cit.*, p. 945-946.

cords sur le Moyen-Orient, antérieurs à la crise de Suez, connurent des développements d'une tout autre amplitude, en dépit des efforts de Joliot en faveur d'une médiation du Mouvement de la paix chinois entre Arabes et Israéliens[14]. Sans doute, sur le plan national, le PCF ne réduit-il pas ses opposants au sein du Mouvement à un lobby sioniste. Selon lui, le bloc progressistes/catholiques/nouvelle gauche/MLP, emmené par Sartre et d'Astier et appuyé par *France-Observateur* et les *Temps modernes* a des ambitions plus vastes. Il chercherait à disputer au PCF la direction du Mouvement de la paix afin de s'en servir comme base de conquête d'une espace entre SFIO et PCF.

Au niveau international l'affaire se présente de façon différente. Une tendance s'y fait jour pour mettre en garde contre la tentation existant dans le Mouvement de la paix à délaisser sa vocation traditionnelle au profit de tâches trop exclusivement liées à la libération des peuples et à la lutte contre les tutelles coloniales. Le risque peut apparaître d'autant plus grand que le Bureau du Conseil mondial, réuni du 30 mars au 2 avril 1957 à Berlin, a convoqué le prochain CMP à Colombo les 10-16 juin 1957, afin de « développer l'esprit de Bandoung ». Sans doute la dialectique vient-elle dans ce domaine apporter son bienfaisant concours :

> *« Si le mouvement de Libération des peuples colonisés et dépendants est d'une importance capitale, il importe de considérer que le Mouvement mondial de la Paix est, lui aussi, d'une extrême importance. Leur lutte n'est pas en contradiction mais elle se rejoint dans la lutte générale contre l'impérialisme.*[15] »

Devant ses pairs, Laurent Casanova se chargea, lors du compte rendu des travaux du CMP, de démontrer que le Mouvement avait tenu compte de ce double impératif[16] en faisant ressortir la place éminente du mouvement de libération venu d'Asie, désormais au premier rang des combattants de la paix par leur refus de rallier le bloc « atlantique » et « néo-colonialiste ». En Europe, l'appel à la « sécurité commune » se

14. Lettre de Joliot à Kuo Mo Jo, 19 janvier 1957.
15. Propositions de L. Casanova sur le Mouvement de la paix, décisions du Bureau politique, 18 mai 1957.
16. Comité central, 4-5 juillet 1957.

fixait pour premier objectif « le retrait de toutes les troupes étrangères afin d'aboutir à la création d'une « zone de détente échappant aux blocs militaires[17] ». Le droit à l'indépendance algérienne est explicitement reconnu et le paragraphe des résolutions le concernant est publié par *L'Humanité* du 28 juin. On peut sans doute s'interroger sur l'identité de ces « participants sincères au Mouvement de la paix » qui, selon Casanova, « ne portent pas sur le colonialisme, la lutte des peuples, le même jugement que nous[18] ». On imaginait d'ailleurs mal Emmanuel d'Astier, que le dirigeant communiste décrit comme le porte-parole de cette tendance, faisant l'apologie de l'Algérie française. En fait, le désaccord portait sur le Moyen-Orient. Si la résolution adoptée à Colombo ne mentionne pas l'État d'Israël, elle spécifie néanmoins qu'« il n'est pas de problème qui ne puisse être résolu par la négociation » et demande que soit assuré « le libre passage à travers les voies d'eau internationales ». Mais Casanova dans son compte rendu au Comité central décrit plus que jamais (et en bafouillant, ce qui est rarissime chez lui) l'État d'Israël comme le point d'appui de l'impérialisme franco-britannique au Proche-Orient. Casanova présenta le débat sur ce point comme « le plus difficile » de ceux qu'il eut à conduire, en raison, dit-il, du lobbying intense des pro-israéliens. Indigné de voir certains représentants du Mouvement de la paix d'Israël se comporter « en porte-parole de leurs gouvernements » (ce qui était en effet rarissime dans les démocraties...), il dut s'opposer frontalement à Claude Bourdet. Celui-ci en effet, au sein de la délégation française, visait à « présenter les délégués arabes comme hostiles au principe de la négociation avec Israël ». Malgré sa virtuosité, Casanova se trouvait au pied du mur puisque fondamentalement l'URSS cherchait à s'appuyer sur des forces refusant ouvertement toute forme de reconnaissance envers un État qu'elle avait elle-même soutenu *manu militari* à sa naissance.

En guise de contre-attaque, il reproche au lobby français pro-israélien d'agir « sans aucune considération pour les véritables intérêts français », ruinant le crédit national dans les pays arabes, dans le prolongement de la politique de Guy Mollet. Sa puissance est le fruit d'un travail systématique :

17. Résolution du CMP sur la détente, *L'Humanité*, 28 juin 1957.
18. Intervention de L. Casanova devant le C.C., 4-5 juillet 1957.

> *« Pendant des mois des représentants israéliens en France ont multiplié les intrigues pour obtenir que la délégation française à Colombo joue un certain rôle. Celui d'ouvrir la brèche dans la résistance opposée par les délégués arabes, brèche par laquelle passeraient d'autres délégations venues de pays occidentaux et peut-être même une partie des délégations venues des pays arabes. »*

À côté de cette question, les autres dossiers étaient moins lourds de menaces. Il était exclu de mettre en cause l'unité du mouvement sur des thèmes tels que l'objection de conscience ou la peine de mort, domaines dans lesquels l'Union soviétique se montrait particulièrement en flèche, et ce d'autant plus qu'elle était assurée de la radicale opposition chinoise à toute évolution sur ces deux points :

> *« J'ajoutais aussi que s'il s'agissait de modifier la nature profonde du mouvement en le transformant en mouvement pacifiste au sens plein du terme je n'étais pas d'accord parce que politiquement nous n'étions pas des non-violents. Nous souhaitons que les guerres justes elles-mêmes soient évitées aux peuples et au nôtre en particulier mais nous ne pouvons pas donner cette garantie que le recours à la violence sera toujours exclu. Sur ce terrain, le camarade soviétique nous a fait observer que nous étions trop réticents, trop en réserve, qu'il fallait s'avancer avec beaucoup plus d'audace et que pour leur part ils entendaient devancer d'Astier sur le chemin pacifiste et humanitaire. »*

Au final, Casanova estimait que les objectifs initiaux avaient été atteints grâce au concours des délégations soviétique et chinoise. Le Mouvement de la paix israélien ne pouvait se satisfaire de déclarations de principe qu'il jugeait peu contraignantes pour ses homologues arabes. Il eut au moins la satisfaction de se retrouver dans la ligne générale dans le combat engagé contre l'équipement de l'Allemagne en armes atomiques[19].

Contre l'Europe allemande, atlantique et atomique

Pour le PCF, la menace allemande prend un nouveau visage, celui de l'Europe. Aux yeux de Maurice Thorez, le processus d'unification n'est

---

19. Lettre de Meir Yaari à Joliot-Curie, 15 avril 1958.

rien d'autre que « l'une des manœuvres les plus subtiles de la bourgeoisie impérialiste et de ses agents dans la préparation d'une nouvelle guerre[20] ». Dès lors le Marché commun constitue un point de passage obligé pour les orateurs, et plus particulièrement lorsqu'il s'agit de toucher les milieux ruraux sous la forme de « rassemblements pour la défense de la paix et de l'agriculture[21] ». Et quand les européistes arborent la devise « ni Washington, ni Moscou », la formule est d'autant plus dangereuse qu'elle est susceptible de séduire, y compris au-delà de la « nouvelle gauche », en une période où la menace soviétique se fait moins pesante. Nationalisme de substitution, l'Europe est aussi, selon le PCF, un ersatz d'internationalisme pour la SFIO. L'argument est partiellement réactualisé par la détente dans la mesure où le projet porté par Guy Mollet est jugé « réactionnaire » en raison de la vision géopolitique qui le sous-tend. Marquée par la politique des blocs et par la division du vieux continent, celle-ci est en effet jugée d'autant plus « ratatinée-rabougrie-étriquée-trognon[22] » qu'elle contraste avec celle développée par le PCF d'un espace désarmé, délivré de la présence de troupes étrangères et ouvrant à la France ses « marchés naturels et complémentaires ». En somme, une « véritable union européenne telle qu'elle a été préconisée par le gouvernement d'Union soviétique ».

Ce projet européen communiste, s'il a le mérite d'éviter aux propagandistes de se présenter sous un angle exclusivement négatif, ne saurait en aucune façon constituer un thème central de propagande. Une fois de plus, le PCF apparaît ainsi sans véritable prise sur le cours des choses. Et conjoncturellement, les positions du PCF sur l'Europe sont, comme en bien d'autres domaines, étouffées par l'actualité algérienne, celle-ci servant de locomotive dans les meetings pour drainer des auditoires devant lesquels les orateurs devront s'efforcer de « lier » les deux thèmes. En contrepartie la question européenne permet de réactiver les passions laïques, souvent délaissées au bénéfice de la main tendue : si l'Europe est une « base d'alliance du Parti socialiste avec le MRP et le Vatican[23] », elle

20. *L'Humanité* et *Pravda*, 14 février 1956, art. cit.
21. Rapport du préfet des Bouches du Rhône, février 1957.
22. Rapport de Florimond Bonte sur la construction européenne, Comité central 14-15 février 1957.
23. Décisions du Bureau politique, 8 janvier 1957.

permet de « lier le refus du gouvernement d'abroger les lois anti-laïques à l'approbation par le Vatican de la signature du marché commun d'une "Petite Europe" » heureusement boudée par Londres. L'attitude de la Grande-Bretagne, liée aux États-Unis et soucieuse de « torpiller le Marché commun » constitue un atout en matière de dislocation du front impérialiste, toujours en quête de « plans d'agression » antisoviétiques[24]. De même, l'intégration de l'Outre-mer dans l'espace économique européen est-il lourd d'antagonismes entre la France et l'Allemagne de l'Ouest, celle-ci refusant de « voir l'Allemagne alliée au colonialisme, d'où une perte d'influence auprès des pays arabes[25] ».

Ces bénéfices perdent de leur attractivité au regard du constat essentiel : « Les faibles – donc, la France – ont tout à perdre dans ce conglomérat au profit du plus fort, c'est-à-dire l'Allemagne[26] ». Et la bourgeoisie française, suivant sa pente naturelle, voit d'un bon œil la patrie d'Adenauer redevenir « gendarme de l'Europe[27] ». Tel est le ressort essentiel de la campagne contre la « petite Europe » et, de ce point de vue, la promotion du général Speidel dans le cadre de l'OTAN constitue une aubaine pour le PCF qui décide de faire du cas de l'ancien bras droit de Rommel un point d'appui dans son combat anti-européen. Le volet internationaliste de l'opération est doublement assuré puisque « à Prague et Varsovie les partis-frères ont souligné l'accroissement du danger allemand dû au Marché commun et à Euratom[28] ». Maurice Thorez peut dès lors répondre « à ceux qui, dans le Parti ou ailleurs, voient dans notre attitude un nationalisme qui nous pousse à préférer nos bons généraux à nous aux Allemands » :

> *« Il n'a jamais été question chez les vieux socialistes (qui luttaient plus ou moins comme nous pour la paix) de faire sauter les frontières en addition-*

24. Décisions du Bureau politique sur l'adoption du rapport de Roger Garaudy, 21 novembre 1957.
25. Intervention de Villon, CC 14-15 février 1957.
26. F. Bonte, CC 14-15 février 1957.
27. Rochet (Waldeck), « Les projets "européens" et la lutte pour l'indépendance nationale et la paix », *Cahiers du communisme*, mars 1957.
28. Villon, doc. cit.

nant le militarisme français et le militarisme allemand. L'internationalisme avait pour tâche de faire disparaître les armées.[29] »

Une fois encore, on tenta de réactiver les réseaux issus des combats de 1941-44 à défaut de mobiliser les jeunes générations. Ces dernières, nettement plus préoccupées par l'Algérie, font preuve, aux yeux des Casanova et autres Raymond Guyot, d'un déficit patriotique jugé alarmant. Pour la première fois, en 1957, le Bureau national des Jeunes filles de France est ainsi absent de la traditionnelle manifestation commémorative associant Jeanne d'Arc et Danielle Casanova. Les fidélités résistantes subissaient elles aussi une évolution : nombre d'associations, pourtant mécontentes du choix de Speidel, ne manifestent aucune propension à « faciliter la tentative du PC de rompre l'isolement dans lequel celui-ci se trouve depuis les événements de Hongrie[30] ». Aussi n'éprouva-t-on guère de gêne à rétablir Charles Tillon dans ses « droits et devoirs » lors d'un Comité central précisément voué à la question européenne. Un certain nombre d'initiatives visant à valoriser les FTP accompagnent cette rentrée en grâce. Une fois encore, l'ouvrage de Guy Serbat sur la résistance retrouve les faveurs de la direction[31] et l'on met à l'ordre du jour l'érection à Ivry, cité thorézienne, d'un monument à la gloire du bras armé du PCF ainsi que d'un musée de la Résistance[32].

Les résultats de ces efforts n'apparaissent guère probants à en juger par les invites réitérées à « reparler de Speidel » alors que l'opinion est mobilisée par la question de la torture (française) en Algérie. Seul signe éventuellement encourageant, Laurent Casanova constate devant le Comité central des 14-15 février 1957 que l'attitude vis-à-vis de l'Allemagne constitue le noyau dur de l'alliance contractée *nolens volens* avec le PCF par la fraction « nouvelle gauche » dans le Mouvement de la paix. Mais la question perd de sa simplicité nationaliste dans la mesure où elle devient désormais un élément parmi d'autres de questions (l'Europe, l'atome) pour lesquelles la direction du PCF doit hasarder la prospective. Une tâche à laquelle est préposé Kriegel-Valrimont :

29. Intervention de M. Thorez, CC 14-15 février 1957, doc. cit.
30. Rapport du préfet des Bouches du Rhône, février 1957, doc. cit.
31. Décisions du Secrétariat, 11 septembre 1957.
32. Décisions du Secrétariat, 10 octobre 1957.

> *« Euratom, relance de la politique européenne dirigée contre URSS et pays socialistes. Cette politique assurera la suprématie de la RFA dans tous domaines. Industrie atomique liée à industrie chimique, or Allemagne en pointe d'où suprématie ; mettrait à sa disposition les matériaux fissiles y compris ceux du Sahara. C'est pourquoi l'orientation militaire de l'Allemagne est moins vers un nombre important de divisions que vers l'obtention des armes atomiques.*[33] *»*

L'analyse du PCF met à juste titre l'accent sur la volonté ouest-allemande de dire son mot dans les affaires nucléaires de l'Alliance atlantique. Mais dans cette affaire, la direction communiste sous-estime la capacité de la France à profiter du statut hérité de 1945 afin de développer une défense atomique en encadrant l'Allemagne. Sans doute faut-il y voir une manifestation supplémentaire de ce que l'on pourrait dénommer le « syndrome de Bazaine », à savoir la croyance selon laquelle la bourgeoisie française manifeste une propension à capituler face à l'Allemagne pour des raisons tenant à la préservation de l'ordre social. Un argument auquel est généralement couplée une stigmatisation du « malthusianisme » de ladite bourgeoisie, coupable de « sabotage de la défense nationale » et de « freinage du développement des forces productives », ainsi qu'il est précisé le 26 décembre 1957 dans les décisions du Secrétariat.

La sclérose doctrinale du PCF contraste avec les succès balistiques soviétiques. La possession de missiles intercontinentaux par l'URSS accentuait le risque de découplage Europe/États-Unis et conférait une importance accrue à l'installation sur le Vieux continent d'engins nucléaires à moyenne portée. Le mois d'octobre, marqué par le plan Rapacki de dénucléarisation de l'Europe centrale et par le succès planétaire de *Sputnik* devait marquer à cet égard la relance d'une campagne déjà engagée au printemps contre les « bases atomiques ». Le printemps avait d'ailleurs été marqué par diverses initiatives non communistes (appel du Pape, plan Kennan de dénucléarisation) qui avaient connu un grand retentissement dans l'opinion.

Aux décisions du Conseil atlantique des 16-19 décembre 1957 sur l'installation de fusées américaines à double clé, le Mouvement communiste réagit en misant sur la crainte éveillée dans les opinions par la perspective

33. Rapport Kriegel-Valrimont, décisions du Bureau politique, 15 janvier 1957.

d'une guerre limitée en Europe. Sensible au développement des contradictions que la nouvelle donne stratégique fait naître au sein de l'Alliance atlantique, il ne tente pas d'attribuer cette crise politique à la pression des masses mais l'attribue fondamentalement à « la force militaire de l'URSS et l'esprit de décision de la diplomatie soviétique [34] ».

Une fois de plus, la position de la France constituait « l'un des éléments décisifs pour faire échec aux dispositifs de l'OTAN » et les masses pouvaient « faire échec à l'installation des rampes sur le sol français ». Ce qui supposait d'« entraîner non seulement les forces de gauche mais tous ceux qui sont préoccupés par l'existence de bases américaines en France ». En réalité, et du fait de l'attitude de la SFIO, le front unique allait devoir se limiter aux personnalités socialistes dissidentes et progressistes, dont un certain nombre avait déjà coutume de côtoyer la fraction communiste qui dirigeait le Mouvement de la paix. Dans la pratique, le Mouvement pouvait encore moins que le PCF être présent sur les deux tableaux. On peut d'ailleurs juger de la tendance générale à privilégier l'Algérie par rapport à la question des rampes de lancement lorsque l'on entend Casanova déplorer devant le Comité central des 15-16 janvier 1958 qu'un seul intervenant – Victor Joannès en l'occurrence – ait évoqué la question atomique alors que lui-même avait peu développé ce point « en pensant que d'autres camarades allaient intervenir ». Au Conseil national de janvier 1958, des clivages se firent jour[35] : au point, selon le PCF, de torpiller la campagne de pétitions en cours contre l'installation d'armes nucléaires, la fraction proche de l'UGS s'investissant davantage dans le soutien à l'indépendance algérienne tandis que les militants communistes tentent, sans y croire, de concilier les deux impératifs.

Au moins les cadres du Parti peuvent-ils noter avec satisfaction que les homologues européens de la SFIO sont largement impliqués dans les mouvements engagés contre l'arme nucléaire. Mais plutôt que de se tourner ouvertement vers le Labour ou le SPD, attitude qui pourrait se révéler improductive, on choisit les rencontres discrètes avec les personnalités socialistes étrangères. Le 18 janvier 1958, Pierre Courtade est donc chargé par le Secrétariat d'effectuer une série de rencontres avec les sociaux-démocrates de « certains pays » qui se sont prononcés contre

34. Décisions du Bureau politique, 24 décembre 1957.
35. Wagnon-Charpy (S.), *op. cit.*, p. 592.

l'armement atomique. Mais l'interlocuteur le plus approprié reste le PC italien : les rampes de lancement constituent l'un des terrains sur lequel les deux grands partis communistes d'Occident peuvent se retrouver en dépit du refroidissement intervenu après février 1956 et ce rapprochement continuait à être souhaité par de nombreux cadres dirigeants qui n'avaient pas toujours fait leur deuil du Parti mondial de la Révolution. Mais les temps étaient durs. Comme lors des crises de l'automne 1956, la signature, le 25 mars 1957, du traité de Rome n'avait pas permis de déclaration commune des communistes de France et d'Italie. Une délégation à Rome composée de Villon et de Thévenin s'était heurtée à une fin de non-recevoir : la ligne des Italiens « était d'accepter les intentions des promoteurs du Marché commun mais de les discuter et mettre en évidence que le moyen d'aboutir à ces aspirations justes n'était pas le bon »[36]. Au total, on ne peut que constater que face à deux initiatives majeures adoptées sur un pied international, les partis communistes ouest-européens sont incapables d'adopter une attitude commune, ne serait-ce que sous la forme d'une simple déclaration. Le PCF, s'il n'a pas pris ouvertement position en faveur du néo-kominformisme[37] suggéré par les Tchèques ou les Allemands de l'Est[38], a tenté en vain une coordination des efforts face aux défis lancés par les décisions de ses adversaires. Y fût-il parvenu, il n'est pas certain que cela aurait notablement accru, sur les questions euro-stratégiques, le zèle de militants d'ores et déjà polarisés, à l'image de nombre de leurs compatriotes, par la question d'Algérie.

Sentiments nationaux

Algérie : la « question dominante »

Dès janvier 1957, le problème algérien prend à nouveau place au premier rang des préoccupations de l'opinion. Côté communiste, il est désormais

36. Intervention de Villon devant le Comité central des 14-15 février 1957.
37. Le Kominform a officiellement disparu le 17 avril 1956.
38. *Le Monde*, 29 novembre 1956.

établi que l'indépendance de celle-ci « ne serait pas un affaiblissement de la France, mais un élément de grandeur nationale ». Cette perspective a été évoquée dans un rapport de Léon Feix devant les instances dirigeantes du Parti avant d'être reprise dans un article non signé des *Cahiers du communisme* de janvier 1957. Dans son discours au Vel' d'hiv, le 27 février 1957, Jacques Duclos contextualise la reconnaissance du droit de l'Algérie à son indépendance par la référence typiquement khrouchtchevienne à « des pays comme l'Inde, l'Indonésie, l'Égypte et autres » qui « élargissent considérablement l'aire du camp de la paix, ce qui réduit les moyens d'action des fauteurs de guerre ». Dans l'ensemble, le soutien du PCF aux indépendantistes algériens fait désormais partie des représentations dominantes dans l'appareil d'État[39]. Cette perception ne s'appuie pas toujours sur une connaissance approfondie des inflexions lexicales que le PCF distille afin d'accompagner des pratiques essentiellement dénonciatrices. Ces glissements dans l'expression n'en existent pas moins. Davantage qu'une orientation, ils traduisent essentiellement une volonté de s'adapter aux rapports de force sur le terrain qui influent eux-mêmes sur des orientations soviétiques dans lesquelles les dirigeants du PCF ne trouvent pas prétexte à dissension, l'URSS, gardant toujours en poche la carte de la reconnaissance du FLN.

Parmi les tournants langagiers, celui qui intervint en février 1957 apparaît quelque peu dérisoire eu égard aux circonstances qui l'accélérèrent. Il s'agit de celui signant, aux yeux du PCF, la clôture de la période de maturation de la nation algérienne. Le 12 février 1957, Étienne Fajon, en un hommage à Fernand Iveton, exécuté la veille, voyait dans le sacrifice du militant du PCA une illustration supplémentaire de la pertinence de la notion de « nation en formation »[40] ». Deux jours plus tard, devant le Comité central, Maurice Thorez jugea l'occasion favorable pour franchir l'étape supplémentaire permettant la vérification de la justesse de son propre diagnostic :

> *« Certains prétendus critiques affectent de nous donner des leçons à propos de l'idée algérienne de nation en formation. Mais ces gens raisonnent sans*

39. Voir l'analyse des rapports préfectoraux au printemps 1958 *in* Buton (Philippe), « L'opinion publique », *in* Vaïsse (Maurice), dir., *L'avènement de la Ve République*, Armand Colin, 1999, p. 207.
40. *L'Humanité*, 12 février 1957.

> *tenir compte des questions de temps. Ils omettent de dire que l'idée algérienne de nation en formation a été énoncée par nous, il y a vingt ans, à une date où personne n'émettait une telle conception en dehors de nous. Et maintenant, en accord avec l'Histoire [...] nous avons modifié notre formule et nous parlons avec juste raison du fait national algérien, de la nation algérienne constituée.*[41] »

En guise de joyeux avènement, celle-ci bénéficiait de « liens historiques » avec la France. Derrière la formule figurent, dans la perspective national-thorézienne, un certain nombre de réalisations, témoignant d'une œuvre civilisatrice, au sens marxien du terme. Qui songerait alors à « nier que les capitalistes français ont construit en Algérie des villes et des ports, des routes, des lignes de chemin de fer. Ils ont édifié des fermes modernes et ouvert des mines, bâti un certain nombre d'écoles et d'hôpitaux[42] » ? Ce type d'énoncé se montrait – et pour cause – peu soucieux des susceptibilités communautaires qui fleuriront dans la France du XXIe siècle. On peut supposer tout de même qu'il devait avoir le don d'indisposer ceux qui, dans les rangs du FLN, scrutaient la presse communiste. Malgré l'entrevue secrète du 5 juin 1957 entre Waldeck Rochet, Laurent Casanova et le porte-paroledu FLN Francis Jeanson[43], le PCF s'accroche toujours à l'espoir de voir son homologue algérien peser dans le processus, estimant que « si le FLN joue un rôle toujours plus important, il convient de souligner que malgré des difficultés sérieuses le PC algérien joue un rôle positif certain dans cette lutte[44] ».

Chez les communistes, les contacts avec les militants du Front exposaient toujours à cette date à un certain ostracisme. C'est en tout cas ce qui ressort du témoignage d'Alain Krivine qui est désavoué par ses supérieurs après avoir engagé à Moscou la discussion avec des étudiants nationalistes algériens lors du Festival pour la « paix et l'amitié » d'août 1957[45]. Mais le panorama est mouvant et la politique du FLN fait l'objet de

---

41. Dazy (R.), *op. cit.*, p. 26.
42. *France nouvelle*, 24 janvier 1957.
43. Vigreux (J.), *Waldeck Rochet*, *op. cit.*, p. 188.
44. Rapport de Léon Feix, décisions du Bureau politique, 10 septembre 1957.
45. Pattieu (Sylvain), *Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Syllepse, 2002, p. 107.

l'attention de la direction du PCF, qui la soupèse avec circonspection. Dans la rivalité sanglante qui oppose le Front aux hommes de Messali Hadj, les critères mis en avant laissent peu de doute quant au choix retenu, le FLN, quoique courtisé par les Américains, est « en faveur des principes de Bandoeng », tandis que le MNA développe « des positions anticommunistes »[46].

Cette évolution peut être mise en parallèle avec celle de l'opinion publique. En janvier 1958, en effet, 56 % des Français sont favorables à une négociation avec le FLN[47], même s'il faudra attendre juillet 1961 pour que le Front devienne à leurs yeux véritablement représentatif des musulmans d'Algérie[48]. Cette dynamique est suivie avec intérêt par le Mouvement de la paix qui, en janvier 1958, évoque enfin la « vocation de l'Algérie à l'indépendance ». La légitimité du combat indépendantiste est consolidée au même moment par l'adoption de l'expression « résistance algérienne[49] » sans toutefois que de cette caractérisation ne découlent des conséquences pratiques allant jusqu'à l'assimilation systématique de l'armée française à la Wehrmacht, voire à la justification des méthodes employées à son encontre. La représentativité du Front est dès lors admise publiquement[50]. L'un des arguments-clés avancés par la direction devant le Comité central pour justifier cette reconnaissance n'est autre que la crainte de voir la Gauche socialiste s'arroger le monopole de la discussion avec les nationalistes algériens[51]. Cette évolution demeure pourtant largement insuffisante aux yeux du FLN dont la pression se fait d'ailleurs plus forte après les rencontres du Caire où, du 1er au 3 mars 1958, les diplomates soviétiques ont refusé la discussion sur les positions du PCF[52]. Le 1er avril 1958, *El Moudjahid* considère dès lors que le PCF n'a toujours pas manifesté clairement sa volonté de poser réelle-

46. Rapport de Léon Feix sur l'immigration algérienne en France, décisions du Bureau politique, 26 novembre 1957.
47. *Sondages*, n° 3, 1958.
48. Rioux (Jean-Pierre) (dir.), *La guerre d'Algérie et les Français*, *op. cit.*, p. 62.
49. Décisions du Bureau politique, 8 janvier 1958.
50. Voir l'éditorial de Laurent Casanova dans *L'Humanité* du 22 janvier 1958.
51. Intervention de Laurent Casanova devant le Comité central des 15-16 janvier 1958.
52. *Cf.* Gomart (Thomas), « Gêner sans pénaliser. L'utilisation du dossier algérien par la diplomatie soviétique », *Communisme*, n° 74, 2003.

ment la question de l'indépendance et dénonce le mythe des « liens durables avec la France ».

Sans négliger la question de la caractérisation politique et sociale du FLN, on peut admettre que les méthodes de combat de cette organisation ne facilitent toujours pas la tâche du PCF. Pour les dirigeants du PCF les aspects les plus sanglants de la violence nationaliste algérienne étaient davantage perçus comme une conséquence de la barbarie coloniale et d'une arriération résultant elle-même d'un manquement de la puissance occupante à ses devoirs civilisateurs que comme l'effet de la nature oppressive de l'appareil totalitaire du FLN. Autant la condamnation de l'« action individuelle » camouflait en novembre 1954 un désaccord sur le fond politique de l'affaire, autant les réserves et mises en garde émises en 1957 correspondent-elles à une crainte réelle quant à la contre-productivité de certaines pratiques terroristes du FLN. Dans ce domaine, le PCF semble d'ailleurs avoir largement conditionné l'analyse des Soviétiques[53] selon laquelle les actions menées sur le territoire métropolitain ne peuvent qu'apporter de l'eau au moulin des « partisans de la guerre à outrance », à savoir les « colonialistes ». Le 8 juillet 1957, Léon Feix formule cette mise en garde dans un contexte marqué notamment par la guerre impitoyable déclenchée par le FLN à l'encontre du MNA. Celle-ci constitue l'épisode le plus tragique de la prise de contrôle de l'émigration, marquée également par un certain nombre d'interdictions (alcool, tabac) décrétées par le FLN et pas toujours comprises par le monde ouvrier français. On put le vérifier le 26 octobre 1957, lorsque la liquidation par le FLN du syndicaliste messaliste Ahmed Bekhat entraîna les protestations de la nouvelle gauche et de syndicalistes français (FO, CFTC, FEN) contre cette politique d'« extermination totalitaire » des adversaires du FLN. Encore en octobre 1958, Maurice Thorez manifestera lui-même devant le Comité central sa désapprobation, dans la mesure où les pratiques incriminées concernaient le territoire que l'on appelait à l'époque « métropolitain » :

> *« Déjà, à plusieurs reprises, avant les événements de mai, Feix, en notre nom, était intervenu à propos des attentats entre Algériens. Il avait montré*

---

53. *Cf.* Mikhail Narinski « Les événements de 1958 vus de Moscou : les avis des cercles dirigeants et la propagande soviétique », *in* Vaïsse (Maurice) (dir.), *L'avènement de la Ve République, op. cit.*, p. 239-244.

> *que lorsqu'ils se tuaient entre eux, cette méthode, d'une part, ne servait pas la cause du peuple algérien, d'autre part n'aidait pas la classe ouvrière, leur alliée naturelle, à comprendre les problèmes de l'Algérie […] Les méthodes employées par le FLN en France n'ont pas servi, il faut le dire nettement, la juste cause du peuple algérien, qui a toujours bénéficié de la compréhension et de l'appui politique des ouvriers révolutionnaires français.*[54] »

Quant à celles développées en Algérie, elles s'inscrivent selon le PCF dans une logique de guérilla adoptant parfois des formes qu'il lui est difficile de populariser y compris devant ses propres militants. Il apparut rapidement que la violence du FLN renforçait le camp des partisans de l'« Algérie française ». Tel fut le cas lors de l'extermination des hommes de Melouza par le FLN, le 29 mai 1957, qui fut largement comparée en son temps au massacre d'Oradour sur Glane, et notamment par le *Parisien Libéré* du 1er juin 1957, un quotidien beaucoup plus diffusé en banlieue rouge que *L'Humanité.* En la circonstance, qui plus est, la presse française n'avait rien caché du mode opératoire spécifique (pioche, hache, etc.) de la liquidation. Dans l'impossibilité de faire le silence sur ce type de barbarie, le PCF choisit alors – à contre-emploi… – le registre de la banalisation de l'horreur, tragiquement inhérente aux conflits armés.

Le 12, les décisions du BP mentionnent la revendication d'une « commission d'enquête », sans en préciser la nature, alors que le FLN utilise l'épisode pour demander l'envoi en Algérie d'une commission internationale dont il sait le principe inacceptable par le gouvernement français. Mais malgré ces contre-feux, l'épisode n'est pas sans laisser de traces, en particulier dans les rangs du syndicalisme non communiste. À plus forte raison, le Mouvement de la paix est-il confronté à ce type de difficultés. Il s'attache donc à relativiser la question de la violence à l'aide d'une stratégie argumentaire peu différente de celle du PCF. Tout en observant que « la grande presse ne révèle qu'une partie de la vérité », faisant silence sur les « milliers de musulmans non combattants (parmi lesquels il y a bien des femmes et des enfants) qui ont été tués depuis 18 mois », les propagandistes sont invités à faire observer que le seul moyen d'échapper à l'engrenage est « de mettre tout de suite fin au

54. Intervention de Maurice Thorez, le 4 octobre 1958, *in* Dazy (R.), *op. cit.*, p. 75.

carnage par le cessez-le-feu[55] ». L'essentiel est d'échapper à toute démarche qui, via l'approche des méthodes de guerre, aboutirait à une caractérisation culturelle ou politique. Racisme, totalitarisme, panarabisme ou cléricalisme musulman : certaines stigmatisations utilisées par les adversaires du FLN afin de ramener cette organisation à une essence anti-démocratique sont systématiquement balayées, le professeur Maxime Rodinson étant régulièrement sollicité afin de dissiper ce type d'accusations sur les tribunes du Mouvement de la Paix.

De fait, en cette année 1957, la montée de la violence atteint un niveau inégalé[56]. Le PCF choisit de faire porter sa contre-attaque sur la question des tortures, pratique déjà dénoncée ponctuellement dès la fin 1954 mais à laquelle la Bataille d'Alger confère, à partir de janvier 1957, une sinistre actualité. Si la voix du PCF est loin d'être la seule à dénoncer l'utilisation de ce type de méthodes, elle est, surtout en province, la plus audible selon les rapports des préfets. C'est en avril (alors que les hommes de Massu semblent avoir enrayé le terrorisme FLN à Alger) que le PCF décide de centrer sa dénonciation sur les tortures pratiquées par les autorités françaises. Le PCF engage alors une démarche en phase avec une opinion pour laquelle « la question algérienne est devenue… la question de la torture algérienne[57] ». La direction appelle ainsi au succès de la journée organisée par le Mouvement de la paix, le 12 avril, « pour la paix et contre les tortures[58] ». Le « succès » n'est pas au rendez-vous si l'on en croit les rapports de l'administration, le préfet des Bouches-du-Rhône croyant notamment pouvoir faire état de l'indifférence, voire de l'hostilité, de certains militants vis-à-vis de ce type de dénonciation, malgré une virulente campagne de la *Marseillaise*.

Ces pratiques propagandistes centrées sur le *jus in bello* ne doivent pourtant pas conduire les militants à perdre de vue l'essentiel, comme le leur rappelle Maurice Thorez pour qui « il ne suffit pas d'humaniser la guerre d'Algérie, il s'agit d'y mettre un terme[59] ». Mais force est d'admettre

55. « Pour l'avenir des Français d'Algérie », documents de travail du Mouvement de la paix (1956-1957).
56. Sylvie Thénault, *Le Monde*, 13-14 mai 2001.
57. Rapport du préfet de l'Allier, avril 1957.
58. Décisions du Secrétariat, 4 avril 1957.
59. Verdès-Leroux (J.), *Le réveil des somnambules*, *op. cit.*, p. 183.

que « c'est la question des tortures en Algérie qui est la plus sensible dans les masses ». La concurrence avec les autres courants politiques engagés dans la lutte contre la politique algérienne du gouvernement se traduisit par la publication, en février 1958, aux Éditions de Minuit du témoignage du communiste Henri Alleg. Trois mois après sa sortie, par décision du 2 mai, le PCF décida d'éditer lui-même l'ouvrage en brochure en vue de sa diffusion, afin de faire pièce à la Nouvelle gauche qui s'en était emparé.

Le Parti reste, pendant la dernière année de la IVe République, soumis à deux impératifs contradictoires. D'une part, il demeure extrêmement préoccupé par la nécessité d'assurer la protection de ses organisations : tel est le sens de l'intervention de Laurent Casanova devant le Comité central des 15-16 janvier 1958, où il met une fois de plus en garde sur les risques encourus en cas de contact avec les « patriotes algériens ». De l'autre, il lui faut veiller à entretenir le potentiel révolutionnaire parmi la jeunesse. C'est ainsi que Maurice Thorez n'hésite pas à fustiger les comportements « dogmatiques » (entendons par là : légalistes) dans l'organisation de la lutte au sein de l'armée. Il va même jusqu'à traiter de « pleurnichards » ceux qui n'adaptent pas leur ligne de conduite aux circonstances exceptionnelles de la guerre d'Algérie[60]. Il s'agit alors d'amener le Parti à prendre en charge collectivement le travail parmi les soldats, afin d'« aboutir à des refus collectifs de faire la guerre au peuple algérien[61] ». Cet objectif de longue haleine passait, dans un premier temps, par la popularisation des initiatives jusqu'alors peu mises en lumière et dont le modèle fut le jeune Alban Liechti. Auteur d'une lettre au président de la République, ce dernier fut, le 19 novembre 1956, condamné à deux ans de prison pour son refus de porter les armes par le Tribunal des forces armées d'Alger. Objet d'une campagne du PCF à partir d'avril 1957, son exemple fut en définitive proposé publiquement par Maurice Thorez le 5 mai 1958. Pendant les derniers mois de la IVe République, les jeunes communistes sous les drapeaux qui, comme Serge Magnien ou Jean Martinet, payèrent de leur personne en tentant d'entraîner leurs camarades dans des actions pétitionnaires, virent leur action relayée par le Parti[62]. Mais

60. Intervention de Maurice Thorez devant le Comité central du 16 septembre 1957.
61. Décisions du Bureau politique, 7 janvier 1958.
62. Décisions du Secrétariat, 26 février 1958.

les bouleversements de mai 1958 vinrent mettre un terme à une radicalisation sur laquelle le PCF est resté circonspect. Et de fait, derrière les appels à l'« élévation du niveau de conscience des masses et de la lutte[63] », on retrouve toujours le même constat selon lequel « en ce qui concerne la Lutte pour la paix, l'action des masses populaires (toujours « sous l'influence de la bourgeoisie ») n'est pas ce qu'elle pourrait et devrait être. Et ce qui est vrai pour l'Europe et l'atome est encore plus vrai pour l'Algérie[64] ». Dès lors, il faut apaiser certains militants se jugeant peu soutenus face à la répression. Devant le Comité central des 15-16 janvier 1958, Laurent Casanova sait, sur ce point, recadrer les émotions :

> *« La question de la culpabilité de la classe ouvrière française a été évoquée par la camarade Yvonne Dumont ainsi que dans une réunion de juristes communistes, et au delà du Parti. Il y a eu campagne à l'intérieur du Parti sur ce thème. Nicole Dreyfus, dans une forme adaptée à l'organisation de masse, a repris plus ou moins ces choses. Il faut faire attention à ne pas céder à ces pressions. On comprend que l'avocate ait le souci de son point de vue de cette affaire. Je sais dans quel état se trouve un communiste tout à fait respectable à mon sens, un excellent camarade à mon sens comme Michel Bruguier dont les clients viennent d'être condamnés à mort. Pour l'avocat, surtout quand il est communiste c'est une responsabilité lourde, celle de la guillotine. »*

Afin d'expliquer pourquoi « il reste beaucoup à faire pour amener la majorité à condamner le colonialisme », l'une des clés interprétatives les plus fréquemment mobilisées par la direction du PCF demeure la « poussée de nationalisme dans les classes moyenne et ouvrière consécutive à la décadence française, dévoyé en chauvinisme et en antisoviétisme[65] ». Le PCF doit être capable, explique ainsi André Pierrard, de « reconnaître au fond de ces préoccupations le sentiment national ». Celui-ci est certes présentement « dévoyé » et il faut bien admettre, poursuit-il, qu'il constitue sous cette forme un obstacle dans la « Lutte pour la paix en Algérie ».

63. Décisions du Secrétariat, 7 mars 1957.
64. Intervention de Laurent Casanova, Comité central 4-5 juillet 1957.
65. Intervention d'André Pierrard, Comité central 14-15 février 1957.

L'affaire dite des « bons offices » vient rappeler la puissance de la passion nationale, lorsque monte l'indignation face à la proposition de médiation anglo-américaine consécutive au bombardement par l'aviation française de Sakhiet (Tunisie), le 8 février 1958. Le 10 avril, le PCF – à la différence du FLN – s'affirme opposé à toute « ingérence étrangère » dans la perspective d'une négociation, agissant ici au diapason de la diplomatie soviétique, elle-même peu intéressée par un accès anglo-saxon au dossier. Le dialogue direct avec le FLN constitue aux yeux des communistes français la seule chance d'en finir honorablement, faute de quoi la France risque au bout du compte d'être dépossédée de l'accès aux hydrocarbures sahariens par les Américains ou les Allemands. Jacques Duclos,devant le Bureau politique du 8 mars 1958, évoque d'ailleurs à ce propos le « régime juridique spécial » du Sahara et la question des pipe-lines qui traverseraient le territoire algérien[66]. Sans aller aussi loin dans la prospective, on n'hésite pas, dans le Mouvement de la Paix, à recourir à la *Tragédie algérienne*, récemment parue, dans laquelle Aron s'affirme comme tenant d'un possibilisme patriotique dont la conséquence serait le désengagement. Le rapporteur se sépare d'ailleurs aussitôt de l'auteur du livre pour enfourcher des rêves de grandeur qui ne dépareraient pas forcément un argumentaire gaullien[67]. Et il est aisé de constater que sur les deux dimensions cardinales que sont le fardeau financier et le handicap diplomatique, le PCF ne pourra que trouver un air de familiarité entre ses propres axes de propagande anti-guerre et certains des thèmes les plus typiquement gaulliens :

> *« Notre mouvement doit examiner avec soin les réactions patriotiques (qui ont tant joué lors de Suez) qui dans leur essence sont justes : refus que la France soit une nation finie, désir de rester une grande Nation. Pour cela, il faut éviter l'isolement : après la sécession de toutes ses colonies, que deviendrait-elle si elle était réduite à un repli total sur son sol métropolitain ? Quel rôle pourrait-elle jouer dans le monde ? Pourrait-elle même sauvegarder sa propre indépendance ? Devant ce péril qui menace à la fois la patrie*

66. Archives J. Duclos, carton 29.
67. Rapport de Jacques Mitterand au Bureau national du Mouvement de la paix, 25 septembre 1957.

> *et le régime nous pensons qu'il appartient au Mouvement de la Paix de démontrer que seule une politique de paix peut rendre à la France son destin de grande nation.*[68] »

« Staline nous a compris. » Contre le fascisme, produit de la guerre

La frustration nationale pouvait prendre les traits de l'adversaire auquel le Mouvement communiste disputait traditionnellement une part de sa clientèle. Le « fascisme » revient au premier rang de ses préoccupations au printemps 1957, alors que se manifeste, en défense de l'Algérie française, une nébuleuse « ultra » dans laquelle l'étanchéité entre vieux républicains, gaullistes, poujadistes et adeptes de la croix celtique n'est pas toujours assurée. Le PCF retrouve alors ses réflexes de « Front unique », s'adressant aux directions du Parti radical et de la SFIO[69] afin d'isoler dans un premier temps ceux qui, dans ces organisations, ne sont pas insensibles aux thèmes intégrationnistes développés par l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française de Soustelle. Les ouvertures du PCF rencontrent pourtant des difficultés bien répertoriées. Ainsi l'appel à la CFTC se heurte-t-il au fait que l'organisation syndicale constitue l'un des plus fermes soutiens de cette « petite Europe » jugée « antidémocratique ». Surtout, « Le Parti socialiste aide en fait les bandes fascistes en les laissant agir impunément et en donnant des arguments idéologiques, notamment de caractère nationaliste, à propos de l'Algérie ». La chute de Guy Mollet, le 21 mai, n'apaise pas les tensions et *L'Humanité* et *Le Populaire* s'accusent à qui mieux mieux de désinformation, notamment à la suite du carnage de Melouza[70].

À l'en croire, l'Histoire a pourtant tranché en faveur des thèses défendues vingt ans plus tôt par le Secrétaire général :

> *« Je dois dire – ce sont des choses que le Comité central peut savoir – que le matin du discours de Nantes je recevais encore un camarade qui jouait un grand rôle dans un parti frère, voisin, pour nous éviter le pas que nous*

68. J. Mitterand, *ibid.*
69. Décisions du Bureau politique, 2 avril 1957.
70. Décisions du Bureau politique, 12 juin 1957.

devions faire à Nantes[71]*. Dans l'Internationale certains camarades ne nous approuvaient pas et à l'époque c'est Staline qui nous a compris et qui disait qu'avec le Front populaire vous avez trouvé une nouvelle clé pour aborder les masses social-démocrates.*[72] »

La nostalgie à l'égard d'une période à jamais bénie n'interdit pourtant pas toute prise en compte des spécificités contemporaines. Ainsi de l'importance politique prise par l'armée pendant le conflit algérien : les décisions consultées ne lui accordent que la portion congrue, mais appellent néanmoins les « démocrates » à faire preuve de vigilance à l'occasion de la présence d'unités parachutistes lors du défilé du 14 juillet 1957[73]. Mais fondamentalement, aux yeux du PCF, la principale ligne de fracture dans l'armée semble séparer les adeptes des thèses américaines et les partisans de la détente[74]. Autre nouveauté par rapport aux années 1930, le racisme anti-« arabe », s'il est condamné haut et fort par le PCF[75], ne va pas sans lui poser toute une série de problèmes. D'une part, il éveille dans la clientèle du Parti un écho certainement plus favorable que l'antisémitisme, de l'autre le discours « Algérie française » dominant joue plutôt à cette date sur le registre intégrationniste, selon un leitmotiv particulièrement répandu chez les cadres de l'armée. À l'opposé, le PCF insiste davantage sur l'altérité ethno-culturelle des populations d'Afrique du Nord et contre systématiquement la propagande officielle selon laquelle « la Méditerranée traverse la France comme la Seine traverse Paris ».

À la suite du renversement, le 30 septembre 1957, du ministère Bourgès-Maunoury, Maurice Thorez propose un « compromis » à la majorité issue du 2 janvier 1956[76], en s'appuyant sur ceux qui, comme Gaston Defferre, dénoncent dans les rangs de la SFIO le refus d'une négociation avec le FLN. Une insistance particulière est mise sur les difficultés financières, particulièrement aiguës et aisément imputables aux opérations

71. Il s'agit du congrès du parti radical, tenu le 24 octobre 1935, à l'occasion duquel Thorez lança le mot d'ordre de « Front populaire » en dépit des réserves de Togliatti.
72. M. Thorez, CC 4-5 juillet 1957.
73. Décisions du Secrétariat, 10 juillet 1957.
74. *France nouvelle*, 14 février 1957.
75. Décisions du 10 juillet 1957.
76. *L'Humanité*, 25 octobre 1957.

militaires, un argument qui commence à porter dans les couches salariées. Aussi les propositions du PCF trouvent-elles une oreille attentive dans une partie de la gauche non communiste, comme en témoigne l'article de Maurice Duverger dans *L'Express* du 24 octobre 1957. Les socialistes de leur côté ne sont pas disposés à sacrifier leur crédit populaire sur l'autel de la rigueur budgétaire, ce que n'ignore pas le PCF qui insiste de plus belle sur la nécessité de satisfaire les revendications. Aussi peut-on se demander dans quelle mesure la participation des députés communistes à la mise à mort, le 15 avril 1958, du ministère Gaillard vise à accélérer l'adoption d'une solution dans laquelle le PCF pourrait s'inscrire positivement.

Une fois de plus, la guerre offrait au regard du PCF une possibilité d'accession au pouvoir d'État. Mais à la différence des situations antérieures où la nécessité d'une large coalition se basait sur l'existence d'un ennemi extérieur, tout soutien des communistes à un gouvernement aurait imprimé à ce dernier une tournure inacceptable pour les adversaires de l'indépendance de l'Algérie, encore nombreux et puissants. L'agitation de ces derniers en faveur du général de Gaulle finit par attirer l'attention du Secrétariat, qui mentionne son nom pour la première fois depuis 1954 dans ses décisions du 13 mars. Pendant la crise de mai, le PCF fait montre d'une prudence fondée sur la perception d'un rapport de force peu favorable au cavalier seul. Son attitude au cours de ces journées comble les vœux des Soviétiques, qui entendent préserver leurs chances de négociation avec le Général[77]. Poussant le gouvernement Pflimlin à la fermeté, la direction communiste ne semble pourtant pas réaliser l'ampleur de la manœuvre en cours. Confiante (d'expérience…) dans la poigne de Jules Moch dont les CRS tiennent le pavé parisien, elle se félicite de sa « contribution décisive pour faire échec au coup d'État » alors même que les conjurés de « Résurrection » poussent les feux[78].

Confronté à la perspective d'un retour du Général aux affaires, le PCF adopte une position dénuée d'ambiguïté. Si de Gaulle, dans son communiqué du 15 mai (« Naguère, le pays dans ses profondeurs m'a fait confiance… »), fonde sa légitimité sur juin 1940, la direction communiste tente de le renvoyer à des précédents moins glorieux :

77. Gomart (Thomas), *op. cit.*
78. Décisions du Bureau politique, 17 mai 1958.

> *« Détruire la campagne qui tend à montrer que de Gaulle seul peut faire la paix en Algérie et à le présenter comme le libérateur des peuples colonisés. Rappeler qu'il est le porte-parole des pires colonialistes, qu'il est à l'origine des massacres dans le Constantinois en 1945, alors que les ministres communistes ont lutté contre ces opérations ; que c'est l'un de ses hommes, Thierry d'Argenlieu, qui a lancé la guerre du Vietnam*[79] *».*

La bataille de mémoire sur la Seconde Guerre mondiale fait immédiatement l'objet des soins attentifs de la direction communiste, qui prend une impressionnante série de mesures (affiches, brochures, etc.) afin de « combattre la propagande sur "De Gaulle, le libérateur de la patrie" ». Illégitime, le pouvoir était également illégal dans la mesure où « des députés ont voté sous des menaces dont celle de la guerre civile[80] ». Après le vote des pleins pouvoirs, les premières déclarations gaulliennes sur l'Algérie semblent faciliter la tâche des propagandistes du Parti qui, à l'instar des Pieds-noirs comme de la majorité de l'opinion, considèrent que dans ses discours d'Alger et Mostaganem « de Gaulle reprend les thèses de Guy Mollet et de Lacoste[81] ». De même, le Bureau politique ne dispose pas du recul nécessaire pour apprécier le processus engagé aux dépens des organes insurrectionnels mis en place, avec le soutien de l'armée, l'éviction des activistes étant interprétée comme un renforcement de la « dictature militaire » dans une perspective de « guerre à outrance »[82].

L'actualité le pousse également à appliquer une grille de lecture conforme à son analyse de la construction européenne, après que de Gaulle a manifesté son intention de jouer le jeu de l'internationalisation de l'économie, une décision motivée selon le PCF par la volonté de faire jouer à la France « un plus grand rôle dans la politique occidentale d'agression et de préparation à la guerre ». Sans doute, les innombrables allusions à la « duplicité » du Général de même que les références aux dissensions dans les rangs de la bourgeoisie[83], témoignent-elles de la conscience de certaines difficultés d'interprétation. Mais jusqu'à

79. Décisions du Bureau politique, 23 mai 1958.
80. Décisions du Bureau politique, 3 juin 1958.
81. Décisions du Secrétariat, 6 juin 1958.
82. Décisions du Bureau politique, 24 juin 1958.
83. Décisions du Bureau politique du 22 juillet 1958.

l'automne, le PCF peine à apprécier les évolutions. Il n'accorde dans son expression publique aucun crédit à la « propagande gaulliste », la presse du parti étant invitée à montrer que « de Gaulle ne pratique pas une politique française indépendante mais qu'il poursuit la politique atlantique de soumission aux impérialistes américains » et à argumenter sur ce thème en s'appuyant sur les exemples de « l'OTAN, le Marché commun, l'armement atomique, l'installation des rampes de lancement, le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest, etc.[84] ».

En réalité, derrière les philippiques anti-gaullistes de la presse du Parti, Maurice Thorez se montre plus que jamais attentif aux impératifs de la politique extérieure soviétique, tant qu'un doute subsiste à Moscou sur les futures orientations de la diplomatie française :

> *« Au cours d'un entretien avec notre ambassadeur en France – le camarade Vinogradov – Thorez a déclaré qu'il veille à soutenir nos contacts permanents avec de Gaulle. De Gaulle peut engager certaines démarches en faveur des relations avec l'Union soviétique. Le camarade Thorez a dit que le développement des relations étatiques entre l'URSS et la France ne compliquait pas du tout la position du PCF, mais qu'au contraire il la confortait.[85] »*

Alors que Khrouchtchev redoute la constitution d'un axe franco-allemand doté de capacités nucléaires, la tension franco-soviétique de septembre[86] semble apporter au PCF une confirmation de taille de la justesse de ses vues. L'analyse prévaut à Moscou selon laquelle de Gaulle va manifester une fidélité sans faille à l'Alliance atlantique et le PCF ne peut qu'acquiescer. Khrouchtchev met alors « fin aux tentatives de spéculation à propos de la position de l'URSS vis-à-vis de De Gaulle » et condamne, en pleine campagne sur le référendum, « la politique extérieure de la France qui, si elle se poursuivait, conduirait notre pays à un nouveau Munich[87] ».

---

84. Décisions du Secrétariat, 9 juillet 1958.
85. Note du MID au secrétariat du Comité central du PCUS, 25 juin 1958. *In* Gomart (Thomas), *op. cit.*
86. *Cf.* Gomart (Thomas), *op. cit.*
87. Décisions du Bureau politique, 23 septembre 1958. *Cf.* M. Narinski, « Les événements de 1958 vus de Moscou », *in* M. Vaïsse (dir.), *L'avènement de la Ve République*, *op. cit.*, p. 244.

La référence à 1938 demeure équivoque, sauf à considérer qu'elle s'éclaire de la dénonciation du rapprochement franco-allemand, prélude à une alliance « avec un partenaire qui a des revendications territoriales (Pologne, etc.)[88] ».

Dans le second semestre 1958, le regain de tension Est-Ouest est aisément perceptible au Liban comme en Chine et de l'Irak à Berlin. Dans ces crises, la direction du PCF tire argument de la solidarité gaullienne à l'égard des États-Unis, comme l'indique cet extrait d'un rapport de Léon Feix devant le Bureau politique du 22 juillet 1958 : « Bien que les impérialistes anglo-saxons s'efforcent de le tenir à l'écart de leur entreprise au Moyen-Orient, de Gaulle s'est solidarisé avec eux, y compris pour refuser la tenue dans l'immédiat d'une rencontre entre les représentants des grandes puissances particulièrement intéressées aux problèmes du Moyen-Orient. » Mais quelle que soit l'importance, y compris pour Moscou, de ces théâtres d'opération, le PCF reste pourtant largement polarisé par le problème algérien. Elle-même sans guère de prise sur la situation, la direction communiste multiplie le 8 juillet les « décisions » visant à pallier les carences du travail dans l'armée, dont les cadres sont jugés comme largement gagnés au « combat anti-républicain ». Un effort de propagande en direction des officiers et du contingent doit ainsi se traduire par la publication d'une abondante littérature spécifique basée sur le refus de l'« armée de métier » et l'amélioration des conditions matérielles. Elle salue également les décisions adoptées par le FLN afin de tenter de reprendre l'initiative. Plus que jamais, elle se montre réticente devant les attentats sur le sol métropolitain, même si elle en attribue en dernière instance la responsabilité à un durcissement français dans la conduite des opérations[89]. Elle n'est en tout cas pour rien dans le caractère économe en vies humaines de ces dernières. Selon le témoignage de Francis Jeanson, les attentats du 25 août 1958 contre des dépôts d'essence visaient en effet, initialement des cibles civiles, métropolitaines et il serait parvenu à infléchir la tactique du FLN sur ce point. Dans l'ignorance d'un épisode qui aurait pu avoir, de son point de vue, des conséquences néfastes, le PCF accueille favorablement la création du GPRA qui « renforce la position du mouvement national algérien en France et dans

88. Décisions du Secrétariat, 24 septembre 1958.
89. Décisions du Bureau politique, 26 août 1958.

le monde » et « rend plus difficile la politique de guerre pratiquée par de Gaulle[90] ». Ce ralliement à l'internationalisation du conflit contraste avec l'attitude précédemment adoptée ; il se différencie également de la position soviétique, l'URSS gardant encore en poche, pour deux années encore, la carte de la reconnaissance *de jure* du Gouvernement provisoire algérien. Autre inflexion, allant dans le sens d'une prise de distance avec les représentations traditionnellement véhiculées par le Parti, l'abandon de la conception thorézienne de la future citoyenneté algérienne. Conformément aux perceptions dominantes dans les rangs du FLN, l'Algérie est désormais caractérisée comme nation arabe dans laquelle les Européens, qui ont fait éclater dans la rue le mythe du nationalisme algérianiste multiethnique, n'auront pas d'autre place que celle d'étrangers[91].

Quelque peu réduit au rôle de commentateur de l'actualité en cet automne 1958, le PCF n'en est que plus attentif à ses évolutions. C'est ainsi que la conférence de presse du 23 octobre, au cours de laquelle le général de Gaulle propose au FLN la « paix des braves », suscite quelques jours plus tard ces commentaires où l'exactitude de l'intuition s'assortit de l'affirmation d'une inaltérable lucidité. Derrière la méthode Coué, on notera toutefois un appel au sens des nuances qui dénote une indéniable perplexité et, à la fois, restitue sa plasticité à l'avenir :

> *« De Gaulle et le gouvernement font certains efforts en vue d'essayer mettre fin à la guerre d'Algérie. De Gaulle pratique la politique du Grand Capital monopoliste qui ne coïncide pas exactement avec les vues de la vieille colonisation [...]...il considère que les moyens habituels de la colonisation risquent de compromettre les positions colonialistes [...] S'il ne veut pas de l'intégration il entend néanmoins que l'Algérie reste sous domination de l'impérialisme français. Souligner que la politique gaulliste n'est pas la même que celle des gouvernements précédents et ne pas laisser se développer les illusions pouvant faire croire que le problème algérien va se régler sans difficultés par la seule présence de De Gaulle.*

90. Décisions du Bureau politique, 23 septembre 1958.
91. L'aboutissement théorique de cette évolution est constitué par le travail du géographe communiste Jean Dresch, *Essai sur la nation algérienne*, qui eut l'honneur d'un encart dans les *Cahiers du communisme* d'août 1958.

Dans nos explications, comme cela a été fait ces derniers temps, être nuancés à partir de chaque fait et redire que les événements donnent raison au Parti et à sa politique qu'il conduit depuis plusieurs années.[92] »

92. Décisions du Bureau politique, 28 octobre 1958.

Conclusion

Dans son intervention lors d'un colloque de 1982 qui, en pleine crise des Euromissiles, avait pris pour thème « Pacifisme et danger de guerre », Annie Kriegel concluait par une question problématique : « Quelle est, au total, l'efficacité du Mouvement de la paix ?[1] ». Si elle considérait que sur le long terme de la guerre froide son inlassable activité n'avait que très partiellement modifié les données de la vie internationale, elle estimait – et elle citait à ce propos la deuxième guerre du Vietnam – que cette action avait pu déboucher sur des résultats tangibles lors d'épisodes « partiels et limités[2] ». Élément majeur du bilan, les alliances nouées sur ce terrain en vue d'un réinvestissement ultérieur ne parvinrent que très rarement à impliquer les noyaux directionnels des grandes forces politiques et religieuses ni même à entraîner les grandes masses de leurs fidèles. Et si le critère principal de réussite de la « Lutte pour la paix » est la conquête des objectifs affichés, alors son efficacité est bel et bien sujette à caution. L'intégration de la France puis de l'Allemagne dans l'Alliance atlantique et la course aux armements sont là pour attester du hiatus considérable entre ambitions et résultats. On peut même estimer qu'en Indochine, où le déroulement des opérations fut largement conforme aux vœux des Partisans de la paix, le rapport de forces militaires fut, en l'absence d'engagement direct des Américains, largement plus déterminant que l'action des camarades de Raymonde Diem et Henri Martin.

Sans doute, les proclamations du PCF à l'époque, visant à attribuer les crises ministérielles à l'action des masses en faveur de la Paix ne peuvent-elles être prises pour argent comptant. La direction communiste apparaît beaucoup plus digne de considération lorsqu'elle s'arroge le mérite du non-emploi de l'arme nucléaire.[3] Et de fait, si le gouvernement français

---

1. Kriegel (Annie), *Le système communiste mondial*, *op. cit.*, p. 251.
2. *Ibid.*
3. C'est le cas dès le début du conflit coréen. *Cf.* l'intervention de Laurent Casanova devant le Bureau politique, *in* Pinault (M.), *op. cit.*, p. 783.

se montre rapidement inquiet face à l'ampleur du dispositif mis en place par le Mouvement communiste, cette appréhension semble connaître son point culminant pendant la campagne en faveur de l'Appel de Stockholm[4]. De son côté, écrivant quelques mois après la fin de la collecte de signatures, Raymond Aron, tout en reconnaissant l'audience rencontrée par l'opération, n'évoque pas parmi ses effets une incidence éventuelle sur l'action des gouvernants :

> *« Le but de l'appel était de tenir en haleine les militants, de leur fournir la possibilité d'un front commun avec les sympathisants ou les pacifistes de toutes tendances, d'impressionner les gouvernants occidentaux par la prétendue révolte populaire, enfin de préparer, avant même la prise du pouvoir, la technique d'encadrement par chantage qui devient irrésistible dès que l'action de la police double celle des démarcheurs de la paix. En France, il ne manque pas de milieux où il faut un certain courage pour refuser de signer. Celui qui a signé n'est souvent pas dupe de la quelconque justification qu'il s'est donnée. Conscient et honteux de sa lâcheté, il offrira moins de résistance à la demande prochaine. Tous les régimes totalitaires jouent de ce mécanisme de l'abandon qui doit aboutir à la capitulation. »*[5]

Il nous semble avoir montré que le lancement de la campagne Stockholm peut difficilement être envisagé indépendamment de la décision soviétique d'appuyer l'offensive nord-coréenne. Même compte tenu du fait que l'on escomptait, à Moscou, une promenade militaire entre Coréens, on peut considérer que l'initiative relevait initialement d'une police d'assurance complémentaire pouvant de surcroît couvrir des risques encore inattendus lors de développements ultérieurs. Une fois les troupes américaines engagées, on essaya de tirer profit du dispositif. Et de fait, si le gouvernement français est – comme le britannique – intervenu auprès de Truman afin d'éviter l'usage de l'arme nucléaire en Corée[6], il

4. Parallèlement à ces craintes conjoncturelles (qui refleuriront en 1952) sur l'efficacité de la Lutte pour la paix, les autorités semblent en permanence tenir l'appareil du Mouvement de la paix comme une structure-bis apte à organiser les militants en cas de dissolution du Parti.
5. « Machiavélisme ou confusion ? », *Le Figaro*, 17 août 1951.
6. Elgey (Georgette), *La République des illusions (1945-1951)*, Fayard, 1965, p. 263.

est légitime de supposer que la prise en compte de l'opinion publique avait pesé dans ce comportement et que le PCF avait contribué à influencer celle-ci, au moins dans une certaine mesure. Il suffisait que les gouvernants occidentaux en soient persuadés et c'est bien à ce type de considération que Vincent Auriol se laissait parfois aller, notamment au moment où la campagne contre la guerre bactériologique en Corée battait son plein. Cette interprétation pourrait sortir confortée d'une étude d'impact réalisée à propos du plan Marshall, d'où ressortait le succès des arguments en faveur du rejet développés par le PCF[7].

Il resterait pourtant à démontrer la place occupée chez les décideurs américains par le souci d'éviter – pour reprendre un vocable en cours au début du XXIe siècle – l'unilatéralisme vis-à-vis de leurs alliés. On peut d'ailleurs aussi bien éclairer le refus de Truman de se rallier aux propositions d'escalade qui lui furent soumises par MacArthur par son souci permanent de conserver au conflit coréen un caractère limité plutôt que comme un recul face à l'opinion[8] ou une concession à des partenaires anxieux à l'idée de rendre des comptes à leurs concitoyens. On peut également considérer que l'attitude franco-britannique reflétait moins la crainte de l'ennemi intérieur que celle (partagée également par les cercles dirigeants américains) d'une intervention soviétique en Europe dans l'hypothèse d'un élargissement de la guerre en Asie. Au-delà de la question de l'emploi de l'arme atomique en Corée, on peut admettre que, globalement, la puissance de feu de l'Armée rouge a certainement joué un rôle autrement important que le Mouvement de la paix pour décourager toute éventuelle velléité de *Roll-back*. En contrepartie, la peur de voir se déchaîner sur l'Europe de l'Ouest l'ouragan qui avait eu raison du

7. Un an après sa ratification, un tiers seulement des non-communistes se déclarait, en France, favorable au plan Marshall. Comme le fait remarquer Philippe Roger, cette attitude, loin d'être le signe d'un mouvement vers le PCF, est le fruit d'une « habile réactivation de thématiques anti-américaines antérieures susceptibles de toucher un large public ». Mais le résultat est là... (*L'Ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français*, Seuil, 2002, p. 418).

8. Aux États-Unis, l'Appel de Stockholm recueillit 2,5 millions de signatures. *Cf.* Wittner (Lawrence S.), « The Transnational Movement against Nuclear Weapons, 1945-1986: A Preliminary Survey », *in* Chatfield-Van Den Dungen (eds), *Peace Movements and Political Cultures*, The University of Tennessee Press, Knoxville, 1988, p. 269.

IIIe Reich a certainement, comme l'avait compris Paix et Liberté, joué en faveur de la cohésion des sociétés occidentales. En tout cas à partir du moment où la visibilité de l'engagement militaire des États-Unis venait conforter une suprématie culturelle dont la prégnance de l'anti-américanisme ne doit pas faire oublier l'importance dans l'affrontement entre modèles qui caractérisa cette période du XXe siècle. Face à des dynamiques qui lui étaient largement extérieures, l'hyperactivité du PCF dans sa « Lutte pour la paix » semble avoir souvent tourné à vide. Sans incidence décisive sur les scrutins électoraux, elle ne paraît pas davantage avoir amoindri la contribution française à la défense de l'Europe occidentale. Dans ce domaine, les limites atteintes par la IVe République étaient davantage fonction des capacités économiques du pays que de celles manifestées par les opposants au budget de la Défense. Moins gênés sur ce chapitre en raison de l'inexistence du PC local, les gouvernants de la Grande-Bretagne n'étaient pas davantage en mesure d'accroître sensiblement leur potentiel militaire. En un sens, l'action du PCF dans le déroulement de la guerre froide voyait, de toute façon, sa portée limitée par la relative marginalisation de la France dans les affaires mondiales.

La question du bilan apparaît ici relativement déconnectée de ces enjeux de mémoire qui ne contribuent que trop souvent à polluer le débat. Sans doute, quelques figures viennent-elles réhabiliter leur passé à la faveur de l'anti-américanisme ambiant, non sans échos dans la presse d'extrême-gauche et/ou altermondialiste. C'est ainsi qu'André Stil note à propos d'un ouvrage paru en 1951 :

> *« Au bout de tout ce chemin parcouru, il m'apparaît au moins que mon pauvre roman le* Premier choc *avait une qualité, c'était son titre : en refusant de décharger sur notre continent des armes américaines, c'était bien un premier choc qu'affrontaient les dockers de La Rochelle, provoqués par ce qui apparaît mieux encore aujourd'hui comme une entreprise qui a pu se masquer, jamais tout à fait renoncer. Tous les peuples cherchent des voies nouvelles, et c'est Clinton qui revient quarante ans en arrière*[9]*. [L'intention américaine] s'affiche de façon plus flagrante encore militairement qu'au temps du plan Marshall, au lendemain de la dernière*

9. Ces lignes sont écrites peu après un bombardement de Badgad par l'aviation américaine en juin 1993.

> *guerre mondiale et des bases américaines maintenues en Europe et un peu partout. L'aspect guerrier n'est pourtant pas sans parenté avec l'aspect économique, le GATT, l'agriculture française sacrifiée, le barrage aux exportations européennes d'acier, etc.*[10]»

Pourtant, de façon générale, l'action du PCF au cours de ces années n'a guère suscité d'empoignades historiographico-politiques. On se contentera de relever ici qu'à l'heure où, après la chute du Mur, le PCF chercha à valoriser sa face lumineuse, il préféra mettre en avant son action anticolonialiste plutôt que de chanter sa geste pacifiste. Il choisit à ce propos de privilégier l'Algérie plutôt que l'Indochine, pour des raisons liées au brouillage de l'image vietminh depuis la fin des années 1970 et, surtout, à la montée de la passion antiraciste dans l'opinion. L'intérêt aujourd'hui porté à l'attitude du PCF dans la tragédie indochinoise est à la hauteur de l'attention peu soutenue que l'opinion accordait en son temps à la question. Le nombre limité de travaux universitaires sur la question constitue certainement un indicateur de la permanence de la faible « demande sociale » attachée à cette question. Sans négliger les aspects institutionnels, les limites matérielles et l'absence de mobilisation communautariste[11], on peut hasarder également une explication politique à cet état de fait, puisque la lecture antitotalitaire de la guerre d'Indochine est grevée des ambiguïtés colonialistes de la politique française. D'un autre côté, il est non moins évident que le combat pour l'indépendance du Vietminh est indissociable de l'appartenance de ce dernier à un Mouvement communiste international qui, globalement, n'a pas bonne presse pour la période considérée. L'absence d'enjeux liés à ces moments de guerre froide explique également le nombre relativement limité de « faux patriotiques » produits par le PCF sur ce chapitre, contrairement à d'autres épisodes de son histoire dont la Seconde Guerre

10. Stil (André), *Du non au oui, le pari communiste*, Scandéditions, 1993, p. 70-71. Une analyse similaire est développée par le peintre André Fougeron *in* Bertrand-Dorleac (Laurence), « Moi, André Fougeron, peintre communiste » [entretien], *in* Winock (Michel) (dir.), *Le temps de la guerre froide*, Seuil, 1994, p. 139.

11. Relevons toutefois la référence, dans l'appel des « Indigènes de la République » (janvier 2005), à Dien Bien Phu, qui n'est pas, selon les signataires, « une défaite, mais une vitoire de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ».

reste – comme pour l'ensemble de la société française – le plus douloureux. Nous nous bornerons ici à rappeler l'habile confection d'un récit des origines du Mouvement de la paix tendant délibérément à brouiller (avant de l'effacer de l'historique officiel du Mouvement de la paix) la nature initiale du processus qui conduisit à la création des Combattants de la liberté. Cette procédure française d'adaptation au gaullisme de la ligne kominformienne d'indépendance nationale fut rapidement – et sans entraîner d'état d'âmes chez ses cadres – intégrée dans le combat mondial pour la paix, mais on préféra ne pas mettre en valeur cette généalogie par trop ouvertement marquée par la tactique de « Front national » afin de jouer davantage la carte de la solidarité planétaire face aux menaces de mort impérialistes.

L'épisode ne mériterait d'ailleurs qu'une brève mention si sa répétition à quinze ans d'intervalle[12] ne témoignait de la volonté communiste de mettre en liaison guerre et fascisme mais aussi de s'assurer le double privilège du choix permanent entre les cibles et de la lucidité stratégique. Cette dernière qualité ne se manifesta guère, à la vérité, en matière d'adaptation aux nouvelles réalités militaires. À cet égard, l'attitude thorézienne par rapport aux discours dominants à Moscou, où l'atome était pris très au sérieux, confirme le bien-fondé de la caractérisation du groupe dirigeant communiste français comme doté d'un capital culturel[13] le conduisant à dévaloriser l'autonomie intellectuelle au profit d'une interprétation littérale des grands récits d'un passé nécrosé. Ceci ne suffit certainement pas à expliquer totalement l'absence de mobilisation significative contre l'atome, telle qu'en ont connue la RFA et la Grande-Bretagne à la fin des années 1950[14]. Mais même si la guerre d'Algérie est certainement un facteur essentiel, à l'époque, de ce décalage, ce dernier n'en constitue pas moins un symptôme caractéristique de contre-modernité tant il est vrai que les questions stratégiques constituent un banc d'essai redoutable en matière de capacité d'adaptation. Ce comportement de la direction communiste face à la révolution stratégique nucléaire était d'autant plus

12. Soit en 1932-1933 puis 1948-1949.
13. Voir sur ce point la conclusion de Lazar (Marc), *Maisons rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Aubier, 1992, p. 329-340.
14. Hassner (Pierre), « Pacifisme et terreur », *in* Lellouche (Pierre) (dir.), *Pacifisme et dissuasion*, Institut français des relations internationales, 1983, p. 162-164.

remarquable que le Parti bénéficiait potentiellement d'une expertise de haut niveau en la personne de Joliot-Curie. Michel Pinault a bien montré à quel point le savant était tenu en lisière du processus de décision politique, sans égard pour ses compétences. Le processus était en l'occurrence le même que dans le domaine politique : Thorez s'en tenait à ses très riches heures (1935-1947), époque où il était en phase avec son temps, y compris sur le plan militaire lorsque la presse communiste vantait, en 1936, les mérites des parachutistes et des divisions blindées.

Si cette question est désormais du seul ressort des historiens, on en est bien sûr encore loin en ce qui concerne la guerre d'Algérie, épisode qui constitua pour toute une génération militante le terrain par excellence d'un Combat pour la paix dont la légitimité n'est guère remise en question, sauf à considérer que le Parti pouvait mieux faire. Et sans doute le PCF n'a-t-il pas échappé sur ce plan aux diverses tempêtes mémorielles qui traversent le ciel français[15]. À la fin du XXe siècle, une recension nord-américaine sur la guerre d'Algérie et la mémoire française pouvait encore écrire que « les communistes, en votant les pleins pouvoirs au gouvernement Guy Mollet étaient aussi impliqués dans la guerre ; préoccupés par l'opinion publique française, ils abandonnèrent le programme anti-impérialiste de leur parti et ne soutinrent l'indépendance que tardivement dans le conflit[16] ». Il n'est guère contestable que le souci d'adaptation au niveau de conscience a pesé dans les pratiques du PCF. Lorsque Francis Jeanson rencontre, en 1958, Laurent Casanova (par l'intermédiaire d'Henri Curiel, un homme peu suspect d'anti-soviétisme), ce dernier invoque, afin de justifier la retenue du PCF devant la perspective d'un soutien ouvert au FLN, le fait que « la classe ouvrière française est raciste, colonialiste, impérialiste ».[17] Ceci valait d'ailleurs dans les deux sens : le Parti a également su fort bien comprendre la centralité de la question algérienne au moment où, précisément, l'opinion commençait à basculer. Mais sa ligne lui était fondamentalement dictée par une appré-

15. Parmi une littérature luxuriante, *cf.* Pervillé (Guy), *Pour une histoire de la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Picard, 2002.
16. Cohen (William B.), « The Algerian War and French Memory », *Contemporary European History*, 9, 3, novembre 2000.
17. Cit. *in* Ulloa (Marie-Pierre), *Francis Jeanson. Un intellectuel en dissidence de la Résistance à la guerre d'Algérie*, Berg International, 2001, p. 143.

ciation internationale de la corrélation des forces. Dans cette optique, la question allemande et le souci de voir s'accroître les « zones de paix » chères à Khrouchtchev pesaient bien davantage que la volonté « social-impérialiste » qui lui est aujourd'hui encore prêtée de maintenir les privilèges de son aristocratie ouvrière par le biais de surprofits coloniaux[18]. La piste visant à éclairer l'attitude du Parti par un ensemble de dispositions culturelles implicites tendant à hiérarchiser les prétentions des différents peuples à la dignité nationale nous semble également fructueuse, d'autant plus qu'un minimum de formation léniniste entraîne rapidement les cadres de base à admettre que le droit des peuples à la libre disposition n'a rien d'un impératif catégorique. On perçoit d'ailleurs mal comment la plupart des militants auraient pu se départir de la croyance générale en France sur la supériorité de la civilisation laïque[19], ceci pour ne rien dire d'un imaginaire impérial dont le caractère folklorique n'atténua en rien le ressentiment du cortège de « travailleurs algériens » un jour salué, dans une banlieue rouge, par la populaire *Casquette du père Bugeaud*[20].

Pourtant – et c'est à nos yeux l'essentiel – le PCF s'est clairement inscrit contre tout processus d'intégration des musulmans dans la citoyenneté française. Les communistes devaient à la fois affaiblir leur propre impérialisme tout en montrant du doigt le boulet économique de la guerre coloniale. Avant même le déclenchement de la lutte armée par le FLN, il dénonçait les militants qui « acceptent encore la propagande officielle » affirmant que « l'Algérie c'est la France » et en arrivaient de ce fait à considérer les travailleurs algériens comme des compatriotes dont il fallait défendre les « droits de Français comme nous ». En conséquence, les Algériens membres du PCF devaient être, conformément aux décisions du XIII[e] congrès, organisés « dans leurs groupes de langue et sous la direction des organismes réguliers du parti », au même titre que les

18. Dahmani (Akli), « Le Parti communiste français face à la guerre d'Algérie ou l'intérêt national supérieur de la France », *Cahiers d'Histoire immédiate*, n° 20, automne 2001.
19. Le 6 octobre 1944, Pierre Hervé pouvait ainsi écrire dans *Action* : « Avec la participation de l'Union soviétique et de la Grande-Bretagne, nous reconstruirons une Europe unie dont l'axe essentiel sera Londres-Paris-Moscou et dont une des formes nécessaires d'expansion civilisatrice sera commune sera l'Eurafrique. »
20. Témoignage d'André Tollet, *in* Bouayed (Anissa), *La CGT et la guerre d'Algérie*, thèse de III[e] cycle, Université de Paris-VII, 1985, p. 224.

autres étrangers[21]. Dès lors, on peut voir la CGT – qui a adopté en son sein la même distinction – s'opposer vigoureusement devant le Conseil économique et social aux thèses intégrationnistes de Robert Delavignette, ancien directeur de l'École coloniale et qui défend alors des positions proches de Jacques Soustelle[22]. Si, à la différence de Force ouvrière, la CGT ne se prononce pas sur la question de l'ouverture aux musulmans d'Algérie du marché du travail métropolitain (un temps avancée par Soustelle[23]), on a vu que le PCF avait manifesté sur le principe de l'immigration étrangère les plus expresses réserves, arguant du caractère critique de la conjoncture économique du moment. On peut aisément se référer, si l'on souhaite accéder directement à une vision didactique de la question, aux *Données sur le problème algérien* diffusées par la CGT. Sous la signature d'Alain Le Léap et après avoir dénoncé les discriminations juridiques, notamment en matière d'allocations familiales, la brochure souligne ainsi l'existence de « différences essentielles entre la population de notre pays et la population musulmane d'Algérie : la race, les mœurs, les coutumes, la religion sont différents[24] ».

Il est ici de bonne méthode de se conformer aux considérations que nous avons nous-mêmes développées sur la nécessaire prise en compte de l'interactivité des attitudes : ce qui vaut pour les adversaires catholiques et protestants, comme bolcheviks et nazis, ne cesse pas d'être pertinent à propos du couple PCF/FLN. La « lutte pour la paix » communiste en Algérie est largement tributaire de l'attitude de l'organisation nationaliste. À la fois parce que celle-ci joue avec un savoir-faire certain la carte de l'internationalisation du conflit[25], mais aussi parce que sa propre culture politique se traduit par l'emploi de méthodes[26] sur lesquelles les

21. Note des renseignements généraux, 6 octobre 1954. Cit. *in* Charpier (Frédéric), *Les RG et le Parti communiste, un combat sans merci dans la guerre froide*, Plon, 2000, p. 234-235.
22. Séance du 28 juin 1955, cit. par A. Bouayed, *op. cit.*, p. 241-242.
23. L'opposition de FO est explicite dans l'article « Algérie et Eurafrique », *FO-Hebdo*, n° 479, 14 avril 1955. *Cf.* Bouayed (A.), *op. cit.*, p. 264.
24. *Ibid.*, p. 252.
25. Frémeaux (Jacques), « La guerre d'Algérie et les relations internationales », *Relations internationales*, n° 105, printemps 2001.
26. Voir par exemple Carlier (Omar), *Entre Nation et Djihad. Histoire sociale des radicalismes algériens*, FNSP, 1995.

communistes français, confrontés à la pression des moyens d'information concurrents, n'ont pas les moyens de demeurer silencieux. Comme l'ensemble des forces politiques le PCF entre, dans les années 1950, dans une période où la distinction civils-combattants est réaffirmée en réaction aux catastrophes antérieures[27]. Mais il l'aborde avec des prérequis qui, fondamentalement, font primer la question de la souveraineté sur celle du droit. Il va sans dire que cette défiance à l'égard de tout communautarisme planétaire n'interdit aucunement l'instrumentalisation de catégories telles que le « crime contre l'humanité », à l'encontre au premier chef de l'impérialisme américain. Mais – en dépit d'invocations tactiques à la « conscience universelle » –, l'usage de ces notions ne constitue jamais un thème majeur de campagne. Dans la parole centrale du Parti (décisions, réunions du CC...), elle n'ont quasiment jamais droit de cité. C'est en particulier le cas, encore une fois, pendant la guerre d'Algérie où, aux moments les plus forts de la protestation contre les tortures (françaises), la revendication d'un Nuremberg pour le gouvernement français reste l'apanage d'un noyau d'avocats, parfois membres du Parti comme Jacques Vergès. Quant aux violences exercées par le FLN, elles relèvent, *en Algérie*, des horreurs de la guerre et constituent un argument supplémentaire en faveur d'un cessez-le-feu. En revanche, toute tentative pour porter le combat en métropole et contre des cibles civiles *non musulmanes*[28] fait l'objet de mises en garde que l'on pourrait rapprocher, dans leur forme, des commentaires trotskystes sur les pratiques du PCF pendant la Seconde Guerre mondiale.

On ne s'attardera pas ici sur l'ambiguïté constitutive du rapport communiste français à la violence[29]. Dans ce domaine, la dimension

27. Voir sur ce point Branche (Raphaëlle), « "Si tu veux la paix, contrôle la guerre". Les conventions de Genève dans la guerre d'Algérie », *in* Michel (Alain-René), Vandenbussche (Robert) (eds), *L'Idée de Paix en France et ses représentations au XXe siècle*, Villeneuve d'Asq, CRHEN-O Lille III, 2001.

28. Lors de l'extermination des cadres MNA (et des représailles qui s'ensuivent), le PCF dénonce l'opportunité de la « lutte fratricide » mais ne condamne aucunement le processus de liquidation terroriste en tant que tel.

29. Lazar (Marc), *Le Communisme, une passion française*, Perrin, 2002, p. 184-190. Sur les origines de cette fascination pas toujours avouée pour la cruauté révolutionnaire, *cf.* Santamaria (Yves), « Passions pacifistes et violence révolutionnaire aux origines du communisme français », *Communisme*, 67-68, 3e et 4e trimestres 2001.

téléologique laisse toujours la voie ouverte à la montée aux extrêmes, si celle-ci est jugée nécessaire par la direction historique du prolétariat. Jusqu'à Gorbatchev, la notion d'humanité est constamment battue en brèche par l'affirmation de sa scission fondamentale en classes hostiles, situation impliquant une nécessaire différenciation des critères applicables aux camps en présence. Ainsi que le proclamait une formule maoïste accueillant en 1968 le visiteur de la Faculté des Lettres de Montpellier : « La vie d'un prolétaire pèse des tonnes ; celle d'un contre-révolutionnaire est comme une plume. » Il ne nous semble d'ailleurs pas indifférent que l'une des rares expressions publiques du PCF de la IVe République sur la question des Droits de l'homme ait précisément porté sur la nécessité de subordonner ces derniers au principe du « right or wrong, my country », dans le droit fil de la Déclaration de 1789[30]. Lors des Assises des Combattants de la paix et de la liberté (27-28 novembre 1948), Charles Tillon avait explicitement affirmé la vanité de la conception onusienne des Droits de l'homme, avant de demander, dans l'enthousiasme, que leur soit substituée une déclaration affirmant la prévalence des « droits de l'homme et de la nation ». C'est que, paradoxalement, cette période où le PCF est considéré par la majorité de l'opinion comme lié organiquement à un pays étranger est également celle où il s'est frontalement dressé contre les trois dangers qui, selon lui, tendaient à faire perdre à la France une substance ethnique dont il s'était fait, depuis 1935, le plus vigoureux défenseur[31]. Outre les deux secteurs principaux – l'Amérique, l'Europe – sur lesquels il livre sa « Lutte pour la paix » sous la IVe République, le PCF s'oppose *de facto* à l'africanisation de la France. Rappelons qu'à la Libération, à la différence de la main-d'œuvre européenne considérée comme ayant vocation à la naturalisation, les maghrébins sont considérés par le PCF (et de Gaulle...) comme des étrangers en transit dont l'avenir est tracé dans une patrie elle-même promise à une

30. Sans pouvoir développer ce point, on considérera ici que le texte du 26 août 1789, en proclamant à la fois l'universalité des droits et la souveraineté nationale, a érigé le nationalisme en valeur universelle sans pouvoir nommer l'instance apte à hiérarchiser entre droits de l'homme en général et droits du citoyen français à défendre sa souveraineté dont il est entendu qu'elle fait partie intégrante desdits « droits de l'homme ».

31. Voir sur ce point la démonstration de Lazar (Marc) in *Le Communisme, une passion française*, *op. cit.*, p. 81-90.

indépendance aux contours alors incertains[32]. Fort de cette délimitation ethno-culturelle, le Parti se livre à une apologie du bonheur français[33] qui, de la défense de la gastronomie à celle du cinéma de Jean Berthomieu (l'homme qui a mis le pied à l'étrier à Bourvil[34]), donne quelque profondeur historique au succès enregistré, lors de la fête de *L'Humanité* 2003, par le syndicaliste paysan José Bové. Même s'ils ne l'invoquent pas souvent, les communistes français sont *aussi* les héritiers d'Ernest Renan, dont Marcel Cachin a inauguré la maison natale à Tréguier. Porteuse d'un nom doublement prestigieux puisqu'elle signe « Mme Psichari-Renan », l'une des descendantes de l'auteur de *Qu'est-ce qu'une nation ?* figure d'ailleurs dans diverses vitrines de la boutique communiste. Elle est en effet membre de la Commission nationale permanente des Combattants de la paix et de la liberté et fait partie de la première vague de signataires de l'Appel de Stockholm. Mais davantage que l'inventeur du « plébiscite quotidien », leur Renan est plutôt celui qui, comme l'a montré Yves Lacoste[35], voit dans la France non seulement une entité fondée sur « la possession en commun d'un riche legs de souvenirs » mais encore un ensemble dans lequel un certain nombre de « sujets » (les musulmans d'Algérie), jusqu'alors privés (sauf naturalisation) de citoyenneté, n'ont pas vocation à rejoindre la « communauté de destin » française.

Pour ce type de nationalisme antiraciste mais différencialiste[36], républicain et dépourvu de prétentions impérialistes, le rapprochement vaut également avec le gaullisme, dont le PCF a très rapidement compris qu'il était, lui aussi, hostile à l'intégration. Question soviétique mise à part[37], la différence majeure réside selon nous en ce que de Gaulle développe un attachement à la France de nature identitaire, voire messianique, mais

32. *Cf.* Santamaria (Yves), « Le peuple de France ne fera jamais la guerre à l'URSS », *Cahiers d'Histoire sociale*, n° 11, hiver 1998-1999, p. 155-156.
33. Mer (Jacqueline), *Le Parti de Maurice Thorez ou le bonheur communiste français : étude anthropologique*, Payot, 1977.
34. Hubert-Lacombe (Patricia), *Le cinéma français dans la guerre froide, 1946-1956*, L'Harmattan, 1996, p. 139.
35. Lacoste (Yves), *Vive la nation. Destin d'une idée géopolitique*, Fayard, 1997, p. 151-162.
36. Le qualificatif vaut surtout pour de Gaulle et le PCF, Ernest Renan n'étant pas exempt d'antisémitisme.
37. …et ce n'est pas rien !

qui n'a nul besoin de se nourrir de la crainte de l'autre tant il est assuré de ses propres fondements[38]. Au contraire, le PCF se déterminerait largement en fonction du couple ami/ennemi et cette disposition faciliterait chez lui une posture défensive, commune au pacifisme et aux groupes sociaux se percevant comme victimes d'une désagrégation de leurs liens collectifs[39]. Cette problématique apparaît d'ailleurs aussi féconde à l'échelle des petites communautés rurales qu'à celle de la nation-France[40]. Bien entendu, la voie menant de cette identification sociologique jusqu'au patriotisme est aussi sinueuse qu'elle est « surdéterminée par le messianisme idéologique »[41]. La distinction entre « citoyenneté » soviétique et « nationalité » française, établie par Thorez se couplait, au plan stratégique et téléologique, à la croyance profonde dans la coïncidence entre les intérêts d'État de l'URSS et ceux de la France. À l'abri de ce dédouanement *soi-disant* internationaliste pouvait déferler sans retenue un nationalisme culturel borné (comme le folklore ukrainien et bouriate) par la croyance en la légitimité de la souveraineté du parti-phare soviétique. L'hypothèse nous semble en tout cas validée par l'extrême sensibilité du PCF, après 1947, aux thèmes du déclin ainsi qu'à la recherche de solutions alternatives (réorientation du commerce vers les « marchés historiques » de l'Est, rapports de type nouveau avec les anciennes possessions d'Outre-mer, etc.) dont l'adoption supposait le succès de la « Lutte pour la paix » engagée après 1947 par le PCF afin d'extraire, selon lui, le pays du cauchemar atlantique, du gouffre colonial et du traumatisme de la défaite. En ce sens, et symétriquement aux gaullistes, les communistes ont participé de la croyance épinglée (mais comment ferrailler contre un mythe ?) par Georges Bernanos :

---

38. Touraine (Marisol), « La représentation de l'adversaire dans la politique extérieure française depuis 1981 », *Revue française de Science politique*, octobre 1993, d'après Grosser (Pierre), *Les temps de la guerre froide. Réflexions sur l'histoire de la guerre froide et les causes de sa fin*, Bruxelles, Complexe, 1995, p. 184.
39. *Cf.* Mischi (Julian), *op. cit.*
40. Voir, en ce qui concerne essentiellement l'URSS, la réflexion de Clermont (Pierre), *Le communisme à contre-modernité*, Presses universitaires de Vincennes, 1993.
41. Buton (Philippe), « Les militaires et le communisme à la Libération », *in* Forcade (Olivier), Duhamel (Éric), Vial (Philippe), *Militaires en république 1870-1962. Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France*, Publications de la Sorbonne, 1999.

« On aura beau lui répéter [à la France] que la guerre est une saloperie, la double honte militaire de Munich et de Rethondes lui reste toujours sur l'estomac. Au lieu de s'entêter à lui persuader qu'elle a gagné la guerre […] on l'aurait mieux servie en l'invitant à se mettre les doigts dans la bouche et à se faire vomir. »[42]

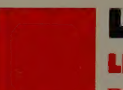
42. « Le poids de l'exil », *Le Figaro*, 2 février 1946.

Index des noms propres

Table des matières

10116987 - (I) - (2,5) - C2000 - OSB 100° - ACT - Dépôt légal : juin 2006
Imprimé en France par EMD S.A.S. – 53110 Lassay-les-Châteaux – N° d'imprimeur : 15591

YVES SANTAMARIA



LE PARTI DE L'ENNEMI ?

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS DANS LA LUTTE POUR LA PAIX (1947-1958)

Sous la IVe République, les Français eurent peur. Dans le ciel de Corée, les duels entre pilotes américains et soviétiques donnaient à l'expression « guerre froide » une amère saveur. Les tanks soviétiques étaient « à deux étapes du Tour de France cycliste ». Ces propos du général de Gaulle n'étaient pas pris à la légère, les anticommunistes en tirant argument pour vouloir réduire le PCF au silence. Premier parti de France, celui-ci affichait son intention d'accueillir l'Armée rouge à bras ouverts si jamais elle devait « poursuivre ses agresseurs » jusque sur le sol de l'hexagone. Écartelés entre Washington et Moscou, encore sous le choc de leur défaite face à l'Allemagne, les Français étaient de toute façon incapables de se défendre par leurs propres moyens.

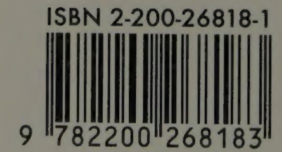
Accusés par les socialistes de n'être « ni à gauche, ni à droite, mais à l'Est », le PCF avec à sa tête Maurice Thorez dont l'attitude pendant la guerre faisait l'objet de violentes polémiques, tenta néanmoins de faire fructifier le capital patriotique acquis sous l'Occupation.

Fondé à la fois sur les archives du PCF et de ses adversaires (notamment policiers...), cet ouvrage retrace la trajectoire d'une organisation dont le Secrétaire général avait expliqué à Staline qu'il se sentait « l'âme d'un citoyen soviétique ». Ainsi, pendant que l'armée française affrontait, en Asie (Indochine, Corée) comme en Afrique (Algérie, Égypte), des forces équipées par l'URSS et les « démocraties populaires », le PCF afficha au nom de la Paix une solidarité sans failles envers Moscou.

YVES SANTAMARIA, agrégé et docteur en histoire, est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Grenoble. Il est notamment l'auteur de : *Le pacifisme, une passion française* (Armand Colin, 2005).

Couverture : Frank Sérac

ISBN 2-200-26818-1



ARMAND COLIN